

TABLE NOMINATIVE 2015 - DÉBATS DU SÉNAT

ABATE (Patrick)
sénateur (Moselle)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 13 janvier 2015.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 20 février 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis vice-président du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Médias, livre et industries culturelles : presse [n° 168 tome 4 fasc. 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Franck Picaud, inspecteur d'académie, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 41, 42).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 16** (*Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats*) (p. 476, 477). (p. 477, 478). (p. 478).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Article 12** (*art. 12, 13 et 14 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Adaptations au droit de l'Union européenne*) (p. 1303).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1331).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2377, 2378). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le*

cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire) (p. 2384).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2395, 2396).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2511, 2512).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2524, 2525).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 3** (*art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées*) (p. 2614). (p. 2615). - **Article 22** (*art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2649). (p. 2650). - **Article 28 bis** (*art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français*) (p. 2657).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'usine PSA de Trémery** - (24 mars 2015) (p. 2856, 2857). (p. 2857, 2858).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2876, 2877).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3287). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3297, 3298). - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3326). (p. 3327). (p. 3328, 3329). (p. 3330). - **Article 5** (*art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier*) (p. 3340, 3341). (p. 3341). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3355, 3356). - **Article 8 quinquies** (*art. L. 213-2 du code de la route - Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève*) (p. 3373).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (*art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds*) (p. 3397). (p. 3399). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). - **Article 11** (*art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail*) (p. 3455, 3456). (p. 3461).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre*) (p. 3689). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-*

3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3694). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation du cumul des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance pour les organismes d'HLM et leurs filiales dédiées au logement intermédiaire) (p. 3699, 3700). (p. 3700). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3708). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3725). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3730). (p. 3731). (p. 3735). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3749). (p. 3750).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3787, 3788). (p. 3789). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3790, 3791).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collèges** - (16 avril 2015) (p. 3897).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3910, 3911). (p. 3916).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4349). - **Article 57 bis (supprimé)** (Faculté pour les administrations financières dans les départements d'outre-mer d'attester de la capacité d'une entreprise à obtenir un marché public, pour les dispenser de fournir des attestations fiscales et sociales) (p. 4370). - **Article 58 bis A** (art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées) (p. 4378, 4379). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408). - **Article 64 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Rapport annuel d'information sur les « retraites chapeau ») (p. 4411).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4464, 4465). (p. 4467). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4495). (p. 4499). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4511). (p. 4511). - **Article 87 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1

[nouveau] du code du travail - Aménagement des seuils sociaux) (p. 4530). (p. 4530).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4912). (p. 4913). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4917). (p. 4917). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4921).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5030, 5031).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5182, 5183). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5189).

- **Question orale sans débat sur les réponses du Gouvernement à la crise du logement social étudiant** - (9 juin 2015) (p. 6141, 6142). (p. 6142).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6241, 6242). - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche) (p. 6245).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6260).

- **Question orale sans débat sur la rénovation et la revitalisation des dispositifs de démocratie locale** - (23 juin 2015) (p. 6617). (p. 6617, 6618).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles) (p. 6677). - **Article 7 bis** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce - Renforcement de l'effectivité de la présence de représentants des salariés au conseil d'administration) (p. 6680). (p. 6680).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7269, 7270). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 7272).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8067, 8068). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8091).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies**

(art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8317).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9402, 9403).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11668). (p. 11668, 11669).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12125, 12126).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12205).

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Secrétaire du Sénat.

Délégué de la Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; nouvelle nomination le 15 juillet 2015.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 164 tome 3 annexe 24 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers

« Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 7, 8).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 42).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 58). (p. 60). - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 108).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 125). (p. 134). (p. 148).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 15** (*Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre*) (p. 467). - **Article 16** (*Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats*) (p. 476).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 596). (p. 596). (p. 596).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 887).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1146).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 23** (*art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération*) (p. 1857). (p. 1857). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 1868). (p. 1869). - **Article 27 bis A** (*art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable*) (p. 1879). (p. 1881).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3150, 3151).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3873).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones blanches** - (16 avril 2015) (p. 3907).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3933). (p. 3934). - **Article 34 bis A (nouveau)** (*art. L. 131-1 du code des assurances - Possibilité pour un contrat d'assurance vie de prévoir le règlement des sommes dues sous forme de parts de fonds commun de placement à risque*) (p. 3945, 3946). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3946). (p. 3946, 3947).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5434). (p. 5436, 5437).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 8** (*art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre 1er du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions*) (p. 5494).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5842).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6186, 6187).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7358).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 septembre 2015) (p. 8307).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8359).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 septembre 2015) (p. 8397).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 32 bis** (*art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile*) (p. 10065). (p. 10068). (p. 10068). (p. 10069). (p. 10070). - **Article 33** (*art. L. 312-1, L. 313-3 et L. 313-14-1 du code de l'action sociale et des familles - Autorisation des services d'aide à domicile intervenant auprès des familles fragiles*) (p. 10070). (p. 10070). - **Article 34** (*Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile*) (p. 10071). - **Article 36 bis** (*art. L. 3142-22, L. 3142-23, L. 3142-24, L. 3142-25, L. 3142-26, L. 3142-27, L. 3142-28, L. 3142-29 et L. 3142-31 du code du travail, art. L. 241-3-2 du code de la sécurité sociale - Congé de proche aidant*) (p. 10072). (p. 10073). - **Article 38** (*art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances*

rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10076).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11596, 11597). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32,

L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11619, 11620). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11623).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte des intercommunalités** - (26 novembre 2015) (p. 11707, 11708). (p. 11708).

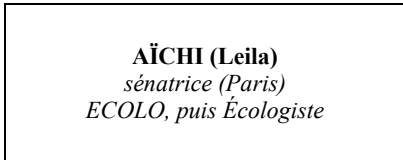
- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11731, 11732).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11750). (p. 11751, 11752). (p. 11752). (p. 11753).



NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis rapporteure du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air [n° 270 (2014-2015)] (30 janvier 2015) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : Pollution de l'air : le coût de l'inaction [n° 610 tome 1 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : Pollution de l'air : le coût de l'inaction [n° 610 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Climat : vers un dérèglement géopolitique ? [n° 14 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 166 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 février 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de

sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
- Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Audition de M. Philippe Hubert, directeur des risques chroniques, et de Mme Laurence Rouil, responsable du pôle modélisation environnementale et décision de cette direction, à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Audition de MM. Marc Mortureux, directeur général, Gérard Lasfargues, directeur-général adjoint scientifique, Dominique Gombert, directeur de l'évaluation des risques, de Mme Alima Marie, directrice de l'information, de la communication et du dialogue, et de M. Benoît Vergriette, chef de l'unité risques et société, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de Mme Nathalie Girouard, chef de la division des performances environnementales et de l'environnement, et de M. Nils-Axel Braathen, administrateur principal, à la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Markus Amann, directeur du programme pour la réduction des polluants de l'air et des gaz à effet de serre, à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA).

Audition de M. Xavier Bonnet, chef du service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, de Mme Doris Nicklaus, cheffe du bureau « déchets, ressources et matières » au sein de ce service, et de M. Valéry Morard, sous-directeur de l'information environnementale, au commissariat général au développement durable.

Audition de MM. Michel Thibaudon, directeur, et Michel Jouan, administrateur, du réseau national de surveillance aérobiologique.

Audition de Mme Agnès Lefranc, directrice du département santé environnement à l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de M. Olivier Chanel, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, expert pour l'InVS dans le cadre du projet européen Aphekom, et M. Pascal Beaudeau, responsable d'unité à l'InVS.

Audition de Mme Isabella Annesi-Maesano, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, coordonnatrice de l'étude européenne Gerie sur les effets sur la santé de la qualité de l'air intérieur dans les maisons de retraite.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Marc Larzillière, président du centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Audition de MM. Gérard Guibert, président de la Fabrique écologique et Stéphane Illouz, président du groupe de travail sur la pollution de l'air en région parisienne.

Audition, sous forme de table ronde, de M. Gilles Lacan, président d'Ecologie sans frontières, de Mme Lorelei Limousin, chargée de mission climat et transports au Réseau action climat, de M. Denis Voisin, coordinateur du lobby d'intérêt général à la fondation Nicolas Hulot et de M. Sébastien Vray, président de Respire.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition commune de M. Luc Barret, directeur général adjoint et médecin-conseil national, de Mme Christelle Gastaldi-Ménager, responsable adjointe du département études sur les pathologies et les patients, de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et de M. Fabrice Henry, président de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (UNOCAM).

Audition commune de Mme Andrée Buchmann, présidente du conseil de surveillance, et du Pr Francis Allard, président du conseil scientifique, de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (OBQI) et de Mme Séverine Kirchner, directrice scientifique de l'OBQI, directrice adjointe « santé, confort » du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Audition commune de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), de M. Olivier Toche, chef de service, et Mme Béatrice Legrand-Jung, sous-directrice des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail à la Direction générale du travail.

Audition du professeur Michel Aubier, chef du service de pneumologie à l'hôpital Bichat, représentant l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de MM. Frédéric Gonand et Thomas Kerting et de Mme Mathilde Lorenzi, auteurs de La Bataille de l'air (Descartes et Cie, janvier 2015).

Audition de MM. Jean-Christophe Bureau, professeur d'économie à AgroParisTech, et Jean-Christophe Vergnaud, directeur de recherche au CNRS.

Audition de MM. Yann Fichet, directeur des affaires institutionnelles et industrielles, et Matthieu Beaulaton, directeur de la production des semences de grandes cultures de Monsanto.

Audition de Mmes Francelyne Marano, vice-présidente de la commission spécialisée risques liés à l'environnement et Kiran Ramgolam, conseillère scientifique, du Haut conseil de la santé publique.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Antoine Henrion, président de la chambre d'agriculture de la Moselle et responsable du dossier « qualité de l'air » à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (Apca), de M. Michel Gagey, médecin national adjoint à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), de MM. Éric Thirouin, président et Thierry Coué, vice-président de la commission environnement de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de MM. Jean-François Soussana, directeur scientifique chargé de l'environnement et Antoine Momot, chef de cabinet du président de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

Audition de M. Didier Havette, directeur en charge du développement durable et des critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, à Bpifrance.

Audition de MM. Xavier Susterac, président de BASF France et Philippe Prudhon, directeur technique de l'Union des industries chimiques et d'un représentant de Bayer.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Marc Teyssier d'Orfeuill, délégué général, de Mme Juliette

Kacprzak, consultante mobilité et de M. Thibaut Moura, responsable pôle mobilité, du club des voitures écologiques.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Guy le Bras, directeur général du groupement des autorités responsables de transport.

Audition de M. Marc Delayer, président de la commission techniques, énergies et développement durable, de M. Claude Faucher, délégué général, de Mme Anne Meyer, directrice du département des affaires économiques et techniques et de Mme Stéphanie Lopes d'Azevedo, chargée de mission, de l'union des transports publics et ferroviaires.

Audition de M. Nicolas Paulissen, délégué général, de M. Benoît Daly, secrétaire général et de Mme Élisabeth Charrier, secrétaire générale pour l'Île-de-France, de la fédération nationale des transports routiers.

Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente directrice-générale, de Mme Sophie Mazoue, responsable de l'entité « ressources environnementales » et de M. Xavier Léty, délégué général en charge du contrat Stif, de la RATP, de MM. Christian Dubost, directeur délégué au développement durable et Jacques Peynot, directeur délégué des gares transiliennes, de la SNCF.

Réunion du vendredi 5 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian de Perthuis, ancien président du Comité pour la fiscalité écologique.

Audition de M. Christian Chapelle, directeur des développements chaînes de traction et châssis, de M. Pierre Macaudière, expert en dépollution moteurs, de Mme Mathilde Lheureux, déléguée aux relations avec les institutions publiques et le Parlement, et de M. Jean-Baptiste Thomas, directeur presse, informations, médias, du groupe PSA Peugeot Citroën, de Mme Nadine Leclair, membre du comité de direction, en charge de la filière d'expertise, de Mme Martine Meyer, responsable environnement et santé à la direction du plan environnement, de M. Jean-Christophe Beziat, directeur des relations institutionnelles innovation et véhicule électrique, de Mme Maria Garcia Coudoin, chargée d'affaires publiques et de Mme Louise d'Harcourt, directeur des affaires politiques et parlementaires, de Renault.

Audition de M. Francis Duseux, président de l'Ufip, et de MM. Daniel Le Breton, directeur marketing, et Jean-Paul Cazalets, délégué environnement de Total.

Audition de M. Michel Wachenheim, ancien directeur général de l'aviation civile, conseiller du président du groupe, de M. Bruno Costes, directeur environnement, et de Mme Annick Perrimondu Breuil, directeur des relations avec le Parlement, d'Airbus, et de Mme Anne Bondiou-Clergerie, directrice de la recherche-développement, de l'espace et de l'environnement et de M. Jérôme Jean, directeur des affaires publiques, du groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas).

Réunion du lundi 8 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christophe Rocca-Serra et Mme Caroline Blanchard, (Tallano technologie), et de MM. Sébastien Le Pollès et Patrice Molle (Flexfuel Company).

Audition de M. François Magnien, sous-directeur de la prospective, des études et de l'évaluation économiques, et de M. Christophe Lerouge, chef du service de l'industrie de la direction générale des entreprises au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Audition de M. Gérard Feldzer, consultant en aéronautique, conseiller régional d'Île-de-France.

Audition de M. Thierry Sueur, de Mme Aliette Quint et de M. Paul-Édouard Niel (Air liquide).

Audition de MM. Pierre Burban (Union professionnelle artisanale), Michel Guilbaud (Medef), Franck Chevallier (Medef), Jean-Eudes du Mesnil du Buisson (CGPME) et de Mme Sandrine Bourgogne (CGPME).

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du gouvernement.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de M. Patrick Martin Uzamugura, architecte.

Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II-1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de

communications - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 25, 27).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Article unique** (p. 1171, 1172).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2231, 2232).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 246 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2240).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2895, 2896).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3076, 3077).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3785). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798, 3799). (p. 3800).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3988). (p. 3989). (p. 3991).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5157, 5158). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires*) (p. 5164). (p. 5165). (p. 5166). (p. 5166). (p. 5166, 5167). (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5167). (p. 5168). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur les risques et menaces que constituent les survols illégaux par des aéronefs télépilotés*) (p. 5169). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5217, 5218).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6494, 6495).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6506, 6507).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7345, 7346). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 7388).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7504, 7505).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7690, 7691).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7721, 7722).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût économique de l'inaction en matière de pollution de l'air** - (16 juillet 2015) (p. 7770).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7873, 7874).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8226, 8227).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du dérèglement climatique sur la géopolitique** - (15 octobre 2015) (p. 9658). (p. 9659).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9673, 9674).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air par le diesel** - (3 novembre 2015) (p. 10255, 10256).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11164).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11629, 11631).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11760, 11761). - **État B** (p. 11775).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11797, 11798).

Aide publique au développement

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11809). (p. 11809).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12084). (p. 12092, 12093).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13164, 13165).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13170, 13171).

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du collège du Comité consultatif des jeux et de la Commission consultative des jeux de cercle et de casinos le 3 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-président le 13 mai 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Bethève, économiste.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Audition de M. Maros Sefcovic, vice-

président de la Commission européenne en charge de l'énergie et du climat.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 140). (p. 141). (p. 175). (p. 176). (p. 177). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 199). (p. 199, 200). (p. 200). (p. 204, 205).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1215).

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1245, 1249).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3024, 3025).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3521).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703, 3704).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3881). (p. 3881). (p. 3882).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86 ter** (p. 4527).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4562, 4563).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5381). (p. 5382). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5386). (p. 5386).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5454).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6290, 6291).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recadrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7102).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9295).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9529).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance) (p. 11052).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11769).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12292, 12293).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13101, 13102).

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI, puis RDSE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique du 4 février 2015 au 21 octobre 2015.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) et des hépatites virales chroniques le 7 octobre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 348 (2014-2015)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 467 (2014-2015)] (27 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 12 (2015-2016)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 103 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Désignation d'un vice-président et échange de vues sur les travaux de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur

général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la métropole Aix-Marseille dans le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (15 janvier 2015) (p. 158).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6311, 6312).

- Corapporteur - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6334). (p. 6335, 6336). (p. 6339). (p. 6340, 6341). (p. 6341). (p. 6342). (p. 6344). (p. 6345). (p. 6345, 6346). (p. 6346, 6347). (p. 6348). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6349). (p. 6349). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6351). (p. 6353, 6354). (p. 6355). (p. 6356). (p. 6356). (p. 6357). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6362). (p. 6365, 6366). (p. 6368).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6384, 6385). (p. 6385, 6386). (p. 6393, 6394). (p. 6395, 6396). (p. 6399, 6400). (p. 6403). (p. 6404). - **Article 4** (*art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire*) (p. 6405). (p. 6406). - **Article 4 bis (supprimé)** (*art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs*) (p. 6406). - **Article 5** (*art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement*) (p. 6407). (p. 6408).

- Rapporteur - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6412, 6413). - **Article 14 (supprimé)** (*Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs*) (p. 6439).

- **Question orale sans débat sur la chasse traditionnelle à la glu** - (21 juillet 2015) (p. 7998). (p. 7999).

- **Mises au point au sujet de votes** - (15 septembre 2015) (p. 8269).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quater** (*art. L. 3232-9 [nouveau] du code de la santé publique - Prévention de l'anorexie mentale*) (p. 8284). (p. 8284). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (*art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé*) (p. 8289). - **Article 5 quinquies D** (*art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle*) (p. 8292).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 38** (*art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé*) (p. 8876).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de vie** - (6 octobre 2015) (p. 9172, 9173).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9698, 9699).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10169, 10170).

- Corapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 10193). - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 10201). (p. 10202). (p. 10203). (p. 10207, 10208). - **Article 5** (*art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement*) (p. 10210). (p. 10211). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 10217). (p. 10218).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lignes à très haute tension** - (12 novembre 2015) (p. 10698). (p. 10699).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 21** (*art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans*) (p. 10735). - **Article 22** (*art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels*) (p. 10742, 10743). (p. 10743). (p. 10744). (p. 10744).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12025, 12026).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12606, 12607).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Présidente de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015); nouvelle nomination; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (30 janvier 2015).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre titulaire du collège du Comité consultatif des jeux et de la Commission consultative des jeux de cercle et de casinos le 3 mars 2015.

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Pouvoirs publics [n° 164 tome 3 annexe 23 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance: un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

(*commission des finances*): Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*): Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*): Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*): Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 20 janvier 2015 et programme de contrôle pour 2015 - Communications.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*): Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-

direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Organisation de l'audition du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Désignation des membres du groupe de travail : « Dépenses publiques en faveur du logement et fiscalité immobilière : quelles réformes ? ».

Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Vote sur la proposition de nomination du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réforme de l'asile - Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Evolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse School of Economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Hommage à Jean Germain.

Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Application des lois - Communication.

Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Delas en vue de sa possible nomination en qualité de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Vote sur la proposition de nomination au poste de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de

M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(commission des finances) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 *(commission des finances)* : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 *(commission des finances)* : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 *(commission des finances)* : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du mardi 9 juin 2015 *(commission des finances)* : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission des finances)* : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 *(commission des finances)* : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Luc Derepas, directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile » et Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale (programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), sur l'hébergement d'urgence.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation

du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission des finances)* : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 *(commission des finances)* : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Diplomatie fiscale de la France en faveur de ses entreprises - Auditions de Mme Catherine Henton, directeur fiscal de Sanofi-Aventis, MM. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale (DLF) et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 *(commission des finances)* : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 *(commission des finances)* : Actualisation du programme de contrôle de la commission.

Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 *(commission des finances)* : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Questions diverses.

Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - examen du rapport.

Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 *(commission des finances)* : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppéy-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Vote sur la proposition de nomination du gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie

associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 7 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du vendredi 11 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication de Mme Michèle André et M. François Marc.

Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 85).

- présidente de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 85).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1209, 1210).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (12 février 2015) (p. 1488, 1489).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)]** - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2073).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2410, 2411).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit**

d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)] - (13 mai 2015) - **Article 1er** (*art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs*) (p. 4896).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 6066). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6105, 6106). (p. 6106).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6258, 6259).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6269, 6270). (p. 6270).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7464, 7465).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7706, 7707).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11078, 11080).

- présidente de la commission des finances - **Demande de réserve** (p. 11112).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11189).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11259, 11260). (p. 11263, 11264). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11286).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 11305).

- **Modification de l'ordre du jour** - (23 novembre 2015) - présidente de la commission des finances (p. 11362, 11363).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. 265 du code des douanes - Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE*) (p. 11391, 11392).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 23 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 11527). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11535).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11643).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de lutte contre le financement du terrorisme** - (26 novembre 2015) (p. 11703, 11704).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **État B** (p. 11722, 11723).

Défense

- (27 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **État B** (p. 11775).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - présidente de la commission des finances - **État B** (p. 11912).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12052). (p. 12058).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **État B** (p. 12104).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12110, 12111).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - présidente de la commission des finances (p. 12168). - **État B** (p. 12193).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Article 57 quinquies (nouveau)** (*art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016*) (p. 12286). - **Organisation des travaux** (p. 12286).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Demande de réserve** (p. 12303).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Article 28** (*Plafonds des autorisations d'emplois de l'État*) (p. 12347).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12371). - **Organisation des travaux** (p. 12442, 12443).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Seconde délibération** (p. 12543).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12574, 12575).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - présidente de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 12695, 12696).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12793). - **Article 11** (*art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies*) (p. 12814). - **Organisation des travaux** (p. 12893, 12894). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12987).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13152, 13153).

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur l'élection de l'exécutif des intercommunalités [n° 279 (2014-2015)] (5 février 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien

joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1386, 1387).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'ici à 2030 de*

rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 1470).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2295).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3402). (p. 3402). (p. 3405). (p. 3407, 3408). - **Articles additionnels après l'article 9 bis A** (p. 3411). (p. 3411). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3414). (p. 3415). (p. 3416). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3464, 3465). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3483). (p. 3483).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 55 bis** (art. L. 441-6-1 du code de commerce - Simplification de l'obligation de publication d'informations sur les délais de paiement par les sociétés dont les comptes sont certifiés) (p. 4354).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4575, 4576). - **Article 7** (art. 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension du champ des importations pouvant être exonérées) (p. 4595, 4596). (p. 4596). (p. 4596). - **Articles additionnels après l'article 36 bis** (p. 4608). (p. 4608).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 94** (p. 4636, 4637).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche) (p. 6245).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer - Prolongation de trois

années de l'activité des agences de la zone des cinquante pas géométriques) (p. 6933, 6934). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6934).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8258). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8270, 8271). (p. 8271).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8371). (p. 8371). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8378). (p. 8379).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8448, 8449). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8475, 8476). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8501).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-9 et L. 165-6 du code de la sécurité sociale - Encadrement des tarifs des prestations d'optique et de soins dentaires pour les bénéficiaires de l'aide au paiement d'une complémentaire santé) (p. 8594). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8595). (p. 8595). - **Article 26 A** (mission de l'agence régionale de santé en matière d'accès aux soins dans des délais raisonnables) (p. 8615). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8618, 8619). (p. 8623). (p. 8623).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 8853). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8900). (p. 8900).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation en alternance** - (15 octobre 2015) (p. 9665, 9666).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12280).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 15 décembre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 536 (2013-2014)] sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 315 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 572 (2014-2015)] portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 29 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Coordination du travail gouvernemental, publications officielles et modernisation de l'État [n° 170 tome 11 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 185 (2015-2016)] (24 novembre 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi et la proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable** [n° 779 (2013-2014)] - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1007, 1009). - **Article unique** (p. 1015, 1016).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon** [n° 273 (2014-2015)] - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1340).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des**

collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)] - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015).**

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - coauteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2442).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 5315). (p. 5318). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5332).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5356).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9412, 9413).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires**

[n° 662 (2014-2015)] - (27 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9981, 9983).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12113).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12117, 12118).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12306).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12586, 12587). (p. 12590, 12591).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016).**

ARCHIMBAUD (Aline)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
ECOLO, puis Écologiste

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des outre-mer le 30 mai 2015 ; fin de mission le 29 novembre 2015.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de MM. Marc Mortureux, directeur général, Gérard Lasfargues, directeur-général adjoint scientifique, Dominique Gombert, directeur de l'évaluation des risques, de Mme Alima Marie, directrice de l'information, de la communication et du dialogue, et de M. Benoît Vergriette, chef de l'unité risques et société, de

l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de Mme Nathalie Girouard, chef de la division des performances environnementales et de l'environnement, et de M. Nils-Axel Braathen, administrateur principal, à la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Xavier Bonnet, chef du service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, de Mme Doris Nicklaus, cheffe du bureau « déchets, ressources et matières » au sein de ce service, et de M. Valéry Morard, sous-directeur de l'information environnementale, au commissariat général au développement durable.

Audition de Mme Agnès Lefranc, directrice du département santé environnement à l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de M. Olivier Chanel, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, expert pour l'InVS dans le cadre du projet européen Aphekom, et M. Pascal Beaudeau, responsable d'unité à l'InVS.

Audition de Mme Isabella Annesi-Maesano, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, coordonnatrice de l'étude européenne Gerie sur les effets sur la santé de la qualité de l'air intérieur dans les maisons de retraite.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du vendredi 5 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Chapelle, directeur des développements chaînes de traction et châssis, de M. Pierre Macaudière, expert en dépollution moteurs, de Mme Mathilde Lheureux, déléguée aux relations avec les institutions publiques et le Parlement, et de M. Jean-Baptiste Thomas, directeur presse, informations, médias, du groupe PSA Peugeot Citroën, de Mme Nadine Leclair, membre du comité de direction, en charge de la filière d'expertise, de Mme Martine Meyer, responsable environnement et santé à la direction du plan environnement, de M. Jean-Christophe Beziat, directeur des relations institutionnelles innovation et véhicule électrique, de Mme Maria Garcia Coudoin, chargée d'affaires publiques et de Mme Louise d'Harcourt, directeur des affaires politiques et parlementaires, de Renault.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la santé.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 941, 942). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 951). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 973).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1027, 1028).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1055, 1056).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes**

[n° 643 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1177, 1178).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1236, 1237).

- **Question orale sans débat sur la refonte de l'éducation prioritaire** - (17 février 2015) (p. 1833). (p. 1833, 1834).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2105). (p. 2106).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2288, 2289).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le non-recours aux droits** - (5 mars 2015) (p. 2338, 2339).

- **Question orale sans débat sur le sort du cargo roulier Cosette** - (10 mars 2015) (p. 2370). (p. 2370).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2479, 2480). - **Article 1er** (art. L. 242-1, L. 322-2, L.322-4, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - *Abrogation des dispositions relatives aux franchises médicales et à la participation forfaitaire*) (p. 2483). - **Article 4** (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 2485).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2492, 2493).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3000). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3142-1 du code du travail - *Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3008). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3011).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4573, 4574).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amiante** - (21 mai 2015) (p. 5206, 5207).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5475). (p. 5475, 5476).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5878, 5879). - **Article 3** (**nouveau**) (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - *Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée*) (p. 5893). (p. 5894). (p. 5895, 5896). (p. 5897). (p. 5899). (p. 5899). (p. 5900). - **Article 4** (**nouveau**) (art. L. 111-7-3 du code de la construction et de l'habitation - *Refus de travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public par une assemblée générale de copropriétaires*) (p. 5901).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6522).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6551). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - *Création de commissions*

paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6571).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2141-13 [nouveau] du code du travail - *Demande de rapport sur les salariés des TPE non couverts par une convention collective*) (p. 6670). (p. 6671). - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 - et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - *Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles*) (p. 6677). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - *Extension de la délégation unique du personnel*) (p. 6687). (p. 6688).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6906, 6907).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6980).

- **Question orale sans débat sur le projet de réalisation d'un « Central Park » à la Courneuve** - (7 juillet 2015) (p. 7257, 7258). (p. 7258).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8010, 8011).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8138, 8139). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - *Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8150). (p. 8152). (p. 8156). (p. 8156). (p. 8157). (p. 8159). (p. 8161). (p. 8164). (p. 8165). (p. 8166). (p. 8169). (p. 8169). (p. 8172). (p. 8173). (p. 8173). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 8175). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - *Promotion de la santé en milieu scolaire*) (p. 8179). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8181). (p. 8181). (p. 8182). (p. 8182, 8183). (p. 8183). (p. 8183). (p. 8184). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 831-1 du code de l'éducation - *Contribution des services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé à l'accès aux soins de premier recours*) (p. 8186).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 2 bis B (supprimé)** (art. L. 5314-2 du code du travail - *Reconnaissance du rôle de prévention, d'éducation et d'orientation des missions locales en matière de santé*) (p. 8210). - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - *Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes*) (p. 8214). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 8215). (p. 8216). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8247). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - *Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires*) (p. 8259). (p. 8260). (p. 8263). (p. 8264). (p. 8264). (p. 8267). (p. 8268). (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8271). (p. 8271). (p. 8271). (p. 8272). (p. 8272). (p. 8274). (p. 8274). (p. 8275). (p. 8275). (p. 8279). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre les surpoids*) (p. 8282).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies A (supprimé)** (art. L. 3511-2-5 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des cigarettes à capsules à la date de promulgation de la loi) (p. 8312). (p. 8313). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8326). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8328, 8329). - **Article additionnel après l'article 5 octodécies** (p. 8338). (p. 8339). - **Articles additionnels après l'article 5 novodécies** (p. 8339). (p. 8339). - **Article 5 vicies (supprimé)** (art. 575 E ter [nouveau] du code général des impôts - Assujettissement des fournisseurs et des fabricants de tabac à une contribution sur le chiffre d'affaires) (p. 3840). (p. 3840). - **Articles additionnels après l'article 5 duvicies** (p. 3842). (p. 3842). (p. 3842). (p. 3842). (p. 8343). (p. 8343). (p. 8343). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8349). (p. 8350).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8400). (p. 8401). (p. 8402). (p. 8403). - **Articles additionnels après l'article 8 bis A** (p. 8407). (p. 8407). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8414). (p. 8419). (p. 8419). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8433). (p. 8434). (p. 8434). (p. 8436). - **Article 10** (art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 222-1 du code de l'environnement - Information sur la pollution de l'air) (p. 8437). (p. 8437). (p. 8438). (p. 8438). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8438). (p. 8438). (p. 8439). (p. 8439). (p. 8440). (p. 8440). (p. 8440). (p. 8441). (p. 8441). (p. 8442). (p. 8442). (p. 8442, 8443). (p. 8443). (p. 8443). (p. 8444). (p. 8444). (p. 8444). (p. 8445). (p. 8445). (p. 8446). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8450). (p. 8451, 8452). (p. 8452). (p. 8453). (p. 8453). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8455). (p. 8456). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 8457). (p. 8458). - **Article 11 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-4 et L. 1321-7 du code de la santé publique - Rectification dans les dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine) (p. 8461). (p. 8461). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 8463). (p. 8463). (p. 8463). (p. 8464). (p. 8465). (p. 8465). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 8466). (p. 8466). (p. 8467). - **Article 11 quater A** (art. L. 1338-1 à L. 1338-4 [nouveaux] du code de la santé publique - Lutte contre les espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine) (p. 8469). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8470). (p. 8470). (p. 8471). (p. 8472). (p. 8473). (p. 8473). (p. 8473). (p. 8473). (p. 8474). (p. 8474). (p. 8474). (p. 8474). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8476). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 8478). (p. 8478). - **Article 11 quinquies A (supprimé)** (Rapport sur l'application des règlements européens « cosmétiques », « biocides » et « alimentation ») (p. 8479). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies A** (p. 8479). (p. 8480). - **Article 11 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5232-1 du code de la santé publique - Protection de l'audition des utilisateurs d'appareils portables permettant l'écoute de son par l'intermédiaire d'écouteurs ou d'oreillettes) (p. 8481). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8481). (p. 8482). (p. 8483). (p. 8483).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8518). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8521). - **Article additionnel après l'article 12 quater A** (p. 8533). (p. 8534). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de

la douleur) (p. 8535). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8541). (p. 8541). (p. 8542). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8546). (p. 8546). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8552). (p. 8552). - **Article 16** (art. L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2112-2 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-3, L. 162-5-4 et L. 162-26 du code de la sécurité sociale - Parcours de soins coordonné pour les enfants de moins de 16 ans) (p. 8556). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8557). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8562). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8573). (p. 8578). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 8580, 6581). (p. 8581). (p. 8582). (p. 8582). (p. 8583). (p. 8583). (p. 8583). (p. 8583). (p. 8584). (p. 8584). (p. 8584). (p. 8584). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8586). (p. 8587). (p. 8589). (p. 8589). (p. 8590). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8592). (p. 8593). (p. 8593). (p. 8593). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8599). (p. 8599). (p. 8601). (p. 8601).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8732). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8737, 8738). (p. 8738). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8750). (p. 8751). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 8763). (p. 8764). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8770).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 35** (p. 8818). (p. 8819). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8819, 8820). (p. 8822). (p. 8823). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 8832, 8833). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8840). (p. 8841). (p. 8841). (p. 8842). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-1 du code de la santé publique - Aménagement de l'interdiction des tubulures comportant du diphtalate) (p. 8842). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8846). (p. 8846). (p. 8851). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8861). (p. 8863). (p. 8866). (p. 8867). (p. 8872). (p. 8872). (p. 8875). (p. 8878). (p. 8878). (p. 8879). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8884). (p. 8884).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43** (art. L. 1142-22, L. 1222-5, L. 1313-4, L. 1413-8, L. 1417-6, L. 1418-3, L. 3135-2, L. 5322-1 et L. 6113-10-1 du code de la santé publique - Représentation des usagers au sein des agences sanitaires) (p. 8932). (p. 8933). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1451-1 et L. 1451-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale - Rôle des agences sanitaires en matière de liens d'intérêt) (p. 8941). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité

sociale - Droit d'alerte auprès de la Haute autorité de santé des associations d'usagers du système de santé (p. 8946). - **Articles additionnels après l'article 43 quater** (p. 8946, 8947). (p. 8947). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé*) (p. 8948). (p. 8948). (p. 8949). (p. 8949). (p. 8950). (p. 8950). (p. 8951). (p. 8951). (p. 8952). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - *Action de groupe dans le domaine de la santé*) (p. 8958). (p. 8962). (p. 8965). (p. 8967). (p. 8968). (p. 8968). (p. 8968). (p. 8969). (p. 8970). (p. 8970). (p. 8970). (p. 8971). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8972). (p. 8973). (p. 8973). (p. 8973). (p. 8974). (p. 8974). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - *Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8981). (p. 8981). (p. 8982). (p. 8982). (p. 8983). (p. 8984). (p. 8987). (p. 8987). (p. 8988).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9015, 9016).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Réforme de l'accès aux données de santé*) (p. 9049). (p. 9049). (p. 9049, 9050). (p. 9050).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9165, 9166).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9427, 9428). - **Article 1er bis** (art. L. 112-5 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Protocole départemental de coordination des acteurs de la protection de l'enfance*) (p. 9439).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5 AA (supprimé)** (art. L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles - *Evaluation des informations préoccupantes par une*

équipe pluridisciplinaire) (p. 9496). (p. 9496). - **Article 5 AB (supprimé)** (art. L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Modification des règles de saisine de l'autorité judiciaire en cas de maltraitance*) (p. 9497). (p. 9498). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - *Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions*) (p. 9506). (p. 9508).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 10564). - **Discussion générale** (p. 10565, 10566).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10714). (p. 10715). (p. 10715, 10716). (p. 10716). (p. 10717). (p. 10717). (p. 10717). (p. 10718). (p. 10718, 10719). (p. 10720, 10721). (p. 10721).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10962, 10963).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11040, 11041).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Garantie jeunes** - (26 novembre 2015) (p. 11699). (p. 11700).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

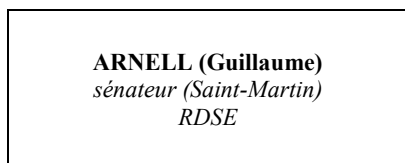
Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11880, 11881). - **État B** (p. 11887, 11888).

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12024, 12025). - **État B** (p. 12035). - **Article additionnel après l'article 62 quinquies** (p. 12041).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13070, 13071).



NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 janvier 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 296). (p. 298). (p. 302). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 308). (p. 308). (p. 309). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 309). (p. 311, 312).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 647, 648). - **Article 7** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits*) (p. 653).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 859). - **Article 37** (*Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées*) (p. 868, 869).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2525, 2526).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2922, 2923). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2931). (p. 2932). (p. 2934).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3209, 3210). (p. 3212).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la politique en Centrafrique** - (9 avril 2015) (p. 3313).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (11 avril 2015) - **Article 11 quater D (nouveau)** (art. 19 de la loi n° 96-603 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Reconnaissance et de la qualité d'artisan aux restaurateurs) (p. 3508). (p. 3509). - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3518, 3519). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3543, 3544). (p. 3546). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3555). (p. 3555). (p. 3558). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3566). (p. 3568). (p. 3568).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5184, 5185).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6908, 6909). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 410-5, L. 910-1 A et L. 910-1 C du code de commerce - *Création d'un observatoire des prix, des marges et des revenus à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin*) (p. 6915). - **Article 2** (art. L. 1803-10 à L. 1803-16 [nouveaux] du code des transports - *Qualification de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) en établissement public administratif*) (p. 6916). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6971).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6981, 6982).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - *Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8164). (p. 8171).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8483). (p. 8484). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Équipes de soins primaires*) (p. 8487). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8489).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - *Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels*) (p. 8589). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8598). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation de dispositifs d'accompagnement des patients*) (p. 8605). (p. 8605). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - *Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées*) (p. 8624). (p. 8624). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - *Groupements hospitaliers de territoire*) (p. 8637). (p. 8638). - **Article 27 sexies** (art. L. 6161-3-1 du code de la santé publique - *Règles d'organisation financière des établissements de santé privés non-lucratifs antérieurement soumis au régime de la dotation globale*) (p. 8644). (p. 8645).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9760, 9761).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 9** (p. 10618). (p. 10620). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10624). (p. 10624). (p. 10625).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10713). (p. 10714). (p. 10715). (p. 10716). (p. 10716). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745). (p. 10746).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10779).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861 3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - *Création d'une protection universelle maladie*) (p. 10830). (p. 10831). (p. 10831). (p. 10831). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Contrats de coopération pour les soins visuels*) (p. 10839). - **Article 43** (*Expérimentation d'un dispositif de prévention de l'obésité chez les jeunes enfants*) (p. 10845). (p. 10846). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10852). (p. 10853). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10856). (p. 10857). - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées*) (p. 10875). (p. 10875). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 10914).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11036, 11037).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11143, 11145).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11276). (p. 11276). (p. 11277). (p. 11277). (p. 11282). (p. 11283).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11345). (p. 11346). (p. 11346). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des

territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11422). (p. 11423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coalition diplomatique pour la Syrie** - (26 novembre 2015) (p. 11698). (p. 11699).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11711, 11712).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11896, 11897).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11922).

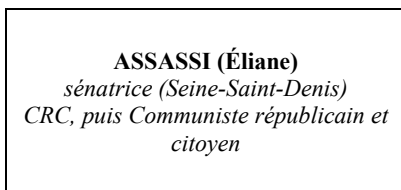
Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12279, 12280).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12425, 12426). (p. 12430).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12478). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12491). - **Article 42** (art. 244 quater U du code général des impôts et 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et adaptation aux bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat) (p. 12495). - **Article 43** (art. 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts, et art. 16 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Aménagement des aides fiscales en faveur des investissements en outre-mer) (p. 12502, 12503). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 12516). - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12521).



Présidente du Groupe communiste républicain et citoyen.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) le 26 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communaux [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Instauration d'un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et interdiction de leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 6).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 96). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 105).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 296). (p. 298). (p. 298). (p. 299). (p. 299). (p. 300). (p. 300). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 306). (p. 306).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 13** (art. L. 4421-1, L. 4222-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1 et L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales et art. L. 380 du code électoral - Ajustements au statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 384).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 798). (p. 800). - **Article 30** (art. L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières, art. L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-9, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1, L. 4313-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales, art. 108 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen) (p. 844). - **Article 32** (Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales) (p. 846). (p. 846).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1009, 1010).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1034, 1035).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1056, 1057).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1146, 1148).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1271, 1272).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (19 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2162, 2163). (p. 2163).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2317, 2320).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - (5 mars 2015) (p. 2339, 2340).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3167, 3169).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3190, 3191). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3218, 3219). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3228, 3229). (p. 3254).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3338). - **Rappel au règlement** (p. 3347).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3405). (p. 3405). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3418). - **Rappel au règlement** (p. 3418, 3419). - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3419). - **Article 11 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 117-1 du code de la consommation - Transparence sur les conditions sociales de fabrication d'un produit) (p. 3478). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3479, 3480). - **Organisation des travaux** (p. 3482). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3488).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Rappel au règlement** (p. 3527). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3568).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 22 (supprimé)** (art. 3, 5 à 8, 10 à 13, 31-1 et 31-2 et 34 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, art. L. 5125-7 et L. 6223-8 du code de la santé publique - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'exercice libéral du droit et leurs holdings) (p. 3653, 3654). - **Article 22 ter** (art. L. 5542-32-1, L. 5546-1-1 à

L. 5546-1-9, L. 5546-10 à L. 5546-1-15 [nouveaux], L. 5621-1, L. 5621-3, L. 5621-4, L. 5785-1 et L. 5785-5-1 du code des transports - Services privés de recrutement et de placement de gens de mer) (p. 3662, 3663). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3668).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3697).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Rappel au règlement** (p. 3769, 3770). - **Article 33 quater** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 3833).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3923). (p. 3931).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Réduction de dix à sept ans du délai pendant lequel les remboursements d'apports donnent lieu à reprise de l'avantage fiscal « ISF-PME » ou « Madelin ») (p. 3991, 3992). (p. 3992). - **Article 35 ter A** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des conditions relatives à la détention des titres pour les dispositifs « ISF-PME » et « Madelin ») (p. 3997). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexies A [nouveau], 1655 sexies B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 4021). - **Article 35 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 135-3 et section 2 du chapitre VII du code de la sécurité sociale - Suppression de la contribution sur les abondements des employeurs au plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4031). - **Article additionnel après l'article 35 octies** (p. 4033). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4049). - **Article 35 duodecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-6 du code du travail - Possibilité pour l'employeur d'abonder le PERCO même en l'absence de contribution du salarié) (p. 4055). - **Article 36 ter (nouveau)** (art. L. 3312-2, L. 3312-8 et L. 3312-9 [nouveau] du code du travail - Négociation obligatoire d'un régime d'intéressement par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017) (p. 4058). - **Article 36 quater (nouveau)** (art. L. 3322-3 du code du travail - Suspension pendant trois ans de l'obligation de conclure un accord de participation pour les entreprises bénéficiant d'un accord d'intéressement et franchissant le seuil de cinquante salariés) (p. 4059). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3333-7 du code du travail - Amélioration de la gouvernance des plans d'épargne interentreprises) (p. 4065). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-10 et L. 3334-8 du code du travail - Alimentation du plan d'épargne pour la retraite collectif et du plan d'épargne d'entreprise par des jours de repos non pris par le salarié) (p. 4067). - **Article 39 bis** (art. L. 3341-6 du code du travail - Contenu du livret d'épargne salariale et communication aux représentants du personnel) (p. 4067). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité pour les salariés

de demander la renégociation d'un accord d'intéressement proposé par l'employeur et ratifié par référendum) (p. 4069). (p. 4070). - **Article 41** (art. L. 423-1 et L. 811-1 du code de la propriété intellectuelle - Sollicitation personnalisée et publicisée des conseils en propriété industrielle) (p. 4082). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4094). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2014-948) (p. 4103). (p. 4104). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence de la commission des participations et des transferts en cas de transferts de participations au secteur privé) (p. 4108). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding par l'Etat pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'Etat ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4124, 4125). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'Etat dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4140).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4181). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4194, 4195). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4247). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4255). (p. 4255, 4256).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4474, 4475). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4512). (p. 4513).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article 9** (Loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension des exonérations d'octroi de mer à l'avitaillement et aux carburants à usage professionnel) (p. 4610).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4613). (p. 4614). (p. 4615). - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-6 du code du travail - Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4628, 4629). (p. 4629). (p. 4630). (p. 4631). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4633). (p. 4633). (p. 4635). - **Article 94 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les contrats aidés outre-mer) (p. 4636). - **Article 94 bis A (nouveau)** (art. L. 5134-1 à L. 5134-19 du code du travail - Suppression de dispositions obsolètes du code du travail) (p. 4639). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4652). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4655, 4656). (p. 4657). - **Article 96 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1331-1 à L. 1331-3 [nouveaux] du code des transports - Adaptation de dispositions relatives à la lutte contre la concurrence sociale déloyale au secteur des transports) (p. 4658).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 4715). (p. 4715). (p. 4716). (p. 4716). - **Articles additionnels après l'article 103** (p. 4719). (p. 4720). (p. 4721). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4726). - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4727). (p. 4728). (p. 4729, 4730). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4733). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4755).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4773, 4774).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4820, 4821).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4865, 4866).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4885, 4886). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4893). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4899, 4900). (p. 4901). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4906). (p. 4906). - **Article 7** (art. 29 du Règlement - Communication à la conférence des présidents du programme de contrôle des commissions et des délégations, ainsi que de la liste des auditions liées à la mission de contrôle des commissions) (p. 4910). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 ter du Règlement - Réduction de la durée des discussions générales et des débats) (p. 4910). (p. 4910). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4914). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - Disjonction des amendements de rédaction globale de la discussion commune des amendements) (p. 4916). (p. 4916). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 5** (art. L. 721-2, L. 721-3 et L. 721-4, L. 721-5 et L. 721-5-1 [supprimés] et L. 721-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Indépendance de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, extension de sa compétence à l'égard des bénéficiaires de la protection subsidiaire et amélioration de l'information du Parlement) (p. 4945). (p. 4946). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à

L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4959). (p. 4960). (p. 4968). (p. 4972). (p. 4972). (p. 4974). (p. 4976). (p. 4988). (p. 4989, 4990). (p. 4998). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5002). (p. 5005). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 5009).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5023). (p. 5024). (p. 5024, 5025). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5042). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5058, 5059). (p. 5062). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5075). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5081). (p. 5082).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5108, 5110). - **Article 1er** (Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie) (p. 5122). - **Article 2** (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie) (p. 5123).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5272, 5273).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5926). (p. 5954). (p. 5954). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5971).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6054). - **Article 10** (Art. 323-8 [nouveau] du code pénal - Excuse pénale pour des atteintes portées à des systèmes d'information hors du territoire national

(p. 6094). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6097, 6098). (p. 6098).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6495, 6496).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6518, 6519).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6980, 6981).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 8148).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8356, 8358).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (18 septembre 2015) - **Article 26 ter A (supprimé)** (art. L. 6141-1 du code de la santé publique - Implication des collectivités territoriales dans la gouvernance des établissements publics de santé) (p. 8631). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8641). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 du code de la santé publique - Exploitation commune par un groupement de coopération sanitaire de moyens d'une autorisation d'activité de soins ou d'équipement matériel lourd) (p. 8643).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9012, 9013).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Air France et le rôle de l'État** - (6 octobre 2015) (p. 9174). (p. 9175).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9209, 9210).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9236). - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9248). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9271). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale »; procédure « étrangers malades ») (p. 9286, 9287). (p. 9287). (p. 9289, 9290).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 13 quinquiés** (p. 9326). - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des

familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'Etat) (p. 9330). - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9335). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9342). (p. 9343). - **Article 16** (art. L. 514-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du recours devant le juge des référés contre une obligation de quitter le territoire français prononcée outre-mer) (p. 9348). - **Article 18** (art. L. 513-5 [nouveau], L. 523-1, L. 531-2, L. 531-2-1 [nouveau], L. 531-3 et L. 541-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté de requérir la force publique pour escorter une personne assignée à résidence auprès des autorités consulaires en vue de préparer son départ) (p. 9351). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9356). (p. 9357, 9358). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9360). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9369).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9485, 9486).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9700, 9701).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9812, 9813).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9961, 9963).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines

compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10357). (p. 10362). (p. 10362).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10432, 10433).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10444, 10445).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-3 du code de justice administrative - Régime juridique de l'action de groupe « discrimination » contre un employeur public) (p. 10486). (p. 10487). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10519). (p. 10519). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11027, 11029).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11038, 11039).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11139, 11140). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11160). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11165).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11712, 11713).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12272, 12273).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Culture : création, cinéma [n° 168 tome 2 fasc. 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français

du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Proposition de loi n° 140 (2014-2015) relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Vote de l'avis.

Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité à l'école et dans l'enseignement scolaire** - (15 janvier 2015) (p. 155).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1284, 1286). - **Article 1er** (*Homologation des barèmes des messageries par le Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1292). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension des pouvoirs du Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1294). - **Article 11 A (nouveau)** (*art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Création d'une commission de surveillance de l'Agence France-press*) (p. 1296). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1306). - **Article 15 (Supprimé)** (*art. 719 du code de procédure pénale - Possibilité pour les parlementaires visitant certains lieux privatifs de liberté d'être accompagnés par des journalistes*) (p. 1308). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1309, 1310).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2874, 2875).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3089, 3090).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3445, 3446). (p. 3446).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de*

téléphonie mobile) (p. 3879, 3880). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3884). (p. 3886). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3891). (p. 3896).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (*art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4202, 4203). (p. 4206). (p. 4208, 4209). (p. 4215). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4216, 4217). - **Article 76 (priorité)** (*art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical*) (p. 4239). (p. 4251). (p. 4251). (p. 4251).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6263, 6265).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 80** (*art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 7168).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8064, 8066). - **Article 2** (*art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Attribution de la bande UHF au CSA pour la TNT jusqu'au 31 décembre 2030*) (p. 8075, 8076). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 25 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Régime des recompositions de multiplex*) (p. 8077). - **Article 5 bis (nouveau)** (*art. 30-2-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Indemnisation du préjudice des éditeurs de programmes suite à la réorganisation des multiplex*) (p. 8079). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8080). - **Article 7** (*art. 96, 96-2, 97, 97-1 et 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Abrogation de dispositions obsolètes*) (p. 8081, 8082). - **Article 8 bis A (nouveau)** (*art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Indemnisation du préjudice des diffuseurs suite à la réorganisation des multiplex*) (p. 8087). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 8090, 8091). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8091).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des réfugiés** - (17 septembre 2015) (p. 8421).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9786, 9787). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9794, 9795).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 11162).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11850, 11851). - **État B** (p. 11863).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12212, 12213).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 12360).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12522, 12523). (p. 12523).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 30 quater (nouveau)** (*art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009*) (p. 12946). (p. 12949).

AUBEY (François)
sénateur (Calvados)
SOC

Déclaré démissionnaire d'office de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel le 11 juin 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 12 juin 2015.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les camps de concentration et le soixante-dixième anniversaire de la libération d'Auschwitz** - (29 janvier 2015) (p. 1036).

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1252, 1253).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2271, 2273).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3712). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3735).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6169, 6170).

BAILLY (Dominique)

sénateur (Nord)

SOC, puis Socialiste et républicain

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cibles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 665). (p. 665, 666).

- **Question orale sans débat sur la validité prolongée de la carte nationale d'identité comme document officiel de voyage** - (26 mai 2015) (p. 5255). (p. 5256).

- **Question orale sans débat sur la contribution équitable à l'entretien et à l'éducation des enfants dans les situations de résidence alternée** - (9 juin 2015) (p. 6138). (p. 6139).

- **Question orale sans débat sur la résidence alternée et l'attribution de la bourse de l'enseignement supérieur sur critères sociaux** - (7 juillet 2015) (p. 7255, 7256). (p. 7256).

- **Question orale sans débat sur les frais bancaires de règlement de successions** - (21 juillet 2015) (p. 8001). (p. 8002).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9735, 9736). - **Article 2 (Texte non**

modifié par la commission (art. L. 131-15 et L. 221-2 du code du sport - *Les projets de performance fédérale des fédérations délégataires*) (p. 9738). - **Article 5** (art. L. 221-11 du code du sport - *Droits et obligations des sportifs de haut niveau*) (p. 9744).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mixité sociale et la carte scolaire** - (12 novembre 2015) (p. 10701).

- **Question orale sans débat sur les lieux de dépôt du produit des recettes collectées par les mairies dans le cadre**

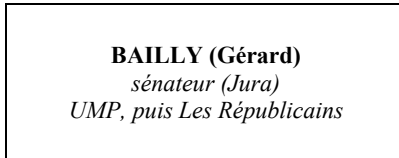
d'activités gérées en régie - (1er décembre 2015) (p. 11976). (p. 11977).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12228).



BAILLY (Gérard)

sénateur (Jura)

UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Hérault, chef du centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Éric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités

territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités (p. 451). (p. 452). (p. 452). (p. 455).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1151, 1152).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - *Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3876).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 56 bis** (art. 1244-4 [nouveau] et 2238 du code civil, art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution - *Procédure amiable de recouvrement de créance par délivrance de titre exécutoire*) (p. 4363). (p. 4364).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86 ter** (p. 4526, 4527). (p. 4527).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5330).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5424). (p. 5436).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7774).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8247). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - *Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires*) (p. 8264). (p. 8269).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9196, 9197).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12640, 12641). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12652). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - *Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 12659). - **Article 9** (art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - *Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole*) (p. 12675).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (SIDA) jusqu'au 24 février 2015.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale jusqu'au 19 janvier 2015.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine ; nouvelle nomination le 8 octobre 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Direction de l'action du Gouvernement : Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) [n° 167 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions de M. Jean-Louis Touraine, député, et Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, relatives à l'audition publique du 22 mai 2014 sur « Les adjuvants vaccinaux : une question controversée ».

(*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des

personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1017, 1019).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1179, 1180).
- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1196, 1197).
- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1499).
- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - *Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2036).
- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2104, 2105). (p. 2105).
- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (19 février 2015) - **Article 58** (art. L. 2224-38 du code des collectivités territoriales - *Expérimentation sur le développement des services de flexibilité locaux*) (p. 2149). - **Article 59** (*Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie*) (p. 2150). (p. 2150).
- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2378, 2379).
- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2396, 2397).
- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2475, 2476). - **Article 1er** (art. L. 242-1, L. 322-2, L.322-4, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - *Abrogation des dispositions relatives aux franchises médicales et à la participation forfaitaire*) (p. 2484).
- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2494, 2495).
- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2646).
- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3001, 3002). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - *Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3006). (p. 3007). (p. 3010). (p. 3011).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3286).
- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4845, 4846).
- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5159, 5160).
- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5219).
- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6172, 6173).
- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6330, 6331). - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6335). (p. 6342). (p. 6347). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - *Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6350). (p. 6353). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6368).
- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - *Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6380). (p. 6387). (p. 6390, 6391). (p. 6397). (p. 6401). - **Article 4** (art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - *Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire*) (p. 6405). - **Article 5** (art. L. 1111-4 du code de la santé publique - *Information des patients et droit au refus de traitement*) (p. 6407). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - *Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6424). (p. 6428). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6437). (p. 6437). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6439).
- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - *Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle*) (p. 6809).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 11 quater C** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - *Suppression d'une ambiguïté juridique relative à l'activité des opticiens-lunettiers*) (p. 7058).
- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8140, 8141). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - *Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8160, 8161). (p. 8162). (p. 8166). (p. 8168). - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 8176).
- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - *Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires*) (p. 8260). (p. 8263). - **Article 5 quinquiés D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - *Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle*) (p. 8292).
- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8322). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8348). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - *Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle*) (p. 8382, 8383).
- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - *Politique de réduction des risques et des dommages*) (p. 8402). -

Article 8 bis A (nouveau) (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8405, 8406). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8409, 8410). (p. 8414, 8415). (p. 8418). - **Article 9 bis** (art. 51 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Santé en prison) (p. 8431). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8435). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8446). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8456). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8471). (p. 8474). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8483). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8497). (p. 8497). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8500).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8516). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8521, 8522). (p. 8524). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négociation sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8526). (p. 8528). (p. 8531). (p. 8532). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur) (p. 8535). - **Article 14** (art. L. 1431-2 et L. 6327-1, L. 6327-2 et L. 6327-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Appui aux professionnels pour la coordination des parcours complexes) (p. 8550). (p. 8550). - **Article 15** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Numéro national de permanence des soins) (p. 8554). (p. 8555). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8558). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8563, 8564). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8586). (p. 8590, 8591). (p. 8591).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8676). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8688). (p. 8689). (p. 8693). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8731). (p. 8733). (p. 8734). (p. 8735). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8739, 8740). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8743). (p. 8743). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8751). (p. 8751). (p. 8752). (p. 8753). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de

compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8762). (p. 8763). - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6153-1, L. 6153-2 et L. 6153-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Statut d'agent public pour les étudiants en médecine, en odontologie, en pharmacie et en maïeutique) (p. 8765). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 8765). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8770). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8785). - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6154-2 à L. 6154-5, L. 6154-5-1 [nouveau], L. 6154-6 et L. 6154-7 du code de la santé publique - Encadrement de l'activité libérale des praticiens hospitaliers en établissement public de santé) (p. 8791, 8792).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8808). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8822). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8826). - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8834). (p. 8834, 8835). (p. 8835). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Organisation par la Haute autorité de santé de consultations avec les entreprises de produits innovants préalablement à l'évaluation par essais cliniques) (p. 8852). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8862). (p. 8875). (p. 8878). (p. 8878). (p. 8879). (p. 8879). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-14-4 et L. 162-14-5 [nouveaux], L. 162-14-1-2, L. 162-15 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 1432-2 et L. 4031-2 du code de la santé publique - Principes cadres définis par l'État pour la négociation des conventions nationales) (p. 8891).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 A (supprimé)** (art. L. 1110-8 et L. 1111-2 du code de la santé publique - Information du patient sur ses possibilités de prise en charge en ambulatoire ou à domicile) (p. 8929). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8986).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9004, 9005). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9050). (p. 9052). (p. 9072). (p. 9072). (p. 9072). (p. 9073). (p. 9073). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9080). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6156-1 à L. 6156-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Droit syndical et Conseil supérieur des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des établissements publics de santé) (p. 9082). (p. 9082). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 9084, 9085). (p. 9084). - **Articles additionnels après l'article 50 B** (p. 9093).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9167, 9168).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10026, 10027). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10052). (p. 10053). (p. 10054). (p. 10054). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10148, 10149).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10176, 10177). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10194). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10199). (p. 10201). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10216).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10566, 10567).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4** (*Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C*) (p. 10593, 10594).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10604). (p. 10607).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article 12** (art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales) (p. 10647).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10746).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (12 novembre 2015) (p. 10749).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** (suite)

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 24** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-3, L. 138-10 et L. 138-12 du code de la sécurité sociale - Fixation des seuils de déclenchement des dispositifs de régulation des dépenses de médicaments (clause de sauvegarde et contribution hépatite) (p. 10750). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10753).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10963, 10964).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des médecins** - (17 novembre 2015) (p. 10968, 10969). (p. 10969).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11686).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12147, 12148).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12305, 12306).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13008, 13009).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13071, 13072). - **Question préalable** (p. 13080, 13081).

BAROIN (François)
sénateur (Aube)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 164 tome 3 annexe 19 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 888, 891).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - *Deuxième lecture* [n° 451 (2014-2015)] - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5294, 5296).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le policier blessé en Seine-Saint-Denis par un multirécidiviste** - (6 octobre 2015) (p. 9176).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10975, 10977).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12202, 12203).

Médias, livre et industries culturelles

- (3 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 12218).

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État D** (p. 12219).

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 231 (2014-2015)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 235 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 270 (2014-2015)] tendant à créer une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air [n° 292 (2014-2015)] (11 février 2015) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 381 (2014-2015)] tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 405 (2014-2015)] (10 avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 430 (2014-2015)] (7 mai 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 424 (2014-2015)] relatif au renseignement [n° 460 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au renseignement [n° 520 (2014-2015)] (16 juin 2015) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 402 (2014-2015)] relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 545 (2014-2015)] (24 juin 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 700 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 662 (2014-2015)] autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 52 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 6 (2015-2016)] relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 97 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 129 (2015-2016)] (3 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 176 (2015-2016)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 177 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 280 (2015-2016)] (17 décembre 2015) - **Police et sécurité - Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Georges-Eric Touchard, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de M. Jean Danet, candidat proposé par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Jacqueline de Guillenchmidt, candidate proposée par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Soraya Amrani Mekki, candidate proposée par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur les propositions de nomination par le président de la République de personnalités qualifiées pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Vote et dépouillement des scrutins sur les propositions de nomination du président du Sénat de personnalités qualifiées appelées à siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Vote sur les propositions de nomination du président de la République de personnalités qualifiées appelées à siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des lois*) : Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication (reportée ultérieurement).

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid

Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hommage à M. Jean-René Lecerf.

Nomination de rapporteurs.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des lois*) : Instauration d'un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et interdiction de leur utilisation par la police ou la

gendarmerie contre des attroupements ou manifestations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination aux fonctions de membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Accueil d'une nouvelle commissaire.

Communication du président sur l'application des lois au 31 mars 2014.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Modernisation du droit de l'outre-mer - Audition de Mme Georges Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la facilitation de l'inscription sur les listes électorales.

Commission mixte paritaire sur la réforme du droit d'asile.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au renseignement.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Accueil d'une nouvelle commissaire.

Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du lundi 29 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des lois*) : Organismes extraparlamentaires - Désignations.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des lois*) : Actualisation du droit des Outre-mer - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Création et nomination d'un rapporteur.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Vote et dépouillement simultanés du scrutin sur la proposition de nomination par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyst, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Accueil du secrétaire général du Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Suite de l'examen du rapport de la commission.

Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements.

Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collective - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen des amendements au texte de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Commission mixte paritaire sur les mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Désignation des candidats.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisme extraparlamentaire - Désignation d'un candidat.

Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission relative à la sécurité dans les gares - Nomination d'un co-rapporteur.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration.

Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi et la proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Nomination d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Nomination de rapporteurs délégués.

Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennevier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennevier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Vote et dépouillement sur la proposition de nomination par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 35, 36).

- président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 45).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 65). - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 112, 113).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - pré (p. 126, 127).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 132, 133).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 231). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 234, 235). - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma*

régional de développement touristique) (p. 242). (p. 246). (p. 250). (p. 250, 251). (p. 252). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 258). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 260). (p. 261). (p. 263). (p. 264). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 541-10 et L. 541-15-2 du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 265). (p. 265). (p. 266). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 272, 273). (p. 290, 291). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 304). (p. 304). (p. 305). (p. 305). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 315). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 328).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - pré - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 357).

- président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 381).

- président de la commission des lois - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 406, 407).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 441). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 468). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 480, 481). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 483).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 545, 546). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 563). (p. 564). (p. 567). (p. 568). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales -

Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 593, 594).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 950). - **Article 14 (supprimé)** (art. 346 et 360 du code civil - Extension des cas de réadoption aux enfants adoptés admis en qualité de pupilles de l'État) (p. 968).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 1015).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1066).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1137, 1139).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2387).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2441).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2781).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - pré - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4896).

- président de la commission des lois (p. 4897, 4898). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4900). (p. 4901). (p. 4902). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques) (p. 4918).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - président de la commission des lois - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4960). (p. 4962). (p. 4964). (p. 4977, 4978).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et

L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5029). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5044). (p. 5050, 5051). (p. 5051, 5052).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5188). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5191).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - président de la commission des lois - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5333, 5334).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5380).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 (abrogé), L. 5314-3 (abrogé), L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 5511). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5528, 5529). - **Demande de réserve** (p. 5559).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5639, 5640).

- président de la commission des lois - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5661, 5662).

- président de la commission des lois - **Article 28 A (suppression maintenue)** (Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens) (p. 5680). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5682). (p. 5684).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5849, 5851).

- Rapporteur - **Demande de priorité** (p. 5873).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5917).

- Rapporteur (p. 5918, 5919). (p. 5919). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5926, 5927). (p. 5929). (p. 5930). (p. 5932). (p. 5933). (p. 5933). (p. 5934). (p. 5937, 5938). (p. 5939, 5940). (p. 5942, 5943). (p. 5945). (p. 5946). (p. 5948). (p. 5948). (p. 5952). (p. 5953, 5954). (p. 5954). (p. 5957, 5958). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5971). (p. 5972). (p. 5973). (p. 5974). (p. 5974). (p. 5979, 5980). (p. 5985, 5986). (p. 5987). (p. 5988). (p. 5988, 5989). (p. 5989). (p. 5989). (p. 5990). - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5992). (p. 5993). (p. 5993). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5994, 5995). (p. 5995). (p. 5996). (p. 5996). (p. 5996, 5997).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 6021, 6022).

- Rapporteur (p. 6022). (p. 6022). (p. 6024). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6030, 6031). (p. 6031). (p. 6032). (p. 6033). (p. 6033).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 6045).

- Rapporteur (p. 6046). (p. 6046). (p. 6047, 6048). (p. 6049). (p. 6051). (p. 6052). (p. 6054). (p. 6056). (p. 6060). (p. 6061). (p. 6061). (p. 6062). (p. 6063). (p. 6063). (p. 6063). (p. 6064, 6065). (p. 6065). (p. 6067). (p. 6067). (p. 6068). (p. 6069). (p. 6069). (p. 6070). (p. 6070). (p. 6070, 6071). (p. 6071). (p. 6072). (p. 6072, 6073). (p. 6073). (p. 6074). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6076). - **Article 3 bis** (art. L. 855-1, L. 855-2, L. 855-3, L. 855-4, L. 854-1-1, L. 855-5 et L. 855-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Protection des agents des services de renseignement) (p. 6080). (p. 6080). (p. 6081). (p. 6081). (p. 6081). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 6082). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6086). (p. 6087). - **Article 6** (art. L. 871-1, L. 871-2, L. 871-3 et L. 871-4 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Obligations des opérateurs et des prestataires de services de communication électronique) (p. 6089). (p. 6090). - **Article 8** (Titre IX du livre VIII, art. L. 895-1, L. 895-2, L. 896-1, L. 896-2, L. 897-1, L. 898-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Application outre-mer du livre VIII du code de la sécurité intérieure) (p. 6093). (p. 6093). - **Article 9** (art. L. 561-26 et L. 561-29 du code monétaire et financier, art. L. 1631-3 [nouveau] du code des transports) - Droit d'obtention d'informations du service « traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins » (TRACFIN) auprès des entreprises de transport et des opérateurs de voyage ou de séjour) (p. 6094). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14

[nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6098, 6099). (p. 6101). (p. 6102). (p. 6102). (p. 6102). (p. 6102). (p. 6103). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 6103). - **Article 13** (art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Délégation parlementaire au renseignement) (p. 6104). (p. 6105). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6106). - **Article 14** (Titre IV du livre II, art. L. 285-1, L. 286-1 et L. 287-1, art. L. 855-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. L. 2371-1 du code de la défense, titre VII du livre III de la deuxième partie du code de la défense et art. L. 2431-1, L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 du code de la défense, art. 413-13 du code pénal - Coordinations) (p. 6107). - **Article 15** (Application en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna) (p. 6107). - **Article 16** (Entrée en vigueur de la loi relative au renseignement) (p. 6108). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 6108).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).** - (4 juin 2015) - **Article unique** (p. 6109).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6259, 6260).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6382). (p. 6396, 6397). (p. 6402). (p. 6403). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6412).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6432, 6433).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Article unique** (p. 6479).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6636, 6638).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (titres 1er à IV [nouveaux] du livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6667). (p. 6667). - **Article 2** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, art. L852-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6667).

- Rapporteur - **Article 3** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6668). - **Article 3 bis** (art. L. 855-1, L. 855-2, L. 855-3, L. 855-4, L. 854-1-1, L. 855-5 et L. 855-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Protection des agents des services de renseignement) (p. 6668). - **Article 3 ter** (art. 694-4-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Entraide judiciaire dans les cas où les services de renseignement sont susceptibles d'être en cause) (p. 6668). - **Article 7** (titre VIII [nouveau] du livre VIII [nouveau], art. L. 881-1 et L. 881-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Dispositions pénales) (p. 6668). -

Article 11 bis (art. 74-2 et 706-16, arts. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6669).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6977, 6978).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6989).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 7293).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7783, 7785).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8133, 8135).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9235, 9236). (p. 9242, 9243). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9254). (p. 9256). (p. 9256, 9257). (p. 9257). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9293, 9294). (p. 9294). (p. 9295). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9308).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 septies (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficiaire de la procédure de regroupement familial) (p. 9328). - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficiaire de l'aide médicale d'Etat) (p. 9332, 9333). - **Article 18** (art. L. 513-5 [nouveau], L. 523-1, L. 531-2, L. 531-2-1 [nouveau], L. 531-3 et L. 541-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté de requérir la force publique pour escorter une personne assignée à résidence auprès des autorités consulaires en vue de préparer son départ) (p. 9351). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9386).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 9494).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9521, 9522).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les communes nouvelles** - (20 octobre 2015) (p. 9716). (p. 9716).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9952, 9954). - **Question préalable** (p. 9980, 9981). (p. 9989).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9991, 9992).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales*) (p. 10003). (p. 10004). (p. 10007). (p. 10008). (p. 10008). (p. 10009). (p. 10009). (p. 10009).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 10193). - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 10197, 10198).

- président de la commission des lois (p. 10202). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 10211, 10212). (p. 10217). - **Article 9** (*art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance*) (p. 10220).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 5** (*art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires*) (p. 10278). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10286). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10307).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10331).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice*) (p. 10335). - **Article 8** (*Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale*) (p. 10360). - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. L. 123-4 [nouveau] du code de*

l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 10372, 10373). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10384). - **Article 19** (*Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun*) (p. 10400, 10401).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10431).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 44** (*art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination*) (p. 10474). (p. 10474). (p. 10475). - **Article 54** (*Dispositions transitoires*) (p. 10526). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10530).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision constitutionnelle et les mesures de sécurité** - (17 novembre 2015) (p. 10971). (p. 10972).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance*) (p. 11053).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11136, 11137).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11151). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11152, 11153). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 11157). (p. 11157, 11158). (p. 11158). (p. 11159). (p. 11160). (p. 11160).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quater (nouveau)** (*art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles*) (p. 11623).

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
SOC, puis Socialiste et républicain

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La stratégie pour la biomasse en France : un pas vers la bioéconomie » du 25 juin 2015 par M. Roland Courteau, sénateur.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le versement des retraites** - (20 janvier 2015) (p. 429). (p. 430).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'hôpital d'Apt** - (3 février 2015) - en remplacement de M. Claude Haut (p. 1102, 1103). (p. 11103).

- **Question orale sans débat sur la formation des masseurs-kinésithérapeutes** - (3 février 2015) (p. 1103, 1104). (p. 1104).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3245, 3246).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat de travail unique** - (4 juin 2015) (p. 6041, 6042).

- **Question orale sans débat sur la maîtrise de l'urbanisation autour des sites nucléaires** - (13 octobre 2015) (p. 9479). (p. 9479, 9480).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 6** (*art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme*) (p. 9620). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2-22 du code de procédure pénale - Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer les droits reconnus à la partie civile*) (p. 9623). (p. 9624).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9777, 9778).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11271).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 9** (*art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole*) (p. 12673, 12674).

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-présidente le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Remboursements et dégrèvements [n° 164 tome 3 annexe 27 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur

son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 79).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3773). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3786).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3996). - **Article 35 ter A** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des conditions relatives à la détention des titres pour les dispositifs « ISF-PME » et « Madelin ») (p. 3997).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4185). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4200, 4201).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination de BPI-Groupe*) (p. 4326, 4327). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 4375). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 581-7 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades situés hors agglomération) (p. 4404). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4416). (p. 4417).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercitys »** - (9 juin 2015) (p. 6184, 6185).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6269). (p. 6269).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7451, 7452).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement du fret ferroviaire et du multimodal** - (1er octobre 2015) (p. 9064). (p. 9065).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10163, 10164).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10977, 10979).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11093, 11094).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11160). (p. 11160).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11168). (p. 11171). (p. 11174). (11181). (11183, 11184). (p. 11186). (p. 11188).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 11213). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11218, 11219). (p. 11219, 11220). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11227). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11262). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11280).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14 (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques)** (p. 11462). (p. 11469). (p. 11480). (p. 11481). (p. 11490, 11491). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11530, 11531).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11568).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement

(DGF) du bloc communal) (p. 11592). (p. 11599). (p. 11599, 11600). (p. 11602). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11611). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11617).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 59** (Création d'un fonds d'aide à l'investissement local) (p. 11650). (p. 11650). - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11668). - **Article 62 (supprimé)** (art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Abaissement du plafond de cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT) (p. 11671).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11781).

Remboursements et dégrèvements

- (27 novembre 2015) (p. 11791, 11792).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11794).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) (p. 12345).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 12359, 12360).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33** (art. L. 161-25 du code de la sécurité sociale, L. 816-3 [nouveau], L. 821-3-1, L. 842-3, art. L. 117-3, L. 262-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 5423-6, L. 5423-12 du code du travail, art. L. 327-25 du code du travail applicable à Mayotte, art. L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refonte des modalités de revalorisation des prestations sociales) (p. 12361). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12364). - **Article 33 sexies (nouveau)** (Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma) (p. 12377). - **Articles additionnels après l'article 33 septies**

(p. 12381). (p. 12383). (p. 12385). - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12389). - **Article 34 bis (nouveau) (priorité)** (art. 1er [nouveau] du code général des impôts, art. L. 253 du livre des procédures fiscales, art. L. 843-7 [nouveau], art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale, et art. 1665 bis [nouveau] du code général des impôts - Imposition des revenus des personnes physiques et création d'une réduction dégressive de CSG) (p. 12394, 12395). - **Articles additionnels après l'article 33 septies (suite)** (p. 12399). - **Article 33 octies (nouveau)** (art. 1390, 1391, 1413 bis et 1417 du code général des impôts et art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 - Aménagements des exonérations de fiscalité directe locale) (p. 12401). (p. 12403). (p. 12403). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12404, 12405).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12719, 12721). - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12736, 12737). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12743, 12744).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12779). (p. 12779). (p. 12780). (p. 12780). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12816). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12820). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12826, 12827). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 12829). (p. 12829). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 150-0 B quater [nouveau] du code général des impôts - Exonération des plus-values de cession de placements monétaires sous condition de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 12830).

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP, puis Les Républicains

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre titulaire du Comité des finances locales le 7 mai 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Questions diverses.

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
ECOLO, puis Écologiste

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Enseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2398, 2399). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2401).

- **Projet de loi** pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] - (14 avril 2015) - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire*) (p. 3694).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des douaniers** - (15 décembre 2015) (p. 13093).

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Electricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 81 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Asile [n° 170 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Hommage à M. Jean-René Lecerf.

Nomination de rapporteurs.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture** [n° 216 (2014-2015)] - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 645, 646).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable** [n° 779 (2013-2014)] - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1010).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires** [n° 255 (2014-2015)] - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1142, 1143).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis** [n° 317 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1187, 1189).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'islam et la formation des imams** - (12 février 2015) (p. 1514).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture** [n° 312 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2377).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance** [n° 314 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2394, 2395).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2875, 2876).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel** [n° 698 (2013-2014)] - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2921). - **Article 1er ter A (supprimé)** (*Domiciliation des personnes prostituées*) (p. 2928). - **Article 3** (*art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure*) (p. 2931). (p. 2932). - **Article 6** (*art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme*) (p. 2938). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2939). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 2941). - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une*

infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2953, 2954). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2963).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis** [n° 317 (2013-2014)] - (2 avril 2015) - **Article 1er** (*art. L. 3431-1 à L. 3431-8 et art. L. 3432-1 à L. 3432-4 nouveaux du code de la santé publique - Autorisation encadrée de l'usage de cannabis*) (p. 3048).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 10 B** (p. 3428). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3434). (p. 3435).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile** [n° 426 (2014-2015)] - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4772, 4773).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4864, 4865).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile** [n° 426 (2014-2015)] (*suite*) - (18 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation*) (p. 4939). - **Article 7** (*art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4959). (p. 4961). (p. 4966). (p. 4967). (p. 4967). (p. 4968). (p. 4969). (p. 4969). (p. 4971). (p. 4972). (p. 4972). (p. 4972). (p. 4973). (p. 4973, 4974). (p. 4974). (p. 4974). (p. 4974). (p. 4974). (p. 4976, 4977). (p. 4980). (p. 4980). (p. 4980). (p. 4981). (p. 4981). (p. 4982). (p. 4985). (p. 4986). (p. 4989). (p. 4989). (p. 4990). (p. 4990). (p. 4990). (p. 4991). (p. 4992). (p. 4992). (p. 4992). (p. 4996). (p. 4996). (p. 4997). (p. 4997). (p. 4998). (p. 4999). - **Article 8** (*art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile*) (p. 5004). (p. 5005). - **Article 9** (*art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée*) (p. 5008).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (*art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle*) (p. 5024). (p. 5030). (p. 5031). - **Article 12** (*chapitre 1er du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile*) (p. 5035). (p. 5035). (p. 5036). - **Article 13** (*art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert*) (p. 5038). (p. 5038). (p. 5039). (p. 5039). (p. 5039). (p. 5040). (p. 5040). - **Article 14** (*art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile*) (p. 5043). (p. 5045). - **Article 15** (*art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du*

droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5063, 5064). (p. 5065). (p. 5065). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5077).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5119, 5120). - **Article 2** (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie) (p. 5124).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5181, 5182).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5197).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5271, 5272).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5855, 5857).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5935). (p. 5939). (p. 5942). (p. 5947). (p. 5947). (p. 5948). - **Article 2** (priorité) (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5974). (p. 5984). (p. 5985). (p. 5991).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3** (priorité) (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6019). (p. 6021). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6030). (p. 6045). (p. 6047). (p. 6064). (p. 6064). (p. 6065). (p. 6066). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6084, 6085). (p. 6086). (p. 6087). - **Article 9** (art. L. 561-26 et L. 561-29 du code monétaire et financier, art. L. 1631-3 [nouveau] du code des transports) - Droit d'obtention d'informations du service « traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins » (TRACFIN) auprès des entreprises de transport et des opérateurs de voyage ou de séjour) (p. 6094). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6101). (p. 6102). (p. 6102, 6103).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6150, 6151).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6159, 6160).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6261, 6262).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6473, 6474).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la France en Europe en matière d'accueil des demandeurs d'asile** - (18 juin 2015) (p. 6481, 6482).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6642).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7269).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7280, 7281). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 7294). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 7297). (p. 7298). (p. 7298). - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 7302). (p. 7302). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 7306). - **Article 14 bis** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 7307). - **Article 23** (Entrée en vigueur) (p. 7327).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8102, 8103).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8355, 8356).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (6 octobre 2015) (p. 9200).

- **Rappel au règlement** - (6 octobre 2015) (p. 9201).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9211, 9212).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle) (p. 9264). (p. 9265). - **Article 8 bis** (art. L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire portant la mention « stagiaire ICT ») (p. 9270). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée

et familiale » ; procédure « étrangers malades » (p. 9288). (p. 9290). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9298). (p. 9298). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9304). (p. 9310). - **Article 13 bis** (art. L. 314-8 et L. 314-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte « résident de longue durée-UE ») (p. 9315). (p. 9315).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 sexies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du régime de l'ordonnance de protection aux violences commises par l'ancien conjoint, concubin, ou partenaire de pacte de solidarité civile) (p. 9326). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9337). (p. 9338). (p. 9342). (p. 9343). - **Article 15** (art. L. 511-3-1, L. 512-1, L. 513-1 et L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Obligation de quitter le territoire français à l'encontre d'un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille ; création d'une interdiction de circulation sur le territoire français et attribution au juge des libertés et de la détention de la compétence pour apprécier la légalité de la mesure de placement en rétention) (p. 9346). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9352). (p. 9352). (p. 9352). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9356). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction pénale en cas de refus de se soumettre à la prise d'empreintes digitales ou de photographie) (p. 9366). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 78-2 du code de procédure pénale - Extension à la Martinique des dispositions relatives à la visite sommaire des véhicules et au contrôle d'identité) (p. 9368). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9369). (p. 9370). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Office du juge des libertés et de la détention en zone d'attente) (p. 9377).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9488, 9489).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9605, 9606). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 9617). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9618, 9619). (p. 9619). (p. 9621). (p. 9622). (p. 9622).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 9769, 9770).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9803).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9994, 9995). - **Article 1er** (Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales) (p. 10003). (p. 10004). (p. 10006). (p. 10008). (p. 10009). (p. 10009).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10248, 10250).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10383). (p. 10384). - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 10401). (p. 10402).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10434).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10442).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution au demandeur défaillant) (p. 10461). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Reprise du socle commun dans le code de justice administrative) (p. 10466). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination) (p. 10470). (p. 10471, 10472). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10481). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-3 du code de justice administrative - Régime juridique de l'action de groupe « discrimination » contre un employeur public) (p. 10487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529, 10530).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants au centre de rétention administrative de Vincennes** - (12 novembre 2015) (p. 10699).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11163, 11164).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11918). (p. 11923, 11924). - **État B** (p. 11928). (p. 11929).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC, puis Socialiste et républicain

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 15, 20, 21, 27 janvier, 3, 10, 11, 16, 17 février, 3, 4, 24 mars, 2, 7, 8, 9, 15, 16 avril, 6, 11, 21, 28 mai, 4, 23, 24, 29 juin, 1er, 15, 21, 23 juillet, 17, 30 septembre, 7, 8, 13, 14, 21, 27, 28 octobre, 4, 12, 19, 24, 30 novembre, 1er, 2, 9, 10 et 16 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 10 juillet 2015.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 9 juillet 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire de la Commission nationale des services le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2015 [n° 495 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 544).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1260). (p. 1261).

- **Accident aérien dans les Alpes-de-Haute-Provence** - (24 mars 2015) (p. 2870).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2996).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - *Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3008).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3704).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'élaboration de la carte scolaire pour le premier degré en milieu rural** - (9 juin 2015) (p. 6142). (p. 6143).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6253, 6254).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - *Encadrement des réseaux de distribution commerciale*) (p. 7050). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code

de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7053).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (23 juillet 2015) (p. 8109).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 octodécies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - *Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac*) (p. 8338).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Critères d'identification des territoires ruraux en difficulté*) (p. 9844).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'extension du prêt à taux zéro** - (12 novembre 2015) (p. 10695).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11473). (p. 11476).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-président le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 164 tome 3 annexe 24 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale et de M. Sylvain Bergamini, chef de section au bureau des exonérations de la fiscalité directe des entreprises.

Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société d'avocats Taj et Mme Lucille Chabanel, avocate associée.

Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'activité du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) par son président, M. Didier Houssin.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Denis Randet, délégué général, Alain Quevieux, chef du département Europe, et Pierre Bitard, conseiller du délégué général, de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).

Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Marko Erman, directeur technique en charge de la recherche et de l'innovation du groupe Thales.

Audition de M. Michel Clément, conseiller maître à la Cour des comptes.

Audition de MM. Pierre Pelouzet, médiateur national interentreprises, Nicolas Mohr et Philippe Berna.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

Réunion du lundi 4 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Olivier Siveude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques.

Table ronde de syndicats de chercheurs.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics.

Audition de M. François Soulmagnon, directeur général des affaires fiscales de l'association française des entreprises privées (AFEP) et de Mme Amina Tarmil, directrice adjointe des affaires fiscales de l'AFEP.

Audition de M. Patrick Suet, secrétaire général de la Société générale.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Philippe Baptiste, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique ».

Table ronde d'économistes.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 31 bis** (*art. L. 593-14, L. 593-15 et L. 593-19 du code de l'environnement - Création d'un régime intermédiaire d'autorisation délivré par l'Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1911). - **Article 33** (*art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes*) (p. 1918). (p. 1919). - **Article 34** (*Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011*) (p. 1924). (p. 1924). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 1928). (p. 1929).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement de l'établissement public de Paris-Saclay** - (21 juillet 2015) (p. 7993). (p. 7993, 7994).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11732, 11733).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11747, 11748).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12474, 12475).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie nationale de la recherche** - (15 décembre 2015) (p. 13096, 13097).

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-président le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 63, 64). (p. 64, 65). (p. 67).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 141). (p. 148).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1366, 1367).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1403, 1404). (p. 1404). (p. 1410).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les effets de la loi « Croissance et activité » pour la ruralité** - (12 février 2015) (p. 1513).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1752). (p. 1754, 1755). (p. 1755). - **Article 19 bis C** (Rapport du Gouvernement sur les enjeux de l'économie circulaire au niveau local) (p. 1759). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1768).

- **Question orale sans débat sur le service universel des communications électroniques** - (17 février 2015) (p. 1837, 1838). (p. 1838, 1839).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2263, 2264).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'aérodrome de Mende-Brenoux** - (24 mars 2015) (p. 2850, 2851). (p. 2851).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4476). (p. 4479).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4558, 4559).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4585, 4586). (p. 4586).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la**

gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] - (20 mai 2015) - **Article 1er** (Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie) (p. 5122, 5123). - **Article 2** (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie) (p. 5127).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hyper-ruralité** - (4 juin 2015) (p. 6035, 6036).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 [nouveau] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes et des services de mobilité) (p. 7027). - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7029).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12126).

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 10 février 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi organique [n° 364 (2014-2015)] relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 607 tome 1 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi organique [n° 364 (2014-2015)] relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 607 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Biodiversités des outre-mer et changement climatique [n° 698 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Environnement - Outre-mer**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les outre-mer français face au défi climatique : une contribution concrète à l'agenda des solutions [n° 131 (2015-2016)] (3 novembre 2015) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables : Biodiversité - Transition énergétique [n° 169 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions

applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième table

ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen de la proposition de loi organique.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Questions diverses.

(*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Van de Maele, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de l'établissement public de Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 356). - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 366).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1065).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1743). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1769). (p. 1769).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1852). (p. 1854).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 58** (art. L. 2224-38 du code des collectivités territoriales - Expérimentation sur le développement des services de flexibilité locaux) (p. 2149).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (19 mars 2015) (p. 2822).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3282, 3283). (p. 3284).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10927, 10929).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12005, 12006).

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 3 février 2015 au 8 octobre 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 24 mars 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Suite de l'examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » -

Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Henriet, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Henriet, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 94). (p. 98).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 945, 946).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du centre des finances publiques d'Illkirch-Graffenstaden** - (17 février 2015) (p. 1834). (p. 1835).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2394).

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2446, 2447).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3157, 3158).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3330).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 11 bis C (supprimé)** (*art. L. 421-7 du code de la consommation* -

Assignment conjointe du professionnel fautif par le consommateur lésé et les associations de défense des consommateurs, dans le cadre d'une action en réparation) (p. 3477). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3482).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 12 A (nouveau)** (Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit) (p. 3523, 3524). (p. 3526). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3529). (p. 3537, 3538). (p. 3543). (p. 3545). (p. 3545). (p. 3545, 3546). (p. 3549). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3553, 3554). (p. 3555). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3564). (p. 3570).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3633). - **Article 20 quater (supprimé)** (Habilitation en vue de permettre la désignation d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires pour exercer, à titre habituel, certaines fonctions de mandataire judiciaire) (p. 3638, 3639). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3642). - **Demande de priorité** (p. 3645, 3646). (p. 3646). (p. 3648). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3649).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4436).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) (p. 4450).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 7075).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 35 ter B** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafond du dispositif « ISF-PME ») (p. 7126). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1,

L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7184). - **Article 103 ter** (art. L. 1233-3 du code du travail - Motif économique du licenciement) (p. 7207).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9622). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 du code de procédure pénale - Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer les droits reconnus à la partie civile) (p. 9624). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9632). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9637).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9701, 9703). - **Article 3** (art. 138 et 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information de l'autorité administrative en cas de condamnation ou de procédure en cours pour une infraction sexuelle commise sur mineur) (p. 9709).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide juridictionnelle** - (20 octobre 2015) (p. 9715).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9965, 9966).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10269, 10270). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10278, 10279). - **Article 14** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination aux fonctions de juge des libertés et de la détention) (p. 10297).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10334). - **Article 2** (art. L. 123-3 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un service d'accès unique du justiciable) (p. 10342). - **Article 5** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative) (p. 10350). (p. 10351). (p. 10351). - **Article 9** (art. L. 211-3 du code de l'organisation judiciaire - Transfert de la réparation des dommages corporels aux tribunaux de grande instance) (p. 10363). - **Article 10** (art. 45, 521, 523 et 529-7 du code de procédure pénale, art. L. 211-1, L. 211-9-1 [nouveau], L. 212-6, L. 221-1, sous-section 4 de la section 1 du chapitre Ier du titre II et section 2 du chapitre II du titre II du code de l'organisation judiciaire et art. 1er de la loi n° 2011-1862 du 13 décembre

2011 - *Transfert des audiences du tribunal de police au tribunal de grande instance et régime juridique de certaines contraventions de la cinquième classe* (p. 10365). (p. 10366). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10385). - **Article 17** (art. 461, 462, 515-3, 515-3-1, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - *Transfert de l'enregistrement des Pacs aux officiers de l'état civil*) (p. 10388, 10389). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - *Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil*) (p. 10392). (p. 10393, 10394). (p. 10395). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10396). (p. 10397). (p. 10397). (p. 10398). - **Article 19** (*Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun*) (p. 10401).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Article 20 (texte non modifié par la commission)** (*Objet de l'action de groupe*) (p. 10448). (p. 10449). - **Article 22** (*Introduction de l'instance et mise en demeure préalable*) (p. 10455). (p. 10456). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures de publicité destinées à faire connaître le jugement aux membres du groupe des victimes*) (p. 10458). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (*Substitution au demandeur défaillant*) (p. 10462). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Action de groupe en matière de discrimination*)

(p. 10473). (p. 10474). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10483). (p. 10484).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11575, 11576).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - *Dotations globales de fonctionnement pour 2016*) (p. 11614, 11615). (p. 11615). (p. 11617).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - *Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 11654, 11655). (p. 11656).

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UDI-UC

Fin d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 26 mai 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Femmes et santé : les enjeux d'aujourd'hui [n° 592 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Les échos du terrain: six mois de rencontres avec les entrepreneurs [n° 641 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 470 (2014-2015)] visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 61 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « femmes et VIH » du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Audition de M. le docteur Bernard Guillon, gynécologue-obstétricien, président fondateur de l'Association pour le développement de la santé des femmes (ADSF).

Santé des femmes - Audition de M. le professeur Bertrand Dautzenberg, pneumologue et tabacologue, chef du service de pneumologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure, Mme Annick Billon, M. Gibert Bouchet, Mme Nicole Bricq, M. Henri Cabanel relatif aux déplacements effectués par la délégation aux entreprises dans six départements à la rencontre d'entrepreneurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Table-ronde n°2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Van de Maele, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de l'établissement public de Paris-Saclay.

Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Compte-rendu par Mme Brigitte Gonthier-Maurin et par M. Didier Mandelli d'un déplacement à Madagascar (suite du travail de la délégation sur les femmes et le dérèglement climatique).

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1413). (p. 1414).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 5 bis A** (*Section 18 du chapitre 1er du titre II [nouvelle] et art. L. 121-115 [nouveau] du code de la consommation - Mention expresse dans un contrat de prestation visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment de l'engagement du prestataire de s'engager ou non à un résultat*) (p. 1565, 1566).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - *Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel*) (p. 1610). (p. 1611). - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur le statut des colonnes montantes dans les immeubles*) (p. 1629). (p. 1629).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique*) (p. 1773). (p. 1774). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - *Elimination des véhicules hors d'usage*) (p. 1780).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 38 bis C (nouveau)** (art. L. 553-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Barème d'indemnisation pour les propriétaires riverains d'une éolienne terrestre*) (p. 1950).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2923, 2924).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 33 septies C** (*Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit*) (p. 3845, 3846). (p. 3846).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4846, 4847).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6180, 6181).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - *Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 7028).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8136, 8137).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 8216). (p. 8217).

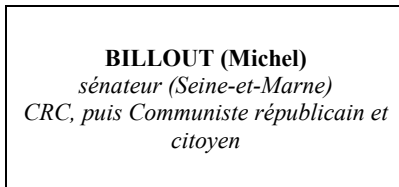
- **Mises au point au sujet de votes** - (16 septembre 2015) (p. 8307).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (30 septembre 2015) - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - *Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8980). (p. 8981). (p. 8982). (p. 8982). (p. 8988).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9829, 9831).

- Rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Critères d'identification des territoires ruraux en difficulté*) (p. 9844). - **Article 3** (*Signataires des contrats*

territoriaux) (p. 9845). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Gel du régime des zones de revitalisation rurale pour les signataires d'un contrat territorial*) (p. 9846, 9847). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9847).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) jusqu'au 15 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne**.

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Justice et affaires intérieures - Protection des mineurs isolés étrangers : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyst, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutour.

Économie, finances et fiscalité - Séparation des activités bancaires : avis politique de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Éric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité

transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Louis Nègre.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réglementation de la pêche au bar : proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet et avis politique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 23** (*art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles*) (p. 592).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 1117, 1119).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1168, 1169).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2326, 2327).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2405, 2407).

- **Question orale sans débat sur la situation de la société Mitrychem** - (24 mars 2015) (p. 2858). (p. 2859). (p. 2859).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2896, 2897).

- **Question orale sans débat sur la situation des auxiliaires de vie scolaire et accompagnants des élèves en situation de handicap en Seine-et-Marne** - (31 mars 2015) (p. 2975). (p. 2976).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3015, 3016).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3091, 3092).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (*art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières*,

ARAFER) (p. 3203). - **Article additionnel après l'article 1er quinquies** (p. 3226). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3242). (p. 3256, 3257).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 25 bis C (supprimé)** (art. L. 131-16 du code du sport - Conséquences financières des modifications des règlements des fédérations sportives) (p. 3738, 3739). (p. 3739).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 43 C** (art. 41 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Encadrement des opérations de privatisation réalisées par les collectivités territoriales et leurs groupements) (p. 4101). (p. 4102). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence du législateur en cas de privatisation d'une société détenue par l'État) (p. 4104). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence de la commission des participations et des transferts en cas de transferts de participations au secteur privé) (p. 4107, 4108). (p. 4108). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics) (p. 4109). (p. 4109). (p. 4110). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4117, 4118). (p. 4122). (p. 4122). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4130).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 86 (Texte non modifié par la commission)** (art. 155 B du code général des impôts - Réforme du régime des impatriés) (p. 4517, 4518). (p. 4518). (p. 4519).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4557, 4558).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5408).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 23** (art. L. 5217-2, L. 3211-1-1 et L. 5217-19 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de transfert automatique des compétences départementales à la métropole) (p. 5647). (p. 5648). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 5665). (p. 5665). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la

montagne - Création de maisons de services au public) (p. 5667). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5681). (p. 5683). - **Article 36 ter** (art. 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la faculté reconnue aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de créer une commission administrative paritaire commune) (p. 5711). (p. 5712).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6011, 6012).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (4 juin 2015) (p. 6037, 6038).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6301, 6302).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 13** (art. 1er, 5, 5-1 [nouveau], 8, 8-1, 10, 10-1 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 7064). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 7076). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 7082, 7083).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4121-4 et L. 4124-1 du code de la défense - Dispositions diverses de coordination avec le statut des associations professionnelles nationales de militaires, APNM) (p. 7380).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7691, 7692).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9511, 9512). (p. 9528).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9671, 9672).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9821, 9822).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11799, 11800).

- **Question orale sans débat sur la fusion des hôpitaux de Nemours, Montereau et Fontainebleau** - (1er décembre 2015) (p. 11994). (p. 11995).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12090, 12091).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13111).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres,**

d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)] - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13166).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13172).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; puis membre le 27 février 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile le 4 novembre 2015.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Programme de travail de la Commission européenne (COM (2014) 910) [n° 278 (2014-2015)] (5 février 2015) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne : Mieux légiférer avec les parlements nationaux [n° 84 (2015-2016)] (15 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition d'accord interinstitutionnel relatif à l'amélioration de la réglementation (COM (2015) 216 final) [n° 85 (2015-2016)] (15 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Concurrence dans le transport aérien : l'indispensable transparence [n° 180 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'aménagement des possibilités de pêche au bar [n° 248 (2015-2016)] (10 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Composition de la commission.

Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Justice et affaires intérieures - Mesures européennes de lutte contre le terrorisme.

Justice et affaires intérieures - Protection des mineurs isolés étrangers : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement : communication de Mme Colette Mélot.

Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Justice et affaires intérieures - Organisation des travaux de la commission sur les moyens de lutter contre le terrorisme au niveau européen - Communication de M. Jean Bizet.

Nominations à un organisme extraparlamentaire.

Nominations de rapporteurs.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviūta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Espace Schengen - Communication de M. André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Institutions européennes - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur le Conseil européen extraordinaire des 12 et 13 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

(*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Jean-Jacques Hyest.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Biocarburants : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnecarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyest, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de taxe

sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015.

(*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Betbèze, économiste.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition conjointe avec la commission des affaires économique et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de Mme Cecilia Malmström, commissaire européenne en charge du commerce.

(*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Compte rendu du déplacement à Bruxelles des 23 et 24 mars 2015.

Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Questions sociales - Transports - Salaire minimum en Allemagne et transport routier européen : communication de M. Eric Bocquet.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la culture face au défi numérique.

(*commission des affaires européennes*) : Culture - Table ronde, conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la culture face au défi numérique.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel

Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Institutions européennes - Élections législatives du 7 mai 2015 au Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Eric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Composition de la commission.

Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux : communication de M. Claude Kern.

Économie, finances et fiscalité - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Secret des affaires : communication de M. Claude Kern et échange de vues avec Mme Constance Le Grip, rapporteure au Parlement européen.

Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Conseil de l'Europe - Élections législatives du 7 juin en Turquie : communication de Mme Nicole Durantou et M. Yves Pozzo di Borgo.

Économie, finances et fiscalité - Union des marchés de capitaux : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Richard Yung.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat - 4e paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin,

président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Hommage à M. Hubert Haenel.

Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Audition de M. Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne en charge de l'énergie et du climat.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen des amendements au texte de la commission.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Composition de la commission.

Institutions européennes - Mieux légiférer - Examen du rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutour.

Économie, finances et fiscalité - Séparation des activités bancaires : avis politique de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Environnement - Réunion conjointe avec les membres français du Parlement européen et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur la politique migratoire de l'Union européenne et sur la préparation de la COP21.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété

intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Nominations de rapporteurs.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Énergie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme.

Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Eric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réglementation de la pêche au bar : proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet et avis politique.

Nomination d'un rapporteur.

Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] - (3 février 2015) - Discussion générale (p. 1121, 1123).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015 - (4 février 2015) (p. 1210, 1211). (p. 1217).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015 - (10 mars 2015) (p. 2411, 2413). (p. 2419). (p. 2420).

- Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire - (12 mars 2015) (p. 2527, 2529).

- Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - auteur de la proposition de résolution, au nom de la commission des affaires européennes - Discussion générale (p. 3012, 3014).

- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] - (13 avril 2015) - Demande de priorité (p. 3646). (p. 3648). - Article 22 bis (Texte non modifié par la commission) (art. 13, 13-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'architecture) (p. 3659). (p. 3659).

- Suite de la discussion (15 avril 2015) - Article 26 (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3773, 3774). - Articles additionnels après l'article 26 (p. 3779). (p. 3780, 3781).

- Suite de la discussion (16 avril 2015) - Article additionnel après l'article 33 nonies (p. 3894).

- Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité - (16 avril 2015) (p. 3900).

- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite) - (17 avril 2015) - Article 35 decies (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4050). (p. 4051). - Article additionnel après l'article 35 decies (p. 4052). - Articles additionnels après l'article 49 (p. 4144). (p. 4144, 4145). (p. 4145, 4146).

- Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)] - (28 mai 2015) - Article 6 bis A (suppression maintenue) (art. L. 114-1 à L. 114-6 [nouveaux], L. 121-10 et L. 141-6 du code de l'urbanisme - Chartes régionales d'aménagement) (p. 5486).

- Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire » - (9 juin 2015) (p. 6173, 6174).

- Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique » - (10 juin 2015) (p. 6203, 6205).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015 - (16 juin 2015) (p. 6296, 6297). (p. 6307, 6308).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens - (8 juillet 2015) (p. 7360, 7361).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce - (15 juillet 2015) (p. 7699, 7702).

- Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - Discussion générale (p. 8712, 8713).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture - (6 octobre 2015) (p. 9194, 9195).

- Question orale sans débat sur les conséquences pour le personnel retraité de la restructuration de l'entreprise AREVA - (13 octobre 2015) (p. 9458, 9459). (p. 9459).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015 - (13 octobre 2015) (p. 9522, 9523). (p. 9532).

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] - (16 novembre 2015) - président de la commission des affaires européennes - Discussion générale (p. 10932).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (19 novembre 2015) - président de la commission des affaires européennes - Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 11114). (p. 11119, 11121).

- Suite de la discussion (23 novembre 2015) - Article 7 bis (nouveau) (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11361). - Articles additionnels après l'article 7 bis (p. 11368). (p. 11369). - Articles additionnels après l'article 8 bis (p. 11392). (p. 11392). - Articles additionnels après l'article 8 ter (p. 11400). - Article 10 (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11420).

- Suite de la discussion (24 novembre 2015) - Article additionnel après l'article 14 (p. 11492). (p. 11492). - Article additionnel après l'article 20 bis (p. 11502).

- Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)] - (9 décembre 2015) - Discussion générale (p. 12636,

12637). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12652). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12659).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12911). (p. 12911). (p. 12912). (p. 12919). (p. 12919). (p. 12919). - **Article 25 nonies (nouveau)** (Possibilité d'étendre la Tascom aux établissements ouverts avant 1960) (p. 12929). - **Article 25 decies (nouveau)** (Assujettissement à la Tascom en cas de changement

d'exploitation en cours d'année) (p. 12930). (p. 12930). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12939). (p. 12939). (p. 12940). (p. 12940). (p. 12941). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Extension de la TGAP au gazole non routier) (p. 12942, 12943).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13106, 13107). (p. 13113, 11114). (p. 13114).

BLANDIN (Marie-Christine)
sénatrice (Nord)
ECOLO, puis Écologiste

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis vice-présidente du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement le 20 novembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de

M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (commission d'enquête sur le service public de l'éducation) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du lundi 16 février 2015 (commission d'enquête sur le service public de l'éducation) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (commission d'enquête sur le service public de l'éducation) : Audition de M. Henri Peña-Ruiz, philosophe, écrivain, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien membre de la commission Stasi sur la laïcité.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Examen du rapport d'évaluation, prévu par l'article L.1412-1-1 du Code de la santé publique, sur les conditions du débat public relatif à la fin de vie, de M. Jean-Yves Le Déaut, député, président, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (commission d'enquête sur le service public de l'éducation) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport sur la révision de la directive 2001-29-CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de M. Pierre Sirinelli, professeur à l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, membre du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Réunion du lundi 16 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Table ronde - Fédérations de parents d'élèves.

Table ronde - Syndicats de direction et d'inspection de l'éducation nationale.

Table ronde - Syndicats de personnels enseignants des premier et second degrés.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « *Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle* ».

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Election du président de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine, et du docteur Karim Laouabdia, directeur général adjoint chargé de la politique médicale et scientifique.

Présentation des conclusions de Mme Anne-Yvonne Le Dain et M. Jean-Louis Touraine, députés, relatives à l'audition publique sur « Les médicaments biosimilaires » du 29 janvier 2015.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif *aggiornamento hist-geo*.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Christine Noiville, présidente du Haut conseil des biotechnologies (HCB), de M. Jean-Christophe Pagès, président du comité scientifique du HCB, et de M. Claude Gilbert, président du comité économique, éthique et social du HCB.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La filière semencière française : état des lieux et perspectives » du 22 janvier 2015 par Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Audition de Mme Marie-Monique Khayat, proviseur du Lycée Jean de La Fontaine (Paris 16e) et M. Alain Anton, proviseur de la cité scolaire Claude Monet (Paris 13e).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Claude Berruer, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Paul Giacobbi, président de l'Agence des aires maritimes protégées.

Présentation du chantier de déconstruction de Chooz et de la station de pompage-turbinage de Revin, Ardennes françaises.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail relatif aux négociations internationales sur le climat et l'environnement - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Bernard Meunier, président de l'Académie des sciences.

Point d'information sur les conclusions de la réunion du bureau de l'OEPCST du 18 novembre 2015.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La stratégie pour la biomasse en France : un pas vers la bioéconomie » du 25 juin 2015 par M. Roland Courteau, sénateur.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 86). (p. 88).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de l'école en lien avec les attentats dont la France a été victime** - (15 janvier 2015) (p. 154).

- **Question orale sans débat sur la nouvelle contribution de la France à la stratégie européenne d'intégration des Roms** - (20 janvier 2015) (p. 419). (p. 419, 420).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 914, 915).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie**

législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)] - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1077, 1078).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1325, 1326).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1522).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4525, 4526).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4843, 4844).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5372).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 28 A (suppression maintenue)** (*Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens*) (p. 5678).

- Au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 5678). (p. 5679, 5680). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5680, 5681).

- **Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7786, 7787).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8677). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4,

L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8682). (p. 8683). (p. 8684). (p. 8685, 8686). (p. 8687). (p. 8689). (p. 8691). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8695). (p. 8698). (p. 8699). (p. 8700). (p. 8700).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9261). (p. 9261). (p. 9261, 9262).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9405, 9406).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cruauté animale dans les abattoirs** - (20 octobre 2015) (p. 9711). (p. 9711).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9790).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 10931).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11854, 11855). - **État B** (p. 11862).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12169, 12170). - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12182).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12610, 12611).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éducation à l'environnement** - (10 décembre 2015) (p. 12710).

BLONDIN (Maryvonne)

sénatrice (Finistère)

SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléante de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis membre titulaire du 3 février 2015 au 8 octobre 2015.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « femmes et VIH » du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la Radio-télévision belge francophone (RTBF).

Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Audition de M. le docteur Bernard Guillon, gynécologue-obstétricien, président fondateur de l'Association pour le développement de la santé des femmes (ADSF).

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle ».

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communales, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Dialogue social et emploi - Demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de

l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Groupe de travail « Évaluation des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes » - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de

MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la MIPROF (mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 514).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 153 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Transmission d'informations des administrations fiscales vers les départements) (p. 2679).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les mutilations sexuelles féminines** - (24 mars 2015) (p. 2854). (p. 2855).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2924, 2925). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2937). (p. 2938). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2941). - **Intitulé du chapitre II (précédemment réservé)** (p. 2948). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine

d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2953). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2960).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la culture** - (21 mai 2015) (p. 5211).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6557, 6558).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6837). (p. 6839). (p. 6843). (p. 6844). (p. 6844, 6845). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6845). (p. 6846).

- **Question orale sans débat sur le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis** - (7 juillet 2015) (p. 7246). (p. 7246).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7920).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9612, 9613). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission

au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9621). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9624). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9633). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9636).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11858).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12179, 12180).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Extension de la TGAP au gazole non routier) (p. 12941, 12942). (p. 12942).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 16 septembre 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Golfe de Guinée : la prévention des conflits à l'épreuve de Boko Haram [n° 410 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les aires d'accueil des gens du voyage [n° 617 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Table ronde « Les collectivités territoriales et l'accueil des réfugiés : crises et perspectives » [n° 40 (2015-2016)] (8 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 166 tome 9 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de

M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la Simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Michel Le Scouarnec : « Les aires d'accueil des gens du voyage ».

Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi

actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

Communications diverses.

Échange de vues sur les conditions, notamment financières, de l'essor des communes nouvelles.

Questions diverses.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Loi de finances pour 2016 - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement au Bundestag - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4826, 4827).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5138, 5140). - **Article unique** (p. 5151).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5203, 5204).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5867, 5868).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7342, 7343).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7687, 7688).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 9816, 9817).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation - **Discussion générale** (p. 10933).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11635, 11637).

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz le 18 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les établissements et services d'aide par le travail face à la contrainte budgétaire [n° 409 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : « Quoi qu'il en coûte » : la Banque centrale européenne face à la crise [n° 533 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 164 tome 3 annexe 30 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Concurrence dans le transport aérien : l'indispensable transparence [n° 180 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Justice et affaires intérieures - Protection des mineurs isolés étrangers : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution

européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de taxe sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Evolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse School of Economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Compte rendu du déplacement à Bruxelles des 23 et 24 mars 2015.

Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Questions sociales - Transports - Salaire minimum en Allemagne et transport routier européen : communication de M. Eric Bocquet.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : méga-camions : communication de Mme Fabienne Keller.

Travail - Initiative pour l'emploi des jeunes : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Delas en vue de sa possible nomination en qualité de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour

une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux : communication de M. Claude Kern.

Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Nominations de rapporteurs.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Éric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnacerrère et Daniel Raoul.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités

territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 541). (p. 541).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 895, 896).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le changement de gouvernement en Grèce et ses conséquences sur le pacte budgétaire européen** - (29 janvier 2015) (p. 1041).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1130, 1131).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1200, 1202).

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1254, 1255).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)]** - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2074, 2075). - **Article unique** (p. 2078).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2232, 2233).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Article 3 (Gage financier)** (p. 3049).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3056, 3057). - **Article unique** (p. 3060).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Rappel au règlement** (p. 3126, 3127).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3191, 3192).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3528). (p. 3528, 3529). (p. 3547).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 - Délai pour l'installation d'un détecteur de fumée) (p. 3685). - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3698).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3880). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3894, 3895). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-

197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3910). (p. 3917, 3918).

- Suite de la discussion (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4181, 4182). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4194). (p. 4205). (p. 4205, 4206). (p. 4206, 4207).

- Suite de la discussion (6 mai 2015) - **Article 50 A (précédemment réservé) (supprimé)** (Cession et location de matériel militaire) (p. 4444).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4569, 4570). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4604, 4605). - **Articles additionnels après l'article 36 bis** (p. 4608, 4609).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4902, 4903).

- **Question orale sans débat sur l'information des parlementaires sur la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** - (26 mai 2015) (p. 5247). (p. 5247, 5248).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6209, 6210).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6294, 6295).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6836). (p. 6842).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Grèce** - (2 juillet 2015) (p. 7223).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8021, 8022).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8703).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8714, 8715).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9805, 9806).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11083, 11084).

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 11116, 11117).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11157).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant) (p. 11216). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11235). (p. 11240, 11241). (p. 11243). (p. 11243). (p. 11245, 11246). (p. 11247). (p. 11253, 11254).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - Réforme de l'aide juridictionnelle) (p. 11303). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11306). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11312, 11313). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11328). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11332). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11343, 11344).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14 (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques)** (p. 11461, 11462). (p. 11464). (p. 11466). (p. 11482). (p. 11488). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 11502).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11600).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11875, 11876).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11889).

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines -
Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale :
Gestion du patrimoine immobilier de l'État**

- (3 décembre 2015) (p. 12242).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12249).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 39 decies (nouveau)** (art. 1518 *A ter* du code général des impôts - Abattement de 30 % sur la valeur locative des « lofts » créés dans des friches industrielles ou commerciales dans des communes sur lesquelles est situé au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12468). - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12475). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12478, 12479). (p. 12480, 12481).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12697, 12699).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13103, 13104).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13125, 13126).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13176, 13177).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe hospitalier public du sud de l'Oise** - (24 mars 2015) (p. 2852).

- **Question orale sans débat sur l'enfouissement des voies ferrées à Sainte-Eulalie** - (24 mars 2015) (p. 2853, 2854).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les mutilations sexuelles féminines** - (24 mars 2015) (p. 2854, 2855).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2914, 2915). - **Demande de réserve** (p. 2921). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, LCEN - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 2928). (p. 2928). - **Article 1er ter A (supprimé)** (Domiciliation des personnes prostituées) (p. 2929). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2931). (p. 2932). (p. 2933). (p. 2934). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2935). (p. 2936). (p. 2936). (p. 2937). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux victimes du proxénétisme et de la prostitution de l'accueil en centres d'hébergement et de réinsertion sociale dans des conditions sécurisantes) (p. 2938). - **Article 11** (art. 2-22 du code de procédure pénale - Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer les droits reconnus à la partie civile) (p. 2939). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2939). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2942, 2943). (p. 2945). - **Intitulé du chapitre II (précédemment réservé)** (p. 2948). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2953). (p. 2955). (p. 2957). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2960). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2963).

BOISTARD (Pascale)

*secrétaire d'État auprès de la ministre
des affaires sociales, de la santé et des
droits des femmes, chargée des droits
des femmes*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le maintien de la ligne ferroviaire Montréjeau-Luchon** - (20 janvier 2015) (p. 428).

- **Question orale sans débat sur les menaces de fermeture de postes fixes de l'Etablissement français du sang** - (20 janvier 2015) (p. 428, 429).

- **Question orale sans débat sur le versement des retraites** - (20 janvier 2015) (p. 429, 430).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs isolés étrangers et la répartition des missions afférentes entre départements et État** - (20 janvier 2015) (p. 430, 431).

- **Question orale sans débat sur le respect des nouveaux délais d'instruction de dossiers dans le cadre de la simplification de la vie des particuliers** - (20 janvier 2015) (p. 432).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1193, 1195).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes et l'égalité professionnelle** - (19 mars 2015) (p. 2819, 2820).

- **Question orale sans débat sur l'habitat adapté aux personnes adultes en situation de handicap** - (24 mars 2015) (p. 2849).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe hospitalier public du sud de l'Oise** - (24 mars 2015) (p. 2850).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'aérodrome de Mende-Brenoux** - (24 mars 2015) (p. 2851).

- **Question orale sans débat sur la situation des auxiliaires de vie scolaire et accompagnants des élèves en situation de handicap en Seine-et-Marne** - (31 mars 2015) (p. 2976).
 - **Question orale sans débat sur les lieux de sépulture des « enfants sans vie »** - (31 mars 2015) (p. 2976, 2977).
 - **Question orale sans débat sur les déchets verts en zone rurale** - (31 mars 2015) (p. 2978).
 - **Question orale sans débat sur la recrudescence des attaques de loups** - (31 mars 2015) (p. 2978, 2979).
 - **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 3431-1 à L. 3431-8 et art. L. 3432-1 à L. 3432-4 nouveaux du code de la santé publique - Autorisation encadrée de l'usage de cannabis) (p. 3048).
 - **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5195, 5196).
 - **Question orale sans débat sur le prix des dispositifs médicaux correcteurs de la vision** - (9 juin 2015) (p. 6124).
 - **Question orale sans débat sur les engagements du Gouvernement pour entrer dans le capital d'Alstom et en devenir le principal actionnaire** - (9 juin 2015) (p. 6125).
 - **Question orale sans débat sur le statut des communes labellisées** - (9 juin 2015) (p. 6125, 6126).
 - **Question orale sans débat sur la mise en place du compte pénibilité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics** - (9 juin 2015) (p. 6127).
 - **Question orale sans débat sur la situation de la recherche clinique et des biotechnologies en France** - (21 juillet 2015) (p. 7986, 7987).
 - **Question orale sans débat sur l'attractivité internationale du système de santé français** - (21 juillet 2015) (p. 7987, 7988).
 - **Question orale sans débat sur la désertification médicale en zone rurale et en zone de montagne** - (21 juillet 2015) (p. 7988, 7989).
 - **Question orale sans débat sur la gynécologie médicale** - (21 juillet 2015) (p. 7989).
 - **Question orale sans débat sur le nécessaire développement des maisons d'assistants maternels** - (21 juillet 2015) (p. 7990, 7991).
 - **Question orale sans débat sur la nationalité française par mariage et le moment d'appréciation de la nationalité du conjoint du déclarant** - (21 juillet 2015) (p. 7991, 7992).
 - **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9170).
 - **Question orale sans débat sur l'accès au revenu de solidarité active** - (13 octobre 2015) (p. 9464, 9465).
 - **Question orale sans débat sur l'application des conventions collectives au sein des entreprises d'insertion** - (13 octobre 2015) (p. 9465, 9466).
 - **Question orale sans débat sur le coût du traitement social du chômage** - (13 octobre 2015) (p. 9466, 9467).
 - **Question orale sans débat sur l'avenir du train de nuit Paris-Briançon** - (13 octobre 2015) (p. 9467, 9468).
 - **Question orale sans débat sur la continuité écologique des cours d'eau** - (13 octobre 2015) (p. 9468, 9469).
 - **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9600, 9602). (p. 9613). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 9614). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 9617). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9619). (p. 9619). (p. 9620, 9621). (p. 9622). (p. 9622). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 du code de procédure pénale - Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer les droits reconnus à la partie civile) (p. 9623). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9625). (p. 9626). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9629, 9630). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la proposition de loi) (p. 9635). (p. 9635). (p. 9635). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9637).
 - **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9809, 9810).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le harcèlement** - (29 octobre 2015) (p. 10186).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence faite aux femmes** - (26 novembre 2015) (p. 11706, 11707).
 - **Question orale sans débat sur la fusion des hôpitaux de Nemours, Montereau et Fontainebleau** - (1er décembre 2015) (p. 11994, 11995).
 - **Question orale sans débat sur l'accueil pour tous** - (1er décembre 2015) (p. 11995, 11996).
 - **Question orale sans débat sur la révision du plan variole** - (1er décembre 2015) (p. 11997).
 - **Question orale sans débat sur la subrogation intégrale pour arrêts maladie dans le domaine des services à la personne** - (1er décembre 2015) (p. 11997, 11998).
 - **Question orale sans débat sur le projet de schéma directeur de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée** - (1er décembre 2015) (p. 11998, 11999).
 - **Question orale sans débat sur la réforme du numéros clausus** - (1er décembre 2015) (p. 11999, 12000).
 - **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**
- Seconde partie :*
- Santé**
- (1er décembre 2015) (p. 12032, 12033). - **État B** (p. 12034). (p. 12038). (p. 12039, 12040). - **Article additionnel après l'article 62 quinquies** (p. 12041).

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire le 24 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Education**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à

prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Antony Taillefait, professeur de droit et de finances publiques à l'université d'Angers.

Audition de Mme Rozen Noguellou, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I).

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1155, 1156).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi*

n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1385).

- **Question orale sans débat sur le régime juridique des drones de loisirs** - (17 février 2015) (p. 1824). (p. 1825).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2879, 2880).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3160, 3161).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5149, 5150).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du 31^e régiment du génie de Castelsarrasin** - (26 mai 2015) (p. 5252). (p. 5253).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6326, 6327).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière bovine** - (18 juin 2015) (p. 6486, 6487).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6509, 6510).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration*) (p. 9236).

- **Question orale sans débat sur le coût du traitement social du chômage** - (13 octobre 2015) (p. 9466). (p. 9467).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9865, 9867).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10442, 10443).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11264). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11269, 11270). (p. 11274, 11275). (p. 11283, 11284). (p. 11284).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 20** (*art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public*) (p. 11496, 11497).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11576, 11577).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12056).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12150, 12151).

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 21 octobre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 février 2015).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis président le 13 mai 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 202 (2014-2015)] portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 258 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 296 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la commande publique : Passer de la défiance à la confiance : pour une commande publique plus favorable aux PME [n° 82 tome 1 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la commande publique : Passer de la défiance à la confiance : pour une commande publique plus favorable aux PME [n° 82 tome 2 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 115 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 201 (2015-2016)] (26 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement : communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Jacques Hyst.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyst, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Antony Taillefait, professeur de droit et de finances publiques à l'université d'Angers.

Audition de Mme Rozen Noguellou, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Loïc Aubouin, directeur juridique de Bouygues construction.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Buat, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Hauts-de-Seine, délégué du président de la CCI Paris-Ile-de-France.

Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Audition de Mme Catherine Jacquot et de M. Denis Dessus (ordre des architectes).

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de Mme Catherine Mayenobe, secrétaire générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Piquet, président de la commission des marchés à la Fédération française du bâtiment.

Audition de M. Bruno Carrière, directeur général de l'Union des hôpitaux pour les achats (UniHA).

Audition de M. Gilles de Bagneux, président du comité de la commande publique au Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Audition de Mme Emmanuèle Perron, présidente de la commission des marchés à la Fédération nationale des travaux publics.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union des marchés de capitaux : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Richard Yung.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Hubert du Mesnil, président de l'Institut de la gestion déléguée.

Audition de M. Nicolas Jachiet, président de Syntec ingénierie.

Audition de M. Renaud Marquié, délégué général du Syndicat national du second œuvre.

Audition de M. Thierry Francq, commissaire général adjoint à l'investissement.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Frédéric Grivot, vice-président chargé de l'industrie de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État et Hervé Le Dù, directeur des opérations du service des achats de l'État.

Audition de Mme Monique Legrand-Larroche, directrice des opérations de la direction générale de l'armement, et de M. François Cojan, directeur du service centralisé des achats de la direction générale de l'armement.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réglementation de la pêche au bar : proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet et avis politique.

Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1216, 1217).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1280, 1282).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Homologation des barèmes des messageries par le Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1292). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension des pouvoirs du Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1293). - **Article 9** (*art. 18-13 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 - Faculté pour l'ARDP de réformer les décisions du CSMP*) (p. 1294). - **Article 11 A (nouveau)** (*art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Création d'une commission de surveillance de l'Agence France-press*) (p. 1295, 1296). (p. 1296). - **Article 11** (*art. 4, 7, 10 et 12 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Réforme de la gouvernance de l'AFP*) (p. 1300, 1301). - **Article 12** (*art. 12, 13 et 14 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Adaptations au droit de l'Union européenne*) (p. 1303). (p. 1303, 1304). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1305). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2 et 6 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 - Publication des annonces judiciaires et légales*) (p. 1307, 1308). - **Article 15 (Supprimé)** (*art. 719 du code de procédure pénale - Possibilité pour les parlementaires visitant certains lieux privés de liberté d'être accompagnés par des journalistes*) (p. 1308). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1310). - **Article 16 (nouveau)** (*art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Possibilité pour les fonds de dotation de concourir à des actions de modernisation de la presse*) (p. 1311). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 1312). (p. 1312).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 3** (*art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments*) (p. 1505, 1506). (p. 1521). (p. 1523). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1533). - **Article 4 bis** (*art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1539, 1540). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la*

construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1548).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1919).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2408, 2409).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3018, 3019).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse** - *Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]* - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3087).

- Rapporteur - **Article 11 A** (*Renforcement des compétences du conseil supérieur*) (p. 3098).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 avril 2015) - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3543). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3552, 3553).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4645). (p. 4646). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4651). - **Article 97** (art. L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics) (p. 4661).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5919). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5965).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, , L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6759).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Article 9** (p. 7412).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8332, 8333).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-14-4 et L. 162-14-5 [nouveaux], L. 162-14-1-2, L. 162-15 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 1432-2 et L. 4031-2 du code de la santé publique - Principes cadres définis par l'État pour la négociation des conventions nationales) (p. 8891).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9051). (p. 9052). (p. 9053). (p. 9055).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9518, 9519). (p. 9527).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (29 octobre 2015) (p. 10186, 10187). (p. 10187).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10990, 10991).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Écologie, développement et mobilité durables : Transports aériens [n° 169 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2990, 2991).

- **Question orale sans débat sur le port de gilets de haute visibilité pour les élèves usagers de transports scolaires** - (13 octobre 2015) (p. 9483, 9484). (p. 9484).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Article 1er** (*Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales*) (p. 10005).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10482).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12006, 12007).

BOSINO (Jean-Pierre)
sénateur (Oise)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises ; puis membre le 16 mars 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régionale de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

(*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1358, 1359). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1379, 1380). (p. 1381).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1399). (p. 1400). (p. 1402). (p. 1402, 1403). (p. 1405).

(p. 1408). (p. 1409). (p. 1409). (p. 1410). (p. 1414). (p. 1414). (p. 1434).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 1685).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1873). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1885, 1886). (p. 1889). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1896). (p. 1898, 1899). - **Article 30** (art. L. 2224-32 du code général des collectivités territoriales - Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures techniques) (p. 1901, 1902). (p. 1902). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1905, 1906). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1920, 1921). (p. 1921).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 40** (art. L. 335-3 et L. 335-5 du code de l'énergie - Dispositions complémentaires pour la mise en œuvre du marché de capacités) (p. 1974, 1975). (p. 1975). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1977). - **Article 43** (art. L. 351-1 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises électro-intensives) (p. 1997). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 - Accorder aux entreprises locales de distribution le bénéfice des tarifs de cession durant la période des offres transitoires succédant à l'extinction des tarifs réglementés de vente) (p. 2003). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2009). (p. 2010). (p. 2011). (p. 2022).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2131). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2142, 2143). - **Article 57 quater (nouveau)** (art. L. 2224-39 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une structure de coopération interterritoriale dans le domaine énergétique) (p. 2147). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 2151). (p. 2151). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2154). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2174).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2201, 2202).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes**

Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)] - (4 mars 2015) - Discussion générale (p. 2305, 2306).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe hospitalier public du sud de l'Oise** - (24 mars 2015) (p. 2851, 2852). (p. 2852).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] - (7 avril 2015) - Rappel au règlement** (p. 3127, 3128).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3194, 3195). (p. 3197, 3198). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 224-6 [nouveau] du code de l'environnement - Normes d'émission de polluants atmosphériques des autocars) (p. 3204). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3208). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3221). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3230). (p. 3231, 3232).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 4 bis (supprimé)** (Différenciation des tarifs de péage autoroutier en faveur des véhicules sobres ou utilisés en covoiturage) (p. 3331). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3344). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 3367). (p. 3367, 3368). - **Article 8 septies (supprimé)** (Rapport sur la création d'une filière française de déconstruction des navires) (p. 3377).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3551, 3552). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3569).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 bis A** (p. 3683, 3684). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3686, 3687). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3693). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3722, 3723). - **Article additionnel après l'article 25 bis A** (p. 3737). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3751). (p. 3752).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance les dispositions législatives nécessaires à la transposition des directives n° 2014/53/UE et n° 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil des 16 avril et 15 mai 2014, et à la simplification de la procédure d'établissement des servitudes radioélectriques prévues par le code des postes et communications électroniques) (p. 3826). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3830).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4049). - **Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge) (p. 4052). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3314-9 et L. 3324-10 du code du travail - Harmonisation de la date de versement des primes d'intéressement et de participation) (p. 4056). - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3322-9 du code du travail - Négociation obligatoire d'un régime de participation par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017) (p. 4057). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier) (p. 4060). (p. 4062, 4063). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-2 du code du travail - Assouplissement des règles relatives à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4066). (p. 4066, 4067). - **Article 39 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3341-7 du code du travail - Communication au salarié quittant l'entreprise sur les dispositifs d'épargne salariale) (p. 4068, 4069). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4091, 4092). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4096). (p. 4097). - **Article 43 C** (art. 41 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Encadrement des opérations de privatisation réalisées par les collectivités territoriales et leurs groupements) (p. 4100). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence du législateur en cas de privatisation d'une société détenue par l'État) (p. 4106). (p. 4106). (p. 4106). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding de l'État pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4113). (p. 4113). (p. 4114). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4118). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4129, 4130). (p. 4143).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4320). - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 4336). - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 4364, 4365). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 4375). - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence) (p. 4393). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4399, 4400). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4413).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveau], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4478). (p. 4484). (p. 4492, 4493). (p. 4493).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4830, 4831).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes) (p. 4904). - **Article 9** (art. 31 bis [nouveau], 36, 42, 44 et 49 du Règlement - Réduction générale de la durée des interventions dans la discussion générale, la discussion des motions et la discussion des amendements) (p. 4911, 4912).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5032). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5038). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5045). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5064, 5065). (p. 5067). - **Article 16** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 121-13, L. 264-10, L. 312-8-1 [nouveau], L. 313-1-1, L. 313-9, L. 348-1, L. 348-2,

L. 348-3, L. 348-4, L. 541-1, L. 541-2, L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 5071).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5362).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 12 ter** (Chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du sport, art. L. 114-1 à L. 114-17 [nouveaux] et L. 211-1 du code du sport ; art. L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes - Transfert de l'État aux régions des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive) (p. 5521). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (Titre Ier du livre Ier du code du sport ; art. L. 115-1 [nouveau] et L. 211-1 du code du sport - Transfert à certaines collectivités territoriales d'équipements affectés au service public du sport et faculté pour les établissements publics de formation dans le domaine sportif de recruter des assistants d'éducation) (p. 5522).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5937). (p. 5956).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) (p. 6045, 6046).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6306).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6737). (p. 6739, 6740). - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, , L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6750). (p. 6757). (p. 6759). (p. 6762). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6771). (p. 6773).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-**

2015] - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7015, 7016). - **Article 2** (art. L. 3111-17, L.3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7031, 7032). (p. 7034). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Gares routières de voyageurs) (p. 7038). - **Article 7** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité) (p. 7041). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Encadrement des réseaux de distribution commerciale) (p. 7048, 7049). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7053). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 7072). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7076, 7077).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau], L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7111). - **Article 34 bis AC** (art. 787 B du code général des impôts - Possibilité pour les sociétés interposées de bénéficier de l'engagement collectif réputé acquis dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7120).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Article 14 bis** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 7307).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7431, 7432). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7442). (p. 7442, 7443). (p. 7508). (p. 7510). - **Article 2** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie - Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques) (p. 7520). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 7526). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la

tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7538). (p. 7539, 7540). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Stratégie nationale pour le développement de la mobilité propre) (p. 7553, 7554).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7728). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7740, 7741). (p. 7743, 7744). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7752).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8242). (p. 8242).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8848). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8883). (p. 8884).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 36 bis** (art. L. 3142-22, L. 3142-23, L. 3142-24, L. 3142-25, L. 3142-26, L. 3142-27, L. 3142-28, L. 3142-29 et L. 3142-31 du code du travail, art. L. 241-3-2 du code de la sécurité sociale - Congé de proche aidant) (p. 10072, 10073).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 10656).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11823, 11824).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12256, 12257).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les libertés syndicales** - (10 décembre 2015) (p. 12710, 12711). (p. 12711).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12731, 12732).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier le 24 mars 2015.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Faire de la filière forêt-bois un atout pour la France [n° 382 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Entreprises - Environnement.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 164 tome 3 annexe 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale [n° 273 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 396, 397).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 448, 449).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière cidricole** - (10 mars 2015) (p. 2360, 2361). (p. 2361).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3713).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4591). (p. 4592).

- **Question orale sans débat sur l'incitation à la méthanisation agricole** - (12 mai 2015) (p. 4807). (p. 4808).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5300, 5301). - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5321).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5359, 5360).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5459, 5460). - **Article 6 bis AA (supprimé)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - Compétence de la région pour l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau) (p. 5484). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 (abrogé), L. 5314-3 (abrogé), L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L.2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la

propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 5509). (p. 5512). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5523, 5524). (p. 5535). (p. 5541). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5554, 5555). - **Article 16 ter A** (Limitation des membres des comités syndicaux aux seuls élus issus des organes délibérants des membres du syndicat) (p. 5565).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5586). - **Article 17 septdecies AA** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de calcul de la dotation de solidarité communautaire pour les intercommunalités signataires d'un contrat de ville) (p. 5589). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5596). (p. 5599, 5600). - **Article 20 bis** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole) (p. 5609). - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 5611). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalité de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5636). - **Article 24 bis AA** (art. L. 2215-8 du code général des collectivités territoriales - Missions des laboratoires départementaux) (p. 5658, 5659).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les indemnités des élus dans les syndicats de communes** - (20 octobre 2015) (p. 9717, 9718).

- **Question orale sans débat sur la situation des conciliateurs de justice** - (27 octobre 2015) (p. 9937). (p. 9937, 9938).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9972, 9973).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10986, 10987).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) (p. 11645).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11938, 11940).

BOUCHART (Natacha)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 20 mai 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre titulaire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique le 24 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 199 (2015-2016)] (26 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 200 (2015-2016)] (26 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 535).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 18** (*art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire*) (p. 5076). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5083). (p. 5084).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 octobre 2015) (p. 9177, 9178). (p. 9178).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9218, 9220).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction pénale en cas de refus de se soumettre à la prise d'empreintes digitales ou de photographie*) (p. 9366). (p. 9366). (p. 9367). (p. 9367). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 9380). (p. 9381).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9586).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Prorogation de l'état d'urgence)** (p. 11149, 11150).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11919, 11920).

BOUCHET (Gilbert)

sénateur (Drôme)

UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Les échos du terrain: six mois de rencontres avec les entrepreneurs [n° 641 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité -

Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 147).

- **Question orale sans débat sur les problèmes de l'hôtellerie** - (20 janvier 2015) (p. 418). (p. 419).

- **Question orale sans débat sur la situation critique du tribunal de Valence** - (10 mars 2015) (p. 2355, 2356). (p. 2357).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de la police nationale dans le Drôme** - (9 juin 2015) (p. 6130). (p. 6131).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 42 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1418-1, L. 5311-1 et L. 5311-2 du code de la santé publique - Transfert du pilotage de la biovigilance de l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé à l'agence de la biomédecine*) (p. 8902). (p. 8902).

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
ECOLO, puis Écologiste

Présidente du Groupe écologiste à compter du 6 novembre 2015 jusqu'au 13 décembre 2015.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-présidente du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) le 19 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les adjuvants vaccinaux : une question controversée [n° 266 (2014-2015)] (29 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La HADOPI : totem et tabou [n° 600 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 656 (2014-2015)] relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 68 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Culture - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Héroult, chef du centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions de M. Jean-Louis Touraine, député, et Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, relatives à l'audition publique du 22 mai 2014 sur « Les adjuvants vaccinaux : une question controversée ».

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences conjugales - Audition de M. Luc Frémont, avocat général à la Cour d'appel de Douai.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission scientifique nationale des collections (CNSC), sur le rapport de cette commission au Parlement.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Serge Weinberg, président directeur général, Mme Catherine Henton, directrice fiscale, et M. Marc Bonnefoi, directeur de la recherche en France, du groupe Sanofi.

Audition de MM. Laurent Gouzènes, président du comité financement et développement de l'innovation et Patrick Schmitt, directeur recherche, innovation et nouvelles technologies du MEDEF.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de Mme Laure Reinhart, directrice des partenariats et écosystèmes - innovation de Bpifrance.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

(commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche) : Audition de M. Patrick Suet, secrétaire général de la Société générale.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 9 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Utilisation de la bande ultra haute fréquence - Audition de M. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auteur d'un rapport à la Commission européenne.

(délégation aux droits des femmes) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(commission des finances) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 *(délégation aux droits des femmes)* : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthebert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 *(délégation aux droits des femmes)* : Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 659). (p. 660).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 980, 981).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2212, 2213).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collèges** - (16 avril 2015) (p. 3902).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 58 bis A** (*art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées*) (p. 4379, 4380). - **Article 58 quater** (*art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication du compte de résultat pour les petites entreprises*) (p. 4381).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4884, 4885). - **Article 1er** (*art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs*) (p. 4896). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4908). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4926).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 14** (*art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile*) (p. 5042).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6237). - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche*) (p. 6245).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6318, 6320). - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6335). (p. 6346). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6359). (p. 6364).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une*

altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6398). (p. 6403). - **Article 4 bis (supprimé)** (*art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs*) (p. 6406). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6409). - **Article 9** (*art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance*) (p. 6431).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6630, 6631).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel*) (p. 6690, 6691). (p. 6692). (p. 6705).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (*art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation*) (p. 6836). (p. 6836). (p. 6838). (p. 6840). (p. 6841). (p. 6842, 6843).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les caisses de crédit municipal** - (2 juillet 2015) (p. 7222).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8066, 8067).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool*) (p. 8218). (p. 8218). (p. 8218, 8219).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9144).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9732, 9733).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9782, 9784).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9864, 9865). - **Article 1er B** (*art. 10 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Standard de mise à disposition des informations publiques*) (p. 9867). - **Article 2** (*art. 14 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Mise en conformité du régime des accords d'exclusivité*) (p. 9871). - **Article 3** (*art. 15 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Consécration du principe de gratuité et maintien de certaines redevances de réutilisation des informations publiques*) (p. 9872, 9873). (p. 9873). (p. 9874). (p. 9875, 9876). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9879).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10175). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10195, 10196). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10207). (p. 10209). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10216). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10224).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10392). (p. 10394).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11142, 11143).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11738, 11739). - **État B** (p. 11753).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12209, 12210).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12227, 12228).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13178, 13179).

BOULARD (Jean-Claude)
sénateur (Sarthe)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 164 tome 3 annexe 25 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 899, 900).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées** - *Deuxième lecture* [n° 38 (2015-2016)] - (14 octobre 2015) - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9622). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9624, 9625). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9630). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9636).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11490).

Seconde partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (27 novembre 2015) (p. 11787, 11788).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12893). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12906). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12914). (p. 12917). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12918).

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-président du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis rapporteur le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la commande publique : Passer de la défiance à la confiance : pour une commande publique plus favorable aux PME [n° 82 tome 1 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la commande publique : Passer de la défiance à la confiance : pour une commande publique plus favorable aux PME [n° 82 tome 2 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Économie, [n° 165 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Borowski, président, et de M. Sébastien Taupiac, directeur chargé de l'innovation, de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. François Poupard, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Audition de M. Loïc Aubouin, directeur juridique de Bouygues construction.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Buat, vice-président de la chambre de commerce et

d'industrie (CCI) des Hauts-de-Seine, délégué du président de la CCI Paris-Ile-de-France.

Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Audition de Mme Catherine Jacquot et de M. Denis Dessus (ordre des architectes).

(délégation aux entreprises) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Examen du rapport de M. Olivier Cadic et Mme Elisabeth Lamure relatif aux environnements britanniques et français du point de vue des entreprises rencontrées à Londres par la délégation aux entreprises.

Réunion du mardi 23 juin 2015 *(commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air)* : Audition de M. Patrick Martin Uzamugura, architecte.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission des affaires économiques)* : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 *(commission des affaires économiques)* : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)* : Audition de M. Stéphane Saussier, professeur de sciences économiques à l'Institut d'administration des entreprises, Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Audition de Mme Catherine Mayenobe, secrétaire générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Audition de Mme Florence Parly, directrice générale déléguée chargée de la stratégie et des finances de la SNCF.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 *(commission des affaires économiques)* : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)* : Audition de M. Alain Piquet, président de la commission des marchés à la Fédération française du bâtiment.

Audition de M. Bruno Carrière, directeur général de l'Union des hôpitaux pour les achats (UniHA).

Audition de M. Gilles de Bagneux, président du comité de la commande publique au Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Audition de Mme Emmanuèle Perron, présidente de la commission des marchés à la Fédération nationale des travaux publics.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)* : Audition de M. Hubert du Mesnil, président de l'Institut de la gestion déléguée.

Audition de M. Nicolas Jachiet, président de Syntec ingénierie.

Audition de M. Renaud Marquié, délégué général du Syndicat national du second œuvre.

Audition de M. Thierry Francq, commissaire général adjoint à l'investissement.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)* : Audition de M. Frédéric Grivot, vice-président chargé de l'industrie de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État et Hervé Le Dû, directeur des opérations du service des achats de l'État.

Audition de Mme Monique Legrand-Larroche, directrice des opérations de la direction générale de l'armement, et de M. François Cojan, directeur du service centralisé des achats de la direction générale de l'armement.

Audition de Mme Virginie Beaumeunier, rapporteure générale de l'Autorité de la concurrence, et de M. David Viros, chef du service du président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 *(délégation aux entreprises)* : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 *(délégation aux entreprises)* : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 *(commission des affaires européennes)* : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(mission commune d'information sur la commande publique) : Examen du rapport.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 *(commission des affaires économiques)* : Loi de finances pour 2016 - Missions

« Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Examen d'un amendement.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de « grand export » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1422). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1460).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1500).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 8** (*art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie*) (p. 1619, 1620). (p. 1620).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (*art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2045).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3248, 3249).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (*art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour*

les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3774).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 ter C (nouveau)** (*art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros*) (p. 4014).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (*art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4267, 4268).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 quater (supprimé)** (*art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives*) (p. 4337, 4338). (p. 4340).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 2** (*Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie*) (p. 5126, 5127).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5131, 5133).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6174, 6175).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie aéronautique** - (18 juin 2015) (p. 6487, 6488).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 45** (*art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé*) (p. 8958).

- **Question orale sans débat sur l'application des conventions collectives au sein des entreprises d'insertion** - (13 octobre 2015) (p. 9465). (p. 9466).

- **Question orale sans débat sur les décrets d'application de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation** - (27 octobre 2015) (p. 9928). (p. 9928, 9929).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11164, 11165).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11610).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11783).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11819, 11820).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (*art. L. 131-13 [nouveau] du code de*

l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12619).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; puis vice-président le 14 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire le 24 mars 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement le 30 septembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 6 (2015-2016)] relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 100 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Sécurité : gendarmerie nationale [n° 166 tome 11 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), histoire de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5869, 5870).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5969).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 6060).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9992, 9994).

- **Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10435, 10436).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services de renseignement** - (26 novembre 2015) (p. 11701).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11895). (p. 11903).

BOUVARD (Michel)
sénateur (Savoie)
UMP, puis Les Républicains

Fin d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche et du secrétaire d'État auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget le 29 juin 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe le 4 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines et Crédits non répartis [n° 164 tome 3 annexe 16 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Organisation de l'audition du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Octroi de mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaufort, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppey-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57

quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du vendredi 11 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 63).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 130). (p. 140). (p. 143, 144). (p. 159, 160). (p. 160). (p. 160). (p. 161, 162). (p. 164). (p. 171). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 194, 195). V - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 205).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 235, 236). (p. 240, 241). (p. 248). (p. 249). (p. 249). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADD) à visée prescriptive) (p. 271, 272). (p. 292). (p. 292). (p. 295). (p. 296). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 322). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 337, 338).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 454). (p. 455). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 458). (p. 459).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 565). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 601). (p. 602, 603).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 898, 899).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (13 février 2015) -

Article 9 bis A (art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés) (p. 1665, 1666). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 1670, 1671). (p. 1671).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2273, 2274).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3248).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe) (p. 3283, 3284). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3299).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3592). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3595). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3604). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3634, 3635). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3643, 3644). - **Demande de priorité** (p. 3646). (p. 3648). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3665, 3666).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom

- Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3919, 3920).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4099). - **Article 43 C** (art. 41 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Encadrement des opérations de privatisation réalisées par les collectivités territoriales et leurs groupements) (p. 4100, 4101).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4183, 4184). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4221). (p. 4222).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 quater (supprimé)** (art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4339).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4897). (p. 4898). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4902).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5315, 5316).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5360). (p. 5365). (p. 5365). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5383). (p. 5383). (p. 5385). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5409). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5432). (p. 5432).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5458, 5459). - **Demande de priorité** (p. 5467). - **Article 8** (art. L. 1221-2,

L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions (p. 5490). - **Article 12 bis A** (art. L. 214-2 et L. 614-3 du code de l'éducation - Approbation par la région de la carte des formations supérieures et schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) (p. 5516). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5534). (p. 5539). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5549).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5597, 5598). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Drogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5613). (p. 5615).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6274). (p. 6274).

- **Question orale sans débat sur le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée pour 2016 à 2021** - (7 juillet 2015) (p. 7242, 7243). (p. 7243).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (Fonds de garantie pour la rénovation énergétique et fonds dénommé « Enveloppe spéciale transition énergétique ») (p. 7530, 7531). (p. 7532). (p. 7532).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'économie numérique** - (29 octobre 2015) (p. 10187).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11100, 11101).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11176). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11189).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant) (p. 11218). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11219). (p. 11221, 11222). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11231). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11247). (p. 11254). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11258). (p. 11262, 11263). - **Article 3** (art. 258 B du code général des impôts - Régime des ventes à distance : abaissement de 100 000 € à 35 000 € du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France) (p. 11266). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11279, 11280).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11340). (p. 11344, 11345). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11366). (p. 11367). (p. 11367, 11368). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de

la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11402). (p. 11403). - **Article 9** (art. 235 ter ZE bis du code général des impôts - Financement de l'augmentation de la capacité de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé ayant contracté des « emprunts toxiques ») (p. 11405). (p. 11408). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11411). (p. 11412, 11413). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11426). (p. 11431). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11435).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11461). (p. 11484). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplafonnement de la décote applicable aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense) (p. 11509).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11571, 11572).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11598). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11622).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 11644). - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11655). (p. 11656, 11657). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 11666, 11667). - **Article 61 sexies (nouveau)** (Rapport annuel sur l'utilisation des ressources du Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC) (p. 11670).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11749). (p. 11750).

Défense

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11776). (p. 11777).

Economie

- (28 novembre 2015) - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France) (p. 11837). (p. 11838).

Culture

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11863).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12016, 12017).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12047, 12048).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12239, 12240).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 12254). (p. 12259).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) - rapporteur spécial - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 12267). (p. 12267). (p. 12267). (p. 12268).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) (p. 12344). - **Article 29** (Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État) (p. 12353). (p. 12355).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 12359).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12363, 12364). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12367). - **Article 33 sexies (nouveau)** (Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma) (p. 12378). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12385,

12386). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 12407, 12408). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12415). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12420). (p. 12422). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12425). (p. 12427). (p. 12430). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12433). (p. 12438). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 2333-30 et L. 2333-41 du code général des collectivités territoriales - Fixation d'une date limite pour l'institution de la taxe de séjour) (p. 12440). - **Article 39 ter (nouveau)** (art. 50-0, 1382 E bis, 1407, 1459 et 1600 du code général des impôts - Suppression du régime fiscal des gîtes ruraux au profit de celui des meublés de tourisme) (p. 12444).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12472). - **Article 39 duodecies (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation d'une partie des ressources du Fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à la Société nationale de secours en mer, SNSM) (p. 12476). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12480). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12490). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12528). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 223 quinquiés C [nouveau], art. 1729 F [nouveau] du code général des impôts - Transmission à l'administration fiscale de la répartition pays par pays des bénéficiaires et des agrégats économiques, comptables et fiscaux des grandes entreprises, « reporting pays par pays ») (p. 12535, 12536). - **Article additionnel après l'article 47 octies** (p. 12542).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12704, 12705).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12792). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquiés, 266 quinquiés B et 266 quinquiés C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12817). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12848). (p. 12848). (p. 12848). (p. 12849). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12850). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 150-0 D ter, art. 150-0 D, art. 199 terdecies-0 A, art. 1763 C du code général des impôts - Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 12853). - **Articles additionnels après l'article 13 ter** (p. 12855). (p. 12856). (p. 12857). - **Article 18** (art. 44 quindecies et art. 1465 A du code général des impôts - Réforme des zones de revitalisation rurale) (p. 12879). (p. 12879, 12880). (p. 12880). - **Article 20** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 1729 C et 1754 du code général des impôts - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12887). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12902, 12903). (p. 12903). (p. 12903). (p. 12903). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12905). (p. 12905). - **Article additionnel après l'article 25 quindecies** (p. 12933, 12934). (p. 12934). - **Article 31** (art. 217 octies du code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 12955). (p. 12955). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12984).

BRICQ (Nicole)
sénatrice (Seine-et-Marne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-présidente le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Les échos du terrain: six mois de rencontres avec les entrepreneurs [n° 641 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du vendredi 10 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen de la recevabilité d'un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 985 rectifié ter de M. Gabouty au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Examen du rapport de M. Olivier Cadic et Mme Elisabeth Lamure relatif aux environnements britanniques et français du point de vue des entreprises rencontrées à Londres par la délégation aux entreprises.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Désignation d'un rapporteur sur l'apprentissage.

Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 683, 684). (p. 692). (p. 732).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 949, 950).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1136).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2055).

- **Question orale sans débat sur la situation des accompagnants des élèves en situation de handicap** - (10 mars 2015) (p. 2363, 2364). (p. 2364).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2478, 2479).

- **Question orale sans débat sur l'établissement public d'insertion de la défense de Montry (Seine-et-Marne)** - (7 avril 2015) (p. 3107, 3108). (p. 3108).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3142, 3144). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3171).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3284, 3285). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3295). - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Coordination des actions d'aménagement des gares routières*) (p. 3319). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3343). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière) - *Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes* (p. 3362).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3395). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3418). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3440, 3441). - **Article 10 ter** (art. L. 425-4 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme) (p. 3444). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3459). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3471).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3520). - **Article 12 A (nouveau)** (Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit) (p. 3524). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3541, 3542).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3599). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3603). (p. 3603). (p. 3603). - **Article 17 ter** (art. 15 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 141-1 du code de la consommation - Fixation des honoraires des avocats aux conseils) (p. 3607). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3615). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3620).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour

les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3772). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3796, 3797). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3800). - **Article 33 sexies (supprimé)** (art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement) (p. 3838).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3876). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3894). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3914, 3915). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3934). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3947). (p. 3948). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. 163 bis G et 154 quinquies du code général des impôts - Aménagement du cadre fiscal applicable aux bons de souscription de part de créateur d'entreprise, BSPCE) (p. 3957). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3969).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 231 ter du code général des impôts et L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération pour certains locaux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, de commerce ou de stockage et de redevance sur la création de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage perçues en Ile-de-France) (p. 3987). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3990). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3995). - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4001). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4014). - **Article 35 quinquies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Renforcement de la présence des salariés au sein du conseil de surveillance des FCPE) (p. 4027). - **Article additionnel après l'article 35 octies** (p. 4032). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4037). (p. 4042). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4044). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-2 du code du travail - Assouplissement des règles relatives à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4066). - **Article 39 bis** (art. L. 3341-6 du code du travail - Contenu du livret d'épargne salariale et communication aux représentants du personnel) (p. 4068). - **Article 40 quater (supprimé)** (Rapport sur les bourses régionales) (p. 4079). (p. 4080). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4086). - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 4149).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité)** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4182). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4199, 4200). (p. 4209). (p. 4214). - **Article 73 (priorité)**

(Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérégulation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4222). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4238). (p. 4242). (p. 4247). (p. 4248). (p. 4249). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4257). (p. 4257, 4258). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4264). (p. 4272). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277). - **Article 80 bis A (priorité)** (p. 4281, 4282). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4287). - **Article 81 ter (priorité) (supprimé)** (art. L. 3132-27-2 [nouveau] du code du travail - Concertation locale sur le travail dominical) (p. 4295). - **Article 82 (priorité)** (Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4296, 4297). (p. 4297).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4324). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 4329, 4330). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4350, 4351). - **Article 58 bis A** (art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées) (p. 4379). - **Articles 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4415).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4449). - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4463). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4478, 4479). (p. 4483). (p. 4489). - **Article 86 (Texte non modifié par la commission)** (art. 155 B du code général des impôts - Réforme du régime des impatriés) (p. 4519). - **Article 87 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code du travail - Aménagement des seuils sociaux) (p. 4528, 4529). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4533).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4617). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4623, 4624). (p. 4627). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4640, 4641). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte

personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4664, 4665). - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4669, 4670).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) (p. 4687). - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4689, 4690). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4702). (p. 4705). (p. 4707). - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.1235-16 du code du travail - Neutralisation des conséquences d'une annulation d'une décision de validation ou d'homologation d'un plan de sauvegarde de l'emploi pour défaut de motivation) (p. 4713). - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4732). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4735). (p. 4739). (p. 4741). - **Articles additionnels après l'article 106** (p. 4749). (p. 4750). - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 4752). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4753).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4818, 4819).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5765). (p. 5771, 5772). (p. 5776, 5777).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6570). (p. 6579). (p. 6587, 6588).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6769, 6770). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagements des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 6786). (p. 6787). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6796, 6797). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6800, 6801).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 19 sexies** (p. 6830). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6849). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6853). - **Articles additionnels après l'article 23 nonies** (p. 6871, 6872). - **Articles additionnels après l'article 23 undecies** (p. 6876). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6881, 6882). (p. 6884). (p. 6885). (p. 6886). - **Article 29**

(supprimé) (Demande de rapport sur les ressources prises en compte dans le calcul de la prime d'activité) (p. 6890). (p. 6980).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7017, 7018). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7078).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 35 nonies** (art. L. 135-3 et L. 137-3 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 7130, 7131). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 7132). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7139). - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7146, 7147). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 7158). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches de maire) (p. 7166). - **Article 87 B (suppression maintenue)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8, L. 2313-13, L. 2313-16, L. 2322-1, L. 2322-2, L. 2322-3, L. 2322-4, L. 4611-1, L. 4611-2, L. 4611-3, L. 4611-4, L. 4611-5 et L. 4611-6 du code du travail - Passage de cinquante à cent salariés du seuil de mise en place des délégués syndicaux, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 7190). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7215).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Article 17** (art. L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-2, L. 2152-4 et L. 2261-32 du code du travail ; art. 1er de la loi n° 2014-1528 du 18 décembre 2014 relative à la désignation des conseillers prud'hommes - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 7952). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 7960).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (18 septembre 2015) - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de la grossesse) (p. 8564).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 37** (art. L. 1121-13-1 [nouveau], L. 2151-5, L. 4211-9-1, L. 4211-9-2 [nouveau] et L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition d'une convention unique de recherche, autorisation de la recherche biomédicale sur des gamètes destinés à constituer un embryon, autorisation d'importation et d'exportation par les établissements de santé des médicaments de thérapie innovante préparés ponctuellement et autorisation pour les établissements de santé de fabriquer des médicaments de thérapie innovante dans le cadre de recherches biomédicales) (p. 8846). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8899).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé) (p. 8937).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9056).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10578, 10579).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10600, 10601). (p. 10605, 10606). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10615).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10639). - **Article 12** (art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales) (p. 10648).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 14 septies (nouveau)** (art. L. 613-7-1 et art. L. 611-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la dispense de cotisations minimales pour les travailleurs indépendants pluriactifs et les retraités actifs, versement sur option des cotisations minimales pour les bénéficiaires du RSA et traitement, par le RSI, de données à caractère personnel) (p. 10671). - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10673, 10674). (p. 10676). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10688). (p. 10690). (p. 10693, 10694).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10847, 10848).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance) (p. 11049, 11050). (p. 11052).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11336, 11337).

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11888).

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12035).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12156, 12157).

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 20 juillet 2015 ; secrétaire de la commission jusqu'au 19 juillet 2015.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 17 novembre 2015.

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité jusqu'au 29 septembre 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) le 26 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 193 (2014-2015)] relatif à la réforme du droit d'asile [n° 425 (2014-2015)] (5 mai 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile [n° 498 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 566 (2014-2015)] relatif à la réforme du droit d'asile [n° 570 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 655 (2014-2015)] relatif au droit des étrangers en France [n° 716 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Immigration, intégration et nationalité [n° 170 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 183 (2015-2016)] (24 novembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la réforme du droit d'asile.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

(*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1339, 1340).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015).**

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (6 mai 2015) - **Article 83** (*art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-*

16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code de travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4498).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 4762, 4764).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation) (p. 4936). (p. 4937). (p. 4938). - **Article 3** (art. L. 712-1 à L. 712-3 et L. 712-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'octroi de la protection subsidiaire ou de refus par la mise en œuvre d'une clause d'exclusion et perte de la protection par application d'une clause de cessation) (p. 4942). - **Article 4 bis** (art. L. 721-2 et L. 721-3 et titre Ier bis du livre VIII [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Statut d'apatride) (p. 4944). (p. 4944). - **Article 5** (art. L. 721-2, L. 721-3 et L. 721-4, L. 721-5 et L. 721-5-1 [supprimés] et L. 721-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Indépendance de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, extension de sa compétence à l'égard des bénéficiaires de la protection subsidiaire et amélioration de l'information du Parlement) (p. 4945). (p. 4946). - **Article 5 bis** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4948). (p. 4950). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4950, 4951). (p. 4952). (p. 4953). (p. 4953). (p. 4954). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4959). (p. 4961). (p. 4966). (p. 4970). (p. 4974, 4975). (p. 4977). (p. 4977). (p. 4978). (p. 4979). (p. 4980). (p. 4980). (p. 4981). (p. 4983). (p. 4985). (p. 4985). (p. 4986). (p. 4987). (p. 4988). (p. 4988). (p. 4988, 4989). (p. 4989). (p. 4989). (p. 4990, 4991). (p. 4993, 4994). (p. 4995). (p. 4996). (p. 4996). (p. 4997). (p. 4998). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 724-1 à L. 724-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure de cessation du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire) (p. 5000). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5002). (p. 5003). (p. 5003). (p. 5004). (p. 5004). (p. 5005). (p. 5006). (p. 5007). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 5008). (p. 5011).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5023). (p. 5025, 5026).

(p. 5027, 5028). (p. 5028). (p. 5029). (p. 5030). (p. 5031). (p. 5032). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Articulation de l'intervention des différents juges) (p. 5033). - **Article 12** (chapitre Ier du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile) (p. 5035). (p. 5035). (p. 5035, 5036). (p. 5036). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5038). (p. 5038). (p. 5039). (p. 5039). (p. 5039). (p. 5040). (p. 5040). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5043). (p. 5048, 5049). - **Article 14 bis (nouveau)** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 5055). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 5055). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5059). (p. 5060). (p. 5061). (p. 5061). (p. 5061, 5062). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5065, 5066). (p. 5067). (p. 5068, 5069). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 5070). - **Article 16** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 121-13, L. 264-10, L. 312-8-1 [nouveau], L. 313-1-1, L. 313-9, L. 348-1, L. 348-2, L. 348-3, L. 348-4, L. 541-1, L. 541-2, L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 5071). (p. 5071). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 5072). - **Article 17** (art. L. 5223-1, L. 5423-8, L. 5423-9, L. 5423-11 du code du travail - Coordinations) (p. 5073). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5076). (p. 5077). (p. 5078). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5080). (p. 5081, 5082). (p. 5082). (p. 5082). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5083). (p. 5084). (p. 5085). (p. 5086). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 211-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motivation des refus de visa des membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire et des apatrides) (p. 5086). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 349-1, L. 349-2, L. 349-3 et L. 349-4 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Centres provisoires d'hébergement) (p. 5087). - **Article 19 quater (nouveau)** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles des étrangers et du droit d'asile - Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse) (p. 5088). - **Article 20** (art. L. 111-11, L. 761-1, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 766-3 et L. 767-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation des dispositions relatives aux outre-mer dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 5093). - **Article 21** (Ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, ordonnance n° 2000-372 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Adaptation des dispositions des ordonnances relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 5095). - **Article 23** (Entrée en vigueur) (p. 5096). (p. 5097). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5097). (p. 5097, 5098).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers**

métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)] - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5230). - **Article unique** (p. 5232).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7275, 7276).

- Rapporteur - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 7289). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 7293). (p. 7294). (p. 7294). (p. 7294, 7295). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 7297). (p. 7298). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 7299). - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 7302). (p. 7302). (p. 7303). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 7305). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 7306). (p. 7306). - **Article 14 bis** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 7307). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7310, 7311). (p. 7312). (p. 7313). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 7315). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 7316). - **Article 19 quater** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles - Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse) (p. 7318). (p. 7318, 7319). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-11, L. 761-1, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 766-3 et L. 767-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation des dispositions relatives aux outre-mer dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 7323). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, ordonnance n° 2000-372 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Adaptation des dispositions des ordonnances relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans

les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7326). - **Article 23** (Entrée en vigueur) (p. 7327).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9206, 9207).

- Rapporteur - **Question préalable** (p. 9211).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9234, 9235). (p. 9238, 9239). (p. 9241, 9242). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9244). - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9247). (p. 9248). (p. 9249). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9251). (p. 9251, 9252). (p. 9253). (p. 9254, 9255). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9258). (p. 9259). (p. 9260). (p. 9260). - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9261). (p. 9261). (p. 9262). (p. 9262, 9263). (p. 9263). - **Article 7** (art. L. 313-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Première délivrance de la carte de séjour temporaire et de certaines cartes pluriannuelles) (p. 9264). - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle) (p. 9264, 9265). (p. 9266, 9267). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 313-3 et L. 313-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motifs de refus ou de retrait du titre de séjour) (p. 9268, 9269). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9272). (p. 9272). (p. 9273). (p. 9273). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9274). (p. 9275). (p. 9275). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » : procédure « étrangers malades ») (p. 9288). (p. 9289). (p. 9291). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9292). (p. 9293). (p. 9296). - **Article 10 ter (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renouvellement automatique du titre de séjour pour les personnes victimes de violences conjugales) (p. 9297). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9298). (p. 9299). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9302). (p. 9306, 9307). (p. 9309). (p. 9310). (p. 9310). (p. 9311). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9311). (p. 9311). - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de résident de plein droit pour les étrangers retraités) (p. 9314). - **Article 13 bis** (art. L. 314-8 et L. 314-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte « résident de longue durée-UE ») (p. 9315). - **Article 13 ter** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 9315). - **Article 13 quater (supprimé)** (art. L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent) (p. 9316).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 quinquies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour

temporaire pour les victimes de mariage forcé) (p. 9325, 9326). - **Article 13 sexies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du régime de l'ordonnance de protection aux violences commises par l'ancien conjoint, concubin, ou partenaire de pacte de solidarité civile) (p. 9326). - **Article additionnel après l'article 13 sexies** (p. 9327). - **Article 13 septies (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier de la procédure du regroupement familial) (p. 9328). - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'Etat) (p. 9329). - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9334). (p. 9335). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9338). (p. 9338). (p. 9339). (p. 9339). (p. 9340). (p. 9340, 9341). (p. 9342). (p. 9342, 9343). (p. 9343). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 551-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Validation par le maire des attestations d'hébergement) (p. 9344). (p. 9344). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 551-1-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Dépôt d'une garantie financière en guise de garantie de représentation) (p. 9345). - **Article 18 A (nouveau)** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime contentieux de la décision de placement en rétention) (p. 9349, 9350). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9352). (p. 9352). (p. 9353). (p. 9353). (p. 9353). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9354). (p. 9355). (p. 9357). - **Article 20** (art. L. 554-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté d'assigner à résidence à la fin de la rétention) (p. 9359). (p. 9359). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9360). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9360). - **Article 22** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère prioritaire de l'assignation à résidence par rapport au placement en rétention administrative) (p. 9362). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information du Parlement sur l'assignation à résidence) (p. 9362). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 624-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Précision de l'infraction de soustraction à une mesure de refus d'entrée en France, d'une interdiction administrative du territoire, d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français et création d'un délit de soustraction à une mesure de placement en rétention ou de placement en zone d'attente) (p. 9363). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 9364). - **Article 23** (art. L. 221-6 et L. 553-7 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accès des journalistes aux zones d'attente et lieux de rétention administrative) (p. 9365). -

Article 23 bis A (art. L. 221-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conclusion de conventions pour l'assistance juridique des étrangers placés en zone d'attente) (p. 9365). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction pénale en cas de refus de se soumettre à la prise d'empreintes digitales ou de photographie) (p. 9366). (p. 9367). (p. 9367). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 78-2 du code de procédure pénale - Extension à la Martinique des dispositions relatives à la visite sommaire des véhicules et au contrôle d'identité) (p. 9368). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9369). (p. 9369). (p. 9370, 9371). (p. 9371). (p. 9372). - **Article 27** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales en cas de non-respect des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9372, 9373). (p. 9373). (p. 9374). - **Article 28 bis A** (art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude) (p. 9375). (p. 9375). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Office du juge des libertés et de la détention en zone d'attente) (p. 9377). - **Article 28 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un mineur isolé étranger non admis sur le territoire) (p. 9377). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 9378). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 9380). (p. 9381). (p. 9382). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 9384). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie législative) - Ratification de l'ordonnance portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 9385). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9389, 9390).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de l'évasion de deux pilotes de République dominicaine** - (3 novembre 2015) (p. 10258).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11163).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11918).

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Les échos du terrain: six mois de rencontres avec les entrepreneurs [n° 641 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 920, 921).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers*) (p. 1929, 1930).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation dans les prisons** - (5 mars 2015) (p. 2344, 2345).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2521, 2523).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4592). (p. 4593).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6222, 6223).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9192, 9193).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

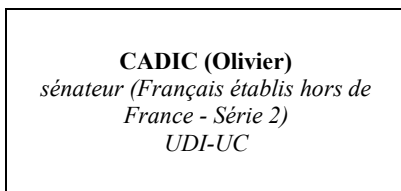
Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11944, 11945).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12633, 12634). - **Article 2 (Négociations agricoles annuelles)** (p. 12655). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 221-8 [nouveau] du code monétaire et financier* -

Création d'un livret vert (p. 12667). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 12671, 12672). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12679, 12680).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Pourquoi le Royaume-Uni séduit les entrepreneurs français [n° 534 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

(*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de M. Olivier Cadic et Mme Élisabeth Lamure relatif aux environnements britanniques et français du point de vue des entreprises rencontrées à Londres par la délégation aux entreprises.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et à l'emploi - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure, Mme Annick Billon, M. Gibert Bouchet, Mme Nicole Bricq, M. Henri Cabanel relatif aux déplacements effectués par la délégation aux entreprises dans six départements à la rencontre d'entrepreneurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 954). (p. 954).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 983, 985).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)]** - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2072, 2073). - **Article unique** (p. 2077).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2489, 2490).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Article 3** (*Gage financier*) (p. 3048, 3049).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Question préalable** (p. 3178).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3215). (p. 3216). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3246).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3423, 3424). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3450). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3462). (p. 3462, 3463). (p. 3464). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3468). (p. 3469).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3652). (p. 3653). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 13, 13-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'architecture) (p. 3658, 3659). (p. 3659). (p. 3659).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28 (suite)** (p. 3804). (p. 3805).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3994). (p. 3996). - **Article 35 ter A** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des conditions relatives à la détention des titres pour les dispositifs « ISF-PME » et « Madelin ») (p. 3998). (p. 3999). - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4002, 4003). (p. 4004). - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4004). (p. 4005). (p. 4006). (p. 4007). (p. 4007). (p. 4008). (p. 4009). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4013, 4014). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4038). (p. 4038). (p. 4039). (p. 4042). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4050). (p. 4050, 4051). (p. 4051). -

Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge) (p. 4053). - **Article 36 ter (nouveau)** (art. L. 3312-2, L. 3312-8 et L. 3312-9 [nouveau] du code du travail - Négociation obligatoire d'un régime d'intéressement par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017) (p. 4058). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4075). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4089). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4121). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'État ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4128).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4196). (p. 4203). (p. 4205). (p. 4208). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4233). (p. 4233). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4271). (p. 4272). (p. 4275). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4289). (p. 4289). (p. 4290). (p. 4291). (p. 4291). (p. 4292). (p. 4292). - **Article additionnel après l'article 81 (priorité)** (p. 4292). - **Article 81 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-29 du code du travail - Révision des arrêtés préfectoraux de fermeture des commerces) (p. 4293). (p. 4294). (p. 4294). (p. 4294). (p. 4295). - **Article additionnel après l'article 82 (priorité)** (p. 4298). (p. 4298).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4347). (p. 4353). - **Article 59 ter** (art. L. 450-3 du code de commerce - Accès de l'Autorité de la concurrence aux factures détaillées des opérateurs téléphoniques dans le cadre des enquêtes de concurrence) (p. 4390). - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence) (p. 4394). (p. 4394, 4395). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408). (p. 4408). (p. 4409). (p. 4410). (p. 4410).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4484, 4485). (p. 4487). (p. 4489). (p. 4490). (p. 4499). (p. 4499).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4616). (p. 4617). (p. 4617). (p. 4618).

(p. 4618). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4622). (p. 4625). (p. 4626). (p. 4626). (p. 4628).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5906, 5907).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6227, 6228).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6358). (p. 6367, 6368).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6454, 6455). - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration) (p. 6463, 6464).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6475, 6476).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6555, 6556). - **Question préalable** (p. 6563). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6572, 6573).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6707). (p. 6708). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6713). (p. 6713). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6716). (p. 6716).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6735). (p. 6736). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6815). (p. 6816). (p. 6818).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 35 ter B** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafond du dispositif « ISF-PME ») (p. 7126).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7916, 7917). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 23-111-1, L. 23-112-1 à L. 23-112-6, L. 23-113-1 et L. 23-113-2, L. 23-114-1 à L. 23-114-4 et L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1, L. 243-10-1 et L. 2622-3 [nouveaux] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 7925). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des

institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 7934). - **Article 9 bis** (p. 7935). (p. 7936). - **Article 16 bis** (p. 7949). - **Article 17** (art. L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-2, L. 2152-4 et L. 2261-32 du code du travail ; art. 1er de la loi n° 2014-1528 du 18 décembre 2014 relative à la désignation des conseillers prud'hommes - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 7950, 7951). (p. 7952). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 7953). (p. 7953). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 7956). - **Article 19 septies A** (p. 7956). (p. 7957). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 7959).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8273).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maltraitance et le repérage des violences chez l'enfant** - (17 septembre 2015) (p. 8422).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Article 11 quater A** (art. L. 1338-1 à L. 1338-4 [nouveaux] du code de la santé publique - Lutte contre les espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine) (p. 8467, 8468). (p. 8468). (p. 8468). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8471). (p. 8471). (p. 8472). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8477).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8781). (p. 8782).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8823, 8824). (p. 8824). (p. 8826).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8963). (p. 8964). (p. 8967, 8968). (p. 8969).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9088). (p. 9090). - **Articles additionnels après l'article 50 B** (p. 9093). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9097). (p. 9098). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9109). (p. 9110).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10203, 10204). (p. 10204). (p. 10204). (p. 10209). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10217).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

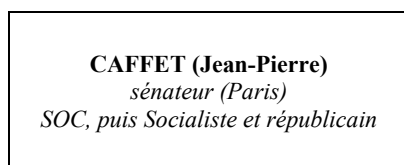
Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10672). (p. 10673). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et

art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10683, 10684). (p. 10689). (p. 10690).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :



Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 15, 16, 19, 23, 28 janvier, 4, 5, 12, 13 février, 5, 12, 19 mars, 8, 9, 11, 13, 16, 17 avril, 4, 6, 7, 11, 12, 19, 20, 28, 29 mai, 1er, 3, 26 juin, 9, 10, 17 juillet, 14, 15, 17, 18, 28 septembre, 1er, 5, 13, 14, 15, 22 octobre, 3, 12, 16, 18, 21, 23, 26, 27, 28 novembre, 3, 4, 10, 11 et 14 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude (et Commission nationale de lutte contre le travail illégal) jusqu'au 20 janvier 2015.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de réfiguration de la métropole du Grand Paris.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (27 novembre 2015) (p. 11788, 11789).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12103). (p. 12106, 12107).

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 712). (p. 738).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793). (p. 2793).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire des différentes assemblées de Bosnie-Herzégovine** - (6 mai 2015) (p. 4443).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5753, 5754). (p. 5774). (p. 5775).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République d'Ouzbékistan** - (1er juin 2015) (p. 5805).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)] (suite)** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies,

1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5816). (p. 5816).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Gel du régime des zones de revitalisation rurale pour les signataires d'un contrat territorial*) (p. 9846).

CAÏD ESSEBSI (Béji)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Réception solennelle de S.E. M. Béji Caïd Essebsi, président de la République tunisienne** - (7 avril 2015) - Président de la République tunisienne (p. 3124, 3126).

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP, puis Les Républicains

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Xynthia, 5 ans après : pour une véritable culture du risque dans les territoires [n° 536 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique du 19 mai 2015 au 5 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la conférence de la ruralité le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (16 septembre 2015) - **Article 5** *decies* (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Neutralité des emballages de produits du tabac*) (p. 8329, 8330). (p. 8330).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12048, 12049).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire -

Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif au droit des étrangers** - (1er octobre 2015) (p. 9067, 9068).

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP, puis Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale jusqu'au 15 décembre 2015.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 11 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 543 (2014-2015)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 582 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 87 (2015-2016)] (19 octobre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 166 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels - Approbation de l'accord entre la France et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), histoire de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : Sunnites et chiites au prisme de Daesh.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des Parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement à la 70e assemblée générale de l'ONU - Communication.

Déplacement au Bundestag - Communication.

Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre la France, la Turquie et le Maroc dans le cadre de la lutte contre les attentats et le terrorisme** - (15 janvier 2015) (p. 157, 158).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 703). (p. 704). (p. 705).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1549, 1550). (p. 1553). - **Article 5 ter** (*art. L. 111-3-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mentions obligatoires figurant dans les marchés privés portant sur des travaux et prestations de service réalisés en cotraitance*) (p. 1569). (p. 1569).

- **Question orale sans débat sur la réponse internationale au crime de Daesh contre la communauté yézidie** - (17 février 2015) (p. 1819, 1820). (p. 1820).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (19 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2138, 2139). (p. 2140). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2161).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le redécoupage électoral pour les élections départementales** - (9 avril 2015) (p. 3312).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 20 bis** (*art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole*) (p. 5607). (p. 5608). (p. 5608). (p. 5608). (p. 5609).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (*art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre 1er du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre 1er du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris*) (p. 5766). (p. 5775). (p. 5776). (p. 5780). (p. 5784). (p. 5793).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (*art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5968).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7712, 7714).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6143-2-1, L. 6142-7-3, L. 6143-7-5, L. 6144-2, L. 6161-1-1 [nouveau], L. 6161-2, L. 6161-2-1 et L. 6161-2-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Gouvernance hospitalière) (p. 9084). - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création d'un comité consultatif national unique pour l'ensemble des corps hospitaliers de catégorie A) (p. 9105). (p. 9106).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9334). (p. 9335).

- **Question orale sans débat sur le désert médical dans les établissements scolaires** - (13 octobre 2015) (p. 9471). (p. 9471).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12083, 12084).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12299). (p. 12300).

CAMPION (Claire-Lise)

sénatrice (Essonne)

SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 126 (2014-2015)] visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement [n° 238 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap [n° 358 (2014-2015)] (20 mars 2015) - **Culture - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 276 (2014-2015)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap [n° 455 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 2426, 2427). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap*) (p. 2438). (p. 2441).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2456).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2491, 2492).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2649).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2708). (p. 2708).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2790).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - *Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure*) (p. 2932, 2933).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5875, 5876).

- **Corapporteur - Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - *Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement*) (p. 5886). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - *Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée*) (p. 5891). (p. 5896). (p. 5901). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 111-7-3 du code de la

construction et de l'habitation - Refus de travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public par une assemblée générale de copropriétaires) (p. 5902). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5903). (p. 5903). (p. 5903). - **Article 6 (nouveau)** (art. 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - *Élaboration des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics*) (p. 5904). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5905).

- **Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8006, 8007).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - *Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8160). (p. 8161, 8162).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 21 ter** (art. L. 1110-13 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - *Médiation sanitaire et interprétariat linguistique*) (p. 8603). (p. 8603). - **Article 22 bis (supprimé)** (art. L. 245-8 et L. 245-13 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place du tiers payant par le département pour l'achat des aides techniques en matière de handicap*) (p. 8606, 8607). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - *Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé*) (p. 8613).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - *Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales*) (p. 8732).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9430, 9431). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - *Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance*) (p. 9436). (p. 9436).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - *Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure*) (p. 9500). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - *Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions* (p. 9507). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé*) (p. 9533). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - *Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale*) (p. 9539). - **Article 6 quater (supprimé)** (art. 378-1 du code civil - *Retrait de l'autorité parentale en cas d'exposition de l'enfant à des agissements violents*) (p. 9542). - **Article 17 (supprimé)** (art. 388-2 du code civil - *Désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative*) (p. 9549). - **Article 21 bis A** (art. 378-1 du code civil - *Élargissement de la liste des titulaires de l'action en retrait de l'autorité parentale*) (p. 9552). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9561).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10748). (p. 10748).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10838, 10839). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10870).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide aux victimes des attentats** - (17 novembre 2015) (p. 10974).

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme le 7 octobre 2015.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 167 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chêrède et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

(*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Egalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les lignes ferroviaires desservant la Normandie** - (17 février 2015) (p. 1821, 1822). (p. 1822).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap*) (p. 2437).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2581, 2582). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2620). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2640).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale*) (p. 4333).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4847, 4848).

- **Question orale sans débat sur la sécurité routière en Seine-Maritime** - (9 juin 2015) (p. 6128, 6129). (p. 6129, 6130).

- **Question orale sans débat sur les difficultés de financement des projets par les agences de l'eau** - (7 juillet 2015) (p. 7244, 7245). (p. 7245).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 46 bis** (*art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8985).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10033).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (3 novembre 2015) (p. 10257). (p. 10257, 10258).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (27 novembre 2015) (p. 11788).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138).

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 164 tome 3 annexe 9 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

(*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

(*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bertrand Schneiter, président de la commission des participations et des transferts.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

(*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Audition de M. Thierry Le Roy, président du conseil supérieur de l'Agence France-press.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Marie-Eve Aubin, présidente de la commission des sondages.

Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Audition de Mme Monique Liebert-Champagne, présidente de la commission des infractions fiscales.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Victor Haïm, président, et de M. Eric Girard-Reydet, secrétaire général, de l'Autorité de contrôle des nuisances aéronautiques (ACNUSA).

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-François Mary, président de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP).

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques (HCFP).

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 62).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 396).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 440). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 499). (p. 505). (p. 508). (p. 508).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 603).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1216).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 1539). (p. 1541).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1653). - **Article 14 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage) (p. 1705). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1718).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2046). (p. 2046). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2050). (p. 2050).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2083). (p. 2084). (p. 2084).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2514).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2526, 2527).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3225). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3246).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3919). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. 163 bis G et 154 quinquies du code général des impôts - Aménagement du cadre fiscal applicable aux bons de souscription de part de créateur d'entreprise, BSPCE) (p. 3957).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4435).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4642). (p. 4643). (p. 4643). (p. 4644). (p. 4644). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à

L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4667).

- **Question orale sans débat sur le classement du collège Kerhallet de Brest en réseau d'éducation prioritaire renforcé** - (12 mai 2015) (p. 4814). (p. 4814, 4815).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5371). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5436).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6225, 6226).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-11 et L. 4162-13 du code du travail - Suppression de la fiche individuelle de prévention des expositions à la pénibilité) (p. 6811). (p. 6812). (p. 6812). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6813). (p. 6813). (p. 6814). (p. 6815). (p. 6816). (p. 6816). (p. 6816). (p. 6817).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4162-16 et L. 4162-20 du code du travail - Aménagements des règles du fonds chargé du financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 6829). - **Articles additionnels après l'article 19 sexies** (p. 6829, 6830). (p. 6830). (p. 6830). - **Articles additionnels après l'article 19 septies** (p. 6830). (p. 6831). (p. 6831). (p. 6831). (p. 6831).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 86 bis A (Installation d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie)** (p. 7186).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7749).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8373). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8380).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8460).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 21 bis A** (art. 378-1 du code civil - Elargissement de la liste des titulaires de l'action en retrait de l'autorité parentale) (p. 9552).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale**

(p. 9586, 9587). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9598).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Critères d'identification des territoires ruraux en difficulté) (p. 9844, 9845).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10117).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11098, 11099).

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11259). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11276). (p. 11276). (p. 11280, 11281).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11470). (p. 11473). (p. 11487, 11488).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11538, 11539).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11624).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 62 (supprimé)** (art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Abaissement du plafond de cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT) (p. 11671).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11831). (p. 11832). (p. 11833). - **Article 53** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Création de trois taxes affectées au financement des centres techniques industriels (CTI) et harmonisation de l'ensemble des taxes affectées aux CTI et aux comités professionnels de développement économique, CPDE) (p. 11846, 11847).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11946, 11947).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11954). (p. 11957).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12112).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12116, 12117).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138, 12139).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12157). (p. 12163). (p. 12163, 12164).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12180).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12241, 12242).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12249). (p. 12254).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12304).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12311). (p. 12312). (p. 12312). (p. 12312).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12732, 12733). - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12737, 12738). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12740, 12741). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13135, 13136).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6455, 6456). - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration) (p. 6462). (p. 6464). - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - Mode d'élection des membres du conseil d'administration) (p. 6464). - **Article 3** (art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale - Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique) (p. 6465).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12104).

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
 UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (4 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 164 tome 3 vol. 3 annexe 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Désignation des rapporteurs.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Nomination.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du vendredi 10 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen de la recevabilité d'un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 985 rectifié ter de M. Gabouty au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Désignation de candidats appelés à faire partie d'une éventuelle commission mixte paritaire.

Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les

années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppey-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 621, 622).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 681). (p. 681). (p. 684). (p. 690). (p. 690). (p. 690). (p. 691). (p. 692). (p. 692). (p. 697). (p. 699). (p. 712). (p. 727). (p. 728). (p. 730). (p. 738). (p. 739). (p. 759).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1034).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3141, 3142). - **Motion d'ordre** (p. 3178, 3179).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3207). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3222, 3223). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3234). (p. 3249).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3293, 3294). - **Article 3 quater B (supprimé)** (*Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire*) (p. 3306). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3322). - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3327). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3335). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3345). (p. 3346). (p. 3346). - **Rappel au règlement** (p. 3347). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes) (p. 3361). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3376).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3395, 3396). (p. 3398). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3416). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3417). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme) (p. 3443). - **Demande de réserve** (p. 3445). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3466). (p. 3467). (p. 3467). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3469). - **Organisation des travaux** (p. 3482).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce,

art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3542, 3543). (p. 3548). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3564, 3565).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3605, 3606). - **Demande de réserve** (p. 3610). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3635). (p. 3636).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Demande de priorité** (p. 3695).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Rappel au règlement** (p. 3770). - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3775). - **Article 28** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement*) (p. 3795). (p. 3797). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3801). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3813).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3881). - **Article 33 octies A (nouveau)** (art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet) (p. 3888). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3918, 3919). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3934). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3962, 3963). (p. 3967, 3968).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 231 ter du code général des impôts et L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération pour certains locaux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, de commerce ou de stockage et de redevance sur la création de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage perçues en Île-de-France)

(p. 3987). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3995). - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4008, 4009). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4013). - **Demandes de priorité et de réserve** (p. 4076). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation de transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4141, 4142). (p. 4142). - **Demande de priorité** (p. 4147).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4218, 4219).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4324, 4325). - **Article 54 bis** (art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4334). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4352). (p. 4354). - **Demande de réserve** (p. 4371). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4409). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4432, 4433).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 50 A (précédemment réservé) (supprimé)** (Cession et location de matériel militaire) (p. 4445). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4449). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4534).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4624). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4642).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4687). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4703). (p. 4706). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4737). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4755, 4756).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdecies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5760). (p. 5773). (p. 5787). (p. 5806). (p. 5815).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7014).

- président de la commission spéciale - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et

art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 7043, 7044). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7053). - **Article 24 bis** (p. 7081).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 33 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Encadrement et régulation de l'activité des moteurs de recherche sur Internet) (p. 7114). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français) (p. 7136). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7140). - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7147). - **Article 103 ter** (art. L. 1233-3 du code du travail - Motif économique du licenciement) (p. 7207, 7208). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7216).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Air France** - (6 octobre 2015) (p. 9170, 9171).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10985, 10986).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11092, 11093).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11173). (11182).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11235, 11236). (p. 11244, 11245). (p. 11251, 11252). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11265). (p. 11266).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 11310). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11313). (p. 11314). - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L. 6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11324). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11332). (p. 11335). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11343). - **Article 6 ter (nouveau)** (création d'un article 39 decies A dans le code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements réalisés pour l'acquisition de poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant)

(p. 11351, 11352). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 39 *decies* du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11361, 11362). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11363). (p. 11365, 11366). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11427).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 11501, 11502). (p. 11502, 11503).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11572, 11574).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11592).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12003, 12004).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu)

(p. 12390). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12415). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12421). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12438). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12442).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 39 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies du code général des impôts - Mesures d'adaptation de la taxe d'aéroport affectée au financement de la sûreté et de la sécurité dans les aéroports) (p. 12482). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12492). - **Article 42** (art. 244 quater U du code général des impôts et 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et adaptation aux bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat) (p. 12495). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 12516). - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12525). (p. 12525). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12528). - **Article 47 octies (nouveau)** (Possibilité pour certains officiers de police judiciaire d'accéder directement au fichier national des comptes bancaires, FICOBA) (p. 12540). (p. 12540). - **Article 24 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12550).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12696, 12697).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. ; 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. ; 121-35, L. 121-36, L. ; 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12778). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12790). (p. 12792). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12820). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12828). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12861). (p. 12861). - **Articles additionnels après l'article 16 duodecimes** (p. 12876, 12877). - **Article 34** (art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception) (p. 12958). (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12977). (p. 12977). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12985, 12986).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13131, 13132).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13141).

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines et Crédits non répartis [n° 164 tome 3 annexe 16 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes

fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du

patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2211, 2212).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11263).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 11401). (p. 11401).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplafonnement de la décote applicable

aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense) (p. 11509).

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12238, 12239).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 12261). - **Article 57 quater (nouveau)** (*Rapport sur les suppressions de postes à la DGDDI*) (p. 12266).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (10 décembre 2015) (p. 12714, 12715). (p. 12715).

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 11 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - Aménagement du territoire - Environnement - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Audition de Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les réformes et le pilotage des régimes de retraite en Europe.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale).

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur général de l'AGIRC-ARRCO (Association générale des institutions de retraite des cadres - Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 86). (p. 88).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 943, 944). - **Article 1er** (*art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un Conseil national de la protection de l'enfance*) (p. 947). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels*) (p. 948). - **Article 4** (*art. L. 2112-1 du code de la santé publique - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance au sein de chaque service départemental de PMI*) (p. 953). - **Article 7 (précédemment réservé)** (*art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire*) (p. 974).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 février 2015) (p. 1166).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1497).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique*) (p. 1770).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2455, 2456).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2477, 2478).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2578, 2580). - **Article 19** (*art. L. 113-1, L. 113-1-1 [nouveau] et L. 113-1-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droit des personnes âgées en perte d'autonomie à un accompagnement et à une information adaptés*) (p. 2643). - **Article 22** (*art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2646, 2647).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (*art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2676). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 153 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Transmission d'informations des administrations fiscales vers les départements*) (p. 2679). (p. 2679). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2682). - **Article 31** (*art. L. 313-11-1*

[nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 2685). - **Article 32 bis (nouveau)** (*art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile*) (p. 2692). (p. 2692). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 2702, 2703). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2707). (p. 2708). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 2732). - **Article 46** (*art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie*) (p. 2749, 2750).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale*) (p. 2800). - **Article 54 bis** (*art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie*) (p. 2805). (p. 2807). (p. 2808). (p. 2808).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de recouvrement des franchises médicales** - (19 mars 2015) (p. 2818).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 2823). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2836, 2837).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3009). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3011).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3960). (p. 3963).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3990).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5456, 5457).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 3 (nouveau)** (*art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée*) (p. 5892).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé*

publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6426).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6574).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6795, 6796). (p. 6797). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6800).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7150).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8243, 8244).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9004).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9429, 9430). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 9437). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Bilan annuel des formations délivrées dans le département) (p. 9440). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 9443). (p. 9443).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9499). (p. 9502). - **Article 7** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 9544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10027, 10028). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10102). (p. 10102). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10113). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10147).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10625, 10626). (p. 10626, 10627). (p. 10627).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10639). (p. 10639, 10640). (p. 10642, 10643). - **Article 12** (art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales) (p. 10646, 10647). (p. 10647, 10648).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 10669). - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10673). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 862-4 du code de la sécurité sociale - Taux de la taxe de solidarité additionnelle applicable aux contrats « au premier euro ») (p. 10721). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10733). - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10740). (p. 10742).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10838). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10850). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10866). (p. 10867). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10871).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11317). - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L. 6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11321). (p. 11324).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11476, 11477).

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12507). (p. 12511). (p. 12511). - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12526). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12532). (p. 12532).

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Enseignement scolaire [n° 168 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 341 (2014-2015)] visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 220 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Désignation des candidats appelés à faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du lundi 16 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Table ronde - Syndicats de direction et d'inspection de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Audition de M. François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, auteur de *Les déshérités* ou *l'urgence de transmettre*.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Audition de M. Pierre N'Gahane, secrétaire général du comité interministériel de prévention contre la délinquance (CIPD).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne.

Audition de M. Laurent Lafforgue, mathématicien, titulaire de la médaille Fields, membre de l'Académie des sciences.

Audition de M. Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national de l'évaluation du système scolaire.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Audition de Mme Marie-Monique Khayat, proviseur du Lycée Jean de La Fontaine (Paris 16e) et M. Alain Anton, proviseur de la cité scolaire Claude Monet (Paris 13e).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Utilisation de la bande ultra haute fréquence - Audition de M. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auteur d'un rapport à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen de l'amendement.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs

républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3299, 3300).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 3 ter A (suppression maintenue)** (*Redevance pour l'usage de la route express nouvelle entre Machilly et le contournement de Thonon-les-Bains*) (p. 7037).

- **Question orale sans débat sur les communes et les obligations de production de logements sociaux** - (13 octobre 2015) (p. 9481). (p. 9482).

- **Question orale sans débat sur la situation du secteur des travaux publics et notamment des canaliseurs** - (27 octobre 2015) (p. 9941, 9942). (p. 9942, 9943).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12167, 12168).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 12190).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 12604, 12606). - **Article 1er** (*art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire*) (p. 12620, 12621).

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-

Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport sur la révision de la directive 2001-29-CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de M. Pierre Sirinelli, professeur à l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, membre du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** - *Deuxième lecture* [n° 312 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2387).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3706, 3707).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11477).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire** [n° 341 (2014-2015)] - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (*art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire*) (p. 12617).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOC, puis Socialiste et républicain

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly le 19 mars 2015.

Membre titulaire Conseil national d'évaluation du système scolaire.

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports le 19 octobre 2015.

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 14, 21, 22, 29 janvier, 13, 18 février, 10, 16, 25 mars, 2, 7, 10, 14, 15 avril, 7, 11, 12, 19, 26 mai, 9, 18, 30 juin, 1er, 9, 10 juillet, 16, 29 septembre, 7, 8, 12, 21, 28, 29 octobre, 3, 9, 13, 24, 27 novembre, 2, 3 et 8 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog La vie moderne.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs

républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 661). (p. 662).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de La Rada d'Ukraine** - (7 mai 2015) (p. 4552).
- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4587). (p. 4588).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge du traitement des malades touchés par le syndrome d'Arnold-Chiari** - (12 mai 2015) (p. 4797). (p. 4798).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5477). (p. 5477, 5478).

- **Clôture de la session ordinaire de 2014-2015** - (30 juin 2015) (p. 7091).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12175, 12176).

CARVOUNAS (Luc)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 mars 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de l'exposition universelle en 2025 à Paris** - (19 mars 2015) (p. 2816).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5777). (p. 5792). (p. 5792). (p. 5795). (p. 5795). (p. 5796). (p. 5797). (p. 5798).

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3406, 3407). (p. 3407) - **Articles additionnels après l'article 9 bis A** (p. 3410).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2, L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34, L. 4424-35, L. 4424-36, L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative) (p. 5692).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10675). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10717).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Electricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Famille [n° 134 tome 4 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Examen des articles [n° 134 tome 7 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 134 tome 8 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 3** (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 181, 182).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale*) (p. 4335). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 4388). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 4391).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron – Trains Intercités** - (4 juin 2015) (p. 6043).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6337).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 38** (*art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2,*

L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8863).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8976, 8977). - **Article 46 bis** (*art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8980). (p. 8981). (p. 8982). (p. 8982). (p. 8983). (p. 8983, 8984). (p. 8987). (p. 8988). (p. 8988). (p. 8989). (p. 8989).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10555, 10556).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la branche famille - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10770). (p. 10770). (p. 10771). (p. 10772). - **Article 34** (*Objectif de dépenses de la branche famille*) (p. 10772, 10773). (p. 10773).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10864). (p. 10865). (p. 10867). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10870). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10894). (p. 10895). - **Article 52** (*art. L. 162-1-4-1 et L. 612-3 du code de sécurité sociale - Réforme des cotisations des professionnels de santé affiliés au régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés*) (p. 10897). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10899). (p. 10900). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016*) (p. 10905). - **Article 57** (*art. L. 161-23-1, L. 341-6, L. 351-11, L. 353-5, L. 356-2, L. 413-7, L. 434-1, L. 434-2, L. 434-6, L. 434-16, L. 434-17, L. 551-1, L. 723-11-2 [nouveau], L. 816-2 et L. 861-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 211-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 732-24, L. 751-46, L. 752-6, L. 753-8 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime ; art. 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, art. 5 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 - Modification des règles de revalorisation des prestations de sécurité sociale*) (p. 10909).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10992, 10993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage et le chômage** - (15 décembre 2015) (p. 13095). (p. 13095).

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC, puis Socialiste et républicain

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 23 avril 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Chine : saisir les opportunités de la nouvelle croissance [n° 714 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 38). (p. 41).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 66). (p. 83, 84).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 146). (p. 170, 171). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 190). (p. 191). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - *Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 213, 214).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - *Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 239). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la planification régionale en matière de déchets*) (p. 255). (p. 257). (p. 258). (p. 259). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 260). (p. 264). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 541-10 et L. 541-15-2 du code de l'environnement - *Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets*) (p. 265).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 446). (p. 451).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 531). (p. 531). (p. 533). (p. 534). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 557, 558).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les données des dossiers passagers (PNR européen)** - (10 décembre 2015) (p. 12711, 12712).

CAZENEUVE (Bernard)
ministre de l'intérieur

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 224 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Collectivités territoriales**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-124 du 5 février 2015 relative aux conditions d'application outre-mer de l'interdiction administrative du territoire et de l'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement [n° 449 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Justice - Outre-mer**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-683 du 18 juin 2015 transférant aux services départementaux d'incendie et de secours l'organisation des élections à leurs conseils d'administration et leurs instances consultatives [n° 659 (2014-2015)] (31 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale [n° 688 (2014-2015)] (16 septembre 2015) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 11, 15).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de lutte contre le terrorisme** - (15 janvier 2015) (p. 151, 152).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération internationale en matière de renseignement et de mobilisation de la réserve militaire et civile** - (15 janvier 2015) (p. 152, 153).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services de renseignement et les attentats** - (15 janvier 2015) (p. 156, 157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque d'abstention lors des élections départementales et régionales** - (5 mars 2015) (p. 2337).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations à Toulouse et à Nantes** - (5 mars 2015) (p. 2342, 2343).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le redécoupage électoral pour les élections départementales** - (9 avril 2015) (p. 3312, 3313).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cyberattaque de TV5 Monde** - (9 avril 2015) (p. 3317, 3318).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4757, 4762). (p. 4782, 4785).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4871, 4876).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)] (suite)** - (18 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation) (p. 4936, 4937). (p. 4937). (p. 4938). (p. 4938). (p. 4938, 4939). (p. 4939, 4940). - **Article 3** (art. L. 712-1 à L. 712-3 et L. 712-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'octroi de la protection subsidiaire ou de refus par la mise en œuvre d'une clause d'exclusion et perte de la protection par application d'une clause de cessation) (p. 4942, 4943). - **Article 4 bis** (art. L. 721-2 et L. 721-3 et titre Ier bis du livre VIII [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Statut d'apatride) (p. 4944). (p. 4944). - **Article 5** (art. L. 721-2, L. 721-3 et L. 721-4, L. 721-5 et L. 721-5-1 [supprimés] et L. 721-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Indépendance de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, extension de sa compétence à l'égard des bénéficiaires de la protection subsidiaire et amélioration de l'information du Parlement) (p. 4945, 4946). (p. 4946). - **Article 5 bis** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4948, 4949). (p. 4949). (p. 4949). (p. 4950). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4951). (p. 4951, 4952). (p. 4952). (p. 4953). (p. 4953). (p. 4953, 4954). (p. 4954). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4959, 4960). (p. 4961, 4962). (p. 4963, 4964). (p. 4964, 4965). (p. 4966). (p. 4970, 4971). (p. 4975). (p. 4976). (p. 4977). (p. 4978). (p. 4978). (p. 4978, 4979). (p. 4980). (p. 4980). (p. 4981). (p. 4983). (p. 4996). (p. 4996). (p. 4997). (p. 4998, 4999). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 724-1 à L. 724-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure de cessation du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire) (p. 5000). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5002). (p. 5003). (p. 5003). (p. 5004). (p. 5004). (p. 5005). (p. 5006). (p. 5006, 5007). (p. 5007). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 5008). (p. 5009, 5010). (p. 5011, 5012).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5039). (p. 5039). (p. 5040). (p. 5040). - **Article 14**

(art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5042, 5043). (p. 5043). (p. 5044). (p. 5047, 5048). (p. 5048). (p. 5049, 5050). (p. 5051). (p. 5052). (p. 5054). - **Article 14 bis (nouveau)** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 5055). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 5055). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5059). (p. 5060). (p. 5061). (p. 5061). (p. 5062). (p. 5062, 5063). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5066). (p. 5067). (p. 5069). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 5070). - **Article 16** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 121-13, L. 264-10, L. 312-8-1 [nouveau], L. 313-1-1, L. 313-9, L. 348-1, L. 348-2, L. 348-3, L. 348-4, L. 541-1, L. 541-2, L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 5071). (p. 5071). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 5072). - **Article 17** (art. L. 5223-1, L. 5423-8, L. 5423-9, L. 5423-11 du code du travail - Coordinations) (p. 5073). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5075, 5076). (p. 5076). (p. 5077). (p. 5078, 5079). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5080). (p. 5080). (p. 5082). (p. 5082). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5083). (p. 5084). (p. 5085). (p. 5085, 5086). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 211-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motivation des refus de visa des membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire et des apatrides) (p. 5086). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 349-1, L. 349-2, L. 349-3 et L. 349-4 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Centres provisoires d'hébergement) (p. 5087). - **Article 19 quater (nouveau)** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles des étrangers et du droit d'asile - Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse) (p. 5088). - **Article 20** (art. L. 111-11, L. 761-1, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 766-3 et L. 767-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation des dispositions relatives aux outre-mer dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 5093). - **Article 21** (Ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, ordonnance n° 2000-372 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Adaptation des dispositions des ordonnances relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 5095). - **Article 23** (Entrée en vigueur) (p. 5096). (p. 5097). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5097).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5175, 5177). (p. 5185, 5187). (p. 5187, 5188). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5189). (p. 5190). (p. 5191). (p. 5191, 5192). - **Article 2 (supprimé)** (Compétence du pouvoir réglementaire pour préciser les conditions de mise en œuvre de la révision exceptionnelle des listes) (p. 5192). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5192).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les quotas de migrants** - (21 mai 2015) (p. 5206).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5273, 5275).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5917, 5918). (p. 5919). (p. 5919). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5927, 5928). (p. 5928). (p. 5929). (p. 5930, 5931). (p. 5931, 5932). (p. 5932). (p. 5933). (p. 5933, 5934). (p. 5934). (p. 5934, 5935). (p. 5938, 5939). (p. 5940). (p. 5943, 5944). (p. 5945). (p. 5948, 5949). (p. 5954). (p. 5958). (p. 5959, 5960). (p. 5961). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5972, 5973). (p. 5973). (p. 5983). (p. 5986). (p. 5987). (p. 5988). (p. 5989). (p. 5989). (p. 5989). (p. 5990).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6021). (p. 6021). (p. 6022). (p. 6023). (p. 6023, 6024). (p. 6025). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6031). (p. 6031). (p. 6032). (p. 6046). (p. 6046). (p. 6054). (p. 6056, 6057). (p. 6057). (p. 6058). (p. 6059, 6060). (p. 6060). (p. 6061). (p. 6061). (p. 6061). (p. 6062). (p. 6062). (p. 6063). (p. 6063). (p. 6065). (p. 6066). (p. 6067). (p. 6068). (p. 6068). (p. 6069). (p. 6069). (p. 6070). (p. 6073). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6076, 6077). - **Article 3 bis** (art. L. 855-1, L. 855-2, L. 855-3, L. 855-4, L. 854-1-1, L. 855-5 et L. 855-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Protection des agents des services de renseignement) (p. 6080). (p. 6080). (p. 6081). (p. 6081). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 6081, 6082). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6084). (p. 6085).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (18 juin 2015) (p. 6480, 6481).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les taxis et les VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur)** - (18 juin 2015) (p. 6481).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la France en Europe en matière d'accueil des demandeurs d'asile** - (18 juin 2015) (p. 6482).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6638, 6639). - **Article 1er** (titres Ier à IV [nouveaux] du livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6666). - **Article 3** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6668). - **Article 3 bis** (art. L. 855-1, L. 855-2, L. 855-3, L. 855-4, L. 854-1-1, L. 855-5 et L. 855-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Protection des agents des services de renseignement) (p. 6668). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6669).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité suite aux attentats** - (2 juillet 2015) (p. 7221, 7222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme suite aux attentats** - (2 juillet 2015) (p. 7224, 7225).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'islamisme radical** - (2 juillet 2015) (p. 7228, 7229).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8350, 8355). (p. 8365, 8367).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des réfugiés** - (17 septembre 2015) (p. 8421, 8422).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le blocage de l'autoroute A1** - (17 septembre 2015) (p. 8423, 8424).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans l'Hérault** - (17 septembre 2015) (p. 8427, 8428).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des réfugiés** - (17 septembre 2015) (p. 8430, 8431).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'élection du maire de Paris et le transfert de compétences** - (1er octobre 2015) (p. 9067).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif au droit des étrangers** - (1er octobre 2015) (p. 9068).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (6 octobre 2015) (p. 9172). (p. 9175, 9176).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le policier blessé en Seine-Saint-Denis par un multirécidiviste** - (6 octobre 2015) (p. 9176, 9177).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 octobre 2015) (p. 9178).

- **Rappel au règlement** - (6 octobre 2015) (p. 9201).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9201, 9206). - **Question préalable** (p. 9211). - **Discussion générale** (p. 9224, 9226).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9244, 9245). (p. 9245, 9246). (p. 9246, 9247). - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 9247). (p. 9248). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois*) (p. 9251). (p. 9252). (p. 9253). (p. 9255). (p. 9255). (p. 9256). (p. 9256). (p. 9257). (p. 9257). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9258, 9259). (p. 9259, 8260). (p. 9260). (p. 9260). - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master*) (p. 9261). (p. 9261). (p. 9262). (p. 9263). (p. 9263). - **Article 7** (art. L. 313-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Première délivrance de la carte de séjour temporaire et de certaines cartes pluriannuelles*) (p. 9264). - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle*) (p. 9265). (p. 9267). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 313-3 et L. 313-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Motifs de refus ou de retrait du titre de séjour*) (p. 9267, 9268). (p. 9269, 9270). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle*) (p. 9272). (p. 9272). (p. 9273). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9274). (p. 9275). (p. 9275). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de

l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » ; procédure « étrangers malades ») (p. 9288, 9289). (p. 9289). (p. 9291, 9292). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades*) (p. 9292). (p. 9293). (p. 9294). (p. 9295, 9296). (p. 9296). - **Article 10 ter (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Renouvellement automatique du titre de séjour pour les personnes victimes de violences conjugales*) (p. 9297).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation des policiers** - (15 octobre 2015) (p. 9660, 9661).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (3 novembre 2015) (p. 10257).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants au centre de rétention administrative de Vincennes** - (12 novembre 2015) (p. 10699, 10700).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle aux frontières dans le cadre de la COP 21, Conférence de Paris sur le climat** - (12 novembre 2015) (p. 10705).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité intérieure et la lutte contre la radicalisation** - (17 novembre 2015) (p. 10971).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurisation des frontières** - (17 novembre 2015) (p. 10973, 10974).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11151, 11152). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11153, 11154). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - *Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 11157). (p. 11158). (p. 11158). (p. 11159). (p. 11160). (p. 11160). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11166).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11903, 11906).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11907, 11908). (p. 11910, 11911). (p. 11912). (p. 11913). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11914). (p. 11914).

Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) - **État D** (p. 11915). (p. 11915). (p. 11916).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sécuritaire à la frontière franco-suisse** - (15 décembre 2015) (p. 13092).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des douaniers** - (15 décembre 2015) (p. 13093).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état d'urgence** - (15 décembre 2015) (p. 13094).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 8 octobre 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 165 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*):

Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

(commission des affaires économiques): Désignation d'un sénateur appelé à siéger au sein du conseil d'administration de l'agence Business France.

Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 *(commission des affaires économiques)*: Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 *(commission des affaires économiques)*: Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 *(commission des finances)*: Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mardi 12 mai 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)*: Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)*: Audition de Mme Rozen Noguellou, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I).

Réunion du jeudi 4 juin 2015 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015: rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

(commission des affaires économiques): Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 *(commission des affaires économiques)*: Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission des finances)*: Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et

environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 *(commission des affaires économiques)*: Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mardi 21 juillet 2015 *(mission commune d'information sur la commande publique)*: Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 *(commission des affaires européennes)*: Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(mission commune d'information sur la commande publique): Examen du rapport.

(commission des affaires économiques): Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 *(commission des affaires économiques)*: Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 *(commission des affaires européennes)*: Agriculture et pêche - Réglementation de la

pêche au bar : proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet et avis politique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5304).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5360).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8243).

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

Devenue sénatrice le 12 octobre 2015 (en remplacement de M. Jean-Jacques Hyst, nommé membre du Conseil Constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 12 octobre 2015.

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11940).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11954). (p. 11956, 11957).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 6 bis (nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation d'assurance contre les risques climatiques pour les jeunes agriculteurs*) (p. 12670).

DÉPÔTS

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 544 (2014-2015)] relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 626 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Couverture numérique des territoires : veiller au respect des engagements pour éviter de nouvelles déceptions [n° 193 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Utilisation de la bande ultra haute fréquence - Audition de M. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auteur d'un rapport à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1451).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2275, 2276).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3734, 3735).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3827). (p. 3827). - **Article 33 sexies (supprimé)** (*art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement*) (p. 3839). - **Article 33 septies A** (*art. L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Reconnaissance aux collectivités de la qualité de partie dans certaines procédures de règlement des différends devant l'ARCEP et certaines juridictions*) (p. 3840).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3873). - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3881).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 18** (*art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche*) (p. 6801).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 33 octies AA (Texte non modifié par la commission)** (*art. 3-1 et 34-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Clarification des règles applicables en matière de numérotation des chaînes de télévision*) (p. 7113).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8063, 8064). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 8084, 8085). (p. 8086).

- **Rapporteur pour avis de la commission - Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en compte de l'aménagement du territoire pour toute réaffectation d'une bande de fréquences précédemment utilisée par la diffusion de la TNT*) (p. 8088). (p. 8088). - **Article 10 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Rôle de l'ANFR pour prévenir et traiter les cas de brouillage*) (p. 8089). (p. 8089).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avis de la Commission européenne sur le plan très haut débit** - (20 octobre 2015) (p. 9716, 9717).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 11393, 11394). (p. 11395). (p. 11398). (p. 11399). (p. 11400). - **Article 11** (*art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics*) (p. 11436). (p. 11436). (p. 11437). (p. 11437). (p. 11438).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 11498). (p. 11499). (p. 11499, 11500). (p. 11500). (p. 11500).

<p>CHARON (Pierre) <i>sénateur (Paris)</i> <i>UMP, puis Les Républicains</i></p>

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)] (1er avril 2015)

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2873, 2874).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4288, 4289).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5222, 5223).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5795). (p. 5796). (p. 5810). (p. 5816). (p. 5816).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5863, 5865).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'élection du maire de Paris et le transfert de compétences** - (1er octobre 2015) (p. 9066, 9067).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

- (30 novembre 2015) (p. 11898, 11899).

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 6 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage de 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et à l'emploi - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 62).

- **Question orale sans débat sur les excès des exigences environnementales applicables aux communes rurales** - (20 janvier 2015) (p. 434). (p. 435).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)] (suite)** - (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 567). (p. 570). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 575).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 667). (p. 668).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1457). (p. 1458, 1459). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1466).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1495).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1885). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1896).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2036).

- **Questions cibles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2108, 2109). (p. 2109).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2294).

- **Question orale sans débat sur les déchets verts en zone rurale** - (31 mars 2015) (p. 2977). (p. 2978).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3005, 3006). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 3008).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). (p. 3705). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3720). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3735).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3872, 3873).

- **Question orale sans débat sur la situation des éleveurs français** - (12 mai 2015) (p. 4808, 4809). (p. 4809)

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5201, 5202).

- **Question orale sans débat sur le TGV-Limousin** - (26 mai 2015) (p. 5260). (p. 5261).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5354). (p. 5354). (p. 5357). (p. 5360). (p. 5365). (p. 5367).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5887). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée) (p. 5893). (p. 5895).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6324, 6326). - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6340). (p. 6347, 6348). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6351). (p. 6354, 6355). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6367).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6385). (p. 6389). (p. 6390). (p. 6391). (p. 6393). (p. 6400). (p. 6401). (p. 6401). (p. 6401). (p. 6401). - **Article 8**

(art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6425, 6426). (p. 6428). (p. 6429).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6689). (p. 6689). (p. 6690).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 11 quater C** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'une ambiguïté juridique relative à l'activité des opticiens-lunettiers) (p. 7059).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau], L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7111).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7733).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8288).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8316). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8332). - **Articles additionnels après l'article 5 duvicies** (p. 8344). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8370).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8404). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8439).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8763). (p. 8763). - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6153-1, L. 6153-2 et L. 6153-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Statut d'agent public pour les étudiants en médecine, en odontologie, en pharmacie et en maïeutique) (p. 8764). - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8767).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8825). (p. 8827, 8828). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8851).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8960).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9007).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9295).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9501). - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie) (p. 9504). (p. 9505).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (15 octobre 2015) (p. 9666).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9842, 9843). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Gel du régime des zones de revitalisation rurale pour les signataires d'un contrat territorial) (p. 9846). (p. 9847).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10044). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10053). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 10063). - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10068). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10082). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10088). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux) (p. 10094). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10116).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10194). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10198).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 9** (art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole) (p. 12674). - **Article additionnel** après

l'article 11 (p. 12677). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 278 du code général des impôts, art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Gage) (p. 12678). (p. 12679).

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 16 février 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile jusqu'au 6 avril 2015.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie le 24 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France le 5 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Participations financières de l'État [n° 165 tome 9 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet

2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5357). (p. 5357).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de stabilité** - (26 novembre 2015) (p. 11703). (p. 11703).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-président du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 16 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Économie [n° 164 tome 3, annexe 11 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale et de M. Sylvain Bergamini, chef de section au bureau des exonérations de la fiscalité directe des entreprises.

Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de MM. Géraud Guibert, président de la Fabrique écologique et Stéphane Illouz, président du groupe de travail sur la pollution de l'air en région parisienne.

Audition, sous forme de table ronde, de M. Gilles Lacan, président d'Ecologie sans frontières, de Mme Lorelei Limousin, chargée de mission climat et transports au Réseau action climat, de M. Denis Voisin, coordinateur du lobby d'intérêt général à la fondation Nicolas Hulot et de M. Sébastien Vray, président de Respire.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du lundi 4 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Olivier Siveude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique*) (p. 1584). (p. 1585).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - *Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables*) (p. 1871). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - *Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée*) (p. 1887, 1888). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - *Sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) (p. 1898).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5367, 5368). (p. 5368).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 13 bis A (précédemment réservé)** (p. 5683). (p. 5694). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Compensation financière des*

transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5723). (p. 5724). (p. 5725).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10164, 10165).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (11180).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11412).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11472).

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11816, 11817).

Economie

- (28 novembre 2015) - rapporteur spécial - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France) (p. 11837, 11838). (p. 11839). - **Article 53** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Création de trois taxes affectées au financement des centres techniques industriels (CTI) et harmonisation de l'ensemble des taxes affectées aux CTI et aux comités professionnels de développement économique, CPDE) (p. 11846).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12404). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12421).

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

Election le 25 janvier 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 27 janvier 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2430, 2431).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5880, 5882). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des

transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée (p. 5898). (p. 5898). (p. 5898).

- **Question orale sans débat sur la mise en place du compte pénibilité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics** - (9 juin 2015) (p. 6126). (p. 6127).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap** - *Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]* - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8009, 8010).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - *Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé*) (p. 8837,

8838). (p. 8838). - **Article 39** (art. L. 1431-2, L. 1435-12 [nouveau] et L. 4001-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement des dispositifs d'alerte sanitaire*) (p. 8886). (p. 8886).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - *Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile*) (p. 10066).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10572, 10574).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10958, 10959).

CLAIREAUX (Karine)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen du rapport d'information et de la proposition de résolution européenne afférente sur les conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers (problématique des sucres spéciaux).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme à l'échelle européenne** - (29 janvier 2015) (p. 1044, 1045).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1065).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 917-6 et L. 927-4 [nouveaux] du code de commerce - *Consultation de l'Autorité de la concurrence dans certains territoires ultra-marins*) (p. 3478).

- **Question orale sans débat sur le prix des dispositifs médicaux correcteurs de la vision** - (9 juin 2015) (p. 6123, 6124). (p. 6124).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11316). - **Article 6 ter (nouveau)** (création d'un article 39 decies A dans le code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements réalisés pour l'acquisition de poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant) (p. 11351).

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12492). (p. 12493). (p. 12493). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 199 undecies C et 244 quater X du code général des impôts - Substitution d'un agrément à une obligation de financement public pour les logements sociaux outre-mer éligibles à une défiscalisation) (p. 12498). - **Article 43** (art. 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et

244 quater X du code général des impôts, et art. 16 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Aménagement des aides fiscales en faveur des investissements en outre-mer) (p. 12501). (p. 12501). (p. 12502). (p. 12504). (p. 12504). (p. 12504). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de traçabilité des produits du tabac prévu à l'article 569 du code général des impôts) (p. 12536). - **Article additionnel après l'article 47 quater** (p. 12537, 12538). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. 568 du code général des impôts - Interdiction de la revente de tabac dans les discothèques et bars restaurants) (p. 12539).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 28** (art. 266 nonies, 266 decies, 266 undecies, 268 ter et 285 sexies du code des douanes, art. L. 151-1 du code de l'environnement - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : modernisation et sécurisation du recouvrement de la taxe) (p. 12938). - **Article 34** (art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception) (p. 12958). (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12960). (p. 12961).

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 262 (2014-2015)] visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 320 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 179). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 182). (p. 185, 186). (p. 190, 191). (p. 193).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 942, 943). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 950). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 955). (p. 956). - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 957). (p. 958). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 973).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1019, 1021).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1195, 1196).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion fiscale** - (12 février 2015) (p. 1515, 1516).

- **Questions cibles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2106). (p. 2107).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2283, 2285).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2473, 2474). (p. 2482, 2483). - **Article 1er** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Abrogation des dispositions relatives aux franchises médicales et à la participation forfaitaire) (p. 2483, 2484). (p. 2484). - **Article 4 (Entrée en vigueur de la loi)** (p. 2485).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2621). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2624). - **Articles additionnels après l'article 28 quater** (p. 2658). (p. 2659). (p. 2659). (p. 2660).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe hospitalier public du sud de l'Oise** - (24 mars 2015) (p. 2849, 2850). (p. 2850).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2921, 2922). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2936). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2940, 2941). (p. 2946, 2947). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2950). (p. 2951). (p. 2956). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels) (p. 2958). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2960). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2961).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Question préalable** (p. 3176, 3177).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3247). (p. 3252, 3253). (p. 3253). (p. 3256).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3289). (p. 3295, 3296). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3321, 3322). (p. 3324). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3332). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3342). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes)

(p. 3358, 3359). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 3365, 3366). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3375). (p. 3376).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3597). (p. 3597). (p. 3598). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3621, 3622). (p. 3623).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 bis A** (p. 3684). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3691). (p. 3694, 3695). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3708). (p. 3708). (p. 3708). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3721, 3722). (p. 3729). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3750). (p. 3753).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3928). (p. 3928). (p. 3929). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3947). - **Article 34 bis C (nouveau)** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur) (p. 3949, 3950).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4085). (p. 4089). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4093, 4094). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4095). - **Articles additionnels après l'article 43 C** (p. 4102, 4103). -

Article 43 bis (Texte non modifié par la commission) (art. 22 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence du législateur en cas de privatisation d'une société détenue par l'Etat) (p. 4105). (p. 4105). (p. 4107). -

Article 43 quater (Texte non modifié par la commission) (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics) (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding de l'Etat pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4123). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'Etat ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4124). (p. 4127, 4128). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'Etat dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4142).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4189, 4190). (p. 4192). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4195, 4196). (p. 4203, 4204). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4217). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4219). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4226). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4235). (p. 4243). - **Article 77 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 4252). (p. 4253). - **Article 79 (priorité)** (art. L. 3132-25-6 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les gares) (p. 4258). (p. 4258, 4259). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4267). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4284). (p. 4287, 4288). - **Article 82 (priorité)** (Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4296).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4644, 4645). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4653). - **Article 96 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1331-1 à L. 1331-3 [nouveaux] du code des transports - Adaptation de dispositions relatives à la lutte contre la concurrence sociale déloyale au secteur des transports) (p. 4659). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche

maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4664).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5312). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5325).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5558, 5560). (p. 5559). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5562).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre 1er du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexes, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre 1er du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5791). (p. 5792). (p. 5796). (p. 5796). (p. 5812). (p. 5812).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée) (p. 5892, 5893). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 111-7-3 du code de la construction et de l'habitation - Refus de travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public par une assemblée générale de copropriétaires) (p. 5901). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5903).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des trains intercity** - (9 juin 2015) (p. 6134). (p. 6135).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6304).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital** - (18 juin 2015) (p. 6482, 6483).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Question préalable** (p. 6561, 6562). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6577). (p. 6580). (p. 6583). (p. 6586). (p. 6586).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2141-13 [nouveau] du code du travail -

Demande de rapport sur les salariés des TPE non couverts par une convention collective) (p. 6670, 6671). (p. 6671). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 6674). - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 - et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles) (p. 6677). - **Article 7 ter** (art. L. 6524-6 [nouveau] du code des transports - Heures de délégation des personnels navigants aériens) (p. 6682).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3164-2 du code du travail - Possibilité pour un jeune travailleur âgé de moins de seize ans d'être employé par un entrepreneur de spectacle) (p. 6847). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6854). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-7 du code du travail - Suppression de l'obligation d'avoir recours au CV anonyme) (p. 6864). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6881). (p. 6884, 6885).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17, L. 3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7033). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 7036). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 à L. 211-6, L. 211-8, L. 213-9, L. 221-1 A, L. 221-3-1, L. 221-3-1 A, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] et L. 223-1 du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Passage des épreuves du permis de conduire - Conduite accompagnée) (p. 7045, 7046). (p. 7046). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 7055). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7071). - **Article 22 (supprimé)** (art. 3, 5 à 8, 10 à 13, 31-1 et 31-2 et 34 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, art. L. 5125-7 et L. 6223-8 du code de la santé publique - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'exercice libéral du droit et leurs holdings) (p. 7080).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 7117).

- **Question orale sans débat sur la santé des étudiants en France** - (21 juillet 2015) (p. 8000). (p. 8001).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8139, 8140). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8152). (p. 8159). (p. 8162). (p. 8167). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 8175). - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 8176). (p. 8176, 8177).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 2 bis** (art. L. 1111-5 et L. 1111-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Extension de la dérogation à l'obligation de recueil du consentement parental pour les actes de prévention et de soins réalisés par les sages-femmes et les infirmiers) (p. 8211). (p. 8212). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 8215). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8246). (p. 8246). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8263). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8279). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 8286). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8290).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8325). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8332). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8372, 8273). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8381). (p. 8383).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8455). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8457). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8460). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8471). (p. 8471). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8490). (p. 8490). (p. 8494, 8495).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8519). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8529). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8538). (p. 8539). (p. 8540). (p. 8545, 8546). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8548, 8549). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8557). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8564, 8565). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de

la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8571). (p. 8578). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8585). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8592). - **Article 20 bis (supprimé)** (Information du patient sur l'origine des dispositifs médicaux orthodontiques et prothétiques) (p. 8596). (p. 8596). (p. 8596). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8598). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8599). (p. 8600). (p. 8601). (p. 8601). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé) (p. 8613). (p. 8613). (p. 8614). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8620, 8621). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8627, 8628). (p. 8628). - **Article 26 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6147-1 du code de la santé publique - Application du droit de priorité en matière d'urbanisme à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris) (p. 8629). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8635, 8636). (p. 8636). (p. 8638, 8639). (p. 8642). - **Article 27 sexies** (art. L. 6161-3-1 du code de la santé publique - Règles d'organisation financière des établissements de santé privés non-lucratifs antérieurement soumis au régime de la dotation globale) (p. 8644).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8675, 8676). - **Article additionnel après l'article 21 bis (précédemment réservé)** (p. 8679). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8683). (p. 8690). (p. 8691). (p. 8692). (p. 8692). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8695). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8739). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8755). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8759). (p. 8759). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8768, 8769). (p. 8769). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784, 8785). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8787). (p. 8787). (p. 8788). (p. 8788, 8789). - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 138 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Report de l'âge maximal d'activité des médecins et des infirmiers au titre du cumul emploi-retraite) (p. 8793).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - *Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques*) (p. 8816). - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 5132-10 [nouveau] du code de la santé publique - *Lutte contre la résistance aux antibiotiques*) (p. 8828, 8829). (p. 8830). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Logiciels d'aide à la prescription médicale et d'aide à la dispensation officinale*) (p. 8834). - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - *Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé*) (p. 8837). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8840). (p. 8841). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - *Organisation par la Haute autorité de santé de consultations avec les entreprises de produits innovants préalablement à l'évaluation par essais cliniques*) (p. 8853). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - *Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé*) (p. 8858, 8859). (p. 8870). (p. 8871). (p. 8874). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8882). (p. 8882). - **Article 42 (Habilitation à réformer le système d'agences sanitaires par ordonnance)** (p. 8898). (p. 8898).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1451-1 et L. 1451-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale - *Rôle des agences sanitaires en matière de liens d'intérêt*) (p. 8940, 8941). (p. 8941). (p. 8942). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé*) (p. 8949). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - *Action de groupe dans le domaine de la santé*) (p. 8959). (p. 8961). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8971, 8972). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - *Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8980, 8981).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - *Renforcement du consentement présumé au don d'organes*) (p. 9005). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6143-2-1, L. 6142-7-3, L. 6143-7-5, L. 6144-2, L. 6161-1-1 [nouveau], L. 6161-2, L. 6161-2-1 et L. 6161-2-2 [nouveaux] du code de la santé publique - *Gouvernance hospitalière*) (p. 9084). - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9091). - **Article 50 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1 du code de la sécurité sociale - *Allègement de la procédure de protocole de soins pour les patients souffrant d'une affection de longue durée*) (p. 9092). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-1 et L. 552-4 du code de l'éducation - *Exemption des élèves participant aux associations sportives des établissements scolaires de l'obligation de certification de non contre-indication*) (p. 9120). (p. 9120). - **Article additionnel après l'article 55** (p. 9122). (p. 9122). - **Article 56 bis (supprimé)** (*Présence de données relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local*) (p. 9123).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9163, 9164).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9426, 9427). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - *Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance*) (p. 9436).

- **Question orale sans débat sur les contrôles au faciès** - (13 octobre 2015) (p. 9476). (p. 9477).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)] (suite)** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - *Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure*) (p. 9503). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé*) (p. 9534). - **Article 5 E** (p. 9534). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Projet pour l'enfant*) (p. 9538). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 et 381-2 [nouveaux] du code civil et L. 224-4 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon*) (p. 9551). (p. 9551). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - *Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 9553). (p. 9554). (p. 9555). (p. 9555, 9556). (p. 9556). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9561).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9610, 9611). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - *Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet*) (p. 9615). - **Article 1er ter** (art. 706-34-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Protection des personnes victimes de la traite des êtres humains, du proxénétisme ou de la prostitution*) (p. 9615, 9616). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme*) (p. 9621). (p. 9622). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - *Abrogation du délit de racolage public*) (p. 9625). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 9629). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - *Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels*) (p. 9634). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9636).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 10564). - **Discussion générale** (p. 10567, 10569).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4 (Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C)** (p. 10593).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - *Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC*) (p. 10598). (p. 10601). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10608, 10609). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Plafond d'exonération de la CSG et de cotisations sociales sur les indemnités de rupture du contrat de travail et de cessation forcée d'activité des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 ter du code général des impôts*) (p. 10613). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S*) (p. 10615).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article 11** (art. L. 133-4-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Proportionnalité des redressements pour les régimes de protection sociale complémentaire d'entreprise n'ayant pas un*

caractère collectif et obligatoire) (p. 10637). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10652). (p. 10653).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10681). (p. 10686). (p. 10692). (p. 10695). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10707). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10719). - **Article 18** (Intégration au régime général du régime spécial d'assurance maladie, maternité et décès du grand port maritime de Bordeaux) (p. 10723). (p. 10724). - **Article 27 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016) (p. 10759). - **Article 30 et annexe B** (Approbation du rapport figurant en annexe B) (p. 10766).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 34** (Objectif de dépenses de la branche famille) (p. 10773). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777). - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861-3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10793). (p. 10796, 10797).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) (p. 10832). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10840). (p. 10842). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10846, 10847). (p. 10847). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10855). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10857). (p. 10859). (p. 10860, 10861). (p. 10861). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 138-10, L. 162-1-14-2, L. 162-5-17, L. 162-16-6, L. 162-17-5, L. 162-22, L. 162-22-17, L. 162-22-18, L. 162-22-19, L. 162-22-20, L. 162-23 [nouveau], L. 162-23-1 [nouveau], L. 162-23-2 [nouveau], L. 162-23-3 [nouveau], L. 162-23-4 [nouveau], L. 162-23-5 [nouveau], L. 162-23-6 [nouveau], L. 162-23-7 [nouveau], L. 162-23-8 [nouveau], L. 162-23-9 [nouveau], L. 162-23-10 [nouveau], L. 162-23-11 [nouveau], L. 162-23-12 [nouveau], L. 162-23-13 [nouveau], L. 162-23-14 [nouveau], L. 162-23-15 [nouveau], L. 162-26, L. 162-27, L. 174-2-1, L. 174-15 et L. 753-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 6145-1 et L. 6145 du code de la santé

publique - Réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation) (p. 10883, 10884). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10898). (p. 10898). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016) (p. 10904). - **Article 58** (art. L. 122-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 216-2-1, L. 216-2-2 et L. 611-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement des mutualisations entre organismes, branches et régimes de la sécurité sociale) (p. 10911). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 10912). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 10914, 10915).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11158). (p. 11158, 11159). (p. 11161).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11688, 11689).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (27 novembre 2015) (p. 11789).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11882, 11883). - **État B** (p. 11888).

- **Question orale sans débat sur la réforme du numéros clausus** - (1er décembre 2015) (p. 11999). (p. 12000).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12027, 12028). - **État B** (p. 12037).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12307, 12308).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12391). (p. 12392). (p. 12393). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12441). (p. 12441). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 12445). (p. 12446).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12737). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12742, 12743).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13072, 13073).

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un service civique obligatoire [n° 374 (2014-2015)] (27 mars 2015) - **Culture - Défense - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financements climat : n'oublions pas les pays les plus pauvres [n° 713 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Aide publique au développement [n° 164 tome 3 annexe 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle** visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1010, 1011).

- **Question d'actualité au Gouvernement** sur le recours à la titrisation par la Banque centrale européenne - (29 janvier 2015) (p. 1039).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1054, 1055).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6154, 6155).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6210, 6211).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6224, 6225).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8017).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9733, 9734).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10931, 10932). (p. 10941, 10942).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11044, 11045).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11080, 11081).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-

7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11591).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - **Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence** (p. 11646). - **Article 59** (Création d'un fonds d'aide à l'investissement local) (p. 11649, 11650). (p. 11650). (p. 11650).

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11761, 11762).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11795, 11796).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11821, 11822).

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11852).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12658). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Création d'un livret vert) (p. 12666, 12667).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13123, 13124).

COLLOMB (Gérard)

sénateur (Rhône)

SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 19 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 37). (p. 37).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 103, 104). (p. 105, 106). (p. 107). (p. 111).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 129). (p. 134). (p. 134). (p. 140). (p. 143). (p. 161). (p. 166). (p. 166). (p. 170). - **Article 3** (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 183). (p. 184). (p. 185). (p. 186, 187). (p. 188).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1338).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en**

vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)] - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015).**

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5229).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5302).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5451). (p. 5456). - **Demande de priorité** (p. 5462). (p. 5462). - **Article 8 bis (supprimé)** (*chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie du code des transports - Transfert à la région des transports ferroviaires d'intérêt local gérés par le département*) (p. 5498). - **Article 8 ter (supprimé)** (*art. L. 1213-3-2, L. 1214-1, L. 1214-3, L. 1214-6, L. 1214-19, L. 1214-21, L. 1214-22, L. 1231-1, L. 1231-2, L. 1231-3, L. 1231-4, L. 1231-5, L. 1231-6, L. 1231-7, L. 1231-5-1, L. 1231-8, L. 1231-9, L. 1241-1, L. 1811-2, L. 2121-10, section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la première partie, section 2 du chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie et sous-section 2 de la section 1 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports ; art. L. 2333-64, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 4434-3, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 213-1 du code de l'éducation - Evolution des périmètres de transports urbains et ses conséquences*) (p. 5501). - **Article 12 bis** (*art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématoriums*) (p. 5518).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal*) (p. 11590).

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile le 20 novembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 375 (2014-2015)] visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 440 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 496 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 569 (2014-2015)] visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 577 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 170 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Hérault, chef du centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Éric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité

intérieure de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport d'information de Fabienne

Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

(*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la facilitation de l'inscription sur les listes électorales.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Didier Houssin, président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Michel Valdiguié, président de la Commission nationale d'aménagement commercial et vice-président de la Commission nationale d'aménagement cinématographique.

Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie.

Audition de MM. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bertrand Schneiter, président de la commission des participations et des transferts.

Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

(*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Dandelot, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

(*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Thierry Le Roy, président du conseil supérieur de l'Agence France-press.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

(*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Marie-Eve Aubin, présidente de la commission des sondages.

Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Audition de Mme Monique Liebert-Champagne, présidente de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Tanneguy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéfices agricoles.

(*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Examen du rapport d'information sur le bilan d'application de la loi.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Gérard Rameix, président, et de M. Benoît de Juvigny, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP).

Audition de M. Victor Haïm, président, et de M. Eric Girard-Reydet, secrétaire général, de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de

M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public.

Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER).

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Denis Prieur, président du comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN).

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS).

Audition de M. Laurent Leveneur, président du bureau central des tarifications (BCT).

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-François Mary, président de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP).

Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président, M. Dominique Maigne, directeur, et Mme Véronique Chenail, secrétaire générale, de la Haute autorité de santé.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. François Logerot, président, et de M. Régis Lambert, secrétaire général de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale relative à l'élection du président de la République.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Christian Noyer, président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques (HCFP).

(*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyest, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Michel Naulot, ancien banquier, ancien membre du collège de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 39). (p. 41).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 58). (p. 61). (p. 78, 79). (p. 87). - **Rappel au règlement** (p. 89).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 129). (p. 137, 138). (p. 140). (p. 173). (p. 175). (p. 178). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 182). (p. 197). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - *Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 215).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 234). - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - *Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 239). (p. 248). (p. 248). (p. 252).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - *Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant*

du département aux autres collectivités territoriales) (p. 357). - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 364, 365). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 373). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 400, 401).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 442). (p. 448). - **Article 15** (*Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre*) (p. 465). (p. 467). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 485).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 544). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 557). (p. 558). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 565). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 575). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles*) (p. 595). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 596). (p. 602).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 982, 983).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Article unique** (p. 1014, 1015). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1016).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1263). (p. 1263).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1272, 1273). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de composition de l'organe délibérant des communautés de communes et d'agglomération par accord des conseils municipaux*) (p. 1276).

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2444, 2445). - **Article unique** (p. 2447).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - *Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2676). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2678). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 153 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Transmission d'informations des administrations fiscales vers les départements*) (p. 2679).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347**

(2014-2015)] - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2766). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2780).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 2794). (p. 2794). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. L. 14-10-3 du code de l'action sociale et des familles - Composition du conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2795). (p. 2795). - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2807). (p. 2808).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délai de deux ans accordé par la Commission européenne pour la réduction du déficit public** - (19 mars 2015) (p. 2813).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 2823). (p. 2823). (p. 2823). - **Article 61 bis (nouveau)** (Entrée en vigueur de l'article 15) (p. 2834).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2989, 2990).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3172). - **Question préalable** (p. 3175, 3176).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3714). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3734).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3809). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3812).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3866). (p. 3874, 3875). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3895). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3915, 3916). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3936). (p. 3937).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4030). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4041). - **Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge) (p. 4053). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier) (p. 4061). (p. 4063). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité pour les salariés

de demander la renégociation d'un accord d'intéressement proposé par l'employeur et ratifié par référendum) (p. 4071). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 4071). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4073).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4184, 4185). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4198). (p. 4200). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4239). (p. 4243).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4734). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4754).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4766, 4767).

- **Question orale sans débat sur les décrets d'application de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** - (12 mai 2015) (p. 4804). (p. 4805).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4895). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4902).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5177, 5178). (p. 5187). (p. 5188).

- **Rapporteur - Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5189).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5309). (p. 5310, 5311). (p. 5316). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5324). (p. 5324).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5374). (p. 5375). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5377). (p. 5377, 5378). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la

planification régionale en matière de déchets) (p. 5412, 5413). (p. 5413).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5454). - **Demande de priorité** (p. 5465). (p. 5468). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5489). (p. 5494). (p. 5494). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5497). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5529, 5530). (p. 5532). (p. 5540). (p. 5541). (p. 5542, 5543). (p. 5543). (p. 5543). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5547). (p. 5548, 5549).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 321-13 [nouveau] du code de l'environnement - Redevance de mouillage dans les aires marines protégées) (p. 5594). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5595). (p. 5599). (p. 5600). (p. 5601). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communautés de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF) (p. 5602). (p. 5603). (p. 5603).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septuagies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5771).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5841, 5842).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6489, 6491). - **Article 1er A (nouveau)** (Motivation de l'engagement de la procédure accélérée) (p. 6500). (p. 6501). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Suppression) (p. 6502).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-30-2 du code de commerce - Formation des administrateurs salariés) (p. 6679). (p. 6680).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7265, 7266). (p. 7271).

- **Rapporteur - Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 7272).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7859, 7860).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8108).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du gouverneur de la Banque de France** - (1er octobre 2015) (p. 9062). (p. 9063).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9235). (p. 9239). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9245). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9253, 9254). - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9262). (p. 9263). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » ; procédure « étrangers malades ») (p. 9291). (p. 9292). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9295). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9304). (p. 9304). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9309). (p. 9311). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9311). (p. 9311). - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de résident de plein droit pour les étrangers retraités) (p. 9314).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 septies (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier de la procédure du regroupement familial) (p. 9328, 9329). - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9335). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 551-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Validation par le maire des attestations d'hébergement) (p. 9344). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 624-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Précision de l'infraction de soustraction à une mesure de refus d'entrée en France, d'une interdiction administrative du territoire, d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français et création d'un délit de soustraction à une mesure de placement en rétention ou de placement en zone d'attente) (p. 9363). (p. 9363). - **Article 23** (art. L. 221-6 et L. 553-7 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accès des journalistes aux zones d'attente et lieux de rétention administrative) (p. 9364, 9365). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9369). (p. 9370). (p. 9370). (p. 9370). (p. 9371). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9386). (p. 9388).

- **Question orale sans débat sur la démolition de la prison de Draguignan** - (27 octobre 2015) (p. 9925). (p. 9926).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle**

du projet de loi n° 122 (2015-2016) (p. 10266, 10267). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10277). (p. 10278). (p. 10280). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10286). - **Article 16** (art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de rapport d'installation et de bilan d'activité pour les premiers présidents de cour d'appel) (p. 10299). (p. 10299). - **Article 19** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de rapport d'installation et de bilan d'activité pour les procureurs généraux près la cour d'appel) (p. 10300). - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10303). (p. 10303). (p. 10305). (p. 10305). (p. 10305). (p. 10306). (p. 10306). (p. 10306). - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10310).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article 31** (art. 41-25 à 41-31 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination de magistrats honoraires en qualité d'assesseurs dans les juridictions) (p. 10322). (p. 10323). - **Article 33** (art. 10-1-1 [nouveau] de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Déclaration de situation patrimoniale des membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 10325). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10330).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016).** - (5 novembre 2015) - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10494). (p. 10495). (p. 10496). (p. 10496). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 10498). (p. 10498). - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4, L. 526-1, L. 526-2, L. 526-3, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-9, L. 611-13, L. 611-14, L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 622-24, L. 626-3, L. 626-12, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 631-19, L. 632-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 645-1, L. 645-3, L. 645-8, L. 645-9, L. 645-11, L. 653-1, L. 653-8, L. 661-6, L. 662-7, L. 662-8, L. 663-2, L. 670-6, L. 910-1, L. 916-2 [nouveau], L. 950-1 et L. 956-10 [nouveau] du code de commerce, art. L. 351-6 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 3253-17 du code du travail - Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté) (p. 10507). - **Articles additionnels**

après l'article 51 (p. 10510). (p. 10510). (p. 10510). (p. 10511). (p. 10511). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10987, 10988).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11008, 11009). - **Article 1er** (Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie) (p. 11018). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11019, 11020). (p. 11020). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 11020). (p. 11020, 11021).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11024).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11591, 11592). (p. 11603).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11910).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11930). (p. 11933). - **État B** (p. 11935).

- **Question orale sans débat sur les oléiculteurs et le droit des agriculteurs non professionnels d'incinérer les rémanents** - (1er décembre 2015) (p. 11993). (p. 11994).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12587, 12588).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016)**.

COMMEINHES (Français)
sénateur (Hérault)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 9 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à modifier la carte des zones de défense et de sécurité et visant à créer une nouvelle circonscription Sud-Pyrénées [n° 667 (2014-2015)] (1er septembre 2015) - **Défense**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à modifier la carte des zones de défense et de sécurité et visant à créer une nouvelle circonscription Sud-Pyrénées [n° 674 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la préservation patrimoniale, architecturale et visuelle de nos communes [n° 50 (2015-2016)] (13 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine, et du docteur Karim Laouabdia, directeur général adjoint chargé de la politique médicale et scientifique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat pour un tourisme durable** - (20 janvier 2015) (p. 416, 417). (p. 417).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 924, 925).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1239, 1240).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse** [n° 259 (2014-2015)] - (5 février 2015) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18-12-1 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 -

Faculté pour l'ARDP d'inscrire une question à l'ordre du jour du CSMP et de se substituer à ce dernier en cas de carence (p. 1294). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 1308).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1858). (p. 1858). - **Article 24** (art. L. 311-10, L. 311-11-1 [nouveau], L. 311-12 et L. 311-13, L. 311-13-1 à L. 311-13-5 [nouveaux] et L. 311-19 du code de l'énergie - Adaptation des procédures d'appel d'offres) (p. 1865). (p. 1865). - **Article 27 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de l'exclusion du photovoltaïque non subventionné du bénéfice des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1883). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers) (p. 1932). (p. 1933). - **Article 37** (art. L. 146-4 et L. 146-6 du code de l'urbanisme - Extension des dérogations à la loi littoral pour permettre l'atterrissage de lignes électriques dans la bande littorale et les espaces remarquables) (p. 1933, 1934). (p. 1934). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 1935, 1936). (p. 1936).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 octies A (nouveau)** (art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet) (p. 3888).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4523). (p. 4523).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4849, 4850).

- **Question orale sans débat sur le devenir du dispositif Malraux et la rénovation urbaine** - (9 juin 2015) (p. 6140, 6141). (p. 6141).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercitys »** - (9 juin 2015) (p. 6188, 6189).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8150). (p. 8156). (p. 8157). (p. 8160). (p. 8163). (p. 8168). (p. 8168). (p. 8171). (p. 8171). (p. 8171). (p. 8172).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8217). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8260). (p. 8263). - **Articles**

additionnels après l'article 5 (p. 8269, 8270). (p. 8270). (p. 8273). (p. 8276). (p. 8277). (p. 8277). (p. 8277).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8320, 8321). (p. 8322).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vice-président délégué au sein des exécutifs régionaux** - (17 septembre 2015) (p. 8428, 8429).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8436). (p. 8436). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Équipes de soins primaires) (p. 8486). (p. 8487). (p. 8488). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8494). (p. 8495).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8807, 8808). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8826). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8846, 8847). (p. 8848). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8861). (p. 8861). (p. 8862). (p. 8864). (p. 8864). (p. 8865). (p. 8866). (p. 8868). (p. 8868). (p. 8869). (p. 8870). (p. 8872). (p. 8872).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11601).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la zone de sécurité Sud** - (26 novembre 2015) (p. 11707). (p. 11707).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12030, 12031).

CONWAY-MOURET (Hélène)
*sénatrice (Français établis hors de
 France - Série 1)*
SOC, puis Socialiste et républicain

Fin d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification le 23 mai 2015.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 676 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada sur la sécurité sociale [n° 289 (2014-2015)] (11 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 355 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume des Pays-Bas relatif à la coopération insulaire en matière policière à Saint-Martin [n° 384 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Chine : saisir les opportunités de la nouvelle croissance [n° 714 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Aide publique au développement [n° 166 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 414 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 239 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada sur la sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Coopération insulaire en matière policière à Saint-Martin - Approbation de l'accord entre la France et les Pays-Bas - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et laïcité - Audition de M. Philippe Portier, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Paris-Sorbonne), directeur du Groupe sociétés, religions, laïcités (GRSL).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Patriziana Sparacino-Thiellay, ambassadrice pour les droits de l'Homme.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - Article unique (p. 2077).**

- **Question orale sans débat sur l'ouverture d'une antenne consulaire à Auckland - (10 mars 2015) (p. 2362, 2363).** (p. 2363).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)] - (11 mars 2015) - Article additionnel après l'article 21 (p. 2448).**

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger - (25 mars 2015) (p. 2900, 2901).**

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)] - (30 mars 2015) - Article 1er ter A (supprimé) (Domiciliation des personnes**

prostituées) (p. 2928, 2929). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2931). (p. 2933).

- **Question orale sans débat sur le développement de la consommation touristique locale en Polynésie française** - (7 avril 2015) (p. 3110). (p. 3111).

- **Question orale sans débat sur la protection sociale des étudiants à l'étranger** - (23 juin 2015) (p. 6609, 6610). (p. 6610).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9672, 9673).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Biodiversités des outre-mer et changement climatique [n° 698 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Environnement - Outre-mer.**

- (27 novembre 2015) (p. 11796, 11797). (p. 11801, 11802).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12094, 12095). - **État B** (p. 12103). (p. 12107).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13166, 13167).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13169, 13170).

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les outre-mer français face au défi climatique : une contribution concrète à l'agenda des solutions [n° 131 (2015-2016)] (3 novembre 2015) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant (EURODOM), de M. Jean-Bernard Gonthier, président de la chambre d'agriculture de La Réunion, et de Mme Sylvie Le Maire, déléguée générale du syndicat du sucre de La Réunion.

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1437, 1438). (p. 1438).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 9 B** (*Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre*) (p. 1635). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 1702).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quater** (*art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes*) (p. 3211). (p. 3213).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3415). (p. 3416). - **Article 11** (*art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail*) (p. 3465). - **Article 11 bis B** (*art. L. 141-1, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Suppression d'une clause illicite dans un contrat en cours*) (p. 3473, 3474). - **Articles**

additionnels après l'article 11 bis B (p. 3476). (p. 3476). - **Article 11 quater A (supprimé)** (*art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire*) (p. 3486). (p. 3489).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3519). (p. 3523). (p. 3523).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8150, 8151). (p. 8169). (p. 8169).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8241). (p. 8241).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 7** (*art. L. 3121-1, L. 3121-2-2 [nouveau], L. 6211-3 et L. 6211-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Tests rapides d'orientation diagnostique et autotests*) (p. 8377). (p. 8377). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8379). (p. 8380).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 10** (*art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 222-1 du code de l'environnement - Information sur la pollution de l'air*) (p. 8438). (p. 8438). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8445). (p. 8445). (p. 8447). (p. 8447). (p. 8447). (p. 8448). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8482). (p. 8483). - **Article 12** (*art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Équipes de soins primaires*) (p. 8486).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (*art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses*) (p. 8525). - **Article 18 bis (supprimé)** (*Rapport sur la mise en place de la CMU-C à Mayotte*) (p. 8579).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8698). (p. 8699).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques*) (p. 8807). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 8831). (p. 8832). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8849). (p. 8850). - **Article 38** (*art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé*) (p. 8859). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8881). - **Article 41 bis (supprimé)** (*Expérimentations spécifiques aux départements d'outre-mer en matière de dépistage, d'organisation des soins et de recherche*) (p. 8893).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 A (supprimé)** (*art. L. 1110-8 et L. 1111-2 du code de la santé publique - Information du patient sur ses possibilités de prise en charge en ambulatoire ou à domicile*) (p. 8929). - **Article 45** (*art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé*) (p. 8962).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 53** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation au droit européen et au droit international*) (p. 9115). - **Article 56 bis (supprimé)** (*Présence de données relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local*) (p. 9123). (p. 9124). - **Articles**

additionnels après l'article 56 bis (p. 9125). (p. 9125). (p. 9125, 9126). (p. 9126). (p. 9126). (p. 9127). (p. 9127). (p. 9127).

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des

territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] - (16 novembre 2015) - Discussion générale (p. 10944, 10945).

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Education**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Michel Valdigué, président de la Commission nationale d'aménagement commercial et vice-président de la Commission nationale d'aménagement cinématographique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. François Logerot, président, et de M. Régis Lambert, secrétaire général de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6228, 6229).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying*) (p. 8327). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Neutralité des emballages de produits du tabac*) (p. 8329).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9598).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (29 octobre 2015) (p. 10189). (p. 10189).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service civique obligatoire [n° 343 (2014-2015)] (13 mars 2015) - **Société.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [n° 372 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé lors de l'élection du président de la République [n° 474 (2014-2015)] (2 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser les relations contractuelles entre les partenaires de la filière viticole [n° 47 (2015-2016)] (13 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 48 (2015-2016)] (13 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat

proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences conjugales - Audition de M. Luc Frémont, avocat général à la Cour d'appel de Douai.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communales, européennes, sénatoriales).

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de M. Roland Courteau, sénateur, sur « La question des diverses utilisations de la biomasse ».

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Groupe de travail « Évaluation des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes » - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Patriziana Sparacino-Thiellay, ambassadrice pour les droits de l'Homme.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la MIPROF (mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La stratégie pour la biomasse en France : un pas vers la bioéconomie » du 25 juin 2015 par M. Roland Courteau, sénateur.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 368). - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 391).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 440).

- **Question orale sans débat sur le chancre coloré et les expérimentations alternatives à l'abattage** - (3 février 2015) (p. 1094). (p. 1094).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1370, 1372). - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1386).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1400, 1401). (p. 1401). (p. 1406). (p. 1419, 1420). (p. 1431, 1432).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1501). - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1530, 1531). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1533, 1534). - **Article 4 bis B** (*art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) (p. 1537). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1556). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1575).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 8** (*art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie*) (p. 1618). (p. 1621). (p. 1622). (p. 1623). (p. 1624). - **Article 9** (*art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquies des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite*) (p. 1645). (p. 1650).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des*

sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1761, 1762). (p. 1773). - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1804).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des enseignants de l'Aude et la nouvelle carte scolaire** - (17 février 2015) (p. 1832). (p. 1833).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1844, 1845). (p. 1850, 1851). (p. 1854). (p. 1854). - **Article 25** (art. L. 311-14 et L. 311-15 du code de l'énergie - Renforcement des sanctions applicables aux régimes de soutien des énergies renouvelables) (p. 1867, 1868). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1876). - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1878, 1879). (p. 1880, 1881). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1886). (p. 1891). (p. 1892). - **Article additionnel après l'article 30 quinquies** (p. 1904). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1921). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1951). (p. 1951, 1952).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1977). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2014). (p. 2018). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Maintien du statut des industries électriques et gazières pour les personnels de la maison-mère des entreprises locales de distribution filialisant leur activité de distribution) (p. 2027, 2028). - **Article 48 ter (nouveau)** (Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse) (p. 2047). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2055).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2096). - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2122). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2153, 2154). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2162). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2174).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2199, 2200).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2930). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2949, 2950).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2985, 2986). - **Article unique** (p. 2996). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2998).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 41 bis A** (art. L. 432-2 du code des assurances - Rapport sur la garantie publique relative à la réassurance des opérations d'export de court terme) (p. 4082). (p. 4083). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4137).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4227, 4228).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (art. 266 quinquies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4332). - **Article 55 ter** (p. 4356). - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4405, 4406). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4412, 4413).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4828, 4829).

- **Question orale sans débat sur les travaux de régénération de la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan** - (26 mai 2015) (p. 5259). (p. 5260).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5313). (p. 5314).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5422). (p. 5423).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6774). (p. 6777).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 7198). - **Article 97 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8224-3, L. 8234-1, L. 8256-3, L. 8272-2 et L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et mesures diverses relatives à la lutte contre le travail illégal) (p. 7201, 7202).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7429, 7430). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7444). (p. 7509). (p. 7514). (p. 7518). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7534). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-1-1 [nouveau], 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-11 et L. 221-12 [nouveau], du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 7543, 7544). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'Etat et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7548, 7549). (p. 7549). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7558, 7559).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7604). (p. 7606). - **Article 21 bis AC** (art. L. 541-10-10 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une responsabilité élargie des producteurs pour les navires de plaisance ou de sport) (p. 7615). (p. 7615). - **Article 31 bis B** (art. L. 4625-1 du code du travail - Médecin référent unique pour les salariés d'une activité de sous-traitance dans l'industrie nucléaire) (p. 7637). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7644). (p. 7645). (p. 7647). - **Article 42 ter** (art. L. 351-1 [nouveau] du code de l'énergie - Conditions particulières d'approvisionnement en électricité des entreprises électro-intensives exposées à la concurrence internationale) (p. 7654, 7655).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7728). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 7740). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7742, 7743). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7752).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8242, 8243).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé et structure du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 9250).

- **Question orale sans débat sur la mer Méditerranée et l'héritage des pollutions passées** - (13 octobre 2015) (p. 9472). (p. 9472, 9473).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 AA (supprimé)** (art. L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles - Evaluation des informations préoccupantes par une équipe pluridisciplinaire) (p. 9495).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9629).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9974, 9975).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10390). (p. 10391).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11017, 11018).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence faite aux femmes** - (26 novembre 2015) (p. 11706).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12015, 12016).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12489). - **Article 42** (art. 244 quater U du code général des impôts et 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et adaptation aux bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat) (p. 12495).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12772). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12781). (p. 12782).

- Au nom de la commission des affaires économiques -
Article 11 (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12818). (p. 12818). (p. 12818). (p. 12818). (p. 12818). -
Article 30 ter (nouveau) (priorité) (art. 298 du code général

des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12826).

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP, puis Les Républicains

Déclaré démissionnaire d'office de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel le 11 juin 2015.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 12 juin 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

Membre titulaire l'Observatoire de la récidive et de la désistance.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 223 (2014-2015)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 272 (2014-2015)] (4 février 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 224 (2014-2015)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 415 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 2 (2014-2015)] visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 431 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des lois*) :
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) :
Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) :
Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) :
Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) :
Instauration d'un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et interdiction de leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) :
Instauration d'un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et interdiction de leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) :
Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) :
Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) :
Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1213).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1334, 1335).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 26 (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en**

matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3776).

- **Question orale sans débat sur la situation des sans domicile fixe dans les centres-villes** - (12 mai 2015) (p. 4812). (p. 4813).
- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5110, 5111).
- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie)** (p. 5122).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5227, 5228).
- Rapporteur - **Article unique** (p. 5233). (p. 5233).

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-présidente le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant l'Observatoire de la récidive et de la désistance le 20 novembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 170 tome 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au renseignement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 39, 40).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 58, 59). (p. 75). (p. 93). (p. 100). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 106).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 138). (p. 139).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 374). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de schémas régionaux des crématoriums) (p. 375). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 388). (p. 388).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 441, 442). (p. 454). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 458). (p. 459). - **Article 18** (art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes) (p. 510). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 515). - **Article 20** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 516). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 518).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 566). - **Article 23 A (nouveau)** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Dérogation au bénéfice de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière de plages concédées) (p. 577). (p. 577).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 646, 647).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1335).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015).

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2443, 2444).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]* - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2765, 2766).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2988, 2989). - **Article unique** (p. 2997).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3171).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - *Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3254). (p. 3255).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 3288). - **Article 3 quater B (supprimé)** (*Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire*) (p. 3303, 3304).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le redécoupage électoral pour les élections départementales** - (9 avril 2015) (p. 3313).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (9 avril 2015) - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière) - *Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes* (p. 3359, 3360). - **Article 8 quater** (art. L. 213-1 et L. 213-5 du code de la route - *Simplification de la procédure d'agrément des établissements d'enseignement et de formation en matière de conduite et de sécurité routière*) (p. 3369, 3370). (p. 3371).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 bis A (priorité)** (p. 4281).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - *Publicité dans les grands stades*) (p. 4401). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - *Coordination de références*) (p. 4407). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 4425, 4426). (p. 4427). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - *Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes*) (p. 4427, 4428). (p. 4430, 4431).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4533).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Établissement de la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4950). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4967, 4968). (p. 4969). (p. 4977). (p. 4981). (p. 4985, 4986). (p. 4987). (p. 4991, 4992). (p. 4997). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en*

zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5002, 5003). (p. 5005, 5006).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 19 quater (nouveau)** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles des étrangers et du droit d'asile - *Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse*) (p. 5088).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5114, 5115). - **Article 2** (*Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie*) (p. 5125).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5146, 5147).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5197, 5198).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5323, 5324). (p. 5328, 5329).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5363, 5364). (p. 5364). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - *Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises*) (p. 5378). (p. 5379). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - *Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique*) (p. 5408). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5426).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5464). (p. 5467, 5468). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale*) (p. 5525, 5526). - **Article 15** (*Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre*) (p. 5546, 5547). (p. 5547, 5548). - **Article 16** (*Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats*) (p. 5563).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 17 quater** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - *Compétences des EPCI issus de la mise en œuvre du SRCI d'Île-de-France et sort des personnels affectés*) (p. 5588). - **Article 17 novodécies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Création d'une société d'économie mixte d'aménagement à opération unique*) (p. 5591, 5592). (p. 5592). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communautés de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF*) (p. 5601). - **Article 21** (*Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération*) (p. 5610). - **Article 21 bis** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement des compétences des communautés urbaines et*

des métropoles aux maisons de services au public) (p. 5616). (p. 5617).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5857, 5858).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5916, 5917). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5944, 5945). (p. 5946, 5947). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5965, 5966). (p. 5982, 5983). (p. 5991). (p. 5991).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Techniques de recueil de renseignement*) (p. 6018). (p. 6025). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 6053). (p. 6060). (p. 6067). (p. 6071, 6072). (p. 6073). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - *Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement*) (p. 6083, 6084). (p. 6088). - **Article 7** (Titre VIII [nouveau] du Livre VIII [nouveau], art. L. 881-1 et L. 881-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Dispositions pénales*) (p. 6091, 6092).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6145, 6146).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - *Mode d'élection des membres du conseil d'administration*) (p. 6465).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6474, 6475).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6642, 6643).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 34 bis C** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - *Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur*) (p. 7124). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - *Installation de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes*) (p. 7158). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - *Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de*

prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7192). (p. 7193). - **Article 98 A** (art. L. 5125-1, L. 5125-2, L. 5125-4, L. 5125-5, L. 5125-6 et L. 5125-8 [nouveau] du code du travail - *Accords de maintien de l'emploi*) (p. 7204, 7205). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7213, 7214).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7282, 7283). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Établissement de la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 7289). - **Article 19 quater** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles - *Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse*) (p. 7317, 7318). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7328).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'inscription à l'université** - (16 juillet 2015) (p. 7771).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8103, 8104). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8107, 8108).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8278). (p. 8279).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9995, 9996).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10245, 10247). - **Article 6** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Aménagement du stage de six mois des auditeurs de justice en faveur d'une ouverture à leur environnement économique, administratif et judiciaire*) (p. 10281). (p. 10282). - **Article 14** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Nomination aux fonctions de juge des libertés et de la détention*) (p. 10295). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10306, 10307). (p. 10307, 10308). (p. 10308).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10324). (p. 10325). - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - *Entrées en vigueur différées*) (p. 10329). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10329).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - *Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice*) (p. 10332). (p. 10339). - **Article 5** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - *Extension du champ d'application de la convention de procédure participative*) (p. 10349). (p. 10350). - **Article 10** (art. 45, 521, 523 et 529-7 du code de procédure pénale, art. L. 211-1, L. 211-9-1 [nouveau], L. 212-6, L. 221-1, sous-section 4 de la section 1 du chapitre Ier du titre II et section 2 du chapitre II du titre II du code de l'organisation judiciaire et art. 1er de la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 - *Transfert des audiences du tribunal de police au tribunal de grande instance et régime juridique de certaines contraventions de la cinquième classe*) (p. 10364).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Article 21** (*Qualité à agir*) (p. 10449, 10450). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Reprise du socle commun dans le code de justice administrative) (p. 10467). (p. 10467). (p. 10468). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière discrimination) (p. 10469). (p. 10470). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un

employeur privé) (p. 10477). (p. 10477). (p. 10477). (p. 10480). - **Article 52** (*Habilitations à prendre par ordonnance diverses dispositions relevant du domaine de la loi*) (p. 10515).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de stabilité, la politique de sécurité et la politique sociale** - (17 novembre 2015) (p. 10970).

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis secrétaire le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Ile-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le recours par l'État aux conseils extérieurs [n° 319 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome II) : comment les collectivités territoriales s'adaptent-elles à la baisse des dotations de l'État ? [n° 616 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les aides personnelles au logement [n° 687 (2014-2015)] (16 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Égalité des territoires et logement [n° 164 tome 3 annexe 12 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et

de M. Olivier Sivié, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Luc Derepas, directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile » et Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale (programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), sur l'hébergement d'urgence.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des finances*) : Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du

patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 488, 489).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 619). (p. 623, 624).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 685). (p. 689). (p. 696). (p. 698, 699). (p. 699). (p. 699). (p. 700). (p. 702). (p. 702). (p. 702). (p. 702, 703). (p. 713). (p. 721, 722). (p. 722). (p. 724). (p. 725, 726). (p. 729). (p. 755). (p. 756). (p. 756).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1233, 1234).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1497). - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1528). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1560). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1586).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5532). - **Article 15 ter A** (art. L. 123-1, L. 123-1-1 et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5552). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5556, 5557). (p. 5559). - **Demande de réserve** (p. 5559, 5560).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5662).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités

territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5749). (p. 5758, 5759). (p. 5762, 5763). (p. 5770). (p. 5783). (p. 5786). (p. 5786). (p. 5787). (p. 5789). (p. 5802). (p. 5802). (p. 5807). (p. 5812). (p. 5813). (p. 5815). (p. 5820). (p. 5821). - **Articles additionnels après l'article 17 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5826).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6271). (p. 6272).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7456, 7459). - **Article 1er (Résultats du budget de l'année 2014)** (p. 7471).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9343).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10988, 10990).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11045, 11047). - **Article 1er (Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance)** (p. 11052, 11053).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11086, 11087).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11175).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11220). (p. 11223). (p. 11225). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11227). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11263).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - Réforme de l'aide juridictionnelle) (p. 11302). - **Rappel au règlement** (p. 11305). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Aménagement de l'obligation de signature des contrats de ville pour l'application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 11308). - **Articles additionnels après**

l'article 3 bis (p. 11310). (p. 11311). (p. 11311). (p. 11312). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11313). (p. 11314). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11335). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 11353, 11355). (p. 11355).

- **Modification de l'ordre du jour** - (23 novembre 2015) (p. 11363).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11371). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11412). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11425, 11426). (p. 11430).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11467). (p. 11479). (p. 11490). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11534, 11535).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement

(DGF) du bloc communal) (p. 11592, 11593). (p. 11601). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11615, 11616). (p. 11617).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) (p. 11646). - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11663). (p. 11664). (p. 11665).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11834).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11887).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12042, 12043). - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12055, 12056).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12059). - **Article 54** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Affectation de recettes au Fonds national d'aide au logement) (p. 12059, 12060). (p. 12060). - **Article 55** (art. 93 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2, L. 542-5-1, L. 755-21 et L. 834-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte de la situation financière des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, APL) (p. 12061, 12062). (p. 12062). (p. 12062). (p. 12063). (p. 12063). - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 1331-29 du code de la santé publique - Réaffectation à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) d'une partie des recettes issues des astreintes administratives encourues par les propriétaires dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne) (p. 12065). - **Article 55 quater (nouveau)** (art. L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 542-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Non éligibilité aux aides personnelles au logement des particuliers rattachés au foyer fiscal de leurs parents assujettis à l'impôt annuel de solidarité sur la fortune) (p. 12066). - **Article additionnel**

après l'article 55 quater (p. 12066). - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12068). (p. 12069). (p. 12069). (p. 12071). (p. 12071). (p. 12072). (p. 12072). (p. 12072). (p. 12073). (p. 12073).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12243, 12244).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12248). (p. 12257, 12258).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 38** (art. 286 et 1770 duodecimes [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Mesures visant à lutter contre la dissimulation de recettes à la TVA : utilisation obligatoire d'un logiciel de caisse ou système non frauduleux) (p. 12419). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12441, 12442).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12524). - **Article additionnel après l'article 47 quater** (p. 12538). - **Article 24 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12550).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12578, 12580).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12791). (p. 12792). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12832). (p. 12834). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12906). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12909). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12985).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13128, 13129). - **Question préalable** (p. 13132).

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure, Mme Annick Billon, M. Gibert Bouchet, Mme Nicole Bricq, M. Henri Cabanel relatif aux déplacements effectués par la délégation aux entreprises dans six départements à la rencontre d'entrepreneurs.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Boncarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1365).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1498).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie** [n° 368 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2992).

- **Question orale sans débat sur la fin de l'instruction des autorisations du droit des sols par l'État pour le compte des collectivités territoriales** - (26 mai 2015) (p. 5261, 5262). (p. 5262).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** [n° 468 (2014-2015)] - (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6381, 6382).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture** [n° 542 (2014-2015)] - (1er juillet 2015) - **Article 108 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 711-8, L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-22 et L. 712-4 du code de commerce - Renforcement des*

pouvoirs des chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 7209).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture** [n° 530 (2014-2015)] - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7437, 7438).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc** [n° 583 (2014-2015)] - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7718, 7719).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques*) (p. 8808, 8809). (p. 8810). (p. 8811). (p. 8812). (p. 8812). (p. 8816). (p. 8817). (p. 8817).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (*art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes*) (p. 9005).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture** [n° 38 (2015-2016)] - (14 octobre 2015) - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 9631).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires** [n° 662 (2014-2015)] - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9970, 9971).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle** [n° 122 (2015-2016)] - (4 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10391).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (*art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 11663).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
ECOLO, puis Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 6 mai 2015.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation des supporteurs [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Alain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 39).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 61, 62). (p. 65). (p. 71). (p. 72). (p. 73). (p. 74). (p. 75). (p. 76). (p. 80). (p. 92). (p. 93, 94). (p. 95). (p. 98). (p. 99). (p. 100). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 101). (p. 101).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique,*

d'innovation et d'internationalisation) (p. 130, 131). (p. 136). (p. 139). (p. 140). (p. 143). (p. 169). (p. 171). (p. 178, 179). - **Article 3** (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 184). (p. 184).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 238). (p. 252). - **Article 5** (*art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets*) (p. 256). (p. 258). (p. 259). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 262). - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive*) (p. 270). (p. 274). (p. 276). (p. 279, 280). (p. 280). (p. 282, 283). (p. 283). (p. 286). (p. 289). (p. 289). (p. 294). (p. 302). - **Article 8** (*art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions*) (p. 311). (p. 312). (p. 314). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 320). (p. 321). (p. 321). (p. 321). (p. 322, 323). (p. 323, 324). - **Article 9 (supprimé)** (*art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements*) (p. 331, 332).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 398, 399).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 509). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 515).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 550). (p. 552). (p. 552). (p. 554). - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 564, 565). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 571). (p. 571). (p. 572). (p. 573). (p. 574). (p. 575). (p. 576). (p. 576). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 601, 602).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (précédemment réservés) (p. 698). (p. 704). (p. 707).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 768). (p. 769). - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 781).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 882, 883).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 893, 895).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1361, 1363). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1388, 1389).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1405, 1406). (p. 1415). (p. 1417, 1418). (p. 1418). (p. 1420). (p. 1424). (p. 1426, 1427). (p. 1432, 1433). (p. 1436). (p. 1448, 1449). (p. 1450, 1451). (p. 1452). (p. 1453). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1455). (p. 1457). (p. 1460). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1465). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 1470, 1471).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1493, 1494). (p. 1495). (p. 1499). (p. 1499). (p. 1503). - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1508). (p. 1521). - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1527). (p. 1527). (p. 1529). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 1540, 1541). (p. 1542). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1546). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1554). (p. 1554). (p. 1558). (p. 1559). (p. 1560). (p. 1562). - **Article 5 bis C (Supprimé)** (Possibilité de moduler le taux de la taxe de publicité foncière pour les bâtiments satisfaisant à des critères de performance énergétique) (p. 1567). (p. 1567). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1571). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1574). (p. 1575). - **Article 5 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules pour les chauffages au bois des particuliers) (p. 1577). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1578). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1582). (p. 1583). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1585). (p. 1586).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1604, 1605). - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 1610). (p. 1612). (p. 1613). (p. 1613, 1614). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 111-6-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accès garanti aux compteurs de gaz naturel et d'électricité pour les opérateurs gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel et d'électricité) (p. 1616). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1625, 1626). (p. 1626). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquies des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1645). (p. 1646). (p. 1647). (p. 1650). (p. 1650). (p. 1650). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1654). (p. 1656). (p. 1657, 1658). (p. 1658). (p. 1661). (p. 1662). (p. 1662). (p. 1663, 1664). - **Article 9 bis (Stratégie nationale pour le développement de véhicules propres et le déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant)** (p. 1668). - **Article 10** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 123-1-12 du code de l'urbanisme, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Favoriser le déploiement des infrastructures d'avitaillement des véhicules électriques et hybrides rechargeables) (p. 1674). (p. 1674). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1677). (p. 1677). (p. 1678, 1679).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1741). (p. 1741). (p. 1743). (p. 1749, 1750). - **Article 19 bis A (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020)** (p. 1756). (p. 1758). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1768). - **Articles additionnels après l'article 19 decies** (p. 1786). - **Article 21** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Contribution et incitations financières aux actions de prévention des déchets) (p. 1789). (p. 1789). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 1791). (p. 1791). (p. 1792). (p. 1792). (p. 1793). (p. 1793). (p. 1793). (p. 1794). (p. 1794). (p. 1794). - **Article 21 bis B** (art. L. 541-10-3 du code de l'environnement - Élargissement de la REP textile) (p. 1796). - **Article 21 bis (Supprimé)** (art. L. 541-14 du code de l'environnement - Extension du contenu des plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux) (p. 1797). (p. 1798). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 1800). (p. 1800). - **Articles additionnels après l'article 22 sexies** (p. 1802). (p. 1802). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1845). (p. 1847). (p. 1847). (p. 1848). (p. 1851). (p. 1853, 1854). (p. 1854, 1855). (p. 1855). (p. 1856). (p. 1858). (p. 1858). (p. 1859). (p. 1859). (p. 1859). (p. 1860). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1861). (p. 1862). (p. 1862, 1863). - **Article 24** (art. L. 311-10, L. 311-11-1 [nouveau], L. 311-12 et L. 311-13, L. 311-13-1 à L. 311-13-5 [nouveaux] et L. 311-19 du code de l'énergie - Adaptation des procédures d'appel d'offres) (p. 1865). (p. 1865). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1873). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1876). - **Article 27 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code

général des impôts - Suppression de l'exclusion du photovoltaïque non subventionné du bénéfice des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1883). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1906). (p. 1907). (p. 1908). (p. 1909). (p. 1909). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 1916). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1921, 1922). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1925, 1926). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers) (p. 1931, 1032). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1940, 1942). - **Article 38 bis C (nouveau)** (art. L. 553-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Barème d'indemnisation pour les propriétaires riverains d'une éolienne terrestre) (p. 1950). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1951). (p. 1952).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1968). - **Articles additionnels après l'article 38 ter** (p. 1972). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1977). - **Article 42** (art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 1982). (p. 1982). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 1986). (p. 1986). (p. 1987). (p. 1988, 1989). (p. 1989). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1993). (p. 1994). (p. 1995). (p. 1995). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 2002). (p. 2002). - **Article 46 (Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures)** (p. 2007). (p. 2008). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2021, 2022). - **Article 47** (art. L. 134-13, L. 134-18, L. 143-6, L. 431-6 et L. 432-10 [abrogé] du code de l'énergie - Compétences de la CRE en matière de contrôle des activités des opérateurs et de coopération avec les autres instances de régulation européennes et mesures diverses) (p. 2026). (p. 2027). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2034). (p. 2038). (p. 2042). (p. 2043). (p. 2043). (p. 2044). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2056, 2057).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2086). - **Article 49 bis** (art. L. 145-1 [nouveau] du code de l'énergie - Création d'un comité d'experts pour la transition énergétique) (p. 2088). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2091). (p. 2094). (p. 2096). (p. 2097). - **Article 51** (art. L. 133-6, L. 142-1, L. 142-3, L. 142-4, L. 142-9-1 [nouveau], L. 111-72, L. 111-73, L. 111-77 et L. 111-80 à L. 111-83 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'accès aux données de production et de consommation d'énergie et création du registre national des installations de production et de stockage d'électricité) (p. 2101). (p. 2102). (p. 2110). (p. 2110). (p. 2111, 2112). - **Article 54 (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 321-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - Adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique) (p. 2117, 2118). (p. 2118). - **Article additionnel après l'article 54 bis** (p. 2118, 2119). (p. 2120). - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2123, 2124). (p. 2126). (p. 2127). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2129, 2130). (p. 2132). (p. 2133, 2134). (p. 2134). (p. 2134). (p. 2137). (p. 2138). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2139). (p. 2140). (p. 2140). (p. 2141). (p. 2142). (p. 2143). - **Article 56 bis (Supprimé)** (art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme - Prise en compte des réseaux d'énergie dans les orientations générales fixées par les projets d'aménagement et de développement durables, PADD) (p. 2143). (p. 2144). - **Article 57 quater (nouveau)** (art. L. 2224-39 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une structure de coopération interterritoriale dans le domaine énergétique) (p. 2147). (p. 2148). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2162). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2164). - **Article 61 bis** (art. L. 311-5-8 [nouveau] du code de l'énergie - Dans les zones non interconnectées, obligation pour les exploitants produisant plus d'un-tiers de la production d'électricité naturelle d'élaborer un plan stratégique) (p. 2169). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2173).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2200, 2201).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2768, 2769).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les désastres liés au dérèglement climatique (événements dans le Pacifique) et négociations internationales sur la prévention des risques** - (19 mars 2015) (p. 2814).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3830). - **Article 33 sexies (supprimé)** (art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement) (p. 3839).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3970, 3971). (p. 3972).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5230, 5231).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5284, 5285). - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5308). (p. 5312). (p. 5313). (p. 5314). (p. 5314). (p. 5315). (p. 5316). (p. 5318). (p. 5318). (p. 5318). (p. 5320). (p. 5320). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement

économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5326). (p. 5331, 5332). (p. 5337).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5410). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5413). (p. 5414). (p. 5415). - **Article 5 bis** (art. L. 541-10 et art. L. 541-15-2 (nouveau) du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 5419). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5422). (p. 5430). (p. 5430). (p. 5431). (p. 5431).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5458). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5495). (p. 5496). - **Article 8 bis (supprimé)** (chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie du code des transports - Transfert à la région des transports ferroviaires d'intérêt local gérés par le département) (p. 5498). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 (abrogé), L. 5314-3 (abrogé), L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 5507). (p. 5512).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 321-13 [nouveau] du code de l'environnement - Redevance de mouillage dans les aires marines protégées) (p. 5593). (p. 5594). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5601). - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5620). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5631). (p. 5631). (p. 5632). (p. 5634). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5635). (p. 5640). - **Article 22 nonies (supprimé)** (art. L. 1112-23 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Composition, rôle et fonctionnement des conseils de développement créés par les communes et leurs groupements ou constitués auprès des métropoles et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux) (p. 5643). (p. 5643). (p. 5643). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 5677). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5682). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2, L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34, L. 4424-35, L. 4424-36,

L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative) (p. 5692). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (p. 5694, 5695). (p. 5695). - **Article 30 A** (art. L. 1112-23 [nouveau] et L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Mise à disposition des données publiques des collectivités territoriales sur Internet) (p. 5698, 5699). - **Article 30** (art. L. 232-1 et L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières ; L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-19, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1 et L. 4313-1, L. 5211-36 et L. 5622-3 du code général des collectivités territoriales - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen) (p. 5702). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5722).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5838, 5840).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7430, 7431). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7443, 7444). (p. 7512). (p. 7514). (p. 7516). - **Article 3 B** (Obligation de rénover énergétiquement avant 2030 tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 kWh d'énergie primaire) (p. 7521). (p. 7521). - **Article 3 C (supprimé)** (Obligation à compter de 2030 de rénover énergétiquement les bâtiments privés résidentiels à l'occasion d'une mutation selon leur niveau de performance) (p. 7522). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7533). (p. 7534). (p. 7535). (p. 7535). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7538, 7539). (p. 7541). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-1-1 [nouveau], 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-11 et L. 221-12 [nouveau], du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 7544). (p. 7545). (p. 7545). (p. 7545). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de l'habitation, art. L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Déploiement de bornes de recharge pour les véhicules hybrides ou électriques dans les bâtiments neufs ou existants et les copropriétés) (p. 7555). (p. 7556).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Usage de la servitude de marchepied) (p. 7577). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7583, 7584). (p. 7585). (p. 7585). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7593, 7594). (p. 7597). -

Article 19 bis A (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7601, 7602). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7605).

Article 19 quinquies (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7612). - **Article 21 bis AC** (art. L. 541-10-10 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une responsabilité élargie des producteurs pour les navires de plaisance ou de sport) (p. 7615, 7616). - **Article 23** (Art. 23 (articles L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 7625, 7626). (p. 7626). (p. 7628). (p. 7629). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 7631). (p. 7632). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7641, 7642). (p. 7647, 7648). - **Article 38 bis BB** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Délai de rétractation et obligation d'information des propriétaires de terrain lors de la signature d'un bail avec un promoteur éolien) (p. 7649). - **Article 42** (art. L. 111-56, articles L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 7653). (p. 7653). - **Article 48** (art. L. 133-2, articles L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement, articles L. 225-100-2 et L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 511-41-1 B et L. 53-22-1 du code monétaire et financier - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 7666). (p. 7667). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 à L. 141-11 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 7670, 7671). (p. 7671). (p. 7672). (p. 7672). (p. 7672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité du diesel** - (6 octobre 2015) (p. 9173). (p. 9174).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9583, 9584). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9597).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9772, 9773).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9885, 9886). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 9903). (p. 9904). -

Article 18 (art. L. 533-3-2, L. 533-5-1, L. 533-5-2, L. 533-6, L. 533-7-1 [nouveau], L. 533-8-2 [nouveau], L. 533-9, L. 535-6 et L. 536-5 du code de l'environnement - Procédure permettant d'exclure le territoire français du périmètre géographique de la mise en culture d'un OGM) (p. 9906). (p. 9906). (p. 9906). (p. 9907). (p. 9907). (p. 9907). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9907, 9908). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur les risques de contamination accidentelle par des OGM) (p. 9908). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9910).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9956, 9958). - **Question préalable** (p. 9987, 9988).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10940, 10941).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le format de la COP 21 (conférence de Paris sur le climat)** - (17 novembre 2015) (p. 10969).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10980, 10982).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11540, 11541).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11547, 11548).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11568, 11569).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11609). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11623, 11624).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12813, 12814).

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 28 septembre 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 28 septembre 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 29 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 473 (2013-2014)] portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 233 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 518 (2014-2015)] portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 72 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 574 (2014-2015)] relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 135 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 443, 444).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531). (p. 534).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1048, 1050).

- **Rapporteur - Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6214-3 du code général des collectivités territoriales - Transfert à la collectivité de la compétence en matière de réglementation économique des véhicules terrestres à moteur) (p. 1059). (p. 1060). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1060). (p. 1062). (p. 1064). (p. 1066). (p. 1068). - **Article 6** (art. L.O. 6214-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'équivalence entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy en matière de prélèvements sociaux) (p. 1068). - **Article 9** (art. L.O. 6253-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de quorum, de délégation de vote, de décision et de signature au sein du conseil exécutif) (p. 1069). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-24 du code général des collectivités territoriales - Suppression d'un rapport spécial du président du conseil territorial relatif à la situation de la collectivité) (p. 1070). - **Article 11** (art. L.O. 6221-22 du code général des collectivités territoriales - Transmission des rapports et projets de délibération avant une réunion du conseil territorial) (p. 1071). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 1071).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1216).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2054).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2303, 2304).

- **Question orale sans débat sur les nouvelles dispositions fiscales concernant les correspondants locaux de presse** - (24 mars 2015) (p. 2866). (p. 2867).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Possibilité de favoriser l'ouverture au public des données des éco-organismes sur la composition des déchets) (p. 4331, 4332). (p. 4332).

- **Question orale sans débat sur la restriction de l'écobuage en zone rurale** - (12 mai 2015) (p. 4805). (p. 4806).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4892).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5120).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5178, 5179).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6304).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Grèce** - (2 juillet 2015) (p. 7226).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7266, 7267).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7790, 7792).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8280, 8281). (p. 8282).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9810, 9811).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11025, 11026).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11034, 11035).

- **Rapporteur - Article unique** (p. 11042).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Engagements financiers de l'État [n° 164 tome 3 annexe 13 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*): Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*): Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*): Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*): Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réforme du droit d'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission

« Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1016).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4834, 4835).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6556, 6557).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7459, 7461).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11777, 11778).

Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (27 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État D** (p. 11786).

DAUDIGNY (Yves)

sénateur (Aisne)

SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les réformes et le pilotage des régimes de retraite en Europe.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Claire Compagnon, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la santé.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5193, 5194).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6567).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7462, 7463).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8146, 8147). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-

1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8166). (p. 8170).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8265, 8266). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8278). - **Article 5 quinquies E** (Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage) (p. 8295). (p. 8296).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8311). - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8321). (p. 8322). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8332). - **Article 5 unvicies (supprimé)** (art. 1810 du code général des impôts - Renforcement de la sanction prévue en cas de détention frauduleuse de tabac) (p. 3841).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 septembre 2015) (p. 8374).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8406). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8409). (p. 8412). (p. 8419). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 8432). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8460). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Equipes de soins primaires) (p. 8486, 8487). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8501).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8519). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8576).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 septembre 2015) (p. 8578).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (18 septembre 2015) - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8619). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8627).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8674, 8675). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9,

L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8686). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8736). (p. 8736). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8746). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8776). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8785). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8789).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8825). - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 5132-10 [nouveau] du code de la santé publique - Lutte contre la résistance aux antibiotiques) (p. 8830).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 8943). (p. 8944). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8956). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8971). (p. 8972). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8987). (p. 8989).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9007). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9049). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 9128).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les soixante-dix ans de la sécurité sociale** - (6 octobre 2015) (p. 9178, 9179).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 9435).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10113). (p. 10116).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 10564). - **Discussion générale** (p. 10569, 10570).

Première partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2014) (p. 10585).

Troisième partie :

- (10 novembre 2015) - **Article 11** (art. L. 133-4-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des redressements pour les régimes de protection sociale complémentaire d'entreprise n'ayant pas un caractère collectif et obligatoire) (p. 10637).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10675). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1,

L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10691). (p. 10694). (p. 10695). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10719). - **Article 20** (art. L. 133-6-8, L. 134-3, L. 134-4, L. 134-5, L. 134-5-1, L. 134-6, L. 134-7, L. 134-8, L. 134-10, L. 134-11, L. 134-11-1, L. 134-12, L. 134-13, L. 134-15, L. 139-1, L. 221-1, L. 241-1, L. 241-2, L. 241-3 à L. 242-3-3, L. 380-1, L. 380-2, L. 380-3-1, L. 381-4, L. 381-8, L. 612-4, L. 613-8, L. 713-21, L. 715-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 721-2 [nouveau] L. 722-5, L. 722-6, L. 731-11, L. 731-35 du code rural et de la pêche maritime - Architecture financière de la protection universelle maladie) (p. 10730). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10732). (p. 10736). - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10738). (p. 10740). (p. 10740). (p. 10741). (p. 10744). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745). (p. 10746). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10752). (p. 10753). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 10757). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 10767).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861-3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10829). (p. 10829). (p. 10830). (p. 10830). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10841). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10848). (p. 10849). (p. 10849). (p. 10851). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 162-17-3, L. 165-3 et L. 165-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation des dépenses) (p. 10862). (p. 10863). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10896). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016) (p. 10904). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 10914).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10961, 10962).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11174).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11689, 11691).

- **Question orale sans débat sur le droit des femmes en reprise d'activité à allaiter** - (1er décembre 2015) (p. 11982). (p. 11982).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12031, 12032). - **État B** (p. 12037, 12038).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13078, 13079).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis secrétaire le 18 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 24 juin 2015.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération le 18 juin 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre -

Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Questions diverses.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations à Genève et la préparation de la « COP 21 » - Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris en 2015** - (12 février 2015) (p. 1519).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1532). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer

la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1555). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1579).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1804).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1846). (p. 1847).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1994). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2042).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2630).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3223).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3440).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3600).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3709). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3719). (p. 3720). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3750). (p. 3753).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3895). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3971). (p. 3972).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4000). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4012, 4013). (p. 4013). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4131, 4132). (p. 4137). (p. 4138). (p. 4139). (p. 4140). (p. 4141). (p. 4141).

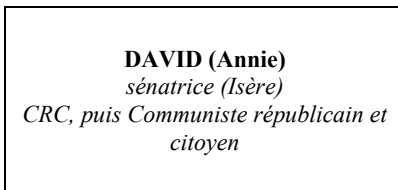
- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4349, 4350). - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 4385).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - *Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement*) (p. 4467, 4468).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** [n° 468 (2014-2015)] - (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - *Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6398).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture** [n° 542 (2014-2015)] - (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - *Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement*) (p. 7147). (p. 7150).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (6 octobre 2015) (p. 9175).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-présidente le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

(*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de

France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

(commission des affaires sociales) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(commission des affaires sociales) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements.

Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 *(commission des affaires sociales)* : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 *(commission des affaires sociales)* : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 *(commission des affaires sociales)* : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 *(délégation sénatoriale à la prospective)* : Présentation du rapport d'information de Fabienne Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission des affaires sociales)* : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 *(commission des affaires sociales)* : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 *(commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques)* : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 *(commission des affaires sociales)* : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission des affaires sociales)* : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur général de l'AGIRC-ARRCO (Association générale des institutions de retraite des cadres - Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 94, 95).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 909, 912).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Contenu du projet pour l'enfant*) (p. 958).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 28** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - *Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée*) (p. 1886, 1887). - **Article 34** (*Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011*) (p. 1923). (p. 1923). (p. 1924).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article additionnel après l'article 47 ter** (p. 2029). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - *Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2044, 2045).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2470, 2473).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2493, 2494).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées*) (p. 2612). (p. 2613). (p. 2613).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - *Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2670). (p. 2676). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2683). (p. 2683). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 2722). (p. 2722). - **Article 40** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - *Tarifification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 2724). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2731). - **Article 45** (art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2739). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2740).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 2787, 2788). (p. 2788). - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2789, 2790).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Article 54 ter** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Création des maisons départementales de l'autonomie*) (p. 2812).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Question préalable** (p. 3172, 3175).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - *Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER*) (p. 3198). (p. 3200, 3201). (p. 3202). - **Article 1er bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 224-6 [nouveau] du code de l'environnement - *Normes d'émission de polluants atmosphériques des autocars*) (p. 3204). (p. 3205). - **Article 1er quinquiés (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - *Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 3220, 3221). (p. 3224). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - *Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3229, 3230). (p. 3233). (p. 3243). (p. 3249). (p. 3249, 3250).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - *Coordination*) (p. 3279, 3280). - **Article 3 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3285). (p. 3285). (p. 3286). (p. 3286). - **Article 3 quater B (supprimé)** (*Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire*) (p. 3303). (p. 3306). (p. 3307). - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3325). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - *Régulation du secteur autoroutier*) (p. 3339). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des

transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 3366). - **Article 8 septies (supprimé)** (Rapport sur la création d'une filière française de déconstruction des navires) (p. 3377).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3688). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3692). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3707). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3725). - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3760).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3770, 3771). (p. 3771). - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - Extension de l'expérimentation d'un certificat de projet) (p. 3784). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3791). (p. 3792, 3793). (p. 3795). (p. 3797). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3822). (p. 3823). (p. 3823, 3824).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3916). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3927, 3928). (p. 3931). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3934). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3968, 3969).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3989). (p. 3990). - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Réduction de dix à sept ans du délai pendant lequel les remboursements d'apports donnent lieu à reprise de l'avantage fiscal « ISF-PME » ou « Madelin ») (p. 3992, 3993). (p. 3993). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexies A [nouveau], 1655 sexies B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 4022). - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4031). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4033, 4034). (p. 4034). (p. 4035). (p. 4038, 4039). (p. 4041). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes

entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4046). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4072). (p. 4073). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4086). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4092). (p. 4093). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4095). (p. 4095, 4096). - **Articles additionnels après l'article 43 C** (p. 4102). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics) (p. 4110). (p. 4111). (p. 4111). (p. 4111). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding de l'Etat pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4115). (p. 4116). (p. 4116). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4118, 4119). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'Etat ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4123, 4124). (p. 4128). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'Etat dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4143).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4178). (p. 4183). (p. 4193). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4195). (p. 4206). (p. 4210, 4211). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4218). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4220). (p. 4223). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4224, 4225). (p. 4229). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4234). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4234, 4235). (p. 4239, 4240). (p. 4242). (p. 4249). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4260, 4261). (p. 4262). (p. 4264, 4265). (p. 4270, 4271). (p. 4275). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277, 4278). (p. 4278). (p. 4280). - **Article 80 bis A (priorité)** (p. 4282). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4283, 4284). (p. 4286, 4287). (p. 4288). (p. 4291). (p. 4291). - **Article 82 (priorité)**

(Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4296).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4475). (p. 4484). (p. 4487). (p. 4488). (p. 4492). (p. 4492). (p. 4495). (p. 4497). (p. 4503). (p. 4504). - **Article 84** (Entrée en vigueur de la réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4505). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 4506). (p. 4507). (p. 4508). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4509). - **Article additionnel après l'article 85 bis** (p. 4515, 4516). (p. 4516). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4534, 4535).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4614). - **Article 87** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2312-5, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2327-7 et L. 2632-1 du code du travail - Transfert au juge judiciaire de la compétence de l'autorité administrative en matière préélectorale) (p. 4619). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4625, 4626). (p. 4627, 4628).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 98 A** (nouveau) (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4686, 4087). - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4689). - **Articles additionnels après l'article 98** (p. 4693). (p. 4693, 4694). (p. 4695). - **Article 99** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1233-53 du code du travail - Correction d'une erreur matérielle) (p. 4696). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4699, 4700). (p. 4700). (p. 4703).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5412). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5426).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6320, 6321). - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6335). (p. 6347). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6353). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6361). (p. 6362). (p. 6366).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7378). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et

continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6391, 6392). (p. 6399). (p. 6403). - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs) (p. 6407). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6413). (p. 6414). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6430, 6431). (p. 6431). (p. 6432). (p. 6433). (p. 6434). - **Article 10** (art. L. 1111-12 du code de la santé publique - Hiérarchie des modes d'expression de la volonté du patient hors d'état de l'exprimer) (p. 6435). (p. 6435). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6438).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6632, 6634).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6693, 6694). (p. 6698, 6699). (p. 6703). (p. 6704). (p. 6705, 6706). (p. 6706). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6712). (p. 6714). (p. 6715). - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 6718).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6749). (p. 6750). (p. 6752). (p. 6753). (p. 6754). (p. 6759, 6760). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6769). (p. 6770). (p. 6772). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagements des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 6785). (p. 6785). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6789). (p. 6793). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6806, 6807).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 19 sexies** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4162-16 et L. 4162-20 du code du travail - Aménagements des règles du fonds chargé du financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 6829). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6836, 6837). (p. 6838). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6851, 6852).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7002, 7003).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Articles 1er quinquies A (suppression maintenue)** (art. L. 2121-1 du code des transports - Avis conforme des régions et départements sur les dessertes assurées par SNCF Mobilités) (p. 7027). - **Article 2** (art. L. 3111-17, L.3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7035).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34 bis AD** (art. 787 B du code général des impôts - Simplification des obligations déclaratives dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7121). - **Article 35 ter C** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 7127). - **Article 40 ter** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 7133). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7137). - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 7152). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7162). - **Article 77** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 7164). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7165). (p. 7165, 7166). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7170). (p. 7171). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7176, 7177). (p. 7177, 7178). (p. 7178). (p. 7179). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 7181). - **Article 86 bis A** (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie) (p. 7185). (p. 7186). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7195). (p. 7195). - **Article 87 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2324-13, L. 2324-18 et L. 2327-7 du code du travail - Transfert au juge judiciaire du contentieux en matière de préparation des élections professionnelles) (p. 7196). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 7200). - **Article 104 bis (Texte non modifié par la commission)** (Congé de cinq jours pour les

étudiants salariés préparant un examen) (p. 7208). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7213).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8008).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8151). (p. 8159, 8160). (p. 8161). (p. 8167). - **Article 1er bis** (art. L. 1411-10 [nouveau] du code de la santé publique - Prise en compte des spécificités des outre-mer dans la stratégie nationale de santé) (p. 8174). (p. 8174). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé en milieu scolaire) (p. 8179).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 2 bis B (supprimé)** (art. L. 5314-2 du code du travail - Reconnaissance du rôle de prévention, d'éducation et d'orientation des missions locales en matière de santé) (p. 8210). - **Article 4** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8239). (p. 8240). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8257, 8258). (p. 8266). (p. 8267). - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8347). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8371, 8372). (p. 8373).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8399, 8400). (p. 8401). (p. 8402). (p. 8403). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8406). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8413). (p. 8419). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8435). - **Articles additionnels après l'article 11 sexies** (p. 8485). (p. 8485, 8486). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8499).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8531). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8538, 8539). - **Article 16** (art. L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2112-2 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-3, L. 162-5-4 et L. 162-26 du code de la sécurité sociale - Parcours de soins coordonné pour les enfants de moins de 16 ans) (p. 8556). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Evaluation des

pratiques de refus de soins par les ordres professionnels (p. 8588).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8685). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8696). (p. 8696). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8729). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8738, 8739). (p. 8740). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8745). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8770, 8771). - **Article 34** (art. L. 6143-7, L. 6146-3 [nouveau], L. 6152-1-1 [nouveau] et L. 6152-6 du code de la santé publique et art. L. 1251-60 du code du travail - Encadrement du recrutement des praticiens temporaires et création d'une position de praticien remplaçant titulaire) (p. 8786). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8789).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 8832). (p. 8833). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8850). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8859). (p. 8880). (p. 8881). - **Article additionnel après l'article 38 ter** (p. 8885, 8886). - **Article 42** (Habilitation à réformer le système d'agences sanitaires par ordonnance) (p. 8896, 8997).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8931). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Droit d'alerte auprès de la Haute autorité de santé des associations d'usagers du système de santé) (p. 8945). (p. 8945, 8946). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé) (p. 8950, 8951). (p. 8951). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8955, 8956). (p. 8958). (p. 8961). (p. 8966). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8983). (p. 8985, 8986).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9007). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9047).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès

à l'autonomie) (p. 9504, 9505). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Projet pour l'enfant*) (p. 9537). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 375-7 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge des enfants relative à la médiation du droit de visite d'un parent) (p. 9542). - **Article 6 quater (supprimé)** (art. 378-1 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas d'exposition de l'enfant à des agissements violents) (p. 9543). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9553, 9554). (p. 9554, 9555).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail, art. 15, 17, 19-1 et 19-2 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10058, 10059). (p. 10061). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 10062, 10063). (p. 10063, 10064). - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10065). (p. 10067). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10089). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10101). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10116).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10173, 10174). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10195). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10205, 10206). (p. 10209). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10213). (p. 10214). (p. 10214). (p. 10215). (p. 10216). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 10219). (p. 10220). (p. 10220). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10222). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10223, 10224).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4** (*Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C*) (p. 10592).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10599). (p. 10600). (p. 10603). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10612). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10617).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article 12** (art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales) (p. 10648). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10653).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10694).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques** - (12 novembre 2015) (p. 10700). (p. 10701).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] (suite)**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 16** (Prélèvement sur les réserves du fonds pour l'emploi hospitalier au profit du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 10711). (p. 10712). - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10744). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10746, 10747). - **Article 24** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-3, L. 138-10 et L. 138-12 du code de la sécurité sociale - Fixation des seuils de déclenchement des dispositifs de régulation des dépenses de médicaments (clause de sauvegarde et contribution hépatite) (p. 10750, 10751). - **Article 26 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 10756). (p. 10757). - **Article 27 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016) (p. 10758). - **Article 28 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV) ; fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse) (p. 10760). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 10767).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 37** (Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA et à la branche maladie du régime général) (p. 10781, 10782). - **Article 38** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2016) (p. 10782, 10783). - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveau], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveau], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18,

L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861 3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10797).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10832). (p. 10833, 10834). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10851). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10854). (p. 10854). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10859, 10860). - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées) (p. 10873). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 138-10, L. 162-1-14-2, L. 162-5-17, L. 162-16-6, L. 162-17-5, L. 162-22, L. 162-22-17, L. 162-22-18, L. 162-22-19, L. 162-22-20, L. 162-23 [nouveau], L. 162-23-1 [nouveau], L. 162-23-2 [nouveau], L. 162-23-3 [nouveau], L. 162-23-4 [nouveau], L. 162-23-5 [nouveau], L. 162-23-6 [nouveau], L. 162-23-7 [nouveau], L. 162-23-8 [nouveau], L. 162-23-9 [nouveau], L. 162-23-10 [nouveau], L. 162-23-11 [nouveau], L. 162-23-12 [nouveau], L. 162-23-13 [nouveau], L. 162-23-14 [nouveau], L. 162-23-15 [nouveau], L. 162-26, L. 162-27, L. 174-2-1, L. 174-15 et L. 753-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 6145-1 et L. 6145 du code de la santé publique - Réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation) (p. 10885). (p. 10886). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10895, 10896). - **Article 57** (art. L. 161-23-1, L. 341-6, L. 351-11, L. 353-5, L. 356-2, L. 413-7, L. 434-1, L. 434-2, L. 434-6, L. 434-16, L. 434-17, L. 551-1, L. 723-11-2 [nouveau], L. 816-2 et L. 861-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 211-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 732-24, L. 751-46, L. 752-6, L. 753-8 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime ; art. 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, art. 5 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 - Modification des règles de revalorisation des prestations de sécurité sociale) (p. 10908, 10909).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10959, 10961).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12036). - **Article additionnel après l'article 62** quinquiés (p. 12041).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12139).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12144, 12146).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12159, 12160).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12192).

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP, puis Les Républicains

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 14, 15, 16, 23, 29 janvier, 4, 12, 16, 18, 19 février, 5, 19 mars, 7, 8, 9, 10 avril, 7, 13, 18, 27 mai, 1er, 3, 9, 17, 22, 24 juin, 8, 9, 15 juillet, 15, 16, 18, 30 septembre, 1er, 22 octobre, 4, 5, 10, 13, 18, 19, 27, 28, 30 novembre, 4, 7, 10, 15 et 17 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Attentats au Danemark, assassinats en Egypte et profanation de tombes dans un cimetière juif en France** - (16 février 2015) (p. 1736).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2104). (p. 2104).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (19 mars 2015) (p. 2820).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la Nouvelle-Zélande** - (9 avril 2015) (p. 3318).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 3953).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4030). - **Article additionnel après l'article 35 octies** (p. 4032). (p. 4032). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4037). (p. 4042). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4045). - **Articles additionnels après l'article 35 nonies** (p. 4046, 4047). (p. 4047). (p. 4048).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4249, 4250). (p. 4250).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4897).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre 1er du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre 1er du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5783). (p. 5784).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5883, 5884). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des

agendas d'accessibilité programmée) (p. 5891, 5892). (p. 5897). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5903).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6401). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6424). (p. 6425).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 80** (*art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 7166).

- **Clôture de la seconde session extraordinaire de 2014-2015** - (30 septembre 2015) (p. 8992).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article 52**

(*art. L. 2223-19, L. 2223-19-1 et L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales et art. L. 3111-4-1 du code de la santé publique - Encadrement de la thanatopraxie*) (p. 9111). (p. 9112, 9113).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 10217). - **Article 14** (*Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs*) (p. 10222).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Sénat du royaume du Cambodge** - (4 novembre 2015) (p. 10344).

- **Hommage de la Nation aux victimes des attentats du 13 novembre 2015** - (27 novembre 2015) (p. 11731).

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France - Série 2)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier l'importance des missions de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger [n° 303 (2014-2015)] (25 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 327 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement [n° 411 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 695 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 701 (2014-2015)] (23 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : France - Russie : pour éviter l'impasse [n° 21 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 166 tome 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - Défense - Société - Éducation.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels - Approbation de l'accord entre la France et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERIS-Sciences Po.

Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Tchad - Communication.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des Parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 212 - Soutien de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** - *Nouvelle lecture* [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - **Article unique** (p. 2077, 2078).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4204).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 quater (supprimé)** (art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie -

Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4340). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4343).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - *Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi*) (p. 4670).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile** [n° 426 (2014-2015)] - (18 mai 2015) - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveau] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4984).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger** [n° 205 (2014-2015)] - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6459, 6461). - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - *Composition du conseil d'administration*) (p. 6463). - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - *Mode d'élection des membres du conseil d'administration*) (p. 6464). - **Article 3** (art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale - *Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique*) (p. 6466).

- **Question orale sans débat sur la suppression du réseau de trésoreries à l'étranger** - (23 juin 2015) - en remplacement de M. Christian Cambon (p. 6624). (p. 6625).

- **Projet de loi relatif au renseignement** - *Commission mixte paritaire* [n° 521 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6669).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 548 (2014-2015)] - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7874, 7875).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement** [n° 702 (2014-2015)] - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8914, 8915).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Réforme de l'accès aux données de santé*) (p. 9056, 9057).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9676, 9677).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016** [n° 128 (2015-2016)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant

réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES (p. 10683). (p. 10685). (p. 10689). (p. 10690). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10733, 10734). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12093, 12094). - **État B** (p. 12101). (p. 12102). (p. 12108). (p. 12108).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12256).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12527). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. 197 A du code général des impôts - Simplification de la démarche effectuée par les non-résidents pour l'imposition de leurs revenus de source française) (p. 12533).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13112, 13113).

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sécurité (sécurité et éducation routières) [n° 164 tome 3 vol. 2 annexe 29 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Siviéude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration,

asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 690). (p. 691, 692).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 897, 898).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2208, 2209).

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2445).

- **Question orale sans débat sur la police municipale et les procès-verbaux par timbre-amende** - (7 avril 2015) (p. 3111, 3112). (p. 3112).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 avril 2015) - **Article 12** (*art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques*) (p. 3542).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (16 avril 2015) (p. 3899, 3900).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (11 mai 2015) - **Article 98 A (nouveau)** (*art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi*) (p. 4685). (p. 4686). - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4689). (p. 4690). - **Article 101** (*art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire*) (p. 4704). (p. 4707). (p. 4709).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5351).

- **Suite de la discussion (1er juin 2015) - Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (*art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris*) (p. 5753). (p. 5770). (p. 5806, 5807).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6270). (p. 6271).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7454, 7456). - **Article liminaire** (*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014*) (p. 7469). - **Article 1er** (*Résultats du budget de l'année 2014*) (p. 7471).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'application de la nouvelle bonification indiciaire « ville » avec la nouvelle carte des quartiers prioritaires** - (21 juillet 2015) (p. 7999). (p. 7999, 8000).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8018, 8019).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (*art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles*) (p. 8319).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9146, 9147).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10162, 10163).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11081, 11082). - **Article liminaire** (p. 11112, 11113).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème*) (p. 11169). (p. 11171). (p. 11174). (p. 11179).

(11181). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11190). (p. 11193, 11194).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11221). (p. 11224, 11225). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11229). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11256, 11257). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11267). (p. 11268). (p. 11271). (p. 11271). (p. 11281). (p. 11282).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 11310). - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L.6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2335-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11321). (p. 11322). (p. 11324). (p. 11324). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11326, 11327). (p. 11327). (p. 11328). (p. 11329). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11402). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11420). (p. 11427).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11478, 11479). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11530).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9,

L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11595). (p. 11604). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11606). (p. 11606).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11892, 11893).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11913).

Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État D** (p. 11915). (p. 11915). (p. 11916). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 11917).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) (p. 12345). - **Article 29** (Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État) (p. 12352). (p. 12354). (p. 12354).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 12360). (p. 12360).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 sexies (nouveau)** (Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma) (p. 12378). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12384). (p. 12386). - **Articles additionnels après l'article 33 septies (suite)** (p. 12398, 12399). (p. 12399).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12789, 12790). (p. 12794). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12907). (p. 12912). (p. 12913). (p. 12913). (p. 12913). (p. 12913). (p. 12914). (p. 12914). (p. 12915). (p. 12915). (p. 12915). (p. 12916). (p. 12916). (p. 12916). (p. 12917). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12918).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13124, 13125).

DELATTRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 19 février 2015.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Membre suppléant du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Ile-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Comment garantir la soutenabilité financière du fonds CMU ? [n° 484 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 622 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) : comment investir dans la sécurité sanitaire de nos concitoyens ? [n° 625 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 128 (2015-2016)] pour 2016 [n° 139 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Santé [n° 164 tome 3 annexe 28 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rétablir un pluralisme équilibré dans l'expression politique des médias [n° 207 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Culture - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des

finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale et de M. Sylvain Bergamini, chef de section au bureau des exonérations de la fiscalité directe des entreprises.

Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société d'avocats Taj et Mme Lucille Chabanel, avocat associée.

Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Denis Randet, délégué général, Alain Quevreur, chef du département Europe, et Pierre Bitard, conseiller du délégué général, de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).

Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Serge Weinberg, président directeur général, Mme Catherine Henton, directrice fiscale, et M. Marc Bonnefoi, directeur de la recherche en France, du groupe Sanofi.

Audition de MM. Laurent Gouzènes, président du comité financement et développement de l'innovation et Patrick Schmitt, directeur recherche, innovation et nouvelles technologies du MEDEF.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Marko Erman, directeur technique en charge de la recherche et de l'innovation du groupe Thales.

Audition de M. Michel Clément, conseiller maître à la Cour des comptes.

Audition de MM. Pierre Pelouzet, médiateur national interentreprises, Nicolas Mohr et Philippe Berna.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Evolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse School of Economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Didier Roux, directeur de la recherche, du développement et de l'innovation de Saint-Gobain.

Audition de M. Loïc Rivière, délégué général de l'AFDEL, de M. Stéphane Lacrampe, président d'OBEO et de Mme Diane Dufoix, responsable senior des affaires publiques de l'AFDEL.

Audition de Mme Laure Reinhart, directrice des partenariats et écosystèmes - innovation de Bpifrance.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

(*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du lundi 4 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Jean-François Minster, directeur scientifique de Total.

Audition de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques.

Table ronde de syndicats de chercheurs.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics.

Audition de M. François Soulmagnon, directeur général des affaires fiscales de l'association française des entreprises privées (AFEP) et de Mme Amina Tarmil, directrice adjointe des affaires fiscales de l'AFEP.

Audition de M. Patrick Suet, secrétaire général de la Société générale.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Philippe Baptiste, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique ».

Audition de M. Vincent Drezet, secrétaire général du syndicat « Solidaire finances publiques ».

Table ronde d'économistes.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'Etat.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des finances*) : Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 60, 61). (p. 68, 69).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1421, 1422).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2552, 2553).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3057, 3058).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3299).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (*art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession*) (p. 3599).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre*) (p. 3687). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 3689, 3690). (p. 3690). - **Article 23 quater** (*art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire*) (p. 3698). - **Article 24** (*art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire*) (p. 3709). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3815). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3820).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (*art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3917).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6546, 6547).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article liminaire** (*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014*) (p. 7469).

- **Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8022, 8023).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10165, 10166).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10559, 10560).

Première partie :

- (9 novembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2014*) (p. 10585). (p. 10585, 10586).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 5** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015*) (p. 10596). (p. 10596). - **Article 6** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie 2015*) (p. 10597).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Plafond d'exonération de la CSG et de cotisations sociales sur les indemnités de rupture du contrat de travail et de cessation forcée d'activité des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 ter du code général des impôts*) (p. 10613). - **Article 8** (*art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S*) (p. 10616).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10640).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 21** (*art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans*) (p. 10734). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 10736, 10737). - **Article 26 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 10756). - **Article 27 et annexe C** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016*) (p. 10758). - **Article 28 et annexe C** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV) ; fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse*) (p. 10760). - **Article 30 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B*) (p. 10766).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 34** (*Objectif de dépenses de la branche famille*) (p. 10773). - **Article 36** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2016*) (p. 10774). - **Article 38** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2016*) (p. 10783).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article 49** (*art. L. 133-4, L. 138-10, L. 162-1-14-2, L. 162-5-17, L. 162-16-6, L. 162-17-5, L. 162-22, L. 162-22-17, L. 162-22-18, L. 162-22-19, L. 162-22-20, L. 162-23 [nouveau], L. 162-23-1 [nouveau], L. 162-23-2 [nouveau], L. 162-23-3 [nouveau], L. 162-23-4 [nouveau], L. 162-23-5 [nouveau], L. 162-23-6 [nouveau], L. 162-23-7 [nouveau], L. 162-23-8 [nouveau], L. 162-23-9 [nouveau], L. 162-23-10 [nouveau], L. 162-23-11 [nouveau], L. 162-23-12 [nouveau], L. 162-23-13 [nouveau], L. 162-23-14 [nouveau], L. 162-23-15 [nouveau], L. 162-26, L. 162-27, L. 174-2-1, L. 174-15 et L. 753-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 6145-1 et L. 6145 du code de la santé publique - Réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation*) (p. 10887). (p. 10888). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10895). - **Article 54** (*Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2016*) (p. 10900). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016*) (p. 10903).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11096, 11098).

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11224). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11232). (p. 11233). (p. 11233). (p. 11233). (p. 11237). (p. 11238). (p. 11239). (p. 11240). (p. 11246). (p. 11255).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11335, 11336). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11342, 11343). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11385). (p. 11386). (p. 11386). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11429).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code

général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11593, 11594). (p. 11602, 11603).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11782).

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12022, 12023).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12033, 12034). (p. 12038). (p. 12039). - **Article additionnel après l'article 62 quinquies** (p. 12041).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12366). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12383). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12411). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12429). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12433).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12471). (p. 12472). (p. 12473). (p. 12473). (p. 12474). (p. 12474). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12480). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12492).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12813). (p. 12813). (p. 12816). (p. 12817). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12825). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12832, 12833).

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
NI, puis UDI-UC

Election le 6 septembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 14 septembre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 7 octobre 2015.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 29 septembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Politique des territoires [n° 164 tome 3 annexe 22 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural** [n° 62 (2015-2016)] - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9828, 9829) - **Article 3** (*Signataires des contrats territoriaux*) (p. 9845) (p. 9845).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles** [n° 138 (2015-2016)] - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (*Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 11019).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12120, 12121).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) - rapporteur spécial (p. 12137).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 19 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Droit des entreprises : enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté [n° 395 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 492 (2014-2015)] visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 117 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Juridictions administratives et juridictions financières [n° 170 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence

Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat - 4e paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions

administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 87).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 171). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - *Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 218, 219).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la planification régionale en matière de déchets*) (p. 256). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDDT) à visée prescriptive*) (p. 269, 270). (p. 276, 277). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - *Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements*) (p. 337).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 443).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 880, 881).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1052, 1054). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6214-3 du code général des collectivités territoriales - *Transfert à la collectivité de la compétence en matière de réglementation économique des véhicules terrestres à moteur*

(p. 1059). (p. 1060). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1061). (p. 1064). - **Article 6** (art. L.O. 6214-4 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de l'équivalence entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy en matière de prélèvements sociaux*) (p. 1068). (p. 1069). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-24 du code général des collectivités territoriales - *Suppression d'un rapport spécial du président du conseil territorial relatif à la situation de la collectivité*) (p. 1070).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5117, 5119).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5292, 5293).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - *Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 5387).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5451). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 [abrogé], L. 5314-3 [abrogé], L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L.2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - *Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales*) (p. 5512). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale*) (p. 5537). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - *Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre*) (p. 5552, 5553). (p. 5554).

- **Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7792, 7793).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9813, 9814).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10441).

- Rapporteur - **Article 1er (Sanction du bénéficiaire des dons)** (p. 10446).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12115, 12116).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13104, 13105).

DELGA (Carole)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie, de l'industrie et du
numérique, chargée du commerce, de
l'artisanat, de la consommation et de
l'économie sociale et solidaire
(jusqu'au 16 juin 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le projet de campus régional d'apprentissage Nice-Côte d'Azur** - (20 janvier 2015) (p. 424, 425).

- **Question orale sans débat sur les conséquences des travaux de désamiantage des navires dans notre pays** - (20 janvier 2015) (p. 426).

- **Question orale sans débat sur les demandes de permis de recherche d'hydrocarbures dans l'Essonne** - (20 janvier 2015) (p. 427).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3719). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3723). (p. 3724). (p. 3725). (p. 3725). (p. 3727). (p. 3727). (p. 3728). (p. 3729). (p. 3730). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3731). (p. 3732). (p. 3733). (p. 3733, 3734). (p. 3735). - **Article additionnel après l'article 25 bis A** (p. 3737). - **Article 25 bis C (supprimé)** (art. L. 131-16 du code du sport - Conséquences financières des modifications des règlements des fédérations sportives) (p. 3739). - **Article 25 bis E** (art. 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Mise en concurrence obligatoire des syndicats ayant été désignés deux fois consécutivement) (p. 3739, 3740). - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3741).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à

l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3928). (p. 3928). (p. 3929, 3930). (p. 3930). (p. 3931). (p. 3931). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3933, 3934). (p. 3935). (p. 3935). (p. 3937). (p. 3938). (p. 3938).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4322). (p. 4322). (p. 4323). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 4325, 4326). - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination de BPI-Groupe) (p. 4327). - **Article 53 quater (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de la concession du marché d'intérêt national Paris-Rungis) (p. 4328). - **Article additionnel après l'article 53 quater** (p. 4328). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 4329). (p. 4331). - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Possibilité de favoriser l'ouverture au public des données des éco-organismes sur la composition des déchets) (p. 4332). - **Article 54 bis** (art. 266 quinquies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4334). (p. 4335). - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 4336). (p. 4337). - **Article 54 quater (supprimé)** (art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4338). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4342). - **Article 55** (art. L. 123-28-1 et L. 123-28-2 [nouveaux] du code de commerce - Allègement des obligations comptables des microentreprises sans salarié en situation de cessation totale et temporaire d'activité) (p. 4344). (p. 4344). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4348, 4349). (p. 4353). - **Article 55 bis** (art. L. 441-6-1 du code de commerce - Simplification de l'obligation de publication d'informations sur les délais de paiement par les sociétés dont les comptes sont certifiés) (p. 4355). - **Article 55 ter** (p. 4356, 4357). - **Article 56** (art. L. 145-10, L. 145-12, L. 145-17, L. 145-18, L. 145-19, L. 145-47, L. 145-49 et L. 145-55 du code de commerce - Systématisation de la possibilité de recourir à la lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le statut des baux commerciaux) (p. 4358). (p. 4358, 4359).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4585). (p. 4585). (p. 4586). (p. 4587). (p. 4588). (p. 4588, 4589). (p. 4590). (p. 4590, 4591). (p. 4591, 4592). (p. 4592, 4593).

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 675 (2013-2014)] autorisant la ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales [n° 334 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 562 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [n° 602 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? [n° 22 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 166 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet « KANT » de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « L'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 27, 28).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime des retraites - Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail - CARSAT** - (19 mars 2015) (p. 2815).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3077, 3078).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier*) (p. 3726, 3727). - **Article 25 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Réduction à un mois du délai de présentation par le réservataire d'un candidat à l'occupation d'un logement social*) (p. 3738).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Harmonisation des seuils de recours à un architecte pour les exploitations agricoles*) (p. 3810, 3811).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 octies A (nouveau)** (art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - *Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet*) (p. 3887, 3888).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - *Dérogation au repos*

dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4203). (p. 4212).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4825, 4826).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5158, 5159).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5866, 5867).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 5935, 5936). (p. 5955). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5984).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 6055, 6056).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Question orale sans débat sur les frais abusifs pratiqués par certaines banques sur les comptes de leurs clients défunts** - (23 juin 2015) (p. 6622). (p. 6623).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7364, 7365). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4121-4 et L. 4124-1 du code de la défense - *Dispositions diverses de coordination avec le statut des associations professionnelles nationales de militaires, APNM*) (p. 7380, 7381). - **Article 7** (art. L. 4126-1 à L. 4126-10 [nouveaux] du code de la défense - *Régime des associations professionnelles nationales de militaires, APNM*) (p. 7382). - **Article 9** (p. 7411, 7412).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7500, 7501).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8920, 8921).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites et pensions de réversion** - (29 octobre 2015) (p. 10181).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces**

aériennes au-dessus du territoire syrien - (25 novembre 2015)
(p. 11637, 11639).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 348 (2014-2015)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 467 (2014-2015)] (27 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 12 (2015-2016)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 103 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11758, 11759). (p. 11766, 11767).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 134 tome 6 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Examen des articles [n° 134 tome 7 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 134 tome 8 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6311).

- Corapporteur - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6337, 6338).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6410). (p. 6411). (p. 6411). (p. 6413). (p. 6414). (p. 6423). (p. 6424, 6425). (p. 6427). (p. 6428). - **Article 9** (*art. L. 1111-6 du code de la santé*

publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6430). (p. 6431). (p. 6432).

- Corapporteur (p. 6433).

- Corapporteur - **Article 10** (*art. L. 1111-12 du code de la santé publique - Hiérarchie des modes d'expression de la volonté du patient hors d'état de l'exprimer*) (p. 6434, 6435). (p. 6435). -

Article 11 (*art. L. 1110-5-1 nouveau, L. 1111-13, L. 1541-2 et L. 1541-3 du code de la santé publique - Coordination*) (p. 6436). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6436). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6437). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6438).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8824, 8825). - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8836).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10169).

- Corapporteur - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 10212). (p. 10213, 10214). (p. 10215). (p. 10215). (p. 10215). (p. 10217). - **Article 9** (*art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance*) (p. 10219). (p. 10220). - **Article 14** (*Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs*) (p. 10221). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10222, 10223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 10557, 10559).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (4 juin 2015).

Rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Rapport [n° 370 tome 1 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Travaux de la commission [n° 370 tome 2 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 370 tome 3 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 479 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - Rapport [n° 541 tome 1 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 541 tome 2 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Rapport [n° 653 tome 1 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 653 tome 2 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 111 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 209 (2015-2016)] de modernisation de notre système de santé [n° 233 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

(*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) :

Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Désignation d'un vice-président et échange de vues sur les travaux de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la santé.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 449). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 457).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (*art. 370 du code civil - Réforme des règles de révocabilité de l'adoption simple*) (p. 965).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1028, 1029).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19 bis** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique*) (p. 1773).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2107, 2108). (p. 2108).

- **Question orale sans débat sur la taxe foncière des commerces inoccupés** - (24 mars 2015) (p. 2859). (p. 2860).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - corapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3135, 3137). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3169, 3170). - **Question préalable** (p. 3175).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 13 bis** (*art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3565).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3881). (p. 3882). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3885). - **Article 33 octies A (nouveau)** (*art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet*) (p. 3887). (p. 3889). - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 3889). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3891). - **Article 34** (*art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3912). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3926). (p. 3928). (p. 3928). (p. 3930). (p. 3931). (p. 3931). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3933). (p. 3933). (p. 3935). (p. 3935). (p. 3936, 3937). (p. 3937). (p. 3938). (p. 3938). - **Articles additionnels après l'article 34 (suite)** (p. 3945). - **Article 34 bis A (nouveau)** (*art. L. 131-1 du code des assurances - Possibilité pour un contrat d'assurance vie de prévoir le règlement des sommes dues sous forme de parts de fonds commun de placement à risque*) (p. 3945). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3947). (p. 3948). - **Article 34 bis B (nouveau)** (*art. L. 213-14 du code monétaire et financier - Restriction aux personnes physiques de l'interdiction pour les dirigeants d'une association de détenir des obligations émises par celle-ci*) (p. 3948). (p. 3949). - **Article 34 bis C (nouveau)** (*art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur*) (p. 3950). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 214-34, L. 214-36 et L. 214-51 du code monétaire et financier - extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier*) (p. 3951). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 3952). (p. 3954). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 163 bis G et 154 quinquies du code général des impôts - Aménagement du cadre fiscal applicable aux bons de souscription de part de créateur d'entreprise, BSPCE*) (p. 3955, 3956). (p. 3957). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3960). (p. 3966). (p. 3971).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (*art. 231 ter du code général des impôts et L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération pour certains locaux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, de commerce ou de stockage et de redevance sur la création de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage perçues en Île-de-France*) (p. 3986). (p. 3987). - **Article 35 bis B (supprimé)** (*Demande de rapport sur le calcul de la TVA sur les services en ligne*) (p. 3988). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3988). (p. 3989, 3990). - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Réduction de dix à sept ans du délai pendant lequel les remboursements d'apports donnent lieu à*

reprise de l'avantage fiscal « ISF-PME » ou « Madelin » (p. 3993). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3994). (p. 3996). - **Article 35 ter A** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des conditions relatives à la détention des titres pour les dispositifs « ISF-PME » et « Madelin ») (p. 3998). (p. 3999). - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4000, 4001). (p. 4002). (p. 4003). - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4005). (p. 4006). (p. 4008). (p. 4009, 4010). (p. 4011). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4013). (p. 4014). (p. 4016). - **Article additionnel après l'article 35 ter C** (p. 4017). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexes A [nouveau], 1655 sexes B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 4021). (p. 4024). (p. 4024). (p. 4025). (p. 4026). (p. 4026). - **Article 35 quinquies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Renforcement de la présence des salariés au sein du conseil de surveillance des FCPE) (p. 4027). - **Article 35 sexes (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Extension des conditions que les sociétés de gestion des fonds communs de placement d'entreprise doivent respecter dans l'achat ou la vente des titres ainsi que dans l'exercice des droits qui leur sont attachés) (p. 4028). - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4029). (p. 4031). - **Article 35 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 135-3 et section 2 du chapitre VII du code de la sécurité sociale - Suppression de la contribution sur les abondements des employeurs au plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4031). - **Article additionnel après l'article 35 octies** (p. 4032). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4034). (p. 4040). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4043, 4044). (p. 4045, 4046). - **Articles additionnels après l'article 35 nonies** (p. 4047). (p. 4048). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4051). - **Article additionnel après l'article 35 decies** (p. 4052). - **Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge) (p. 4053). (p. 4053). - **Article additionnel après l'article 35 undecies** (p. 4054). - **Article 35 duodecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-6 du code du travail - Possibilité pour l'employeur d'abonder le PERCO même en l'absence de contribution du salarié) (p. 4055). (p. 4055). - **Article additionnel après l'article 35 duodecies** (p. 4056). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3314-9 et L. 3324-10 du code du travail - Harmonisation de la date de versement des primes d'intéressement et de participation) (p. 4056). (p. 4057). - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3322-9 du code du travail - Négociation obligatoire d'un régime de participation par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017) (p. 4057). - **Article 36 ter (nouveau)** (art. L. 3312-2, L. 3312-8 et L. 3312-9 [nouveau] du code du travail - Négociation obligatoire d'un régime d'intéressement par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017) (p. 4058, 4059). (p. 4059). - **Article 36 quater (nouveau)** (art. L. 3322-3 du

code du travail - Suspension pendant trois ans de l'obligation de conclure un accord de participation pour les entreprises bénéficiant d'un accord d'intéressement et franchissant le seuil de cinquante salariés) (p. 4059). (p. 4060). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - Modalités de mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise selon les règles en vigueur en matière de participation) (p. 4060). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 4060). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier) (p. 4061). (p. 4063). - **Article additionnel après l'article 37 bis A** (p. 4064). (p. 4064). (p. 4065). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3333-7 du code du travail - Amélioration de la gouvernance des plans d'épargne interentreprises) (p. 4065). (p. 4065, 4066). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-2 du code du travail - Assouplissement des règles relatives à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4066). (p. 4067). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-10 et L. 3334-8 du code du travail - Alimentation du plan d'épargne pour la retraite collectif et du plan d'épargne d'entreprise par des jours de repos non pris par le salarié) (p. 4067). - **Article 39 bis** (art. L. 3341-6 du code du travail - Contenu du livret d'épargne salariale et communication aux représentants du personnel) (p. 4067, 4068). (p. 4068). - **Article 39 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3341-7 du code du travail - Communication au salarié quittant l'entreprise sur les dispositifs d'épargne salariale) (p. 4069).

- Rapporteur - **Article 39 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3346-1 du code du travail - Avis obligatoire du COPIESAS sur tout projet de loi ou d'ordonnance de déblocage de l'épargne salariale) (p. 4069).

- Corapporteur - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité pour les salariés de demander la renégociation d'un accord d'intéressement proposé par l'employeur et ratifié par référendum) (p. 4069, 4070). (p. 4070). - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 4078). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4086). (p. 4090). - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 4149).

- Suite de la discussion (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4181). (p. 4187).

- Rapporteur (p. 4190).

- Corapporteur - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4198). (p. 4207). (p. 4213). (p. 4213, 4214). (p. 4215). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4216). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4221, 4222). (p. 4224). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4226, 4227). (p. 4229). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4231). (p. 4232). (p. 4232). (p. 4233). (p. 4233). (p. 4233, 4234). (p. 4234). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4236). (p. 4241). (p. 4243, 4245). (p. 4246). (p. 4247, 4248). (p. 4248, 4249). (p. 4250). (p. 4251). (p. 4251). - **Article 77 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 4253). (p. 4254). (p. 4254). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du

travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4256). (p. 4258). - **Article 79 (priorité)** (art. L. 3132-25-6 du code du travail - Dérégulation au repos dominical dans les gares) (p. 4259). (p. 4260). (p. 4260). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4262). (p. 4269, 4270). (p. 4272). (p. 4273). (p. 4276). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4276). (p. 4278, 4279). (p. 4280, 4281). - **Article 80 bis A (priorité)** (p. 4282). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4285). (p. 4289). (p. 4291). (p. 4291). (p. 4292). - **Article additionnel après l'article 81 (priorité)** (p. 4292). - **Article 81 bis (priorité)** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-29 du code du travail - Révision des arrêtés préfectoraux de fermeture des commerces) (p. 4293). (p. 4293, 4294). (p. 4294). - **Article 81 ter (priorité) (supprimé)** (art. L. 3132-27-2 [nouveau] du code du travail - Concertation locale sur le travail dominical) (p. 4295). - **Article 82 (priorité)** (Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4296). (p. 4297). (p. 4297). (p. 4297, 4298). - **Article additionnel après l'article 82 (priorité)** (p. 4298).

- Suite de la discussion (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4405). - **Article 64 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Rapport annuel d'information sur les « retraites chapeau ») (p. 4411). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4421). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4436).

- Suite de la discussion (6 mai 2015) - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 4507). (p. 4507). (p. 4508). (p. 4508). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4510). (p. 4510, 4511). (p. 4511). (p. 4511). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4513). (p. 4514). (p. 4514). - **Article additionnel après l'article 85 bis** (p. 4516). - **Article 86 (Texte non modifié par la commission)** (art. 155 B du code général des impôts - Réforme du régime des impatriés) (p. 4519). (p. 4519). - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4520, 4521). (p. 4522). (p. 4523). - **Articles additionnels après l'article 86 ter** (p. 4527). (p. 4528). - **Article 87 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code du travail - Aménagement des seuils sociaux) (p. 4529). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4532). (p. 4533). (p. 4533, 4534).

- Suite de la discussion (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4611). (p. 4611, 4612). (p. 4612). (p. 4613). (p. 4614). (p. 4614, 4615). (p. 4615). (p. 4616, 4617). (p. 4617). (p. 4618). (p. 4618). - **Article 87 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2312-5, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2327-7 et L. 2632-1 du code du travail - Transfert au juge judiciaire de la compétence de l'autorité administrative en matière préélectorale) (p. 4619). (p. 4619). - **Articles additionnels après l'article 88** (p. 4620). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4621). (p. 4622, 4623). (p. 4626). - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-6 du code du travail - Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4629). (p. 4631). - **Article 93** (art. L. 5212-7-1 [nouveau] du code du travail - Prise en compte des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4632). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4634). (p. 4635). - **Article additionnel après**

l'article 93 bis (p. 4636). - **Articles additionnels après l'article 94** (p. 4637). (p. 4637). (p. 4638). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4640). (p. 4641). (p. 4642). (p. 4643). (p. 4644). (p. 4645). (p. 4645). - **Articles additionnels après l'article 94 bis** (p. 4646). (p. 4647). (p. 4648). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4651). (p. 4651). (p. 4652). (p. 4652). (p. 4653). (p. 4653). (p. 4654). (p. 4654). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4655). (p. 4655). (p. 4656). (p. 4656). (p. 4657). (p. 4657). - **Article 96 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1331-1 à L. 1331-3 [nouveaux] du code des transports - Adaptation de dispositions relatives à la lutte contre la concurrence sociale déloyale au secteur des transports) (p. 4658, 4659). (p. 4659). - **Article additionnel après l'article 96 bis** (p. 4660). - **Article 97** (art. L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics) (p. 4661). (p. 4661). - **Article additionnel après l'article 97** (p. 4662). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4665, 4666). - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4670).

- Suite de la discussion (11 mai 2015) (p. 4685). (p. 4686). - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4689). (p. 4689). (p. 4690). (p. 4690). - **Article 98 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 du code du travail - Périmètre d'application des critères relatifs à l'ordre des licenciements dans un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 4692). (p. 4692). - **Articles additionnels après l'article 98** (p. 4694). - **Article 99 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-53 du code du travail - Correction d'une erreur matérielle) (p. 4696). - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et L. 1233-4-1 du code du travail - Aménagement des règles relatives aux offres de reclassement à l'étranger) (p. 4698). (p. 4699). (p. 4699). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4700). (p. 4703). (p. 4705). (p. 4707). (p. 4709). (p. 4710). - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-16 du code du travail - Neutralisation des conséquences d'une annulation d'une décision de validation ou d'homologation d'un plan de sauvegarde de l'emploi pour défaut de motivation) (p. 4712). (p. 4713). (p. 4713, 4714). - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 4716, 4717). - **Article 103** (art. L. 1233-66 du code du travail - Proposition de contrat de sécurisation professionnelle dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 4717). (p. 4719). - **Articles additionnels après l'article 103** (p. 4719). (p. 4720). (p. 4721). (p. 4721, 4722). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4726). - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4727). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4731). (p. 4731). - **Article 104 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des articles 98 à 103 du projet de loi) (p. 4732). (p. 4733). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4733). (p. 4734). (p. 4735). (p. 4736). (p. 4737). (p. 4737). (p. 4738). (p. 4738). (p. 4739). (p. 4739). (p. 4739). (p. 4740). (p. 4740, 4741).

- Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 6628, 6630).

- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)] - (30 juin 2015) - Discussion générale (p. 7010, 7011).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - corapporteur de la commission spéciale - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 7118). - **Article 34 bis AA** (art. 150-0 A du code général des impôts - Abattement exceptionnel sur les cessions de titres en cas de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 7118). (p. 7119). - **Article 34 bis AB** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'application du dispositif Dutreil) (p. 7119). - **Article 34 bis AC** (art. 787 B du code général des impôts - Possibilité pour les sociétés interposées de bénéficier de l'engagement collectif réputé acquis dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7120). - **Article 34 bis AD** (art. 787 B du code général des impôts - Simplification des obligations déclaratives dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7121). (p. 7122). - **Article 34 bis AE** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement du dispositif « Dutreil » en cas d'apport de titres) (p. 7123). - **Article 34 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code des assurances - Règlement d'un contrat d'assurance-vie par la remise de titres non négociables) (p. 7124). - **Article 34 bis C** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur) (p. 7124). - **Article 34 ter** (art. L. 315-2 du code de la construction - Utilisation d'un plan d'épargne logement (PEL) pour l'achat de meubles meublants) (p. 7125). - **Article 35 ter B** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafond du dispositif « ISF-PME ») (p. 7126). (p. 7126). - **Article 35 ter C** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 7127). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexes A [nouveau], 1655 sexes B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 7130). - **Article 35 nonies** (art. L. 135-3 et L. 137-3 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 7130). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 7131). - **Article 40 ter** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 7133). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7161, 7162). (p. 7162). (p. 7163). (p. 7164). - **Article 77** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 7164). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7165). (p. 7168). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7170, 7171). (p. 7171). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 7181). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7182, 7183). - **Article 86 bis A** (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie) (p. 7185). - **Article 86 quater** (commission chargée de la réforme et de la simplification du code du travail) (p. 7187). - **Article 87 A** (suppression maintenue) (art. L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, L. 2312-4, L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code

du travail - Passage de onze à vingt-et-un salariés du seuil de mise en place des délégués du personnel et exonération des effets de seuil pendant trois ans pour les entreprises en croissance) (p. 7188, 7189). - **Article 87 B (suppression maintenue)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8, L. 2313-13, L. 2313-16, L. 2322-1, L. 2322-2, L. 2322-3, L. 2322-4, L. 4611-1, L. 4611-2, L. 4611-3, L. 4611-4, L. 4611-5 et L. 4611-6 du code du travail - Passage de cinquante à cent salariés du seuil de mise en place des délégués syndicaux, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 7190). (p. 7190, 7191). - **Article 87 C (suppression maintenue)** (Fusion du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein d'une instance unique de représentation) (p. 7191). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7193). (p. 7195). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 7198, 7199). - **Article 97 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8224-3, L. 8234-1, L. 8256-3, L. 8272-2 et L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et mesures diverses relatives à la lutte contre le travail illégal) (p. 7202). - **Article 97 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 7203). - **Article 98 A** (art. L. 5125-1, L. 5125-2, L. 5125-4, L. 5125-5, L. 5125-6 et L. 5125-8 [nouveau] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 7205). - **Article 98 B** (art. L. 1221-2 et L. 1236-9 [nouveau] du code du travail - Contrat de projet) (p. 7206). - **Article 103 ter** (art. L. 1233-3 du code du travail - Motif économique du licenciement) (p. 7207). - **Article 104 bis (Texte non modifié par la commission)** (Congé de cinq jours pour les étudiants salariés préparant un examen) (p. 7208).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8130, 8131).

- Corapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8162, 8163). (p. 8165, 8166). - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 8176). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8177, 8178). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé en milieu scolaire) (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8181). (p. 8182). (p. 8182). (p. 8183). (p. 8184). (p. 8185). (p. 8185). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 831-1 du code de l'éducation - Contribution des services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé à l'accès aux soins de premier recours) (p. 8186).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 2 bis B (supprimé)** (art. L. 5314-2 du code du travail - Reconnaissance du rôle de prévention, d'éducation et d'orientation des missions locales en matière de santé) (p. 8210). - **Article 2 bis** (art. L. 1111-5 et L. 1111-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Extension de la dérogation à l'obligation de recueil du consentement parental pour les actes de prévention et de soins réalisés par les sages-femmes et les infirmiers) (p. 8211). (p. 8212). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 8213). - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes)

(p. 8214). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 8215, 8216). (p. 8216). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8218). (p. 8219). (p. 8220). - **Article 4** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8238). (p. 8239). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8241). (p. 8241). (p. 8242). (p. 8244). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8261, 8262). (p. 8264). (p. 8265). (p. 8266). (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8270). (p. 8271). (p. 8272). (p. 8273). (p. 8273). (p. 8274). (p. 8275). (p. 8276). (p. 8276, 8277). (p. 8277). (p. 8278). (p. 8279). - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8280). (p. 8280). (p. 8281). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre le surpoids) (p. 8282). (p. 8283). - **Article 5 quater** (art. L. 3232-9 [nouveau] du code de la santé publique - Prévention de l'anorexie mentale) (p. 8284). (p. 8284). (p. 8285). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 8285). - **Article 5 quinques A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8286, 8287). - **Article 5 quinques C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8288). - **Article 5 quinques D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle) (p. 8292, 8293). - **Article 5 quinques E** (Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage) (p. 8296).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Chapitre Ier bis** (p. 8308). - **Article 5 quinques** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8310). (p. 8310). - **Article 5 sexes A (supprimé)** (art. L. 3511-2-5 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des cigarettes à capsules à la date de promulgation de la loi) (p. 8312). - **Article 5 sexes** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8315). (p. 8317). (p. 8319). - **Article additionnel après l'article 5 sexes** (p. 8321). - **Article 5 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3511-2-1 du code de la santé publique - Preuve de la majorité pour l'achat de tabac) (p. 8323). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8325). (p. 8325). (p. 8327). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8330). - **Article 5 sexdecies** (art. L. 3512-4 du code de la santé publique - Habilitation des polices municipales à contrôler les infractions relatives au tabac) (p. 8336). (p. 8336). (p. 8336). - **Article additionnel après l'article 5 sexdecies** (p. 8336). - **Article 5 septdecies (supprimé)** (art. 414 du code des douanes - Renforcement des sanctions infligées en cas de contrebande de tabac) (p. 8337). - **Article 5 octodécies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac) (p. 8338). - **Article additionnel après l'article 5 octodécies** (p. 8338). - **Articles additionnels après l'article 5 novodécies** (p. 8339). - **Article 5 vicies (supprimé)** (art. 575 E ter [nouveau] du code général des impôts - Assujettissement des fournisseurs et des fabricants de

tabac à une contribution sur le chiffre d'affaires) (p. 3840). - **Article 5 unviés (supprimé)** (art. 1810 du code général des impôts - Renforcement de la sanction prévue en cas de détention frauduleuse de tabac) (p. 3841). - **Article 5 duoviciés (supprimé)** (Rapport sur les effets du paquet neutre) (p. 3841). - **Articles additionnels après l'article 5 duoviciés** (p. 3842). (p. 3842). (p. 8343). (p. 8344). (p. 8344). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8384).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8416). (p. 8418). (p. 8418). (p. 8419). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8451).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8522). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8558). - **Article 20 bis (supprimé)** (Information du patient sur l'origine des dispositifs médicaux orthodontiques et prothétiques) (p. 8596). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8598). (p. 8598). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8599). (p. 8600).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8767, 8768). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 8792). (p. 8792).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8807). (p. 8813). (p. 8817). (p. 8817). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 8818, 8819). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8820, 8821). (p. 8822). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8824). (p. 8826). (p. 8827). - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 5132-10 [nouveau] du code de la santé publique - Lutte contre la résistance aux antibiotiques) (p. 8829). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 8831). (p. 8833). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Logiciels d'aide à la prescription médicale et d'aide à la dispensation officinale) (p. 8833, 8834). - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8834). (p. 8835). - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé) (p. 8838). (p. 8838). (p. 8839). (p. 8840). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8841). (p. 8842). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-1 du code de la santé publique - Aménagement de l'interdiction des tubulures comportant du diphtalate) (p. 8842, 8843). (p. 8843). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8884).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 A (supprimé)** (art. L. 1110-8 et L. 1111-2 du code de la santé publique - Information du patient sur ses possibilités de prise en charge en ambulatoire ou à domicile) (p. 8929). - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8930). (p. 8931). - **Article 43** (art. L. 1142-22, L. 1222-5, L. 1313-4, L. 1413-8, L. 1417-6, L. 1418-3, L. 3135-2, L. 5322-1 et L. 6113-10-1 du code de la santé publique - Représentation des usagers au sein des agences sanitaires) (p. 8932, 8933). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique -

Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé (p. 8936). (p. 8936). (p. 8937). (p. 8938). (p. 8938, 8939). (p. 8939). (p. 8939). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1451-1 et L. 1451-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale - *Rôle des agences sanitaires en matière de liens d'intérêt*) (p. 8941). (p. 8942). - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 8943). (p. 8944). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - *Droit d'alerte auprès de la Haute autorité de santé des associations d'usagers du système de santé*) (p. 8945). (p. 8945). - **Articles additionnels après l'article 43 quater** (p. 8947). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé*) (p. 8948). (p. 8950). (p. 8950). (p. 8951). (p. 8952). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - *Action de groupe dans le domaine de la santé*) (p. 8955). (p. 8957). (p. 8959). (p. 8963, 8964). (p. 8965). (p. 8966). (p. 8968, 8969). (p. 8970). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8972). (p. 8973). (p. 8974). - **Article 45 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-1 et L. 221-3-1-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Maîtrise du risque contentieux par la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8975). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - *Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer*) (p. 8977, 8978). (p. 8984). (p. 8987). (p. 8988). (p. 8989).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - *Renforcement du consentement présumé au don d'organes*) (p. 9006). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Réforme de l'accès aux données de santé*) (p. 9047, 9048). (p. 9049). (p. 9050). (p. 9051). (p. 9052). (p. 9054). (p. 9055). (p. 9056). (p. 9057). (p. 9058). (p. 9058). (p. 9058). (p. 9059). (p. 9071). (p. 9071, 9072). (p. 9072). (p. 9072). (p. 9073). (p. 9075). (p. 9075). (p. 9076). (p. 9076). (p. 9077). (p. 9077). (p. 9078).

- Corapporteur (p. 9079). (p. 9079). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9080). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9096). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 9129).

- **Question orale sans débat sur les difficultés entre collectivités locales et Eco-DDS** - (13 octobre 2015) (p. 9480). (p. 9481).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité

sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 9534).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2015) - **Article 13** (art. L. 731-15, L. 731-16 et L. 731-22-1 du code rural et de la pêche maritime - *Régime des options des non-salariés agricoles pour le lissage de leurs revenus professionnels*) (p. 10649). (p. 10649). (p. 10649).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - *Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES*) (p. 10688). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10711). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10719).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10772). (p. 10772). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article 39 ter (nouveau)** (*Résiliation des contrats en cours des bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé*) (p. 10834). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Contrats de coopération pour les soins visuels*) (p. 10841). (p. 10843). (p. 10844). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10850). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10856). (p. 10857). (p. 10858, 10859). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 162-17-3, L. 165-3 et L. 165-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Régulation des dépenses*) (p. 10862). (p. 10863). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10876). (p. 10877). (p. 10877). (p. 10877).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - corapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 13069).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13171, 13172).

DEROMEDI (Jacky)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série 2)*
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-présidente le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité) : Constitution.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (commission des lois) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission des lois) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (commission des lois) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (commission des lois) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (délégation aux entreprises) : Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 janvier 2015) (p. 1045). (p. 1072).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2889, 2891).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3407). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3408). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3437). (p. 3439). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3468). (p. 3469). (p. 3470). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnisations reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3480). (p. 3482).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 3512). (p. 3512).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3588). (p. 3589). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3592). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3627). (p. 3628). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3651). (p. 3653).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 631-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Allègement de la procédure de changement d'usage en faveur des Français de l'étranger disposant d'un logement unique en France) (p. 3715). (p. 3716).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3885). (p. 3885).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6498, 6499).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6740). - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, , L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6764). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6764). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6777). (p. 6778). (p. 6778). (p. 6779).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8316). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8331).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11 quater A** (art. L. 1338-1 à L. 1338-4 [nouveaux] du code de la santé publique Lutte contre les espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine) (p. 8469). (p. 8469). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8470). (p. 8471). (p. 8472).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négociier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8533). (p. 8533). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8540). (p. 8541). (p. 8542). (p. 8543). (p. 8545). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 8546, 8547). (p. 8547). (p. 8547). (p. 8547). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8549). (p. 8549). - **Article 14** (art. L. 1431-2 et L. 6327-1, L. 6327-2 et L. 6327-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Appui aux professionnels pour la coordination des parcours complexes) (p. 8551). (p. 8551). - **Article 17 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2311-5 du code de la santé publique - Élargissement des missions des centres de planification et d'éducation familiale à la prévention des maladies transmises par voie sexuelle) (p. 8560). (p. 8560). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8592). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8595). (p. 8595). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8600). (p. 8600). (p. 8600). (p. 8600). (p. 8601).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4,

L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8681). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8697). (p. 8698). - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8724). (p. 8725). (p. 8725). (p. 8726). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8734). (p. 8735). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8735). (p. 8736). (p. 8737). - **Article 30 quinquies** (art. L. 4321-1 et L. 4323-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Clarification des dispositions relatives à la profession de masseur-kinésithérapeute) (p. 8748). (p. 8749). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8749, 8750). (p. 8750). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8774). (p. 8774). (p. 8775). (p. 8777). (p. 8778). (p. 8778). (p. 8778).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8810, 8811). (p. 8812, 8813). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8827). (p. 8828).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9415).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10392).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10517, 10518). (p. 10518). (p. 10518). (p. 10518). (p. 10519). (p. 10519).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10674). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10680, 10681). (p. 10689). (p. 10690).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11041, 11042).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11175).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11275). (p. 11276).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) (p. 11307). (p. 11308). - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L.6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11320, 11321). (p. 11324). - **Article 7 bis, (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11359). (p. 11360). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11370). (p. 11370).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des Français à l'étranger** - (26 novembre 2015) (p. 11705). (p. 11706).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11713, 11715).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12102). (p. 12107).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12375). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12380). (p. 12381). (p. 12381). (p. 12382). - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12389, 12390). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12409, 12410). - **Article 39**

(art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12428). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12434). (p. 12434).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 quindecies** (p. 12483). (p. 12484). (p. 12484). (p. 12485). (p. 12485). (p. 12485). (p. 12486). (p. 12486, 12487). (p. 12487). (p. 12487). (p. 12487). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 12497). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12526, 12527). (p. 12527, 12528).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12588).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 16 duodecies** (p. 12874). (p. 12875). (p. 12877). - **Article 19** (art. 1653 F (nouveau) du code général des impôts et art. L. 59, L. 59 D (nouveau), L. 60, L. 113 et L. 136 A (nouveau) du livre des procédures fiscales - Création d'un comité consultatif pour le crédit d'impôt pour dépenses de recherche et le crédit d'impôt d'innovation) (p. 12881). (p. 12882). (p. 12882). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12883). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12892).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13179, 13180).

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis présidente le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 1er novembre 2015.

Membre titulaire du collège du Comité consultatif des jeux et de la Commission consultative des jeux de cercle et de casinos le 3 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [**n° 231 (2014-2015)**] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [**n° 247 (2014-2015)**] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [**n° 393 (2014-2015)**] (7 avril 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la CE Autorités administratives indépendantes, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] - Un État dans l'État : canaliser la prolifération des autorités administratives indépendantes pour mieux les contrôler (rapport) [n° 126 tome 1 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la CE Autorités administratives indépendantes, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] - Un État dans l'État : canaliser la prolifération des autorités administratives indépendantes pour mieux les contrôler (compte rendu des commissions) [n° 126 tome 2 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 164 tome 3 vol. 2 annexe 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 225 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 226 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Didier Houssin, président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Michel Valdiguié, président de la Commission nationale d'aménagement commercial et vice-président de la Commission nationale d'aménagement cinématographique.

Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie.

Audition de MM. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bertrand Schneider, président de la commission des participations et des transferts.

Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Marc Dandelot, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Audition de M. Thierry Le Roy, président du conseil supérieur de l'Agence France-press.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

(*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de Mme Marie-Eve Aubin, présidente de la commission des sondages.

Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Audition de Mme Monique Liebert-Champagne, présidente de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Tanneguy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéfices agricoles.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Gérard Rameix, président, et de M. Benoît de Juvigny, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP).

Audition de M. Victor Haïm, président, et de M. Eric Girard-Reydet, secrétaire général, de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public.

Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER).

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Denis Prieur, président du comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN).

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARCEP).

Audition de Mme Christine Lazerges, présidente, et M. Michel Forst, secrétaire général, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 29 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Edouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Audition de Mme Laurence Engel, médiateur du livre.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Jean-Marie Delarue, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS).

Audition de M. Laurent Leveneur, président du bureau central des tarifications (BCT).

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Jean-François Mary, président de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP).

Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président, M. Dominique Maigne, directeur, et Mme Véronique Chenail, secrétaire générale, de la Haute autorité de santé.

Audition de Mme Jeanne Seyvet, médiateur du cinéma.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. François Logerot, président, et de M. Régis Lambert, secrétaire général de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale relative à l'élection du président de la République.

(*commission des finances*): Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Audition de M. Christian Noyer, président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques (HCFP).

Audition de Mme Christine Thin, présidente du commissariat aux comptes (H3C).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*): Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*): Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1384, 1385).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1418). (p. 1422, 1423). (p. 1424).

- **Question orale sans débat sur la gestation pour autrui** - (17 février 2015) (p. 1826, 1827). (p. 1827).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2256, 2258).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 64** (p. 4411). (p. 4411).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives des locaux professionnels** - (9 juin 2015) (p. 6139). (p. 6140).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6187).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8826).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11464). (p. 11466).

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12001, 12003).

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
ECOLO, puis Écologiste

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 317 (2013-2014)] autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 250 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Recherche, sciences et techniques - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 81 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

(*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission

« Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 382). - **Article 13** (*art. L. 4421-1, L. 4222-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1 et L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales et art. L. 380 du code électoral - Ajustements au statut de la collectivité territoriale de Corse*) (p. 385).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 623).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 825). - **Article 28** (*art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme*) (p. 827). (p. 828). (p. 829). - **Article 28 bis (nouveau)** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme*) (p. 831, 832). (p. 832). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 838). (p. 838). (p. 840). (p. 841). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 849). (p. 849). (p. 850). (p. 850). (p. 850, 851). - **Article 35** (*Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels*) (p. 853). (p. 853). (p. 854).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1189, 1192).

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1253, 1254).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1263, 1264). (p. 1264).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1271).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 kWh d'énergie primaire*) (p. 1493). - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1495, 1496). (p. 1503).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 7 bis** (*art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel*) (p. 1614). - **Article 11** (*art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants*) (p. 1683). (p. 1683). (p. 1684). - **Article 12** (*Objectifs de réduction de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution*) (p. 1685). (p. 1687). - **Article 12 ter (nouveau)** (p. 1690). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1692). (p. 1693). (p. 1693). (p. 1694). - **Article 13 ter** (*art. L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de déplacements d'entreprises rendus*

obligatoires) (p. 1696). (p. 1697). - **Article 14** (art. L. 1231-15 du code des transports, art. L. 173-1 du code de la voirie routière - Encouragement au covoiturage - Habilitation à procéder par voie d'ordonnance pour étendre la possibilité de recourir à des servitudes d'utilité publique pour la réalisation de réseaux de transport) (p. 1699). (p. 1699). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les émissions de particules fines dans le secteur des transports) (p. 1706). - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Extension de l'usage des servitudes de marchepied) (p. 1710). (p. 1711). - **Article additionnel après l'article 16 quinquies** (p. 1712). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1714). (p. 1715). (p. 1715). (p. 1717). - **Article 18** (art. L. 221-2, L. 222-4, L. 222-5, L. 222-6 et L. 572-2 du code de l'environnement, art. L. 1214-7 et L. 1214-8-1 du code des transports, art. L. 123-1-9 et L. 123-12-1 du code de l'urbanisme et art. L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Simplification et renforcement des outils de planification territoriale pour la qualité de l'air) (p. 1719). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1720). (p. 1721). (p. 1721). - **Article 18 bis** (art. 4 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 1722, 1723). (p. 1724, 1725).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1919). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1926).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 2113). (p. 2114).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2427, 2428).

- **Questions cibles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2504). (p. 2505).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2574). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population) (p. 2609). (p. 2609). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 2611). (p. 2611). - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2629). - **Article 19** (art. L. 113-1, L. 113-1-1 [nouveau] et L. 113-1-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droit des personnes âgées en perte d'autonomie à un accompagnement et à une information adaptés) (p. 2642). (p. 2643). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux) (p. 2647). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 2653). - **Article 28 bis** (art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français) (p. 2657). - **Articles additionnels après l'article 28 quater** (p. 2659). (p. 2660). (p. 2660, 2661).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2673). (p. 2674). (p. 2675). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2677). (p. 2677). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 2701, 2702). (p. 2702). (p. 2703). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Définition

de la notion de proche aidant) (p. 2703, 2704). (p. 2704). (p. 2704). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2705, 2706). (p. 2706). (p. 2707). (p. 2708). - **Article 37 (supprimé)** (Expérimentation du baluchonnage) (p. 2712). (p. 2714). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1 à L. 1271-3 du code du travail, art. L. 133-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 2718). (p. 2719). (p. 2719, 2720). (p. 2721). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2727). (p. 2728). - **Article 44** (art. L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles - Développement des groupements de coopération sociale ou médico-sociale) (p. 2734). (p. 2735).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2790). (p. 2791).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2799). (p. 2801). (p. 2802). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 2802). - **Article 61** (Entrée en vigueur de l'article 14) (p. 2832). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2838, 2839).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 3009, 3010).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3045, 3046).

- **Rapporteur - Article 1er** (art. L. 3431-1 à L. 3431-8 et art. L. 3432-1 à L. 3432-4 nouveaux du code de la santé publique - Autorisation encadrée de l'usage de cannabis) (p. 3048).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3060, 3062). (p. 3067).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3144, 3146).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206, 3207). - **Article 1er ter (supprimé)** (art. L. 317-9 [nouveau] du code de la route - Équipement des autocars en éthylotests anti-démarrage) (p. 3207, 3208). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3210). (p. 3212). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3240). (p. 3246). (p. 3251, 3252). (p. 3257). (p. 3261). (p. 3261).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 3281). - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la**

commission (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3283). (p. 3284). (p. 3287). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3290, 3291).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la spéculation sur la faim** - (9 avril 2015) (p. 3308).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chancés économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (9 avril 2015) - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3327). (p. 3328). - **Article 4 bis (supprimé)** (*Différenciation des tarifs de péage autoroutier en faveur des véhicules sobres ou utilisés en covoiturage*) (p. 3331). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3335). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3345). (p. 3354). - **Article 5 bis A (supprimé)** (*Réservation de voies de circulation aux transports en commun, taxis, véhicules sobres, véhicules de services d'autopartage ou utilisés en covoiturage*) (p. 3356, 3357). - **Article 7** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité*) (p. 3364). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 3369). - **Article 8 quinquiés** (art. L. 213-2 du code de la route - Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève) (p. 3371, 3372). (p. 3374). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3376).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3398). (p. 3405). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3412, 3413). (p. 3414). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3437, 3438). (p. 3440). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3443). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3446). (p. 3451). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3459, 3460). (p. 3466). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3471, 3472). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3480, 3481). (p. 3481). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3485).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3510). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Comptes bancaires inactifs) (p. 3514). (p. 3516). - **Article 11 septies (supprimé)** (art. 3 de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Assurance-vie en déshérence) (p. 3516). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 3516, 3517). (p. 3517). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des

officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3531, 3532). (p. 3537). (p. 3548). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Juridiction dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3554). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3563, 3564). (p. 3570).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3587, 3588). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3605). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3628). (p. 3628). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. I bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3632). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 3637). (p. 3637). - **Article 21** (*Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable*) (p. 3642, 3643). - **Demande de priorité** (p. 3645). (p. 3647).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - Extension de l'expérimentation d'un certificat de projet) (p. 3784). (p. 3784). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3784). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3787). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3789). - **Article 28** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement*) (p. 3791). (p. 3793). - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3808, 3809). - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3849). (p. 3851, 3852).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3864). (p. 3865). (p. 3866). - **Article 34 bis B (nouveau)** (art. L. 213-14 du code monétaire et financier - Restriction aux personnes physiques de l'interdiction pour les dirigeants d'une association de détenir des obligations émises par celle-ci) (p. 3949). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3961). (p. 3969, 3970).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3990). - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4030). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier) (p. 4061). (p. 4063, 4064). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 4071). (p. 4072). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4072, 4073). (p. 4073). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4086, 4087). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4121). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'État ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4125). (p. 4127). (p. 4128). (p. 4128). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4142, 4143). - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 4149).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4179, 4180). (p. 4182, 4183). (p. 4189). (p. 4192). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4197, 4198). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4226). (p. 4228). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4235, 4236). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4256). (p. 4257). - **Article 79 (priorité)** (art. L. 3132-25-6 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les gares) (p. 4259). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4262). (p. 4263). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4285). - **Article 82 (priorité)** (Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4298).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 52** (p. 4325). (p. 4326). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 4329). (p. 4330). (p. 4330). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code

de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4400). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 581-7 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades situés hors agglomération) (p. 4404). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Coordination de références) (p. 4407). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4422). (p. 4422). (p. 4423, 4424).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 70 A** (p. 4460, 4461). (p. 4461). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4488). (p. 4493). (p. 4495). (p. 4496). (p. 4497). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4535).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-6 du code du travail - Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4629). - **Article 93** (art. L. 5212-7-1 [nouveau] du code du travail - Prise en compte des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4632). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4634). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4666, 4667). - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4669).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) (p. 4687). - **Articles additionnels après l'article 98** (p. 4695). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4700). (p. 4702). (p. 4703, 4704). (p. 4706, 4707). (p. 4708). - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-16 du code du travail - Neutralisation des conséquences d'une annulation d'une décision de validation ou d'homologation d'un plan de sauvegarde de l'emploi pour défaut de motivation) (p. 4712). (p. 4713). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4754).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4819, 4820).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 2 (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie)** (p. 5124, 5125).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5133, 5134).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septedecies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier

du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5816).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6367).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6456, 6457). - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration) (p. 6462). - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - Mode d'élection des membres du conseil d'administration) (p. 6464).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6558).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6800). (p. 6803). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6807). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6818).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6849, 6850). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5134-25-1, L. 5134-69-1 et L. 5134-70-1 du code du travail - Accès des seniors aux contrats aidés) (p. 6857). (p. 6857). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-15, L. 322-35 et L. 322-38 du code du travail applicable à Mayotte - Accès des seniors aux contrats aidés à Mayotte) (p. 6858). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6862). (p. 6863). - **Article 23 decies (supprimé)** (Demande de rapport sur les transitions professionnelles liées à la transition énergétique) (p. 6874). (p. 6875). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6883, 6884). (p. 6884).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7001, 7002).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7018, 7019). - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7028). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7052). (p. 7052). (p. 7052, 7053). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 7079). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 7087). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7089).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) (p. 7102). - **Article 33 septies DA** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Définition des points atypiques en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques) (p. 7108). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7137). (p. 7140, 7141). - **Article 58 quater** (art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication des comptes pour les petites entreprises et pour les sociétés coopératives agricoles) (p. 7154). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7165). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7170). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7176). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7182). (p. 7184). - **Article 86 bis A** (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie) (p. 7185). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7192). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 7199). - **Article 97 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8224-3, L. 8234-1, L. 8256-3, L. 8272-2 et L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et mesures diverses relatives à la lutte contre le travail illégal) (p. 7202). - **Article 98 A** (art. L. 5125-1, L. 5125-2, L. 5125-4, L. 5125-5, L. 5125-6 et L. 5125-8 [nouveau] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 7204). - **Article 98 B** (art. L. 1221-2 et L. 1236-9 [nouveau] du code du travail - Contrat de projet) (p. 7206). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7214).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7914, 7915). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 23-111-1, L. 23-112-1 à L. 23-112-6, L. 23-113-1 et L. 23-113-2, L. 23-114-1 à L. 23-114-4 et L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1, L. 243-10-1 et L. 2622-3 [nouveaux] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 7924, 7925). - **Article 8 A** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 7928). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 7934). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4, L. 4624-5 [nouveau], L. 4162-3 et L. 4641-1 à L. 4641-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 461-2 et L. 461-6 du code de la sécurité sociale - Clarification des procédures en matière de santé au travail et reconnaissance du Conseil d'orientation des

conditions de travail) (p. 7955). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code de travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 7958). - **Article 23** **decies A** (Possibilité pour l'ensemble des agents en charge de la lutte contre le travail illégal d'échanger des informations avec les bureaux de liaison en matière de contrôle des fraudes au détachement de travailleurs) (p. 7965, 7966). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 7972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7972, 7973).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8367). (p. 8368). (p. 8368, 8369). (p. 8369). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 8374). (p. 8375). - **Article 7** (art. L. 3121-1, L. 3121-2-2 [nouveau], L. 6211-3 et L. 6211-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Tests rapides d'orientation diagnostique et autotests) (p. 8376). (p. 8376). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8381).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 21 quater** (p. 8604). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 8606). (p. 8606). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé) (p. 8612). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 8614). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveau], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8623). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8624). (p. 8625). (p. 8625). (p. 8626). (p. 8626). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8627). (p. 8628).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9538). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9554). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9622). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la proposition de loi) (p. 9635). (p. 9635).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10029, 10030). - **Article 15 bis A** (art. L. 631-13 à L. 631-16 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles art. L. 631-15 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 7232-1-2 et L. 7232-4 du code du travail - Statut des résidences-services) (p. 10048). - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail, art. 15, 17, 19-1 et 19-2 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie - Réforme de l'allocation

personnalisée d'autonomie) (p. 10059). (p. 10060). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10098). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10112, 10113). (p. 10113). (p. 10115). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10147).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10574).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10598). (p. 10601). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10608). (p. 10609). (p. 10610). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10614). (p. 10617).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 241-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 130 de la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 et art 34 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Conséquences sur les allègements généraux du non-respect de l'obligation de négociation annuelle obligatoire) (p. 10667). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10709). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10719, 10720). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10734).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 10773). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777). - **Article 37** (Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA et à la branche maladie du régime général) (p. 10782).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861 3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10832). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10840, 10841). (p. 10844). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10853). (p. 10855). (p. 10855). (p. 10855). -

Articles additionnels après l'article 46 (p. 10865). (p. 10867). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10870, 10871). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10878). (p. 10878). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10901). (p. 10901, 10902). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016*) (p. 10905). - **Article 56** (*Prévisions des charges du Fonds de solidarité vieillesse en 2016*) (p. 10907, 10908). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 10912, 10913). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 10915).

- *Nouvelle lecture* [n° 190 (2015-2016)] - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11685).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Politique des territoires

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

- (2 décembre 2015) (p. 12139).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12142, 12143).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12158).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement** - *Commission mixte paritaire* [n° 211 (2015-2016)] - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13007, 13008).

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant une formation complémentaire obligatoire après l'obtention du permis de conduire [n° 78 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité - Société - Transports**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - Défense - Société - Éducation.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 avril 2015) - **Article 12** (*art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques*) (p. 3546). - **Article 13 bis** (*art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3566). (p. 3566). (p. 3567). (p. 3568).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 3889). (p. 3889).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 5** (*art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets*) (p. 5417, 5418).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quinquies E** (*Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage*) (p. 8296, 8297).

- **Question orale sans débat sur l'installation illégale des gens du voyage sur des terrains publics ou privés** - (27 octobre 2015) (p. 9944). (p. 9945).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11270).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12612, 12613).

[n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2069, 2070). (p. 2076).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2226, 2228). (p. 2237, 2238).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2402, 2404). (p. 2413, 2415). (p. 2416). (p. 2416, 2417). (p. 2417). (p. 2418). (p. 2419).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3025, 3028). (p. 3031). (p. 3031). (p. 3031, 3032). (p. 3032).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** -

DÉSIR (Harlem)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1198, 1200). (p. 1211, 1212). (p. 1213). (p. 1213, 1214). (p. 1214). (p. 1214, 1215). (p. 1215, 1216). (p. 1216). (p. 1216). (p. 1217).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** - *Nouvelle lecture*

(7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4552, 4553). (p. 4563, 4564).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6284, 6286). (p. 6297, 6299). (p. 6300, 6301). (p. 6301). (p. 6302). (p. 6302). (p. 6303). (p. 6303). (p. 6304). (p. 6304, 6305). (p. 6305). (p. 6306). (p. 6306, 6307). (p. 6307). (p. 6308).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7711, 7712). (p. 7722, 7723).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8701, 8702).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8706, 8708). (p. 8718, 8720).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8913, 8914). (p. 8925, 8926).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil de sécurité de l'ONU** - (1er octobre 2015) (p. 9062).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut d'économie de marché de la Chine** - (1er octobre 2015) (p. 9063, 9064).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention de la France en Syrie** - (1er octobre 2015) (p. 9065).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9509, 9511). (p. 9523, 9526). (p. 9526, 9527). (p. 9527). (p. 9527, 9528). (p. 9528). (p. 9529). (p. 9529, 9530). (p. 9530). (p. 9531). (p. 9531, 9532).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'afflux de migrants dans les Alpes-Maritimes** - (27 octobre 2015) (p. 9943).

- **Question orale sans débat sur l'installation illégale des gens du voyage sur des terrains publics ou privés** - (27 octobre 2015) (p. 9944, 9945).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de police à Hendaye** - (27 octobre 2015) (p. 9945, 9946).

- **Question orale sans débat sur la modification du bénéficiaire de l'aide au logement temporaire** - (27 octobre 2015) (p. 9946, 9947).

- **Question orale sans débat sur le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales et les territoires ruraux de montagne** - (27 octobre 2015) (p. 9947, 9948).

- **Question orale sans débat sur la diminution des crédits relatifs aux enseignements artistiques** - (27 octobre 2015) (p. 9948, 9949).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (12 novembre 2015) (p. 10706).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 11123, 11125).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (10 décembre 2015) (p. 12709, 12710).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les données des dossiers passagers (PNR européen)** - (10 décembre 2015) (p. 12712).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des négociations sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (10 décembre 2015) (p. 12716).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet France-Océanie** - (10 décembre 2015) (p. 12719).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13098, 13100). (p. 13107, 13109). (p. 13110). (p. 13110). (p. 13111). (p. 13111). (p. 13111, 13112). (p. 13112). (p. 13113). (p. 13113). (p. 13114). (p. 13114).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil du service militaire adapté ; nouvelle nomination le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Modernisation du droit de l'outre-mer - Audition de Mme Georges Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 382).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1452, 1453).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 4368). (p. 4369). (p. 4370). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Faculté pour les administrations financières dans les départements d'outre-mer d'attester de la capacité d'une entreprise à obtenir un marché public, pour les dispenser de fournir des attestations fiscales et sociales*) (p. 4370).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture** [n° 478 (2014-2015)] - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6243, 6244).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer** [n° 523 (2014-2015)] - (26 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6939, 6940). (p. 6940).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (1er octobre 2015) - **Article 56 bis (supprimé)** (*Présence de données relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local*) (p. 9124, 9125).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France** [n° 717 (2014-2015)] - (7 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 9249).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie** [n° 136 (2015-2016)] - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11039, 11040).

- **Question orale sans débat sur l'impact du changement climatique outre-mer** - (1er décembre 2015) - en remplacement de M. Jacques Gillot (p. 11991). (p. 11992).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12276, 12277).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12436). (p. 12437). (p. 12437).

DÉTRAIKNE (Yves)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 8 juillet 2015.

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi visant à renforcer la protection des chemins ruraux [n° 317 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 390 (2014-2015)] relative au parrainage républicain [n° 442 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 661 (2014-2015)] relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 121 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 170 tome 9 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (commission des lois) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (commission des lois) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (commission des lois) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en

matière de voies rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Communication.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de

Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 74).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 136, 137).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 238). (p. 247, 248). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 292).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 477).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 566).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 644, 645).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la trésorerie de Mourmelon-le-Grand** - (3 février 2015) (p. 1108). (p. 1109).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1882).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2509, 2510).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2516).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er avril 2015) (p. 2984).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2995).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3211). (p. 3213).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3621). (p. 3621). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3625). (p. 3626).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3777). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3816). (p. 3817). (p. 3818). (p. 3819). - **Article 33 quinquiés** (art. L. 34-8-1-1 [nouveau], L. 33-1 et L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Mise en œuvre de l'itinérance métropolitaine) (p. 3836).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4402).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5183, 5184). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5190, 5191).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5194, 5195).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5861, 5862).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi n° 85-528 du 15 mai 1985 sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation** - (23 juin 2015) (p. 6611, 6612). (p. 6612).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales** - *Nouvelle*

lecture [n° 578 (2014-2015)] - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7267, 7268).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne** - *Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]* - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8105, 8106).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé** - *Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]* - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9804, 9805).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9995, 9996).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10244, 10245).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre 1er du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10333). (p. 10334). (p. 10336). (p. 10337). (p. 10338). (p. 10339). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10340). (p. 10341). (p. 10341). - **Article 2** (art. L. 123-3 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un service d'accès unique du justiciable) (p. 10342). (p. 10342). (p. 10343). - **Intitulé du titre II** (p. 10344). - **Article 3** (Conciliation préalable à la saisine de la juridiction de proximité ou du tribunal d'instance) (p. 10345). (p. 10346). (p. 10347). - **Article 4** (Ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. L. 211-4, L. 771-3, L. 771-3-1 et L. 771-3-3 [nouveau] du code de justice administrative - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 10348). - **Article 5** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative) (p. 10349). (p. 10351). (p. 10351). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10351, 10352). - **Article 6** (art. 2044, 2047, 2052, 2053 à 2058 du code civil - Clarification des règles applicables à la transaction) (p. 10352). (p. 10352). - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10356, 10357). (p. 10359). (p. 10361). (p. 10361). (p. 10362). (p. 10362). - **Article 9** (art. L. 211-3 du code de l'organisation judiciaire - Transfert de la réparation des dommages corporels aux tribunaux de grande instance) (p. 10363). - **Article 10** (art. 45, 521, 523 et 529-7 du code de procédure pénale, art. L. 211-1, L. 211-9-1 [nouveau], L. 212-6, L. 221-1, sous-section 4 de la section 1 du chapitre 1er du titre II et section 2 du chapitre II du titre II du code de l'organisation judiciaire et art. 1er de la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 - Transfert des audiences du tribunal de police au tribunal de grande instance et régime juridique de certaines contraventions de la cinquième classe) (p. 10364). (p. 10365). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10367). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10368). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 123-4 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 10369). (p. 10371). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des

assurances - *Contraventionnalisation de certains délits routiers*) (p. 10377). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10379, 10380). (p. 10381). (p. 10382, 10383). (p. 10383). (p. 10384). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1007 et 1008 du code civil - *Simplification des règles successorales applicables au légataire universel désigné par testament olographe ou mystique, en l'absence d'héritiers réservataires*) (p. 10385). (p. 10386). - **Article 17** (art. 461, 462, 515-3, 515-3-1, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - *Transfert de l'enregistrement des Pacs aux officiers de l'état civil*) (p. 10387). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10390). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - *Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil*) (p. 10393). (p. 10395). (p. 10395). (p. 10395). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10396). (p. 10397). (p. 10398). - **Article 19** (*Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun*) (p. 10399). (p. 10401). (p. 10401). (p. 10402).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10435).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 20 (texte non modifié par la commission)** (*Objet de l'action de groupe*) (p. 10447). (p. 10448). (p. 10448). (p. 10449). - **Article 21 (Qualité à agir)** (p. 10450). (p. 10450). (p. 10451). (p. 10452). (p. 10452). (p. 10453). (p. 10454). - **Article 22 (Introduction de l'instance et mise en demeure préalable)** (p. 10455). (p. 10456). (p. 10456). - **Article 24 (Jugement sur la responsabilité et définition du groupe des victimes)** (p. 10457). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures de publicité destinées à faire connaître le jugement aux membres du groupe des victimes*) (p. 10458). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10460). - **Division additionnelle avant l'article 32** (p. 10460). - **Article 35 (Suspension de la prescription pendant le cours d'une action de groupe)** (p. 10461). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (*Substitution au demandeur défaillant*) (p. 10462). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10462). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - *Reprise du socle commun dans le code de justice administrative*) (p. 10466). (p. 10466). (p. 10467). (p. 10467). (p. 10467). (p. 10468). (p. 10468). (p. 10468). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Action de groupe en matière de discrimination*) (p. 10469, 10470). (p. 10470). (p. 10472). (p. 10473). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - *Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé*) (p. 10478). (p. 10479). (p. 10481). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10483). (p. 10484). - **Division additionnelle avant l'article 45 bis** (p. 10485). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-3 du code de justice administrative - *Régime juridique de l'action de groupe « discrimination » contre un employeur public*) (p. 10486). (p. 10486). (p. 10486). (p. 10487). - **Article 46** (*Non application du titre aux actions de groupe déjà existantes - Non application de la nouvelle procédure d'action de groupe aux manquements antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 10488). - **Article 47 A (nouveau)** (art. L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12 et L. 713-17 du code de commerce - *Électorat et éligibilité des ressortissants du répertoire des métiers aux fonctions de délégué consulaire et de juge de tribunal de commerce*) (p. 10490). - **Article 47** (art. L. 721-3,

L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - *Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans*) (p. 10492). (p. 10492). (p. 10493). (p. 10493). (p. 10494). (p. 10494, 10495). (p. 10496). (p. 10496). (p. 10496). (p. 10497). (p. 10497). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 10498). - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 10498). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-3, L. 811-10, L. 811-12, L. 811-15-1 [nouveau], L. 812-1, L. 812-2, L. 812-8, L. 812-9, L. 814-3, L. 814-9, L. 814-15 et L. 814-16 [nouveaux] et L. 958-1 du code de commerce - *Conditions d'exercice, contrôle et discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires*) (p. 10500). (p. 10501). - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4, L. 526-1, L. 526-2, L. 526-3, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-9, L. 611-13, L. 611-14, L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 622-24, L. 626-3, L. 626-12, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 631-19, L. 632-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 645-1, L. 645-3, L. 645-8, L. 645-9, L. 645-11, L. 653-1, L. 653-8, L. 661-6, L. 662-7, L. 662-8, L. 663-2, L. 670-6, L. 910-1, L. 916-2 [nouveau], L. 950-1 et L. 956-10 [nouveau] du code de commerce, art. L. 351-6 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 3253-17 du code du travail - *Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté*) (p. 10505, 10506). (p. 10506). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10509). (p. 10509). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10510). (p. 10510). (p. 10511). (p. 10513). (p. 10514). - **Article 52 (Habilitation à prendre par ordonnance diverses dispositions relevant du domaine de la loi)** (p. 10516). (p. 10516). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10518). (p. 10518). (p. 10519). (p. 10519). - **Article 53 (Dispositions relatives à l'outre-mer)** (p. 10522). (p. 10522). (p. 10523). (p. 10523). (p. 10524). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 10524). - **Article 54 (Dispositions transitoires)** (p. 10526). (p. 10527). (p. 10527). (p. 10527). (p. 10527). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10528).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 3** (*Application dans les îles Wallis et Futuna*) (p. 11058).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - *Réforme de l'aide juridictionnelle*) (p. 11302). (p. 11304). (p. 11305).

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11709, 11710). - **État B** (p. 11722).

DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-présidente du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 113 (2015-2016)] permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 212 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition commune de M. Luc Barret, directeur général adjoint et médecin-conseil national, de Mme Christelle Gastaldi-Ménager, responsable adjointe du département études sur les pathologies et les patients, de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et de M. Fabrice Henry, président de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (UNOCAM).

Audition commune de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), de M. Olivier Toche, chef de service, et Mme Béatrice Legrand-Jung, sous-directrice des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail à la Direction générale du travail.

Audition du professeur Michel Aubier, chef du service de pneumologie à l'hôpital Bichat, représentant l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Van de Maele, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de l'établissement public de Paris-Saclay.

Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 96). (p. 99).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1178, 1179).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1365, 1366).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1580).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 1614). - **Article 9 B** (Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre) (p. 1634). (p. 1639). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1640). (p. 1642). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1656). (p. 1659). - **Article 9 bis A** (art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés) (p. 1664). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1679). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1681). (p. 1681). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1688, 1689). (p. 1690). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1714). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1728).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1738). (p. 1740). (p. 1740). (p. 1745). (p. 1745). (p. 1746). (p. 1750). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1760, 1761). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage) (p. 1779). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 1781, 1782). - **Article 19 septies** (Harmonisation sur le territoire national des règles de collecte séparée des emballages et papiers) (p. 1784). - **Article 21 bis B** (art. L. 541-10-3 du code de l'environnement - Élargissement de la REP textile) (p. 1795, 1796). - **Article 22** (art. L. 541-21-2, L. 541-33 et L. 541-39 [abrogé] du code de l'environnement - Institution d'une obligation de tri des déchets de bois) (p. 1799). (p. 1800).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 decies** (p. 1840).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2262, 2263).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3194). (p. 3198). (p. 3201). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3219, 3220). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3229). (p. 3243).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 3279). (p. 3281). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3289). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les conséquences du développement du transport par autocar pour les usagers) (p. 3301). - **Article 3 quater B (supprimé)** (Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire) (p. 3301, 3302). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3333, 3334). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3337, 3338). (p. 3339, 3340). (p. 3340). (p. 3342). (p. 3343). (p. 3345). (p. 3345). (p. 3346). (p. 3347, 3348). (p. 3348). (p. 3348, 3349). (p. 3350). (p. 3350, 3351). (p. 3351). (p. 3351, 3352). (p. 3354). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3354, 3355). (p. 3355). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes) (p. 3358). (p. 3361, 3362).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3414). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme) (p. 3441). (p. 3442). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3446, 3447). (p. 3450). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence

dans le domaine du commerce de détail) (p. 3467, 3468). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3483, 3484). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3485).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3510). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Comptes bancaires inactifs) (p. 3513, 3514). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 3517). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Règlementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3547, 3548). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3557). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3560).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3781). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3821).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Drogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4223). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Drogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4228). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4231). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4238). - **Article 77 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 4254). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4255). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4264). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4285). - **Article 81 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-29 du code du travail - Révision des arrêtés préfectoraux de fermeture des commerces) (p. 4293).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4500). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 4507). (p. 4508). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4509).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4618). - **Articles additionnels après l'article 88** (p. 4620). - **Article 93** (art. L. 5212-7-1 [nouveau] du code du travail - Prise en compte des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4631, 4632). (p. 4632). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4635). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4651). (p. 4654). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4655). (p. 4655). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4663).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5068). - **Article 16** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 121-13, L. 264-10, L. 312-8-1 [nouveau], L. 313-1-1, L. 313-9, L. 348-1, L. 348-2, L. 348-3, L. 348-4, L. 541-1, L. 541-2, L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 5071).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5415). - **Article 5 bis** (art. L. 541-10 et art. L. 541-15-2 (nouveau) du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 5419). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5436).

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi visant à répartir les responsabilités et les charges concernant les ouvrages de rétablissement des voies** - (9 juin 2015) (p. 6133). (p. 6134).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6171, 6172).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercity »** - (9 juin 2015) (p. 6178, 6180).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-12, L. 2132-14, L. 2132-15, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 7025). - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7029, 7030). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-10-1, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1 A, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-17-6, L. 122-17-7, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-19-2, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 7040). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des

voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 7042, 7043). (p. 7043).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 35 ter B** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafond du dispositif « ISF-PME ») (p. 7125, 7126). - **Article 35 nonies** (art. L. 135-3 et L. 137-3 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 7130). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français) (p. 7135). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7141). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7171). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7184). - **Article 97 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8224-3, L. 8234-1, L. 8256-3, L. 8272-2 et L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et mesures diverses relatives à la lutte contre le travail illégal) (p. 7202). - **Article 98 B** (art. L. 1221-2 et L. 1236-9 [nouveau] du code du travail - Contrat de projet) (p. 7206).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7443). (p. 7511). - **Article 9 bis AA** (art. L. 122-4 du code de la voirie routière - Différenciation des abonnements proposés par les concessionnaires d'autoroutes pour favoriser les véhicules à très faibles émissions) (p. 7552). - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 220 undecies A [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui mettent à disposition de leurs salariés une flotte de vélos) (p. 7552, 7553). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de l'habitation, art. L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 - Déploiement de bornes de recharge pour les véhicules hybrides ou électriques dans les bâtiments neufs ou existants et les copropriétés) (p. 7555).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7583). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7588). (p. 7590, 7591). (p. 7592). (p. 7594, 7595). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7603, 7604). (p. 7606). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7610). (p. 7611). - **Article 22 ter A** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la consommation - Définition de l'obsolescence programmée) (p. 7619). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-

10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion et réforme de la contribution au service public de l'électricité) (p. 7673, 7674). (p. 7674).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8287, 8288). (p. 8289).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9596, 9597).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la route du littoral à La Réunion** - (20 octobre 2015) (p. 9711, 9712). (p. 9712).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9766, 9767).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9770, 9771).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9834, 9835).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 10038).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10934, 10936).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance) (p. 11049). (p. 11053). - **Article 2** (Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance) (p. 11054, 11055). - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11057, 11058).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11539).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11545, 11546).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12014, 12015).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de**

transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12721, 12722).

- Rapporteur - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux

transports publics de voyageurs) (p. 12741). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12744).

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
UMP-A, puis Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 306 (2014-2015)] (3 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Fonction publique [n° 170 tome 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition

de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2570, 2572).

- Rapporteur pou - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Fonctionnement des résidences-services*) (p. 2628). (p. 2629). - **Article 23** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - *Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs*) (p. 2650). (p. 2651). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 2653). (p. 2653). - **Article 28 bis** (art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - *Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français*) (p. 2656, 2657). (p. 2658).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2680). (p. 2682). - **Article 45** (art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2737). (p. 2738). (p. 2740). (p. 2741). (p. 2741). (p. 2742). (p. 2742). (p. 2743). (p. 2743).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 55** (*Demande d'habilitation pour réformer le contentieux de l'aide sociale*) (p. 2825). - **Article 61 bis (nouveau)** (*Entrée en vigueur de l'article 15*) (p. 2834). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2840).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** -

(29 mai 2015) - **Article 36 ter** (art. 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension de la faculté reconnue aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de créer une commission administrative paritaire commune*) (p. 5712). (p. 5713). (p. 5713).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8100, 8101).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 17** (art. 461, 462, 515-3, 515-3-1, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - *Transfert de l'enregistrement des Pacs aux officiers de l'état civil*) (p. 10387).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 62 (supprimé)** (art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Abaissement du plafond de cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT*) (p. 11671).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12240, 12241).

(p. 944). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels*) (p. 952). (p. 952).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 janvier 2015) (p. 952).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)] (suite)** - (28 janvier 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Contenu du projet pour l'enfant*) (p. 957).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1234, 1236).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (13 février 2015) - **Article 14** (art. L. 1231-15 du code des transports, art. L. 173-1 du code de la voirie routière - *Encouragement au covoiturage - Habilitation à procéder par voie d'ordonnance pour étendre la possibilité de recours à des servitudes d'utilité publique pour la réalisation de réseaux de transport*) (p. 1699). (p. 1700).

- **Question orale sans débat sur l'accessibilité des élèves avec chiens-guides et d'assistance** - (17 février 2015) (p. 1830). (p. 1830).

- **Question orale sans débat sur le décalage entre la perception du revenu et le versement des cotisations au régime social des indépendants** - (17 février 2015) - en remplacement de M. Michel Boutant (p. 1831). (p. 1832).

- **Son éloge funèbre**, prononcé par Gérard Larcher, *président du Sénat* - (14 avril 2015) (p. 3679, 3680).

DILAIN (Claude)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

Décédé le 3 mars 2015.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 687, 688).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale**

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Rapport [n° 653 tome 1 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 653 tome 2 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 209 (2015-2016)] de modernisation de notre système de santé [n° 233 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Audition de Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les réformes et le pilotage des régimes de retraite en Europe.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chêrèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 939, 941). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 950). - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 959).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de l'envolée du franc suisse sur les emprunts contractés par les collectivités et les établissements publics** - (29 janvier 2015) (p. 1037).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1051, 1052).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2289, 2290).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2457).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2476, 2477).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2577, 2578). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2620). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2624). - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2631). (p. 2631).

- **Question orale sans débat sur le certificat médical de non-contre-indication à la pratique sportive** - (7 avril 2015) (p. 3113). (p. 3114).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3879).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stades de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4633).

- **Question orale sans débat sur la diminution des moyens financiers des comités sportifs** - (9 juin 2015) (p. 6131). (p. 6132).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 23 nonies** (p. 6871). (p. 6872). (p. 6873). (p. 6873).

- **Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Article 23 decies A** (Possibilité pour l'ensemble des agents en charge de la lutte contre le travail illégal d'échanger des informations avec les bureaux de liaison en matière de contrôle des fraudes au détachement de travailleurs) (p. 7964, 7965). (p. 7965). (p. 7966).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8131, 8132). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code

de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8149, 8150).

- Corapporteur (p. 8151). (p. 8152). (p. 8156). (p. 8157). (p. 8157). (p. 8159). (p. 8161). (p. 8163). (p. 8164). (p. 8164). (p. 8165). (p. 8167). (p. 8167, 8168). (p. 8168). (p. 8168, 8169). (p. 8169). (p. 8169). (p. 8170). (p. 8170). (p. 8171). (p. 8171). (p. 8171, 8172). (p. 8172). (p. 8172). (p. 8173). - **Article 1er bis** (art. L. 1411-10 [nouveau] du code de la santé publique - Prise en compte des spécificités des outre-mer dans la stratégie nationale de santé) (p. 8174). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 8175).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8347). (p. 8348). (p. 8349). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8368). (p. 8368). (p. 8369). (p. 8369, 8370). (p. 8371). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8372). (p. 8373). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 8374, 8375).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8433). (p. 8434). (p. 8434). (p. 8435). (p. 8436). - **Article 10** (art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 222-1 du code de l'environnement - Information sur la pollution de l'air) (p. 8437). (p. 8438). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8439). (p. 8440). (p. 8440). (p. 8441). (p. 8442). (p. 8443). (p. 8443). (p. 8444). (p. 8444). (p. 8445). (p. 8445, 8446). (p. 8446). (p. 8447). (p. 8447). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8449, 8450). (p. 8450, 8451). (p. 8453). (p. 8453). (p. 8454). (p. 8455). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8456). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 8457). - **Article 11 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-3-1, L. 1313-5 et L. 1313-6-1 du code de la santé publique - Compétence de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail pour l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides) (p. 8458). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8461). - **Article 11 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-4 et L. 1321-7 du code de la santé publique - Rectification dans les dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine) (p. 8461). - **Article 11 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1337-1 A et L. 1337-11 [nouveaux] du code de la santé publique - Sanctions administratives en cas de non-respect des règles sanitaires relatives aux eaux de baignade) (p. 8462). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1311-7 du code de la santé publique - Plans régionaux santé environnement) (p. 8463). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 8463). (p. 8463, 8464). (p. 8464). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 8466). (p. 8466). (p. 8467). - **Article 11 quater A** (art. L. 1338-1 à L. 1338-4 [nouveaux] du code de la santé publique - Lutte contre les espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine) (p. 8468). (p. 8469). (p. 8469). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8470). (p. 8471). (p. 8472). (p. 8473). (p. 8473). (p. 8474). (p. 8474). (p. 8474). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8477). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 8478). - **Article 11 quinquies A (supprimé)** (Rapport sur l'application des règlements européens « cosmétiques », « biocides » et « alimentation ») (p. 8479). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies A** (p. 8479). (p. 8480). - **Article 11 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5232-1 du code de la santé publique - Protection de l'audition des utilisateurs d'appareils portables permettant l'écoute de son par l'intermédiaire d'écouteurs ou d'oreillettes) (p. 8481). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8481). (p. 8482). (p. 8483). (p. 8483).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8519).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8681, 8682). (p. 8682). (p. 8684). (p. 8685). (p. 8687). (p. 8688). (p. 8689). (p. 8690). (p. 8691). (p. 8692). (p. 8693). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8694). (p. 8696). (p. 8697). (p. 8697). (p. 8698). (p. 8699, 8700). (p. 8700). - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8723). (p. 8723). (p. 8724). (p. 8725, 8726). (p. 8727). (p. 8729). (p. 8730). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8777).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8835). (p. 8835).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8989, 8990).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 50 B** (p. 9093, 5094). (p. 9094). (p. 9095). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 9096). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9097). - **Article 51 (Habilitation à simplifier et harmoniser le droit par ordonnance - régime des établissements de santé, pharmacies à usage intérieur, gestion administrative et exercice de certains professionnels, sécurité sanitaire, traitement des données personnelles de santé)** (p. 9099). (p. 9100). (p. 9100). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9101). (p. 9101). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4351-1 du code de la santé publique - Missions des manipulateurs d'électroradiologie médicale) (p. 9103). - **Articles additionnels après l'article 51 quater** (p. 9105). - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création d'un comité consultatif national unique pour l'ensemble des corps hospitaliers de catégorie A) (p. 9105). - **Article 51 septies** (p. 9107). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 du code de la santé publique - Transfert des biens, droits et obligations des unions régionales des professionnels de santé et suppression des fédérations régionales) (p. 9108). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9109). - **Article 52** (art. L. 2223-19, L. 2223-19-1 et L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales et art. L. 3111-4-1 du code de la santé publique - Encadrement de la thanatopraxie) (p. 9111). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 9114). - **Article 53 (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation au droit européen et au droit international)** (p. 9116). - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-3-2 du code de la santé publique - Information des patients sur l'autorisation d'exercer et l'assurance des professionnels de santé) (p. 9118). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231-2 à L. 231-2-3 du code du sport - Assouplissement des règles relatives au certificat médical obligatoire pour l'obtention d'une licence d'une fédération sportive) (p. 9119). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-1 et L. 552-4 du code de l'éducation - Exemption des élèves participant aux associations sportives des établissements scolaires de l'obligation de certification de non contre-indication) (p. 9119). (p. 9120). - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 9121). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à réformer par ordonnance le service de santé des armées et l'institution nationale des Invalides) (p. 9121). - **Article additionnel après l'article 55** (p. 9122). - **Article 56 bis (supprimé)** (Présence de données

relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local) (p. 9124). - **Articles additionnels après l'article 56 bis** (p. 9125). (p. 9126). (p. 9126). (p. 9127). (p. 9127). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 9128). (p. 9129).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9425, 9426). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfant) (p. 9434). (p. 9436). - **Article 1er bis** (art. L. 112-5 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole départemental de coordination des acteurs de la protection de l'enfant) (p. 9438). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfant dans chaque département) (p. 9442).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 4 bis (suppression maintenue)** (art. L. 221-3 du code de l'action sociale et des familles - Validation par l'autorité centrale des demandes de renseignements relatives à un mineur ou à une famille formulée par une autorité étrangère) (p. 9494). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - **Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions** (p. 9506, 9507). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - **Projet pour l'enfant**) (p. 9535). (p. 9539). - **Article 9** (art. L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - **Contenu du rapport de l'ASE et transmission au juge**) (p. 9545). (p. 9545). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2

[nouveau] du code de l'action sociale et des familles - **Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille**) (p. 9560). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9561).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9703, 9704).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12026, 12027). - **État B** (p. 12036).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13013).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - corapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 13068, 13069). - **Question préalable** (p. 13081, 13082).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 16 décembre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile le 20 novembre 2015.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-président le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 581 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France [n° 309 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 366 (2014-2015)] modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 407 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 515 (2014-2015)] (11 juin 2015) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 418 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 683 (2014-2015)] (16 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 651 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 59 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Faire de la délivrance des visas un outil d'attractivité pour la France [n° 127 (2015-2016)] (29 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État [n° 164 tome 3 annexe 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 228 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 231 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la

contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Octroi de mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le

RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Borowski, président, et de M. Sébastien Taupiac, directeur chargé de l'innovation, de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. François Poupard, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Audition de M. Loïc Aubouin, directeur juridique de Bouygues construction.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Luc Derepas, directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile » et Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale (programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), sur l'hébergement d'urgence.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Audition de Mme Catherine Jacquot et de M. Denis Dessus (ordre des architectes).

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Diplomatie fiscale de la France en faveur de ses entreprises - Auditions de Mme Catherine Henton, directeur fiscal de Sanofi-Aventis, MM. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale (DLF) et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Stéphane Saussier, professeur de sciences économiques à l'Institut d'administration des entreprises, Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Audition de Mme Catherine Mayenobe, secrétaire générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Audition de Mme Florence Parly, directrice générale déléguée chargée de la stratégie et des finances de la SNCF.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des finances*) : Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État et Hervé Le Dû, directeur des opérations du service des achats de l'État.

Audition de Mme Virginie Beaumeunier, rapporteure générale de l'Autorité de la concurrence, et de M. David Viros, chef du service du président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Coupepy-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des

organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant (EURODOM), de M. Jean-Bernard Gonthier, président de la chambre d'agriculture de La Réunion, et de Mme Sylvie Le Maire, déléguée générale du syndicat du sucre de La Réunion.

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie

associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 43).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 81, 82).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 147, 148).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 449, 450). (p. 450).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public*) (p. 537). (p. 537). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 543, 544). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles*) (p. 586). (p. 587). (p. 590). (p. 591). (p. 592). (p. 592). (p. 594, 595). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 596). (p. 597).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 768, 769). (p. 772). - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales*) (p. 776). (p. 777). (p. 779). (p. 779). (p. 780). (p. 783). (p. 783). (p. 783). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 784). (p. 784, 785). (p. 786, 787). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 791). (p. 792). (p. 792). (p. 793). (p. 793). (p. 794, 795). (p. 795). (p. 795). (p. 796). (p. 796, 797). (p. 797). (p. 797, 798). (p. 798). (p. 798). (p. 799). (p. 800). (p. 800). (p. 801). - **Article 24 bis (nouveau)** (*Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers*) (p. 802). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - *Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental*) (p. 805). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs

relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Création des maisons de services au public*) (p. 815). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2, L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique*) (p. 819). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - *Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme*) (p. 826, 827). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - *Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme*) (p. 833, 834). - **Article 34** (art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - *Observatoire de la gestion publique locale*) (p. 848). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 858). (p. 858). - **Article 37** (*Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées*) (p. 864). (p. 868). - **Intitulé du projet de loi** (p. 871).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 900).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets*) (p. 1742). (p. 1743). (p. 1744, 1745). (p. 1754). - **Article 19 bis A** (*Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020*) (p. 1758, 1759). - **Article 19 bis C** (*Rapport du Gouvernement sur les enjeux de l'économie circulaire au niveau local*) (p. 1760).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2221, 2222).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2270, 2271).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France [n° 581 (2011-2012)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2782, 2783).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3706). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - *Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire*) (p. 3709). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3735). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - *Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale*) (p. 3744).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4352).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4567, 4569). - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - *Fixation du seuil d'assujettissement à l'octroi de mer*) (p. 4577, 4578). - **Article 5** (art. 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - *Exonération des livraisons à l'exportation*) (p. 4579). (p. 4581). - **Article 6** (art. 5 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - *Suppression de l'exonération de plein droit pour certaines entreprises et fixation*

des modalités de détermination du chiffre d'affaires de référence pour l'établissement du seuil d'assujettissement) (p. 4583). (p. 4584). (p. 4584). - **Article 7** (art. 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension du champ des importations pouvant être exonérées) (p. 4594). (p. 4595). (p. 4596). (p. 4596). (p. 4596). - **Article 15** (art. 18 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Déductibilité de certaines exportations) (p. 4597). - **Article 18** (art. 24 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Remboursement de l'octroi de mer déductible non imputé) (p. 4598). - **Article 19** (art. 25 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Possibilité complémentaire de remboursement de l'octroi de mer non imputé) (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4601). - **Article 32** (art. 47 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination) (p. 4602). - **Article 33** (art. 48 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination et précisions) (p. 4603). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4605). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 4606). (p. 4606, 4607). - **Articles additionnels après l'article 36 bis** (p. 4608). (p. 4609). - **Seconde délibération** (p. 4609). - **Article 9** (Loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension des exonérations d'octroi de mer à l'avitaillement et aux carburants à usage professionnel) (p. 4610).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5457).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6516, 6517).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6788, 6789).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 6868, 6869).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7148). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7183, 7184). - **Article 86 bis A (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie)** (p. 7186).

- **Question orale sans débat sur le plan numérique pour l'éducation** - (7 juillet 2015) (p. 7241). (p. 7242).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7720, 7721).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine**

de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8702, 8703).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8927).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 313-3 et L. 313-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motifs de refus ou de retrait du titre de séjour) (p. 9269). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9273).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 13 sexies** (p. 9326, 9327). (p. 9327).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9500). - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie) (p. 9505). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions) (p. 9507).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9704, 9706).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10161, 10162).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11108, 11109).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11162).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11175, 11176). (11183).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11229, 11230). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11252, 11253).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11344). - **Article 8**

(art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11377). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11380). (p. 11381). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11426). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11437).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11473, 11474). (p. 11491).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11596). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11618).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12081, 12082).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12099, 12100). (p. 12101, 12102). (p. 12104).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12249, 12250). (p. 12256).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12277, 12278).

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 227 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 240 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 287 (2014-2015)] (11 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)] (1er avril 2015)

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les moyens consacrés au renseignement intérieur [n° 36 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sécurité (gendarmerie nationale ; police nationale) [n° 164 tome 3 vol. 1 annexe 29 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du

cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » -

Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 757).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3289, 3290). (p. 3296).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements des sociétés d'État** - (9 avril 2015) (p. 3315).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (9 avril

2015) - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3320, 3321). (p. 3322). (p. 3322, 3323). (p. 3323).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux*) (p. 4135, 4136). (p. 4139). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 4146). (p. 4147).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (*art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4209, 4210). (p. 4211, 4212). (p. 4212). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4217). - **Article 80 (priorité)** (*art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4266). (p. 4271). (p. 4272). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4276).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5223, 5225).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (*art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris*) (p. 5752, 5753). (p. 5757, 5758). (p. 5761). (p. 5815).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11091, 11092).

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11242). (p. 11245). (p. 11253). (p. 11255).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11328). (p. 11330). (p. 11331). - **Article additionnel après l'article 8 quater** (p. 11404). (p. 11405). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11408). (p. 11409).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11477, 11478).

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11891, 11892).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11908). (p. 11911). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11913, 11914).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12259).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12370). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12403, 12404).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 444). (p. 453). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 467). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 477).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 528). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 532).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-

14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération (p. 1845). (p. 1846). (p. 1847). (p. 1848). (p. 1848). (p. 1849). (p. 1850).

- Suite de la discussion (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1965). - **Article 42** (art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 1985).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3688, 3689). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3692, 3693). - **Article 23 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire) (p. 3701). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2

[nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3709, 3710). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3712). (p. 3713). (p. 3713). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3720).

- **Question orale sans débat sur la visibilité budgétaire des communautés de communes** - (23 juin 2015) (p. 6615, 6616). (p. 6616).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9190).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12636). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12657). (p. 12657). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12663). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 12665). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 12667). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 12671). (p. 12671). (p. 12672). (p. 12672). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12681).

DUBOIS (Vincent)

*sénateur (Polynésie française)
UDI-UC-A*

Élection annulée par le Conseil Constitutionnel le 6 février 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 6 février 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DUCHÊNE (Marie-Annick)

*sénateur (Yvelines)
UMP-R, puis Les Républicains-R*

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1249, 1250).

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Les conseils d'école : pour une relation de confiance dans un cadre rénové [n° 553 (2014-2015)] (24 juin 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la Radio-télévision belge francophone (RTBF).

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean Pierre

Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du lundi 16 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Table ronde - Syndicats de direction et d'inspection de l'éducation nationale.

Table ronde - Syndicats de personnels enseignants des premier et second degrés.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Daniel Keller, Grand maître du Grand Orient de France.

Audition de M. François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, auteur de *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog *La vie moderne*.

Audition de M. Pierre N'Gahane, secrétaire général du comité interministériel de prévention contre la délinquance (CIPD).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national de l'évaluation du système scolaire.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Laurence Loeffel, inspectrice générale de l'éducation nationale, professeure des universités, membre de l'observatoire de la laïcité, co-auteur du rapport «*Morale laïque - Pour un enseignement laïque de la morale*» (avril 2013).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : «*Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus*» - Table ronde.

Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Franck Picaud, inspecteur d'académie, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Claude Berruer, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

Audition de M. Éric Debarbieux, auteur de *l'ouvrage Les dix commandements contre la violence à l'école* (2008).

Audition de Mme Natacha Polony, journaliste, auteure de *École : le pire est de plus en plus sûr* (2011).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des conservatoires - Table ronde.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport «*Pour une société apprenante*».

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission «*Culture*» - Crédits «*Patrimoines*», «*Transmission des savoirs*» et «*Création et cinéma*» - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 8 quinquies** (art. L. 213-2 du code de la route - *Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève*) (p. 3372, 3373).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - *Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3567). (p. 3568).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 51 quater** (p. 9105). (p. 9105).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture**

[n° 104 (2015-2016)] - (29 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10203). (p. 10203). - **Article 5** (art. L. 1111-4 du code de la

santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement) (p. 10211). (p. 10211).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP, puis Les Républicains

Devenu sénateur le 13 février 2015 (en remplacement de Mme Geneviève Jean, dont l'élection a été annulée par le Conseil constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 16 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 476 (2014-2015)] relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 493 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle ».

Réunion du mardi 9 juin 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (commission des affaires sociales) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi** [n° 502 (2014-2015)] - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6545, 6546).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6838, 6839).

- Question d'actualité au Gouvernement sur le déroulement des festivals de l'été - (2 juillet 2015) (p. 7230).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UDI-UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-président le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 16 février 2015.

Membre titulaire Conseil national d'évaluation du système scolaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 225 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 226 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport sur la révision de la directive 2001-29-CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de M. Pierre Sirinelli, professeur à l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, membre du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Tannegy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéfices agricoles.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Gérard Rameix, président, et de M. Benoît de Juvigny, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Audition de M. Victor Haïm, président, et de M. Eric Girard-Reydet, secrétaire général, de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Denis Prieur, président du comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN).

Réunion du mercredi 29 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Edouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Audition de Mme Laurence Engel, médiateur du livre.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Laurent Leveneur, président du bureau central des tarifications (BCT).

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. François Logerot, président, et de M. Régis Lambert, secrétaire général de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Christine Thin, présidente du commissariat aux comptes (H3C).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthebert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) - au nom du groupe UDI-UC (p. 2205, 2206).

- **Question orale sans débat sur l'accès au revenu de solidarité active** - (13 octobre 2015) (p. 9464). (p. 9465).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur sa politique fiscale** - (29 octobre 2015) (p. 10183). (p. 10184).

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 127 (2011-2012)] tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 360 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Société - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Transfert à la CNAM des activités liées au régime obligatoire d'assurance maladie de la mutuelle des étudiants (LMDE) - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2999, 3000). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement*

de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 3006, 3007).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6226, 6227). (p. 6233, 6234).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8756).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11047, 11048). - **Article 1er** (*Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance*) (p. 11051). - **Article 2** (*Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance*) (p. 11055, 11056).

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOC, puis Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 21 octobre 2015.

Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre -

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5303, 5304).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres 1er à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5956, 5957). - **Article 3 (priorité)** (*art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5993).

- **Question orale sans débat sur l'inadaptation des normes appliquées aux centres hospitaliers de proximité** - (7 juillet 2015) (p. 7249). (p. 7250).

- **Question orale sans débat sur les fermetures de perceptions en Ariège** - (13 octobre 2015) (p. 9459, 9460). (p. 9460).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Article 1er** (*Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales*) (p. 10002). (p. 10002, 10003). (p. 10003). (p. 10007). (p. 10009).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les objectifs du projet de loi sur les « nouvelles opportunités économiques »** - (12 novembre 2015) (p. 10704).

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 4 février 2015.

Membre suppléant du Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire Conseil supérieur de l'Agence France Presse le 22 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Conseil de l'Europe - Élections législatives du 7 juin en Turquie : communication de Mme Nicole Duranton et M. Yves Pozzo di Borgo.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires** [n° 255 (2014-2015)] - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1153, 1154).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture** [n° 203 (2014-2015)] - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1273, 1274).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2296, 2297).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2417, 2418).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture** [n° 239 (2014-2015)] - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2433, 2434).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie** [n° 368 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2990).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3257, 3258).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 93 bis** (p. 4635, 4636). (p. 4636). - **Article additionnel après l'article 97** (p. 4662). (p. 4662).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5120, 5121).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5135, 5136).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5200, 5201).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6175, 6176).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6348, 6349). (p. 6349). (p. 6349).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6391). (p. 6392). (p. 6401). (p. 6402). - **Article 8**

(*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6410). (p. 6411).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6476, 6477).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9407, 9408).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9735).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9788, 9789).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9807, 9808).

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 198 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 283 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : La Moldavie au lendemain des élections législatives du 30 novembre 2014 [n° 122 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - première partie de la session ordinaire 2015 [n° 304 (2014-2015)] (3 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - troisième partie de la session ordinaire 2015 [n° 639 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : France - Russie : pour éviter l'impasse [n° 21 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), historien de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

DUVERNOIS (Louis)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2228, 2229).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9677, 9678).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12088, 12090).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger le 24 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 168 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la Radio-télévision belge francophone (RTBF).

Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** - *Nouvelle lecture* [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - **Article unique** (p. 2077).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France** [n° 581 (2011-2012)] - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2784, 2785).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2893, 2894).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016** [n° 128 (2015-2016)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 15** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES*) (p. 10681). (p. 10687).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11852, 11853).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12087).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 12106).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12419). - **Articles additionnels après l'article 39 octies** (p. 12451).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 21** (art. 302

septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France (p. 12894, 12895). (p. 12895).

EBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre suppléant du Comité des finances locales le 7 mai 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Dépense fiscale et préservation du patrimoine historique bâti : concilier maîtrise budgétaire et protection patrimoniale [n° 18 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Culture [n° 164 tome 3 annexe 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

(*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 248).
- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2217, 2218).
- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5769, 5770).
- **Questions cribles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6274, 6275). (p. 6275).

ECKERT (Christian)
*secrétaire d'État auprès du ministre des
 finances et des comptes publics, chargé
 du budget*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de l'envolée du franc suisse sur les emprunts contractés par les collectivités et les établissements publics** - (29 janvier 2015) (p. 1037, 1038).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les emprunts toxiques contractés par les collectivités** - (29 janvier 2015) (p. 1044).
- **Question orale sans débat sur la fermeture de la trésorerie de Mourmelon-le-Grand** - (3 février 2015) (p. 1108, 1109).
- **Question orale sans débat sur le surcoût lié aux opérations de désamiantage dans les logements sociaux** - (3 février 2015) (p. 1109, 1110).
- **Question orale sans débat sur le logement des femmes et enfants de moins de trois ans ayant besoin d'un soutien** - (3 février 2015) (p. 1111).
- **Question orale sans débat sur le permis de construire** - (3 février 2015) (p. 1112).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale et la baisse de l'impôt sur le revenu** - (17 septembre 2015) (p. 8426).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9418, 9419).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 tercies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11226, 11227). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11228). (p. 11229). (p. 11229). (p. 11231).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11343).

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11848, 11849). - **État B** (p. 11865).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11909).

- **Question orale sans débat sur les mesures à venir contre l'usurpation de plaques d'immatriculation** - (3 février 2015) (p. 1113, 1114).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du centre des finances publiques d'Illkirch-Graffenstaden** - (17 février 2015) (p. 1834, 1835).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du site de UPM-Kymmene et l'avenir de la filière bois et papier** - (17 février 2015) (p. 1835, 1836).

- **Question orale sans débat sur la crise de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics** - (17 février 2015) (p. 1836, 1837).

- **Question orale sans débat sur le service universel des communications électroniques** - (17 février 2015) (p. 1838).

- **Question orale sans débat sur la diminution du budget de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris** - (17 février 2015) (p. 1839).

- **Question orale sans débat sur les difficultés de réception des réseaux de téléphonie mobile** - (10 mars 2015) (p. 2358, 2359).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la fermeture des bureaux de tabac de proximité** - (10 mars 2015) (p. 2360).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2541, 2543). (p. 2553).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération**

fiscale des agents de cette organisation qui résident en France [n° 581 (2011-2012)] - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2782).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (19 mars 2015) (p. 2817, 2818).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3050).

- **Question orale sans débat sur les conséquences des procédures de rétablissement personnel de certains locataires pour les offices du parc social** - (7 avril 2015) (p. 3118).

- **Question orale sans débat sur le point d'étape sur le plan France très haut débit** - (7 avril 2015) (p. 3119, 3120).

- **Question orale sans débat sur le dégroupage téléphonique abusif** - (7 avril 2015) (p. 3120, 3121).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'industrie papetière** - (7 avril 2015) (p. 3121, 3122).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la spéculation sur la faim** - (9 avril 2015) (p. 3308).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour l'investissement et l'économie** - (9 avril 2015) (p. 3310, 3311).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements des sociétés d'État** - (9 avril 2015) (p. 3315, 3316).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (16 avril 2015) (p. 3900). (p. 3904, 3905).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives et la concertation** - (12 mai 2015) (p. 4806).

- **Question orale sans débat sur l'incitation à la méthanisation agricole** - (12 mai 2015) (p. 4807, 4808).

- **Question orale sans débat sur la situation des éleveurs français** - (12 mai 2015) (p. 4809).

- **Question orale sans débat sur l'aménagement des conditions de transport pour les élèves de formation bivalente** - (12 mai 2015) (p. 4810).

- **Question orale sans débat sur la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France** - (12 mai 2015) (p. 4811).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6270). (p. 6270, 6271). (p. 6271, 6272). (p. 6273). (p. 6274).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7445, 7447). (p. 7465, 7468).

- **Question orale sans débat sur la santé des étudiants en France** - (21 juillet 2015) (p. 8000, 8001).

- **Question orale sans débat sur les frais bancaires de règlement de successions** - (21 juillet 2015) (p. 8001, 8002).

- **Question orale sans débat sur l'application d'une taxe foncière sur le grand port maritime de Nantes - Saint-Nazaire** - (21 juillet 2015) (p. 8002, 8003).

- **Question orale sans débat sur la réduction des coûts de fonctionnement des agences de l'État** - (21 juillet 2015) (p. 8003, 8004).

- **Question orale sans débat sur le projet de fermeture de la trésorerie de Largentière** - (21 juillet 2015) (p. 8004, 8005).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8016). (p. 8023, 8024).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale et la baisse de l'impôt sur le revenu** - (17 septembre 2015) (p. 8426, 8427).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité du diesel** - (6 octobre 2015) (p. 9173, 9174).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2016** - (3 novembre 2015) (p. 10252).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération des impôts locaux pour les retraités modestes** - (3 novembre 2015) (p. 10252).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10548, 10551).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4** (*Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C*) (p. 10593). (p. 10594). (p. 10594). - **Article 5** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015*) (p. 10596).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (*art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC*) (p. 10599, 10600). (p. 10602). (p. 10603). (p. 10605). (p. 10607). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10608). (p. 10610, 10611). (p. 10611). (p. 10612). - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Plafond d'exonération de la CSG et de cotisations sociales sur les indemnités de rupture du contrat de travail et de cessation forcée d'activité des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 ter du code général des impôts*) (p. 10613). - **Article 8** (*art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S*) (p. 10615). (p. 10617). - **Article 9** (p. 10619). (p. 10619). (p. 10620). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10622). (p. 10624). (p. 10625). (p. 10625). (p. 10625). (p. 10626). (p. 10627). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10628).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article 11** (*art. L. 133-4-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des redressements pour les régimes de protection sociale complémentaire d'entreprise n'ayant pas un caractère collectif et obligatoire*) (p. 10637). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10639). (p. 10640). (p. 10641). (p. 10641). (p. 10642). (p. 10642). (p. 10643). (p. 10644). (p. 10644). (p. 10645). (p. 10645). (p. 10646). - **Article 12** (*art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales*) (p. 10647). - **Article 13** (*art. L. 731-15, L. 731-16 et L. 731-22-1 du code rural et de la pêche maritime - Régime des options des non-salariés agricoles pour le lissage de leurs revenus professionnels*) (p. 10649). (p. 10649). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10650, 10651). - **Article 14** (*art. L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Report à 2020 de l'obligation, pour les personnes relevant du régime micro-fiscal au 31 décembre 2015, de passer au régime micro-social*) (p. 10652). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10652). (p. 10653). (p. 10653, 10654). (p. 10655). - **Article 14 bis** (*art. L. 136-5, L. 213-4 [nouveau], L. 241-6-2, L. 752-4 du code de la sécurité sociale art. L. 5427-1 et L. 6331-53 du code du travail, art. 30 de la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Transfert de l'ENIM à une URSSAF du recouvrement des cotisations et contributions dues pour les personnes relevant du régime spécial de sécurité sociale des*

marins) (p. 10656). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 10656).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11073, 11075). (p. 11110, 11112). - **Demande de réserve** (p. 11112).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11172, 11173). (p. 11178). (11180). (11182). (11183). (p. 11184). (p. 11184). (p. 11185). (p. 11185). (p. 11185). (p. 11186). (p. 11186, 11187). (p. 11187, 11188). (p. 11188). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11189). (p. 11191). (p. 11193). (p. 11194). (p. 11194, 11195). (p. 11195, 11196). (p. 11196).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11212). (p. 11213). (p. 11214). (p. 11215). (p. 11216). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant) (p. 11217). (p. 11217). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11219). (p. 11222 11223). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 195 du code général des impôts - Abaissement de la condition d'âge pour l'obtention par les anciens combattants d'une demi-part supplémentaire) (p. 11225). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11227). (p. 11227). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11230, 11231). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11232, 11233). (p. 11233). (p. 11234). (p. 11235). (p. 11236). (p. 11237). (p. 11238). (p. 11239). (p. 11240). (p. 11249, 11250). (p. 11255). (p. 11256). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11257). (p. 11260, 11261). (p. 11261, 11262). (p. 11266). - **Article 3** (art. 258 B du code général des impôts - Régime des ventes à distance : abaissement de 100 000 € à 35 000 € du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France) (p. 11266, 11267). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11268). (p. 11272, 11273). (p. 11276). (p. 11277). (p. 11277). (p. 11279). (p. 11282). (p. 11282). (p. 11283). (p. 11284). (p. 11285).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) (p. 11306, 11307). (p. 11308). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Aménagement de l'obligation de signature des contrats de ville pour l'application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 11308). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 11309, 11310). (p. 11311). (p. 11312). (p. 11312). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11313). (p. 11314). - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11315). (p. 11317). - **Article 4** (art. 44 quinquies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L.6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11320). (p. 11323, 11324). (p. 11325). (p. 11325). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11326). (p. 11327). (p. 11327, 11328). (p. 11328). (p. 11328, 11329). (p. 11330). (p. 11331). (p. 11331). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11334, 11335). - **Articles additionnels**

après l'article 5 quater (p. 11342). (p. 11345). (p. 11346). - **Article 6** (art. 39 AH du code général des impôts - Prorogation du dispositif d'amortissement accéléré applicable au matériel de robotique industrielle) (p. 11347). (p. 11347, 11348). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 11348). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - Réduction à trois fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale du plafonnement de la déductibilité des indemnités de cessation des fonctions de mandataire social ou de dirigeant au titre de l'impôt sur les sociétés) (p. 11349). (p. 11349). (p. 11350). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 11350). - **Article 6 ter (nouveau)** (création d'un article 39 decies A dans le code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements réalisés pour l'acquisition de poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant) (p. 11351). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 11355). - **Article 7** (art. 60 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ; art.1387 A du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) pour les activités pionnières de méthanisation agricole) (p. 11357). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11360). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11364). (p. 11367). (p. 11369). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11370). (p. 11371). (p. 11373). (p. 11373). (p. 11373, 11374). (p. 11376). (p. 11378). (p. 11378, 11379). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11381). (p. 11382). (p. 11383). (p. 11386). (p. 11386). (p. 11387). (p. 11388). (p. 11388). (p. 11388). (p. 11389). (p. 11389, 11390). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 11390, 11391). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 11392). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 266 quinquies du code des douanes - Report au 1er janvier 2019 de l'application dans les DOM du prélèvement supplémentaire de la TGAP sur les carburants) (p. 11393). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 11395). (p. 11399). (p. 11400). (p. 11401). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11402, 11403). - **Article additionnel après l'article 8 quater** (p. 11404). - **Article 9** (art. 235 ter ZE bis du code général des impôts - Financement de l'augmentation de la capacité de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé ayant contracté des « emprunts toxiques ») (p. 11406, 11407). (p. 11407). (p. 11407). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11408, 11409). (p. 11409, 11410). (p. 11410). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11411). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 11413). (p. 11414). (p. 11415). (p. 11416). (p. 11417). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du

4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11420). (p. 11424, 11425). (p. 11430). (p. 11430). (p. 11431). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11432). (p. 11432). (p. 11432). - **Article 11** (art. L 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11433). (p. 11434). (p. 11434). (p. 11436). (p. 11437). (p. 11437). (p. 11437). (p. 11438). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11439). (p. 11439). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 6264-6 du code général des collectivités territoriales et 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Diminution du montant de la dotation globale de compensation, DGC, négative due par la collectivité de Saint-Barthélemy en contrepartie de la suppression de son éligibilité au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 11440). (p. 11440). - **Article 12** (art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 40 et 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 et 123 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. L. 6241-2 du code du travail - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA) (p. 11447). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 1614-4, L. 1614-8, L. 1614-8-1 et L. 4332-3 du code général des collectivités territoriales - Garantie du montant des dotations de compensation versées aux nouvelles régions) (p. 11448). - **Article 13** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 11450). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 11450).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11462). (p. 11463). (p. 11465). (p. 11466). (p. 11468). (p. 11470). (p. 11471). (p. 11474). (p. 11475). (p. 11475). (p. 11476). (p. 11477). (p. 11478). (p. 11479). (p. 11480). (p. 11480, 11481). (p. 11481, 11482). (p. 11482). (p. 11483). (p. 11484). (p. 11485). (p. 11485). (p. 11485, 11486). (p. 11487). (p. 11489, 11490). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 11492). - **Article 15 bis (nouveau)** (Affectation d'une part de la taxe sur les transactions financières à l'Agence française de développement) (p. 11492). - **Article 20** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public) (p. 11496). (p. 11496). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 11498). (p. 11499). (p. 11500). (p. 11500). (p. 11501). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 11502). - **Article 20 ter (nouveau)** (Acquisition à l'État des avoirs disponibles dans les comptes joueurs des opérateurs de jeu en ligne) (p. 11504). (p. 11504). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 11505). - **Article 21** (art. L. 241-2, L. 241-6, L. 542-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 351-6 et L. 351-8 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 314-1, L. 361-1, L. 471-5 et L. 472-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 9 de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte, art. 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 11507). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplafonnement de la décote applicable aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense)

(p. 11508, 11509). (p. 11509). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 11510). - **Article 23 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 11527, 11528).

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12244, 12245).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12258, 12259). (p. 12260, 12261). (p. 12261, 12262). - **Article 57 quater (nouveau)** (Rapport sur les suppressions de postes à la DGDDI) (p. 12266).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 12267). (p. 12267, 12268).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12396). (p. 12396). (p. 12397). (p. 12397, 12398). (p. 12399). (p. 12399). - **Article 33 octies (nouveau)** (art. 1390, 1391, 1413 bis et 1417 du code général des impôts et art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 - Aménagements des exonérations de fiscalité directe locale) (p. 12401, 12402). (p. 12402). (p. 12402). (p. 12403). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12404). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12405). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 154 bis A du code général des impôts - Exonération d'impôt sur le revenu des indemnités journalières versées aux travailleurs indépendants relevant du régime réel et atteints d'une affection de longue durée) (p. 12406). - **Article 34 quater (nouveau)** (art. 199 ter du code général des impôts - Extension du régime « Malraux » dans les quartiers présentant une concentration élevée d'habitat ancien dégradé) (p. 12406, 12407). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 12407). (p. 12408). - **Article 35** (art. 302 G, 302 M, 302 M bis, 302 M ter, 302 P, 307, 426, 1807, 321, 441, 466, 468, 502, 450, 455, 302 O, 1798 bis du code général des impôts, et art. L. 34 du livre des procédures fiscales - Généralisation du document administratif électronique (DAE) dans le cadre de la circulation en suspension de droits d'accises des alcools et boissons alcooliques) (p. 12409). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12410, 12411). (p. 12411). - **Article 37** (art. 223 quinquies B du code général des impôts, art. L. 10, L. 16-0 BA, L. 47 et L. 47 A du livre des procédures fiscales - Dématérialisation de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié ainsi que des obligations déclaratives en matière de prix de transfert) (p. 12412). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12413). (p. 12415, 12416). - **Article 38** (art. 286 et 1770 duodecies [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Mesures visant à lutter contre la dissimulation de recettes à la TVA : utilisation obligatoire d'un logiciel de caisse ou système non frauduleux) (p. 12418). (p. 12418). (p. 12418, 12419). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12419). (p. 12421). (p. 12423). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12429, 12430). (p. 12431). (p. 12431). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12432). (p. 12434). (p. 12435). (p. 12435). (p. 12436). (p. 12437). (p. 12437). (p. 12438). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 2333-30 et L. 2333-41 du code général des collectivités territoriales - Fixation d'une date limite pour l'institution de la taxe de séjour) (p. 12440). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12441). - **Organisation des travaux** (p. 12443). - **Article 39 ter (nouveau)** (art. 50-0, 1382 E bis, 1407, 1459 et 1600 du code général des impôts - Suppression du régime fiscal des gîtes ruraux au profit de celui des meublés de tourisme) (p. 12444). - **Articles additionnels après l'article 39**

quinquies (p. 12446). (p. 12446). - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. L. 1411 du code général des impôts - Abattement de taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées) (p. 12446). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 12447). (p. 12448). (p. 12448). (p. 12449). - **Article 39 septies (nouveau)** (art. 1456 du code général des impôts - Extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises aux SCOP ayant constitué un groupement) (p. 12449). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 1383 C ter et 1466 A du code général des impôts - Extension aux deux bordures de la voie publique de l'application de certaines exonérations d'imposition locale lorsque ladite voie correspond à la limite d'un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12450). - **Articles additionnels après l'article 39 octies** (p. 12451). (p. 12451). (p. 12451).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 39 decies (nouveau)** (art. 1518 A ter du code général des impôts - Abattement de 30 % sur la valeur locative des « lofts » créés dans des friches industrielles ou commerciales dans des communes sur lesquelles est situé au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12467). (p. 12468). - **Article 39 undecies (nouveau)** (art. 1518 A quater du code général des impôts - Abattement de la valeur locative des bâtiments affectés à la recherche) (p. 12469). (p. 12469). - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12470, 12471). (p. 12471). (p. 12473). (p. 12474). (p. 12475). - **Article 39 duodecies (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation d'une partie des ressources du Fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à la Société nationale de secours en mer, SNSM) (p. 12476). - **Article 39 terdecies (nouveau)** (art. 1519 H du code général des impôts - Réduction de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) pour les émetteurs de radiocommunications mobiles pour lesquels l'accord ou l'avis de l'Agence nationale des fréquences n'est pas requis) (p. 12477). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12479). - **Article 39 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies du code général des impôts - Mesures d'adaptation de la taxe d'aéroport affectée au financement de la sûreté et de la sécurité dans les aéroports) (p. 12481). - **Articles additionnels après l'article 39 quaterdecies** (p. 12483). (p. 12484). (p. 12484, 12485). (p. 12485, 12486). (p. 12486). (p. 12486). (p. 12487). (p. 12487). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12490). (p. 12491). (p. 12492). (p. 12492). (p. 12493). (p. 12493). - **Article 42** (art. 244 quater U du code général des impôts et 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et adaptation aux bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat) (p. 12495). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 12496). (p. 12496). (p. 12497). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 199 undecies C et 244 quater X du code général des impôts - Substitution d'un agrément à une obligation de financement public pour les logements sociaux outre-mer éligibles à une défiscalisation) (p. 12498). - **Article 43** (art. 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts, et art. 16 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Aménagement des aides fiscales en faveur des investissements en outre-mer) (p. 12502). (p. 12502). (p. 12503). (p. 12503). (p. 12504). (p. 12504). (p. 12505, 12506). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12506, 12507). (p. 12507, 12508). (p. 12508). (p. 12508). (p. 12509). (p. 12511). - **Article 44 ter (nouveau)** (art. 220 quinquies du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt permettant de soutenir la production de spectacles vivants musicaux et de variétés) (p. 12515). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 12516, 12517). - **Article 46 ter (nouveau)** (art. 257, 278 sexies, 278 sexies A et 284 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de livraison à soi-même dans le secteur du logement social pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12519). - **Article additionnel après l'article 46 ter** (p. 12519, 12520). (p. 12520). - **Article 46 quater (nouveau)** (art. 1010 du code général des

impôts - Exonération de taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) pour certains véhicules accessibles en fauteuil roulant) (p. 12521). - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12522). (p. 12523). - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12525). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12527). (p. 12527). (p. 12528). (p. 12529). (p. 12529). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12531). (p. 12532). (p. 12532). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. 197 A du code général des impôts - Simplification de la démarche effectuée par les non-résidents pour l'imposition de leurs revenus de source française) (p. 12533). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 223 quinquies C [nouveau], art. 1729 F [nouveau] du code général des impôts - Transmission à l'administration fiscale de la répartition pays par pays des bénéfices et des agrégats économiques, comptables et fiscaux des grandes entreprises, « reporting pays par pays ») (p. 12534). (p. 12535). (p. 12535). (p. 12536). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de traçabilité des produits du tabac prévu à l'article 569 du code général des impôts) (p. 12536, 12537). - **Article additionnel après l'article 47 quater** (p. 12538). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. 568 du code général des impôts - Interdiction de la revente de tabac dans les discothèques et bars restaurants) (p. 12539). - **Article 47 octies (nouveau)** (Possibilité pour certains officiers de police judiciaire d'accéder directement au fichier national des comptes bancaires, FICOPA) (p. 12540). (p. 12541). - **Article additionnel après l'article 47 octies** (p. 12542). (p. 12542). - **Seconde délibération** (p. 12543). - **Article 24 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12550). - **Article 57 bis (supprimé)** (art. 91 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Prolongation de l'expérimentation relative au contrôle des arrêts de travail des fonctionnaires de l'État par les caisses primaires d'assurance maladie jusqu'au 31 décembre 2018) (p. 12551). - **Article liminaire** (p. 12551, 12552).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12583, 12585).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12690, 12692). (p. 12706, 12708).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Demande de priorité** (p. 12760). - **Article 1er A (nouveau)** (Apurement de la dette de l'État vis-à-vis de la sécurité sociale) (p. 12761). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, art. 40 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements sous la forme d'une part du produit de la taxe intérieure sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12768). - **Article 2** (Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture, FNGRA) (p. 12769). - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12773, 12774). (p. 12776). (p. 12777, 12778). (p. 12778). (p. 12779). (p. 12780). (p. 12780). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12781). (p. 12783). (p. 12783). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12790). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 12795, 12796). - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 12801). (p. 12802). (p. 12803). - **Article 10** (Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 12806). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du

code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12811, 12812). (p. 12812). (p. 12813). (p. 12813). (p. 12813). (p. 12814). (p. 12814). (p. 12815). (p. 12817). (p. 12818). (p. 12818). (p. 12818). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12819, 12820). (p. 12820, 12821). (p. 12821). (p. 12822). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1er de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Précision de la trajectoire de la composante carbone de la TICPE pour les années 2017 à 2019) (p. 12822). - **Article additionnel après l'article 11 ter** (p. 12823). - **Article 12** (art. 265 du code des douanes - Encouragement à l'utilisation du super sans plomb 95-E10) (p. 12825). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12826). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des produits issus de la location meublée par un propriétaire de tout ou partie de son habitation principale à un salarié saisonnier) (p. 12829). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 12829). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 150-0 B quater [nouveau] du code général des impôts - Exonération des plus-values de cession de placements monétaires sous condition de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 12831). (p. 12831). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12832). (p. 12833). (p. 12834). - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. 199 sexdecies du code général des impôts - Réduction et crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées) (p. 12834). - **Article 12 septies (nouveau)** (art. 200 quindecies et 238 du code général des impôts - Mesures fiscales pour encourager les groupements d'intérêt économique et environnemental forestier, GIEEF) (p. 12835). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12840). (p. 12841). (p. 12841). (p. 12841). (p. 12842). (p. 12842). (p. 12843). (p. 12844). (p. 12844). (p. 12845). (p. 12846). (p. 12846). (p. 12847). (p. 12847). (p. 12848). (p. 12849). (p. 12849). (p. 12849). (p. 12849). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12850). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 136-6 du code de la sécurité sociale et art. 125-00 A [nouveau] du code général des impôts - Possibilité d'imputation des pertes en capital de prêts participatifs) (p. 12850). (p. 12851). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 150-0 D ter, art. 150-0 D, art. 199 terdecies-0 A, art. 1763 C du code général des impôts - Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 12852). (p. 12853). (p. 12853). (p. 12854). (p. 12854). (p. 12854). (p. 12855). (p. 12855). - **Articles additionnels après l'article 13 ter** (p. 12855, 12856). (p. 12856). - **Article 14** (art. L. 214-154, L. 214-160, L. 214-168, L. 214-169, L. 221-32-2 et L. 519-1 du code monétaire et financier - Renforcement du plan d'épargne en actions dédié au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire, PEA-PME) (p. 12858). (p. 12858). - **Article 16** (art. 115 quinquies, art. 119 ter et art. 145 du code général des impôts - Mise en conformité du régime des sociétés mères et filiales) (p. 12861). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12861). (p. 12862). (p. 12862). - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des équipements en fibre optique au suramortissement de 40 % de l'article 39 decies du code général des impôts, suramortissement « Macron ») (p. 12863). (p. 12863). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 12864). - **Article 16 quinquies (nouveau)** (art. 64, 64 bis [nouveau], 65, 65 A, 65 B, 69, 69 A, 69 B, 70, 71, 75, 75 A, 76, 158, 206, 238 bis K, 1651 A, 1651 D, 1655 sexies et 1652 du code général des impôts, art. L. 1 à L. 4 et L. 118 du livre des procédures fiscales, art. L. 731-15, L. 731-16, L. 731-19 et L. 731-20 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un régime fiscal « Micro BA » pour l'imposition des

bénéfices agricoles) (p. 12867). - **Article additionnel après l'article 16 quinquies** (p. 12867). - **Article 16 sexies (nouveau)** (art. 72 D bis du code général des impôts - Assouplissement des modalités de constitution et des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas, DPA) (p. 12868). - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 154, 158, 199 quater B, 1649 quater E, 1649 quater E bis, 1649 quater F, 1649 quater H, 1649 quater I, 1649 quater J, 1649 quater K, 1649 quater K bis [nouveau], 1649 quater K ter [nouveau], 1649 quater K quater [nouveau], 1649 quater L, 1649 quater N [nouveau], 1649 quater O [nouveau], et 1755 du code général des impôts, art. L. 166 du livre des procédures fiscales, et art. 69 et 70 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Renforcement des missions des organismes de gestion agréés) (p. 12871). (p. 12872). - **Article 16 nonies (nouveau)** (art. 200, 207, 231 bis V [nouveau], 238 bis, 885-0 V bis A et 1460 du code général des impôts ; art. 43 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 - Régime fiscal des établissements d'enseignement supérieur consulaire) (p. 12872). - **Articles additionnels après l'article 16 duodecies** (p. 12874). (p. 12875). (p. 12876). (p. 12876). (p. 12877). (p. 12878). - **Article 18** (art. 44 quindecies et art. 1465 A du code général des impôts - Réforme des zones de revitalisation rurale) (p. 12880). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 12880). - **Article 19** (art. 1653 F (nouveau) du code général des impôts et art. L. 59, L. 59 D (nouveau), L. 60, L. 113 et L. 136 A (nouveau) du livre des procédures fiscales - Création d'un comité consultatif pour le crédit d'impôt pour dépenses de recherche et le crédit d'impôt d'innovation) (p. 12881). (p. 12882). (p. 12882). (p. 12882). (p. 12882). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12883). - **Article 20** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 1729 C et 1754 du code général des impôts - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12885, 12886). (p. 12886). (p. 12886). (p. 12887). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12887). (p. 12888). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12892). (p. 12892). (p. 12893). (p. 12893). (p. 12895). (p. 12897). (p. 12897). - **Article 24** (art. 1411, 1519 I, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1640 [nouveau] du code général des impôts et art. L. 2113-5-1 [nouveau] et L. 2333-4 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions fiscales aux regroupements de communes) (p. 12901). (p. 12901). (p. 12901). (p. 12902). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12903). (p. 12903). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 331-2 du code de l'urbanisme - Délibération relative à la taxe d'aménagement dans le cas de création d'une commune nouvelle) (p. 12904). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12905). (p. 12905). (p. 12906). - **Article 25** (art. 1520, 1521 et 1522 bis du code général des impôts, art. L.2333-78 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation et amélioration du caractère incitatif de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 12907). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12907). (p. 12908). (p. 12909, 12910). (p. 12912). (p. 12912, 12913). (p. 12913). (p. 12914). (p. 12914). (p. 12916). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12919). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit ») (p. 12920). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 12921). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales et art. 115 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Pérennisation du mécanisme de compensation partielle des baisses du produit de CVAE pour les départements) (p. 12922). - **Article 25 quater (nouveau)** (art. 1382 du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des installations et bâtiments affectés à la méthanisation agricole) (p. 12922). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12925). - **Article 25 quinquies (nouveau)** (art. 1396 du code général des impôts - Adaptations

de la majoration de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les terrains constructibles situés en « zone tendue » (p. 12927). - **Article 25 sexies (nouveau)** (art. 1451 du code général des impôts - Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des sociétés produisant du biogaz, de l'électricité, de la chaleur par la mécanisation agricole) (p. 12927). - **Article 25 octies (nouveau)** (art. L. 135 ZC [nouveau] et L. 113 du livre des procédures fiscales - Transmission d'informations entre services de l'État concernant les demandes d'attribution au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 12928). - **Article 25 nonies (nouveau)** (Possibilité d'étendre la Tascom aux établissements ouverts avant 1960) (p. 12929). - **Article 25 decies (nouveau)** (Assujettissement à la Tascom en cas de changement d'exploitation en cours d'année) (p. 12931). - **Article 25 terdecies (nouveau)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 - Fixation de la répartition du produit de l'octroi de mer à Mayotte) (p. 12931). - **Article 25 quaterdecies (nouveau)** (Fonds de soutien exceptionnel aux départements) (p. 12932, 12933). - **Article additionnel après l'article 25 quindecies** (p. 12934). - **Article 28** (art. 266 nonies, 266 decies, 266 undecies, 268 ter et 285 sexies du code des douanes, art. L. 151-1 du code de l'environnement - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : modernisation et sécurisation du recouvrement de la taxe) (p. 12938). (p. 12939). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12939). (p. 12940). (p. 12941). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Extension de la TGAP au gazole non routier) (p. 12942). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12943). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Introduction d'un critère de traçabilité relatif aux matières premières permettant de produire des biocarburants pris en compte pour le double comptage) (p. 12944). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12945). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. 278-0 bis du code général des impôts - Extension du taux réduit de TVA à 5,5 % à certains spectacles) (p. 12945). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009) (p. 12946, 12948). (p. 12949, 12950). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12951). (p. 12951). (p. 12952). (p. 12953). (p. 12953). - **Article 31** (art. 217 octies du code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 12955). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 12955). - **Article 32** (art. 119 quinquies [nouveau] du code général des impôts - Exonération de la retenue à la source due par une société non résidente déficitaire ou en liquidation) (p. 12956). (p. 12957). - **Article 34** (art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception) (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12959). (p. 12960). (p. 12960). (p. 12960). (p. 12961). (p. 12961). (p. 12961). (p. 12961). (p. 12962). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 12963). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 12964). (p. 12964). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 796 et art. 796 bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droit de mutation à titre gratuit des dons au profit de victimes d'actes de terrorisme) (p. 12965). (p. 12966). (p. 12966). (p. 12966). (p. 12967). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. 1609 duodecimes du code général des impôts - Extension de l'assiette de la taxe sur l'édition des ouvrages de librairie aux livres numériques) (p. 12967). - **Article 35 decies (nouveau)** (art. 122 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Extension du dispositif de remise de dette sociale en

faveur de l'agriculture corse) (p. 12969). - **Article 35 undecies (nouveau)** (Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays, « reporting » pays par pays public) (p. 12970). - **Article additionnel après l'article 35 undecies** (p. 12971). - **Articles additionnels après l'article 35 duodecies** (p. 12972). (p. 12972). - **Article 36** (art. L. 432-2 du code des assurances - Garantie des financements nécessaires à l'acquisition par des clients français de navires de flotte de commerce ou d'engins spatiaux civils construits en France) (p. 12973). - **Article 37** (art. L. 432-1, L. 432-2, L. 432-3, L. 432-4, L. 432-4-1 [nouveau], L. 432-4-2 [nouveau] et L. 432-5 du code des assurances, art. 84 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 et art. 612-3 du code monétaire et financier - Réforme du dispositif de financement des exportations) (p. 12975). (p. 12976). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12976). (p. 12977). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12977). (p. 12978). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 221-7 du code monétaire et financier - Clarification des relations financières de prêts entre le fonds d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12979). - **Article 40** (art. 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Reconstitution et amélioration du dispositif de garantie à la construction navale de la Caisse française de développement industriel, CFI) (p. 12980). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 12980). (p. 12980). - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12981). - **Article additionnel après l'article 42 ter** (p. 12982). - **Article 45 (nouveau)** (art. 76 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 - Modification de l'affectation de la taxe sur les spectacles de variété pour financer un fonds d'intervention d'urgence en faveur du spectacle vivant) (p. 12983). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12984). (p. 12985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12987, 12988).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13120, 13121). - **Question préalable** (p. 13131).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13133, 13134). - **Question préalable** (p. 13141).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13142). (p. 13147, 13148).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13149). (p. 13153).

EL KHOMRI (Myriam)
*ministre du travail, de l'emploi, de la
formation professionnelle et du dialogue
social*
(à partir du 3 septembre 2015)
*secrétaire d'État chargée de la politique
de la ville, auprès du ministre de la ville,
de la jeunesse et des sports*
(jusqu'au 2 septembre 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1331, 1332).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.
- **Question orale sans débat sur le régime juridique des drones de loisirs** - (17 février 2015) (p. 1824, 1825).
- **Question orale sans débat sur le département de la Nièvre et la revitalisation des centres-bourgs** - (17 février 2015) (p. 1826).
- **Question orale sans débat sur la gestation pour autrui** - (17 février 2015) (p. 1827).
- **Question orale sans débat sur l'accès numérique pour les communes des Alpes-Maritimes** - (17 février 2015) (p. 1828, 1829).
- **Question orale sans débat sur la retraite des non-salariés agricoles** - (17 février 2015) (p. 1829, 1830).
- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2373, 2374). (p. 2380). - **Article 1er (Texte non modifié par la**

commission) (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire*) (p. 2382). (p. 2385, 2386). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2386). (p. 2387).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collèges** - (16 avril 2015) (p. 3897, 3898). (p. 3902, 3903). (p. 3903, 3904).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5111, 5114). (p. 5121). - **Article 1er (Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie)** (p. 5122).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le compte personnel d'activité** - (15 octobre 2015) (p. 9663).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation en alternance** - (15 octobre 2015) (p. 9666).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Garantie jeunes** - (26 novembre 2015) (p. 11699, 11700).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12151, 12155).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12156). (p. 12160, 12161). (p. 12161). (p. 12162). (p. 12163).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les libertés syndicales** - (10 décembre 2015) (p. 12711).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'emploi** - (10 décembre 2015) (p. 12714).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage, la formation et l'emploi** - (15 décembre 2015) (p. 13094, 13095).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage et le chômage** - (15 décembre 2015) (p. 13095).

EMERY-DUMAS (Anne)
sénatrice (Nièvre)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 24 mars 2015.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération le 18 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 246 (2015-2016)] d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 266 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol

Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le massacre perpétré par Boko Haram au Nigeria** - (15 janvier 2015) (p. 157).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 912, 914).

- **Question orale sans débat sur le département de la Nièvre et la revitalisation des centres-bourgs** - (17 février 2015) (p. 1825, 1826). (p. 1826).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2107). (p. 2107).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] - Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - *Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical*) (p. 4246).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - *Réforme de la juridiction prud'homale*) (p. 4490). (p. 4492). (p. 4497, 4498). (p. 4501, 4502).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-6 du code du travail - *Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés*) (p. 4629, 4630). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - *Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés*) (p. 4650). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4656).

- **Question orale sans débat sur la recrudescence et la surenchère de contrôles en exploitation des agriculteurs** - (26 mai 2015) (p. 5253). (p. 5254).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6559). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6579).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 - et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles) (p. 6677). - **(Supprimé)** (p. 6678). (p. 6678). - **Article 8 A (nouveau)** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 6682, 6683). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6709).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 2323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, , L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6752). (p. 6754, 6755). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la

sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6775). - **Article 15** (art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical) (p. 6782, 6783). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6795). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6814). (p. 6814).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6849). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6854).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 7** (art. L. 3121-1, L. 3121-2-2 [nouveau], L. 6211-3 et L. 6211-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Tests rapides d'orientation diagnostique et autotests) (p. 8377).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8842).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 36** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2016) (p. 10774). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage, la formation et l'emploi** - (15 décembre 2015) (p. 13094).

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Education**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Plan d'investissement pour l'Europe [n° 298 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'Union des marchés de capitaux [n° 640 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe [n° 143 (2015-2016)] (5 novembre 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le plan d'investissement pour l'Europe : une opportunité pour les collectivités territoriales [n° 144 (2015-2016)] (5 novembre 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Pavūta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet « KANT » de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Désignation des membres du groupe de travail sur la transparence et la concurrence dans le transport aérien.

Économie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Justice et affaires intérieures - Déchéance de nationalité et conventions européennes : communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de

Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnecarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyst, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Questions diverses.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

(*commission des finances*) : Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Bethève, économiste.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Économie, finances et fiscalité - Enjeux du big data : communication de Mme Colette Mélot et M. André Gattolin.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Nomination de rapporteur.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : méga-camions : communication de Mme Fabienne Keller.

Travail - Initiative pour l'emploi des jeunes : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Carlos Moedas, commissaire européen en charge de la recherche, de la science et de l'innovation.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la culture face au défi numérique.

(*commission des affaires européennes*) : Culture - Table ronde, conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la culture face au défi numérique.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union des marchés de capitaux : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Richard Yung.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec les pays de la Méditerranée - Communication de M. Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Mieux légiférer - Examen du rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Eric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 122-3 du code de l'urbanisme - Périmètre d'un schéma de cohérence territoriale au-delà d'un seul établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 471).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6213).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17, L.3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7034).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7708).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants

produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7729).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12525). (p. 12526).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 166 tome 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3078, 3079).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4866, 4867).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les taxis et les VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur)** - (18 juin 2015) (p. 6481).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6519, 6520).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7346, 7347).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7686).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC, puis Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat à compter du 17 mars 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 165 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (4 juin 2015).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1892).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le comité interministériel aux ruralités** - (17 septembre 2015) (p. 8428).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9954, 9956).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11941).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public le 29 octobre 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 15 avril 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique le 21 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - **Rapport [n° 370 tome 1 (2014-2015)]** (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Travaux de la commission [n° 370 tome 2 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 370 tome 3 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 479 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - **Rapport [n° 541 tome 1 (2014-2015)]** (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 541 tome 2 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Égalité des territoires et logement [n° 165 tome 7 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le projet de campus régional d'apprentissage Nice-Côte d'Azur** - (20 janvier 2015) (p. 424). (p. 425).

- **Question orale sans débat sur le surcoût lié aux opérations de désamiantage dans les logements sociaux** - (3 février 2015) (p. 1109). (p. 1110).

- **Question orale sans débat sur l'accès numérique pour les communes des Alpes-Maritimes** - (17 février 2015) (p. 1828). (p. 1829).

- **Question orale sans débat sur les conséquences des procédures de rétablissement personnel de certains locataires pour les offices du parc social** - (7 avril 2015) (p. 3117, 3118). (p. 3118, 3119).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - corapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3137, 3139).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3190). (p. 3191). - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - **Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER**) (p. 3195). (p. 3199). (p. 3199). (p. 3202). (p. 3202). (p. 3203). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 224-6 [nouveau] du code de l'environnement - **Normes d'émission de polluants atmosphériques des autocars**) (p. 3204, 3205). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3205, 3206). - **Article 1er ter (supprimé)** (art. L. 317-9 [nouveau] du code de la route - **Équipement des autocars en éthylotests anti-démarrage**) (p. 3207). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - **Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes**) (p. 3209). (p. 3211, 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3213). (p. 3216, 3217). (p. 3218). (p. 3219). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - **Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux**) (p. 3222). (p. 3223). (p. 3224). (p. 3225). - **Article additionnel après l'article 1er quinquies** (p. 3226). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - **Ouverture des services de transport non urbains par autocar**) (p. 3230, 3231). (p. 3243, 3244). (p. 3250). (p. 3254). (p. 3255). (p. 3255). (p. 3257). (p. 3257). (p. 3258). (p. 3258, 3259). (p. 3262).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - **Coordination**) (p. 3280). (p. 3280). (p. 3281). (p. 3281). (p. 3282).

- **Corapporteur - Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (**Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe**) (p. 3283). (p. 3285). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 3288). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (**Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »**) (p. 3291). (p. 3297). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3300). - **Article 3 quater A (supprimé)** (**Rapport sur les conséquences du développement du transport par autocar pour les usagers**) (p. 3301). - **Article 3 quater B (supprimé)** (**Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire**) (p. 3304). - **Article 3 quinquies (nouveau)** (**Coordination des actions d'aménagement des gares routières**) (p. 3319). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3321). (p. 3323). (p. 3324). (p. 3324). - **Article 4** (**Gares routières de voyageurs**) (p. 3325, 3326). (p. 3326). (p. 3328). (p. 3329, 3330). - **Article 4 bis (supprimé)** (**Différenciation des tarifs de péage**)

autoroutier en faveur des véhicules sobres ou utilisés en covoiturage) (p. 3331). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3332). (p. 3334). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3339). (p. 3340). (p. 3341). (p. 3341). (p. 3342). (p. 3342). (p. 3343, 3344). (p. 3344). (p. 3346). (p. 3348). (p. 3349). (p. 3349). (p. 3350). (p. 3351). (p. 3351). (p. 3352). (p. 3353). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3355). (p. 3356). - **Article 5 bis A (supprimé)** (Réservation de voies de circulation aux transports en commun, taxis, véhicules sobres, véhicules de services d'autopartage ou utilisés en covoiturage) (p. 3357). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 3357). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière) - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes) (p. 3359). (p. 3361). (p. 3363). - **Article 7** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité) (p. 3364). (p. 3364). (p. 3364). (p. 3364). (p. 3364). (p. 3365). (p. 3365). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 3366). (p. 3366, 3367). (p. 3367). (p. 3368). - **Article 8 quater** (art. L. 213-1 et L. 213-5 du code de la route - Simplification de la procédure d'agrément des établissements d'enseignement et de formation en matière de conduite et de sécurité routière) (p. 3370). (p. 3371). - **Article 8 quinquies** (art. L. 213-2 du code de la route - Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève) (p. 3372). (p. 3373). (p. 3373). (p. 3374). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3375). - **Article 8 septies (supprimé)** (Rapport sur la création d'une filière française de déconstruction des navires) (p. 3377). - **Article 8 octies (supprimé)** (art. L. 214-1 à L. 214-4 [nouveaux] du code de la route - Comité d'apprentissage de la route) (p. 3378). - **Article additionnel après l'article 8 octies** (p. 3379).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-I, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3394). (p. 3395). (p. 3397). (p. 3402, 3403). (p. 3405). (p. 3406). (p. 3407). (p. 3408). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3409). - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 213-2 et L. 213-2-1 [nouveau] du code de la route - Interdiction des frais de présentation des candidats aux épreuves du permis de conduire) (p. 3410). - **Articles additionnels après l'article 9 bis A** (p. 3410). (p. 3411). - **Article 9 bis (supprimé)** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la route - Répartition des places d'examen au permis de conduire) (p. 3411, 3412). (p. 3412). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). (p. 3415). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3417). (p. 3418). - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3420, 3421). (p. 3424). - **Article 10 B (supprimé)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation de la négociation commerciale dans une convention unique) (p. 3427). - **Articles additionnels après l'article 10 B** (p. 3428). (p. 3429). - **Article 10 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-8 du code de commerce et L. 631-25-1 du code rural et de la pêche maritime - Clause de renégociation du prix des contrats dont la durée d'exécution dépasse trois mois) (p. 3430). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3431). (p. 3432, 3433). (p. 3433). (p. 3434). (p. 3435).

(p. 3436, 3437). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3438, 3439). (p. 3441). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme) (p. 3442). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3444). - **Article 10 ter** (art. L. 425-4 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme) (p. 3444). (p. 3444). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3446). (p. 3447, 3448). - **Article 10 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Information de l'Autorité de la concurrence sur les accords ayant pour objet de négocier des achats groupés) (p. 3452, 3453). - **Article additionnel après l'article 10 quinquies** (p. 3454). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3470). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 917-6 et L. 927-4 [nouveaux] du code de commerce - Consultation de l'Autorité de la concurrence dans certains territoires ultramarins) (p. 3478). - **Article 11 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 117-1 du code de la consommation - Transparence sur les conditions sociales de fabrication d'un produit) (p. 3478). - **Article 11 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-102 du code de la consommation - Délai de rétractation en matière de vente d'or et de métaux précieux) (p. 3479). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3483). (p. 3484). (p. 3485). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3489). - **Article 11 quater B (supprimé)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 3490). - **Article 11 quater C (nouveau)** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'un obstacle à l'activité des opticiens-lunetiers) (p. 3492).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 11 quater D (nouveau)** (art. 19 de la loi n° 96-603 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Reconnaissance de la qualité d'artisan aux restaurateurs) (p. 3509). - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3509). - **Article 11 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 du code de commerce et art. 121 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives - Aménagement des règles sur les délais de paiement) (p. 3511, 3512). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 3512). (p. 3513). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Comptes bancaires inactifs) (p. 3514). - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3519). (p. 3522). (p. 3523).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 22 ter** (art. L. 5542-32-1, L. 5546-1-1 à L. 5546-1-9, L. 5546-10 à L. 5546-1-15 [nouveaux], L. 5621-1, L. 5621-3, L. 5621-4, L. 5785-1 et L. 5785-5-1 du code des transports - Services privés de recrutement et de placement de gens de mer) (p. 3663). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3664). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3668, 3669). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3670, 3671).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 bis A** (p. 3684). - **Article 23 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 - Délai pour l'installation d'un détecteur de fumée) (p. 3685). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3687). (p. 3689). (p. 3689). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 3690). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la

définition du logement intermédiaire) (p. 3691, 3692). (p. 3693). - **Article 23 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Exclusion des logements intermédiaires du service d'intérêt économique général (SIEG) au 1er janvier 2020) (p. 3695). (p. 3696). - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3697). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation du cumul des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance pour les organismes d'HLM et leurs filiales dédiées au logement intermédiaire) (p. 3699). (p. 3700). - **Article 23 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire) (p. 3700). (p. 3701). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). (p. 3706). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3708). (p. 3708). (p. 3709). (p. 3710). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711). (p. 3712, 3713). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 631-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Allègement de la procédure de changement d'usage en faveur des Français de l'étranger disposant d'un logement unique en France) (p. 3715). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3717). (p. 3719). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3723). (p. 3724). (p. 3725). (p. 3725). (p. 3727). (p. 3727). (p. 3727). (p. 3728). (p. 3729). (p. 3729, 3730). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3730, 3731). (p. 3732). (p. 3733). (p. 3734). - **Article additionnel après l'article 25 bis A** (p. 3737). - **Article 25 bis C (supprimé)** (art. L. 131-16 du code du sport - Conséquences financières des modifications des règlements des fédérations sportives) (p. 3739). - **Article 25 bis E** (art. 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Mise en concurrence obligatoire des syndicats ayant été désignés deux fois consécutivement) (p. 3740). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale) (p. 3744, 3745). - **Articles additionnels après l'article 25 octies** (p. 3746, 3747). (p. 3748). (p. 3748). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3749). (p. 3751). (p. 3751). - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3754). (p. 3755). (p. 3755). (p. 3756). (p. 3758). (p. 3760).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3771). (p. 3772). (p. 3774). (p. 3776). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3778). (p. 3779). - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - Extension de l'expérimentation d'un certificat de projet) (p. 3783). (p. 3784). (p. 3784). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3785). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3786, 3787). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3788). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3791). (p. 3793). (p. 3796). (p. 3796). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3799). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3803). (p. 3804, 3805). - **Article 28 bis A (nouveau)** (art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - Possibilité de retrait d'une décision de

non-opposition à déclaration préalable) (p. 3805). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-3 du code de l'urbanisme - Fourniture de la liste complète des motifs de refus à l'occasion du rejet d'une demande d'autorisation d'urbanisme) (p. 3807). - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3809). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Harmonisation des seuils de recours à un architecte pour les exploitations agricoles) (p. 3811). (p. 3811). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3812). (p. 3812). (p. 3813). (p. 3815). (p. 3816). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3820). (p. 3822). (p. 3824). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance les dispositions législatives nécessaires à la transposition des directives n° 2014/53/UE et n° 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil des 16 avril et 15 mai 2014, et à la simplification de la procédure d'établissement des servitudes radioélectriques prévues par le code des postes et communications électroniques) (p. 3826). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3827). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). (p. 3830). - **Article 33 quater** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 3833). (p. 3833). (p. 3834). (p. 3834). - **Article 33 quinquies** (art. L. 34-8-1-1 [nouveau], L. 33-1 et L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Mise en œuvre de l'itinérance métropolitaine) (p. 3836, 3837). - **Article 33 sexies (supprimé)** (art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement) (p. 3838). - **Article 33 septies A** (art. L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Reconnaissance aux collectivités de la qualité de partie dans certaines procédures de règlement des différends devant l'ARCEP et certaines juridictions) (p. 3839). (p. 3840). - **Article 33 septies C** (Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit) (p. 3841). (p. 3846). - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3847). (p. 3848). (p. 3850). (p. 3851). (p. 3852).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3864, 3865). (p. 3865). (p. 3870, 3871).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 40** (p. 4071). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4073). (p. 4074, 4075). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-1 du code monétaire et financier - Fichier bancaire des entreprises, FIBEN) (p. 4078). - **Article 40 quater (supprimé)** (Rapport sur les bourses régionales) (p. 4079, 4080). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4092). (p. 4093). (p. 4093). (p. 4094). (p. 4094). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4095). (p. 4096). (p. 4096). (p. 4097). (p. 4097). (p. 4098). (p. 4098, 4099). - **Article 43 CA (supprimé)** (art. 21-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Règles de

cession de la majorité du capital d'une société cotée) (p. 4100). - **Article 43 C** (art. 41 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Encadrement des opérations de privatisation réalisées par les collectivités territoriales et leurs groupements) (p. 4101). (p. 4102). - **Articles additionnels après l'article 43 C** (p. 4102). (p. 4103). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2014-948) (p. 4103). (p. 4104). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence du législateur en cas de privatisation d'une société détenue par l'Etat) (p. 4106). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Abaissement des seuils entraînant la compétence de la commission des participations et des transferts en cas de transferts de participations au secteur privé) (p. 4108). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics) (p. 4108). (p. 4109). (p. 4109). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4111). (p. 4111). (p. 4111). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Modification de la composition de la commission des participations et des transferts) (p. 4113). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding de l'Etat pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4113). (p. 4113). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4116). (p. 4116). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4119). (p. 4122). (p. 4123). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'Etat ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4125). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'Etat dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4129). (p. 4133). (p. 4136). (p. 4136). (p. 4137, 4138). (p. 4138). (p. 4139). (p. 4139). (p. 4140). (p. 4141). (p. 4143). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 4145). (p. 4146).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4321). (p. 4323). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 4325). - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination de BPI-Gruppe) (p. 4327). - **Article 53 quater (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de la concession du marché d'intérêt national Paris-Rungis) (p. 4327, 4328). - **Article additionnel après l'article 53 quater** (p. 4328). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 4329). (p. 4331). - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement -

Possibilité de favoriser l'ouverture au public des données des éco-organismes sur la composition des déchets) (p. 4332). - **Article 54 bis** (art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4334). (p. 4335). - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 4336). - **Article 54 quater (supprimé)** (art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4338). (p. 4340). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4341, 4342). - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 4384). - **Article 61 (Exonération d'utilisation de la plateforme commune de facturation numérique pour la SNCF et la Caisse des dépôts)** (p. 4397). - **Article 61 bis (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre le développement de la facturation électronique entre les entreprises) (p. 4397). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4398). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4400). (p. 4401). (p. 4402). (p. 4402). (p. 4403). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 581-7 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades situés hors agglomération) (p. 4404). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Coordination de références) (p. 4407). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408). (p. 4408). (p. 4409). (p. 4410). (p. 4410). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 4411). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4423). (p. 4425).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4523). (p. 4524).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 105 A** (p. 4742). - **Articles additionnels après l'article 106** (p. 4746, 4747). (p. 4749). (p. 4750). (p. 4751). - **Article 10 ter (précédemment réservé)** (art. L. 425-4 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme) (p. 4751). - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 4752). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4753).

- **Question orale sans débat sur la possibilité d'effectuer un service civique auprès des bailleurs sociaux** - (12 mai 2015) (p. 4800). (p. 4801).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6162, 6163).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7011, 7012).

- **Corapporteur.** - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-12, L. 2132-14, L. 2132-15, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 7025).

- **Corapporteur** (p. 7025). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 [nouveau] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes et des services de mobilité) (p. 7027). - **Articles 1er quinquies A (suppression maintenue)** (art. L. 2121-1 du code des transports - Avis conforme des régions et départements sur les dessertes assurées par SNCF Mobilités) (p. 7027). - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7028). - **Article 2** (art. L. 3111-17, L. 3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7031). (p. 7032). (p. 7032). (p. 7035). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 7036). (p. 7036). -

Article 3 ter A (suppression maintenue) (Redevance pour l'usage de la route express nouvelle entre Machilly et le contournement de Thonon-les-Bains) (p. 7037). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Gares routières de voyageurs) (p. 7038). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-10-1, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1 A, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-17-6, L. 122-17-7, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-19-2, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 7040). - **Article 7** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité) (p. 7041). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 7042). (p. 7043). (p. 7044). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 à L. 211-6, L. 211-8, L. 213-9, L. 221-1 A, L. 221-3-1, L. 221-3-1 A, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] et L. 223-1 du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Passage des épreuves du permis de conduire - Conduite accompagnée) (p. 7046). (p. 7047). - **Article additionnel après l'article 9 bis AA** (p. 7047). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Encadrement des réseaux de distribution commerciale) (p. 7049). (p. 7049). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7051). (p. 7052). (p. 7053). - **Article 11 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-7 du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 7057). - **Article 11 quater B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 7058). - **Article 11 quater C** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'une ambiguïté juridique relative à l'activité des opticiens-lunettiers) (p. 7058, 7059). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 7083). - **Article 25 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Mise en concurrence obligatoire des syndicats ayant été désignés deux fois consécutivement) (p. 7084). - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7085). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 7087). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7089).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 141-1-1, L. 143-8, L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) aux donations) (p. 7103). - **Article 30 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée - Conditions d'autorisation de l'ouverture d'un cinéma) (p. 7104). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1, L. 111-5-1-2, L. 111-6-2-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 7105). (p. 7106). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 7107). - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau],

L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7111). - **Article 33 octies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 et 34-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Clarification des règles applicables en matière de numérotation des chaînes de télévision) (p. 7113). - **Article 33 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Encadrement et régulation de l'activité des moteurs de recherche sur Internet) (p. 7114). (p. 7115, 7116). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 7132). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français) (p. 7135). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7137). - **Article 108 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-8, L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-22 et L. 712-4 du code de commerce - Renforcement des pouvoirs des chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 7209). - **Article 112 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Adaptation du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat à la nouvelle carte régionale) (p. 7210).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation des salles de consommation de drogue à moindre risque** - (7 juillet 2015) (p. 7248). (p. 7248, 7249).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3511-2-1 du code de la santé publique - Preuve de la majorité pour l'achat de tabac) (p. 8323). (p. 8324).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8774).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (6 octobre 2015) (p. 9172).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la base régionale d'Air France à Nice** - (13 octobre 2015) (p. 9462). (p. 9462, 9463).

- **Question orale sans débat sur la modification du bénéficiaire de l'aide au logement temporaire** - (27 octobre 2015) (p. 9946). (p. 9947).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 61** (p. 11666). (p. 11667).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12043, 12044).

- **Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12070). (p. 12071). (p. 12071). (p. 12072).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12131, 12132).

FABIUS (Laurent)
*ministre des affaires étrangères et du
développement international*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique [n° 210 (2014-2015)] (5 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles [n° 211 (2014-2015)] (5 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978 [n° 212 (2014-2015)] (5 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des Comores [n° 221 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Justice.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo relatif aux services aériens [n° 241 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique du Congo [n° 242 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Panama relatif aux services aériens [n° 260 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales [n° 324 (2014-2015)] (4 mars 2015) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant le statut des forces en visite et la coopération en matière de défense [n° 340 (2014-2015)] (11 mars 2015) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 365 (2014-2015)] (25 mars 2015) - Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 414 (2014-2015)] (15 avril 2015) - Affaires étrangères et coopération - Union européenne.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition signée le 2 mai 2007 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État des Émirats arabes unis [n° 448 (2014-2015)] (13 mai 2015) - Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention [n° 482 (2014-2015)] (3 juin 2015) - Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali [n° 483 (2014-2015)] (3 juin 2015) - Défense - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure [n° 511 (2014-2015)] (10 juin 2015) - Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des Parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires [n° 512 (2014-2015)] (10 juin 2015) - Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république des Philippines, d'autre part [n° 551 (2014-2015)] (24 juin 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 552 (2014-2015)] (24 juin 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 [n° 630 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Travail.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 651 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique [n° 652 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 669 (2014-2015)] (2 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises [n° 153 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative aux travaux et au cofinancement par la Suisse de l'opération de réactivation du trafic ferroviaire sur la ligne Belfort-Delle ainsi qu'à l'exploitation de la ligne Belfort-Delle-Delémont [n° 154 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) [n° 173 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 15, 18). (p. 30, 33).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le massacre perpétré par Boko Haram au Nigeria** - (15 janvier 2015) (p. 157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre la France, la Turquie et le Maroc dans le cadre de la**

lutte contre les attentats et le terrorisme - (15 janvier 2015) (p. 158).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les désastres liés au dérèglement climatique (événements dans le Pacifique) et négociations internationales sur la prévention des risques** - (19 mars 2015) (p. 2814, 2815).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2901, 2906).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la politique en Centrafrique** - (9 avril 2015) (p. 3313, 3314).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord sur le nucléaire iranien** - (9 avril 2015) (p. 3314, 3315).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)** - (21 mai 2015) (p. 5209).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7347, 7350). (p. 7361, 7364).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7693, 7697). (p. 7708, 7710).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec l'Iran** - (16 juillet 2015) (p. 7776).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8221, 8224). (p. 8235, 8238).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du dérèglement climatique sur la géopolitique** - (15 octobre 2015) (p. 9658, 9659).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9679, 9687).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11624, 11628).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures au plan national suite à la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (15 décembre 2015) (p. 13090, 13091).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (15 décembre 2015) (p. 13092).

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 62, 63).

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 38). (p. 44). (p. 44). (p. 45, 46).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 66). (p. 66).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 127, 128). (p. 133). (p. 134). (p. 140). (p. 141). (p. 141, 142). (p. 163, 164). (p. 166). (p. 172, 173). (p. 174). (p. 177). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 200). (p. 208). - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 210).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 233). - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 237). (p. 249). (p. 249, 250). - **Article 5** (*art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets*) (p. 256). (p. 257, 258). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 260). (p. 264). - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive*) (p. 281, 282). (p. 282). (p. 284). (p. 284). - **Article 8** (*art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des*

transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 310). (p. 311). (p. 317).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 346). - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 365).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 444). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 465). (p. 465, 466). (p. 467).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 528). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 536). (p. 536). - **Article 21 quater (nouveau)** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Conventions entre une communauté d'agglomération et ses communes membres) (p. 538, 539). (p. 539). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 541). (p. 549). (p. 552). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 563). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 586, 587). (p. 588). (p. 590). - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 622, 623).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 681). (p. 682). (p. 682). (p. 682). (p. 687). (p. 689, 690). (p. 690). (p. 690). (p. 692, 693). (p. 693). (p. 694). (p. 694). (p. 695). (p. 696). (p. 696). (p. 697). (p. 698). (p. 699, 700). (p. 700). (p. 701). (p. 701). (p. 701). (p. 702). (p. 703). (p. 706). (p. 706, 707). (p. 708, 709). (p. 709). (p. 710). (p. 713). (p. 714). (p. 716). (p. 718, 719). (p. 719). (p. 720). (p. 720). (p. 720, 721). (p. 722). (p. 726). (p. 726). (p. 727). (p. 727). (p. 732). (p. 733). (p. 733). (p. 734). (p. 735). (p. 735, 736). (p. 736). (p. 738). (p. 738). (p. 738, 739). (p. 756).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 773). (p. 775). (p. 775). (p. 779). (p. 779). (p. 780). - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 793). (p. 799). - **Article 24 bis (nouveau)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 802). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création des maisons de services au public) (p. 813). (p. 814, 815). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code

général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme) (p. 828, 829). (p. 830). (p. 830). - **Article 35** (Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels) (p. 853). (p. 855). (p. 855, 856). (p. 856). - **Article 37** (Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées) (p. 865).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 883, 885). (p. 885).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2213, 2214).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3199, 3200). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3205). (p. 3207). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3220).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3530).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3640, 3641). (p. 3642).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4415). (p. 4416).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 95 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1264-3 du code du travail - Relèvement du plafond de la sanction administrative en cas de non-respect des règles relatives à la déclaration préalable de travailleurs détachés) (p. 4648). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4654). (p. 4654). - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4668, 4669).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives et la concertation** - (12 mai 2015) (p. 4806). (p. 4807).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5218, 5219).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5286, 5287). - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un

pouvoir réglementaire) (p. 5307, 5308). (p. 5313). (p. 5320). (p. 5320).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5355). (p. 5356). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5380, 5381). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5408). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5416). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5433). (p. 5434).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 7** (art. 34 et 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ; art. L. 1213-1 à L. 1213-3 du code des transports - Dispositions transitoires pour l'élaboration et la révision des anciens schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire) (p. 5488). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5489). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5497). - **Article 12 bis AA** (art. L. 214-5 du code de l'éducation - Définition conjointe de la sectorisation des lycées par le recteur et le conseil régional) (p. 5514, 5515). - **Article 12 bis A** (art. L. 214-2 et L. 614-3 du code de l'éducation - Approbation par la région de la carte des formations supérieures et schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) (p. 5516). (p. 5516). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5523). (p. 5531, 5532). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5553). (p. 5558). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5563). - **Article 16 quater** (art. L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2321-2, L. 2531-12, L. 5210-1-1 A, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5217-12-1 et Livre III de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales ; loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 ; loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 ; art. L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 121-4, L. 123-6, L. 123-8, L. 321-21, L. 321-25 et L. 321-26 du code de l'urbanisme ; art. 1043, 1379-0 bis, 1466, 1609 quater, section XIII ter du chapitre Ier du titre III de la deuxième partie du livre Ier et art. 1638 bis du code

général des impôts ; art. L. 216-7 du code de l'éducation ; art. L. 554-1 du code de justice administrative ; art. 11 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 ; art. 32 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Suppression, à compter du 1er janvier 2016, de la catégorie des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 5567). (p. 5568). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-2 du code général des collectivités territoriales - Nouveau dispositif de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5569).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 321-13 [nouveau] du code de l'environnement - Redevance de mouillage dans les aires marines protégées) (p. 5594). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5595). - **Article 20** (art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 5604). - **Article 21 bis AA** (art. L. 5721-6-3 du code général des collectivités territoriales - Faculté de retrait des membres d'un syndicat mixte ouvert en cas de perte de la compétence ou de l'objet fondant l'adhésion) (p. 5612). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211313, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22 et L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 5629, 5630). - **Article 22 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 du code général des collectivités territoriales - Recours à la majorité qualifiée pour l'unification des impôts directs communaux au sein des EPCI à fiscalité propre) (p. 5630). (p. 5630). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5634). - **Article 22 decies (supprimé)** (art. L. 2121-22-1 du code général des collectivités territoriales - Extension aux communes et aux EPCI à fiscalité propre de 10 000 habitants et plus de la possibilité de créer une mission d'information et d'évaluation) (p. 5644). - **Article 23 A** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exercice des compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5645). - **Article 23** (art. L. 5217-2, L. 3211-1-1 et L. 5217-19 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de transfert automatique des compétences départementales à la métropole) (p. 5649). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5650). (p. 5652). (p. 5652, 5653). (p. 5653). (p. 5655). - **Article 24 bis C** (art. L. 3461-1 et L. 5552-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Octroi de subventions par les départements et les régions d'Alsace-Moselle pour la promotion du droit alsacien-mosellan) (p. 5660). (p. 5660). - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5660, 5661). (p. 5664). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création de maisons de services au public) (p. 5668). (p. 5668). (p. 5668). (p. 5668). - **Article 28 A (suppression maintenue)** (Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens) (p. 5678). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2, L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34,

L. 4424-35, L. 4424-36, L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative) (p. 5692). - **Article 29 bis (supprimé)** (Titre III du livre II de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Consécration législative du conseil national des collectivités territoriales pour le développement culturel) (p. 5697). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales) (p. 5703). - **Article 35** (Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels) (p. 5707). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-14 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition des documents relatifs aux délégations de service public) (p. 5714). - **Article 36 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et des services d'assainissement municipaux, des services municipaux de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères) (p. 5717). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5722). (p. 5722). - **Article 40** (Dispositions transitoires et habilitation pour la prise en compte de la nouvelle carte régionale) (p. 5730).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdecies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5749, 5750). (p. 5760, 5761). (p. 5765). (p. 5772). (p. 5773). (p. 5780, 5781). (p. 5782). (p. 5785, 5786). (p. 5787). (p. 5789). (p. 5793). (p. 5794). (p. 5794). (p. 5795). (p. 5803). (p. 5804). (p. 5806). (p. 5811). (p. 5811, 5812). (p. 5812). (p. 5817). (p. 5818). (p. 5818). (p. 5823).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5840, 5841).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5941).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6507, 6508).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 231-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6737, 6738). - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29

à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6752). (p. 6760, 6761).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6971).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7312).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7787, 7788).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9214, 9216).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle) (p. 9264). (p. 9265). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9274). (p. 9274). (p. 9275). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9302, 9303). (p. 9303). (p. 9305).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 20** (art. L. 554-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté d'assigner à résidence à la fin de la rétention) (p. 9358, 9359). - **Article 22** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère prioritaire de l'assignation à résidence par rapport au placement en rétention administrative) (p. 9361, 9362). - **Article 28 bis A** (art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude) (p. 9374, 9375). - **Article 28 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un mineur isolé étranger non admis sur le territoire) (p. 9377). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie législative) - Ratification de l'ordonnance portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 9384, 9385).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9501, 9502).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9987).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre

2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre 1er du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10335). (p. 10336). (p. 10337).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11015, 11016).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11151). (p. 11152). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11159). (p. 11159).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11574).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11624).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation des jeunes** - (26 novembre 2015) (p. 11700). (p. 11701).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11930). - **État B** (p. 11936).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12425). (p. 12427, 12428). (p. 12429). (p. 12429). (p. 12430). (p. 12430). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12442).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12588, 12589).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12738).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pilotes français emprisonnés en République dominicaine** - (12 février 2015) (p. 1517, 1518).

- **Question orale sans débat sur les personnels recrutés localement par les administrations françaises à l'étranger et l'assurance chômage** - (17 février 2015) (p. 1818, 1819).

- **Question orale sans débat sur la réponse internationale au crime de Daesh contre la communauté yézidie** - (17 février 2015) (p. 1820).

- **Question orale sans débat sur l'ouverture d'une antenne consulaire à Auckland** - (10 mars 2015) (p. 2363).

- **Question orale sans débat sur la situation des accompagnants des élèves en situation de handicap** - (10 mars 2015) (p. 2364).

- **Question orale sans débat sur les renseignements économiques sur les entreprises françaises et l'exemple de Chevilly-Larue** - (10 mars 2015) (p. 2365).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2510, 2511). (p. 2515). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2516).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les exécutions capitales en Arabie saoudite** - (4 juin 2015) (p. 6034).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière bovine** - (18 juin 2015) (p. 6487).

FEKL (Matthias)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 926, 929).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1123, 1126). (p. 1133, 1135).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1170).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit ukrainien** - (12 février 2015) (p. 1516, 1517).

- **Question orale sans débat sur les procurations de vote des français de l'étranger** - (23 juin 2015) (p. 6623, 6624).

- **Question orale sans débat sur la suppression du réseau de trésoreries à l'étranger** - (23 juin 2015) (p. 6624, 6625).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les dérives sectaires** - (23 juin 2015) (p. 6625, 6626).

- **Question orale sans débat sur le financement de la déviation de la voie ferrée au sein de la raffinerie de Donges** - (23 juin 2015) (p. 6627).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7498, 7499). (p. 7505, 7506).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales** - *Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]* - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10431, 10432). (p. 10436).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique étrangère et la lutte contre Daech** - (17 novembre 2015) (p. 10973).

- **Question orale sans débat sur les visas des étudiants stagiaires, des voyageurs d'affaires et les permis de conduire en Chine** - (1er décembre 2015) (p. 11989, 11990).

- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil des migrants** - (1er décembre 2015) (p. 11990, 11991).

- **Question orale sans débat sur l'impact du changement climatique outre-mer** - (1er décembre 2015) (p. 11991, 11992).

- **Question orale sans débat sur les avancées des recherches sur le chlordécone aux Antilles** - (1er décembre 2015) (p. 11992, 11993).

- **Question orale sans débat sur les oléiculteurs et le droit des agriculteurs non professionnels d'incinérer les rémanents** - (1er décembre 2015) (p. 11993, 11994).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12096, 12099). - **État B** (p. 12100). (p. 12102). (p. 12104). (p. 12105). (p. 12108). - **Article additionnel après l'article 48 A** (p. 12109).

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis vice-présidente du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre titulaire de la conférence de la ruralité le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 16 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 237 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 359 (2014-2015)] pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 581 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Enseignement scolaire [n° 168 tome 3 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat

d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4398). (p. 4398). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4401).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8246, 8247).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9401, 9402).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9415, 9416).

- **Question orale avec débat sur la fermeture du site de collecte de sang d'Epernay** - (27 octobre 2015) (p. 9923). (p. 9924).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11486).

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11855, 11856).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12168, 12169). - **État B** (p. 12188, 12189).

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
NI, puis SOC, puis Socialiste et
républicain

Devenu sénateur le 12 juin 2015 (en remplacement de M. François Aubey, déclaré démissionnaire d'office de son mandat par le Conseil constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 10 juillet 2015.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 9 juillet 2015 à partir du 30 juin 2015.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 17 novembre 2015.

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC, puis Socialiste et républicain

Fin d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 26 mai 2015.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 19 février 2015 ; nouvelle nomination du 19 février 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité national des "trames verte et bleue".

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports ; puis membre titulaire le 16 juillet 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - *Prescription d'activités physiques adaptées*) (p. 8823).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée universitaire** - (6 octobre 2015) (p. 9177).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11879, 11880).

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Questions diverses.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi

de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 559).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1373, 1375).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 février 2015) (p. 1446).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (13 février 2015) - **Article additionnel avant l'article 9 A** (p. 1631, 1632). (p. 1632). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1641, 1642). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1659). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1677). (p. 1678). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1683). - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 1687). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1693). - **Article 14** (art. L. 1231-15 du code des transports, art. L. 173-1 du code de la voirie routière - Encouragement au covoiturage - Habilitation à procéder par voie d'ordonnance pour étendre la possibilité de recours à des servitudes d'utilité publique pour la réalisation de réseaux de transport) (p. 1700, 1701). - **Article additionnel après l'article 16 quinquies** (p. 1712).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières,

ARAFER) (p. 3201, 3202). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3211). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3217, 3218). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3221, 3222). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3246). (p. 3253). (p. 3262).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3334). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3341). (p. 3342). (p. 3352, 3353). (p. 3354). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes) (p. 3360, 3361). (p. 3363). - **Article 8 quinquies** (art. L. 213-2 du code de la route - Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève) (p. 3374). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3375). - **Article 8 octies (supprimé)** (art. L. 214-1 à L. 214-4 [nouveaux] du code de la route - Comité d'apprentissage de la route) (p. 3378).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3394). (p. 3400). - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 213-2 et L. 213-2-1 [nouveau] du code de la route - Interdiction des frais de présentation des candidats aux épreuves du permis de conduire) (p. 3410). (p. 3410). - **Article 9 bis (supprimé)** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la route - Répartition des places d'examen au permis de conduire) (p. 3411). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3417). (p. 3418). (p. 3418).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron - Trains Intercités** - (4 juin 2015) (p. 6039).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6182, 6183).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6258).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7540). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et ses établissements publics d'acquies des véhicules propres) (p. 7550). (p. 7550). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7558).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 13** (art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code des collectivités territoriales articles L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2, L. 228-3 du

code de l'environnement - Création des zones à circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules) (p. 7574). (p. 7574). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7584). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7612).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 5343-3 du code des transports - Définition des ouvriers dockers professionnels mensualisés) (p. 9591).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9841, 9842).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9910).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12726, 12728). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des équipements en fibre optique au suramortissement de 40 % de l'article 39 decies du code général des impôts, suramortissement « Macron ») (p. 12863).

FIORASO (Geneviève)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche
(jusqu'au 5 mars 2015)

(p. 661, 662). (p. 662, 663). (p. 663). (p. 664). (p. 665). (p. 666, 667). (p. 667, 668).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1072, 1074).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 659, 660). (p. 660, 661).

FONTAINE (Michel)
sénateur (La Réunion)
UMP, puis Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les plans de prévention des risques naturels à La Réunion** - (21 juillet 2015) (p. 7996). (p. 7997).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Travail et emploi [n° 167 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Egalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Désignation d'un rapporteur sur l'apprentissage.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3044, 3045).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 2** (*Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie*) (p. 5127).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 43 bis**

(Texte non modifié par la commission) (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - *Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé*) (p. 8937).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - *Renforcement du consentement présumé au don d'organes*) (p. 9005).

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-président du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture** [n° 33 (2015-2016)] - (13 octobre 2015) - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - *Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions*) (p. 9508).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (10 décembre 2015) (p. 12716). (p. 12717).

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 567).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1021, 1022).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1231).

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1255, 1256).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (17 février 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - *Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée*) (p. 1890).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)]** - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2071, 2072). - **Article unique** (p. 2078).
- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2214, 2215).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'AREVA** - (5 mars 2015) (p. 2337, 2338).
- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2996).
- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 3008).
- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4898). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques) (p. 4919). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).
- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5115, 5116).
- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5129, 5130).
- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6458). - **Article 3** (art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale - Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique) (p. 6466).
- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6475).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7141).
- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7270, 7271).
- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7283, 7284).
- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7513). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7540, 7541).
- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7586). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7589).
- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8319).
- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8825).
- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8958).
- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9144, 9145).
- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9400, 9401).
- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9414, 9415).
- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9865). - **Article 3** (art. 15 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Consécration du principe de gratuité et maintien de certaines redevances de réutilisation des informations publiques) (p. 9873). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9878). (p. 9878).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9886, 9887).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les voitures à hydrogène** - (3 novembre 2015) (p. 10255).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10574, 10575).

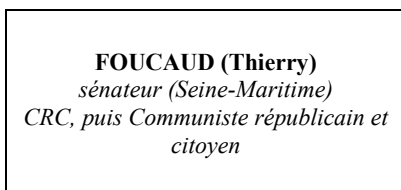
- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11477).

Seconde partie :

Pouvoirs publics



FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 16, 19, 22, 23, 29 janvier, 18, 19, 30 mars, 1er avril, 26, 27, 29 mai, 4, 26 juin, 14 septembre, 1er, 12, 26, 27 octobre, 5, 17 novembre, 2 et 7 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

- (2 décembre 2015) (p. 12113).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12117).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communaux [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Enseignement scolaire [n° 164 tome 3 annexe 14 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le contournement Est de Rouen** - (10 mars 2015) (p. 2372). (p. 2373).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2548, 2550).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'industrie papetière** - (7 avril 2015) (p. 3121). (p. 3122).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) -

Articles additionnels après l'article 1er quater (p. 3214). (p. 3218).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3286, 3287). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière) - *Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes* (p. 3359). - **Article 8 quater** (art. L. 213-1 et L. 213-5 du code de la route - *Simplification de la procédure d'agrément des établissements d'enseignement et de formation en matière de conduite et de sécurité routière*) (p. 3371).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire*) (p. 3700). (p. 3701). (p. 3702). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier*) (p. 3729). (p. 3730).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - *Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3870). (p. 3874). - **Article 34 bis A (nouveau)** (art. L. 131-1 du code des assurances - *Possibilité pour un contrat d'assurance vie de prévoir le règlement des sommes dues sous forme de parts de fonds commun de placement à risque*) (p. 3945). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3947). - **Article 34 bis B (nouveau)** (art. L. 213-14 du code monétaire et financier - *Restriction aux personnes physiques de l'interdiction pour les dirigeants d'une association de détenir des obligations émises par celle-ci*) (p. 3948). (p. 3949). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. 163 bis G et 154 quinquies du code général des impôts - *Aménagement du cadre fiscal applicable aux bons de souscription de part de créateur d'entreprise, BSPCE*) (p. 3955). (p. 3956). (p. 3957). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3961, 3962).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 99 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-53 du code du travail - *Correction d'une erreur matérielle*) (p. 4695, 4696). (p. 4696). - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-16 du code du travail - *Neutralisation des conséquences d'une annulation d'une décision de validation ou d'homologation d'un plan de sauvegarde de l'emploi pour défaut de motivation*) (p. 4711). (p. 4713). (p. 4714).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9416, 9417).

- **Hommage aux victimes d'une catastrophe routière en Gironde** - (27 octobre 2015) (p. 9949).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2016** - (3 novembre 2015) (p. 10251).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - *Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème*) (p. 11170). (p. 11175). (p. 11178). (11183). (11183). (p. 11184). (p. 11185). (p. 11185). (p. 11187).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L. 6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64,

L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME*) (p. 11320). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11338, 11339). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - *Réduction à trois fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale du plafonnement de la déductibilité des indemnités de cessation des fonctions de mandataire social ou de dirigeant au titre de l'impôt sur les sociétés*) (p. 11349). (p. 11349). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 11350). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11387). (p. 11387). (p. 11388). (p. 11388). (p. 11389). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 11420, 11421).

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12166, 12167).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 octies** (p. 12451).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 46 ter (nouveau)** (art. 257, 278 sexies, 278 sexies A et 284 du code général des impôts - *Suppression du mécanisme de livraison à soi-même dans le secteur du logement social pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 12519). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 223 quinquies C [nouveau], art. 1729 F [nouveau] du code général des impôts - *Transmission à l'administration fiscale de la répartition pays par pays des bénéfices et des agrégats économiques, comptables et fiscaux des grandes entreprises, « reporting pays par pays »*) (p. 12534).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12581, 12582).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - *Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique »*) (p. 12773). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12780, 12781). (p. 12782). - **Article 4 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond**

d'autorisation des emplois) (p. 12790, 12791). (p. 12793). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1er de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Précision de la trajectoire de la composante carbone de la TICPE pour les années 2017 à 2019) (p. 12822). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12840). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 150-0 D ter, art. 150-0 D, art. 199 terdecies-0 A, art. 1763 C du code général des impôts - Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 12852). - **Article 14** (art. L. 214-154, L. 214-160, L. 214-168, L. 214-169, L. 221-32-2 et L. 519-1 du code monétaire et financier - Renforcement du plan d'épargne en actions dédié au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire, PEA-PME) (p. 12857, 12858). - **Article additionnel après**

l'article 18 (p. 12880). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12896). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009) (p. 12949). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12950, 12951). - **Article 35 undecies (nouveau)** (Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays, « reporting » pays par pays public) (p. 12969). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12978). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12986).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 14 octobre 2015.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire le 4 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Héroult, chef du centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 69). (p. 72). (p. 74).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 977, 979).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4217). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4246). (p. 4246, 4247).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 1er** (Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie) (p. 5123). - **Article 2** (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie) (p. 5125, 5126).

- **Question orale sans débat sur le gaspillage alimentaire et les dates de péremption** - (26 mai 2015) (p. 5249, 5250). (p. 5250, 5251).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5302, 5303). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5324). (p. 5325). (p. 5328).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5382). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5392). (p. 5392, 5393).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 9614). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et

codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 9617). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9625). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9633).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Article 1er (Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales)** (p. 10005). (p. 10007).

- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil des migrants** - (1er décembre 2015) (p. 11990). (p. 11991).

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 354 (2014-2015)] autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la république d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la république d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier [n° 396 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole entre la France et le conseil des ministres de la république d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la république d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 454). (p. 455). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 458). (p. 458). (p. 459).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531). (p. 534).

- **Question orale sans débat sur les services publics en zone rurale** - (3 février 2015) (p. 1100). (p. 1101).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 246 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2242, 2243).

- **Question orale sans débat sur l'obligation d'élection de domicile pour les Français de l'étranger** - (10 mars 2015) (p. 2353, 2354). (p. 2354).

- **Question orale sans débat sur les prêts et l'achat de logements anciens en milieu rural** - (10 mars 2015) (p. 2357). (p. 2358).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2900).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques*) (p. 4223). (p. 4224). - **Article 76 (priorité)** (*art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical*) (p. 4240, 4241). (p. 4246).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11030, 11031).

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la fermeture des bureaux de tabac de proximité** - (10 mars 2015) (p. 2359, 2360). (p. 2360).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie** [n° 368 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2993, 2994).

- **Question orale sans débat sur le devenir de l'hôpital de Pontails-et-Brésis** - (23 juin 2015) (p. 6608, 6609). (p. 6609).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi** [n° 502 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - **Article 4** (*art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel*) (p. 6675).

- **Question orale sans débat sur la protection de la population de la petite Camarque contre le risque d'inondation** - (1er décembre 2015) (p. 11988, 11989). (p. 11989).

FRASSA (Christophe-André)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série 2)*
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 22 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 19 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Droit des entreprises : enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté [n° 395 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Représentation des Français établis hors de France : les premiers enseignements de la loi du 22 juillet 2013 [n° 481 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 376 (2014-2015)] relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 74 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Travail - Entreprises**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 786 (2013-2014)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives [n° 90 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 195 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 196 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (commission des lois) :
 Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à

l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (commission des lois) : Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (commission des lois) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (commission des lois) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Suite de l'examen du rapport de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (commission des lois) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (commission des lois) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements.

Réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collective - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (commission des lois) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (commission des lois) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (commission des affaires européennes) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission des lois) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (commission des lois) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - Discussion générale (p. 2075, 2076).**

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] - (10 avril 2015) - Articles additionnels après l'article 10 ter (p. 3449).**

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)] - (19 mai 2015) - Article 12 (chapitre Ier du titre IV du**

livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile) (p. 5036).

- **Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)] - (7 juillet 2015) - Discussion générale (p. 7284).**

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)] - (21 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9763, 9764).**

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)] - (3 novembre 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016) (p. 10270, 10272).**

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016). - (5 novembre 2015) - Article 20 (texte non modifié par la commission) (Objet de l'action de groupe) (p. 10448). (p. 10448). (p. 10448). (p. 10448, 10449). - Article 21 (Qualité à agir) (p. 10449). (p. 10450). (p. 10451). (p. 10451). - Article 24 (Jugement sur la responsabilité et définition du groupe des victimes) (p. 10457). - Article 44 (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière discrimination) (p. 10471). - Article 45 (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10477). (p. 10478). (p. 10480). (p. 10480). - Article 45 bis (nouveau) (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-3 du code de justice administrative - Régime juridique de l'action de groupe « discrimination » contre un employeur public) (p. 10487). - Article 46 (Non application du titre aux actions de groupe déjà existantes - Non application de la nouvelle procédure d'action de groupe aux manquements antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi) (p. 10488). - Article 50 (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4, L. 526-1, L. 526-2, L. 526-3, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-9, L. 611-13, L. 611-14, L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 622-24, L. 626-3, L. 626-12, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 631-19, L. 632-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 645-1, L. 645-3, L. 645-8, L. 645-9, L. 645-11, L. 653-1, L. 653-8, L. 661-6, L. 662-7, L. 662-8, L. 663-2, L. 670-6, L. 910-1, L. 916-2 [nouveau], L. 950-1 et L. 956-10 [nouveau] du code de commerce, art. L. 351-6 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 3253-17 du code du travail - Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté) (p. 10506). - Articles additionnels après l'article 51 (p. 10512, 10513). (p. 10514). - Article 52 (Habilitation à prendre par ordonnance diverses dispositions relevant du domaine de la loi) (p. 10516). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 10529).**

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)] - (18 novembre 2015) - rapporteur - Article 1er (Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance) (p. 11050). - Article 2 (Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance) (p. 11055). - Article 3 (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11057).**

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12095, 12096). - **État B** (p. 12103, 12104).

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance jusqu'au 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 4 juin 2015.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative au fonctionnement du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie [n° 46 (2015-2016)] (12 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise politique en Nouvelle-Calédonie** - (29 janvier 2015) (p. 1043).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté** [n° 546 (2014-2015)] - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6983, 6984).

GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 7 octobre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis secrétaire le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 200, 201). (p. 201). (p. 202). (p. 207).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2636). (p. 2637). (p. 2637).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3156, 3157). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3172).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3262).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 10 quinquies** (p. 3453, 3454). (p. 3454, 3455).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3626). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3669).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). (p. 3705, 3706).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3776). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3780). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 3953). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3960, 3961). (p. 3967). (p. 3970). (p. 3972).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4001). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4015). - **Article additionnel après l'article 35 ter C** (p. 4017). (p. 4017). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4039, 4040). (p. 4042). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4045). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4075). (p. 4076). - **Article 40 quater (supprimé)** (Rapport sur les bourses régionales) (p. 4079). (p. 4079). (p. 4080). (p. 4080).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4185, 4186). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4214, 4215). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4218). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4242, 4243). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4266). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4278). (p. 4279). (p. 4279). (p. 4280).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4347, 4348). (p. 4348). (p. 4348). (p. 4351, 4352). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4398). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4400, 4401). (p. 4403). (p. 4403).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70 A** (art. L. 621-4 et L. 641-1 du code de commerce - Facilitation de la désignation de plusieurs mandataires judiciaires et administrateurs judiciaires dans les procédures collectives) (p. 4460). (p. 4460).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes) (p. 4905, 4906). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4907). (p. 4908). (p. 4908). - **Article 12** (Chapitre VII bis, art. 47 ter du Règlement - Procédure d'examen en commission) (p. 4915). (p. 4915). (p. 4916).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5130, 5131);

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5297, 5298).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5888, 5889). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée) (p. 5892). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5906).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6548, 6549). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6568). (p. 6572). (p. 6574). (p. 6581). (p. 6582). (p. 6583). (p. 6588). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6588). (p. 6589). (p. 6590). (p. 6590).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6709). (p. 6709).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6751). (p. 6751). (p. 6758, 6759). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6799). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6808).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7004).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 7132). - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7146). (p. 7150). - **Article 98 A** (art. L. 5125-1, L. 5125-2, L. 5125-4, L. 5125-5, L. 5125-6 et L. 5125-8 [nouveau] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 7205). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7214).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8326).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9006).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9309).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9848).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10600). (p. 10603). (p. 10605). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10615, 10616).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10673).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11657). - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11669).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention en Syrie** - (26 novembre 2015) (p. 11702). (p. 11703).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12143, 12144).

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12160).

Travail et emploi

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 48 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 386 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité**.

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Avances à l'audiovisuel public** : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 166 tome 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur la coopération internationale entre services de renseignement et en matière d'enquêtes judiciaires dans la lutte contre le terrorisme [n° 179 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Justice et affaires intérieures - Organisation des travaux de la commission sur les moyens de lutter contre le terrorisme au niveau européen - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles les 14 et 15 février 2015 - Communication.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme -

Approbation de l'accord entre la France et les États-Unis d'Amérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : Sunnites et chiites au prisme de Daesh.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération internationale en matière de renseignement et de mobilisation de la réserve militaire et civile** - (15 janvier 2015) (p. 152).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2898, 2899).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 2945, 2946).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3995).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4777, 4779).

- **Question orale sans débat sur la délivrance d'un duplicata du permis de conduire aux Français de l'étranger** - (12 mai 2015) (p. 4798). (p. 4799).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5482, 5483). (p. 5483).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6008, 6010).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7369, 7370). - **Article 9** (p. 7413).

- **Question orale sans débat sur l'attractivité internationale du système de santé français** - (21 juillet 2015) (p. 7987). (p. 7988).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (18 septembre 2015) - **Article 12 quater (supprimé)** (*art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur*) (p. 8534). (p. 8534).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11763, 11764).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11803, 11804).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12203, 12204). (p. 12204).

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) - rapporteur pour avis - **État D** (p. 12219). (p. 12220).

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Echange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 92).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 542). (p. 543). (p. 544). (p. 553). (p. 554). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 575). (p. 576, 577).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 662). (p. 663).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1261). (p. 1262).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2517, 2520).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2638). - **Article 17** (*art. 2143-3 du code général des collectivités territoriales - Représentation des personnes âgées dans les commissions communales d'accessibilité*) (p. 2641, 2642). - **Article 22** (*art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2647).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 40** (*art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 2724).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 54 bis** (*art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie*) (p. 2809). (p. 2809).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le phénomène d'invasion des frelons asiatiques** - (24 mars 2015) (p. 2865). (p. 2866).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3002). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3008).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3040, 3041).

- **Question orale sans débat sur la situation du secteur adapté et de l'emploi des personnes handicapées** - (7 avril 2015) (p. 3108, 3109). (p. 3109).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3882).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408, 4409).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5143, 5144). - **Article unique** (p. 5151). (p. 5152).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6156, 6157).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6316, 6317). - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6336, 6337). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6355). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6366).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6396). - **Article 4** (*art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire*) (p. 6405). (p. 6405). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6426).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6628).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 96** (*art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés*) (p. 7199).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7773).

- **Question orale sans débat sur la situation de la recherche clinique et des biotechnologies en France** - (21 juillet 2015) (p. 7986). (p. 7987).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8275, 8276). - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (*art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive*) (p. 8286).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 6 ter (supprimé)** (*art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail*) (p. 8373). - **Article 7 bis (supprimé)** (*art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle*) (p. 8384, 8385).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation pour les établissements privés sous contrat** - (1er octobre 2015) (p. 9061).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10172, 10173). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 10194, 10195). - **Article 14** (*Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs*) (p. 10222). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10576, 10578).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10676). - **Article 19** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Couverture sociale des gens de mer résidant en France) (p. 10726). (p. 10727). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11597). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11622). (p. 11623).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11660).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11691, 11692).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11877, 11878). - **État B** (p. 11887).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12159).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12184). - **État B** (p. 12191).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12617, 12618).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12663). (p. 12664).

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
ECOLO, puis Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 423 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse [n° 487 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 656 (2014-2015)] (24 juillet 2015) - **Culture - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 [n° 709 (2014-2015)] (29 septembre 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 81 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Culture [n° 164 tome 3 annexe 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Justice et affaires intérieures - Protection des mineurs isolés étrangers : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

(*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Espace Schengen - Communication de M. André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

(*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 20 janvier 2015 et programme de contrôle pour 2015 - Communications.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Siveude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

(*commission des finances*) : Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Jacques Hyest.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Biocarburants : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyest, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

(*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015.

(*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Économie, finances et fiscalité - Enjeux du big data : communication de Mme Colette Mélot et M. André Gattolin.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de Mme Cecilia Malmström, commissaire européenne en charge du commerce.

(*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Carlos Moedas, commissaire européen en charge de la recherche, de la science et de l'innovation.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la culture face au défi numérique.

(*commission des affaires européennes*) : Culture - Table ronde, conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la culture face au défi numérique.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Institutions européennes - Élections législatives du 7 mai 2015 au Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

(*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux : communication de M. Claude Kern.

Économie, finances et fiscalité - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Secret des affaires : communication de M. Claude Kern et échange de vues avec Mme Constance Le Grip, rapporteure au Parlement européen.

Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union des marchés de capitaux : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Richard Yung.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppéy-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Mieux légiférer - Examen du rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Séparation des activités bancaires : avis politique de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Environnement - Réunion conjointe avec les membres français du Parlement européen et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur la politique migratoire de l'Union européenne et sur la préparation de la COP21.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen des amendements.

Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 11 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication de Mme Michèle André et M. François Marc.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et financière de l'Europe envers la Grèce** - (29 janvier 2015) (p. 1040).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis** [n° 75 (2014-2015)] - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1129, 1130).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1207, 1209).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse** [n° 259 (2014-2015)] - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1286). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 1312).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** - *Nouvelle lecture* [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2073, 2074).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2325, 2326).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2523, 2524).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique** [n° 798 (2013-2014)] - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2547, 2548).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne** [n° 350 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3021, 3022).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques** [n° 269 (2014-2015)] - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3055, 3056).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse** - *Commission mixte paritaire* [n° 297 (2014-2015)] - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3092, 3093).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part** [n° 97 (2014-2015)] - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4556, 4557).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes** [n° 436 (2014-2015)] - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5145, 5146).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme** [n° 387 (2014-2015)] - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6010, 6011).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6208, 6209).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6268). (p. 6268, 6269).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6292, 6294).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7354, 7355).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014** [n° 596 (2014-2015)] - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7449, 7451).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7704, 7705).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014** - *Nouvelle lecture* [n° 642 (2014-2015)] - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8020, 8021).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité** [n° 684 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8704, 8705).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources**

propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - Discussion générale (p. 8713, 8714).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut d'économie de marché de la Chine - (1er octobre 2015) (p. 9063). (p. 9064).**

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)] - (12 octobre 2015) - Explications de vote communes (p. 9417, 9418).**

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015 - (13 octobre 2015) (p. 9514, 9515).**

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)] - (21 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9781, 9782).**

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)] - (22 octobre 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9814).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)] - (29 octobre 2015) - Discussion générale (p. 10165).**

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11084, 11086).

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 11117, 11118).**

- **Suite de la discussion (20 novembre 2015) - Article 2 (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11177). (11183).**

- **Suite de la discussion (21 novembre 2015) - Articles additionnels après l'article 2 sexies (p. 11258, 11259). (p. 11264). - Articles additionnels après l'article 3 (p. 11269). (p. 11274). (p. 11281). (p. 11284). (p. 11285, 11286).**

- **Suite de la discussion (23 novembre 2015) - Rappel au règlement (p. 11305, 11306). - Articles additionnels après l'article 3 ter (p. 11316). - Articles additionnels après l'article 5 ter (p. 11336). - Articles additionnels après l'article 5 quater (p. 11339). (p. 11339, 11340). (p. 11344). - Article 6 ter (nouveau) (création d'un article 39 decies A dans le code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements réalisés pour l'acquisition de poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant) (p. 11352). - Articles additionnels après l'article 7 bis (p. 11365). - Articles additionnels après l'article 8 (p. 11384). - Articles additionnels après l'article 8 ter (p. 11400). (p. 11400, 11401). - Article 8 quater (nouveau) (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11403, 11404).**

- **Suite de la discussion (24 novembre 2015) - Article 14 (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11482). (p. 11483). - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi (p. 11532, 11533).**

Seconde partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11781, 11782).

Remboursements et dégrèvements

- (27 novembre 2015) (p. 11792, 11793).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11821).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11833).

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11849, 11850).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11862).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11931, 11932). - **État B** (p. 11936).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12008, 12009).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12112, 12113).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12117).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12242, 12243).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12251). (p. 12261).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12273, 12274).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12307).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28 (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État)** (p. 12345).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32 (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 12359).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 bis (nouveau) (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises**

exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12363). (p. 12364). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12369). (p. 12372). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12437). (p. 12438).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12472). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12490). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12512). - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12522). - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12525). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 223 quinquies C [nouveau], art. 1729 F [nouveau] du code général des impôts - Transmission à l'administration fiscale de la répartition pays par pays des bénéfices et des agrégats économiques, comptables et fiscaux des grandes entreprises, « reporting pays par pays ») (p. 12535). - **Article additionnel après l'article 47 octies** (p. 12541). (p. 12542).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12575, 12576).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12589, 12590).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12699, 12700).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12778). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12791). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 12795). (p. 12796). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12820).

(p. 12821). (p. 12821). (p. 12822). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12827, 12828). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12847). (p. 12847, 12848). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009) (p. 12948, 12949). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 796 et art. 796 bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droit de mutation à titre gratuit des dons au profit de victimes d'actes de terrorisme) (p. 12965, 12966). - **Article 35 undecies (nouveau)** (Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays, « reporting » pays par pays public) (p. 12970). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12986).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13105, 13106).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13127, 13128).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13137, 13138).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13145).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13151).

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 20 janvier, 3 février, 3, 10, 17, 24, 31 mars, 14 avril, 5, 12, 19, 26 mai, 2, 16, 23 juin, 7, 20 juillet, 13, 20, 27 octobre, 25 novembre, 1er, 2 et 9 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de

la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 472, 473). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 487, 488). (p. 489, 490).

- **Question orale sans débat sur la situation de la société Mitrychem** - (24 mars 2015) (p. 2859).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de trois parlementaires du groupe d'amitié Japon-France de la Chambre des conseillers du Japon** - (5 mai 2015) (p. 4319, 4320).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Ukraine** - (7 juillet 2015) (p. 7281, 7282).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat gabonais** - (13 octobre 2015) (p. 9457).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire indonésienne du Conseil représentatif des régions** - (20 octobre 2015) (p. 9707).

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Défense : équipement des forces** [n° 166 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet « KANT » de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles les 14 et 15 février 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réforme de l'asile - Examen d'une demande éventuelle de saisine pour avis et nomination éventuelle d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Ratification de la convention n° 188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nomination d'un rapporteur.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de

l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière - Examen du rapport et du texte de la commission.

État des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Loi de finances pour 2016 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement au Bundestag - Communication.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Nomination d'un rapporteur.

Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 693).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3074, 3075).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (17 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 35 undecies** (p. 4054). - **Article additionnel après l'article 35 duodecies** (p. 4055, 4056). (p. 4056).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4827, 4828).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5161, 5162).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7366, 7368).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7501, 7502).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7688, 7689).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 juillet 2015) (p. 7867).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7867, 7868).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 7936).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11755, 11756). (p. 11756, 11757). (p. 11759, 11760).

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le fonctionnement démocratique du système de retraites [n° 125 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Compte d'affectation spéciale : financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale [n° 164 tome 3 annexe 15 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 20 janvier 2015 et programme de contrôle pour 2015 - Communications.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Organisation de l'audition du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation

des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 451). (p. 452). (p. 452).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 547). - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 566).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Article unique** (p. 1015).

- **Question orale sans débat sur les conventions tripartites (EHPAD)** - (3 février 2015) (p. 1105). (p. 1106).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1156, 1157).

- **Question orale sans débat sur la crise de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics** - (17 février 2015) (p. 1836). (p. 1837).

- **Question orale sans débat sur la recrudescence des attaques de loups** - (31 mars 2015) (p. 2978). (p. 2979).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (31 mars 2015) (p. 2979).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2992, 2993).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (*art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement*) (p. 3775, 3776). - **Article 27 ter (nouveau)** (*art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage*) (p. 3788). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798). (p. 3801).

- **Question orale sans débat sur la recrudescence des cambriolages en milieu rural** - (7 juillet 2015) (p. 7259). (p. 7259, 7560).

- **Question orale sans débat sur le projet de fermeture de la trésorerie de Largentière** - (21 juillet 2015) (p. 8004). (p. 8005).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8927).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10993, 10994).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11016, 11017). - **Article 1er** (*Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 11019).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12122, 12123). (p. 12128, 12129).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12253).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 12 février 2015.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 16 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chèrèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la santé.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Question diverse.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2286, 2288).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement** - *Deuxième lecture* [n° 239 (2014-2015)] - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2434, 2435).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel** [n° 698 (2013-2014)] - (30 mars 2015) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 2950, 2951).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (17 avril 2015) - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - *Filiales des centres hospitaliers universitaires*) (p. 4088). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'État ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4126, 4127).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4666).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6353). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6366, 6368).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6798). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6809).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale - Interdiction pour les artistes du spectacle bénéficiant d'un CDI de cumuler une pension de retraite et une activité professionnelle) (p. 6847). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6852). (p. 6853). - **Article 23 nonies** (art. L. 6325-2 du code du travail - Possibilité de suivre dans le cadre du contrat de professionnalisation une formation dans plusieurs entreprises) (p. 6870). - **Article 23 decies (supprimé)** (Demande de rapport sur les transitions professionnelles liées à la transition énergétique) (p. 6874, 6875).

- **Question orale sans débat sur les efforts financiers demandés aux structures hospitalières dans le Nord-Pas-de-Calais** - (7 juillet 2015) (p. 7250). (p. 7251).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8137, 8138). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8162). (p. 8164). (p. 8170).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8247). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8265). (p. 8266). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8278, 8279). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre le surpoids) (p. 8283). - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8290).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8310, 8311). - **Article 5**

nonies (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8327). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8331). - **Article 5 septdecies (supprimé)** (art. 414 du code des douanes - Renforcement des sanctions infligées en cas de contrebande de tabac) (p. 8337). - **Article 5 octodecies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac) (p. 8337, 8338). - **Article 5 duovicies (supprimé)** (Rapport sur les effets du paquet neutre) (p. 3841). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8347, 8348). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8369). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8372). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8380, 8381). (p. 8383).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8477). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Équipes de soins primaires) (p. 8488, 8489). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8491, 8492). (p. 8493). (p. 8497).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8517). (p. 8518). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8521). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8528). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur) (p. 8535). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8542). (p. 8543). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8548). - **Article 15** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Numéro national de permanence des soins) (p. 8553, 8554). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8558). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8561). (p. 8565). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8569). (p. 8577). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8587). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8597). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8602). (p. 8602). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8620). (p. 8620). (p. 8622). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8625). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8628). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 6141-2-1 et L. 6145-16-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du recours à l'emprunt par

les établissements publics de santé et leurs groupements) (p. 8629). - **Article 26 ter A (supprimé)** (art. L. 6141-1 du code de la santé publique - Implication des collectivités territoriales dans la gouvernance des établissements publics de santé) (p. 8631). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8637, 8638). (p. 8638). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8642).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8676). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8683). (p. 8688, 8689). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8699). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8731). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8739). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8752). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8762). - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8768). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8777). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784). - **Article 34** (art. L. 6143-7, L. 6146-3 [nouveau], L. 6152-1-1 [nouveau] et L. 6152-6 du code de la santé publique et art. L. 1251-60 du code du travail - Encadrement du recrutement des praticiens temporaires et création d'une position de praticien remplaçant titulaire) (p. 8786).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8815). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 8854). (p. 8854). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8871). (p. 8879). - **Article 39** (art. L. 1431-2, L. 1435-12 [nouveau] et L. 4001-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des dispositifs d'alerte sanitaire) (p. 8886).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8930, 8931). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8956). (p. 8959). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit de l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8980). (p. 8985).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé

publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9005). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9076). (p. 9076).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9164, 9165).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9500).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9621).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10195).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10752, 10753). - **Article 27 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016) (p. 10759).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10833). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10840). (p. 10843). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10850). - **Article 50** (art. L. 162-1-17, L. 162-22-7, L. 162-30-2, L. 162-30-3, L. 162-30-4 et L. 322-5-5 du code de sécurité sociale - Simplification des dispositifs contractuels entre les établissements de santé et les ARS) (p. 10891).

- **Question orale sans débat sur le financement des universités du Nord-Pas-de-Calais** - (1er décembre 2015) - en remplacement de M. Daniel Percheron (p. 11986, 11987). (p. 11987).

- **Question orale sans débat sur la révision du plan variole** - (1er décembre 2015) (p. 11996, 11997). (p. 11997).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12028, 12029). - **État B** (p. 12034, 12035). (p. 12040).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13073, 13075).

GERMAIN (Jean)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique, du secrétaire d'État auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget et du secrétaire d'État auprès de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique, chargé de la réforme territoriale le 16 janvier 2015 ; fin de mission le 7 avril 2015.

Décédé le 7 avril 2015.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 7 avril 2015.

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre titulaire du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la Société de financement local (SFIL).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 557). (p. 558).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1938). (p. 1939). (p. 1940). (p. 1942). (p. 1943). (p. 1946). - **Article 38 bis B (nouveau) (réservé)** (art. L. 553-2 du code de l'environnement - Définition par le pouvoir réglementaire de certaines règles d'implantation des éoliennes terrestres) (p. 1949). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1953).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1965).

- **Son éloge funèbre**, prononcé par Gérard Larcher, *président du Sénat* (7 juillet 2015) (p. 7260, 7261).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la culture face au défi numérique.

(*commission des affaires européennes*) : Culture - Table ronde, conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la culture face au défi numérique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail relatif aux négociations internationales sur le climat et l'environnement - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 488). (p. 495). (p. 496). (p. 497, 498). (p. 498). (p. 502). (p. 502). (p. 502). (p. 503). (p. 503). (p. 504).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 549).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par**

la commission) (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire*) (p. 2382).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire*) (p. 3693).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement -

Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3789).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - *Entrées en vigueur différées*) (p. 10329).

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP, puis Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

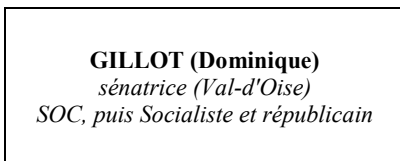
INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6339). (p. 6341). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6350).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une

altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6388, 6389). (p. 6389). (p. 6401).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8313, 8314). (p. 8317).



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; nouvelle nomination le 8 juillet 2015.

Membre titulaire du Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 168 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'activité du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) par son président, M. Didier Houssin.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Audition de M. Yves Bigot, directeur général de TV5Monde.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La filière semencière française : état des lieux et perspectives » du 22 janvier 2015 par Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transformation de

l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Bernard Meunier, président de l'Académie des sciences.

Point d'information sur les conclusions de la réunion du bureau de l'OPECST du 18 novembre 2015.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1076, 1077).

- **Question orale sans débat sur le logement des femmes et enfants de moins de trois ans ayant besoin d'un soutien** - (3 février 2015) (p. 1110, 1111). (p. 1111).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 février 2015) (p. 1114).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2637, 2638). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2643, 2644). (p. 2644). - **Article 25 bis** (art. 2-8 du code de procédure pénale - Possibilité pour les associations de défense des personnes âgées de se porter partie civile) (p. 2652). (p. 2652). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 2653). (p. 2653, 2654).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2671). (p. 2672).

- **Question orale sans débat sur le prélèvement sur les fonds de roulement des universités** - (24 mars 2015) (p. 2867). (p. 2868).

- **Question orale sans débat sur le fonds social européen et la réinsertion par l'activité économique** - (7 avril 2015) (p. 3106, 3107). (p. 3107).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4186).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4493, 4494). (p. 4494).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4734). (p. 4735). (p. 4737).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur et la recherche** - (4 juin 2015) (p. 6040, 6041).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6240, 6241). - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche) (p. 6245).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6331, 6332).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6380, 6381). (p. 6389, 6390). (p. 6391). (p. 6398). (p. 6401). (p. 6402). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6423). (p. 6423, 6424). (p. 6424). (p. 6426). (p. 6427). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6429). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6430). (p. 6430). (p. 6434). - **Article 10** (art. L. 1111-12 du code de la santé publique - Hiérarchie des modes d'expression de la volonté du patient hors d'état de l'exprimer) (p. 6434). (p. 6435).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8220). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 8285). (p. 8286).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8333).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8520, 8521). (p. 8523). (p. 8524). - **Article 16** (art. L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2112-2 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-3, L. 162-5-4 et L. 162-26 du code de la sécurité sociale - Parcours de soins coordonné pour les enfants de moins de 16 ans) (p. 8555). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8564). - **Article 18 bis (supprimé)** (Rapport sur la mise en place de la CMU-C à Mayotte) (p. 8579, 8580). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8588).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8691, 8692). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8726, 8727). (p. 8728). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8732).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9223, 9224).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9234). (p. 9236). - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9248). (p. 9249). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du

code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9251). - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9262). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9299). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9301, 9302).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Intitulé du projet de loi** (p. 9389).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10199, 10200). (p. 10201, 10202). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10212). (p. 10212). (p. 10212). (p. 10215).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11735). (p. 11741, 11742). - **État B** (p. 11748). (p. 11752, 11753).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12615, 12616).

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 457, 458). (p. 458).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 105 A** (p. 4741).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial,

organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4896).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5657). (p. 5658).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 1803-10 à L. 1803-16 [nouveaux] du code des transports - Qualification de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) en établissement public administratif) (p. 6916, 6917). (p. 6917). - **Article 4** (art. L. 751-1, L. 752-1, L. 752-2,

L. 752-5, L. 752-6, L. 752-9, L. 752-10, L. 752-11, L. 753-1, L. 753-2, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-8, L. 753-9, L. 754-1, L. 755-1, L. 755-3, L. 755-9, L. 755-10, L. 755-17, L. 755-19, L. 755-20, L. 755-21, L. 755-21-1, L. 755-22, L. 755-29, L. 755-33, L. 756-1, L. 756-2, L. 756-4, L. 757-1, L. 757-3, L. 758-1, L. 758-2, L. 758-3, L. 815-24, L. 821-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Application et adaptation du code de la sécurité sociale à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 6921). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6935). (p. 6936). (p. 6936). (p. 6936).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8348).

GIRARDIN (Annick)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée du développement et de la francophonie

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la nouvelle fracture et la mobilité étudiante** - (20 janvier 2015) (p. 415, 416).

- **Question orale sans débat pour un tourisme durable** - (20 janvier 2015) (p. 417).

- **Question orale sans débat sur les problèmes de l'hôtellerie** - (20 janvier 2015) (p. 418, 419).

- **Question orale sans débat sur la nouvelle contribution de la France à la stratégie européenne d'intégration des Roms** - (20 janvier 2015) (p. 419).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9826, 9828).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10951, 10954).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11805, 11808).

Aide publique au développement

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11809).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13162, 13163).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13168, 13169). (p. 13173).

GIRAUD (Éliane)
sénatrice (Isère)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel ; puis vice-présidente le 19 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Climat : vers un dérèglement géopolitique ? [n° 14 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 8 décembre 2015.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 518). (p. 518).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3240, 3241).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3300).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5335).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 56** (*intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE*) (p. 7733). (p. 7734).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 9627).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9679).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Secteur médico-social [n° 134 tome 3 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Examen des articles [n° 134 tome 7 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 134 tome 8 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chèrèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (20 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 480).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance** [n° 314 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2388, 2390).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi** [n° 502 (2014-2015)] - (24 juin 2015) - **Article 12** (*art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 6735).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes**

handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - *Commission mixte paritaire* [n° 638 (2014-2015)] - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8011, 8012).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8826).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France** [n° 717 (2014-2015)] - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9221, 9222).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture** [n° 517 (2014-2015)] - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9807).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'afflux de migrants dans les Alpes-Maritimes** - (27 octobre 2015) (p. 9943). (p. 9943).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016** [n° 128 (2015-2016)] - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10554, 10555).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10867, 10868). - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées*) (p. 10874). (p. 10874). (p. 10875). (p. 10875). (p. 10876). (p. 10876). (p. 10876).

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 16 novembre 2015.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 18 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA) jusqu'au 20 décembre 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 18 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Élection du président de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

(*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 5** (*art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant*) (p. 959).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2506). (p. 2506, 2507).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2925, 2926). - **Article 6** (*art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme*) (p. 2936). (p. 2937). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 2940). (p. 2946). - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 2949). (p. 2955).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3003, 3004). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3011).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3041, 3043).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6329, 6330). - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6336). (p. 6344). (p. 6346). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6350). (p. 6352). (p. 6356). (p. 6356). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6357, 6358). (p. 6364, 6365).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé*) (p. 8152).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 septembre 2015) (p. 8307).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8436). - **Article 11** (*art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis*) (p. 8451). (p. 8454). (p. 8456).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10178, 10179). - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et*

continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10206, 10207).
(p. 10208). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016** [n° 128 (2015-2016)] - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10580, 10581).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 19 février 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis rapporteure du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

(*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « femmes et VIH » du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale et de M. Sylvain Bergamini, chef de section au bureau des exonérations de la fiscalité directe des entreprises.

Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société d'avocats Taj et Mme Lucille Chabanel, avocat associée.

Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Denis Randet, délégué général, Alain Quevreur, chef du département Europe, et Pierre Bitard, conseiller du délégué général, de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).

Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Serge Weinberg, président directeur général, Mme Catherine Henton, directrice fiscale, et M. Marc Bonnefoi, directeur de la recherche en France, du groupe Sanofi.

Audition de MM. Laurent Gouzènes, président du comité financement et développement de l'innovation et Patrick Schmitt, directeur recherche, innovation et nouvelles technologies du MEDEF.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Marko Erman, directeur technique en charge de la recherche et de l'innovation du groupe Thales.

Audition de M. Michel Clément, conseiller maître à la Cour des comptes.

Audition de MM. Pierre Pelouzet, médiateur national interentreprises, Nicolas Mohr et Philippe Berna.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Didier Roux, directeur de la recherche, du développement et de l'innovation de Saint-Gobain.

Audition de M. Loïc Rivière, délégué général de l'AFDEL, de M. Stéphane Lacrampe, président d'OBEO et de Mme Diane Dufoux, responsable senior des affaires publiques de l'AFDEL.

Audition de Mme Laure Reinhart, directrice des partenariats et écosystèmes - innovation de Bpifrance.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

Réunion du lundi 4 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Jean-François Minster, directeur scientifique de Total.

Audition de M. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques.

Table ronde de syndicats de chercheurs.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

(*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics.

Audition de M. François Soulmagnon, directeur général des affaires fiscales de l'association française des entreprises privées (AFEP) et de Mme Amina Tarmil, directrice adjointe des affaires fiscales de l'AFEP.

Audition de M. Patrick Suet, secrétaire général de la Société générale.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Philippe Baptiste, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique ».

Audition de M. Vincent Drezet, secrétaire général du syndicat « Solidaire finances publiques ».

Table ronde d'économistes.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de

l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

(*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthebert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Compte-rendu par Mme Brigitte Gonthier-Maurin et par M. Didier Mandelli d'un déplacement à Madagascar (suite du travail de la délégation sur les femmes et le dérèglement climatique).

Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la MIPROF (mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen de l'amendement.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école de la République dans le cadre des événements actuels** - (15 janvier 2015) (p. 149).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 181). (p. 185). (p. 186). (p. 194). (p. 196). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 210).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 245, 246). (p. 247). (p. 250). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 256, 257). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 275).

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'éducation prioritaire dans les Hauts-de-Seine** - (20 janvier 2015) (p. 421). (p. 422).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)] (suite)** - (23 janvier 2015) - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 776). (p. 778).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1078, 1079).

- **Question orale sans débat sur la menace de fermeture du centre municipal de santé de Colombes** - (10 mars 2015) (p. 2366, 2367). (p. 2367).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2932). -

Article 6 (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2934, 2935). (p. 2936). (p. 2937). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2945). - **Article 14 ter** (art. L. 3121-6 [nouveau] du code de la santé publique - Mise en œuvre de la politique de réduction des risques en direction des personnes prostituées) (p. 2948). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2954, 2955). (p. 2957).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3202). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3250).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3290). (p. 3296, 3297).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3438). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3451). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3463). - **Article 11 quater B (supprimé)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 3489, 3490). - **Article 11 quater C (nouveau)** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'un obstacle à l'activité des opticiens-lunetiers) (p. 3491).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3551).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3586). (p. 3589). (p. 3589). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3598, 3599). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3618). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglant le titre et la profession

d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables (p. 3627). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3664). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3665). (p. 3667, 3668). (p. 3668).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 41 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Information de la communauté scientifique) (p. 4081). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4087). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4097). (p. 4097, 4098). - **Article 43 CA (supprimé)** (art. 21-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Règles de cession de la majorité du capital d'une société cotée) (p. 4099). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics) (p. 4108). (p. 4109). (p. 4109). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Transparence des sociétés holding de l'État pour l'application des seuils légaux de détention) (p. 4114). (p. 4114). (p. 4115). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4116, 4117). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4132).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4652). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4656, 4657). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4664).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 98 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 du code du travail - Périmètre d'application des critères relatifs à l'ordre des licenciements dans un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 4691). (p. 4692). - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et L. 1233-4-1 du code du travail - Aménagement des règles relatives aux offres de reclassement à l'étranger) (p. 4697). (p. 4697, 4698). (p. 4698). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4709). (p. 4710). (p. 4710).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et

obligation de présence des sénateurs) (p. 4894). (p. 4896). (p. 4898). (p. 4899). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4900, 4901). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 ter du Règlement - Réduction de la durée des discussions générales et des débats) (p. 4910). - **Article 12** (Chapitre VII bis, art. 47 ter du Règlement - Procédure d'examen en commission) (p. 4914, 4915). (p. 4915). (p. 4915).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5207, 5208).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5228).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5476). (p. 5476, 5477).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5976, 5977).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme ferroviaire sur l'offre de service public de la SNCF dans les gares des Hauts-de-Seine** - (23 juin 2015) (p. 6614, 6615). (p. 6615).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 2323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-6, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6755). (p. 6758). (p. 6762). (p. 6763). (p. 6763). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6780).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6833, 6834). (p. 6835). (p. 6841). (p. 6841). (p. 6843, 6844). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6853). - **Article 23 septies** (art. L. 6241-8 du code du travail - Modalités d'acquittement de la fraction « hors quota » de la taxe d'apprentissage) (p. 6867).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6907, 6908). - **Article 2** (art. L. 1803-10 à L. 1803-16 [nouveaux] du code des transports - Qualification de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) en établissement public administratif) (p. 6916). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6917). (p. 6918). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de reprise des salariés et des droits réels de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité, LADOM) (p. 6918). (p. 6918).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes) (p. 8214).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 8 bis A** (p. 8406).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8551, 8552). (p. 8552). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8562). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8590). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8597). (p. 8598). (p. 8598). (p. 8599). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé) (p. 8612). (p. 8613). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8620). (p. 8621). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 6141-2-1 et L. 6145-16-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du recours à l'emprunt par les établissements publics de santé et leurs groupements) (p. 8630). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8636). (p. 8640).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9141, 9142).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9340). (p. 9341). - **Article 15** (art. L. 511-3-1, L. 512-1, L. 513-1 et L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Obligation de quitter le territoire français à l'encontre d'un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille ; création d'une interdiction de circulation sur le territoire français et attribution au juge des libertés et de la détention de la compétence pour apprécier la légalité de la mesure de placement en rétention) (p. 9346, 9347).

- **Question orale sans débat sur la rémunération des assistants d'éducation dans l'enseignement technique agricole** - (13 octobre 2015) (p. 9473). (p. 9474).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la

sécurité intérieure) (p. 9618). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 9620). (p. 9621). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9626, 9627). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-17-1 et L. 312-17-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Inscription de la lutte contre la marchandisation des corps parmi les thématiques relevant de l'éducation à la sexualité) (p. 9628). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9632, 9633).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9862, 9863). - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 9867, 9868). (p. 9868). - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Mise en conformité du régime des accords d'exclusivité) (p. 9869, 9870). (p. 9870). - **Article 3** (art. 15 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Consécration du principe de gratuité et maintien de certaines redevances de réutilisation des informations publiques) (p. 9874). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9878, 9879).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 22** (Introduction de l'instance et mise en demeure préalable) (p. 10455). (p. 10456). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Mesures de publicité destinées à faire connaître le jugement aux membres du groupe des victimes) (p. 10458).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10731). (p. 10731).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11270). (p. 11273).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11340, 11341). (p. 11343).

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11737, 11738). - **État B** (p. 11748). (p. 11752).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11897, 11898).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11908).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11920, 11921). - **État B** (p. 11929).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12174, 12175). - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12181).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12211, 12212).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse [n° 423 (2014-2015)] (4 mai 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : France - Russie : pour éviter l'impasse [n° 21 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 51 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 166 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

- **Proposition de loi** visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)] - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12608, 12609). - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - *Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire*) (p. 12618, 12619).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Tchad - Communication.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 212 - Soutien de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4201, 4202).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Respect de la vie privée et égalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5918). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5944). (p. 5946). (p. 5960). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5967). (p. 5971, 5972). (p. 5972). (p. 5977). (p. 5977). (p. 5981). (p. 5985). (p. 5989). (p. 5990). (p. 5990).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 6058, 6059). (p. 6062). (p. 6066). (p. 6068). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6075). (p. 6076). (p. 6077, 6078).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé

publique - *Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6341, 6342). (p. 6342, 6343).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - *Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6383, 6384). (p. 6398).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Réforme de l'accès aux données de santé*) (p. 9059). (p. 9071). (p. 9072). (p. 9073). (p. 9074). (p. 9078). (p. 9078, 9079). (p. 9079). (p. 9079).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 novembre 2015) (p. 10239).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11608, 11609). (p. 11609, 11610). (p. 11611).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11628, 11629).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12085).

GOULET (Nathalie)

sénateur (Orne)

UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 juillet 2015 ; membre de la commission jusqu'au 7 juillet 2015.

Présidente de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la désignation des collègues électoraux pour l'élection des sénateurs dans les communes nouvelles [n° 280 (2014-2015)] (9 février 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe - Filières « djihadistes » : pour une réponse globale et sans faiblesse [n° 388 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 554 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 584 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 561 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération [n° 703 (2014-2015)] (23 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la protection accordée aux lanceurs d'alerte [n° 110 (2015-2016)] (26 octobre 2015) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte [n° 203 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles les 14 et 15 février 2015 - Communication.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 63).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de lutte contre le terrorisme** - (15 janvier 2015) (p. 151).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1213).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1305). (p. 1306).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]* - (19 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2780).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France [n° 581 (2011-2012)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2783, 2784).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3031). (p. 3031). (p. 3031). (p. 3032). (p. 3032). (p. 3032). (p. 3033).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3397). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3418). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3447). (p. 3451). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3472). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 3475). (p. 3475). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3482).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3510). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 3513). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Comptes bancaires inactifs) (p. 3515). - **Article 12 A (nouveau)** (Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit) (p. 3526). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3548). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3554). (p. 3557).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3588). (p. 3589). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3634).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article unique** (p. 4564).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article 87** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2312-5, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2327-7 et L. 2632-1 du code du travail - Transfert au juge judiciaire de la compétence de l'autorité administrative en matière préélectorale) (p. 4619). - **Articles additionnels après l'article 88** (p. 4620). (p. 4620). -

Article 92 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5212-6 du code du travail - Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4630). - **Article 93** (art. L. 5212-7-1 [nouveau] du code du travail - Prise en compte des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4633). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4634). - **Articles additionnels après l'article 94** (p. 4637). (p. 4637). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4642, 4643). - **Article 95 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1264-3 du code du travail - Relèvement du plafond de la sanction administrative en cas de non-respect des règles relatives à la déclaration préalable de travailleurs détachés) (p. 4648). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4656).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) - au nom du groupe UDI-UC (p. 4860, 4862). (p. 4868, 4869).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4897). (p. 4897). (p. 4898). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4900). (p. 4902). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4906). (p. 4906). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4908). (p. 4909). (p. 4909). (p. 4909). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4914). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques) (p. 4918, 4919). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4922). (p. 4925).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5457, 5458).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5929).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6013).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les exécutions capitales en Arabie saoudite** - (4 juin 2015) (p. 6034).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de

renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6045). (p. 6057, 6058). (p. 6066).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 86 quater** (commission chargée de la réforme et de la simplification du code du travail) (p. 7187, 7188).

- **Question orale sans débat sur l'occupation illégale de territoires** - (7 juillet 2015) (p. 7256, 7257). (p. 7257).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7499, 7500).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7714, 7715).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7872, 7873).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies A (supprimé)** (art. L. 3511-2-5 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des cigarettes à capsules à la date de promulgation de la loi) (p. 8313). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8325, 8326). - **Articles additionnels après l'article 5 duvicies** (p. 8343).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8957, 8958).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9088).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 octobre 2015) (p. 9667).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9670, 9671).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10264, 10265). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10279).

- **Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 122 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10438).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10444).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 21** (*Qualité à agir*) (p. 10453, 10454). (p. 10454). - **Article 22** (*Introduction de l'instance et mise en demeure préalable*) (p. 10456). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10459, 10460). (p. 10460). - **Article 35** (*Suspension de la prescription pendant le cours d'une action de groupe*) (p. 10461). (p. 10461). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10462). - **Article 44** (*art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination*) (p. 10471). (p. 10473). - **Article 45** (*art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé*) (p. 10479). - **Article 47** (*art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans*) (p. 10493). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10512). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11152). (p. 11154). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11163).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11188, 11189). (p. 11190).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11306). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11333). (p. 11337). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11345). - **Article 6** (*art. 39 AH du code général des impôts - Prorogation du dispositif d'amortissement accéléré applicable au matériel de robotique industrielle*) (p. 11347).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal*) (p. 11598).

Défense

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11775).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11780).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11899, 11900).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11909). (p. 11911). (p. 11912). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11913). (p. 11914).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11922, 11293). - **État B** (p. 11928).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11932, 11933). - **État B** (p. 11937). (p. 11937).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12092).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) - en remplacement de M. Jean-Marie Bockel, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées pour la coordination du travail gouvernemental (p. 12304, 12305).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12372).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 quindecies** (p. 12487). - **Article additionnel après l'article 46 ter** (p. 12520).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13110).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13152).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13165, 13166).

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UDI-UC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 20, 22, 27 janvier, 3, 5, 10, 11, 19 février, 4, 17 mars, 11, 13, 14, 15 avril, 4, 18, 20, 28, 29 mai, 4, 10, 23, 25, 30 juin, 16, 21, 22 juillet, 17 septembre, 6, 14, 21, 26, 28 octobre, 12, 23, 25, 26 novembre, 1er et 2 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire du Comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires le 16 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 170 tome 14 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 77).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 137). (p. 163). (p. 167).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 367). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 385). (p. 385). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 388).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 563, 564). (p. 567, 568). (p. 569). (p. 570).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1269).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Grand-Duché du Luxembourg** - (11 février 2015) (p. 1397).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2306, 2307).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2766, 2767).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement du Ghana** - (20 mai 2015) (p. 5114).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5329).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5639). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5656).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5835, 5836).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6496, 6497).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6639, 6640).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de vaccins** - (7 juillet 2015) (p. 7251). (p. 7251, 7252).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire chypriote** - (14 octobre 2015) (p. 9575, 9576).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire belge** - (14 octobre 2015) (p. 9580).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire hongroise** - (14 octobre 2015) (p. 9583).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9960, 9961).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de révision constitutionnelle** - (17 novembre 2015) (p. 10966).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11567, 11568).

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 559 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part [n° 56 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Sécurités : gendarmerie nationale [n° 166 tome 11 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réforme de l'asile - Examen d'une demande éventuelle de saisine pour avis et nomination éventuelle d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Désignation d'un vice-président et échange de vues sur les travaux de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat chargée du développement et de la francophonie.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement à la 70e assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union

européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer** [n° 231 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1166, 1168).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3996).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations** [n° 2 (2014-2015)] - (20 mai 2015) - **Article 2 (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie)** (p. 5124).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels** [n° 792 (2013-2014)] - (25 juin 2015) - **Article unique** (p. 6828).

- **Question orale sans débat sur la fête des Loges de Saint-Germain-en-Laye** - (7 juillet 2015) (p. 7240). (p. 7241).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions** [n° 178 (2015-2016)] - (20 novembre 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Prorogation de l'état d'urgence)** (p. 11150, 11151).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11894, 11895).

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 16 septembre 2015 au 8 octobre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 1er avril 2015.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire aux personnes condamnées pour des actes pédophiles d'exercer une activité professionnelle ou bénévole avec des enfants [n° 392 (2014-2015)] (2 avril 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage du feu vert clignotant par les sapeurs-pompiers volontaires qui répondent à une demande d'intervention [n° 454 (2014-2015)] (19 mai 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à aggraver les sanctions pénales applicables pour l'abandon d'animal, l'exercice de sévices graves sur les animaux et la commission d'acte de cruauté envers les animaux [n° 657 (2014-2015)] (28 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : Sunnites et chiites au prisme de Daesh.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées** [n° 246 (2014-2015)] - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2241, 2242).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** - *Deuxième lecture* [n° 312 (2014-

2015]] - (10 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire*) (p. 2384).

- **Question orale sans débat sur les permis de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux** - (9 juin 2015) (p. 6135). (p. 6136).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les contrôles dans les abattoirs** - (12 novembre 2015) (p. 10702). (p. 10703).

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 512 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des Parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires [n° 586 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant la fonction de procureur général de la Nation [n° 664 (2014-2015)] (19 août 2015) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant un conseil des présidents de région [n° 668 (2014-2015)] (2 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant le vote obligatoire [n° 8 (2015-2016)] (5 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant le vote obligatoire, l'inscription d'office sur les listes électorales et la reconnaissance du vote blanc [n° 9 (2015-2016)] (5 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 166 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des Parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 81). (p. 95). (p. 98). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 100). (p. 100). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 106, 107). (p. 112).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 403, 404).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 460). (p. 461). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 122-3 du code de l'urbanisme - Périmètre d'un schéma de cohérence territoriale au-delà d'un seul établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 470). (p. 471).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2996).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (13 avril 2015) - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3625). (p. 3626). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3667).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3704).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3789).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3878, 3879).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4520). (p. 4521).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de

la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5361). (p. 5361). (p. 5367). (p. 5368). (p. 5369). (p. 5370, 5371). (p. 5371). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5395). (p. 5396). (p. 5397). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5410). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5416). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5423). (p. 5425).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5448, 5449). (p. 5449). (p. 5452). - **Demande de priorité** (p. 5462). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5549). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5557). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5564).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6344). (p. 6344).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 7271, 7272).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8408, 8409). (p. 8410). (p. 8413, 8414).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans l'Hérault** - (17 septembre 2015) (p. 8427).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10282, 10283). (p. 10283).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12086).

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 18 mai 2015.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 305 (2014-2015)] (3 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 86 (2015-2016)] en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 216 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société d'avocats Taj et Mme Lucille Chabanel, avocat associée.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

(*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 79).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 129, 130). (p. 145).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 449).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des

personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 543).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 985, 986).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1183, 1184).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1376, 1377).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1403). (p. 1410). (p. 1411). (p. 1413). (p. 1417). (p. 1423, 1424).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1497).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1900).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 47** (art. L. 134-13, L. 134-18, L. 143-6, L. 431-6 et L. 432-10 [abrogé] du code de l'énergie - Compétences de la CRE en matière de contrôle des activités des opérateurs et de coopération avec les autres instances de régulation européennes et mesures diverses) (p. 2026). (p. 2027). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2035).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 2116). (p. 2116).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2516, 2517).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2520, 2521).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2569, 2570). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 2614). (p. 2615).

- **Rapporteur pour avis - Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2629). (p. 2630). (p. 2630). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. L. 631-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 7232-1-2 du code du travail - Résidences-seniors) (p. 2632). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-1-2 du code de l'urbanisme - Prise en compte du vieillissement dans les schémas de cohérence territoriale) (p. 2640).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2674).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2806). (p. 2807). - **Article 61** (Entrée en vigueur de l'article 14) (p. 2832). (p. 2832). - **Article 61 bis (nouveau)** (Entrée en vigueur de l'article 15) (p. 2833). (p. 2834). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2840).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2998).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3217).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3588). (p. 3589). (p. 3589). (p. 3590). (p. 3590).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3714).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3774). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3780). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3789). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798). (p. 3800, 3801).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3876).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4335). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4435, 4436).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5191).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5316).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5379). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités

territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets (p. 5418). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5465). (p. 5467).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée) (p. 5891).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6764).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 141-1-1, L. 143-8, L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) aux donations) (p. 7103, 7104). - **Article 33 octies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 et 34-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Clarification des règles applicables en matière de numérotation des chaînes de télévision) (p. 7113).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7436, 7437). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7510). (p. 7511). (p. 7512). (p. 7513).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7754).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7777, 7778).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8269).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8331, 8332).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8825).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9197, 9198).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9502).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9597).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail, art. 15, 17, 19-1 et 19-2 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10059). (p. 10060). (p. 10061). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10109, 10110).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10673).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11106, 11107).

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11488).

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11955). (p. 11956). (p. 11958).

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11961). (p. 11961).

- **Question orale sans débat sur l'accueil pour tous** - (1er décembre 2015) (p. 11995). (p. 11996).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 12625, 12627). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12642). (p. 12643). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12645). - **Article 2** (*Négociations agricoles annuelles*)

(p. 12654). (p. 12655). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12656). (p. 12656). (p. 12657). (p. 12657). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12658). (p. 12658, 12659). (p. 12661). (p. 12662). (p. 12663). (p. 12663). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 12664). (p. 12666). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Création d'un livret vert) (p. 12667). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 12667, 12668). - **Article 6** (art. 72 D, 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Extension de la déduction pour investissement aux bâtiments d'élevage et simplification des conditions d'utilisation

de la déduction pour aléas) (p. 12669). (p. 12669). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 12671). (p. 12672). - **Article 9** (art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole) (p. 12675). (p. 12675, 12676). (p. 12676). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Application du crédit d'impôt compétitivité emploi) (p. 12676, 12677). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12677, 12678). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 278 du code général des impôts, art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Gage) (p. 12679).

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES) le 7 juillet 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection le 8 juillet 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème en vigueur dans le droit local en Alsace-Moselle [n° 232 (2014-2015)] (16 janvier 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Marc Teyssier d'Orfeuil, délégué général, de Mme Juliette Kacprzak, consultante mobilité et de M. Thibaut Moura, responsable pôle mobilité, du club des voitures écologiques.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dmatérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Suite de l'examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6157, 6158).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10338). - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10361). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7,

529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10378). - **Article 17** (art. 461, 462, 515-3, 515-3-1, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des Pacs aux officiers de l'état civil) (p. 10388). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10394). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10397). (p. 10398).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10942, 10944).

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis rapporteur du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (16 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes jusqu'au 10 juin 2015.

Membre titulaire du Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur le 13 mai 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 148 (2014-2015)] portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur [n° 225 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur [n° 338 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 463 (2014-2015)] portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur [n° 477 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la CE Service public de l'éducation, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] - Faire revenir la République à l'École [n° 590 tome 1 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la CE Service public de l'éducation, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] - Faire revenir la République à l'École [n° 590 tome 2 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 168 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Audition de M. Henri Peña-Ruiz, philosophe, écrivain, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien membre de la commission Stasi sur la laïcité.

Audition de M. Jérôme Léonnet, directeur central adjoint de la sécurité publique, chef du service central du renseignement territorial à la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du lundi 16 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Table ronde - Fédérations de parents d'élèves.

Table ronde - Syndicats de direction et d'inspection de l'éducation nationale.

Table ronde - Syndicats de personnels enseignants des premier et second degrés.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle ».

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Audition de M. Daniel Keller, Grand maître du Grand Orient de France.

Audition de M. François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, auteur de *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog La vie moderne.

Audition de M. Pierre N'Gahane, secrétaire général du comité interministériel de prévention contre la délinquance (CIPD).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne.

Audition de M. Laurent Lafforgue, mathématicien, titulaire de la médaille Fields, membre de l'Académie des sciences.

Audition de M. Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national de l'évaluation du système scolaire.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Audition de Mme Laurence Loeffel, inspectrice générale de l'éducation nationale, professeure des universités, membre de l'observatoire de la laïcité, co-auteur du rapport « Morale laïque - Pour un enseignement laïque de la morale » (avril 2013).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Franck Picaut, inspecteur d'académie, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne.

Audition de M. Patrick Gaubert, ancien président du Haut conseil à l'intégration (HCI).

Audition de M. Régis Debray, philosophe, auteur du rapport L'enseignement du fait religieux dans les écoles laïques (février 2002).

Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif aggiornamento hist-geo.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Audition de Mme Marie-Monique Khayat, proviseur du Lycée Jean de La Fontaine (Paris 16e) et M. Alain Anton, proviseur de la cité scolaire Claude Monet (Paris 13e).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Claude Berruer, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

Audition de M. Éric Debarbieux, auteur de l'ouvrage Les dix commandements contre la violence à l'école (2008).

Audition de Mme Christine Guimonnet, professeur certifié hors-classe d'histoire-géographie, secrétaire générale adjointe de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Audition de Mme Natacha Polony, journaliste, auteure de *École : le pire est de plus en plus sûr* (2011).

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Situation des conservatoires - Table ronde.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de

travail relatif aux négociations internationales sur le climat et l'environnement - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique pénale** - (29 janvier 2015) (p. 1038).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1074, 1076).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5481). (p. 5482).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6236, 6237).

- **Rapporteur - Article 1er (Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi**

n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche) (p. 6245). (p. 6246).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9263).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9397, 9399).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; puis secrétaire le 24 septembre 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-présidente le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11734, 11735).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 11748). (p. 11752).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12172, 12173). - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12185).

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des riverains et futurs riverains des zones aéroportuaires [n° 116 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de

Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : méga-camions : communication de Mme Fabienne Keller.

Travail - Initiative pour l'emploi des jeunes : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2409, 2410).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - Question préalable (p. 3177).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3509). - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3521). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3546).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 56 bis** (art. L244-4 [nouveau] et 2238 du code civil, art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution - Procédure amiable de recouvrement de créance par délivrance de titre exécutoire) (p. 4361). (p. 4362). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4398). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4431). (p. 4436, 4437).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 67** (art. L. 662-2 du code de commerce - Prise en compte de la création des tribunaux de commerce spécialisés dans la procédure de délocalisation des affaires devant les tribunaux de commerce) (p. 4455). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4495). - **Articles additionnels après l'article 86 ter** (p. 4528).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4616). (p. 4617). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4640). (p. 4641). (p. 4641). (p. 4641). (p. 4642). (p. 4643). (p. 4643). - **Articles additionnels après l'article 94 bis** (p. 4647). - **Article 97 quinquies (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du

code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4667).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6568). (p. 6573, 6574). (p. 6577). (p. 6582). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6588). (p. 6588, 6589). (p. 6589). (p. 6590).

- **Question orale sans débat sur le guichet unique pour les entreprises** - (23 juin 2015) (p. 6620). (p. 6621).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6707). (p. 6708).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6743). (p. 6743).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7004, 7005).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7144). (p. 7149).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8866). (p. 8867). (p. 8872). (p. 8872). (p. 8872).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8930).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9530, 9531).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances** - (15 octobre 2015) (p. 9662). (p. 9662).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10267, 10269).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10376). -

Article 19 (*Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun*) (p. 10399). (p. 10401).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10640, 10641). (p. 10641). (p. 10641).

(p. 10641). (p. 10642). (p. 10642). (p. 10642). (p. 10642).
(p. 10643). (p. 10643). (p. 10644). (p. 10644). (p. 10644).
(p. 10645). (p. 10645). (p. 10645). (p. 10645). (p. 10646).
(p. 10646). - **Articles additionnels après l'article 14**
(p. 10654). (p. 10655).

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 16 décembre 2015.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité des finances locales le 7 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 222 (2014-2015)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 274 (2014-2015)] (4 février 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome II) : comment les collectivités territoriales s'adaptent-elles à la baisse des dotations de l'État ? [n° 616 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques : les exemples autrichien et italien [n° 678 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 164 tome 3 annexe 26 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes

fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la Société de financement local (SFIL).

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

Communications diverses.

Échange de vues sur les conditions, notamment financières, de l'essor des communes nouvelles.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 82).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 164).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 404).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 469). (p. 469). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 477). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 482). (p. 483).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 540). (p. 542). (p. 544). (p. 552). (p. 553). (p. 553). (p. 554). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 555). (p. 555). (p. 560).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 891, 893).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - rapporteur de la commission des finances sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1332, 1334).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3732). (p. 3732, 3733).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3831).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 97 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 7203).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (12 novembre 2015) (p. 10703). (p. 10703, 10704).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10983, 10985).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11565, 11566).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11582). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11591). (p. 11593). (p. 11599). (p. 11601, 11602). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11610). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11614). (p. 11616). - **Article additionnel après l'article 58 bis** (p. 11620). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11621, 11622). (p. 11623). (p. 11624).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 11644). - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) (p. 11645). - **Article 58 sexies (nouveau)** (art. L. 2334-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de calcul de la population DGF des communes faisant l'objet d'une convention Anru) (p. 11647). - **Article 58 septies (nouveau)** (art. L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales - Libre affectation de la dotation politique de la ville) (p. 11647). - **Article 58 octies (nouveau)** (art. L. 2336-2 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Modalités de calcul du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé d'un EPCI issu de la fusion d'EPCI dont au moins un est issu d'un syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 11648). - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11655). (p. 11655). (p. 11658). (p. 11660). (p. 11662). (p. 11662). (p. 11662). (p. 11663). (p. 11664). (p. 11665). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 11666). - **Article 61 sexies (nouveau)** (Rapport annuel sur l'utilisation des ressources du Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC) (p. 11670). (p. 11670). - **Article 62 (supprimé)** (art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Abaissement du plafond de cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT) (p. 11670). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales -

Financement de l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques) (p. 11672).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI, puis RDSE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile [n° 538 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 563 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement [n° 588 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 560 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part [n° 705 (2014-2015)] (23 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? [n° 22 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 109 (2015-2016)] autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications [n° 132 (2015-2016)] (3 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Odile Gauthier, directrice du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (« Conservatoire du littoral »), accompagné de M. Alain Brondeau, délégué outre-mer.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet « KANT » de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels - Approbation de l'accord entre la France et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Tchad - Communication.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Jean-Marc Michel, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'écologie et du développement durable, accompagné de M. Alby Schmitt, Mme Hélène Montelly et M. Jan Niebudek.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-

adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), historien de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : Sunnites et chiites au prisme de Daesh.

Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information sur la gestion du domaine foncier de l'État en outre-mer.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord avec l'Afrique du Sud sur le commerce, le développement et la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de

la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen du rapport d'information et de la proposition de résolution européenne afférente sur les conséquences des accords commerciaux entre l'Union

européenne et les pays tiers (problématique des sucres spéciaux).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 62).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 386, 387). (p. 395, 396).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 958, 959).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1232, 1233).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap) (p. 2436).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2550, 2552).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3072, 3074).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3192). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3245).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 quater B (supprimé)** (Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire) (p. 3305).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 56 bis** (art. L. 1244-4 [nouveau] et 2238 du code civil, art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution - Procédure amiable de recouvrement de créance par délivrance de titre exécutoire) (p. 4361). (p. 4362).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 50 A (précédemment réservé) (supprimé)** (Cession et location de matériel militaire) (p. 4445). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4453, 4454). (p. 4454).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4571, 4572). - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Fixation du seuil d'assujettissement à l'octroi de mer) (p. 4577). - **Article 5** (art. 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Exonération des livraisons à l'exportation) (p. 4579). (p. 4579). (p. 4580). (p. 4581). - **Article 7** (art. 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension du champ des importations pouvant être exonérées) (p. 4595). (p. 4595). (p. 4595). - **Article 33**

(art. 48 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination et précisions) (p. 4604).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5027).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5155, 5156). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires) (p. 5165). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5168). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5199, 5200).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5220, 5221).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales; art. L. 711-8 du code de commerce; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5324). (p. 5328).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6426). (p. 6427). (p. 6429).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6520, 6521).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6691). (p. 6691). (p. 6693). (p. 6694). (p. 6698). (p. 6700).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6982, 6983).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Article 2 (Programmation des ressources financières)** (p. 7374, 7375). - **Article 2 bis (nouveau)** (Soustraction de la mission « Défense » au financement interministériel du surcoût des OPEX) (p. 7376). - **Article 2 ter (nouveau)** (Financement interministériel des missions intérieures) (p. 7376). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 1168-2013 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Effectifs du ministère de la défense) (p. 7377). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1 du code de la défense - Définition de la « condition militaire ») (p. 7380).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8917, 8918).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9249). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9254).

- **Question orale sans débat sur la politique gouvernementale de sécurité en milieu rural** - (13 octobre 2015) (p. 9477, 9478). (p. 9478, 9479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes** - (15 octobre 2015) (p. 9663, 9664).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9812).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10939, 10940).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la**

Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)] - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11037, 11038).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11598). (p. 11601). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11615). (p. 11615). (p. 11617).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11740, 11741).

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11764, 11766).

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
SOC, puis Socialiste et républicain

Président du Groupe socialiste et apparentés ; puis président du Groupe socialiste et républicain.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 mai 2015.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 5 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 164 tome 3 annexe 31 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Moderniser les relations entre l'État et les fédérations sportives [n° 174 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Sports - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 9, 10).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 547, 548). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 602).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1360, 1361).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1433, 1434).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1502).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - *Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité*) (p. 2124).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2293, 2294).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2432, 2433). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap*) (p. 2439, 2440).

- **Hommage à Jean Germain** - (7 avril 2015) (p. 3126, 3127).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - *Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds*) (p. 3396, 3397).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - *Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3877, 3878). - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3882).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - *Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4265).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - *Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage »*) (p. 4900).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** -

(28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5457).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5854, 5855).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau], L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7111, 7112).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7352, 7354).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7441, 7442).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article liminaire** (Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014) (p. 7469).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7516, 7517).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7702, 7704).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)] (suite)** - (15 juillet 2015) - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7745, 7746).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7861).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8363, 8365).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9183, 9185).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (13 octobre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 9493).

- **Question orale sans débat sur les attaques du loup dont de nombreux troupeaux sont victimes** - (27 octobre 2015) (p. 9933). (p. 9934).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11087, 11089).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11140, 11142).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11176, 11177).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant) (p. 11217). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11250, 11251).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 7** (art. 60 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ; art. 1387 A du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) pour les activités pionnières de méthanisation agricole) (p. 11356). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11360, 11361).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11483). (p. 11487).

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12220, 12221).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12234). (p. 12236). (p. 12236).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) - **Article 57 quinquies (nouveau)** (art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016) (p. 12285).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 33 sexies** (p. 12379). (p. 12379, 12380). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 12407).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12782). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12791). (p. 12791).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (15 décembre 2015) (p. 13091, 13092).

GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Politique des territoires : Ville [n° 165 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes) (p. 3208, 3209). (p. 3209).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3742).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3811). (p. 3812). (p. 3813). (p. 3813). (p. 3814).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5417). (p. 5417). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5423). (p. 5425).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation des policiers** - (15 octobre 2015) (p. 9660).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11275).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11601).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12124).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC, puis Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 mai 2015.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 5 mai 2015.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

HERVÉ (Loïc)
sénateur (Haute-Savoie)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-président du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La France sera-t-elle encore demain un grand pays laitier ? [n° 556 (2014-2015)] (25 juin 2015) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la situation du secteur laitier après la fin des quotas européens [n° 558 (2014-2015)] (25 juin 2015) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La HADOPI : totem et tabou [n° 600 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de M. Patrick Martin Uzamugura, architecte.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 917, 918).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2321, 2323).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution dans la vallée de Chamonix** - (5 mars 2015) (p. 2341, 2342).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5449). (p. 5449).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (*art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5979).

- **Question orale sans débat sur le financement des transports publics** - (7 juillet 2015) (p. 7243, 7244). (p. 7244).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8069, 8070).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8435).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9860, 9862).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12208, 12209).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sécuritaire à la frontière franco-suisse** - (15 décembre 2015) (p. 13092). (p. 13093).

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 6 mai 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche : recherche dans le domaine du développement durable [n° 169 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Tables rondes sur les biodiversités des outre-mer confrontées au changement climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Tables rondes sur les biodiversités des outre-mer confrontées au changement climatique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Van de Maele, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de l'établissement public de Paris-Saclay.

Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen des amendements au texte de la commission.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant (EURODOM), de M. Jean-Bernard Gonthier, président de la chambre d'agriculture de La Réunion, et de Mme Sylvie Le Maire, déléguée générale du syndicat du sucre de La Réunion.

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et

Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen du rapport d'information et de la proposition de résolution européenne afférente sur les conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers (problématique des sucres spéciaux).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 145).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 243). (p. 248). (p. 251). (p. 252). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 253). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADD) à visée prescriptive) (p. 274). (p. 276). (p. 286). (p. 287). (p. 289, 290). (p. 290). (p. 291). (p. 291). (p. 293). (p. 299). (p. 299). (p. 300). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 305). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 314). (p. 314). (p. 315). (p. 318). (p. 318). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 318). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 335).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 345). (p. 346). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 351). (p. 355, 356). - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 359). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 375). (p. 376).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1496).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4842, 4843).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7749).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7772).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9581, 9583). - **Article 3** (art. L. 5343-3 du code des transports - Définition des ouvriers dockers professionnels mensualisés) (p. 9589). (p. 9591). - **Article 5** (art. L. 5343-6 du

code des transports - Définition des ouvriers dockers occasionnels) (p. 9592). - **Article 6 (supprimé)** (art. L. 5343-7 du code des transports - Périmètre d'intervention prioritaire des ouvriers dockers) (p. 9594). - **Article 7** (art. L. 5343-7-1 du code des transports - Règles de priorité applicables aux différentes catégories d'ouvriers dockers) (p. 9595). - **Article 9 (supprimé)** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de la charte nationale mentionnée à l'art. L. 5343-7 du code des transports) (p. 9596). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9596).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9884, 9885). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 261-1, L. 264-2 et L. 271-1 du code minier et art. L. 515-26 du code de l'environnement - Coordination entre le code minier et le code de l'environnement en matière de stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques) (p. 9895).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10936, 10937).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11539, 11540).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11735, 11736).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la canne à sucre et l'accord de libre-échange avec le Vietnam** - (10 décembre 2015) (p. 12717).

HOUËL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Commission nationale des services.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le permis de construire** - (3 février 2015) (p. 1111, 1112). (p. 1112).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 19** (*art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communautés de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF*) (p. 5603). - **Article 20** (*art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération*) (p. 5606). - **Article 22 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 213-12 du code de l'environnement, art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations*) (p. 5625, 5626). (p. 5626). (p. 5627).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6254, 6255).

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Faire de la filière forêt-bois un atout pour la France [n° 382 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Entreprises - Environnement**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 164 tome 3 annexe 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des

comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 394, 395).

- **Questions cibles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4585). (p. 4585).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale*) (p. 5541).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6347).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Article 31** (*art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations*) (p. 8760). (p. 8761). - **Article 32 (suppression maintenue)** (*art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination*) (p. 8765, 8766). (p. 8766).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques*) (p. 8809). (p. 8811). (p. 8811). (p. 8812). (p. 8812). (p. 8816). (p. 8817). (p. 8817).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9080). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4351-1 du code de la santé publique - Missions des manipulateurs d'électroradiologie médicale*) (p. 9103). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9109). (p. 9110). - **Article 52** (*art. L. 2223-19, L. 2223-19-1 et L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales et art. L. 3111-4-1 du code de la santé publique - Encadrement de la thanatopraxie*) (p. 9112).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 16** (*art. 786 du code général des impôts - Alignement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe*) (p. 9548).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11910).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11938).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11954). (p. 11955). (p. 11957). (p. 11958).

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) - rapporteur spécial - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11960). (p. 11961). (p. 11961).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 19 mars 2015.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 18, 19).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1287, 1288).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2877, 2878).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2897, 2898).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3092).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9669, 9670).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11632, 11633).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11802, 11803).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12088).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Audition de MM. Marc Mortureux, directeur général, Gérard Lasfargues, directeur-général adjoint scientifique, Dominique Gombert, directeur de l'évaluation des risques, de Mme Alima Marie, directrice de l'information, de la communication et du dialogue, et de M. Benoît Vergriette, chef de l'unité risques et société, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** [n° 468 (2014-2015)] - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6337).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10994, 10995).

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis président du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz le 18 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 16 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 236 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 466 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 491 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : Pollution de l'air : le coût de l'inaction [n° 610 tome 1 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : Pollution de l'air : le coût de l'inaction [n° 610 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 164 tome 3 vol. 1 annexe 10 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Audition de M. Philippe Hubert, directeur des risques chroniques, et de Mme Laurence Rouil, responsable du pôle modélisation environnementale et décision de cette direction, à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Audition de MM. Marc Mortureux, directeur général, Gérard Lasfargues, directeur-général adjoint scientifique, Dominique Gombert, directeur de l'évaluation des risques, de Mme Alima Marie, directrice de l'information, de la communication et du dialogue, et de M. Benoît Vergriette, chef de l'unité risques et société, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de Mme Nathalie Girouard, chef de la division des performances environnementales et de l'environnement, et de M. Nils-Axel Braathen, administrateur principal, à la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Markus Amann, directeur du programme pour la réduction des polluants de l'air et des gaz à effet de serre, à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA).

Audition de M. Xavier Bonnet, chef du service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, de Mme Doris Nicklaus, cheffe du bureau « déchets, ressources et matières » au sein de ce service, et de M. Valéry Morard, sous-directeur de l'information environnementale, au commissariat général au développement durable.

Audition de Mme Agnès Lefranc, directrice du département santé environnement à l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de M. Olivier Chanel, directeur de recherche au centre national de la recherche scientifique, expert pour l'InVS dans le cadre du projet européen Aphekom, et M. Pascal Beaudeau, responsable d'unité à l'InVS.

Audition de Mme Isabella Annesi-Maesano, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, coordonnatrice de l'étude européenne Gerie sur les effets sur la santé de la qualité de l'air intérieur dans les maisons de retraite.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition, sous forme de table ronde, de M. Gilles Lacan, président d'Ecologie sans frontières, de Mme Lorelei Limousin, chargée de mission climat et transports au Réseau action climat, de M. Denis Voisin, coordinateur du lobby d'intérêt général à la

fondation Nicolas Hulot et de M. Sébastien Vray, président de Respire.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition commune de M. Luc Barret, directeur général adjoint et médecin-conseil national, de Mme Christelle Gastaldi-Ménager, responsable adjointe du département études sur les pathologies et les patients, de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et de M. Fabrice Henry, président de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (UNOCAM).

Audition du professeur Michel Aubier, chef du service de pneumologie à l'hôpital Bichat, représentant l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de MM. Frédéric Gonand et Thomas Kerting et de Mme Mathilde Lorenzi, auteurs de La Bataille de l'air (Descartes et Cie, janvier 2015).

Audition de MM. Jean-Christophe Bureau, professeur d'économie à AgroParisTech, et Jean-Christophe Vergnaud, directeur de recherche au CNRS.

Audition de MM. Yann Fichet, directeur des affaires institutionnelles et industrielles, et Matthieu Beaulaton, directeur de la production des semences de grandes cultures de Monsanto.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Antoine Henrion, président de la chambre d'agriculture de la Moselle et responsable du dossier « qualité de l'air » à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (Apca), de M. Michel Gagey, médecin national adjoint à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), de MM. Éric Thirouin, président et Thierry Coué, vice-président de la commission environnement de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de MM. Jean-François Soussana, directeur scientifique chargé de l'environnement et Antoine Momot, chef de cabinet du président de l'institut national de la recherche agronomique (Inra).

Audition de MM. Xavier Susterac, président de BASF France et Philippe Prudhon, directeur technique de l'Union des industries chimiques et d'un représentant de Bayer.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Marc Teyssier d'Orfeuil, délégué général, de Mme Juliette Kacprzak, consultante mobilité et de M. Thibaut Moura, responsable pôle mobilité, du club des voitures écologiques.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Guy le Bras, directeur général du groupement des autorités responsables de transport.

Audition de M. Marc Delayer, président de la commission techniques, énergies et développement durable, de M. Claude Faucher, délégué général, de Mme Anne Meyer, directrice du département des affaires économiques et techniques et de Mme Stéphanie Lopes d'Azevedo, chargée de mission, de l'Union des transports publics et ferroviaires.

Audition de M. Nicolas Paulissen, délégué général, de M. Benoît Daly, secrétaire général et de Mme Élisabeth Charrier, secrétaire générale pour l'Île-de-France, de la Fédération nationale des transports routiers.

Audition de MM. Emmanuel Massé, sous-directeur des politiques sectorielles au sein du service des politiques publiques, et Nicolas Riedinger, chef du bureau économie des réseaux au sein de la sous-direction des politiques sectorielles, de la direction générale du Trésor.

Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente directrice-générale, de Mme Sophie Mazoue, responsable de l'entité « ressources environnementales » et de M. Xavier Léty, délégué général en charge du contrat Stif, de la RATP, de MM. Christian Dubost, directeur délégué au développement durable et Jacques Peynot, directeur délégué des gares transiliennes, de la SNCF.

Réunion du vendredi 5 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Chapelle, directeur des développements chaînes de traction et châssis, de M. Pierre Macaudiere, expert en dépollution moteurs, de Mme Mathilde Lheureux, déléguée aux relations avec les institutions publiques et le Parlement, et de M. Jean-Baptiste Thomas, directeur presse, informations, médias, du groupe PSA Peugeot Citroën, de Mme Nadine Leclair, membre du comité de direction, en charge de la filière d'expertise, de Mme Martine Meyer, responsable environnement et santé à la direction du plan environnement, de M. Jean-Christophe Beziat, directeur des relations institutionnelles innovation et véhicule électrique, de Mme Maria Garcia Coudoin, chargée d'affaires publiques et de Mme Louise d'Harcourt, directeur des affaires politiques et parlementaires, de Renault.

Audition de M. Michel Wachenheim, ancien directeur général de l'aviation civile, conseiller du président du groupe, de M. Bruno Costes, directeur environnement, et de Mme Annick Perrimond du Breuil, directeur des relations avec le Parlement, d'Airbus, et de Mme Anne Bondiou-Clergerie, directrice de la recherche-développement, de l'espace et de l'environnement et de M. Jérôme Jean, directeur des affaires publiques, du groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas).

Réunion du lundi 8 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christophe Rocca-Serra et Mme Caroline Blanchard, (Tallano technologie), et de MM. Sébastien Le Pollès et Patrice Molle (Flexfuel Company).

Audition de M. François Magnien, sous-directeur de la prospective, des études et de l'évaluation économiques, et de M. Christophe Lerouge, chef du service de l'industrie de la direction générale des entreprises au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Audition de M. Gérard Feldzer, consultant en aéronautique, conseiller régional d'Île-de-France.

Audition de M. Thierry Sueur, de Mme Aliette Quint et de M. Paul-Édouard Niel (Air liquide).

Audition de MM. Pierre Burban (Union professionnelle artisanale), Michel Guilbaud (Medef), Franck Chevallier (Medef), Jean-Eudes du Mesnil du Buisson (CGPME) et de Mme Sandrine Bourgogne (CGPME).

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du gouvernement.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition

de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 77). (p. 82). (p. 86).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 405).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 666). (p. 667).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 901, 903).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1355, 1358).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1451). (p. 1452). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1454, 1455). (p. 1455). (p. 1455).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 1536). (p. 1537). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de

travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1553). - **Article 5 quater** (art. L. 312-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Fonds de garantie pour la rénovation énergétique) (p. 1572, 1573). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1585). (p. 1587).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 1790). (p. 1790).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1850). (p. 1853). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1944). (p. 1945). (p. 1946).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 38 ter** (ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 et ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 - Généralisation de l'expérimentation du permis unique pour les éoliennes terrestres et les méthaniseurs) (p. 1971). (p. 1971). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2017). (p. 2024). (p. 2024).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5359). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5390). (p. 5398). (p. 5398).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5527). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5550).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7428, 7429). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7517). (p. 7518). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7528). (p. 7529). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (Fonds de garantie pour la rénovation énergétique et fonds dénommé « Enveloppe spéciale transition énergétique ») (p. 7530). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7533). (p. 7534). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7548). (p. 7549). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)**

(Stratégie nationale pour le développement de la mobilité propre) (p. 7554).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 862-4 du code de la sécurité sociale - Taux de la taxe de solidarité additionnelle applicable aux contrats « au premier euro ») (p. 10721, 10722). (p. 10722).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10946, 10948).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11103, 11104).

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11278). (p. 11279). (p. 11280).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11427, 11428). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11435). (p. 11435). (p. 11437). (p. 11437).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11615). (p. 11615). (p. 11617).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12000, 12001).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12362). (p. 12363). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12367).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12702, 12703).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 2** (Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture, FNGRA) (p. 12768). (p. 12769). - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12774). (p. 12777). - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 12802). (p. 12802). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12810). (p. 12812). (p. 12812). (p. 12812). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12848). (p. 12849). - **Article 20** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 1729 C et 1754 du code général des impôts - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12885). (p. 12886). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12892). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 331-2 du code de l'urbanisme - Délibération relative à la taxe d'aménagement dans le cas de création d'une commune nouvelle) (p. 12904). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12909). (p. 12910). (p. 12917). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12918). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12924). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12952). (p. 12953). (p. 12954). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 12955). (p. 12955). - **Article 34** (art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception) (p. 12958). (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12962). (p. 12962).

- **Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13138, 13140).

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP, puis Les Républicains

Nommé membre du Conseil Constitutionnel le 11 octobre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 11 octobre 2015.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 28 septembre 2015.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 350 (2014-2015)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 369 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 380 (2014-2015)] tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 427 (2014-2015)] (6 mai 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 336 (2014-2015)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 450 tome 1 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 336 (2014-2015)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 450 tome 2 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 422 (2014-2015)] d'actualisation du droit des outre-mer [n° 522 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 618 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer [n° 711 (2014-2015)] (29 septembre 2015) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Justice et affaires intérieures - Déchéance de nationalité et conventions européennes : communication de M. Michel Mercier.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient

manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Jacques Hyest.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baietto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyest, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFIP.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police - Examen du rapport et du texte de la commission.

Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Modernisation du droit de l'outre-mer - Audition de Mme Georges Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au renseignement.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyest, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 37). (p. 38). (p. 40). (p. 44). (p. 44). (p. 45). (p. 46).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 59). (p. 67). (p. 69). (p. 71). (p. 72). (p. 73). (p. 74). (p. 76). (p. 77, 78). (p. 84). (p. 86, 87). (p. 88). (p. 90, 91). (p. 92). (p. 96). (p. 99). (p. 99, 100). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 100). (p. 100). (p. 101). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales,

art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 102, 103). (p. 105). (p. 107). (p. 110, 111). (p. 113).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 123, 124). (p. 131). (p. 134, 135). (p. 135). (p. 138). (p. 139). (p. 139). (p. 141). (p. 142). (p. 160). (p. 160). (p. 161). (p. 167, 168). (p. 168). (p. 169). (p. 172). (p. 172). (p. 173). (p. 173). (p. 173, 174). (p. 174). (p. 174). (p. 175). (p. 176). (p. 176). (p. 177). (p. 178). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 182). (p. 183). (p. 185). (p. 186). (p. 187). (p. 189, 190). (p. 191). (p. 191, 192). (p. 192). (p. 193). (p. 194). (p. 195). (p. 195). (p. 196). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 199). (p. 200). (p. 201, 202). (p. 203). (p. 204). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - *Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 211). (p. 213). (p. 214). (p. 219). (p. 222). (p. 222).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 233, 234). - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - *Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 237). (p. 241). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive*) (p. 267, 268). (p. 275). (p. 277). (p. 277). (p. 278, 279). (p. 281). (p. 282). (p. 282). (p. 283). (p. 283). (p. 284). (p. 284). (p. 285). (p. 288). (p. 290). (p. 291). (p. 292). (p. 292). (p. 293). (p. 293). (p. 293). (p. 294). (p. 294). (p. 295). (p. 296). (p. 297). (p. 298). (p. 299). (p. 299, 300). (p. 299). (p. 300). (p. 300). (p. 300, 301). (p. 301). (p. 301). (p. 302). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 306). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 308). (p. 308). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - *Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions*) (p. 310). (p. 312). (p. 315). (p. 316). (p. 317). (p. 318). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 320). (p. 321). (p. 324). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - *Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements*) (p. 335, 336).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Demande de réserve** (p. 345). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 345). (p. 346, 347). (p. 348). - **Article 10** (art. L. 6311-1 du code des transports - Pérennisation de la possibilité de transférer au cas par cas les aérodromes aux collectivités territoriales) (p. 349). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 355). (p. 356). - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 362). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 369, 370). (p. 370, 371). (p. 373). (p. 373). (p. 374). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de schémas régionaux des crématoriums) (p. 375). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 375, 376). (p. 383). - **Article 13** (art. L. 4421-1, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1 et L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales et art. L. 380 du code électoral - Ajustements au statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 384). (p. 385). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 385). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 388). (p. 392, 393). (p. 394). (p. 406).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 444). (p. 446). (p. 447, 448). (p. 450). (p. 451). (p. 452). (p. 453). (p. 454, 455). (p. 455). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 456, 457). (p. 458). (p. 459). (p. 460, 461). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 1424-42 et L. 1424-49 du code général des collectivités territoriales - Participation aux interventions du bataillon des marins-pompiers de Marseille et de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris en-dehors de leurs missions de service public) (p. 462). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 465). (p. 466). (p. 467, 468). (p. 468). (p. 468). (p. 469). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 122-3 du code de l'urbanisme - Périmètre d'un schéma de cohérence territoriale au-delà d'un seul établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 470). - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 473). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 478). (p. 478). (p. 478). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 479). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 480). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Report du calendrier du schéma régional de la coopération intercommunale d'Ile-de-France) (p. 481). (p. 481). (p. 481). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 482, 483). (p. 483). (p. 484). (p. 484). (p. 485). (p. 487). (p. 490). (p. 491). (p. 493). (p. 494). (p. 495). (p. 495). (p. 496). (p. 497). (p. 498). (p. 499). (p. 500, 501). (p. 502). (p. 504). (p. 505). (p. 508). - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 509). - **Article 18** (art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes) (p. 510). (p. 510). (p. 511). (p. 512). (p. 512). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes éligibles à la dotation globale de fonctionnement bonifiée) (p. 513). (p. 513). (p. 513). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 514,

515). - **Article 20** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 516). (p. 516). (p. 517). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 518). (p. 518). (p. 519).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Demande de priorité et motion d'ordre** (p. 527). - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 528). (p. 528). (p. 529). (p. 529). (p. 529). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531). (p. 533). (p. 534). (p. 535). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 536). (p. 537). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 5215-22 du code général des collectivités territoriales - Harmonisation du mécanisme de représentation-substitution d'une communauté urbaine à ses communes membres d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 537, 538). - **Article 21 quater (nouveau)** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Conventions entre une communauté d'agglomération et ses communes membres) (p. 539). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 540). (p. 540). (p. 541). (p. 541). (p. 542, 543). (p. 544). (p. 548). (p. 549). (p. 551). (p. 552). (p. 552). (p. 553, 554). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 555). (p. 556). (p. 557). (p. 560). (p. 560). (p. 561). (p. 561). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 567). (p. 569). (p. 570). (p. 570). (p. 570). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 571). (p. 571). (p. 572, 573). (p. 574, 575). (p. 576). (p. 577). - **Article 23 A (nouveau)** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Dérogation au bénéfice de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière de plages concédées) (p. 577). (p. 584, 585). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 587). (p. 592, 593). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 596). (p. 596). (p. 601). (p. 604). (p. 605). (p. 605). - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 605, 606). (p. 619).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 645).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 682, 683). (p. 687). (p. 690, 691). (p. 691). (p. 693). (p. 693, 694). (p. 694). (p. 695). (p. 695). (p. 696). (p. 697). (p. 699). (p. 700). (p. 701). (p. 702). (p. 704). (p. 706). (p. 707). (p. 709). (p. 710). (p. 711). (p. 712). (p. 714). (p. 714). (p. 715). (p. 715). (p. 716, 717). (p. 717, 718). (p. 719, 720). (p. 720). (p. 721). (p. 722, 723). (p. 726). (p. 726). (p. 727). (p. 730). (p. 731). (p. 733). (p. 733). (p. 734). (p. 734). (p. 734, 735). (p. 735). (p. 735). (p. 736). (p. 736). (p. 737). (p. 738). (p. 756).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 769). (p. 770, 771). - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 773). (p. 774). (p. 775). (p. 775). (p. 779, 780). (p. 780). (p. 780). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 784). (p. 786). (p. 789). (p. 789). (p. 791, 792). (p. 792). (p. 793). (p. 795). (p. 796). (p. 797). (p. 797). (p. 798). (p. 799). (p. 800). (p. 801). -

Article 24 bis (nouveau) (*Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers*) (p. 801). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - *Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental*) (p. 804). (p. 806). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Création des maisons de services au public*) (p. 813). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2, L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique*) (p. 819). (p. 820). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 824). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 825). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - *Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme*) (p. 827). (p. 829). (p. 830). (p. 831). (p. 831). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - *Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme*) (p. 832). (p. 832). (p. 833). (p. 834). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 133-2 et L. 133-10-1 A [nouveau] du code de tourisme - *Disposition particulière applicable aux offices de tourisme constitués sous forme de société publique locale*) (p. 835). - **Article 29** (art. L. 1111-8-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création de guichets uniques pour les aides et subventions*) (p. 836). (p. 836). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 837). (p. 838). (p. 839). (p. 840). - **Article 30** (art. L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières, art. L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-9, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1, L. 4313-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales, art. 108 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - *Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen*) (p. 843). (p. 844). (p. 844). (p. 844). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 1617-6 [nouveau] du code des collectivités territoriales - *Transmission par voie dématérialisée des documents budgétaires*) (p. 845). - **Article 32** (*Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales*) (p. 846). (p. 846). (p. 847). - **Article 33 (Supprimé)** (art. L. 1611-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Possibilité d'action récursoire de l'État contre les collectivités territoriales en cas de condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne*) (p. 847, 848). - **Article 34** (art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - *Observatoire de la gestion publique locale*) (p. 848). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 849, 850). (p. 850). - **Article 35** (*Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels*) (p. 853). (p. 853). (p. 854). (p. 854). (p. 855). (p. 856). (p. 856). (p. 856). (p. 857). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 857). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (*Droits des agents transférés en matière de protection sociale complémentaire*) (p. 858). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 858). (p. 859). (p. 860). (p. 861). - **Article 37** (*Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées*) (p. 863). (p. 863). (p. 865). (p. 865). (p. 867). (p. 867). (p. 869). (p. 870). (p. 870). (p. 870). - **Intitulé du projet de loi** (p. 871).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]* - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2769, 2770).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union**

européenne [n° 350 (2014-2015)] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3014, 3015).

- **Rapporteur** (p. 3031). (p. 3031). (p. 3031). (p. 3032).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (13 avril 2015) - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - *Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer*) (p. 3613, 3614). (p. 3616). (p. 3616). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - *Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs*) (p. 3620, 3621). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - *Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques*) (p. 3635, 3636). - **Article 20 quater (supprimé)** (*Habilitation en vue de permettre la désignation d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires pour exercer, à titre habituel, certaines fonctions de mandataire judiciaire*) (p. 3638).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - *Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence*) (p. 4395). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - *Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes*) (p. 4428, 4429). (p. 4433).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale** - **Discussion générale** (p. 4882, 4884). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4893). - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - *Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs*) (p. 4894, 4895). (p. 4895). (p. 4896). (p. 4897). (p. 4897). (p. 4898). (p. 4898). (p. 4898, 4899). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4899). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - *Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage »*) (p. 4900). (p. 4901). (p. 4903). - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - *Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes*) (p. 4904, 4905). (p. 4905). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4906). (p. 4906). (p. 4907). (p. 4907). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4907, 4908). (p. 4909). (p. 4909). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 28 ter du Règlement - *Procédure applicable aux amendements présentés en commission*) (p. 4909). - **Article 7** (art. 29 du Règlement - *Communication à*

la conférence des présidents du programme de contrôle des commissions et des délégations, ainsi que de la liste des auditions liées à la mission de contrôle des commissions) (p. 4910). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 ter du Règlement - Réduction de la durée des discussions générales et des débats) (p. 4910). (p. 4911). - **Article 9** (art. 31 bis [nouveau], 36, 42, 44 et 49 du Règlement - Réduction générale de la durée des interventions dans la discussion générale, la discussion des motions et la discussion des amendements) (p. 4912). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4912). (p. 4913). - **Article 11** (art. 44 du Règlement - Moment de la discussion des motions tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité et la question préalable) (p. 4913). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4914). - **Article 12** (Chapitre VII bis, art. 47 ter du Règlement - Procédure d'examen en commission) (p. 4915). (p. 4915). (p. 4915). (p. 4916). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - Disjonction des amendements de rédaction globale de la discussion commune des amendements) (p. 4916). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4917). (p. 4917). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions criblées thématiques) (p. 4918). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4921). (p. 4922, 4923). (p. 4924). (p. 4924). (p. 4924). (p. 4925).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5281, 5283).

- **Corapporteur** (p. 5307). - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5309). (p. 5311, 5312). (p. 5312). (p. 5313). (p. 5313, 5314). (p. 5314). (p. 5315). (p. 5317). (p. 5319). (p. 5320). (p. 5320, 5321). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5333). (p. 5336).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 5347). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5352, 5353). (p. 5354). (p. 5354). (p. 5361). (p. 5361). (p. 5361). (p. 5361). (p. 5362). (p. 5365). (p. 5365, 5366). (p. 5366). (p. 5366, 5367). (p. 5368). (p. 5370). (p. 5372). (p. 5373). (p. 5374). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5386). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5388). (p. 5391). (p. 5392). (p. 5393). (p. 5394). (p. 5395, 5396). (p. 5396, 5397). (p. 5398). - **Article 3 ter** (art. L. 5311-3-1 [nouveau], L. 5141-5 et L. 5522-21 du code du travail - Possibilité pour les régions de recevoir par délégation de l'Etat la mission de coordonner l'action des intervenants du service public de l'emploi et transfert aux régions des actions d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises) (p. 5399). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5416). - **Article 5 bis** (art. L. 541-10 et art. L.541-15-2 (nouveau) du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 5419). (p. 5419). - **Article 6**

(art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5428). (p. 5432). (p. 5433). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5437).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5449). (p. 5460, 5461). - **Demande de priorité** (p. 5461). (p. 5469, 5470). - **Article 6 bis AAA (supprimé)** (art. L. 141-1, L. 141-1-1, L. 141-1-3 et L. 141-2 du code de l'urbanisme - Application des procédures d'élaboration, de révision et de modification du SRADDET au schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 5472, 5473). - **Demande de réserve** (p. 5484). - **Article 6 bis AA (supprimé)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - Compétence de la région pour l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau) (p. 5485). - **Article 6 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 114-1 à L. 114-6 [nouveaux], L. 121-10 et L. 141-6 du code de l'urbanisme - Chartes régionales d'aménagement) (p. 5486). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5489, 5490). (p. 5490). (p. 5492, 5493). (p. 5494). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5496, 5497). - **Article 8 bis (supprimé)** (chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie du code des transports - Transfert à la région des transports ferroviaires d'intérêt local gérés par le département) (p. 5498). - **Article 9** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 111-1 du code de la voirie routière - Financement par la région des voies et axes routiers d'intérêt régional) (p. 5504). (p. 5505). (p. 5505). - **Article 12 bis** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématoriums) (p. 5517). - **Article 12 ter** (Chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du sport, art. L. 114-1 à L. 114-17 [nouveaux] et L. 211-1 du code du sport ; art. L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes - Transfert de l'Etat aux régions des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive) (p. 5521). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (Titre Ier du livre Ier du code du sport ; art. L. 115-1 [nouveau] et L. 211-1 du code du sport - Transfert à certaines collectivités territoriales d'équipements affectés au service public du sport et faculté pour les établissements publics de formation dans le domaine sportif de recruter des assistants d'éducation) (p. 5522). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5528). (p. 5538). (p. 5541, 5542). (p. 5543). (p. 5543). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5547). (p. 5548). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5553). (p. 5554). (p. 5554). (p. 5555). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5563). (p. 5563). (p. 5564). (p. 5564). - **Article 16 ter A** (Limitation des membres des comités syndicaux aux seuls élus issus des organes délibérants des membres du syndicat) (p. 5566). - **Article 16 quater** (art. L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2321-2, L. 2531-12, L. 5210-1-1 A, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5217-12-1 et Livre III de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales ; loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 ; loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 ; art. L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 121-4, L. 123-6, L. 123-8, L. 321-21, L. 321-25 et L. 321-26 du code de l'urbanisme ;

art. 1043, 1379-0 bis, 1466, 1609 quater, section XIII ter du chapitre Ier du titre III de la deuxième partie du livre Ier et art. 1638 bis du code général des impôts ; art. L. 216-7 du code de l'éducation ; art. L. 554-1 du code de justice administrative ; art. 11 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 ; art. 32 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Suppression, à compter du 1er janvier 2016, de la catégorie des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 5567). (p. 5568). (p. 5568). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-2 du code général des collectivités territoriales - Nouveau dispositif de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5569). - **Article 17 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales - Dispositif dérogatoire de retrait d'une commune d'une communauté de communes ou d'agglomération) (p. 5570). - **Article 17 bis** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Report du calendrier d'élaboration du schéma régional de la coopération intercommunale de la grande couronne francilienne) (p. 5571). (p. 5571). - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5572).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 17 septdécies AA** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de calcul de la dotation de solidarité communautaire pour les intercommunalités signataires d'un contrat de ville) (p. 5589). - **Article 17 novodécies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création d'une société d'économie mixte d'aménagement à opération unique) (p. 5592). (p. 5593). - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 321-13 [nouveau] du code de l'environnement - Redevance de mouillage dans les aires marines protégées) (p. 5593, 5594). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5595). (p. 5597). (p. 5600, 5601). (p. 5601). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5615). - **Article 21 bis** (art. L. 5215-20, et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 5616). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de représentation-substitution d'une communauté urbaine ou d'une métropole à ses communes membres au sein d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 5617). (p. 5617, 5618).

- **Corapporteur - Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5619). (p. 5620). (p. 5621). (p. 5621). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5631). (p. 5632). (p. 5633). (p. 5633). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5637, 5638). - **Article 23 A** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exercice des compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5646). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5651).

- **Rapporteur** (p. 5651).

- **Corapporteur** (p. 5651). (p. 5652). (p. 5652). (p. 5652). (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654). (p. 5656). (p. 5656). (p. 5658).

(p. 5658). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création de maisons de services au public) (p. 5668). (p. 5668). (p. 5668). - **Article 26 bis** (p. 5669). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2 et L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 5671). (p. 5674). (p. 5675). (p. 5676). (p. 5676). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et des télécommunications électroniques - Obligation de couverture des zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 5677). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 5677). (p. 5677). - **Article 28 A (suppression maintenue)** (Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens) (p. 5679). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5681). (p. 5683). (p. 5684). (p. 5684). - **Article 28 bis (suppression maintenue)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de culture, de sport et de tourisme) (p. 5686). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2, L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34, L. 4424-35, L. 4424-36, L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative) (p. 5691, 5692). - **Article 13 bis A (précédemment réservé)** (p. 5693). (p. 5693). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (p. 5695). - **Article 29** (art. L. 1111-8-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de guichets uniques pour l'octroi d'aides et de subventions) (p. 5696). - **Article 29 bis (supprimé)** (Titre III du livre II de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Consécration législative du conseil national des collectivités territoriales pour le développement culturel) (p. 5697). - **Article 30 A** (art. L. 1112-23 [nouveau] et L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Mise à disposition des données publiques des collectivités territoriales sur Internet) (p. 5698). (p. 5699). - **Article 36 ter** (art. 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la faculté reconnue aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de créer une commission administrative paritaire commune) (p. 5712, 5713). (p. 5713). (p. 5713). (p. 5714). - **Article 36 sexes (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-14 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition des documents relatifs aux délégations de service public) (p. 5714). - **Article 36 octies** (art. L. 2121-24, L. 2122-29, L. 3131-3 et L. 4141-3 du code général des collectivités territoriales - Dématérialisation du recueil des actes administratifs des collectivités territoriales) (p. 5716). - **Article 36 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et des services d'assainissement municipaux, des services municipaux de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères) (p. 5717). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5722). (p. 5723). (p. 5724). (p. 5724). (p. 5725). (p. 5726). (p. 5726). (p. 5727). (p. 5727). (p. 5727). (p. 5728). - **Article 40** (Dispositions transitoires et habilitation pour la prise en compte de la nouvelle carte régionale) (p. 5729). (p. 5730).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septuagésimes (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexes, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5758). (p. 5762). (p. 5763). (p. 5768). (p. 5773). (p. 5773). (p. 5774). (p. 5774). (p. 5775). (p. 5780). (p. 5781). (p. 5781). (p. 5781). (p. 5782). (p. 5783). (p. 5785). (p. 5786). (p. 5787). (p. 5789, 5790). (p. 5791). (p. 5791). (p. 5792). (p. 5792). (p. 5793). (p. 5793). (p. 5796, 5797). (p. 5804). (p. 5807, 5808). (p. 5813, 5814). (p. 5816). (p. 5816). (p. 5816). (p. 5817). (p. 5818). (p. 5818, 5819). (p. 5819). (p. 5819). (p. 5820). (p. 5821). (p. 5821). (p. 5822). (p. 5822). (p. 5823). (p. 5823). (p. 5824). - **Articles additionnels après l'article 17 septuagésimes (précédemment réservés)** (p. 5825). (p. 5826). (p. 5827, 5828).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5862, 5863).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5941). (p. 5958, 5959).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6019). (p. 6020). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6033). (p. 6053). (p. 6055). (p. 6058). (p. 6060). (p. 6074). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6085). (p. 6088).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6149).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6399).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6645, 6646).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6904, 6905).

- **Rapporteur - Article 2** (art. L. 1803-10 à L. 1803-16 [nouveaux] du code des transports - Qualification de l'Agence

de l'outre-mer pour la mobilité (l'ADOM) en établissement public administratif) (p. 6916). (p. 6917). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6917). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de reprise des salariés et des droits réels de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité, LADOM) (p. 6918). (p. 6918). - **Article 4** (art. L. 751-1, L. 752-1, L. 752-2, L. 752-5, L. 752-6, L. 752-9, L. 752-10, L. 752-11, L. 753-1, L. 753-2, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-8, L. 753-9, L. 754-1, L. 755-1, L. 755-3, L. 755-9, L. 755-10, L. 755-17, L. 755-19, L. 755-20, L. 755-21, L. 755-21-1, L. 755-22, L. 755-29, L. 755-33, L. 756-1, L. 756-2, L. 756-4, L. 757-1, L. 757-3, L. 758-1, L. 758-2, L. 758-3, L. 815-24, L. 821-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Application et adaptation du code de la sécurité sociale à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 6920). (p. 6922). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6922). (p. 6924). (p. 6925). (p. 6926). (p. 6926). (p. 6927). - **Article 5** (section 3 du chapitre Ier du titre II du livre II et art. L. 321-36-1 à L. 321-36-7 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Statut de l'établissement public d'aménagement de Guyane et création de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte) (p. 6928). (p. 6928). (p. 6928, 6929). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6930). (p. 6931). (p. 6931, 6932). (p. 6932). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6935). (p. 6936). (p. 6936). (p. 6937). (p. 6937, 6938). (p. 6938). (p. 6939). (p. 6940). (p. 6941). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er, 4 bis [nouveau] et 6 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Concours d'accès à la fonction publique réservés aux agents contractuels de l'État et des circonscriptions territoriales exerçant à Wallis-et-Futuna) (p. 6942). - **Article 11** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et groupements de communes de Polynésie française - Titularisation et rémunération des agents contractuels des communes et groupements de communes de la Polynésie française) (p. 6944). (p. 6944). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6946). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6947). - **Article 13** (art. L. 254-4-1, L. 262-50-2 et L. 272-48-2 [nouveaux] du code des juridictions financières ; art. L. 212-1 et L. 212-3 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Dispositions en matière de transparence financière applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 6950). (p. 6950). (p. 6950). (p. 6950). (p. 6951). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Élection du maire délégué dans les communes associées en Polynésie française) (p. 6952). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6953). (p. 6954). (p. 6954). (p. 6955). (p. 6955). (p. 6956, 6957). (p. 6957). (p. 6957). - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 6958). (p. 6958). - **Article 16** (art. L. 288-1 du code de la sécurité intérieure - Extension dans les Terres australes et antarctiques françaises de dispositifs de prévention et de lutte contre le terrorisme) (p. 6958). - **Article 17** (art. L. 345-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Limitation du nombre d'armes de catégorie C et du 1er groupe de la catégorie D détenues par une même personne en Nouvelle-Calédonie) (p. 6959). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 346-1 et L. 346-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 765-13 du code monétaire et financier - Exploitation de jeux de hasard dans les îles Wallis et Futuna) (p. 6960). (p. 6960, 6961). (p. 6961). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6961). - **Article 22** (p. 6962). - **Demande de réserve** (p. 6963). **Article additionnel après l'article 22** (p. 6964). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6964). (p. 6965). - **Article 25** (Habilitation à prendre par ordonnance les règles applicables outre-mer en matière de droit des gens de mer et à la réforme pénale en matière maritime ainsi qu'au droit du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte) (p. 6966). (p. 6966). (p. 6967). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6968). (p. 6968). - **Article 26 bis (nouveau)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application outre-mer) (p. 6969). (p. 6970). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6971, 6972).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6985).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7782, 7783).

IMBERT (Corinne)
sénatrice (Charente-Maritime)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Santé [n° 167 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs isolés étrangers et la répartition des missions afférentes entre départements et État** - (20 janvier 2015) (p. 430). (p. 431).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2292, 2293).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des maternités en France** - (10 mars 2015) (p. 2365, 2366). (p. 2366).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4423).

- **Question orale sans débat sur les incertitudes liées au projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (12 mai 2015) (p. 4795, 4796). (p. 4796).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5886). - **Article 6 (nouveau)** (art. 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Élaboration des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics) (p. 5904). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5905). (p. 5906).

- **Question orale sans débat sur la réduction des coûts de fonctionnement des agences de l'État** - (21 juillet 2015) (p. 8003). (p. 8004).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8142, 8145).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8265). - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8280). (p. 8280). - **Article 5 quinquiés D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle) (p. 8292).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 duvicies** (p. 8346).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8449). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1311-7 du code de la santé publique - Plans régionaux santé environnement) (p. 8463). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8499).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8767).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8824). (p. 8826, 8827).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8930). (p. 8931).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9431, 9432).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10571, 10572).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4 (Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C)** (p. 10591). (p. 10591). (p. 10592). (p. 10593). (p. 10594).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10747). (p. 10748).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10779). (p. 10779).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11686, 11688).

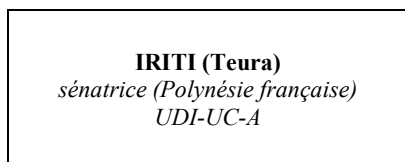
- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 12023, 12024). - **Article additionnel après l'article 62 quinquiés** (p. 12040, 12041). (p. 12041, 12042).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13075, 13076).



IRITI (Teura)
sénatrice (Polynésie française)
UDI-UC-A

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 603, 604). (p. 604). (p. 605). (p. 605).

Élection annulée par le Conseil Constitutionnel le 6 février 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 6 février 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UDI-UC

Déclaré démissionnaire d'office de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel le 11 juin 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 12 juin 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 91).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 137). (p. 148). (p. 164). (p. 176). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 189). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10,

L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 213).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 241). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 273). (p. 280). (p. 288). (p. 291). (p. 292). (p. 292). (p. 295). (p. 295). (p. 296). (p. 297). (p. 298). (p. 299). (p. 299). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 305). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 340).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 453). (p. 453). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 466). (p. 466, 467). (p. 469). (p. 469). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 122-3 du code de l'urbanisme - Périmètre d'un schéma de cohérence territoriale au-delà d'un seul établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 471). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 477). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 482). (p. 483, 484). - **Article 18** (art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes) (p. 510, 511). (p. 511). (p. 512). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 515). - **Article 20** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 517). (p. 517).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 535). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 550, 551). (p. 551). (p. 551). (p. 552). (p. 552). (p. 553). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 555). (p. 555). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 565).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des

véhicules hors d'usage (p. 1776). (p. 1777). (p. 1778). (p. 1778). - **Article 19 octies (nouveau)** (art. L. 541-4-2 [abrogé] et L. 541-7-1 du code de l'environnement - Mise à jour du code de l'environnement par rapport au droit européen) (p. 1785). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-1 du code de l'environnement - Respect du principe de proximité dans la prévention et la gestion des déchets) (p. 1787, 1788). (p. 1788). (p. 1788). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - Élargissement de la REP papier) (p. 1795). (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1871). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1944). (p. 1947). (p. 1948). (p. 1948). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1953). (p. 1953, 1954).

JEAN (Geneviève)
sénatrice (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 12 février 2015.

Élection annulée par le Conseil Constitutionnel le 12 février 2015.

JEANSANNETAS (Éric)
sénateur (Creuse)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 205 (2014-2015)] visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 503 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6452, 6453).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - *Composition du conseil d'administration*) (p. 6462). - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - *Mode d'élection des membres du conseil d'administration*) (p. 6465). - **Article 3** (art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale -

Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique) (p. 6465).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12146, 12147).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12160).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de l'Observatoire de la récidive et de la désistance le 24 mars 2015 ; puis membre titulaire le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un service civique obligatoire et universel [n° 330 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 474). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 486). (p. 488). (p. 491). (p. 492). (p. 492). (p. 492). (p. 493). (p. 494). (p. 495). (p. 496). (p. 497). (p. 497). (p. 498). (p. 499). (p. 500). (p. 502). (p. 502). (p. 502). (p. 503). (p. 504).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 23 A (nouveau)** (*art. L. 5218-2 du code général des collectivités*

territoriales - Dérogation au bénéfice de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière de plages concédées) (p. 581). (p. 584). (p. 584).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (13 avril 2015) - **Article 16** (*art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession*) (p. 3599). (p. 3599). - **Article 20** (*art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs*) (p. 3622). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3649).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du pôle judiciaire d'Aix-en-Provence** - (26 mai 2015) (p. 5258). (p. 5259).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (*art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre 1er du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre 1er du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris*) (p. 5807).

JOUANNO (Chantal)
sénatrice (Paris)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Actes du colloque Femmes citoyennes, organisé le 19 mai 2015 dans le cadre de la célébration du soixante-dixième anniversaire du premier vote des femmes [n° 672 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Société.**

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : sur l'égalité entre hommes et femmes pour la justice climatique [n° 45 (2015-2016)] (12 octobre 2015) - **Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 245 (2015-2016)] relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 268 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Désignation de rapporteurs.

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « femmes et VIH » du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Audition de M. le docteur Bernard Guillon, gynécologue-obstétricien, président fondateur de l'Association pour le développement de la santé des femmes (ADSF).

Santé des femmes - Audition de M. le professeur Bertrand Dautzenberg, pneumologue et tabacologue, chef du service de pneumologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et laïcité - Audition de Mme Catherine Kintzler, philosophe, professeure émérite de philosophie à l'Université Lille III.

Femmes et laïcité - Audition de Mme Florence Rochefort, historienne, présidente de l'Institut Émilie du Châtelet, co-directrice de Clio histoire femmes et sociétés.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et laïcité - Audition de M. Philippe Portier, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Paris-Sorbonne), directeur du Groupe sociétés, religions, laïcités (GRSL).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Groupe de travail « Évaluation des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes » - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Compte-rendu par Mme Brigitte Gonthier-Maurin et par M. Didier Mandelli d'un déplacement à Madagascar (suite

du travail de la délégation sur les femmes et le dérèglement climatique).

Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1363, 1364).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1411). (p. 1412). (p. 1420). (p. 1427). (p. 1429). (p. 1433). (p. 1446, 1447). (p. 1447, 1448). (p. 1448). (p. 1450). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1456). (p. 1457, 1458). (p. 1458). (p. 1459). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1464). (p. 1465, 1466). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017*) (p. 1469).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1524). (p. 1524). - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1527). - **Article 4 bis** (*art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1540). (p. 1542). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1556). (p. 1557). (p. 1558). (p. 1559). (p. 1561). (p. 1563). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1570, 1571). - **Article 5 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules pour les chauffages au bois des particuliers*) (p. 1577). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1582). (p. 1583). - **Article 6** (*art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de*

la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1586).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) (p. 1603). (p. 1604). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1604). (p. 1605). - **Article 6 ter** (art. L. 241-9 du code de l'énergie - Dérogation à l'obligation de mise en place d'une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude) (p. 1607). - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 1611). (p. 1613). (p. 1614). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 1623). (p. 1624). (p. 1624). (p. 1624). - **Article additionnel avant l'article 9 A** (p. 1632). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquiescer des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1650). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1654). (p. 1656, 1657). (p. 1659). (p. 1659, 1660). (p. 1660). - **Article 9 bis** (Stratégie nationale pour le développement de véhicules propres et le déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant) (p. 1669). (p. 1669). - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 1686). (p. 1687). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 1703). (p. 1703). (p. 1703). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les émissions de particules fines dans le secteur des transports) (p. 1706). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1717). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1721). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1725, 1726). (p. 1727).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis C** (Rapport du Gouvernement sur les enjeux de l'économie circulaire au niveau local) (p. 1759). (p. 1760).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 25** (art. L. 311-14 et L. 311-15 du code de l'énergie - Renforcement des sanctions applicables aux régimes de soutien des énergies renouvelables) (p. 1867). (p. 1867). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 1878). (p. 1878). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1897, 1898). - **Article 38 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Implantations d'éoliennes terrestres sur le territoire des communes littorales) (p. 1937). (p. 1937). (p. 1937).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1968). - **Articles additionnels après l'article 38 ter** (p. 1972). - **Article 44 ter (nouveau)** (Rapport sur la compensation des coûts indirects du dioxyde de carbone en faveur des secteurs exposés à un risque de fuite de carbone) (p. 2003). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 2005). (p. 2005). (p. 2006). (p. 2006). - **Article 46** (Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures) (p. 2007). (p. 2008). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2015, 2016). (p. 2018). (p. 2019). (p. 2023). (p. 2024, 2025). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2032, 2033). (p. 2036). - **Article 48 bis (nouveau)** (art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 2046). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12,

L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2056).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2082). (p. 2082). - **Article 49 bis** (art. L. 145-1 [nouveau] du code de l'énergie - Création d'un comité d'experts pour la transition énergétique) (p. 2087). (p. 2088). (p. 2088). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2091, 2092). (p. 2094). (p. 2096). (p. 2097). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 2098). - **Article 51** (art. L. 133-6, L. 142-1, L. 142-3, L. 142-4, L. 142-9-1 [nouveau], L. 111-72, L. 111-73, L. 111-77 et L. 111-80 à L. 111-83 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales) - Amélioration de l'accès aux données de production et de consommation d'énergie et création du registre national des installations de production et de stockage d'électricité) (p. 2109, 2111). (p. 2111). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation des politiques de l'emploi aux effets de la transition écologique et énergétique) (p. 2112). (p. 2113). - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2124). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2140). - **Article 57 ter (nouveau)** (art. L. 222-3-1 [nouveau] du code de l'environnement) (p. 2146). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2160). (p. 2161). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2174).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2198).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2919, 2920). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, LCEN - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 2927, 2928). (p. 2928). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2944, 2945). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2952). (p. 2956). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels) (p. 2959). - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 225-24 du code pénal - Création d'un fonds pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement des personnes prostituées) (p. 2959). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2963).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59,

L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6755). (p. 6755). (p. 6760). (p. 6761). (p. 6761).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7433, 7434).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 14 quater** (Rapport sur l'opportunité de réserver une voie aux taxis sur les autoroutes et routes nationales comportant au moins trois voies et traversant ou menant vers une métropole) (p. 7576). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7585). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7597). - **Article 19 bis A** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7602, 7603).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8163, 8164). (p. 8164, 8165). (p. 8165). (p. 8172, 8173). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8174).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8433). (p. 8433). (p. 8434). (p. 8435). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8441). (p. 8441). (p. 8442). (p. 8442). (p. 8443). (p. 8443). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 8464, 8465). (p. 8465). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 8466).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 septembre 2015) (p. 8475).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (18 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8522). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8530). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8557). (p. 8559). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code

de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8561). (p. 8565). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 8566). (p. 8567).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9609, 9610). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 9614). (p. 9615). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9629). (p. 9633). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9636, 9637).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à l'environnement** - (15 octobre 2015) (p. 9661). (p. 9661, 9662).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9820, 9821).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 10932, 10933). (p. 10944).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11270).

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12013, 12014).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12819). (p. 12820). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12827).

JOURDA (Gisèle)
sénatrice (Aude)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 13 janvier 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 4 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 792 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels [n° 525 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Sucre des régions ultrapériphériques en danger [n° 247 (2015-2016)] (10 décembre 2015) - **Agriculture et pêche - Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative aux effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques [n° 282 (2015-2016)] (18 décembre 2015) - **Outre-mer - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Composition de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviuta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Audition de M. Jérôme Léonnet, directeur central adjoint de la sécurité publique, chef du service central du renseignement territorial à la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Audition de M. Daniel Keller, Grand maître du Grand Orient de France.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant (EURODOM), de M. Jean-

Bernard Gonthier, président de la chambre d'agriculture de La Réunion, et de Mme Sylvie Le Maire, déléguée générale du syndicat du sucre de La Réunion.

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau de la politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le défaut de couverture en téléphonie mobile** - (3 février 2015) (p. 1092, 1093). (p. 1093).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2236, 2237).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3717). (p. 3718).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4561, 4562).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4781).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la profession des guides-conférenciers** - (12 mai 2015) (p. 4801, 4802). (p. 4802).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention de la France en Syrie** - (1er octobre 2015) (p. 9065).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 8** (*Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale*) (p. 10357, 10358).

JOUVE (Mireille)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI, puis RDSE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Eric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur

situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bonus de bienvenue pour le directeur général de Sanofi** - (5 mars 2015) (p. 2345, 2346).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er avril 2015) (p. 2984).

- **Question orale sans débat sur la sécurité du réseau SNCF en région Provence-Alpes-Côte d'azur** - (23 juin 2015) (p. 6613, 6614). (p. 6614).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (9584, 9585). - **Article 5** (*art. L. 5343-6 du code des transports - Définition des ouvriers dockers occasionnels*) (p. 9592). - **Article 6 (supprimé)** (*art. L. 5343-7 du code des transports - Périmètre d'intervention prioritaire des ouvriers dockers*) (p. 9593). - **Article 7** (*art. L. 5343-7-1 du code des transports - Règles de priorité applicables aux différentes catégories d'ouvriers dockers*) (p. 9595). - **Article 9 (supprimé)** (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de la charte nationale mentionnée à l'art. L. 5343-7 du code des transports*) (p. 9596). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9597, 9598).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique d'Air France** - (15 octobre 2015) (p. 9657).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11541, 11542).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11548, 11549).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12170, 12171).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12207, 12208).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12223).

JOYANDET (Alain)
sénateur (Haute-Saône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 44, 45). (p. 46).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 399, 400).

- **Question orale sans débat sur les trains d'équilibre du territoire** - (3 février 2015) (p. 1099). (p. 1100).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2878).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quinquies (nouveau)** (*art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 3224). (p. 3225). (p. 3225).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 15** (*art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession*) (p. 3593). (p. 3594). - **Article 20 quater (supprimé)** (*Habilitation en vue de permettre la désignation d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires pour exercer, à titre habituel, certaines fonctions de mandataire judiciaire*) (p. 3639, 3640).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3716). (p. 3716). (p. 3717). (p. 3718).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (*art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3921, 3922).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4011). - **Article 35 ter C (nouveau)** (*art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros*) (p. 4015).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales*) (p. 4232). (p. 4232). (p. 4232).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4406, 4407). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4420, 4421). (p. 4421). - **Article 66** (*art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes*) (p. 4434).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4524, 4525). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4531, 4532). (p. 4533).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime social des indépendants** - (21 mai 2015) (p. 5210, 5211).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8926, 8927).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (*art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC*) (p. 10597, 10598). (p. 10604). (p. 10606, 10607).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation de l'état d'urgence*) (p. 11150).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement*) (p. 11361). - **Article 10** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de*

programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du

30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11421). (p. 11422). (p. 11431).

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes. (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection le 8 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au respect des droits des élus n'appartenant pas à la majorité dans les organes délibérants des collectivités territoriales [n° 213 (2014-2015)] (6 janvier 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 378 (2014-2015)] visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 507 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la facilitation de l'inscription sur les listes électorales.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Examen du rapport d'information sur le bilan d'application de la loi.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales*) - *Suppression de la clause*

de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 72, 73). (p. 73, 74). (p. 74, 75).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 137). (p. 170).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 278). (p. 280, 281).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 365, 366). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 391, 392).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 439, 440).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 568). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 588). - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 620, 621).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 685, 686). (p. 692). (p. 697, 698). (p. 704, 705). (p. 712, 713). (p. 718). (p. 725). (p. 729). (p. 730, 731). (p. 737). (p. 739). (p. 755).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 769, 770). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 806). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création des maisons de services au public) (p. 814). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 839).

- **Question orale sans débat sur la refonte des statuts de l'association en charge de la gestion de l'hôpital Foch de Suresnes** - (3 février 2015) (p. 1104). (p. 1105).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1143, 1146). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Représentation équitable des territoires dans leur diversité) (p. 1157, 1158).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) -

Discussion générale (p. 2926). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2937). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2941, 2942).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5179, 5181). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5189). (p. 5190). - **Article 2 (supprimé)** (Compétence du pouvoir réglementaire pour préciser les conditions de mise en œuvre de la révision exceptionnelle des listes) (p. 5192). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5192).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5296, 5297).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5373). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5409).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5450). - **Demande de priorité** (p. 5463). - **Article 6 bis AAA (supprimé)** (art. L. 141-1, L. 141-1-1, L. 141-1-3 et L. 141-2 du code de l'urbanisme - Application des procédures d'élaboration, de révision et de modification du SRADDET au schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 5472). (p. 5473). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5533). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5557, 5558). - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5572). (p. 5573, 5574).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 20** (art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 5604). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5632). (p. 5633). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5638, 5639). - **Article 28 A (suppression maintenue)** (Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens) (p. 5679). - **Article 28 bis (suppression maintenue)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de culture, de sport et de tourisme) (p. 5685). - **Article 13 bis (précédemment réservé)**

(p. 5695). - **Article 30 A** (art. L. 1112-23 [nouveau] et L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Mise à disposition des données publiques des collectivités territoriales sur Internet) (p. 5698). (p. 5698). - **Article 35** (Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels) (p. 5708). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 112 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Emplois fonctionnels de directeur et de directeur général des services techniques dans la commune de Saint-Pierre) (p. 5710). (p. 5710).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexes, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5751, 5752). (p. 5761). (p. 5770, 5771). (p. 5772). (p. 5773). (p. 5773, 5774). (p. 5779, 5780). (p. 5784, 5785). (p. 5788). (p. 5788). (p. 5790). (p. 5806). (p. 5817).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5837, 5838).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6469, 6471).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 6479).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6493, 6494). - **Article 1er A (nouveau)** (Motivation de l'engagement de la procédure accélérée) (p. 6500). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Suppression) (p. 6501). (p. 6503).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7268, 7269). - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 7272). - **Article 2 (supprimé)** (Compétence du pouvoir réglementaire pour préciser les conditions de mise en œuvre de la révision exceptionnelle des listes) (p. 7272). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7273).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7284, 7285).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9211). - **Discussion générale** (p. 9216, 9217).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9241). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9253). (p. 9255, 9256). - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle)

(p. 9265, 9266). (p. 9266). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9271, 9272). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » ; procédure « étrangers malades ») (p. 9287, 9288). (p. 9290). (p. 9292). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9293). (p. 9296). - **Article 10 ter (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renouvellement automatique du titre de séjour pour les personnes victimes de violences conjugales) (p. 9297). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9297, 9298). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9303). (p. 9304). (p. 9305, 9306). (p. 9306). (p. 9308). (p. 9310). - **Article 13 quater (supprimé)** (art. L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent) (p. 9316). (p. 9317).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 551-1-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Dépôt d'une garantie financière en guise de garantie de représentation) (p. 9345). - **Article 18 A (nouveau)** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime contentieux de la décision de placement en rétention) (p. 9349). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9354). (p. 9357). (p. 9358). - **Article 27** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales en cas de non-respect des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9373). - **Article 28 bis A** (art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude) (p. 9375). (p. 9376). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 9378). (p. 9379).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9486, 9488).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11900, 11901).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11909, 11910).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11925, 11926).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11930, 11931).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12620). (p. 12621).

KAMMERMANN (Christiane)
*sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)*
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; nouvelle nomination le 18 décembre 2015.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Education**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au maintien d'une administration et de politiques publiques dédiées aux Français rapatriés d'outre-mer pour prendre en compte leurs ultimes et légitimes attentes [n° 357 (2014-2015)] (20 mars 2015) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant une discrimination entre descendants de femmes françaises en matière de nationalité [n° 421 (2014-2015)] (28 avril 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Liban - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), histoire de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Patriziana Sparacino-Thiellay, ambassadrice pour les droits de l'Homme.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel** [n° 698 (2013-2014)] - (30 mars 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2942).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme** [n° 387 (2014-2015)] - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6014, 6015).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (12 novembre 2015) (p. 10705, 10706). (p. 10706).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11805).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12107).

KANNER (Patrick)
ministre de la ville, de la jeunesse et des sports

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2334, 2336).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le volet « Développement économique » de la politique de la ville** - (5 mars 2015) (p. 2341).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (19 mars 2015) (p. 2820, 2821).

- **Question orale sans débat sur le certificat médical de non-contre-indication à la pratique sportive** - (7 avril 2015) (p. 3113, 3114).

- **Question orale sans débat sur le cumul du revenu de solidarité active et du contrat de service civique pour mères mineures isolées** - (7 juillet 2015) (p. 7239, 7240).

- **Question orale sans débat sur la fête des Loges de Saint-Germain-en-Laye** - (7 juillet 2015) (p. 7240, 7241).

- **Question orale sans débat sur le plan numérique pour l'éducation** - (7 juillet 2015) (p. 7241, 7242).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12133, 12136).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12137). (p. 12139).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12231, 12233). - **État B** (p. 12234). (p. 12236, 12237).

KARAM (Antoine)
sénateur (Guyane)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (délégation aux entreprises) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (19 février 2015) - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - *Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques*) (p. 2082, 2083). (p. 2083). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - *Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique*) (p. 2116). (p. 2116). - **Article 61** (art. L. 141 [nouveau] du code de l'énergie, art. L. 4433-18 [abrogé] du code général des collectivités territoriales, et art. 1er de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 - *Objectifs de la politique énergétique outre-mer*) (p. 2165). (p. 2166, 2167). (p. 2167). (p. 2167). (p. 2168). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 2169). (p. 2169). - **Articles additionnels**

après l'article 64 (p. 2174). (p. 2175). (p. 2175). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2177).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article 6** (art. 5 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - *Suppression de l'exonération de plein droit pour certaines entreprises et fixation des modalités de détermination du chiffre d'affaires de référence pour l'établissement du seuil d'assujettissement*) (p. 4583, 4584). - **Article 33** (art. 48 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - *Coordination et précisions*) (p. 4604).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit avec EDF en Guyane** - (29 octobre 2015) (p. 10188).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie

- (28 novembre 2015) - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - *Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France*) (p. 11838, 11839). (p. 11840).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12278, 12279).

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration le 20 novembre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 193 (2014-2015)] relatif à la réforme du droit d'asile [n° 394 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes [n° 472 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 566 (2014-2015)] relatif à la réforme du droit d'asile [n° 579 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Les entretiens de la prospective [n° 649 (2014-2015)] (21 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Immigration, asile et intégration [n° 164 tome 3 annexe 17 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Héroult, chef de centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Eric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Evelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport d'information de Fabienne Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Luc Derepas, directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile » et Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des

politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale (programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), sur l'hébergement d'urgence.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Réforme du droit d'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture,

alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », précédemment réservée.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Examen des amendements.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Michel Naulot, ancien banquier, ancien membre du collège de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 3** (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 192). (p. 193).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 262).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 372).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 23** (*art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles*) (p. 588, 589). - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 620).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 681). (p. 681). (p. 686). (p. 689, 690). (p. 690). (p. 690). (p. 691). (p. 691). (p. 695). (p. 697). (p. 702). (p. 705). (p. 706). (p. 707). (p. 709). (p. 710). (p. 710). (p. 710). (p. 711). (p. 711, 712). (p. 713, 714). (p. 714). (p. 716). (p. 719). (p. 719). (p. 721). (p. 726). (p. 727). (p. 728). (p. 731). (p. 733). (p. 734). (p. 734). (p. 735). (p. 736). (p. 737, 738). (p. 738). (p. 758).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 977).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 31** (*art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile*) (p. 2686, 2687). - **Article 32 bis (nouveau)** (*art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile*) (p. 2692, 2693).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 2786). (p. 2787).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793, 2794).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Article 54 bis** (*art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie*) (p. 2804). (p. 2804). (p. 2805). (p. 2810). (p. 2810).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3023, 3024).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3292, 3293). (p. 3298). - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Coordination des actions*)

d'aménagement des gares routières) (p. 3320). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3321). (p. 3323). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3333).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3448). - **Article additionnel après l'article 10 quinquies** (p. 3454).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - *Comptes bancaires inactifs*) (p. 3515, 3516). - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3521, 3522). - **Article 12 A (nouveau)** (*Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit*) (p. 3525). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - *Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques*) (p. 3529, 3530). (p. 3538). (p. 3545). (p. 3546). (p. 3547). (p. 3549).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - *Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs*) (p. 3589). (p. 3592).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - *Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement*) (p. 3775). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3782).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - *Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3920). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3965, 3966). (p. 3968).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4196). (p. 4210). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4215, 4216). (p. 4217, 4218). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques*) (p. 4220, 4221). (p. 4222, 4223). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - *Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales*) (p. 4232). (p. 4232). (p. 4233). (p. 4233). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - *Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4268, 4269). (p. 4269). (p. 4269). (p. 4270). (p. 4270). (p. 4270). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4520). (p. 4521). (p. 4522). (p. 4522). (p. 4522).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - *Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés*) (p. 4634, 4635). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4643).

- **Rappel au règlement** - (11 mai 2015) (p. 4684).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4737). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4753).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4764, 4766).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4890, 4891). - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - *Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs*) (p. 4898). - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - *Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage »*) (p. 4903). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - *Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques*) (p. 4919).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation*) (p. 4938). - **Article 5 bis** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Composition du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4949). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Établissement de la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4951). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4960). (p. 4962). (p. 4984). (p. 4986). (p. 4994, 4995).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile*) (p. 5043, 5044). (p. 5053, 5054). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 5055, 5056).

- **Rapporteur pour avis de la commission des finances - Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Accueil des demandeurs d'asile*) (p. 5061). (p. 5061). (p. 5067). (p. 5069). - **Article 17** (art. L. 5223-1, L. 5423-8, L. 5423-9, L. 5423-11 du code du travail - *Coordinations*) (p. 5073). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire*) (p. 5076). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5084). (p. 5084). (p. 5084). (p. 5085).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5299, 5300).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5372, 5373).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5619). (p. 5620). (p. 5621). (p. 5622). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5640, 5641).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5750, 5751). (p. 5765, 5766). (p. 5768). (p. 5769). (p. 5776). (p. 5779). (p. 5784). (p. 5787). (p. 5788). (p. 5795). (p. 5797). (p. 5802, 5803). (p. 5806). (p. 5814). (p. 5818).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5940).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) (p. 6057). (p. 6061).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (18 juin 2015) (p. 6480).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7167). (p. 7167). (p. 7168).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7276, 7278).

- **Rapporteur pour avis - Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7312).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (10 juillet 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7599).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7860).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Article 16 bis** (p. 7949).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8361, 8363).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 9** (Texte

non modifié par la commission) (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8409).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8744). (p. 8745).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9217, 9218).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9237). (p. 9240). (p. 9243). (p. 9244). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9244). (p. 9245). - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9248). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9252). (p. 9255). (p. 9255). (p. 9255). (p. 9256). - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale »; procédure « étrangers malades ») (p. 9287). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 9313).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'État) (p. 9330). (p. 9332). (p. 9333). - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9336). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9343). - **Article 15** (art. L. 511-3-1, L. 512-1, L. 513-1 et L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Obligation de quitter le territoire français à l'encontre d'un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille; création d'une interdiction de circulation sur le territoire français et attribution au juge des libertés et de la détention de la compétence pour apprécier la légalité de la mesure de placement en rétention) (p. 9346). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9358). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 9363, 9364). - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 9382). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9388, 9389).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9491, 9492).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10194).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 21** (Qualité à agir) (p. 10453). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière discrimination) (p. 10475).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10895). - **Article 56** (*Prévisions des charges du Fonds de solidarité vieillesse en 2016*) (p. 10906).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurisation des frontières** - (17 novembre 2015) (p. 10973). (p. 10974).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11146, 11147).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème*) (p. 11176). (11180, 11181).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant*) (p. 11218). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11251). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11262).

- **Modification de l'ordre du jour** - (23 novembre 2015) (p. 11362).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11384).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11471, 11472). (p. 11478).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal*) (p. 11594).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 octies (nouveau)** (*art. L. 2336-2 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Modalités de calcul du potentiel fiscal et du*

potentiel fiscal agrégé d'un EPCI issu de la fusion d'EPCI dont au moins un est issu d'un syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 11648). (p. 11649). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 11655). (p. 11656). (p. 11658).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11748). (p. 11750, 11751). (p. 11753).

Economie

- (28 novembre 2015) - **Article 52** (*art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France*) (p. 11839).

Culture

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11863, 11864).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - au nom de la commission des finances - **État B** (p. 11886). (p. 11887). (p. 11889).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11909).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11917, 11918).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11928).

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12036, 12037).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12255, 12256).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12371).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12523, 12524). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12528).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Article 2** (*art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional*) (p. 12736). - **Article 3** (*art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs*) (p. 12739, 12740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12742).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12793).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air le 18 février 2015 ; puis vice-présidente du 5 mars 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 16 février 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La place du Royaume-Uni dans l'Union européenne, fruit d'une irréductible singularité [n° 420 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes [n° 472 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : « Quoi qu'il en coûte » : la Banque centrale européenne face à la crise [n° 533 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financements climat : n'oublions pas les pays les plus pauvres [n° 713 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Aide publique au développement [n° 164 tome 3 annexe 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi*

croissance et activité) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Projet de taxe sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Economie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de Mme Nathalie Girouard, chef de la division des performances environnementales et de l'environnement, et de M. Nils-Axel Braathen, administrateur principal, à la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'Etat chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Questions sociales - Transports - Salaire minimum en Allemagne et transport routier européen : communication de M. Eric Bocquet.

(*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : méga-camions : communication de Mme Fabienne Keller.

Travail - Initiative pour l'emploi des jeunes : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport d'information de Fabienne Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la

défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Institutions européennes - Élections législatives du 7 mai 2015 au Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Martial Saddier, député, président du Conseil national de l'air.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des finances*) : Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat - 4e paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 990, 991).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1375, 1376).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2415, 2416).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3158, 3160).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Coordination des actions d'aménagement des gares routières*) (p. 3320). - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3329).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (16 avril 2015) (p. 3906).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8717, 8718).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Article 31** (*art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations*) (p. 8760). (p. 8761). - **Article 32 (suppression maintenue)** (*art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination*) (p. 8766, 8767).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9517, 9518).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9778, 9779).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9825, 9826).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 11376, 11377).

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11794, 11795).

Aide publique au développement

- (27 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11809).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 46 ter** (p. 12519). (p. 12520).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12705, 12706).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13109).

KENNEL (Guy-Dominique)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France le 18 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 655 (2014-2015)] relatif au droit des étrangers en France [n° 2 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, auteur de *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif Aggioramento hist-geo.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Christine Guimonnet, professeur certifié hors-classe d'histoire-géographie, secrétaire générale adjointe de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Audition de Mme Natacha Polony, journaliste, auteure de *École : le pire est de plus en plus sûr* (2011).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Echange de vues.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

(*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : « Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ? »

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une

proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Désignation d'un rapporteur sur l'apprentissage.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2216, 2217).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 9207, 9208).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9246). - **Article 5** (*art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master*) (p. 9263). - **Article 8 bis A (nouveau)** (*art. L. 313-3 et L. 313-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motifs de refus ou de retrait du titre de séjour*) (p. 9270).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12210, 12211).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12611, 12612).

KERN (Claude)
sénateur (Bas-Rhin)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 8 juillet 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à développer l'entrepreneuriat étudiant [n° 564 (2014-2015)] (26 juin 2015) - **Culture - Entreprises - Éducation.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Concurrence dans le transport aérien : l'indispensable transparence [n° 180 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 145 (2015-2016)] visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 271 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Ratification

d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de taxe sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Buat, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Hauts-de-Seine, délégué du président de la CCI Paris-Ile-de-France.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux : communication de M. Claude Kern.

Économie, finances et fiscalité - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Secret des affaires : communication de M. Claude Kern et échange de vues avec Mme Constance Le Grip, rapporteure au Parlement européen.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de Mme Emmanuèle Perron, présidente de la commission des marchés à la Fédération nationale des travaux publics.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission Recherche et Enseignement supérieur - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Éric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 94). (p. 98).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 146).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 10** (art. L. 6311-1 du code des transports - Pérennisation de la possibilité de transférer au cas par cas les aérodromes aux collectivités territoriales) (p. 348, 349). (p. 349). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 395).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 445, 446). (p. 451). (p. 452).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 533). (p. 534). (p. 535).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 770). - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 776, 777). (p. 780). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 789). (p. 789). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 804). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme) (p. 827).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 921, 922).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 6** (art. L. 223-1, L. 223-1-1 nouveau et L. 421-16 du code de

l'action sociale et des familles - Définition des actes usuels) (p. 959, 960).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1126, 1127).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1288, 1289).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1327, 1328).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 38 ter A (Supprimé)** (art. L. 228-4 [nouveau] du code de l'environnement - Performance environnementale de la commande publique) (p. 1969). (p. 1969). - **Article 43** (art. L. 351-1 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises électro-intensives) (p. 1997, 1998). (p. 1998). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2043). (p. 2044).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2085). (p. 2086). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 2115). (p. 2115).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2676).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2809, 2810). (p. 2810).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2996).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3053, 3054).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3062, 3063).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3090, 3091).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 quinquies (nouveau)** (Coordination des actions d'aménagement des gares routières) (p. 3320). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3324).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3757). (p. 3759).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3774, 3775). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3781, 3782). - **Article 28 bis A (nouveau)** (art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - Possibilité de retrait d'une décision de non-opposition à déclaration préalable) (p. 3805). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-3 du code de l'urbanisme - Fourniture de la liste complète des motifs de refus à l'occasion du rejet d'une demande d'autorisation d'urbanisme) (p. 3806, 3807). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Harmonisation des seuils de recours à un architecte pour les exploitations agricoles) (p. 3811).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4322). - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence) (p. 4393).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5116, 5117).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5228, 5229).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5418).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5464). (p. 5465). (p. 5467).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5596). (p. 5598). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communautés de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF) (p. 5602). (p. 5602). - **Article 20** (art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 5605). (p. 5605). - **Article 20 bis** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole) (p. 5607). (p. 5607). (p. 5609). - **Article 22 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 213-12 du code de l'environnement, art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 5626, 5627). (p. 5627).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6070). (p. 6070).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 juin 2015) (p. 6203).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6211, 6213).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6239, 6240).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6510, 6511).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6799, 6800).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6848).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 108 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-8, L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-22 et L. 712-4 du code de commerce - Renforcement des pouvoirs des chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 7209).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (2 juillet 2015) (p. 7225).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8091).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9729, 9730).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9791).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10740). (p. 10742). (p. 10743).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 49 ter** (p. 10888). (p. 10889). - **Article 51** (art. L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6113-11, L. 6113-12 et L. 6111-13 du code de la santé publique - Amélioration de la

fiabilité des données issues des études nationales de coût, ENC (p. 10893). (p. 10894). (p. 10894).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11471). (p. 11477).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation de déclaration domiciliaire** - (26 novembre 2015) (p. 11704). (p. 11705).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12173, 12174).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12225, 12226). - **État B** (p. 12236).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12607, 12608).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 3** (*art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 12663). - **Article 6** (*art. 72 D, 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Extension de la déduction pour investissement aux bâtiments d'élevage et simplification des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas*) (p. 12669).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13144).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13176).

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement à la 70e assemblée générale de l'ONU - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2899).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4870, 4871).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexes, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du

code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5781). (p. 5782). (p. 5814, 5815). (p. 5821). (p. 5821). (p. 5821, 5822). (p. 5822). (p. 5822). (p. 5822).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6478).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-7 du code du travail - Suppression de l'obligation d'avoir recours au CV anonyme) (p. 6863).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7169).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7502, 7504).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7715, 7716).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord avec l'Iran** - (16 juillet 2015) (p. 7776).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination) (p. 10469). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10481, 10482).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation de l'état d'urgence) (p. 11150).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12616).

LABAZÉE (Georges)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis vice-président le 18 juin 2015.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 19 février 2015.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 322 tome 1 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 322 tome 2 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 51 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 694 (2014-2015)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 101 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 210 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Audition de Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les réformes et le pilotage des régimes de retraite en Europe.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quérou, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Antony Taillefait, professeur de droit et de finances publics à l'université d'Angers.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Buat, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Hauts-de-Seine, délégué du président de la CCI Paris-Ile-de-France.

Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Stéphane Saussier, professeur de sciences économiques à l'Institut d'administration des entreprises, université Paris I Panthéon Sorbonne.

Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Audition de Mme Florence Parly, directrice générale déléguée chargée de la stratégie et des finances de la SNCF.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Nicolas Jachiet, président de Syntec ingénierie.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (commission des affaires sociales) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 87).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 575).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2566, 2567).

- Corapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 9** (art. L. 120-17 du code du service national - Attestation de tutorat) (p. 2621). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2622).

- Corapporteur (p. 2623). (p. 2623, 2624). (p. 2624). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-10 du code de la construction et de l'habitation - Intégration des résidences autonomie au répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux) (p. 2625). (p. 2626). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2626). - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2628). (p. 2629). (p. 2630). (p. 2631). (p. 2631). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. L. 631-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 7232-1-2 du code du travail - Résidences-seniors) (p. 2632). (p. 2633).

- Corapporteur - **Articles additionnels après l'article 15 bis A** (p. 2634).

- Corapporteur (p. 2635). (p. 2636). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2636). (p. 2637). (p. 2638). (p. 2639). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-1-2 du code de l'urbanisme - Prise en compte du vieillissement dans les schémas de cohérence territoriale) (p. 2640). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2640, 2641). - **Article 19** (art. L. 113-1, L. 113-1-1 [nouveau] et L. 113-1-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droit des personnes âgées en perte d'autonomie à un accompagnement et à une information adaptés) (p. 2642, 2643). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2644). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux) (p. 2647). (p. 2648). (p. 2648). (p. 2649, 2650). - **Article 23** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs) (p. 2651). (p. 2651). - **Article 25 bis** (art. 2-8 du code de procédure pénale - Possibilité pour les associations de défense des personnes âgées de se porter partie civile) (p. 2652). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 2653). - **Article 26** (art. L. 471-6 et L. 471-8 du code de l'action sociale et des familles - Généralisation du document individuel de protection des majeurs) (p. 2654). (p. 2655). - **Article 27** (art. L. 472-1, L. 472-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Nouvelle procédure d'agrément des mandataires individuels) (p. 2655). (p. 2655). - **Article 27 bis** (art. 477 du code civil - Durée maximale de validité et modalités d'enregistrement du

mandat de protection future) (p. 2656). - **Article 28 bis** (art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français) (p. 2657).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2683). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile) (p. 2691). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 2700). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2709, 2710). (p. 2710). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2716). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1 à L. 1271-3 du code du travail, art. L. 133-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 2720). - **Article 44** (art. L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles - Développement des groupements de coopération sociale ou médico-sociale) (p. 2734). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 2745). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 2749). (p. 2750). (p. 2751).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 2787). - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 2788). - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2790). (p. 2791). (p. 2793). (p. 2793). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 2794). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. L. 14-10-3 du code de l'action sociale et des familles - Composition du conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2795). - **Article 50** (art. L. 232-21 à L. 232-21-4 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Collecte, conservation et transmission de données relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie et à l'aide sociale à l'hébergement par les départements) (p. 2797). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247-2 du code de l'action sociale et des familles - Système d'information des maisons départementales des personnes handicapées) (p. 2797). (p. 2797). - **Article 52 A (nouveau)** (art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles - Rôle du département dans la prise en charge des personnes âgées) (p. 2798). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2800). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 2802). - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2804). (p. 2805). (p. 2805). (p. 2806). (p. 2806). (p. 2808). (p. 2809). (p. 2810). (p. 2810). - **Article 54 ter** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 2811, 2812). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 2823). - **Article 55** (Demande d'habilitation pour réformer le contentieux de l'aide sociale) (p. 2825). (p. 2825). - **Article 56** (Application de la loi outre-mer) (p. 2828). (p. 2829). (p. 2829). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles - Modalités

d'intervention de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie outre-mer) (p. 2830). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 2830). - **Article 59** (Suppression de la section *V bis* du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2831). - **Article 60** (Entrée en vigueur de l'article 11) (p. 2831). - **Article 61** (Entrée en vigueur de l'article 14) (p. 2831, 2832). (p. 2832). - **Article 61 bis (nouveau)** (Entrée en vigueur de l'article 15) (p. 2833, 2834). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 2835). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2835). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-3 et L. 232-17 du code de l'action sociale et des familles - Entrée en vigueur des art. 49 et 50) (p. 2835).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique vaccinale** - (16 avril 2015) (p. 3905).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'organisme intermédiaire des plans locaux pour l'insertion et l'emploi Sud Aquitaine** - (26 mai 2015) (p. 5257). (p. 5258).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6317, 6318). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6354). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6365).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 juin 2015) (p. 6377).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)] (suite)** - (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6403). - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs) (p. 6407). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6432). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6436).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6630, 6631).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (10 juillet 2015) - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 7634). (p. 7636). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7647).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8184). (p. 8185). (p. 8185).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8346, 8347). (p. 8348). (p. 8349).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 septembre 2015) (p. 8374).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8403).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8767). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8770).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8865). (p. 8865).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9101). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9110).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de police à Hendaye** - (27 octobre 2015) (p. 9945). (p. 9946).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9979, 9980).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - corapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10023, 10024). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement) (p. 10035). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 10037). (p. 10037). - **Article 4** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10039). (p. 10040). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements) (p. 10040). (p. 10041). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10043). (p. 10043, 10044). (p. 10044, 10045). - **Article 15 bis A** (art. L. 631-13 à L. 631-16 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles art. L. 631-15 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 7232-1-2 et L. 7232-4 du code du travail - Statut des résidences-services) (p. 10048). (p. 10048). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Priorité au bénéfice des personnes âgées ou des personnes handicapées dans l'accès aux logements adaptés dans le parc social) (p. 10049). (p. 10049). (p. 10050). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10052, 10053). (p. 10054). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs) (p. 10055). (p. 10056). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10099, 10100). (p. 10102). - **Article 54** (art. L. 1431-2 et L1434-12 du code de la santé publique - Prise en compte des proches aidants dans les schémas régionaux d'organisation médico-sociale) (p. 10105). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie)

(p. 10107). (p. 10107, 10108). (p. 10108). (p. 10108). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110).

- Corapporteur - **Intitulé de la section 2** (p. 10111).

- Corapporteur - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10114, 10115). - **Article 56** (Application de la loi outre-mer) (p. 10119). (p. 10119). (p. 10119). (p. 10119).

- Corapporteur - **Article 59** (Suppression de la section V bis du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10120). (p. 10120). - **Article 63 ter (nouveau)** (Traitement des demandes d'agrément de services d'aide à domicile déposées avant la publication de la loi) (p. 10121). (p. 10121). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population) (p. 10146). (p. 10146). (p. 10147).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10174, 10175). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10196). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10214, 10215). (p. 10216). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative

à la mission de la personne de confiance) (p. 10219). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10607). (p. 10607). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10610).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11274).

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12055).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - corapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13003, 13004).

LABBÉ (Joël)

sénateur (Morbihan)

ECCOLO, puis Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers le 8 octobre 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-président le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation des supporters **[n° 531 (2014-2015)]** (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » **[n° 540 (2014-2015)]** (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux **[n° 632 (2014-2015)]** (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires **[n° 35 (2015-2016)]** (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat **[n° 108 (2015-2016)]** (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat **[n° 140 (2015-2016)]** (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de « grand export » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 3** (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 186). (p. 189). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 203, 204). (p. 208). - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 217).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 484, 485). (p. 485).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1172, 1175).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1372, 1373).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1746). (p. 1751). - **Articles additionnels après l'article 22 sexies** (p. 1802, 1803). - **Article 22 septies A (supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1803). (p. 1804). (p. 1805). - **Article 22 septies (supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation financière à la maîtrise de l'éclairage public par les communes) (p. 1805). - **Article additionnel après l'article 22 septies** (p. 1805). (p. 1805). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1807). (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1879). (p. 1881). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1922). (p. 1922). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1924).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2033). (p. 2035). (p. 2038).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2172).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2261, 2262).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er ter (supprimé)** (art. L. 317-9 [nouveau] du code de la route - Équipement des autocars en éthylotests anti-démarrage) (p. 3207). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3213). (p. 3214). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3222). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3241). (p. 3243). (p. 3254).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3691). (p. 3693). - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3697). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3723, 3724). (p. 3725). (p. 3725). (p. 3726).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 4391).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13,

L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4499, 4500). (p. 4503). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4513, 4514).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4586, 4587). (p. 4587).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4829, 4830).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4839, 4841). (p. 4852, 4853).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5371, 5372). (p. 5373).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5462). (p. 5462). (p. 5466). (p. 5469).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chiffrage des aménités positives et des externalités négatives de l'agriculture conventionnelle/bio** - (4 juin 2015) (p. 6036, 6037).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6170, 6171).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7727). (p. 7729). - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7734). (p. 7734). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7744). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7748). (p. 7750). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7751, 7752).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de la France dans l'évolution des politiques agricoles** - (17 septembre 2015) (p. 8425).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8455). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8458, 8459). (p. 8459,

8460). (p. 8460, 8461). (p. 8461). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8493, 8494). (p. 8494). (p. 8495). (p. 8497).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9185, 9186).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9823, 9824).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9837, 9838).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10068). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10076). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11, L. 444-2 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-7, L. 1271-15-1 et L. 1271-16 du code du travail, art. L. 133-5-6 et L. 133-5-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 10080). (p. 10081).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des chambres d'agriculture en Bretagne** - (29 octobre 2015) (p. 10180).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10945, 10946).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11012, 11013).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11023, 11024).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11043, 11044). - **Article 1er** (Établissement, publicité et

mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance) (p. 11051, 11052). - **Article 2** (Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance) (p. 11056). - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11057).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11468).

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11942, 11943).

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11960). (p. 11961).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12127).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12634, 12635). - **Article 2** (Négociations agricoles annuelles) (p. 12655). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12657). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12660). (p. 12660). (p. 12662). (p. 12663). - **Article 9** (art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole) (p. 12676). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12678). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12680, 12681).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12728, 12729). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12741). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12781). (p. 12781). - **Article additionnel après l'article 11 ter** (p. 12823). (p. 12823, 12824).

LABORDE (Française)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis présidente du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la CE Service public de l'éducation, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] - Faire revenir la République à l'École [n° 590 tome 1 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la CE Service public de l'éducation, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] - Faire revenir la République à l'École [n° 590 tome 2 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - Femmes et santé : les enjeux d'aujourd'hui [n° 592 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 341 (2014-2015)] visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 220 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « femmes et VIH » du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : L'accueil des jeunes enfants dans une perspective d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Désignation de rapporteur.

Violences conjugales - Audition de M. Luc Frémot, avocat général à la Cour d'appel de Douai.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Audition de M. Henri Peña-Ruiz, philosophe, écrivain, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien membre de la commission Stasi sur la laïcité.

Audition de M. Jérôme Léonnet, directeur central adjoint de la sécurité publique, chef du service central du renseignement territorial à la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Audition de M. Daniel Keller, grand maître du Grand Orient de France.

Audition de M. François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, auteur de *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog *La vie moderne*.

Audition de M. Pierre N'Gahane, secrétaire général du comité interministériel de prévention contre la délinquance (CIPD).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne.

Audition de M. Laurent Lafforgue, mathématicien, titulaire de la médaille Fields, membre de l'Académie des sciences.

Audition de M. Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national de l'évaluation du système scolaire.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Audition de Mme Laurence Loeffel, inspectrice générale de l'éducation nationale, professeure des universités, membre de l'observatoire de la laïcité, co-auteur du rapport « Morale laïque - Pour un enseignement laïque de la morale » (avril 2013).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Franck Picaud, inspecteur d'académie, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne.

Audition de M. Patrick Gaubert, ancien président du Haut conseil à l'intégration (HCI).

Audition de M. Régis Debray, philosophe, auteur du rapport *L'enseignement du fait religieux dans les écoles laïques* (février 2002).

Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif Aggionamento hist-geo.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Audition de Mme Marie-Monique Khayat, proviseur du Lycée Jean de La Fontaine (Paris 16e) et M. Alain Anton, proviseur de la cité scolaire Claude Monet (Paris 13e).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Claude Berruer, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

Audition de M. Éric Debarbieux, auteur de l'ouvrage *Les dix commandements contre la violence à l'école* (2008).

Audition de Mme Christine Guimonnet, professeur certifié hors-classe d'histoire-géographie, secrétaire générale adjointe de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Audition de Mme Natacha Polony, journaliste, auteure de *École : le pire est de plus en plus sûr* (2011).

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des conservatoires - Table ronde.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) - Communication.

(*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » -

Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 664). (p. 664).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2285, 2286).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2503). (p. 2504).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2680). - **Article 31** (*art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile*) (p. 2686). (p. 2686). (p. 2686). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2687). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile*) (p. 2697, 2698). (p. 2699). - **Article 37 (supprimé)** (*Expérimentation du baluchonnage*) (p. 2713). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2729). (p. 2729). (p. 2730). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 2732). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles - Compétence du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale*) (p. 2732). - **Article 44** (*art. L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles - Développement des groupements de coopération sociale ou médico-sociale*) (p. 2734). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 2735). - **Article 45** (*art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2738). (p. 2739). (p. 2740). (p. 2741). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 2743). - **Article 46** (*art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie*) (p. 2748). (p. 2751).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3758). (p. 3759).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 33 quater** (*art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques*) (p. 3834).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 4384, 4385). (p. 4385). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4420).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (*art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale*) (p. 4487).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4831, 4832).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 7** (*art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4990). (p. 4991).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5474). (p. 5475).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 3** (*nouveau*) (*art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée*) (p. 5890).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6238, 6239).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6547, 6548). - **Article 1er** (*art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE*) (p. 6576). (p. 6583). (p. 6583).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel*) (p. 6695).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 15** (*art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical*) (p. 6783).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7003, 7004).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité suite aux attentats** - (2 juillet 2015) (p. 7221).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7916).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8068, 8069). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8091).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8135, 8136). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8158, 8159). (p. 8159). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8177).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes) (p. 8213, 8214).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8334).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8819). (p. 8823). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8870).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8962). (p. 8963). (p. 8964). (p. 8965). (p. 8965). (p. 8968). (p. 8969). (p. 8970). (p. 8971). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8972). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8981). (p. 8982). (p. 8984).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9293).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision**

publique [n° 69 (2015-2016)] - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9787, 9788).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9803, 9804).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10937, 10938).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11481). (p. 11482).

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11736, 11737). - **État B** (p. 11753).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12181).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12309).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12366, 12367). (p. 12367). (p. 12373). (p. 12374). (p. 12375). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12395). (p. 12396). (p. 12396). (p. 12396, 12397). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12428). (p. 12429). (p. 12430). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 12446, 12447). (p. 12447). (p. 12447, 12448). (p. 12448). (p. 12448). (p. 12448). (p. 12448). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 1383 C ter et 1466 A du code général des impôts - Extension aux deux bordures de la voie publique de l'application de certaines exonérations d'imposition locale lorsque ladite voie correspond à la limite d'un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12450).

LALANDE (Bernard)
sénateur (Charente-Maritime)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 51 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Économie [n° 164 tome 3, annexe 11 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Serge Weinberg, président directeur général, Mme Catherine Henton, directrice fiscale, et M. Marc Bonnefoi, directeur de la recherche en France, du groupe Sanofi.

Audition de MM. Laurent Gouzènes, président du comité financement et développement de l'innovation et Patrick Schmitt, directeur recherche, innovation et nouvelles technologies du MEDEF.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Marko Erman, directeur technique en charge de la recherche et de l'innovation du groupe Thales.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de Mme Laure Reinhart, directrice des partenariats et écosystèmes - innovation de Bpifrance.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2220, 2221).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur des TPE et des PME** - (18 juin 2015) (p. 6483, 6484).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7077). (p. 7077, 7078).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (10 juillet 2015) - **Article 38 bis BA** (art L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7642). (p. 7643). (p. 7645). (p. 7646).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11259).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11364, 11635).

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11817, 11818).

Economie

- (28 novembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 11831). (p. 11831). (p. 11832). (p. 11832). (p. 11835).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12415).

LAMÉNIÉ (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 164 tome 3 annexe 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget, M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et M. Olivier Siveude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des finances*) : Suivi du contrôle de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique, et de M. Denis Morin, directeur du budget.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale

de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppey-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 79, 80).

- **Question orale sans débat sur les menaces de fermeture de postes fixes de l'établissement français du sang** - (20 janvier 2015) (p. 428). (p. 429).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)] (suite)** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 449). - **Article 18** (art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes) (p. 512).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 725).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) (p. 770). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 787). - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 794). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 805, 806). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création des maisons de services au public) (p. 814). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme) (p. 831). - **Article 37** (Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées) (p. 868).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1556). (p. 1562, 1563).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1641). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquiescer des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1646). (p. 1650). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1658). - **Article 10** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 123-1-12 du code de l'urbanisme, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Favoriser le déploiement des infrastructures d'avitaillement des véhicules électriques et hybrides rechargeables) (p. 1674). (p. 1674). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1684). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1715). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1722).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1968). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1978). (p. 1979). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2015). (p. 2018). (p. 2023). (p. 2024).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18

du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2672). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile) (p. 2694).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3196, 3197). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 3223).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école) (p. 3376).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3405). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3414). - **Article 10 B (supprimé)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation de la négociation commerciale dans une convention unique) (p. 3425). (p. 3427). - **Articles additionnels après l'article 10 B** (p. 3428). (p. 3429). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3433). (p. 3434). (p. 3434). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3451). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3462). (p. 3464). (p. 3464).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4041). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4075, 4076). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4088). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'État ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4127).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4324).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la ligne SNCF de TER entre Charleville-Mézières et Givet** - (12 mai 2015) (p. 4802, 4803). (p. 4803).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 2** (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie) (p. 5124).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-12, L. 2132-14, L. 2132-15, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 7025). - **Article 2** (art. L. 3111-17, L. 3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveau] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7034).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques) (p. 8086).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8219). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8248). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8290).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8318).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9074).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Intitulé du projet de loi** (p. 9388).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les professionnels du droit** - (29 octobre 2015) (p. 10189, 10190). (p. 10190).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10279). - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10309).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 21 (Qualité à agir)** (p. 10453).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 55 (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016)** (p. 10904).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11161).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11177).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 195 du code général des impôts - Abaissement de la condition d'âge pour l'obtention par les anciens combattants d'une demi-part supplémentaire) (p. 11226). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11265). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11281).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11318). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11326). (p. 11326). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11333). (p. 11334). (p. 11334). (p. 11337). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 11348). (p. 11348). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11410). (p. 11410). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 11413). (p. 11413). (p. 11414). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11428, 11429). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11434). (p. 11434).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11466). (p. 11474).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9,

L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11594).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11657).

Economie

- (28 novembre 2015) - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France) (p. 11840).

Culture

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11864).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11888).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11901, 11902).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11936).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Article 55** (art. 93 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2, L. 542-5-1, L. 755-21 et L. 834-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte de la situation financière des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, APL) (p. 12064).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12250).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12287).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12299). (p. 12301). - **Article 51** (Création d'une allocation de reconnaissance des conjoints et ex-conjoints survivants d'anciens supplétifs) (p. 12302). - **Article 51 bis (nouveau)** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur le bilan du remplacement de l'aide différentielle aux conjoints survivants par l'aide complémentaire aux conjoints survivants et les possibilités de garantir aux veuves d'anciens combattants un revenu stable) (p. 12303).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12414). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12438, 12439). - **Articles**

additionnels après l'article 39 sexies (p. 12448). (p. 12448). (p. 12449). (p. 12449).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 12515). (p. 12517). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12528). - **Article 24 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12550).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire** [n° 217 (2015-2016)] - (9 décembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 12665).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité** [n° 113 (2015-2016)] - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12734). - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12738). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12742).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015** [n° 227 (2015-2016)] - (11 décembre 2015) - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12793, 12794). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12811). (p. 12817). (p. 12817). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12862). - **Article 16 quinquies (nouveau)** (art. 64, 64 bis [nouveau], 65, 65 A, 65 B, 69, 69 A, 69 B, 70, 71, 75, 75 A, 76, 158, 206, 238 bis K, 1651 A, 1651 D, 1655 sexies et 1652 du code général des impôts, art. L. 1 à L. 4 et L. 118 du livre des procédures fiscales, art. L. 731-15, L. 731-16, L. 731-19 et L. 731-20 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un régime fiscal « Micro BA » pour l'imposition des bénéficiaires agricoles) (p. 12866). - **Article 16 sexies (nouveau)** (art. 72 D bis du code général des impôts - Assouplissement des modalités de constitution et des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas, DPA) (p. 12868). - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 154, 158, 199 quater B, 1649 quater E, 1649 quater E bis, 1649 quater F, 1649 quater H, 1649 quater I, 1649 quater J, 1649 quater K, 1649 quater K bis [nouveau], 1649 quater K ter [nouveau], 1649 quater K quater [nouveau], 1649 quater L, 1649 quater N [nouveau], 1649 quater O [nouveau], et 1755 du code général des impôts, art. L. 166 du livre des procédures fiscales, et art. 69 et 70 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Renforcement des missions des organismes de gestion agréés) (p. 12872). - **Articles additionnels après l'article 16 duodecies** (p. 12875). (p. 12875). (p. 12876). (p. 12876). (p. 12877). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12888). (p. 12888). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12908). (p. 12908). - **Article 25 quaterdecies (nouveau)** (Fonds de soutien exceptionnel aux départements) (p. 12932). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12943). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12952). (p. 12953). (p. 12953). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12962). (p. 12962). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 12963). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12976). (p. 12976). (p. 12976). (p. 12977).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13114).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-présidente le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises jusqu'au 9 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Pourquoi le Royaume-Uni séduit les entrepreneurs français [n° 534 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Les échos du terrain : six mois de rencontres avec les entrepreneurs [n° 641 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Économie, [n° 165 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 453 (2014-2015)] visant à instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de "grand export" [n° 218 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi n° 300 (2014-2015) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Compte rendu du déplacement dans le Rhône du 6 mars 2015.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Examen d'amendements au projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (n°476, 2014-2015).

Examen du rapport de M. Olivier Cadic et Mme Elisabeth Lamure relatif aux environnements britanniques et français du point de vue des entreprises rencontrées à Londres par la délégation aux entreprises.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure, Mme Annick Billon, M. Gibert Bouchet, Mme Nicole Bricq, M. Henri Cabanel relatif aux déplacements effectués par la délégation aux entreprises dans six départements à la rencontre d'entrepreneurs.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Relancer l'apprentissage : une urgence pour les entreprises et l'emploi ».

Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une

proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Examen d'un amendement.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de « grand export » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Désignation d'un rapporteur sur l'apprentissage.

Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1387, 1388).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1417). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1426). (p. 1435). (p. 1436). (p. 1436). (p. 1446). (p. 1446).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 1491). (p. 1493). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3

[nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1549). (p. 1549). (p. 1549). (p. 1557). (p. 1558). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1563). (p. 1564). (p. 1564). - **Article 5 bis A** (Section 18 du chapitre 1er du titre II [nouvelle] et art. L. 121-115 [nouveau] du code de la consommation - Mention expresse dans un contrat de prestation visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment de l'engagement du prestataire de s'engager ou non à un résultat) (p. 1566). - **Article 5 ter** (art. L. 111-3-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mentions obligatoires figurant dans les marchés privés portant sur des travaux et prestations de service réalisés en cotraitance) (p. 1570). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1579). (p. 1579). (p. 1579).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1879). (p. 1881). - **Article 28 bis** (art. L. 523-2 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance hydraulique entre les communes et leurs groupements) (p. 1893, 1894).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3170, 3171).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3422). - **Article 10 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-8 du code de commerce et L. 631-25-1 du code rural et de la pêche maritime - Clause de renégociation du prix des contrats dont la durée d'exécution dépasse trois mois) (p. 3430). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3432). (p. 3432). (p. 3433). (p. 3433). (p. 3434). (p. 3435, 3436). (p. 3437).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale) (p. 3744).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3808). - **Article 33 quinquies** (art. L. 34-8-1-1 [nouveau], L. 33-1 et L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Mise en œuvre de l'itinérance métropolitaine) (p. 3836).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 octies A (nouveau)** (art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet) (p. 3888, 3889). (p. 3889). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3925, 3926). (p. 3926). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3931, 3932). (p. 3932). (p. 3934). (p. 3937, 3938). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3960).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3994). (p. 3994). - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4009). (p. 4010). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code

général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4016). (p. 4016). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4131). (p. 4137). (p. 4139). (p. 4140).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 53 quater** (p. 4328). (p. 4329). - **Article 56** (art. L. 145-10, L. 145-12, L. 145-17, L. 145-18, L. 145-19, L. 145-47, L. 145-49 et L. 145-55 du code de commerce - Systématisation de la possibilité de recourir à la lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le statut des baux commerciaux) (p. 4358). (p. 4358). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1 et L. 141-1-2 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce et art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 4373). - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4404, 4405). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4420).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4532, 4533).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (4 juin 2015) (p. 6034, 6035).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6220, 6222). (p. 6234).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8 A (nouveau)** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 6684). (p. 6685). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6713).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6751). (p. 6751). (p. 6758). (p. 6759).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 25 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Mise en concurrence obligatoire des syndicats ayant été

désignés deux fois consécutivement) (p. 7083, 7084). (p. 7084). - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7085).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34 bis AA** (art. 150-0 A du code général des impôts - Abattement exceptionnel sur les cessions de titres en cas de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 7118). - **Article 87 A (suppression maintenue)** (art. L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, L. 2312-4, L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code du travail - Passage de onze à vingt-et-un salariés du seuil de mise en place des délégués du personnel et exonération des effets de seuil pendant trois ans pour les entreprises en croissance) (p. 7188). (p. 7189). - **Article 87 B (suppression maintenue)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8, L. 2313-13, L. 2313-16, L. 2322-1, L. 2322-2, L. 2322-3, L. 2322-4, L. 4611-1, L. 4611-2, L. 4611-3, L. 4611-4, L. 4611-5 et L. 4611-6 du code du travail - Passage de cinquante à cent salariés du seuil de mise en place des délégués syndicaux, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 7190). - **Article 87 C (suppression maintenue)** (Fusion du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein d'une instance unique de représentation) (p. 7191). - **Article 108 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-8, L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-22 et L. 712-4 du code de commerce - Renforcement des pouvoirs des chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 7209). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7212, 7213).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8265).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10738). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 11510).

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11819).

Economie

- (28 novembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **État B** (p. 11832). (p. 11833).

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP, puis Les Républicains

Président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 15, 22, 27, 29 janvier, 3, 12, 19 février, 3, 12, 19 mars, 2, 7, 9, 14, 16 avril, 7, 12, 13, 26, 28 mai, 2, 4, 9, 11, 16, 18, 23, 29, 30 juin, 2, 7, 8, 15, 16 juillet, 14, 15, 16, 17 septembre, 1er, 6, 13, 15, 20, 29 octobre, 3, 12, 17, 20, 26 novembre, 8, 10 et 15 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 380 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Hommage aux victimes des attentats** - (13 janvier 2015) (p. 5, 6).

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 15).

- **Décès d'Hélène Missoffe, ancienne sénatrice** - (27 janvier 2015) (p. 875).

- **Hommage aux victimes d'un accident sur une base aérienne** - (27 janvier 2015) (p. 875).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 876).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1035, 1036).

- **Éloge funèbre de Jean-Yves Dusserre, sénateur des Hautes-Alpes** - (3 février 2015) (p. 1114, 1116).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (12 février 2015) (p. 1484, 1485).

- **Décès de Claude Dilain, sénateur de Seine-Saint-Denis** - (3 mars 2015) (p. 2196).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2507, 2508).

- **Hommage aux victimes d'un attentat en Tunisie** - (19 mars 2015) (p. 2812, 2813).

- **Hommage à la mémoire de Jean Germain, sénateur d'Indre-et-Loire** - (7 avril 2015) (p. 3123).

- **Réception solennelle de S.E. M. Béji Caïd Essebsi, président de la République tunisienne** - (7 avril 2015) (p. 3123, 3124). (p. 3126).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Rappel au règlement** (p. 3128).

- **Éloge funèbre de Claude Dilain, sénateur de la Seine-Saint-Denis** - (14 avril 2015) (p. 3679, 3680).

- **Souhaits de bienvenue à deux nouveaux sénateurs de Polynésie française** - (12 mai 2015) (p. 4815).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du royaume de Suède** - (13 mai 2015) (p. 4885).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de quatre parlementaires et de deux fonctionnaires du Conseil d'État du Sultanat d'Oman** - (2 juin 2015) (p. 5834).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine** - (16 juin 2015) (p. 6284).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6975).

- **Hommage à Charles Pasqua, ancien sénateur** - (30 juin 2015) (p. 7000).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Sénat de la République de Pologne** - (30 juin 2015) (p. 7000).

- **Eloge funèbre de Jean Germain, sénateur d'Indre-et-Loire** - (7 juillet 2015) (p. 7260, 7261).

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2014-2015** - (14 septembre 2015) (p. 8121).

- **Hommage à Hubert Haenel, ancien sénateur** - (14 septembre 2015) (p. 8121, 8122).

- **Hommage aux victimes des intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (6 octobre 2015) (p. 9162).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Namibie** - (6 octobre 2015) (p. 9162).

- **Hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015** - (16 novembre 2015) - président du Sénat (p. 10927).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC, puis Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile [n° 538 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Outre-mer [n° 165 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Jean-Marc Michel, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'écologie et du développement durable, accompagné de M. Alby Schmitt, Mme Hélène Montelly et M. Jan Niebudek.

Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information sur la gestion du domaine foncier de l'État en outre-mer.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1080, 1081).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 avril 2015) - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - *Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif*) (p. 3558). (p. 3558).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 4367). (p. 4368). (p. 4369). (p. 4370). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Faculté pour les administrations financières dans les départements d'outre-mer d'attester de la capacité d'une entreprise à obtenir un marché public, pour les dispenser de fournir des attestations fiscales et sociales*) (p. 4370). (p. 4370).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4574, 4575). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4601).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à**

l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)] - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6242, 6243).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6523, 6524).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6912). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer - Prolongation de trois années de l'activité des agences de la zone des cinquante pas géométriques) (p. 6934). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6935). (p. 6936). (p. 6937). (p. 6937). (p. 6937). (p. 6938). (p. 6938). (p. 6939). (p. 6939).

- **Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9013, 9015).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9969, 9970).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12270, 12271).

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 18 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 165 tome 1 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires** [n° 255 (2014-2015)] - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1155).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 451 (2014-2015)] - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5293, 5294).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9195, 9196).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture** [n° 33 (2015-2016)] - (13 octobre 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Projet pour l'enfant*) (p. 9536).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires**

[n° 662 (2014-2015)] - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9971, 9972).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydroélectriques** - (3 novembre 2015) (p. 10253). (p. 10253).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11940, 11941).

- **Question orale sans débat sur la sauvegarde et le développement de la petite hydroélectricité** - (1er décembre 2015) (p. 11984). (p. 11984).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire** [n° 217 (2015-2016)] - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12638, 12639). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12656). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - *Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 12662).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (19 février 2015) - **Article 65 (Extension à Wallis-et-Futuna du service public de l'électricité et habilitation ordonnances)** (p. 2176).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3519).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer** [n° 523 (2014-2015)] - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6912, 6913). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er, 4 bis [nouveau] et 6 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - **Concours d'accès à la fonction publique réservés aux agents contractuels de l'État et des circonscriptions territoriales exerçant à Wallis-et-Futuna**) (p. 6942). (p. 6942). (p. 6943). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 346-1 et L. 346-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 765-13 du code monétaire et financier - **Exploitation de jeux de hasard dans les îles Wallis et Futuna**) (p. 6959, 6960). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6964). - **Article 25 (Habilitation à prendre par ordonnance les règles applicables outre-mer en matière de droit des gens de mer et à la réforme pénale en matière maritime ainsi qu'au droit du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte)** (p. 6966). (p. 6966).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté** [n° 546 (2014-2015)] - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6985, 6986).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12280, 12281).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12365). (p. 12365). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12436).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet France-Océanie** - (10 décembre 2015) (p. 12718, 12719).

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les logements sociaux et les prélèvements annuels** - (20 janvier 2015) (p. 435). (p. 436).

- **Question orale sans débat sur les difficultés de réception des réseaux de téléphonie mobile** - (10 mars 2015) (p. 2358). (p. 2359).

- **Question orale sans débat sur l'autoroute A 831 Fontenay-le-Comte – Rochefort** - (7 avril 2015) (p. 3115, 3116). (p. 3116).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4841, 4842).

- **Question orale sans débat sur le bilan de la réforme des rythmes scolaires** - (23 juin 2015) (p. 6619). (p. 6620).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur sa politique fiscale** - (29 octobre 2015) (p. 10184).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11575).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12183).

LAURENT (Pierre)

sénateur (Paris)

CRC, puis Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - Police et sécurité - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « *Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle* ».

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le devenir de l'entreprise Sanofi** - (3 février 2015) (p. 1096). (p. 1097).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1287). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension des pouvoirs du Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1293). (p. 1293). - **Article 11 A (nouveau)** (*art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Création d'une commission de surveillance de l'Agence France-press*) (p. 1295). - **Article 11** (*art. 4, 7, 10 et 12 de la loi n°57-32 du 10 janvier 1957 - Réforme de la gouvernance de l'AFP*) (p. 1299). (p. 1301). - **Article 15 (supprimé)** (*art. 719 du code de procédure pénale - Possibilité pour les parlementaires visitant certains lieux privatifs de liberté d'être accompagnés par des journalistes*) (p. 1308). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1309). (p. 1310, 1311). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 1312). (p. 1313).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3146, 3148).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 ter B (nouveau)** (*art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME »*) (p. 4000). (p. 4001). (p. 4003, 4004). - **Article 35 ter C (nouveau)** (*art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros*) (p. 4012). - **Article 40 ter (priorité)** (*art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement*) (p. 4043). (p. 4044). - **Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge*) (p. 4052, 4053). - **Article 35 duodecies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3334-6 du code du travail - Possibilité pour l'employeur d'abonder le PERCO même en l'absence de contribution du salarié*) (p. 4055). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires*) (p. 4090). (p. 4090). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014*) (p. 4091). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (*art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014*) (p. 4098).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (*art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4261, 4262). (p. 4263, 4264). (p. 4272, 4273). (p. 4275, 4276).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7355, 7357).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7705, 7706).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8227, 8228).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (13 octobre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 9493).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Air France** - (15 octobre 2015) (p. 9659). (p. 9660).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9789, 9790).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11853, 11854). - **État B** (p. 11864).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (15 décembre 2015) (p. 13091).

LAUREY (Nuihau)
sénateur (Polynésie française)
NI, puis UDI-UC-A

Election le 3 mai 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 12 mai 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 4 mai 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 28 mai 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

LE DRIAN (Jean-Yves)
ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme à l'échelle européenne** - (29 janvier 2015) (p. 1045).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3083, 3086).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5871, 5872). - **Demande de priorité** (p. 5872).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 5954). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Outre-mer [n° 164 tome 3 annexe 20 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12268, 12269).

- Rapporteur spécial - **Article 57 quinquies (nouveau)** (art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016) (p. 12285).

sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5969, 5970). (p. 5971). (p. 5973). (p. 5974). (p. 5974). (p. 5978). (p. 5980, 5981). (p. 5981). - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5992). (p. 5993). (p. 5993). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5994). (p. 5995). (p. 5995). (p. 5995). (p. 5996). (p. 5997).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).**

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7334, 7339). - **Demande de réserve** (p. 7342). - **Discussion générale** (p. 7372, 7373). - **Article 2 (Programmation des ressources financières)** (p. 7375). (p. 7375). (p. 7375). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Soustraction de la mission « Défense » au financement interministériel du surcoût des OPEX*) (p. 7376). - **Article 2 ter (nouveau)** (*Financement interministériel des missions intérieures*) (p. 7377). - **Article 4 ter (nouveau)** (*Doctrine d'emploi des forces sur le territoire national*) (p. 7378). (p. 7378). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7379). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4121-4 et L. 4124-1 du code de la défense - Dispositions diverses de coordination avec le statut des associations professionnelles nationales de militaires, APNM) (p. 7381). - **Article 7** (art. L. 4126-1 à

L. 4126-10 [nouveaux] du code de la défense - Régime des associations professionnelles nationales de militaires, APNM) (p. 7382). - **Article 17** (Expérimentation d'un service militaire volontaire, SMV) (p. 7385). - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (Agence du service civique) (p. 7386). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 7386). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3414-5 et intitulé du chapitre III du titre III du livre II de la troisième partie du code de la défense - Dispositions rédactionnelles) (p. 7387). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 7387). (p. 7387). - **Article 9** (p. 7412). (p. 7413). (p. 7413).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7692, 7693).

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7868, 7869).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9990, 9991). - **Article 1er** (Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales) (p. 10003). (p. 10004, 10005). (p. 10007). (p. 10008). (p. 10008). (p. 10009). (p. 10009, 10010).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11769, 11773). - **État B** (p. 11774). (p. 11774). (p. 11776, 11777).

LE FOLL (Stéphane)
*ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, porte-
parole du Gouvernement*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-615 du 4 juin 2015 relative à la mise sur le marché et à l'utilisation des matières fertilisantes, des adjuvants pour matières fertilisantes et des supports de culture [n° 665 (2014-2015)] (26 août 2015) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-616 du 4 juin 2015 modifiant le code rural et de la pêche maritime en vue d'assurer la conformité de ses dispositions avec le droit de l'Union européenne et modifiant les dispositions relatives à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de son livre II [n° 666 (2014-2015)] (26 août 2015) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-953 du 31 juillet 2015 relative à la réforme de l'ordre des vétérinaires [n° 707 (2014-2015)] (23 septembre 2015) - **Agriculture et pêche - Environnement - Travail.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement des articles 21 et 55 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 277 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1184, 1186).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière cidricole** - (10 mars 2015) (p. 2361). (p. 2361).

- **Question orale sans débat sur la situation des interprètes afghans** - (10 mars 2015) (p. 2362).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2530, 2536).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chiffrage des aménités positives et des externalités négatives de l'agriculture conventionnelle/bio** - (4 juin 2015) (p. 6037).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7772, 7773). (p. 7773). (p. 7774). (p. 7775). (p. 7777). (p. 7778).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de la France dans l'évolution des politiques agricoles** - (17 septembre 2015) (p. 8425).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9179, 9183). (p. 9198, 9200).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cruauté animale dans les abattoirs** - (20 octobre 2015) (p. 9711).

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des éleveurs laitiers** - (27 octobre 2015) (p. 9932, 9933).

- **Question orale sans débat sur les attaques du loup dont de nombreux troupeaux sont victimes** - (27 octobre 2015) (p. 9934).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des chambres d'agriculture en Bretagne** - (29 octobre 2015) (p. 10180, 10181).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les contrôles dans les abattoirs** - (12 novembre 2015) (p. 10702).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11010, 11011). - **Article 1er** (Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie) (p. 11019). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11020). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 11020).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11950, 11953).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11954). (p. 11955, 11956). (p. 11957, 11958). (p. 11958).

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11960, 11961). (p. 11961).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12627, 12630). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12642, 12643). (p. 12643, 12644). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12645, 12646). - **Article 2 (Négociations agricoles annuelles)** (p. 12654). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12656). (p. 12656). (p. 12657). (p. 12657). - **Article 3 (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers)** (p. 12658). (p. 12661). (p. 12662, 12663). (p. 12663). (p. 12664). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des

emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 12664, 12665). (p. 12665). (p. 12665, 12666). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Création d'un livret vert) (p. 12667). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 12668). - **Article 6 (art. 72 D, 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Extension de la déduction pour investissement aux bâtiments d'élevage et simplification des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas)** (p. 12669). (p. 12669). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 12671). (p. 12672). - **Article 9 (art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole)** (p. 12675). (p. 12676). (p. 12676). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Application du crédit d'impôt compétitivité emploi) (p. 12677). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12678). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 278 du code général des impôts, art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Gage) (p. 12679).

LE GUEN (Jean-Marie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du burn-out en tant que maladie professionnelle** - (3 février 2015) (p. 1098).

- **Question orale sans débat sur les trains d'équilibre du territoire** - (3 février 2015) (p. 1099, 1100).

- **Question orale sans débat sur les services publics en zone rurale** - (3 février 2015) (p. 1100, 1101).

- **Question orale sans débat sur les conséquences du règlement européen REACH sur la production de plantes à parfum françaises et la production de lavande** - (3 février 2015) (p. 1102).

- **Éloge funèbre de Jean-Yves Dusserre, sénateur des Hautes-Alpes** - (3 février 2015) (p. 1116).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1141, 1142). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Représentation équitable des territoires dans leur diversité*) (p. 1158).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage et la politique de l'emploi** - (12 février 2015) (p. 1520, 1521).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (19 mars 2015) (p. 2822).

- **Éloge funèbre de Claude Dilain, sénateur de la Seine-Saint-Denis** - (14 avril 2015) (p. 3680, 3682).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (17 avril 2015) - **Article 39 bis (art. L. 3341-6 du code du travail - Contenu du**

livret d'épargne salariale et communication aux représentants du personnel) (p. 4068). (p. 4068). - **Article 39 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3341-7 du code du travail - Communication au salarié quittant l'entreprise sur les dispositifs d'épargne salariale) (p. 4069). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité pour les salariés de demander la renégociation d'un accord d'intéressement proposé par l'employeur et ratifié par référendum) (p. 4070). (p. 4070). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 4071). - **Article 40 bis A (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises)** (p. 4073). (p. 4074). - **Demandes de priorité et de réserve** (p. 4076).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 7 (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides)** (p. 4985). (p. 4985). (p. 4987). (p. 4988). (p. 4988). (p. 4989). (p. 4989). (p. 4989). (p. 4991). (p. 4993). (p. 4994). (p. 4995).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amiante** - (21 mai 2015) (p. 5207).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6265, 6268).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du code du travail** - (17 septembre 2015) (p. 8420, 8421).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vice-président délégué au sein des exécutifs régionaux** - (17 septembre 2015) (p. 8429).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement du fret ferroviaire et du multimodal** - (1er octobre 2015) (p. 9064).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations dans la fonction publique** - (1er octobre 2015) (p. 9068, 9069).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de vie** - (6 octobre 2015) (p. 9173).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée universitaire** - (6 octobre 2015) (p. 9177).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les soixante-dix ans de la sécurité sociale** - (6 octobre 2015) (p. 9179).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'investissement des collectivités locales** - (15 octobre 2015) (p. 9665).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les incidences de la demi-part des personnes veuves sur la fiscalité locale** - (20 octobre 2015) (p. 9712, 9713).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec** - (20 octobre 2015) (p. 9713, 9714).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avis de la Commission européenne sur le plan très haut débit** - (20 octobre 2015) (p. 9717).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9761, 9763).

- **Question orale sans débat sur le contournement de Langres** - (27 octobre 2015) (p. 9935).

- **Question orale sans débat sur l'avancée du dossier de la ligne à grande vitesse Paris-Limoges-Poitiers** - (27 octobre 2015) (p. 9936).

- **Question orale sans débat sur la situation des conciliateurs de justice** - (27 octobre 2015) (p. 9937).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur sa politique fiscale** - (29 octobre 2015) (p. 10184, 10185).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (29 octobre 2015) (p. 10189).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les professionnels du droit** - (29 octobre 2015) (p. 10190).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (12 novembre 2015) (p. 10703).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de stabilité, la politique de sécurité et la politique sociale** - (17 novembre 2015) (p. 10970, 10971).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11031, 11032).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)] (suite)** - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (*Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance*) (p. 11051). - **Article 2** (*Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance*) (p. 11055). - **Article 3** (*Application dans les îles Wallis et Futuna*) (p. 11057).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12113, 12114).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12118, 12120).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) - **Demande de réserve** (p. 12303).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12309, 12310). - **État B** (p. 12311). (p. 12312). (p. 12312). (p. 12312).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (10 décembre 2015) (p. 12716, 12717).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (15 décembre 2015) (p. 13091).

LEBRANCHU (Marylise)
*ministre de la décentralisation et de la
fonction publique*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 222 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 223 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1490 du 11 décembre 2014 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles [n° 351 (2014-2015)] (19 mars 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la métropole d'Aix-Marseille Provence [n° 352 (2014-2015)] (19 mars 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-579 du 28 mai 2015 transférant l'organisation matérielle des élections au conseil d'administration et aux conseils d'orientation placés auprès des délégués régionaux ou interdépartementaux du Centre national de la fonction publique territoriale et aux conseils d'administration des centres de gestion de la fonction publique territoriale [n° 631 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 36). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 38, 39). (p. 42, 43). (p. 44). (p. 44). (p. 46).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir*

réglementaire) (p. 59, 60). (p. 69). (p. 71, 72). (p. 72). (p. 73). (p. 74). (p. 78). (p. 84, 85). (p. 87). (p. 91). (p. 96, 98). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 101). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 105). (p. 113).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 124, 125). (p. 131, 132). (p. 134). (p. 135).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la métropole Aix-Marseille dans le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (15 janvier 2015) (p. 158, 159).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)] (suite)** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 160). (p. 164). (p. 166). (p. 168). (p. 169). (p. 171, 172). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 182). (p. 184). (p. 187, 188). (p. 189). (p. 191). (p. 192). (p. 194). (p. 194). (p. 195). (p. 195). (p. 196). (p. 197). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 199). (p. 200). (p. 202). (p. 202). (p. 203). (p. 203). (p. 206, 207). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 211). (p. 211, 213). (p. 215). (p. 219, 221). (p. 222).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 231, 233). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 234). - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 237, 238). (p. 243, 244). (p. 245). (p. 245). (p. 251). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 [abrogé], L. 541-15 et L. 655-6-1 [abrogé] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 258, 259). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 260). (p. 261). (p. 263, 264). (p. 264). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 541-10 et L. 541-15-2 du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 264, 265). (p. 265). (p. 265, 266). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 268, 269). (p. 277, 278). (p. 282). (p. 282). (p. 283). (p. 283). (p. 284). (p. 288, 289). (p. 289). (p. 290). (p. 291). (p. 292). (p. 292). (p. 293). (p. 293). (p. 293). (p. 294). (p. 295). (p. 296). (p. 300). (p. 300). (p. 301). (p. 301). (p. 302). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 304). (p. 304, 305). (p. 305). (p. 306). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 308). (p. 308). - **Article 8**

(art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 310, 311). (p. 312). (p. 313). (p. 315). (p. 315). (p. 316). (p. 316). (p. 317). (p. 317). (p. 318). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 320, 321). (p. 321, 322). (p. 324). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 327, 328). (p. 328, 329). (p. 336).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Demande de réserve** (p. 344). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 345, 346). (p. 347). (p. 348). - **Article 10** (art. L. 6311-1 du code des transports - Pérennisation de la possibilité de transférer au cas par cas les aéroports aux collectivités territoriales) (p. 349). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 353). (p. 355). - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 369). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 370). (p. 371). (p. 373, 374). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 381, 382). - **Article 13** (art. L. 4421-1, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1 et L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales et art. L. 380 du code électoral - Ajustements au statut de la collectivité territoriale de Corse) (p. 384). (p. 384). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 388). (p. 389, 390). (p. 393, 394).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Rappel au règlement** (p. 438). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 439). (p. 440). (p. 444). (p. 446, 447). (p. 447). (p. 451). (p. 452). (p. 453). (p. 455). (p. 456). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 457). (p. 458). (p. 459). (p. 461). (p. 461). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 1424-42 et L. 1424-49 du code général des collectivités territoriales - Participation aux interventions du bataillon des marins-pompiers de Marseille et de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris en-dehors de leurs missions de service public) (p. 462). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 465). (p. 466). (p. 467). (p. 468). (p. 468). - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 473, 474). (p. 474). -

Article 16 (*Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats*) (p. 477). (p. 477). (p. 478). (p. 478). (p. 478). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 479). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 480). (p. 481). - **Article 17 bis (nouveau)** (*art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Report du calendrier du schéma régional de la coopération intercommunale d'Ile-de-France*) (p. 481). (p. 481). (p. 481). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 483). (p. 483). (p. 484). (p. 485). (p. 487). (p. 490). (p. 491). (p. 492). (p. 493). (p. 494). (p. 494). (p. 495). (p. 495). (p. 495, 496). (p. 496). (p. 497). (p. 497). (p. 498). (p. 498). (p. 499). (p. 499, 500). (p. 500). (p. 501). (p. 502). (p. 503). (p. 503, 504). (p. 504). - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 508, 509).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 546). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 561). - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 563). (p. 564). (p. 565). (p. 568). (p. 569, 570). (p. 570). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 571). (p. 571, 572). (p. 573). (p. 575). (p. 576). (p. 577). - **Article 23 A (nouveau)** (*art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Dérogation au bénéfice de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière de plages concédées*) (p. 577). (p. 584). (p. 585). - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 618, 619). (p. 619, 620).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 683). (p. 687, 688). (p. 691). (p. 694). (p. 694). (p. 695). (p. 695). (p. 696). (p. 697). (p. 699). (p. 700). (p. 701). (p. 702). (p. 704). (p. 706). (p. 706). (p. 707). (p. 709). (p. 710). (p. 712). (p. 714). (p. 715). (p. 717). (p. 718). (p. 720). (p. 720). (p. 721). (p. 723, 724). (p. 725). (p. 726). (p. 726). (p. 727). (p. 728). (p. 730). (p. 733). (p. 733). (p. 734). (p. 734). (p. 735). (p. 735). (p. 735). (p. 736). (p. 736, 737). (p. 737). (p. 738). (p. 756). (p. 759, 760).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 788). (p. 798). - **Article 24 bis (nouveau)** (*Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers*) (p. 803). - **Article 29** (*art. L. 1111-8-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de guichets uniques pour les aides et subventions*) (p. 836). (p. 836). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 837). (p. 838). (p. 838). (p. 840, 841). - **Article 30** (*art. L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières, art. L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-9, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1, L. 4313-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales, art. 108 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen*) (p. 843). (p. 844). (p. 844). (p. 844). - **Article 30 bis (nouveau)** (*art. L. 1617-6 [nouveau] du code des collectivités territoriales - Transmission par voie dématérialisée des documents budgétaires*) (p. 845). - **Article 32** (*Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales*) (p. 846). (p. 846). (p. 847). - **Article 33 (supprimé)** (*art. L. 1611-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité d'action récursoire de l'État contre les collectivités territoriales en cas de condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne*) (p. 847). (p. 848). - **Article 34** (*art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - Observatoire de la gestion publique locale*) (p. 848). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 850). (p. 850). - **Article 35** (*Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux*

personnels) (p. 852). (p. 853). (p. 854). (p. 854). (p. 855). (p. 856). (p. 856). (p. 857). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 857). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (*Droits des agents transférés en matière de protection sociale complémentaire*) (p. 858). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 859). (p. 859). (p. 860). (p. 861). - **Article 37** (*Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées*) (p. 863). (p. 863). (p. 865). (p. 865). (p. 867, 868). (p. 869). (p. 869). (p. 870). (p. 870). (p. 870). - **Intitulé du projet de loi** (p. 871).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 888).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 906, 908).

- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2442, 2443).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5216, 5217).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon [n° 416 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5226, 5227). - **Article unique** (p. 5233).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5276, 5279). (p. 5305, 5307). - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 5308). (p. 5309, 5310). (p. 5312). (p. 5313). (p. 5314). (p. 5314). (p. 5315). (p. 5319). (p. 5320). (p. 5321).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5350). (p. 5351). (p. 5353). (p. 5354). (p. 5354). (p. 5355). (p. 5355). (p. 5356). (p. 5358). (p. 5359). (p. 5360). (p. 5361). (p. 5361). (p. 5361). (p. 5362). (p. 5362). (p. 5363). (p. 5364). (p. 5366). (p. 5368). (p. 5370). (p. 5371). (p. 5372). (p. 5372). (p. 5373). (p. 5373). - **Article 3** (*art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises*) (p. 5377). (p. 5378). (p. 5379, 5380). (p. 5381). (p. 5381). (p. 5383). (p. 5383). (p. 5384). (p. 5385). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5386). - **Article 3 bis** (*art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 5388). (p. 5389, 5390). (p. 5392). (p. 5393). (p. 5394). (p. 5396). (p. 5397). (p. 5398). - **Article 3 ter** (*art. L. 5311-3-1 [nouveau], L. 5141-5 et L. 5522-21 du code du travail - Possibilité pour les régions de recevoir par délégation de l'État la mission de coordonner l'action des intervenants du service public de l'emploi et transfert aux régions des actions d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises*) (p. 5399). - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) (p. 5422).

(p. 5423, 5424). (p. 5426). (p. 5427). (p. 5429). (p. 5430). (p. 5430). (p. 5431). (p. 5432). (p. 5433). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de réserve** (p. 5484). - **Article 6 bis AA (supprimé)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - Compétence de la région pour l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau) (p. 5485). - **Article 6 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 114-1 à L. 114-6 [nouveaux], L. 121-10 et L. 141-6 du code de l'urbanisme - Chartes régionales d'aménagement) (p. 5486). (p. 5486, 5487). - **Article 7** (art. 34 et 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ; art. L. 1213-1 à L. 1213-3 du code des transports - Dispositions transitoires pour l'élaboration et la révision des anciens schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire) (p. 5488). (p. 5488). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5490). (p. 5491, 5492). (p. 5493, 5494). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5495, 5496). (p. 5497). - **Article 8 bis (supprimé)** (chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie du code des transports - Transfert à la région des transports ferroviaires d'intérêt local gérés par le département) (p. 5498). (p. 5498). - **Article 8 ter (supprimé)** (art. L. 1213-3-2, L. 1214-1, L. 1214-3, L. 1214-6, L. 1214-19, L. 1214-21, L. 1214-22, L. 1231-1, L. 1231-2, L. 1231-3, L. 1231-4, L. 1231-5, L. 1231-6, L. 1231-7, L. 1231-5-1, L. 1231-8, L. 1231-9, L. 1241-1, L. 1811-2, L. 2121-10, section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la première partie, section 2 du chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie et sous-section 2 de la section 1 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports ; art. L. 2333-64, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 4434-3, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 213-1 du code de l'éducation - Évolution des périmètres de transports urbains et ses conséquences) (p. 5501). - **Article 9** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 111-1 du code de la voirie routière - Financement par la région des voies et axes routiers d'intérêt régional) (p. 5504). (p. 5505). (p. 5505). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 (abrogé), L. 5314-3 (abrogé), L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L.2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 5510, 5511). (p. 5511, 5512).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 23 A** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exercice des compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5646). - **Article 23** (art. L. 5217-2, L. 3211-1-1 et L. 5217-19 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de transfert automatique des compétences départementales à la métropole) (p. 5647). (p. 5648). (p. 5649). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5651). (p. 5651). (p. 5651). (p. 5652). (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654). (p. 5656). (p. 5658). (p. 5658). - **Article 24 bis AA** (art. L. 2215-8 du code général des collectivités territoriales - Missions des laboratoires départementaux) (p. 5658). (p. 5659). - **Article 24 bis C** (art. L. 3461-1 et L. 5552-2 [nouveaux] du code général des

collectivités territoriales - Octroi de subventions par les départements et les régions d'Alsace-Moselle pour la promotion du droit alsacien-mosellan) (p. 5660). - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5661). (p. 5663, 5664). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 5665). (p. 5665). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création de maisons de services au public) (p. 5667, 5668). (p. 5668). (p. 5668). (p. 5668). - **Article 26 bis** (p. 5669). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2 et L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 5671). (p. 5673). (p. 5674, 5675). (p. 5675). (p. 5676). (p. 5676). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et des télécommunications électroniques - Obligation de couverture des zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 5677). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 5677). - **Article 28 A (suppression maintenue)** (Exercice conjoint par l'État et les collectivités territoriales des droits culturels des citoyens) (p. 5679). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5681). (p. 5682). (p. 5682, 5683). (p. 5683). (p. 5684). (p. 5684). - **Article 28 bis (suppression maintenue)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de culture, de sport et de tourisme) (p. 5686). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2, L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34, L. 4424-35, L. 4424-36, L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative) (p. 5691). - **Article 13 bis A (précédemment réservé)** (p. 5693). (p. 5693). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (p. 5695). (p. 5695). - **Article 29** (art. L. 1111-8-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de guichets uniques pour l'octroi d'aides et de subventions) (p. 5696). - **Article 29 bis (supprimé)** (Titre III du livre II de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Consécration législative du conseil national des collectivités territoriales pour le développement culturel) (p. 5697). - **Article 30 A** (art. L. 1112-23 [nouveau] et L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 125-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Mise à disposition des données publiques des collectivités territoriales sur Internet) (p. 5698). (p. 5699). (p. 5699). - **Article 30** (art. L. 232-1 et L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières ; L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-19, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1 et L. 4313-1, L. 5211-36 et L. 5622-3 du code général des collectivités territoriales - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen) (p. 5701). (p. 5701). (p. 5702). (p. 5702). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales) (p. 5703). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Relèvement du plafond de prise en charge des indemnités de remboursement anticipé par le fonds de soutien aux collectivités territoriales

ayant contracté des produits structurés) (p. 5703). - **Article 33 (Supprimé)** (art. L. 1611-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité d'action récursoire de l'État contre les collectivités territoriales en cas de condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne) (p. 5704). (p. 5705). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - Observatoire des finances et de la gestion publique locale) (p. 5705). - **Article 35 (Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels)** (p. 5708). (p. 5708). (p. 5708). (p. 5708). (p. 5708). (p. 5709). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 112 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Emplois fonctionnels de directeur et de directeur général des services techniques dans la commune de Saint-Pierre) (p. 5710). (p. 5710). - **Article 36 ter** (art. 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la faculté reconnue aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de créer une commission administrative paritaire commune) (p. 5712). (p. 5713). (p. 5713). (p. 5713, 5714). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-14 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition des documents relatifs aux délégations de service public) (p. 5714, 5715). - **Article 36 octies** (art. L. 2121-24, L. 2122-29, L. 3131-3 et L. 4141-3 du code général des collectivités territoriales - Dématérialisation du recueil des actes administratifs des collectivités territoriales) (p. 5715, 5716). - **Article 36 nonies** (art. L. 2121-31, L. 3312-5 et L. 4312-8 du code général des collectivités territoriales - Transmission par le directeur départemental ou régional des finances publiques du compte de gestion au préfet) (p. 5716). - **Article 36 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et des services d'assainissement municipaux, des services municipaux de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères) (p. 5717). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5722). (p. 5722). (p. 5724). (p. 5724). (p. 5725). (p. 5725). (p. 5726). (p. 5726). (p. 5727). (p. 5727). (p. 5727). (p. 5728). - **Article 40** (Dispositions transitoires et habilitation pour la prise en compte de la nouvelle carte régionale) (p. 5729). (p. 5730).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdecies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5754, 5756). (p. 5758). (p. 5762). (p. 5763, 5765). (p. 5767). (p. 5768). (p. 5768, 5769). (p. 5772). (p. 5773). (p. 5774). (p. 5774, 5775). (p. 5775, 5776). (p. 5778). (p. 5781). (p. 5781). (p. 5782). (p. 5782). (p. 5783). (p. 5786). (p. 5787). (p. 5789). (p. 5790). (p. 5790, 5791). (p. 5791). (p. 5792). (p. 5792). (p. 5793). (p. 5793). (p. 5797, 5798). (p. 5801, 5802). (p. 5805). (p. 5808, 5809). (p. 5809). (p. 5813). (p. 5814). (p. 5816, 5817). (p. 5817). (p. 5818). (p. 5818). (p. 5819). (p. 5819). (p. 5819). (p. 5821). (p. 5821). (p. 5821). (p. 5822). (p. 5822). (p. 5823). (p. 5823). (p. 5824). - **Articles additionnels après l'article 17 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5825). (p. 5826). (p. 5828).

- **Suite de la discussion** (2 juin 2015) - **Proclamation du résultat du scrutin public** (p. 5843, 5844).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6163, 6165).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi NOTRE (Nouvelle organisation territoriale de la République)** - (16 juillet 2015) (p. 7779, 7780).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les communes nouvelles** - (20 octobre 2015) (p. 9716).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les indemnités des élus dans les syndicats de communes** - (20 octobre 2015) (p. 9718).

- **Question orale sans débat sur la situation du secteur des travaux publics et notamment des canalisateurs** - (27 octobre 2015) (p. 9942).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (29 octobre 2015) (p. 10187).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10996, 10102).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11577, 11582).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **État B** (p. 11582). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11591). (p. 11593). (p. 11595, 11596). (p. 11602). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11606). (p. 11607). (p. 11607). (p. 11608). (p. 11608). (p. 11609). (p. 11611). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11616). (p. 11617). (p. 11618, 11619). (p. 11619). - **Article additionnel après l'article 58 bis** (p. 11620). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11621). (p. 11623).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 11644). - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) (p. 11645, 11646). - **Article 58 sexies (nouveau)** (art. L. 2334-10 du code général des collectivités territoriales - Modalités de calcul de la population DGF des communes faisant l'objet d'une convention ANRU) (p. 11646, 11647). - **Article 58 septies (nouveau)** (art. L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales - Libre affectation de la dotation politique de la ville) (p. 11647). - **Article 58 octies (nouveau)** (art. L. 2336-2 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Modalités de calcul du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé d'un EPCI issu de la fusion d'EPCI dont au moins un est issu d'un syndicat d'agglomération

nouvelle) (p. 11648). - **Article 59** (Création d'un fonds d'aide à l'investissement local) (p. 11650). (p. 11650). - **Articles additionnels après l'article 60 bis** (p. 11652). - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11655, 11656). (p. 11658). (p. 11658, 11659). (p. 11660, 11661). (p. 11661). (p. 11662). (p. 11662). (p. 11662). (p. 11664). (p. 11665). (p. 11665). (p. 11666). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 11666). - **Article 61 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Délibération concordante des conseils municipaux concernés pour réviser le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision) (p. 11667). - **Article 61 ter (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Délai d'un mois pour que le conseil municipal se prononce sur une révision des attributions de compensation) (p. 11667). - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11668). - **Article 61 sexies (nouveau)** (Rapport annuel sur l'utilisation des ressources du Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC) (p. 11670). (p. 11670). (p. 11670). - **Article 62 (supprimé)** (art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Abaissement du plafond de cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT) (p. 11671). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales - Financement de l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques) (p. 11672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte des intercommunalités** - (26 novembre 2015) (p. 11708).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) (p. 12245, 12246).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12248). (p. 12251). (p. 12252). (p. 12254, 12255). (p. 12257). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 12263). - **Article 57 ter (nouveau)** (art. 57 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 78 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et 67 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Mise en œuvre des mesures de revalorisation des régimes indemnitaires prévues par le protocole relatif à l'avenir de la fonction publique) (p. 12265).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12603, 12604). (p. 12614, 12615). - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12621). (p. 12622).

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

Démissionnaire le 21 avril 2015.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 avril 2015.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes (30 janvier 2015).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Georges-Eric Touchard, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de M. Jean Danet, candidat proposé par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Jacqueline de Guillenchmidt, candidate proposée par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du

20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Hommage à M. Jean-René Lecerf.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 788). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 817, 818). (p. 818).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire*) (p. 2383, 2384).

LECONTE (Jean-Yves)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-président le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Représentation des Français établis hors de France : les premiers enseignements de la loi du 22 juillet 2013 [n° 481 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Protection des droits et libertés [n° 170 tome 12 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 195 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 196 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des lois*) : Audition de Mme Soraya Amrani Mekki, candidate proposée par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Justice et affaires intérieures - Protection des mineurs isolés étrangers : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviuta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Espace Schengen - Communication de M. André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Institutions européennes - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur le Conseil européen extraordinaire des 12 et 13 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

(*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Biocarburants : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination aux fonctions de membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la réforme du droit d'asile.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Dandelot, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux : communication de M. Claude Kern.

Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Conseil de l'Europe - Élections législatives du 7 juin en Turquie : communication de Mme Nicole Duranton et M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Réunion du mercredi 29 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Edouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyest, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Énergie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Article unique** (p. 1013).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1214).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2418).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord sur le nucléaire iranien** - (9 avril 2015) (p. 3314).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4563).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4770, 4772).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4871).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)] (suite)** - (18 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation) (p. 4937). (p. 4937, 4938). (p. 4938). (p. 4940, 4941). - **Article 3** (art. L. 712-1 à L. 712-3 et L. 712-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'octroi de la protection subsidiaire ou de refus par la mise en œuvre d'une clause d'exclusion et perte de la protection par application d'une clause de cessation) (p. 4942). - **Article 5** (art. L. 721-2, L. 721-3 et L. 721-4, L. 721-5 et L. 721-5-1 [supprimés] et L. 721-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Indépendance de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, extension de sa compétence à l'égard des bénéficiaires de la protection subsidiaire et amélioration de l'information du Parlement) (p. 4946). - **Article 5 bis** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4947). (p. 4947, 4948). (p. 4948). (p. 4949). (p. 4949). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4951). (p. 4952). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4958). (p. 4960). (p. 4961). (p. 4962, 4963). (p. 4966). (p. 4968). (p. 4973). (p. 4976). (p. 4979, 4980). (p. 4982). (p. 4982, 4983). (p. 4984). (p. 4984). (p. 4985). (p. 4985). (p. 4986). (p. 4986, 4987). (p. 4992). (p. 4993). (p. 4994). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 5010). (p. 5010).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des

étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5025). (p. 5026). (p. 5028). (p. 5032). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Articulation de l'intervention des différents juges) (p. 5033). - **Article 12** (chapitre Ier du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile) (p. 5035). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5040, 5041). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5043). (p. 5046, 5047). (p. 5048). (p. 5053). (p. 5054). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5059). (p. 5064). (p. 5065). (p. 5068). (p. 5069, 5070). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 5070). (p. 5070). - **Article 17** (art. L. 5223-1, L. 5423-8, L. 5423-9, L. 5423-11 du code du travail - Coordinations) (p. 5073). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5076). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5081). (p. 5082). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5083). (p. 5085).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5148, 5149).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5270, 5271).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5929). (p. 5932). (p. 5935). (p. 5939). (p. 5940). (p. 5956). (p. 5961). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5968, 5969). (p. 5976). (p. 5989).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6020). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6060). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6078). - **Article 6** (art. L. 871-1, L. 871-2, L. 871-3 et L. 871-4 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Obligations des opérateurs et des prestataires de services de communication électronique) (p. 6089, 6090). (p. 6090). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création

du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6101, 6102).

- **Projet de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6449, 6452). - **Article 1er** (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration) (p. 64623). - **Article 3** (art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale - Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique) (p. 6465).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 1er** (titres Ier à IV [nouveaux] du livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6667).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7279, 7280). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 7293). (p. 7293). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 7299). (p. 7300). - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 7302). (p. 7303). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 7305). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 7306). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7313). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 7316). (p. 7316). - **Article 19 quater** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles - Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse) (p. 7318). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7327).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article unique** (p. 7723, 7724).

- **Question orale sans débat sur la nationalité française par mariage et le moment d'appréciation de la nationalité du conjoint du déclarant** - (21 juillet 2015) (p. 7991). (p. 7992).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9087). (p. 9088). (p. 9089). (p. 9089). (p. 9090). (p. 9090).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9220, 9221).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9240). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9247). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9252, 9253). (p. 9254). (p. 9255). (p. 9257). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9258). (p. 9259). (p. 9259). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9260). - **Article 8** (art. L. 313-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôle du droit au séjour du titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte pluriannuelle) (p. 9266). - **Article 9** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9272, 9273). (p. 9273). (p. 9273, 9274). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9307, 9308). - **Article 13 ter** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 9315). - **Article 13 quater (supprimé)** (art. L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent) (p. 9316). (p. 9316, 9317).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 quinquies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les victimes de mariage forcé) (p. 9325). (p. 9326). - **Article 13 septies (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficiaire de la procédure de regroupement familial) (p. 9327). (p. 9328). - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'État) (p. 9329). (p. 9330, 9331). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9338). (p. 9338). (p. 9339). (p. 9339). (p. 9339, 9340). (p. 9341). (p. 9341). (p. 9343). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 551-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Validation par le maire des attestations d'hébergement) (p. 9344). - **Article 15** (art. L. 511-3-1, L. 512-1, L. 513-1 et L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Obligation de quitter le territoire français à l'encontre d'un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille ; création d'une interdiction de circulation sur le territoire français et attribution au juge des libertés et de la détention de la compétence pour apprécier la légalité de la mesure de placement en rétention) (p. 9347). (p. 9347, 9348). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9353). (p. 9353). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9355). (p. 9358). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9370). (p. 9371). (p. 9371). - **Article 28 bis A** (art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude) (p. 9376). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 9378, 9379). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 9381). (p. 9381, 9382). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9388).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9512, 9514).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9771, 9772).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Article 1er** (*Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales*) (p. 10003, 10004). (p. 10006). (p. 10007, 10008).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 15** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES*) (p. 10684). (p. 10688). (p. 10694). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10707, 10708). (p. 10708). (p. 10708).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10950, 10951).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11291, 11292). - **État B** (p. 11928, 11929).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12102). - **Article additionnel après l'article 48 A** (p. 12109). (p. 12109, 12110).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12306, 12307).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emploi pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 29** (*Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État*) (p. 12354). (p. 12355). - **Article 30** (*Plafonds d'emploi des établissements à autonomie financière*) (p. 12356). (p. 12356).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13112).

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) : poursuivre la modernisation [n° 217 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Famille - Justice - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 269 (2014-2015)] visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 362 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les monuments historiques [n° 53 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Justice [n° 164 tome 3 annexe 18 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Evelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre

et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 16** (*art. 786 du code général des impôts - Alignement du tarif appliqué aux successions en matière d'adoption simple sur le taux applicable aux transmissions en ligne directe*) (p. 969, 970).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage et la politique de l'emploi** - (12 février 2015) (p. 1520).

- **Question orale sans débat sur le schéma régional de cohérence écologique de Picardie** - (24 mars 2015) (p. 2868, 2869). (p. 2869, 2870).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3050, 3052).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins généralistes** - (7 avril 2015) (p. 3114). (p. 3115).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 1er** (*Instauration d'un moratoire sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des armes de quatrième catégorie*) (p. 5122).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5464).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 37** (*art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des*

transferts de compétences entre collectivités territoriales (p. 5723). (p. 5724). (p. 5726, 5727).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 112 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - *Adaptation du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat à la nouvelle carte régionale*) (p. 7210).

- **Question orale sans débat sur les statistiques sur l'illettrisme en Picardie et en particulier dans l'Aisne** - (7 juillet 2015) (p. 7253). (p. 7254).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 50** (p. 9095, 9096). (p. 9096).

- **Question orale sans débat sur les lignes ferroviaires dans l'Aisne** - (13 octobre 2015) (p. 9461). (p. 9462).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Justice

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Mali, Niger : paix, sécurité et développement, trois défis à relever [n° 125 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

- (26 novembre 2015) (p. 11709).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11720). (p. 11722).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11739, 11740).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - *Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP*) (p. 12073). (p. 12073).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12148, 12149).

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? [n° 22 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 166 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Tchad - Communication.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif Aggiornamento hist-geo.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord avec l'Afrique du Sud sur le commerce, le développement et la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat chargée du développement et de la francophonie.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon de produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 146, 147).

- **Question orale sans débat sur l'attitude méprisante de la SNCF à l'égard des usagers de l'Intercités Cambrai-Paris** - (17 février 2015) (p. 1820, 1821). (p. 1821).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques*) (p. 4919).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le blocage de l'autoroute A1** - (17 septembre 2015) (p. 8423).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 21 ter** (*art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 9555).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9674, 9675).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9986).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11165, 11166).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12084, 12085). - **État B** (p. 12106).

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement jusqu'au 7 octobre 2015.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale le 4 novembre 2015.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 494 (2014-2015)] actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 524 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 695 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 710 (2014-2015)] (29 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense [n° 164 tome 3 annexe 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guéné et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen des amendements déposés.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen des amendements.

Réunion du vendredi 27 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen de l'amendement du Gouvernement.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 367). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 373). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 376).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1432).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1500). - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et*

environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1530). - **Article 4 bis B** (*art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) (p. 1535). (p. 1536). - **Article 4 bis** (*art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1538). (p. 1539). (p. 1541, 1542).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (*art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2040). (p. 2041). (p. 2044).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 55** (*art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité*) (p. 2124).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3070, 3072).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 10 D (supprimé)** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives*) (p. 3440). - **Article 10 (supprimé)** (*art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme*) (p. 3442).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27 ter (nouveau)** (*art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage*) (p. 3788, 3789). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3815).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5836, 5837).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6328). - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6334). (p. 6334, 6335). (p. 6339). (p. 6344). (p. 6345). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6351). (p. 6351). (p. 6356).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6387, 6388). (p. 6390). (p. 6390). (p. 6391). (p. 6392). (p. 6392). (p. 6393). (p. 6395). (p. 6401). (p. 6401). (p. 6401). (p. 6402). (p. 6402). (p. 6402). (p. 6402). (p. 6403). - **Article 4** (*art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire*) (p. 6406). (p. 6406). - **Article 5** (*art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement*) (p. 6408). (p. 6408). - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6410). (p. 6427).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7340, 7342).

- **Rapporteur pour avis de la commission des finances - Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7379).

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7870, 7871).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8915, 8917).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9006).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10177, 10178). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10193, 10194). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10200). (p. 10202). - **Article 5** (art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement) (p. 10210). (p. 10210). - **Article 14** (Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs) (p. 10221). (p. 10221). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10224).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996

relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11428).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplaçonnement de la décote applicable aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense) (p. 11509, 11510).

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11754, 11755).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11774). (p. 11776).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12191).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12383).

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP-R, puis Les Républicains-R

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions jusqu'au 29 avril 2015.

Membre suppléant du Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) le 19 mai 2015 ; nouvelle nomination le 19 mai 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Les enjeux de la nouvelle présidence de France Télévisions [n° 344 (2014-2015)] (13 mars 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 [n° 709 (2014-2015)] (29 septembre 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 66 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel [n° 168 tome 4 fasc. 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la Radio-télévision belge francophone (RTBF).

Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Yves Bigot, directeur général de TV5 Monde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Proposition de loi n° 140 (2014-2015) relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthebert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation de rapporteurs.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1506, 1507). (p. 1508). (p. 1509).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2379, 2380). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire) (p. 2381). (p. 2385). (p. 2386). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2386). (p. 2387). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2387, 2388).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3883, 3884). (p. 3885). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3895).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6334). (p. 6345).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6385).

LEMAIRE (Axelle)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la couverture mobile du territoire** - (3 février 2015) (p. 1091, 1092).

- **Question orale sans débat sur le défaut de couverture en téléphonie mobile** - (3 février 2015) (p. 1093).

- **Question orale sans débat sur le chancre coloré et les expérimentations alternatives à l'abattage** - (3 février 2015) (p. 1094).

- **Question orale sans débat sur la situation des chantiers STX de Lorient** - (3 février 2015) (p. 1095).

- **Question orale sans débat sur le devenir de l'entreprise Sanofi** - (3 février 2015) (p. 1096, 1097).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de charge des entreprises industrielles dans le secteur ferroviaire** - (12 février 2015) (p. 1511, 1512).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les effets de la loi « Croissance et activité » pour la ruralité** - (12 février 2015) (p. 1513, 1514).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8310).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9145, 9146).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9792, 9794).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 20** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public) (p. 11495). (p. 11497).

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12204, 12205).

- **Question orale sans débat sur le comité professionnel de distribution de carburants** - (24 mars 2015) (p. 2856).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'usine PSA de Trémery** - (24 mars 2015) (p. 2857).

- **Question orale sans débat sur la situation de la société Mitrychem** - (24 mars 2015) (p. 2858, 2859).

- **Question orale sans débat sur la taxe foncière des commerces inoccupés** - (24 mars 2015) (p. 2859, 2860).

- **Question orale sans débat sur la restructuration de la raffinerie de Donges** - (24 mars 2015) (p. 2861).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2880, 2883).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - (9 avril 2015) (p. 3309).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3348). (p. 3349). (p. 3349). (p. 3350). (p. 3351). (p. 3351). (p. 3352). (p. 3353). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3355). (p. 3356). - **Article 5 bis A (supprimé)** (Réservation de voies de circulation aux transports en commun, taxis, véhicules sobres, véhicules de services d'autopartage ou utilisés en covoiturage) (p. 3357). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 3357). - **Article 6** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière) - Mécanisme

correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'État et les sociétés d'autoroutes) (p. 3359). (p. 3361). (p. 3362, 3363).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 bis A** (p. 3684). - **Article 23 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 - Délai pour l'installation d'un détecteur de fumée) (p. 3685). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3687). (p. 3689). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 3690). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3692). (p. 3693, 3694). - **Demande de priorité** (p. 3695). - **Article 23 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Exclusion des logements intermédiaires du service d'intérêt économique général (SIEG) au 1er janvier 2020) (p. 3695, 3696). - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3697). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation du cumul des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance pour les organismes d'HLM et leurs filiales dédiées au logement intermédiaire) (p. 3699). (p. 3700). - **Article 23 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire) (p. 3700). (p. 3701). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). (p. 3706).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4446, 4447). (p. 4452). (p. 4454). (p. 4455). - **Article 67** (art. L. 662-2 du code de commerce - Prise en compte de la création des tribunaux de commerce spécialisés dans la procédure de délocalisation des affaires devant les tribunaux de commerce) (p. 4456). - **Article 67 bis (nouveau)** (art. L. 662-8 du code de commerce - Instauration d'un dispositif procédural permettant de faire traiter par un même tribunal l'ensemble des procédures collectives concernant les sociétés d'un même groupe) (p. 4456). (p. 4457). - **Article 69 (supprimé)** (art. L. 621-4-1 [nouveau], L. 631-9, L. 641-1-2 [nouveau], L. 936-1 et L. 956-1 du code de commerce - Désignation obligatoire d'un second administrateur judiciaire et d'un second mandataire judiciaire pour certaines procédures collectives) (p. 4458). - **Article 70 A** (art. L. 621-4 et L. 641-1 du code de commerce - Facilitation de la désignation de plusieurs mandataires judiciaires et administrateurs judiciaires dans les procédures collectives) (p. 4460). - **Article additionnel après l'article 70 A** (p. 4461). - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4466, 4467). (p. 4469).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et des logements particuliers** - (26 mai 2015) (p. 5246).

- **Question orale sans débat sur l'information des parlementaires sur la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** - (26 mai 2015) (p. 5247).

- **Question orale sans débat sur la réorganisation des services des douanes du Valenciennois** - (26 mai 2015) (p. 5248, 5249).

- **Question orale sans débat sur le gaspillage alimentaire et les dates de péremption** - (26 mai 2015) (p. 5250).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6215, 6219).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9140, 9141).

- **Question orale sans débat sur les brevets industriels Carbone Savoie** - (13 octobre 2015) (p. 9458).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour le personnel retraité de la restructuration de l'entreprise AREVA** - (13 octobre 2015) (p. 9459).

- **Question orale sans débat sur les fermetures de perceptions en Ariège** - (13 octobre 2015) (p. 9460).

- **Question orale sans débat sur les lignes ferroviaires dans l'Aisne** - (13 octobre 2015) (p. 9461, 9462).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la base régionale d'Air France à Nice** - (13 octobre 2015) (p. 9462).

- **Question orale sans débat sur les nuisances du trafic aérien de l'aéroport de Genève** - (13 octobre 2015) (p. 9463, 9464).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'économie numérique** - (29 octobre 2015) (p. 10188).

- **Question orale sans débat sur le devenir des services financiers de La Poste à Orléans-La Source** - (1er décembre 2015) (p. 11975, 11976).

- **Question orale sans débat sur les lieux de dépôt du produit des recettes collectées par les mairies dans le cadre d'activités gérées en régie** - (1er décembre 2015) (p. 11976, 11977).

- **Question orale sans débat sur le régime fiscal des monuments historiques** - (1er décembre 2015) (p. 11978).

- **Question orale sans débat sur la majoration de la taxe foncière sur les terrains non bâtis** - (1er décembre 2015) (p. 11979).

- **Question orale sans débat sur la fiscalité des conventions d'assurance relatives aux logements sociaux locatifs** - (1er décembre 2015) (p. 11980).

LEMOYNE (Jean-Baptiste)
sénateur (Yonne)
UMP-A, puis Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Avís, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 167 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chêrèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol

Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1132, 1133).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1265, 1266). (p. 1266).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1289, 1290).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2218, 2220).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2323, 2324).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2502, 2503). (p. 2503).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement*) (p. 2584). (p. 2585). - **Article 3** (*art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées*) (p. 2613). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2617).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (13 avril 2015) - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social*) (p. 3667).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 4389). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 4392).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 7** (*art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4964).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5366).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 13 bis A (précédemment réservé)** (p. 5693, 5694). - **Article 30** (*art. L. 232-1 et L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières ; L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-19, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1 et L. 4313-1, L. 5211-36 et L. 5622-3 du code général des collectivités territoriales - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen*) (p. 5701, 5702).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6425). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6437, 6438).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6553, 6555). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6570, 6571). (p. 6574). (p. 6581). (p. 6585). (p. 6586). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6589).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6690). (p. 6692). (p. 6693). (p. 6698). (p. 6699). (p. 6699). (p. 6701). (p. 6701). (p. 6707). (p. 6708). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6710). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6716). - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 6719).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 15** (art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical) (p. 6782). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6788). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6801). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4 ; L. 4624-5 [nouveau] et L. 4162-3 du code du travail - Clarification des procédures en matière de santé au travail) (p. 6806). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-11 et L. 4162-13 du code du travail - Suppression de la fiche individuelle de prévention des expositions à la pénibilité) (p. 6811). (p. 6812). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6813).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6839). - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3164-2 du code du travail - Possibilité pour un jeune travailleur âgé de moins de seize ans d'être employé par un entrepreneur de spectacle) (p. 6847). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6848). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6860). (p. 6861). - **Article 23 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6243-1-1 du code du travail - Pérennisation de la prime de 1 000 euros accordée aux entreprises qui accroissent leur nombre d'apprentis) (p. 6869). (p. 6869).

- **Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7919, 7920). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 7930). (p. 7930). (p. 7931). (p. 7931). (p. 7931). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 7934). - **Article 9 bis** (p. 7935). (p. 7936). - **Article 16 bis** (p. 7948). - **Article 17** (art. L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-2, L. 2152-4 et L. 2261-32 du

code du travail ; art. 1er de la loi n° 2014-1528 du 18 décembre 2014 relative à la désignation des conseillers prud'hommes - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 7951). (p. 7952). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 7953). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 7956). (p. 7956). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 7959, 7960). - **Article 23 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6332-16 du code du travail - Possibilité pour les organismes collecteurs paritaires agréés de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des écoles de production) (p. 7964).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8220). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8245, 8246). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8258, 8259).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8311, 8312). - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8314). (p. 8317, 8318). - **Article 5 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3511-2-1 du code de la santé publique - Preuve de la majorité pour l'achat de tabac) (p. 8323). (p. 8323). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8333). - **Article 5 sexdecies** (art. L. 3512-4 du code de la santé publique - Habilitation des polices municipales à contrôler les infractions relatives au tabac) (p. 8336). (p. 8336). - **Article additionnel après l'article 5 sexdecies** (p. 8336). (p. 8337). - **Article 5 octodecies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac) (p. 8338). - **Articles additionnels après l'article 5 duovicies** (p. 8343). (p. 8344). (p. 8344).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8410, 8411). (p. 8417). (p. 8418). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8477). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8499).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8735).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8868). (p. 8868). (p. 8868).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9004). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9047). (p. 9053). (p. 9054, 9055).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations dans la fonction publique** - (1er octobre 2015) (p. 9068). (p. 9069).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10216).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10602). (p. 10606). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10609).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10709). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10752).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10770). (p. 10771). (p. 10771, 10772).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11156, 11157).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12271, 12272).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12287, 12288).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 12300). - **Article 51 (Création d'une allocation de reconnaissance des conjoints et ex-conjoints survivants d'anciens supplétifs)** (p. 12302).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13080).

LENOIR (Jean-Claude)
sénateur (Orne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (16 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 20 mars 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 227 (2015-2016)] pour 2015 [n° 230 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

(*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

(*commission des affaires économiques*) : Organisme extraparlémentaire - Désignation.

Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Organisme extraparlémentaire - Désignation.

Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adoption du bilan annuel de la commission sur l'application des lois.

Organismes extraparlémentaires - Désignations.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Communication.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) : « Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises ».

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin,

président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Examen d'un amendement.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de « grand export » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 janvier 2015) - président de la commission des affaires économiques - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 247). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 263). - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive*) (p. 270, 271).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 382). - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 401).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 533, 534). (p. 535). - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 563).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1119, 1121).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2015) (p. 1229).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1229, 1231).
- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - président de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1380).
- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1407). (p. 1434, 1435).
- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1499). (p. 1503). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) (p. 1537). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1563). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1571, 1572).
- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - *Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel*) (p. 1611). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1626).
- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Demande de réserve** (p. 1845). - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - *Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable*) (p. 1882). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 1915, 1916). (p. 1917).
- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - *Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 1978, 1979). (p. 1979). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1995). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - *Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité*) (p. 2020, 2021). (p. 2023). - **Article additionnel après l'article 47 ter** (p. 2028). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - *Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques*) (p. 2053, 2054).
- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2086). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - *Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité*) (p. 2093). (p. 2095). (p. 2097, 2098). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 2152). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2173). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2177, 2178). (p. 2183).
- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2198, 2199).
- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2791).
- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2994, 2995).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - *Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes*) (p. 3213).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le gaz de schiste** - (9 avril 2015) (p. 3316).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - *Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds*) (p. 3398).
- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - *Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession*) (p. 3597, 3598). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - *Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques*) (p. 3635).
- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3713, 3714). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3718).
- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3801). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3815).
- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3995, 3996). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - *Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises*) (p. 4075). - **Article 40 quater (supprimé)** (*Rapport sur les bourses régionales*) (p. 4080).
- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - *Augmentation du nombre de dimanches du maire*) (p. 4274).
- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 4331). - **Article 54 quater (supprimé)**

(art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4340). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4343).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4467).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 104 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des articles 98 à 103 du projet de loi) (p. 4733). (p. 4733). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4741). - **Articles additionnels après l'article 106** (p. 4748, 4749). (p. 4750). (p. 4750). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4753, 4754).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4901). - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes) (p. 4905). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4908). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions criblées thématiques) (p. 4918). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4924). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5311). (p. 5316, 5317). (p. 5321). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5332, 5333).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5360). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5384). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5428, 5429).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5454, 5455). - **Article 12 bis** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématatoriums) (p. 5518). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5525). (p. 5540, 5541). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5550).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code

général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5633, 5634).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6205, 6206).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6305).

- **Question orale sans débat sur le drainage des zones agricoles humides** - (23 juin 2015) (p. 6610). (p. 6611).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6739).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7139, 7140). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7214, 7215).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7434, 7435). (p. 7439).

- président de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7444). (p. 7509). (p. 7515). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 7525). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7540). (p. 7541).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7582, 7583). - **Article 22 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-3 à L. 541-15-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 7623). - **Article 23** (art. 23 (articles L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 7628). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 7635, 7636). (p. 7637). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7647).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique

des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7728, 7729). (p. 7730). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (*Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients*) (p. 7749). (p. 7750). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7754).

- **Question orale sans débat sur les préenseignes dérogatoires** - (21 juillet 2015) (p. 7997). (p. 7998).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8769). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8774).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8931).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (*art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé*) (p. 9074, 9075). (p. 9075).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9188, 9189).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9818, 9820).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 11** (*art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie*) (p. 10043).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10628).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10930).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 11161).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11474). (p. 11474). (p. 11475). (p. 11475).

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12012, 12013).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 12623, 12625). (p. 12641). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12680).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12694, 12695).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - président de la commission des affaires économiques - **Article 3** (*art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. ; 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. ; 121-35, L. 121-36, L. ; 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique »*) (p. 12772, 12773).

- Rapporteur pour avis (p. 12774). (p. 12775). (p. 12778). - **Article 11** (*art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies*) (p. 12813). (p. 12814). (p. 12814).

LEPAGE (Claudine)
sénatrice (Français établis hors de France - Série 2)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel ; nouvelle nomination le 24 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 24 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France jusqu'au 18 mars 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 18 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Activités de l'Association interparlementaire France-Canada en 2014 [n° 124 (2014-2015)] (12 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Médias, livre et industries culturelles: audiovisuel extérieur [n° 168 tome 4 fasc. 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1324, 1325).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit ukrainien** - (12 février 2015) (p. 1516).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2332, 2333).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2926, 2927). - **Article 6** (*art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme*) (p. 2935). (p. 2938). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 2943). - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 2952). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2961, 2962).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6461, 6462). - **Article 1er** (*art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration*) (p. 6462).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 21 bis** (*art. 21-12 du code civil - Octroi de la nationalité française à un enfant recueilli et élevé par une personne de nationalité française ou confié à un service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 9552, 9553).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9611, 9612). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9625, 9626). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9631, 9632).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Article 4 bis** (art. L. 331-6 et L. 611-4 du code de l'éducation, art. L.221-9 et L. 221-10 du code du sport - Accès des sportifs ayant une pratique sportive d'excellence et d'accession au haut niveau aux établissements d'enseignement supérieur du second degré et du supérieur) (p. 9741, 9742). (p. 9742).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9806, 9807).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-

Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10680).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11804, 11805).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12100, 12101). (p. 12107).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12183, 12184).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12206, 12207).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13147).

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (commission des affaires économiques) : Transition énergétique pour la

croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 22 octies (supprimé)** (*Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre*) (p. 5640).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9836, 9837). - **Article 3** (*Signataires des contrats territoriaux*) (p. 9845). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9848).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'usine Aperam dans le Pas-de-Calais** - (27 octobre 2015) (p. 9930). (p. 9931).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12127, 12128).

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois jusqu'au 5 janvier 2015.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Économie [n° 165 tome 4 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la

croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique

pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4590). (p. 4591).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2 et L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 5671). (p. 5671). (p. 5672). (p. 5675).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les aires d'accueil des gens du voyage [n° 617 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Seconde partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11779, 11780).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11818, 11819). (p. 11824, 11825).

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Écologie, développement et mobilité durables : pêche et aquaculture [n° 165 tome 3 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la

croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Michel Le Scouarnec : « Les aires d'accueil des gens du voyage ».

Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guéné et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission

« Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 95).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes éligibles à la dotation globale de fonctionnement bonifiée) (p. 512, 513).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 548, 549).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 660). (p. 661).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 915, 916).

- **Question orale sans débat sur la situation des chantiers STX de Lorient** - (3 février 2015) (p. 1095). (p. 1096).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1237, 1238).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1412). (p. 1413). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1457). - **Article 2 (Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques)** (p. 1463). (p. 1463). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017) (p. 1466).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1497, 1498). - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1508). (p. 1522). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1545). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557

du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation (p. 1548). - **Article 5 quater** (art. L. 312-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Fonds de garantie pour la rénovation énergétique) (p. 1573). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1575, 1576). (p. 1576). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1578). (p. 1579). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1582). (p. 1583).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1603). (p. 1603). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 111-6-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accès garanti aux compteurs de gaz naturel et d'électricité pour les opérateurs gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel et d'électricité) (p. 1616). (p. 1616). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 1621). (p. 1622). - **Article 8 bis A** (art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique) (p. 1627). (p. 1628).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1806).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1875). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1891, 1892).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1976). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-4 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour favoriser les réductions de consommation d'électricité lors des pointes nationales ou locales) (p. 2000). (p. 2001). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2055).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2121, 2122). (p. 2122). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2131). (p. 2133). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2161, 2162).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) -

Article 29 (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2673). (p. 2673).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3197). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3215). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3251). (p. 3251).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 3281, 3282). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3298). - **Article 4** (Gares routières de voyageurs) (p. 3326, 3327). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3350). - **Article 7** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité) (p. 3364).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3393). - **Article 10 B (supprimé)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation de la négociation commerciale dans une convention unique) (p. 3426). - **Article 11 bis B** (art. L. 141-1, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Suppression d'une clause illicite dans un contrat en cours) (p. 3472, 3473). (p. 3474). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3488, 3489).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation - Double affichage du prix) (p. 3518). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3566, 3567).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3598). - **Article 22 ter** (art. L. 5542-32-1, L. 5546-1-1 à L. 5546-1-9, L. 5546-10 à L. 5546-1-15 [nouveaux], L. 5621-1, L. 5621-3, L. 5621-4, L. 5785-1 et L. 5785-5-1 du code des transports - Services privés de recrutement et de placement de gens de mer) (p. 3662). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation -

Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3664, 3665). (p. 3668). (p. 3668).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3686). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3705). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3722). (p. 3724). - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 et L. 342-2 du code de la construction et de l'habitation - Participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 3735, 3736). - **Article 25 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour créer un bail de longue durée adapté aux opérations d'accession sociale à la propriété) (p. 3743). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3750).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 515-27 du code de l'environnement - Harmonisation des règles d'affichage des avis d'ouverture d'enquête publique) (p. 3782, 3783). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3785, 3786). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Harmonisation des seuils de recours à un architecte pour les exploitations agricoles) (p. 3810).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4266, 4267).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4321). - **Article 55 bis** (art. L. 441-6-1 du code de commerce - Simplification de l'obligation de publication d'informations sur les délais de paiement par les sociétés dont les comptes sont certifiés) (p. 4354, 4355). - **Article 59 bis** (art. L. 430-2, L. 430-3, L. 430-4, L. 430-5, L. 430-7, L. 430-8, L. 461-3 et L. 954-2 du code de commerce - Modernisation des procédures suivies par l'Autorité de la concurrence en matière d'autorisation des opérations de concentration économique) (p. 4386, 4387).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4483). (p. 4490). (p. 4502). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4509, 4510). (p. 4510). (p. 4510). (p. 4511).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4588). (p. 4589).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4844, 4845).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 14 bis (nouveau)** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 5055). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5063). (p. 5064).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5134, 5135).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5956).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres d'information et d'orientation du Morbihan** - (9 juin 2015) (p. 6143, 6144). (p. 6144).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6161, 6162).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2143-16-1 [nouveau] du code du travail - Elargissement de l'utilisation des heures de délégation pour les délégués syndicaux) (p. 6679). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6692). (p. 6693). (p. 6694). (p. 6702). (p. 6705). (p. 6705).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6774). (p. 6776). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagements des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 6786, 6787).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7028). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 7036). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 7044). (p. 7044). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-7 [nouveaux], L. 462-2-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 7061, 7062). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 7074). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 7087).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34 bis AA** (art. 150-0 A du code général des impôts - Abattement exceptionnel sur les cessions de titres en cas de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 7118). - **Article 34 bis AE** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement du dispositif « Dutreil » en cas d'apport de titres) (p. 7123). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexies A [nouveau], 1655 sexies B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 7129, 7130). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7163, 7164). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7168). - **Article 86 quater** (commission chargée de la réforme et de la simplification du code du travail) (p. 7187). - **Article 103 ter** (art. L. 1233-3 du code du travail - Motif économique du licenciement) (p. 7207).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7441). (p. 7510). (p. 7513). - **Article 3 B** (Obligation de rénover énergétiquement avant 2030 tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 7520, 7521). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7528). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Stratégie nationale pour le développement de la mobilité propre) (p. 7553). (p. 7553). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7558).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 7572). (p. 7572). - **Article 13 ter** (art. L. 1214-2, L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité pour les entreprises de plus de cent salariés) (p. 7575). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 7634). (p. 7634, 7635). (p. 7636). (p. 7636). (p. 7637). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7646). - **Article 42 ter** (art. L. 351-1 [nouveau] du code de l'énergie - Conditions particulières d'approvisionnement en électricité des entreprises électro-intensives exposées à la concurrence internationale) (p. 7654). - **Article 46 bis** (art. L. 271-1, article L. 271-2 à L. 271-4 [nouveaux], articles L. 321-15-1, L. 322-8, L. 121-6, L. 121-8-1 [nouveau], L. 121-10, L. 123-1 à L. 123-3, L. 321-12 du code de l'énergie et article 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 7660). (p. 7661).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7732).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9190, 9192).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » ; procédure « étrangers malades ») (p. 9291).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9585, 9586).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9883, 9884). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-6-1 [nouveau] du code minier - Programme de vérification indépendante) (p. 9892). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 9902). (p. 9902).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11058, 11059).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11429). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11432). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11435). (p. 11437).

Seconde partie :

Aide publique au développement

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11810).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11833).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11941, 11942).

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11960).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12004, 12005).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12045, 12046). - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12053, 12054). - **Article 54** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Affectation de recettes au Fonds national d'aide au logement) (p. 12059). - **Article 55** (art. 93 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2, L. 542-5-1, L. 755-21 et L. 834-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte de la situation financière des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, APL) (p. 12061). (p. 12062). -

Article 56 (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12068).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12620).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12631, 12632). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12642). (p. 12643). (p. 12644). - **Article 2** (Négociations agricoles annuelles) (p. 12654). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12656). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12660). (p. 12660). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12681).

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UDI-UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 18 mai 2015.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 24 juin 2015.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (commission des affaires économiques) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (commission des affaires économiques) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 87).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 109, 110).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 133). (p. 135). (p. 162). (p. 164). (p. 169). (p. 169). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 191). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 218).

- **Question orale sans débat sur la desserte de la gare de Valenciennes par le train à grande vitesse** - (20 janvier 2015) (p. 432, 433). (p. 433, 434).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1496). (p. 1501). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1543, 1544). (p. 1545).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4732). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4754, 4755).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4768, 4770).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation) (p. 4936). (p. 4937). - **Article 3** (art. L. 712-1 à L. 712-3 et L. 712-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'octroi de la protection subsidiaire ou de refus par la mise en œuvre d'une clause d'exclusion et perte de la protection par application d'une clause de cessation) (p. 4941, 4942). - **Article 5 bis** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4947). (p. 4949). (p. 4949). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4961). (p. 4963). (p. 4977). (p. 4979). (p. 4987). (p. 4993). (p. 4995). (p. 4997). (p. 4999). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5006).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5027). (p. 5028). (p. 5029). - **Article 12** (chapitre 1er du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile) (p. 5034). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5045, 5046). (p. 5052, 5053). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 5056). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5059, 5060). (p. 5060). (p. 5061). (p. 5062). (p. 5062). - **Article 17** (art. L. 5223-1, L. 5423-8, L. 5423-9, L. 5423-11 du code du travail - Coordinations) (p. 5073). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5075). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5082).

- **Question orale sans débat sur la réorganisation des services des douanes du Valenciennois** - (26 mai 2015) (p. 5248). (p. 5249).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)] (suite)** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5267, 5269).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5330, 5331). (p. 5334, 5335).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5349). (p. 5350, 5351). (p. 5359). (p. 5363). (p. 5364, 5365). (p. 5366). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5382). (p. 5383).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec et le rôle de la Banque publique d'investissement (Bpifrance)** - (18 juin 2015) (p. 6484).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7278, 7279). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et

du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7310). (p. 7311). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7328, 7329).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8359, 8361).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec** - (20 octobre 2015) (p. 9713).

- **Question orale sans débat relative au prélèvement sur les fonds de roulement des universités** - (27 octobre 2015) (p. 9939). (p. 9940).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11469).

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12044, 12045).

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 7 juillet 2015.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 51 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*): Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, sur le rapport fait au nom

de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) : « Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises ».

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 40, 41).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 323).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 505). (p. 506). (p. 507). (p. 508).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1423). (p. 1449). (p. 1449). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017) (p. 1467). (p. 1468, 1469).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1494, 1495). - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1521, 1522). (p. 1523). - **Article 4 bis A** (art. L. 142-1 du code de la construction et de l'habitation - Composition du conseil d'administration du Centre scientifique et technique du bâtiment) (p. 1534, 1535). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 1536). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 1539). (p. 1541). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1545, 1546). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la

construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1551). (p. 1553). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1572). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1575). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1579, 1580). (p. 1580). (p. 1581). (p. 1582). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1583). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1585, 1586).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-I, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3232). (p. 3242). (p. 3245).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3422).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3605). - **Demande de priorité** (p. 3646). (p. 3647). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 13, 13-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'architecture) (p. 3659). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3666, 3667).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-3, L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un « guichet unique » de la délégation des aides à la pierre) (p. 3688). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 254-1, L. 302-1, L. 302-16, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la condition de zonage dans la définition du logement intermédiaire) (p. 3692). - **Article 23 quater** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'objet social des filiales des organismes HLM dédiées au logement intermédiaire) (p. 3697, 3698). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation du cumul des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance pour les organismes d'HLM et leurs filiales dédiées au logement intermédiaire) (p. 3699). (p. 3700). - **Article 23 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire) (p. 3701). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3704). - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration

de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3710). - **Article 25** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3724). - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3740, 3741). - **Articles additionnels après l'article 25 octies** (p. 3746). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3749, 3750). (p. 3752). - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3754). (p. 3754).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3798). (p. 3800). - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3809). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3830).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3877). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3911, 3912). (p. 3917). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3959, 3960). (p. 3963). (p. 3968).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4120). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'État ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») (p. 4125). (p. 4127). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4132, 4133). (p. 4136).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4180). (p. 4186, 4187). (p. 4192, 4193). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4197). (p. 4205). (p. 4205). (p. 4211). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4238). (p. 4241). (p. 4243). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4276). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4285). (p. 4287). (p. 4290).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-

15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4504). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4512). - **Article 86 (Texte non modifié par la commission)** (art. 155 B du code général des impôts - Réforme du régime des impatriés) (p. 4518, 4519).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6363, 6364).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Article 23 quater** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures relatives à la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 6859). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-7 du code du travail - Suppression de l'obligation d'avoir recours au CV anonyme) (p. 6864). (p. 6865, 6866).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17, L.3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7032). (p. 7033, 7034).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7161). (p. 7163). (p. 7163). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7165). (p. 7166). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7170). - **Article 85 bis** (art. L.2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7183). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7192, 7193).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9294).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11215). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11223). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11254). (p. 11255, 11256). (p. 11256).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11306). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 11309). (p. 11310). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11314). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole

(CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11359). (p. 11361). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11364). (p. 11365). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11372). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11383, 11384). (p. 11388). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11403). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11412). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 11415, 11416). (p. 11416). (p. 11417). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11421, 11422).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au

redressement des finances publiques) (p. 11467, 11468). (p. 11488, 11489). (p. 11491).

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12046, 12047). - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12057). - **Article 54** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Affectation de recettes au Fonds national d'aide au logement) (p. 12060). - **Article 55** (art. 93 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2, L. 542-5-1, L. 755-21 et L. 834-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte de la situation financière des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, APL) (p. 12063, 12064). - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12068). (p. 12069). (p. 12069, 12070). (p. 12070, 12071). (p. 12071). (p. 12073).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12846). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12924). (p. 12925). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009) (p. 12948). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12960). - **Article 35 undecies (nouveau)** (Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays, « reporting » pays par pays public) (p. 12970). - **Articles additionnels après l'article 35 duodecies** (p. 12972). (p. 12972, 12973).

LOISIER (Anne-Catherine)
sénatrice (Côte-d'Or)
UDI-UC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois le 2 décembre 2015.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide le 24 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Communication.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (17 février 2015) - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1869, 1870). (p. 1870). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1938, 1939). (p. 1939). (p. 1942).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2291, 2292).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (19 mars 2015) (p. 2817).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3786).

- **Questions cribles thématiques sur la forêt française** - (7 mai 2015) (p. 4589, 4590). (p. 4590).

- **Question orale sans débat sur la baisse programmée des dotations horaires de collèges en Côte-d'Or** - (26 mai 2015) (p. 5263, 5264). (p. 5264).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès à la médecine générale** - (23 juin 2015) (p. 6607). (p. 6608).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6770). (p. 6771).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8160). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 8175).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2,

L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8866). (p. 8872).

- **Question orale sans débat sur la continuité écologique des cours d'eau** - (13 octobre 2015) (p. 9468). (p. 9469).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9764, 9766).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11014, 11015).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11162).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 11504, 11505). (p. 11505).

LONGEOT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 406 (2014-2015)] de modernisation de notre système de santé [n° 627 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques mettre en œuvre pour préserver la biodiversité ultramarine ?

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 445). (p. 447). (p. 450). (p. 451). (p. 452).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de charge des entreprises industrielles dans le secteur ferroviaire** - (12 février 2015) (p. 1511).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1739). (p. 1744). (p. 1744). (p. 1750). (p. 1753). (p. 1753). - **Article 19 bis A** (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020) (p. 1756). (p. 1759). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1763). (p. 1764). (p. 1764, 1765). (p. 1768). (p. 1768). (p. 1768). (p. 1769). (p. 1769, 1770). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Elimination des véhicules hors d'usage) (p. 1780). (p. 1780). (p. 1781). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 1789, 1790). (p. 1790). - **Article additionnel après l'article 21 sexies** (p. 1798, 1799). (p. 1799).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 27 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de l'exclusion du photovoltaïque non subventionné du bénéfice des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1883).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire) (p. 2385).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2674). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 2684). (p. 2685). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 2698).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2996).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3215, 3216). (p. 3216). (p. 3218).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 3338, 3339).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3705).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4290).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4401). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4409).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 87 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1

[nouveau] du code du travail - Aménagement des seuils sociaux) (p. 4529).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Article 1er** (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015) (p. 5189, 5190).

- **Question orale sans débat sur les engagements du Gouvernement pour entrer dans le capital d'Alstom et en devenir le principal actionnaire** - (9 juin 2015) (p. 6124, 6125). (p. 6125).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6168, 6169).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 87 B (suppression maintenue)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8, L. 2313-13, L. 2313-16, L. 2322-1, L. 2322-2, L. 2322-3, L. 2322-4, L. 4611-1, L. 4611-2, L. 4611-3, L. 4611-4, L. 4611-5 et L. 4611-6 du code du travail - Passage de cinquante à cent salariés du seuil de mise en place des délégués syndicaux, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 7190).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français [n° 554 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7505).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7534).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7589). (p. 7590). (p. 7591). (p. 7592). (p. 7593). (p. 7594). - **Article 19 bis A** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7601). (p. 7602). (p. 7603).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8132, 8133).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 5 quinquies E** (Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage) (p. 8294, 8295).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8520). (p. 8522, 8523). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8529). (p. 8530).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 9364).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Critères d'identification des territoires ruraux en difficulté) (p. 9844).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10393).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11278). (p. 11279). (p. 11279).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11368). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11375). (p. 11377, 11378). (p. 11378). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 11394). (p. 11395). (p. 11398, 11399). (p. 11399). (p. 11399, 11400). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11431, 11432). (p. 11432). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 11450). (p. 11450).

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12129, 12130).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12300, 12301). (p. 12301).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12368). (p. 12368). (p. 12372). (p. 12373). (p. 12373). (p. 12374). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12385). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12405). (p. 12405). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12431, 12432). (p. 12433). (p. 12434). (p. 12435).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12618).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 6** (art. 72 D, 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Extension de la déduction pour investissement aux bâtiments d'élevage et simplification des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas) (p. 12669). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Application du crédit d'impôt compétitivité emploi) (p. 12676). (p. 12677).

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession le 27 janvier 2015 ; puis vice-président du 29 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Enseignement scolaire [n° 164 tome 3 annexe 14 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkelkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Boissinot, ancien président du Conseil supérieur des programmes.

Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Luc Chatel, ancien ministre de l'éducation nationale (2009-2010) puis de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative (2010-2012).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances personnelles.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog *La vie moderne*.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Évelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des

comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et géographie, auteur de *Tableau noir, la défaite de l'école* (août 2008).

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Franck Picaud, inspecteur d'académie, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne.

Audition de M. Régis Debray, philosophe, auteur du rapport *L'enseignement du fait religieux dans les écoles laïques* (février 2002).

Audition de Mme Laurence de Cock, professeure d'histoire-géographie, chercheuse en sciences de l'éducation, membre du collectif Aggionamento hist-geo.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Audition de Mme Marie-Monique Khayat, proviseur du Lycée Jean de La Fontaine (Paris 16e) et M. Alain Anton, proviseur de la cité scolaire Claude Monet (Paris 13e).

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de M. Roland Courteau, sénateur, sur « La question des diverses utilisations de la biomasse ».

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Christine Guimonnet, professeur certifié hors-classe d'histoire-géographie, secrétaire générale adjointe de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Audition de Mme Natacha Polony, journaliste, auteure de *École : le pire est de plus en plus sûr* (2011).

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, responsable des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « Enseignement scolaire public du second degré » sur l'exécution des crédits du titre 2 et la gestion des recrutements dans l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication de Mme Michèle André et M. François Marc.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 80, 81).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 239, 240). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de

développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 279). (p. 280). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 322). (p. 324). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 339, 340).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1368, 1370).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1400). (p. 1403). (p. 1407, 1408). (p. 1420, 1421). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1429). (p. 1433). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1459). - **Article 2** (Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques) (p. 1463, 1464).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1507).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 1611). (p. 1614, 1615). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 1619). (p. 1621). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1655).

- Au nom de la commission des finances - **Article 9 bis A** (art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés) (p. 1664). (p. 1666). - **Article 12 ter (nouveau)** (p. 1690). - **Article 13 bis** (art. L. 3261-3-1 [nouveau] du code du travail, art. L. 131-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 81 du code général des impôts - Création d'une indemnité kilométrique pour les trajets domicile-travail effectués à vélo) (p. 1695). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1701). - **Article 14 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage) (p. 1705). - **Article 16 bis** (art. L. 142-15 et L. 631-1 à L. 631-3 du code de l'énergie - Obligation de pavillon pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique en produits pétroliers raffinés) (p. 1708, 1709).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1993). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2010).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le**

gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Nouvelle lecture [n° 240 (2015-2016)] - (19 février 2015) - **Discussion générale** (p. 2070, 2071).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (19 février 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - *Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité* (p. 2123). (p. 2125, 2126).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3217).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3520, 3521). (p. 3522). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - *Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques*) (p. 3548).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - *Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession*) (p. 3594, 3595). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - *Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude*) (p. 3604). - **Article 17 ter** (art. 15 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 141-1 du code de la consommation - *Fixation des honoraires des avocats aux conseils*) (p. 3606).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3704).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - *Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3924).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 4148, 4149). (p. 4149). (p. 4150).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5204, 5205).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-

4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - *Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises*) (p. 5378).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6764, 6765). (p. 6765).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - *Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi*) (p. 6853, 6854). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6856). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6861).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - *Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde*) (p. 7138, 7139).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8232, 8233).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10512).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11366).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11633, 11635).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12165, 12166).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12186). (p. 12187). (p. 12189). (p. 12190). (p. 12191). (p. 12192). (p. 12192, 12193).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - *Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu*) (p. 12389). (p. 12390). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12404).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12529). (p. 12532).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. ; 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. ; 121-35, L. 121-36, L. ; 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - *Création du compte d'affectation spéciale « Transition*

énergétique ») (p. 12777). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12827). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12833). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12841). (p. 12843).

LOPEZ (Vivette)
sénateur (Gard)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Des femmes engagées au service de la défense de notre pays [n° 373 (2014-2015)] (26 mars 2015) - **Défense - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Audition de M. le professeur Bertrand Dautzenberg, pneumologue et tabacologue, chef du service de pneumologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Annick Billon

et Françoise Laborde sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièr, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1328).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2431, 2432).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article 13** (*art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 2323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, , L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise*) (p. 6764).

- **Question orale sans débat sur le projet de schéma directeur de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée** - (1er décembre 2015) (p. 11998). (p. 11999).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (15 décembre 2015) (p. 13095, 13096). (p. 13096).

LORGEUX (Jeanny)
sénateur (Loir-et-Cher)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Golfe de Guinée : la prévention des conflits à l'épreuve de Boko Haram [n° 410 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 166 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 692 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 235 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Tchad - Communication.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole entre la France et le conseil des ministres de la république d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la république d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Prévention des conflits dans le golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : sunnites et chiites au prisme de Daesh.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de

travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen du rapport d'information et de la proposition de résolution européenne afférente sur les conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers (problématique des sucres spéciaux).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer** [n° 231 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Article unique** (p. 1171).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme** [n° 387 (2014-2015)] - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6013, 6014).

- **Question orale sans débat sur la situation financière de l'ONERA** - (23 juin 2015) (p. 6612, 6613). (p. 6613).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 548 (2014-2015)] - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7368, 7369).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc** [n° 583 (2014-

2015)] - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7719, 7720).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8224, 8226).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 »** [n° 540 (2014-2015)] - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9822, 9823).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11757, 11758). (p. 11767, 11768).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part** [n° 236 (2015-2016)] - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13163, 13164).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part** [n° 240 (2015-2016)] - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13172).

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil national du sport le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 168 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Éric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la modernisation de la ligne ferroviaire Bordeaux-Lyon** - (10 mars 2015) (p. 2368, 2369). (p. 2369, 2370).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (*art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé*

publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8820). (p. 8820).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre** - *Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]* - (5 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9142, 9144).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9731, 9732). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9738, 9739). - **Article 3** (*art. L. 221-2-1 [nouveau] du code du sport - Convention entre le sportif et la fédération*) (p. 9740). (p. 9740). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9744). (p. 9744). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 9749). - **Article additionnel après l'article 15 A** (p. 9757). - **Article additionnel après l'article 15 B** (p. 9758). - **Article 15** (*art. L. 221-2, L. 221-4, L. 221-5, L. 212-7, L. 222-4, L. 421-1 du code du sport, art. L. 2323-85 du code du travail, art. L. 351-3 du code de la sécurité sociale - Coordination et entrée en vigueur différée de certaines dispositions*) (p. 9759). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9760).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11610, 11611).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12221, 12222).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 12234). (p. 12237).

LUCHE (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Culture** : patrimoines, transmission des savoirs [n° 168 tome 2 fasc. 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 91, 92).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 144).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1871).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6262, 6263).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Article unique** (p. 6479).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 6674).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Article 1er** (*Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015*) (p. 7272).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Article 2** (*Programmation des ressources financières*) (p. 7375).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la permission accordée à un détenu fiché « S »** - (1er octobre 2015) (p. 9065, 9066).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9501). - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie) (p. 9505). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - *Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions* (p. 9508).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code du sport - Convention entre le sportif et la fédération) (p. 9740).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9839, 9840).

- **Question orale sans débat sur la diminution des crédits relatifs aux enseignements artistiques** - (27 octobre 2015) (p. 9948). (p. 9949).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10112).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Article 1er** (*Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 11019).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11822, 11823).

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11851).

MACRON (Emmanuel)
ministre de l'économie, de l'industrie et
du numérique

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics [n° 105 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation [n° 124 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-900 du 23 juillet 2015 relative aux obligations comptables des commerçants [n° 223 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2276, 2280).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'AREVA** - (5 mars 2015) (p. 2338).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - (5 mars 2015) (p. 2340).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bonus de bienvenue pour le directeur général de Sanofi** - (5 mars 2015) (p. 2346).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de l'exposition universelle en 2025 à Paris** - (19 mars 2015) (p. 2816, 2817).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3128, 3135). (p. 3161, 3167). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3170). - **Question préalable** (p. 3175). - **Motion d'ordre** (p. 3179).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3190). (p. 3191). - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - **Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER**) (p. 3195, 3196). (p. 3199). (p. 3199). (p. 3202, 3203). (p. 3203). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 224-6 [nouveau] du code de l'environnement - **Normes d'émission de polluants atmosphériques des autocars**) (p. 3205). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206). - **Article 1er ter (supprimé)** (art. L. 317-9 [nouveau] du code de la route - **Équipement des autocars en éthylotests anti-démarrage**) (p. 3207). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - **Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes**) (p. 3209). (p. 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3214). (p. 3217). (p. 3218). (p. 3219). - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - **Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux**) (p. 3222). (p. 3225). - **Article additionnel après**

l'article 1er quinquies (p. 3226). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - **Ouverture des services de transport non urbains par autocar**) (p. 3231). (p. 3232, 3233). (p. 3244, 3245). (p. 3252). (p. 3256). (p. 3258). (p. 3259, 3260). (p. 3262).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - **Coordination**) (p. 3280). (p. 3280). (p. 3280, 3281). (p. 3281). (p. 3281). (p. 3282). (p. 3282). - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (**Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe**) (p. 3283). (p. 3285, 3286). (p. 3286). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 3288). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (**Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »**) (p. 3291, 3292). (p. 3297). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3300). - **Article 3 quater A (supprimé)** (**Rapport sur les conséquences du développement du transport par autocar pour les usagers**) (p. 3301). - **Article 3 quater B (supprimé)** (**Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire**) (p. 3304, 3305). (p. 3307). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3325). - **Article 4** (**Gares routières de voyageurs**) (p. 3326). (p. 3327, 3328). (p. 3329). (p. 3330). - **Article 4 bis (supprimé)** (**Différenciation des tarifs de péage autoroutier en faveur des véhicules sobres ou utilisés en covoiturage**) (p. 3331). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 3332, 3333). (p. 3334, 3335). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - **Régulation du secteur autoroutier**) (p. 3339). (p. 3340). (p. 3341). (p. 3342). (p. 3343). (p. 3343). (p. 3344). (p. 3346). - **Article 7** (**Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité**) (p. 3364). (p. 3364). (p. 3364). (p. 3365). (p. 3365). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - **Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports**) (p. 3366). (p. 3366). (p. 3367). (p. 3368, 3369). - **Article 8 quater** (art. L. 213-1 et L. 213-5 du code de la route - **Simplification de la procédure d'agrément des établissements d'enseignement et de formation en matière de conduite et de sécurité routière**) (p. 3370). (p. 3371). - **Article 8 quinquies** (art. L. 213-2 du code de la route - **Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève**) (p. 3372). (p. 3373). (p. 3374). (p. 3374). - **Article 8 sexies (supprimé)** (art. L. 213-3 du code de la route - **Suppression de la condition d'ancienneté du permis de conduire pour gérer une auto-école**) (p. 3375). (p. 3376). (p. 3376). - **Article 8 septies (supprimé)** (**Rapport sur la création d'une filière française de déconstruction des navires**) (p. 3377). - **Article 8 octies (supprimé)** (art. L. 214-1 à L. 214-4 [nouveaux] du code de la route - **Comité d'apprentissage de la route**) (p. 3378). - **Article additionnel après l'article 8 octies** (p. 3379).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-I, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - **Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds**) (p. 3394, 3395). (p. 3396). (p. 3398, 3399). (p. 3403, 3404). (p. 3405). (p. 3406). (p. 3407). (p. 3408). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3409). - **Article 9 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 213-2 et L. 213-2-1 [nouveau] du code de la route - **Interdiction des frais de présentation des candidats aux épreuves du permis de conduire**) (p. 3410). - **Articles additionnels après l'article 9 bis A** (p. 3410). (p. 3411). -

Article 9 bis (supprimé) (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la route - Répartition des places d'examen au permis de conduire) (p. 3412). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). (p. 3415). (p. 3416). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 3417). (p. 3418). - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveau] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3420). (p. 3421, 3422). (p. 3424). - **Article 10 B (supprimé)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation de la négociation commerciale dans une convention unique) (p. 3427). - **Articles additionnels après l'article 10 B** (p. 3428). (p. 3429). - **Article 10 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-8 du code de commerce et L. 631-25-1 du code rural et de la pêche maritime - Clause de renégociation du prix des contrats dont la durée d'exécution dépasse trois mois) (p. 3430). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3431). (p. 3433). (p. 3434). (p. 3435). (p. 3437). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3438). (p. 3439). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme) (p. 3441, 3442). (p. 3442). (p. 3443). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3444). - **Article 10 ter** (art. L. 425-4 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme) (p. 3444). (p. 3444). - **Demande de réserve** (p. 3445). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3446). (p. 3448). (p. 3452). - **Article 10 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Information de l'Autorité de la concurrence sur les accords ayant pour objet de négocier des achats groupés) (p. 3453). - **Article additionnel après l'article 10 quinquies** (p. 3454). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3456). (p. 3456, 3458). (p. 3460, 3461). (p. 3464). (p. 3465). (p. 3465). (p. 3466). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3468, 3469). (p. 3470). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3470, 3471). (p. 3472). - **Article 11 bis B** (art. L. 141-1, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Suppression d'une clause illicite dans un contrat en cours) (p. 3473). (p. 3473). (p. 3474). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 3475). (p. 3476). - **Article 11 bis C (supprimé)** (art. L. 421-7 du code de la consommation - Assignation conjointe du professionnel fautif par le consommateur lésé et les associations de défense des consommateurs, dans le cadre d'une action en réparation) (p. 3477). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 917-6 et L. 927-4 [nouveau] du code de commerce - Consultation de l'Autorité de la concurrence dans certains territoires ultra-marins) (p. 3478). - **Article 11 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 117-1 du code de la consommation - Transparence sur les conditions sociales de fabrication d'un produit) (p. 3478). - **Article 11 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-102 du code de la consommation - Délai de rétractation en matière de vente d'or et de métaux précieux) (p. 3479). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3481). - **Organisation des travaux** (p. 3482). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3483). (p. 3484). (p. 3485). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3487). (p. 3489). - **Article 11 quater B (supprimé)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 3490). (p. 3490). - **Article 11 quater C (nouveau)** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'un obstacle à l'activité des opticiens-lunetiers) (p. 3492).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 11 quater D (nouveau)** (art. 19 de la loi n° 96-603 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Reconnaissance de la qualité d'artisan aux restaurateurs) (p. 3509). - **Article additionnel après l'article 11 quater D**

(p. 3510). (p. 3510, 3511). - **Article 11 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 du code de commerce et art. 121 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives - Aménagement des règles sur les délais de paiement) (p. 3511). (p. 3512). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 3512). (p. 3513). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie - Comptes bancaires inactifs) (p. 3515). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 3517). (p. 3517). - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3519, 3520). (p. 3522). (p. 3523). - **Article 12 A (nouveau)** (Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit) (p. 3524). (p. 3525, 3526). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveau], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3531). (p. 3533, 3534). (p. 3539, 3541). (p. 3544). (p. 3544). (p. 3545). (p. 3547). (p. 3549). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3552). (p. 3556). (p. 3557). (p. 3557). (p. 3558). (p. 3559). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3560). (p. 3562). (p. 3563). (p. 3564). (p. 3569). (p. 3570).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3586). (p. 3587). (p. 3588). (p. 3589). (p. 3590). (p. 3591). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3593, 3594). (p. 3595). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveau], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3597). (p. 3597). (p. 3597). (p. 3597). (p. 3598). (p. 3598). (p. 3599). - **Article 16 bis** (art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce) (p. 3600). (p. 3600). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3602). (p. 3604). (p. 3604, 3605). - **Article 17 ter** (art. 15 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre

des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 141-1 du code de la consommation - Fixation des honoraires des avocats aux conseils) (p. 3606). (p. 3607). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné) (p. 3608, 3609). (p. 3609, 3610). (p. 3610). - **Demande de réserve** (p. 3610). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3612, 3613). (p. 3614). (p. 3615). (p. 3616). (p. 3617). (p. 3618). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3619, 3620). (p. 3622). (p. 3624). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3625, 3626). (p. 3627). (p. 3628). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3631). (p. 3632, 3633). (p. 3634). (p. 3635). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 3637). - **Article 20 quater (supprimé)** (Habilitation en vue de permettre la désignation d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires pour exercer, à titre habituel, certaines fonctions de mandataire judiciaire) (p. 3637, 3638). (p. 3639). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3641). (p. 3641, 3642). (p. 3642). (p. 3644). (p. 3644). - **Demande de priorité** (p. 3644, 3645). (p. 3645). (p. 3647). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3649). (p. 3650). (p. 3652, 3653). - **Article 22 (supprimé)** (art. 3, 5 à 8, 10 à 13, 31-1 et 31-2 et 34 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, art. L. 5125-7 et L. 6223-8 du code de la santé publique - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'exercice libéral du droit et leurs holdings) (p. 3656, 3657). (p. 3657, 3658). (p. 3658). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 13, 13-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'architecture) (p. 3659). - **Article 22 ter** (art. L. 5542-32-1, L. 5546-1-1 à L. 5546-1-9, L. 5546-10 à L. 5546-1-15 [nouveaux], L. 5621-1, L. 5621-3, L. 5621-4, L. 5785-1 et L. 5785-5-1 du code des transports - Services privés de

recrutement et de placement de gens de mer) (p. 3663). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3664). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-1 du code de la construction et de l'habitation - Rapport sur la mobilité dans le parc social) (p. 3669). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3671).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Zone de majoration de constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3708). (p. 3708). (p. 3709). (p. 3710). (p. 3710). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711). (p. 3713). (p. 3713). (p. 3714). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 631-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Allègement de la procédure de changement d'usage en faveur des Français de l'étranger disposant d'un logement unique en France) (p. 3715, 3716). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3717). - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3742). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale) (p. 3745). - **Articles additionnels après l'article 25 octies** (p. 3747). (p. 3748). (p. 3748). - **Article 25 decies (nouveau)** (art. L. 433-2 du code de la construction et de l'habitation - Extension du mécanisme de la VEFA inversée) (p. 3749). (p. 3751, 3752). (p. 3753). - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3754). (p. 3755). (p. 3755, 3756). (p. 3756). (p. 3759). (p. 3760).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3771). (p. 3773). (p. 3776, 3777). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3778). (p. 3782). - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - Extension de l'expérimentation d'un certificat de projet) (p. 3783). (p. 3784). (p. 3784). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3785). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3787). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3788). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3791, 3792). (p. 3793). (p. 3793, 3794). (p. 3796). (p. 3797). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3799). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3803). (p. 3803, 3804). (p. 3805). - **Article 28 bis A (nouveau)** (art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - Possibilité de retrait d'une décision de non-opposition à déclaration préalable) (p. 3805). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-3 du code de l'urbanisme - Fourniture de la liste complète des motifs de refus à l'occasion du rejet d'une demande d'autorisation d'urbanisme) (p. 3807). - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable) (p. 3809). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Harmonisation des seuils de recours à un architecte pour les exploitations agricoles) (p. 3811). (p. 3811). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3812). (p. 3812). (p. 3813). (p. 3814). (p. 3815). (p. 3816). (p. 3816). (p. 3817). (p. 3818). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3820). (p. 3822, 3823). (p. 3824). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance les dispositions législatives nécessaires à la transposition des directives n° 2014/53/UE et n° 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil des 16 avril et 15 mai 2014, et à la simplification de la procédure d'établissement des servitudes radioélectriques prévues par le code des postes et communications électroniques) (p. 3826). - **Article additionnel**

après l'article 33 (p. 3827). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). (p. 3830). (p. 3831). - **Article 33 quater** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 3833). (p. 3834). (p. 3834). - **Article 33 quinquies** (art. L. 34-8-1-1 [nouveau], L. 33-1 et L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Mise en œuvre de l'itinérance métropolitaine) (p. 3835). (p. 3837). - **Article 33 sexies (supprimé)** (art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement) (p. 3838, 3839). - **Article 33 septies A** (art. L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Reconnaissance aux collectivités de la qualité de partie dans certaines procédures de règlement des différends devant l'ARCEP et certaines juridictions) (p. 3839). (p. 3840). - **Article 33 septies C** (Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit) (p. 3841, 3842). (p. 3843, 3844). (p. 3846). (p. 3846). - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3847). (p. 3848). (p. 3849). (p. 3850). (p. 3851). (p. 3851). (p. 3852, 3853). (p. 3854).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3865, 3866). (p. 3869, 3870). (p. 3871, 3872). (p. 3872). (p. 3880, 3881). - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3881). (p. 3882). - **Article 33 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 et 23 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Conditions d'application des règles encadrant l'achat d'espace publicitaire à la publicité sur internet) (p. 3883). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3885). - **Article 33 octies A (nouveau)** (art. L. 311-2-1 à L. 311-2-4 [nouveaux] du code du tourisme - Encadrement des relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation par Internet) (p. 3887). (p. 3889). - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 3889). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3891, 3894).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones blanches** - (16 avril 2015) (p. 3907, 3908).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3912, 3914). (p. 3922, 3923). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3926, 3927). - **Articles additionnels après l'article 34 (suite)** (p. 3944, 3945). - **Article 34 bis A (nouveau)** (art. L. 131-1 du code des assurances - Possibilité pour un contrat d'assurance vie de prévoir le règlement des sommes dues sous forme de parts de fonds commun de placement à risque) (p. 3945). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 3946). (p. 3946). (p. 3948). - **Article 34 bis B (nouveau)** (art. L. 213-14 du code monétaire et financier - Restriction aux personnes physiques de l'interdiction pour les dirigeants d'une association de détenir des obligations émises par celle-ci) (p. 3948, 3949). - **Article 34 bis C (nouveau)** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur) (p. 3950). (p. 3950). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-34, L. 214-36 et L. 214-51 du code monétaire et financier - extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier) (p. 3951). (p. 3951). - **Articles additionnels après**

l'article 34 bis (p. 3952). (p. 3953, 3954). (p. 3954). (p. 3954). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. 163 bis G et 154 quinquies du code général des impôts - Aménagement du cadre fiscal applicable aux bons de souscription de part de créateur d'entreprise, BSPCE) (p. 3956). (p. 3956). (p. 3957). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3958, 3959). (p. 3960). (p. 3963). (p. 3966, 3967). (p. 3971, 3972).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 231 ter du code général des impôts et L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération pour certains locaux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, de commerce ou de stockage et de redevance sur la création de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage perçues en Île-de-France) (p. 3986, 3987). (p. 3987). - **Article 35 bis B (supprimé)** (Demande de rapport sur le calcul de la TVA sur les services en ligne) (p. 3988). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 3988). (p. 3990). (p. 3991). (p. 3991). - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Réduction de dix à sept ans du délai pendant lequel les remboursements d'apports donnent lieu à reprise de l'avantage fiscal « ISF-PME » ou « Madelin ») (p. 3993). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 3994). - **Article 35 ter A** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des conditions relatives à la détention des titres pour les dispositifs « ISF-PME » et « Madelin ») (p. 3998). (p. 3998). (p. 3999). - **Article 35 ter B (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafonnement du dispositif « ISF-PME ») (p. 4001). (p. 4003). - **Articles additionnels après l'article 35 ter B** (p. 4005). (p. 4007). (p. 4008). (p. 4010). (p. 4011). - **Article 35 ter C (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 4013). (p. 4016). - **Article additionnel après l'article 35 ter C** (p. 4017). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexies A [nouveau], 1655 sexies B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 4022). (p. 4024). (p. 4025). (p. 4026). - **Article 35 quinquies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Renforcement de la présence des salariés au sein du conseil de surveillance des FCPE) (p. 4027). - **Article 35 sexies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Extension des conditions que les sociétés de gestion des fonds communs de placement d'entreprise doivent respecter dans l'achat ou la vente des titres ainsi que dans l'exercice des droits qui leur sont attachés) (p. 4028). - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise) (p. 4029, 4030). - **Article 35 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 135-3 et section 2 du chapitre VII du code de la sécurité sociale - Suppression de la contribution sur les abondements des employeurs au plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 4031). - **Article additionnel après l'article 35 octies** (p. 4032). - **Article 35 nonies** (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4034, 4035). (p. 4035, 4036). (p. 4037). (p. 4040, 4041). (p. 4041). - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 4044). (p. 4046). - **Articles additionnels après l'article 35 nonies** (p. 4047). (p. 4048). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié)

(p. 4051). - **Article additionnel après l'article 35 decies** (p. 4052). - **Article 35 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3324-12 et L. 3334-11 du code du travail - *Instauration d'une gestion par défaut du plan d'épargne pour la retraite collectif en fonction de l'âge*) (p. 4053). (p. 4053). - **Article additionnel après l'article 35 undecies** (p. 4054). - **Article 35 duodecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-6 du code du travail - *Possibilité pour l'employeur d'abonder le PERCO même en l'absence de contribution du salarié*) (p. 4055). (p. 4055). - **Article additionnel après l'article 35 duodecies** (p. 4056). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3314-9 et L. 3324-10 du code du travail - *Harmonisation de la date de versement des primes d'intéressement et de participation*) (p. 4056). (p. 4057). - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3322-9 du code du travail - *Négociation obligatoire d'un régime de participation par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017*) (p. 4057). - **Article 36 ter (nouveau)** (art. L. 3312-2, L. 3312-8 et L. 3312-9 [nouveau] du code du travail - *Négociation obligatoire d'un régime d'intéressement par les branches professionnelles avant le 30 décembre 2017*) (p. 4059). (p. 4059). - **Article 36 quater (nouveau)** (art. L. 3322-3 du code du travail - *Suspension pendant trois ans de l'obligation de conclure un accord de participation pour les entreprises bénéficiant d'un accord d'intéressement et franchissant le seuil de cinquante salariés*) (p. 4059). (p. 4060). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - *Modalités de mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise selon les règles en vigueur en matière de participation*) (p. 4060). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 4060). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-17 du code du travail - *Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier*) (p. 4061). (p. 4061, 4062). (p. 4063). - **Article additionnel après l'article 37 bis A** (p. 4064, 4065). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3333-7 du code du travail - *Amélioration de la gouvernance des plans d'épargne interentreprises*) (p. 4065). (p. 4066). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3334-2 du code du travail - *Assouplissement des règles relatives à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 4066). (p. 4067). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-10 et L. 3334-8 du code du travail - *Alimentation du plan d'épargne pour la retraite collectif et du plan d'épargne d'entreprise par des jours de repos non pris par le salarié*) (p. 4067). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-1 du code monétaire et financier - *Fichier bancaire des entreprises, FIBEN*) (p. 4078). - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 4078). - **Article 40 quater (supprimé)** (*Rapport sur les bourses régionales*) (p. 4080). (p. 4080). - **Article 41 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6 du code de la recherche - *Information de la communauté scientifique*) (p. 4081). - **Article 41** (art. L. 423-1 et L. 811-1 du code de la propriété intellectuelle - *Sollicitation personnalisée et publicité des conseils en propriété industrielle*) (p. 4082). - **Article 41 bis A** (art. L. 432-2 du code des assurances - *Rapport sur la garantie publique relative à la réassurance des opérations d'export de court terme*) (p. 4083). - **Article 41 bis D** (*Rapport sur la spécialisation d'un « petit nombre de magistrats » en propriété industrielle*) (p. 4083). - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 4084, 4085). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - *Filiales des centres hospitaliers universitaires*) (p. 4086). (p. 4087, 4088). (p. 4090). - **Article 43 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014*) (p. 4092). (p. 4093). (p. 4094). (p. 4094). - **Article 43 B (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, 16, 22, 23, 24 et 34 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Corrections apportées à l'ordonnance du 20 août 2014*)

(p. 4095). (p. 4096). (p. 4096). (p. 4097). (p. 4097). (p. 4098). (p. 4099). - **Article 43 C** (art. 41 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Encadrement des opérations de privatisation réalisées par les collectivités territoriales et leurs groupements*) (p. 4101). (p. 4102). - **Articles additionnels après l'article 43 C** (p. 4102). (p. 4103). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2014-948*) (p. 4103, 4104). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Abaissement des seuils entraînant la compétence du législateur en cas de privatisation d'une société détenue par l'Etat*) (p. 4106, 4107). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Abaissement des seuils entraînant la compétence de la commission des participations et des transferts en cas de transferts de participations au secteur privé*) (p. 4108). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Modalités de désignation des administrateurs des établissements publics*) (p. 4108, 4109). (p. 4109). (p. 4109). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4110). (p. 4111). (p. 4111). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Modification de la composition de la commission des participations et des transferts*) (p. 4113). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique - *Transparence des sociétés holding de l'Etat pour l'application des seuils légaux de détention*) (p. 4113). (p. 4113). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4114). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4115). (p. 4116). (p. 4116). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - *Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales*) (p. 4119, 4120). (p. 4121). (p. 4122). (p. 4123). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5124-14 du code de la santé publique - *Modification de l'obligation de détention majoritaire par l'Etat ou ses établissements du capital de la société anonyme « Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies »*) (p. 4125, 4126). (p. 4127). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'Etat dans deux grands aéroports régionaux*) (p. 4133, 4134). (p. 4136). (p. 4138). (p. 4140). (p. 4140). (p. 4140). (p. 4141). (p. 4142). (p. 4142). (p. 4143). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 4145). (p. 4146, 4147). - **Demande de priorité** (p. 4147). - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 4149).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - *Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet*) (p. 4181). (p. 4184). (p. 4191). (p. 4192). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4198, 4199). (p. 4200). (p. 4207, 4208). (p. 4212, 4213). (p. 4214). - **Article additionnel après l'article 72 (priorité)** (p. 4216). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - *Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques*) (p. 4222). (p. 4224). -

Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérégulation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4227). (p. 4229). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4231). (p. 4232). (p. 4232). (p. 4233). (p. 4234). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4236, 4237). (p. 4245, 4246). (p. 4247). (p. 4249). (p. 4250). (p. 4251). - **Article 77 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 4253). (p. 4253). (p. 4254). - **Article 78 (priorité)** (art. L. 3132-25-5 du code du travail - Ouverture dominicale des commerces de détail alimentaire dans les zones touristiques internationales et les gares après 13 heures) (p. 4256, 4257). (p. 4258). - **Article 79 (priorité)** (art. L. 3132-25-6 du code du travail - Dérégulation au repos dominical dans les gares) (p. 4259, 4260). (p. 4260). (p. 4260). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4262, 4263). (p. 4270). (p. 4273, 4274). - **Articles additionnels après l'article 80 (priorité)** (p. 4277). (p. 4279). (p. 4281). - **Article 80 bis A (priorité)** (p. 4282). - **Article 81 (priorité)** (art. L. 3132-29-1 du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 4285, 4286). (p. 4289, 4290). (p. 4291). (p. 4291). (p. 4291). (p. 4292). - **Article additionnel après l'article 81 (priorité)** (p. 4292). - **Article 81 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-29 du code du travail - Révision des arrêtés préfectoraux de fermeture des commerces) (p. 4293). (p. 4294). (p. 4294). (p. 4295). - **Article 81 ter (priorité) (supprimé)** (art. L. 3132-27-2 [nouveau] du code du travail - Concertation locale sur le travail dominical) (p. 4295). - **Article 82 (priorité)** (Entrée en vigueur de la réforme du travail dominical) (p. 4296). (p. 4297). (p. 4297). (p. 4298). (p. 4298). - **Article additionnel après l'article 82 (priorité)** (p. 4298).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Demande de réserve** (p. 4371). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1 et L. 141-1-2 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce et art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 4372). (p. 4373). (p. 4374). (p. 4374). (p. 4374). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 4376). - **Article 58 bis A** (art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées) (p. 4376, 4377). (p. 4378). (p. 4380). - **Article 58 quater** (art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication du compte de résultat pour les petites entreprises) (p. 4381, 4382). (p. 4382). (p. 4382, 4383). (p. 4383). (p. 4383). - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 4383, 4384). (p. 4385). - **Article 59 bis** (art. L. 430-2, L. 430-3, L. 430-4, L. 430-5, L. 430-7, L. 430-8, L. 461-3 et L. 954-2 du code de commerce - Modernisation des procédures suivies par l'Autorité de la concurrence en matière d'autorisation des opérations de concentration économique) (p. 4387). (p. 4387). (p. 4388). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 4389). (p. 4389, 4390). - **Article 59 ter** (art. L. 450-3 du code de commerce - Accès de l'Autorité de la concurrence aux factures détaillées des opérateurs téléphoniques dans le cadre des enquêtes de concurrence) (p. 4390). (p. 4390). (p. 4390). - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 4391). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 4392). (p. 4392). (p. 4392, 4393). - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence) (p. 4393). (p. 4393, 4394). (p. 4394). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 4396). - **Article 61** (Exonération d'utilisation de la plateforme commune de

facturation numérique pour la SNCF et la Caisse des dépôts) (p. 4397). - **Article 61 bis (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre le développement de la facturation électronique entre les entreprises) (p. 4397). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4398). (p. 4399). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades) (p. 4400). (p. 4401). (p. 4402). (p. 4402). (p. 4403). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 581-7 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades situés hors agglomération) (p. 4404). - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4405). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Coordination de références) (p. 4407). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408). (p. 4408). (p. 4409). (p. 4410). (p. 4410). - **Article 64 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Rapport annuel d'information sur les « retraites chapeau ») (p. 4411). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 4411). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4418, 4419). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4420). (p. 4421). (p. 4422). (p. 4423). (p. 4423). (p. 4424). (p. 4425). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 4426). (p. 4427). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4429, 4430). (p. 4434, 4435).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4469). - **Article 70 bis (supprimé)** (art. L. 653-8 du code de commerce - Restriction des conditions dans lesquelles le tribunal peut prononcer une sanction d'interdiction de gérer une entreprise) (p. 4470). - **Article 70 ter** (Habilitation en vue de modifier le régime applicable au gage de meubles corporels dans le code civil et au gage des stocks dans le code de commerce) (p. 4470). (p. 4470). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4476, 4478). (p. 4478). (p. 4483). (p. 4486). (p. 4488). (p. 4489). (p. 4490). (p. 4490). (p. 4491). (p. 4492). (p. 4493). (p. 4494). (p. 4497). (p. 4498). (p. 4501). (p. 4502). (p. 4503, 4504). (p. 4504, 4505). - **Article 84** (Entrée en vigueur de la réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4505). (p. 4506). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 4507). (p. 4507). (p. 4508). (p. 4508). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4510). (p. 4511). (p. 4511). (p. 4511). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4513). (p. 4514). (p. 4514, 4515). - **Article additionnel après l'article 85 bis** (p. 4516). - **Article 86 (Texte non modifié par la commission)** (art. 155 B du code général des impôts - Réforme du régime des impatriés) (p. 4519). (p. 4519). - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4521). (p. 4522). (p. 4522). (p. 4523). (p. 4523, 4524).

(p. 4526). - **Articles additionnels après l'article 86 ter** (p. 4527). (p. 4528). - **Article 87 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code du travail - Aménagement des seuils sociaux) (p. 4529). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4532). (p. 4533).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4611). (p. 4612). (p. 4612). (p. 4613). (p. 4614). (p. 4615). (p. 4615). (p. 4617). (p. 4617). (p. 4618). (p. 4618). - **Article 87 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2312-5, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2327-7 et L. 2632-1 du code du travail - Transfert au juge judiciaire de la compétence de l'autorité administrative en matière préélectorale) (p. 4619). - **Articles additionnels après l'article 88** (p. 4620). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4621, 4622). (p. 4623). (p. 4624). (p. 4624, 4625). (p. 4626, 4627). (p. 4628). - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-6 du code du travail - Prise en compte des travailleurs indépendants handicapés dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4629). - **Article 93** (art. L. 5212-7-1 [nouveau] du code du travail - Prise en compte des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4632). - **Article 93 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 4634). - **Articles additionnels après l'article 94** (p. 4637). (p. 4637). (p. 4638, 4639). - **Articles additionnels après l'article 94 bis A** (p. 4640). (p. 4641). (p. 4642). (p. 4643, 4644). (p. 4644). (p. 4645). (p. 4645). - **Articles additionnels après l'article 94 bis** (p. 4646). (p. 4647). (p. 4648). - **Article additionnel après l'article 95** (p. 4649). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 4651). (p. 4652). (p. 4653). (p. 4653). (p. 4654). (p. 4654). - **Articles additionnels après l'article 96** (p. 4655). (p. 4655). (p. 4656). (p. 4657). (p. 4657, 4658). - **Article 96 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1331-1 à L. 1331-3 [nouveaux] du code des transports - Adaptation de dispositions relatives à la lutte contre la concurrence sociale déloyale au secteur des transports) (p. 4659). (p. 4659). - **Article additionnel après l'article 96 bis** (p. 4660). - **Article 97** (art. L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics) (p. 4661). (p. 4661). - **Article additionnel après l'article 97** (p. 4662). - **Article 97 quinquièmes (nouveau)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 4666). - **Article 98 A (nouveau)** (art. L. 5125-1, L. 5125-2 et L. 5125-4 à L. 5125-6 du code du travail - Assouplissement des conditions de conclusion des accords de maintien de l'emploi et création des accords de développement de l'emploi) (p. 4670).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) (p. 4685). (p. 4686). - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4689). (p. 4690, 4691). - **Article 98 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 du code du travail - Périmètre d'application des critères relatifs à l'ordre des licenciements dans un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 4692). (p. 4692). - **Articles additionnels après l'article 98** (p. 4694, 4695). - **Article 99 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-53 du code du travail - Correction d'une erreur matérielle) (p. 4696). (p. 4696). - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et L. 1233-4-1 du code du travail - Aménagement des règles relatives aux offres de reclassement à l'étranger) (p. 4698). (p. 4699). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire) (p. 4701). (p. 4702). (p. 4703). (p. 4705, 4706). (p. 4707, 4708). (p. 4709). (p. 4710). - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-16 du code du travail - Neutralisation

des conséquences d'une annulation d'une décision de validation ou d'homologation d'un plan de sauvegarde de l'emploi pour défaut de motivation) (p. 4712, 4713). (p. 4714). - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 4717). - **Article 103** (art. L. 1233-66 du code du travail - Proposition de contrat de sécurisation professionnelle dans le cadre d'un plan de sauvegarde l'emploi) (p. 4717). (p. 4719). - **Articles additionnels après l'article 103** (p. 4720). (p. 4720). (p. 4721). (p. 4722). (p. 4722, 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4726). - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4727). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4731). - **Article 104 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des articles 98 à 103 du projet de loi) (p. 4733). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4733). (p. 4734). (p. 4736). (p. 4737). (p. 4737). (p. 4737). (p. 4738). (p. 4738). (p. 4739). (p. 4739). (p. 4739). (p. 4740). (p. 4741). - **Articles additionnels après l'article 105 A** (p. 4742). - **Articles additionnels après l'article 106** (p. 4744). (p. 4744). (p. 4745). (p. 4745). (p. 4746). (p. 4748). (p. 4749). (p. 4750). (p. 4750). - **Article 10 ter (précédemment réservé)** (art. L. 425-4 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures administratives en matière d'urbanisme) (p. 4751). (p. 4751). - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 4751, 4752). (p. 4752). - **Article additionnel après l'article 58 quater (précédemment réservé)** (p. 4752, 4753). (p. 4756, 4757).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4823, 4824).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7008, 7010). (p. 7021, 7023). - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-12, L. 2132-14, L. 2132-15, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 7025). (p. 7025). - **Article 1er quater** (art. L. 1115-1 [nouveau] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes et des services de mobilité) (p. 7027). - **Articles 1er quinquièmes A (suppression maintenue)** (art. L. 2121-1 du code des transports - Avis conforme des régions et départements sur les dessertes assurées par SNCF Mobilités) (p. 7027). - **Article 1er quinquièmes** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7029). - **Article 2** (art. L. 3111-17, L. 3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7032). (p. 7032, 7033). (p. 7035). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-3, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3421-2, L. 3451-2, L. 3452-5-1, L. 3452-6, L. 3452-7, L. 3452-8, L. 3521-5 et L. 3551-5 du code des transports - Coordination) (p. 7036). (p. 7036). - **Article 3 ter A (suppression maintenue)** (Redevance pour l'usage de la route express nouvelle entre Machilly et le contournement de Thonon-les-Bains) (p. 7037). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Gares routières de voyageurs) (p. 7038). - **Article 5** (art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-10-1, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1 A, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-17-6, L. 122-17-7, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-19-2, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier) (p. 7040). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations - Interdiction de la prolongation des concessions autoroutières) (p. 7041). - **Article 7** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la mobilité) (p. 7041). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC)

aux abords des gares et des aéroports) (p. 7042). (p. 7043). (p. 7044). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 à L. 211-6, L. 211-8, L. 213-9, L. 221-1 A, L. 221-3-1, L. 221-3-1 A, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] et L. 223-1 du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Passage des épreuves du permis de conduire - Conduite accompagnée) (p. 7046). (p. 7046). (p. 7047). - **Article additionnel après l'article 9 bis AA** (p. 7047). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Encadrement des réseaux de distribution commerciale) (p. 7049). (p. 7049, 7050). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7051, 7052). (p. 7052). (p. 7053). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 7055). (p. 7055). - **Article 11 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-7 du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 7057). - **Article 11 quater B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 7058). - **Article 11 quater C** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'une ambiguïté juridique relative à l'activité des opticiens-lunettiers) (p. 7059). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-7 [nouveaux], L. 462-2-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 7062). (p. 7062). (p. 7063). - **Article 13** (art. 1er, 5, 5-1 [nouveau], 8, 8-1, 10, 10-1 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 7064). (p. 7065). (p. 7065). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 7067). (p. 7068). - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 7069). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7069). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7071). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 7072). (p. 7073). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945

relative au statut des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné - Affiliation à la CAVOM des officiers publics ou ministériels exerçant leur profession en tant que salariés) (p. 7073). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 7074, 7075). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 7076). (p. 7076). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7077). (p. 7077). (p. 7078). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 7079). (p. 7079). - **Article 24 bis** (p. 7081). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 7083). - **Article 25 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Mise en concurrence obligatoire des syndicats ayant été désignés deux fois consécutivement) (p. 7084). - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7085). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 7087). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-7, L. 141-6, L. 141-12, L. 141-13, L. 141-14, L. 141-15, L. 141-16, L. 141-17, L. 141-18, L. 141-19, L. 141-20, L. 141-21, L. 141-22, L. 142-4 et L. 143-11 du code de commerce, art. L. 324-1 du code des assurances, art. L. 931-16 du code de la sécurité sociale, art. 201 du code général des impôts et art. 22 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce - Mesures de simplification des règles de cession d'un fonds de commerce) (p. 7088). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7090).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 141-1-1, L. 143-8, L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) aux donations) (p. 7103). (p. 7104). - **Article 30 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée - Conditions d'autorisation de l'ouverture d'un cinéma) (p. 7104). - **Article 33 bis** (art. L. 11-5-1-1, L. 111-5-1-2, L. 111-6-2-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 7105). (p. 7106). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 7107). - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau], L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans

les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7111). - **Article 33 octies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 et 3-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Clarification des règles applicables en matière de numérotation des chaînes de télévision) (p. 7113). - **Article 33 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Encadrement et régulation de l'activité des moteurs de recherche sur Internet) (p. 7114). (p. 7114). (p. 7115). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 7118). - **Article 34 bis AA** (art. 150-0 A du code général des impôts - Abattement exceptionnel sur les cessions de titres en cas de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 7118). (p. 7119). - **Article 34 bis AB** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'application du dispositif Dutreil) (p. 7119). - **Article 34 bis AC** (art. 787 B du code général des impôts - Possibilité pour les sociétés interposées de bénéficier de l'engagement collectif réputé acquis dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7120). - **Article 34 bis AD** (art. 787 B du code général des impôts - Simplification des obligations déclaratives dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7121). (p. 7122). - **Article 34 bis AE** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement du dispositif « Dutreil » en cas d'apport de titres) (p. 7123). - **Article 34 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code des assurances - Règlement d'un contrat d'assurance-vie par la remise de titres non négociables) (p. 7124). - **Article 34 bis C** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur) (p. 7124). - **Article 34 ter** (art. L. 315-2 du code de la construction - Utilisation d'un plan d'épargne logement (PEL) pour l'achat de meubles meublants) (p. 7125). - **Article 35 ter B** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Doublement du plafond du dispositif « ISF-PME ») (p. 7126). (p. 7126). - **Article 35 ter C** (art. 200-0 A du code général des impôts - Éligibilité du dispositif « Madelin » au plafonnement global des avantages fiscaux de 18 000 euros) (p. 7127). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-154, L. 214-162-1 à L. 214-162-14 [nouveaux] du code monétaire et financier, art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale, art. 8 bis, 38, 39 terdecies, 125-0 A, 150-0 A, 163 quinquies B, 209-0 A, 239 bis AB, 242 quinquies, 730 quater, 832, 1655 sexes A [nouveau], 1655 sexes B [nouveau], 1763 B et 1763 C du code général des impôts - Création de la société de libre partenariat) (p. 7130). - **Article 35 nonies** (art. L. 135-3 et L. 137-3 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 7130). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 7131). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 7132). - **Article 40 ter** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Abaissement du taux de forfait social de 20 à 8 % pendant six ans pour les très petites, petites et moyennes entreprises qui mettent en place pour la première fois un dispositif de participation ou d'intéressement) (p. 7133). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français) (p. 7135, 7136). - **Article 54 bis AA** (art. 3 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, art. L. 542-10-1 du code de l'environnement - Poursuite du projet CIGEO de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde) (p. 7138). - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5,

L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7145, 7146). (p. 7148). - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 7152). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1, L. 141-1-2, L. 213-2, L. 213-3, L. 218-3, L. 218-4, L. 218-5-1, L. 218-5-5, L. 218-5-7 [nouveau] et L. 221-6 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce, art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, et art. 17 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 7153). - **Article 58 quater** (art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication des comptes pour les petites entreprises et pour les sociétés coopératives agricoles) (p. 7154). (p. 7155). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 7158). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7162). (p. 7162). (p. 7163). (p. 7164). - **Article 77** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Volontariat des salariés travaillant le dimanche) (p. 7164). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7165). (p. 7168, 7169). (p. 7169). - **Article 81** (art. L. 3132-29-1 [nouveau] du code du travail - Travail en soirée dans les zones touristiques internationales) (p. 7171). (p. 7171). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7177). (p. 7177). (p. 7178). (p. 7180). - **Article 84 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur de la réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7180). - **Article 85** (Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance l'inspection du travail et à ouvrir un concours spécifique aux contrôleurs du travail pour accéder au corps des inspecteurs du travail) (p. 7181). - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2335-1, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave à une institution représentative du personnel) (p. 7183). (p. 7183). - **Article 86 bis A** (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie) (p. 7185). - **Article 86 quater** (commission chargée de la réforme et de la simplification du code du travail) (p. 7187). - **Article 87 A (suppression maintenue)** (art. L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, L. 2312-4, L. 2312-5, L. 2322-2 et L. 2391-1 [nouveau] du code du travail - Passage de onze à vingt-et-un salariés du seuil de mise en place des délégués du personnel et exonération des effets de seuil pendant trois ans pour les entreprises en croissance) (p. 7189). - **Article 87 B (suppression maintenue)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8, L. 2313-13, L. 2313-16, L. 2322-1, L. 2322-2, L. 2322-3, L. 2322-4, L. 4611-1, L. 4611-2, L. 4611-3, L. 4611-4, L. 4611-5 et L. 4611-6 du code du travail - Passage de cinquante à cent salariés du seuil de mise en place des délégués syndicaux, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)

(p. 7190). - **Article 87 C (suppression maintenue)** (*Fusion du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein d'une instance unique de représentation*) (p. 7191). - **Article 87 D** (art. L. 1235-3, L. 1235-3-1 [nouveau], L. 1235-3-2 [nouveau], L. 1235-4, L. 1235-5 et L. 1235-14 du code du travail - Encadrement du montant de l'indemnité prononcée par le conseil de prud'hommes en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 7193, 7194). (p. 7195). - **Article 87 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2324-13, L. 2324-18 et L. 2327-7 du code du travail - Transfert au juge judiciaire du contentieux en matière de préparation des élections professionnelles) (p. 7196). - **Article 96** (art. L. 1263-3 à L. 1263-6 [nouveaux] du code du travail - Instauration d'une décision administrative d'arrêt d'activité et d'une sanction spécifique en cas de manquement grave à l'ordre public social d'un prestataire étranger qui détache des salariés) (p. 7199). (p. 7199, 7200). - **Article 97 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8224-3, L. 8234-1, L. 8256-3, L. 8272-2 et L. 8291-1 à L. 8291-3 [nouveaux] du code du travail - Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et mesures diverses relatives à la lutte contre le travail illégal) (p. 7202). (p. 7202). (p. 7202). - **Article 97 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 4161-1, L. 4161-2, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-12 à L. 4162-14 et L. 4163-2 du code du travail, art. L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime - Simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 7203). - **Article 98 A** (art. L. 5125-1, L. 5125-2, L. 5125-4, L. 5125-5, L. 5125-6 et L. 5125-8 [nouveau] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 7205). - **Article 98 B** (art. L. 1221-2 et L. 1236-9 [nouveau] du code du travail - Contrat de projet) (p. 7206). - **Article 103 ter** (art. L. 1233-3 du code du travail - Motif économique du licenciement) (p. 7207). - **Article 104 bis (Texte non modifié par la commission)** (Congé de cinq jours pour les étudiants salariés préparant un examen) (p. 7208). - **Article 108 (Texte**

non modifié par la commission) (art. L. 711-8, L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-22 et L. 712-4 du code de commerce - Renforcement des pouvoirs des chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 7209). (p. 7209, 7210). - **Article 112 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Adaptation du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat à la nouvelle carte régionale) (p. 7210). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7216, 7217).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les objectifs du projet de loi sur les « nouvelles opportunités économiques »** - (12 novembre 2015) (p. 10704).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11827, 11830).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11831). (p. 11832). (p. 11832). (p. 11835). - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France) (p. 11838). (p. 11839). (p. 11840). - **Article 53** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Création de trois taxes affectées au financement des centres techniques industriels (CTI) et harmonisation de l'ensemble des taxes affectées aux CTI et aux comités professionnels de développement économique, CPDE) (p. 11846).

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - *Deuxième lecture* [n° 312 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2376, 2377).

- **Proposition de loi** tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-

2015]] - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5221, 5222). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5225).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6363).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences des travaux de désamiantage des navires dans notre pays** - (20 janvier 2015) (p. 425, 426). (p. 426).

- **Question orale sans débat sur l'enfouissement des voies ferrées à Sainte-Eulalie** - (24 mars 2015) (p. 2853). (p. 2854).

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 28 janvier 2015 ; membre de la commission jusqu'au 27 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 19 mars 2015.

Membre titulaire du Haut conseil à la vie associative.

Membre titulaire du Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 168 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Audition de M. Jérôme Léonnet, directeur central adjoint de la sécurité publique, chef du service central du renseignement territorial à la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2329, 2330).

- **Question orale sans débat sur le comité professionnel de distribution de carburants** - (24 mars 2015) (p. 2855, 2856). (p. 2856).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collèges** - (16 avril 2015) (p. 3903).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9403, 9405).

- **Question orale sans débat sur le tri des plastiques** - (1er décembre 2015) (p. 11987). (p. 11988).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12171). - **État B** (p. 12187).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) - rapporteur pour avis (p. 12222, 12223).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12609, 12610). - **Article 1er (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire)** (p. 12622).

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 6 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Entreprises et dynamiques sectorielles du Pacifique [n° 567 (2014-2015)] (26 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Une bannière verte et bleue pour un renouveau du tourisme dans les outre-mer [n° 1 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Environnement - Outre-mer**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Sucre des régions ultrapériphériques en danger [n° 247 (2015-2016)] (10 décembre 2015) - **Agriculture et pêche - Outre-mer**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative aux effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques [n° 282 (2015-2016)] (18 décembre 2015) - **Outre-mer - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Nathalie Morin, responsable du service France domaine.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Odile Gauthier, directrice du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (« Conservatoire du littoral »), accompagnée de M. Alain Brondeau, délégué outre-mer.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Jean-Marc Michel, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'écologie et du développement durable, accompagné de M. Alby Schmitt, Mme Hélène Montelly et M. Jan Niebudek.

Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Baïetto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-

adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Tables rondes sur les biodiversités des outre-mer confrontées au changement climatique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Tables rondes sur les biodiversités des outre-mer confrontées au changement climatique.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Nomination de rapporteurs.

Présentation du rapport d'information sur la gestion du domaine foncier de l'Etat en outre-mer.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef de secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété,

de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen du rapport d'information et de la proposition de résolution européenne afférente sur les conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers (problématique des sucres spéciaux).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 147).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 249). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 315). (p. 315).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 356).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 234 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1046, 1048). - **Article 1er** (art. L.O. 6214-7 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de l'exercice du droit de préemption par la collectivité) (p. 1057). - **Article 2 (supprimé)** (art. L.O. 6251-3 et L.O. 6214-3 du code général des collectivités territoriales - Participation de la collectivité à l'exercice des compétences de l'Etat en matière de droit pénal, de droit des étrangers et de procédure pénale) (p. 1057, 1058). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6214-3 du code général des collectivités territoriales - Transfert à la collectivité de la compétence en matière de réglementation économique des véhicules terrestres à moteur) (p. 1058, 1059). (p. 1059, 1060). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1060). (p. 1061, 1062). (p. 1061, 1062). (p. 1062, 1063). (p. 1063, 1064). (p. 1065, 1066). (p. 1066, 1067). (p. 1067). (p. 1068). - **Article 6** (art. L.O. 6214-4 du code général des

collectivités territoriales - Suppression de l'équivalence entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy en matière de prélèvements sociaux) (p. 1069). - **Article 9** (art. L.O. 6253-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de quorum, de délégation de vote, de décision et de signature au sein du conseil exécutif) (p. 1069). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-24 du code général des collectivités territoriales - Suppression d'un rapport spécial du président du conseil territorial relatif à la situation de la collectivité) (p. 1070). - **Article 11** (art. L.O. 6221-22 du code général des collectivités territoriales - Transmission des rapports et projets de délibération avant une réunion du conseil territorial) (p. 1071). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 1071). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1071, 1072).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1079, 1080).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 3189, 3190). (p. 3190).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3401). (p. 3404). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3415, 3416). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3435). (p. 3436). (p. 3436). (p. 3437). (p. 3437). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3447).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 16 bis** (art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce) (p. 3600). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3611). (p. 3616, 3617). (p. 3618).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4894).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6237, 6238).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6522, 6523).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6910, 6911). - **Article 4** (art. L. 751-1, L. 752-1, L. 752-2, L. 752-5, L. 752-6, L. 752-9, L. 752-10, L. 752-11,

L. 753-1, L. 753-2, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-8, L. 753-9, L. 754-1, L. 755-1, L. 755-3, L. 755-9, L. 755-10, L. 755-17, L. 755-19, L. 755-20, L. 755-21, L. 755-21-1, L. 755-22, L. 755-29, L. 755-33, L. 756-1, L. 756-2, L. 756-4, L. 757-1, L. 757-3, L. 758-1, L. 758-2, L. 758-3, L. 815-24, L. 821-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Application et adaptation du code de la sécurité sociale à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 6920). (p. 6921). (p. 6921). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6940, 6941). (p. 6941). - **et article additionnel après l'article 22** (p. 6962). (p. 6963). - **Article 26 bis (nouveau)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application outre-mer) (p. 6969, 6970). (p. 6970).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8705, 8706).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9017).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9815).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 9** (p. 10620). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10621, 10622). (p. 10625). (p. 10625).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10674).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer - **Discussion générale** (p. 10933, 10934).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 6264-6 du code général des collectivités territoriales et 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Diminution du montant de la dotation globale de compensation, DGC, négative due par la collectivité de Saint-Barthélemy en contrepartie de la suppression de son éligibilité au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 11440). (p. 11440).

Seconde partie :

Economie

- (28 novembre 2015) - **Article 52** (art. 1600 du code général des impôts - Création d'un fonds de modernisation et de péréquation entre les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et d'une ressource propre pour CCI France) (p. 11839).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12274, 12275).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12489). -

Article 42 bis (nouveau) (art. 199 undecies C et 244 quater X du code général des impôts - Substitution d'un agrément à une obligation de financement public pour les logements sociaux outre-mer éligibles à une défiscalisation) (p. 12498). - **Article 43** (art. 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts, et art. 16 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Aménagement des aides fiscales en faveur des investissements en outre-mer)

(p. 12502). (p. 12504). (p. 12504). (p. 12505). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12506). (p. 12507). (p. 12508). (p. 12509). (p. 12509).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la canne à sucre** - (10 décembre 2015) (p. 12718). (p. 12718).

MALHERBE (Hermeline)
sénatrice (Pyrénées-Orientales)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (commission des affaires sociales) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (commission des affaires sociales) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (commission des affaires sociales) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (commission des affaires sociales) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (commission des affaires sociales) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (commission des affaires sociales) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (commission des affaires sociales) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (commission des affaires sociales) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (commission des affaires sociales) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (commission des affaires sociales) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (commission des affaires sociales) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (commission des affaires sociales) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 951). - **Article 3** (art. L. 226-6, L. 226-9 et L. 226-10 du code de l'action sociale et des familles - Changement de dénomination de l'Oned en ONPE)

(p. 952). (p. 953). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 955). (p. 955). - **Article 8** (art. L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - Avis du juge en cas de modification du lieu d'accueil d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 960). (p. 961). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 973). - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 974).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3829). - **Article 33 sexies (supprimé)** (art. L. 36-7 du code des postes et communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement) (p. 3839).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du handicap** - (16 avril 2015) (p. 3901, 3902).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5353). (p. 5357). (p. 5374). (p. 5374). (p. 5375).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5880). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5903).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6321, 6322).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 9 bis AA** (p. 7047). - **Article 11 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-7 du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 7057). (p. 7057). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-7 [nouveaux], L. 462-2-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 7062). (p. 7062). - **Article 13** (art. 1er, 5, 5-1 [nouveau], 8, 8-1, 10, 10-1 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 7065). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 7067). (p. 7068). - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 7069). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7069). (p. 7070). - **Article 16**

(art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7070). - **Article 16 bis** (art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce) (p. 7071). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 7072, 7073). (p. 7073). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné - Affiliation à la CAVOM des officiers publics ou ministériels exerçant leur profession en tant que salariés) (p. 7073). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 7076). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7077).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 33 septies D** (art. 52-1 et 52-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 ; art. 119-1 et 119-2 [nouveaux] de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 ; art. L. 34-8-5 [nouveau], L. 35-1, L. 35-2, L. 35-2-1, L. 35-4, L. 36-6, L. 36-7 et L. 36-10 du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie) (p. 7112).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8318, 9319). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8329). - **Article 5 octodécies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac) (p. 8338).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8931). - **Article 43** (art. L. 1142-22, L. 1222-5, L. 1313-4, L. 1413-8, L. 1417-6, L. 1418-3, L. 3135-2, L. 5322-1 et L. 6113-10-1 du code de la santé publique - Représentation des usagers au sein des agences sanitaires) (p. 8932). (p. 8933). - **Article 43 quater (Texte non**

modifié par la commission) (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Droit d'alerte auprès de la Haute autorité de santé des associations d'usagers du système de santé) (p. 8945). (p. 8945).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9428, 9429). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 9435). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Bilan annuel des formations délivrées dans le département) (p. 9440). (p. 9441). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 9442).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9502). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions) (p. 9508). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9535). (p. 9538). (p. 9539). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9554). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562).

- **Question orale sans débat sur l'impact de la réforme des collèges sur l'enseignement des langues régionales vivantes** - (27 octobre 2015) (p. 9940, 9941). (p. 9941).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9966, 9967).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11, L. 444-2 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-7, L. 1271-15-1 et L. 1271-16 du code du travail, art. L. 133-5-6 et L. 133-5-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre

onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 10079). - **Article 40 ter** (art. L. 342-5 du code de l'action sociale et des familles - Sanctions applicables en cas de manquements constatés dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10090). - **Article 41 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - Publication des comptes des organismes privés gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 10091). (p. 10092). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux) (p. 10093).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (29 octobre 2015) (p. 10185).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11013, 11014). - **Article 1er** (Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie) (p. 11019).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11162).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12010, 12011).

MALHURET (Claude)
sénateur (Allier)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 210 (2014-2015)] autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique [n° 237 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Myriam Benraad, chercheuse affiliée au CERI et associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : sunnites et chiites au prisme de Daesh.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakkı Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2229, 2231).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4559, 4561).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5868, 5869).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 5925, 5926). (p. 5928). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5964). (p. 5975, 5976). (p. 5982). (p. 5987, 5988). (p. 5988). - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5994). (p. 5995). (p. 5995, 5996). (p. 5996). (p. 5997).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) (p. 6019, 6020). (p. 6024). - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 6069). (p. 6074, 6075).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).**

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8681). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8694). (p. 8695). (p. 8697). (p. 8697). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8723). (p. 8723).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 5132-10 [nouveau] du code de la santé publique - Lutte contre la résistance aux antibiotiques) (p. 8830). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-1 du code de la santé publique - Aménagement de l'interdiction des tubulures comportant du diphtalate) (p. 8842). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8847, 8848). (p. 8849). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Organisation par la Haute autorité de santé de consultations avec les entreprises de produits innovants préalablement à l'évaluation par essais cliniques) (p. 8851). (p. 8852). - **Article 42 (Habilitation à réformer le système d'agences sanitaires par ordonnance)** (p. 8897). (p. 8897). - **Article 42 quater** (art. L. 3132-1, L. 3132-3, L. 3133-1,

L. 3133-2, L. 3133-3, L. 3133-4, L. 3133-7, L. 3134-1, L. 3134-2 et L. 3134-3 du code de la santé publique - Réserve sanitaire) (p. 8903). (p. 8904).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé) (p. 8934). (p. 8935, 8936). (p. 8936). (p. 8936). (p. 8936). (p. 8938). (p. 8938). (p. 8939). (p. 8939). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1451-1 et L. 1451-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale - Rôle des agences sanitaires en matière de liens d'intérêt) (p. 8942). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8962). (p. 8963). (p. 8964). (p. 8965, 8966).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9056). (p. 9057). (p. 9057). (p. 9058). (p. 9058, 9059). (p. 9070, 9071). (p. 9075). (p. 9075). (p. 9076). (p. 9076). (p. 9076). (p. 9077). (p. 9077). (p. 9077). (p. 9078).

MANABLE (Christian)
sénateur (Somme)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Xynthia, 5 ans après : pour une véritable culture du risque dans les territoires [n° 536 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues

de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (délégation aux collectivités territoriales) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Groupe de travail relatif aux négociations internationales sur le climat et l'environnement - Communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause

de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 83).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 453).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5480). (p. 5481).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement européen dans le domaine des transports** - (2 juillet 2015) (p. 7229).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8322).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8415, 8416).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9249).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 1er ter** (art. 706-34-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Protection des personnes victimes de la traite des êtres humains, du proxénétisme ou de la prostitution) (p. 9616).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9977, 9978).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12229, 12230).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12616, 12617).

MANDELLI (Didier)
sénateur (Vendée)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 10 février 2015 ; nouvelle nomination le 10 février 2015 ; puis vice-président le 11 février 2015 ; nouvelle nomination du 11 février 2015 au 25 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la conférence de la ruralité le 24 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale Croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Loïc Aubouin, directeur juridique de Bouygues construction.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de Mme Catherine Jacquot et de M. Denis Dessus (ordre des architectes).

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Gilles de Bagneux, président du comité de la commande publique au Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Audition de Mme Emmanuèle Perron, présidente de la commission des marchés à la Fédération nationale des travaux publics.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Compte-rendu par Mme Brigitte Gonthier-Maurin et par M. Didier Mandelli d'un déplacement à Madagascar (suite du travail de la délégation sur les femmes et le dérèglement climatique).

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 988, 989).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 1536). (p. 1537). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de

travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1559).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5199).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6229, 6230).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6473).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 30 quinquies (suppression maintenue)** (art. L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée - Conditions d'autorisation de l'ouverture d'un cinéma) (p. 7104).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9888, 9889).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le phénomène d'invasion des frelons asiatiques** - (24 mars 2015) (p. 2865, 2866).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Coordination des actions d'aménagement des gares routières*) (p. 3319). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3321). (p. 3323). (p. 3324).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - *Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical*) (p. 4241). (p. 4241).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 4360). (p. 4360). - **Article 56 bis** (art. 1244-4 [nouveau] et 2238 du code civil, art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution - *Procédure amiable de recouvrement de créance par délivrance de titre exécutoire*) (p. 4362). (p. 4362). (p. 4364). - **Article 57** (*Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession*) (p. 4366). (p. 4366). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 4368). (p. 4369). (p. 4370). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Faculté pour les administrations financières dans les départements d'outre-mer d'attester de la capacité d'une entreprise à obtenir un marché public, pour les dispenser de fournir des attestations fiscales et sociales*) (p. 4370).

- **Question orale sans débat sur la situation des chrétiens d'Orient** - (12 mai 2015) (p. 4811, 4812).

- **Question orale sans débat sur la situation des sans domicile fixe dans les centres-villes** - (12 mai 2015) (p. 4812, 4813).

- **Question orale sans débat sur la place de l'éducation nationale dans le système de formation par apprentissage** - (12 mai 2015) (p. 4813).

- **Question orale sans débat sur le classement du collège Kerhallet de Brest en réseau d'éducation prioritaire renforcé** - (12 mai 2015) (p. 4814).

MANDON (Thierry)

secrétaire d'État auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

(à partir du 17 juin 2015)

secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification (jusqu'au 16 juin 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'ouverture des bibliothèques publiques et l'accès du plus grand nombre à la culture** - (20 janvier 2015) (p. 420, 421).

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'éducation prioritaire dans les Hauts-de-Seine** - (20 janvier 2015) (p. 421, 422).

- **Question orale sans débat sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (20 janvier 2015) (p. 423).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des devis-modèles en matière funéraire** - (24 mars 2015) (p. 2862).

- **Question orale sans débat sur l'engorgement des tribunaux administratifs en matière de contentieux de l'urbanisme** - (24 mars 2015) (p. 2863).

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi ALUR en milieu rural** - (24 mars 2015) (p. 2864, 2865).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6230, 6233).

- **Question orale sans débat sur les statistiques sur l'illettrisme en Picardie et en particulier dans l'Aisne** - (7 juillet 2015) (p. 7253, 7254).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'attribution de la majoration forfaitaire du fonds de soutien aux activités périscolaires pour les écoles rurales** - (7 juillet 2015) (p. 7255).

- **Question orale sans débat sur la résidence alternée et l'attribution de la bourse de l'enseignement supérieur sur critères sociaux** - (7 juillet 2015) (p. 7256).

- **Question orale sans débat sur l'occupation illégale de territoires** - (7 juillet 2015) (p. 7257).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8097, 8098).

- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des otages victimes de terrorisme** - (27 octobre 2015) (p. 9938, 9939).

- **Question orale sans débat relative au prélèvement sur les fonds de roulement des universités** - (27 octobre 2015) (p. 9940).

- **Question orale sans débat sur l'impact de la réforme des collèges sur l'enseignement des langues régionales vivantes** - (27 octobre 2015) (p. 9941).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les voitures à hydrogène** - (3 novembre 2015) (p. 10255).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11743, 11746). - **État B** (p. 11748). (p. 11750). (p. 11752).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12176, 12179). - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12179). (p. 12180). (p. 12180). (p. 12181). (p. 12182). (p. 12182). (p. 12183). (p. 12184). (p. 12184, 12185). (p. 12185). - **État B** (p. 12186, 12187). (p. 12188). (p. 12189). (p. 12190). (p. 12191). (p. 12192).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie nationale de la recherche** - (15 décembre 2015) (p. 13097).

MARC (Alain)
sénateur (Aveyron)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative à l'inflation législative [n° 268 (2014-2015)] (29 janvier 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 391 (2014-2015)] tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 433 (2014-2015)] (12 mai 2015)

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sécurité [n° 170 tome 15 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean Danet, candidat proposé par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de MM. Patrick Kessel, président du Comité laïcité République, et Alain Seksig, responsable de la mission laïcité du Haut conseil à l'intégration de 2010 à 2013, membre du Comité laïcité République.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française

- Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 391).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 440).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 904, 905).

- **Question orale sans débat sur la situation des interprètes afghans** - (10 mars 2015) (p. 2361, 2362). (p. 2362).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5214, 5216).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Article 33 bis**

(supprimé) (*Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes*) (p. 8785).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8823).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9234). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé et structure du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 9250). - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9251).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9406, 9407).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9973, 9974).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation globale de fonctionnement** - (3 novembre 2015) (p. 10253, 10254). (p. 10254).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10310).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10733). (p. 10734). (p. 10736).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11469).

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11895, 11896).

Sécurités

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11910).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11945, 11946).

- **Question orale sans débat sur les sapeurs-pompiers volontaires** - (1er décembre 2015) (p. 11985). (p. 11986).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12293, 12294).

MARC (François)
sénateur (Finistère)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 18 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 552 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 685 (2014-2015)] (16 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Affaires européennes [n° 164 tome 2 fasc. 2 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviuta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

(*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Querou-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants

auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de taxe sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Bethèze, économiste.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le

changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme

« Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du lundi 7 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication de Mme Michèle André et M. François Marc.

Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 390).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 2** (*Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques*) (p. 1461, 1462).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 50** (*art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité*) (p. 2095).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 10 A (supprimé)** (*art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale*) (p. 3423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme budgétaire** - (16 avril 2015) (p. 3898).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma*

régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5369). (p. 5370). (p. 5374).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6291, 6292).

- **Question orale sans débat sur l'addiction aux jeux d'argent en ligne** - (23 juin 2015) (p. 6621). (p. 6622).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7461).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8708, 8709).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8727). (p. 8728).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9986, 9987).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Charte européenne des langues régionales** - (29 octobre 2015) (p. 10182).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11099, 11100).

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 11113, 11114).

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2015) - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème*) (p. 11176).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant*) (p. 11217, 11218).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 3 ter (nouveau)** (*art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire*) (p. 11314). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11330). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11335). - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement*) (p. 11358). (p. 11361). - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 11379). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11382, 11383). - **Article 10** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la*

rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11429).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11570, 11571).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11603). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11618). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11624).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11656). (p. 11665, 11666).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12157, 12158).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12259).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12383). (p. 12385). - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12390). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12439).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12470). (p. 12471). - **Article 39 duodecies (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation d'une partie des ressources du Fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à la Société nationale de secours en mer, SNSM) (p. 12476). (p. 12476). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12479, 12480). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12491).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12774). (p. 12778). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12794). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12812). (p. 12813). - **Article 12** (art. 265 du code des douanes - Encouragement à l'utilisation du super sans plomb 95-E10) (p. 12824, 12825).

MARIE (Didier)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la conférence nationale des services d'incendie et de secours le 25 mars 2015 ; nouvelle nomination le 16 septembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Plan d'investissement pour l'Europe [n° 298 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe [n° 143 (2015-2016)] (5 novembre 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le plan d'investissement pour l'Europe : une opportunité pour les collectivités territoriales [n° 144 (2015-2016)] (5 novembre 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviūta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Eric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 506).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles*) (p. 589). (p. 595).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du site de UPM-Kymmene et l'avenir de la filière bois et papier** - (17 février 2015) (p. 1835). (p. 1836).

- **Question orale sans débat sur le renforcement du personnel de la maison de justice et du droit d'Elbeuf** - (10 mars 2015) (p. 2354, 2355). (p. 2355).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6213, 6214).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6305, 6306).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** [n° 376 (2014-2015)] - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9767, 9768).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2015) - **Article 1er** (*Établissement, publicité et mise en œuvre et sanctions du plan de vigilance*) (p. 11051). - **Article 2** (*Responsabilité des sociétés tenues d'établir un plan de vigilance*) (p. 11055). - **Article 3** (*Application dans les îles Wallis et Futuna*) (p. 11057).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11490).

Seconde partie :

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12397). (p. 12398).

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

Démissionnaire le 7 janvier 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 8 janvier 2015.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (26 janvier 2015).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UDI-UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 16 janvier, 12, 17 février, 11, 18, 30 mars, 13, 17 avril, 4, 5, 13, 29 mai, 1er, 2, 3, 16, 17, 22 juin, 13, 15, 20, 21 juillet, 18, 28, 29, 30 septembre, 27, 29 octobre, 20, 21, 23, 25 novembre, 3, 11 et 17 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social jusqu'au 5 juin 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le coût de l'organisation des élections [n° 123 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 164 tome 3 annexe 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 685). (p. 695). (p. 698). (p. 702). (p. 703). (p. 703, 704). (p. 705, 706). (p. 706). (p. 706). (p. 708). (p. 709). (p. 709). (p. 710). (p. 710). (p. 711). (p. 714). (p. 715). (p. 715). (p. 715). (p. 716). (p. 718). (p. 721). (p. 722). (p. 725). (p. 726). (p. 731, 732). (p. 733). (p. 734). (p. 734). (p. 735). (p. 736). (p. 737). (p. 737). (p. 739).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3397, 3398). - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). - **Article 11 quater C (nouveau)** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'un obstacle à l'activité des opticiens-lunetiers) (p. 3491, 3492). (p. 3492).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5572, 5573).

- **Suite de la discussion** (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et

L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5751). (p. 5762). (p. 5763). (p. 5767). (p. 5768). (p. 5771). (p. 5779). (p. 5781). (p. 5786). (p. 5786). (p. 5793). (p. 5793). (p. 5795). (p. 5796). (p. 5804). (p. 5804). (p. 5804). (p. 5805). (p. 5810). (p. 5815). (p. 5816). (p. 5818). (p. 5820). (p. 5820). (p. 5823). - **Articles additionnels après l'article 17 septdécies (précédemment réservés)** (p. 5824, 5825).

- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des ex-otages victimes de terrorisme** - (27 octobre 2015) (p. 9938). (p. 9939).

- **Hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015** - (20 novembre 2015) (p. 11170).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11929, 11930).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 11935). (p. 11937).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 20** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 1729 C et 1754 du code général des impôts - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12885). (p. 12886). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12891, 12892). (p. 12892). (p. 12893).

MASCLET (Patrick)

sénateur (Nord)

UMP, puis Les Républicains

Devenu sénateur le 22 avril 2015 (en remplacement de M. Jean-René Lecercf, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 166 tome 9 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

MASSON (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à mieux préciser l'interdiction de toute combinaison des trois couleurs nationales sur les documents électoraux [n° 404 (2014-2015)] (10 avril 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à certaines recommandations de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques [n° 471 (2014-2015)] (28 mai 2015)

Proposition de loi tendant à préserver les droits à retraite des élus locaux [n° 488 (2014-2015)] (8 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer en Alsace-Moselle les dispositions relatives aux ententes, conventions et conférences intercommunales [n° 513 (2014-2015)] (10 juin 2015)

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les retraités du crédit d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile [n° 537 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à permettre une sélection à l'entrée des universités lorsque les candidatures dépassent les capacités d'accueil [n° 679 (2014-2015)] (10 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à permettre aux régions d'instaurer une écotaxe sur les poids lourds [n° 44 (2015-2016)] (12 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser la police nationale à utiliser des armes de service dans les mêmes conditions que la gendarmerie [n° 156 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer** [n° 231 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Article unique** (p. 1171).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte** [n° 264 (2014-2015)] - (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22** *decies* (p. 1841).

- **Projet de loi relatif au renseignement** [n° 461 (2014-2015)] - (3 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5945).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France** [n° 717 (2014-2015)] - (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9489).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016** [n° 128 (2015-2016)] - (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10963).

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 2015) (p. 12586).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UDI-UC

NOMINATIONS

Président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 7 octobre 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la SNCF le 9 avril 2015.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte [n° 345 (2014-2015)] (17 mars 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 141 (2015-2016)] (5 novembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Couverture numérique des territoires : veiller au respect des engagements pour éviter de nouvelles désillusions [n° 193 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de M.M. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Questions diverses.

Vote sur la proposition de nomination du président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Modernisation de notre système de santé - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Votes sur les propositions de nominations du président du conseil de surveillance, du président du directoire et du président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du vendredi 10 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique - Examen d'un amendement.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Désignations de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Missions d'information - Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Van de Maele, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de l'établissement public de Paris-Saclay.

Communications diverses.

Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen des amendements au texte de la commission.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Désignation des candidats appelés à faire partie de la commission mixte paritaire.

Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Organisme extra-parlementaire - Désignation.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Energie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Votes reportés sur les rapports pour avis « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - « Transports routiers » et « Biodiversité - Transition énergétique ».

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Désignation d'un rapporteur.

Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Saisine pour avis et nomination d'un rapporteur.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1153).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1214).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (13 février 2015) - président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 1630, 1631). - **Article 9 B** (*Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre*) (p. 1637). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1657). - **Article 9 bis A** (*art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés*) (p. 1666, 1667). - **Article 14 quater** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage*) (p. 1705, 1706). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1722). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1727).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 decies** (p. 1841, 1842). - **Article 38 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 146-4-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Implantations d'éoliennes terrestres sur le territoire des communes littorales*) (p. 1937, 1938). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1944). - **Article 38 bis D (nouveau)** (*art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE*) (p. 1952). (p. 1953).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1965, 1966). (p. 1966). (p. 1967).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2178, 2180).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2258, 2260).

- **Question orale sans débat sur le point d'étape sur le plan France très haut débit** - (7 avril 2015) (p. 3119). (p. 3120).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quinquies (nouveau)** (*art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 3225). (p. 3226).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3816). (p. 3816). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3824). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3827). - **Article 33 bis** (*art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs*) (p. 3831). - **Article 33 quater** (*art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques*) (p. 3832, 3833). (p. 3833). - **Article 33 sexies (supprimé)** (*art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Rapport annuel de l'ARCEP sur l'effort d'investissement*) (p. 3838). - **Article 33 septies C** (*Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit*) (p. 3841). (p. 3843). (p. 3844, 3845).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3873, 3874).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (*art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire*) (p. 4323, 4324).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - président du groupe interparlementaire d'amitié France-Ukraine - **Discussion générale** (p. 4555, 4556).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6153, 6154).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7378).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er quinquies** (*art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 7029). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations - Interdiction de la prolongation des concessions autoroutières*) (p. 7040, 7041).

- **Question orale sans débat sur le bilan du pacte santé-territoire et l'évolution de la démographie médicale** - (7 juillet 2015) (p. 7252). (p. 7252, 7253).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique*) (p. 7545, 7546).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 13** (*art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code des collectivités territoriales articles L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2, L. 228-3 du code de l'environnement - Création des zones à circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules*) (p. 7574). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, art. L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national*) (p. 7581). (p. 7583). (p. 7585). (p. 7586). - **Article 19** (*art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets*) (p. 7598). (p. 7600). (p. 7600, 7601). - **Article 38 bis BA** (*art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation*) (p. 7642). (p. 7643, 7644). - **Article 46 bis** (*art. L. 271-1, art. L. 271-2 à L. 271-4 [nouveaux], art. L. 321-15-1, L. 322-8, L. 121-6, L. 121-8-1 [nouveau], L. 121-10, L. 123-1 à L. 123-3, L. 321-12 du code de l'énergie et article 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité*) (p. 7661). (p. 7662). (p. 7663). (p. 7663). - **Article 48** (*art. L. 133-2, art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 225-100-2 et L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 511-41-1 B et L. 53-22-1 du code monétaire et financier - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 7665). (p. 7666). - **Article 48 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de*

plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 7667). (p. 7667).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7743). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7754, 7755).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques) (p. 8086).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8494). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8499, 8500).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8518).

- président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8520). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8525). (p. 8527, 8528). (p. 8530, 8531). (p. 8532).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8926).

- **Question orale sans débat sur le « pacte financier » pour les communes nouvelles créées après le 1er janvier 2016** - (13 octobre 2015) (p. 9475). (p. 9476).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - président de la

commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 9580, 9581). - **Article 3** (art. L. 5343-3 du code des transports - Définition des ouvriers dockers professionnels mensualisés) (p. 9590). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9599, 9600).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9775, 9777).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9831). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9847, 9848).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10929). (p. 10948, 10949).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 20** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public) (p. 11495). (p. 11497).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11622).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des négociations sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (10 décembre 2015) (p. 12715, 12716). (p. 12716).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12722, 12723).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Eric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1239).

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels - Approbation de l'accord entre la France et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Buat, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Hauts-de-Seine, délégué du président de la CCI Paris-Ile-de-France.

Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Alain Piquet, président de la commission des marchés à la Fédération française du bâtiment.

Audition de M. Bruno Carrière, directeur général de l'Union des hôpitaux pour les achats (UniHA).

Audition de M. Gilles de Bagneux, président du comité de la commande publique au Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Audition de Mme Emmanuèle Perron, présidente de la commission des marchés à la Fédération nationale des travaux publics.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant** [n° 147 (2014-2015)] - (28 janvier 2015) - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 973).

MÉDEVIELLE (Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables : Prévention des risques - Météorologie [n° 169 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'activité du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) par son président, M. Didier Houssin.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la couverture mobile du territoire** - (3 février 2015) (p. 1091). (p. 1092).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2268, 2270).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3252). (p. 3255). (p. 3261).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 5** (*art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier*) (p. 3339). (p. 3341). (p. 3349). - **Articles additionnels après l'article 5**

(p. 3356). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 3357). - **Article 8 quater** (art. L. 213-1 et L. 213-5 du code de la route - Simplification de la procédure d'agrément des établissements d'enseignement et de formation en matière de conduite et de sécurité routière) (p. 3370). - **Article 8 quinquies** (art. L. 213-2 du code de la route - Contrat entre l'établissement d'enseignement à la conduite et à la sécurité routière et l'élève) (p. 3373). (p. 3374). (p. 3374).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3393, 3394). (p. 3399). (p. 3399, 3400). (p. 3401). (p. 3401, 3402). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3451).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 nonies** (p. 3521). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3538, 3539).

- **Question orale sans débat sur les dispositions relatives à l'inscription sur les listes électorales spéciales en Nouvelle-Calédonie** - (9 juin 2015) (p. 6127, 6128). (p. 6128).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6323, 6324). - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6336).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Informations des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8809, 8810). (p. 8816). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques

adaptées) (p. 8819). (p. 8822). (p. 8823). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8824). (p. 8826).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9887, 9888). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 9904).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10734). (p. 10736). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10747). (p. 10748). (p. 10748).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 57** (art. L. 161-23-1, L. 341-6, L. 351-11, L. 353-5, L. 356-2, L. 413-7, L. 434-1, L. 434-2, L. 434-6, L. 434-16, L. 434-17, L. 551-1, L. 723-11-2 [nouveau], L. 816-2 et L. 861-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 211-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 732-24, L. 751-46, L. 752-6, L. 753-8 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime ; art. 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, art. 5 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 - Modification des règles de revalorisation des prestations de sécurité sociale) (p. 10909).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12006).

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP, puis Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) le 19 mars 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 229 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Médias, livre et industries culturelles : livres et industries culturelles [n° 168 tome 4 fasc. 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement : communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviūta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission

européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport sur la révision de la directive 2001-29-CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de M. Pierre Sirinelli, professeur à l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, membre du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyst, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

(*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Économie, finances et fiscalité - Enjeux du big data : communication de Mme Colette Mélot et M. André Gattolin.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Audition de M. Yves Bigot, directeur général de TV5Monde.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Peter Ricketts, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) - Communication.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Louis Nègre.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le

droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 363, 364).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1283, 1284). - **Article 1er** (*Homologation des barèmes des messageries par le Conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1291). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2 et 6 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 - Publication des annonces judiciaires et légales*) (p. 1307). (p. 1308). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1311). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 1312).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1323, 1324).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2419).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3063, 3064).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3088, 3089).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (13 avril 2015) - **Article 16 bis** (*art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce*) (p. 3600). - **Article 19** (*art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et*

des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3616). (p. 3616). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3623). (p. 3624).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3935).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4487). (p. 4488). (p. 4495). (p. 4496). (p. 4497). (p. 4497). (p. 4497).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4616). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4621). (p. 4622).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5209, 5210).

- **Question orale sans débat sur le site des archives nationales de Fontainebleau** - (26 mai 2015) (p. 5256). (p. 5257).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 17 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales - Dispositif dérogatoire de retrait d'une commune d'une communauté de communes ou d'agglomération) (p. 5570).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6066).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6302).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6741, 6742). (p. 6742).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 23 sexies** (p. 6866). (p. 6867). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 6868). (p. 6868).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8415).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9978, 9979).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) (p. 12175).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12206).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13111).

MERCIER (Marie)
sénatrice (Saône-et-Loire)
Les Républicains

Devenu sénateur le 12 juin 2015 (en remplacement de M. Jean-Patrick Courtois, déclaré démissionnaire d'office de son mandat par le Conseil constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 17 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 248 (2014-2015)] (27 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 280 (2015-2016)] (17 décembre 2015) - **Police et sécurité - Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Justice et affaires intérieures - Déchéance de nationalité et conventions européennes : communication de M. Michel Mercier.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyst, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennevier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennevier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 42).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 92). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 100). (p. 100). - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 112).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 217).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6,*

L. 131-7 et L. 132-1 du code de tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique (p. 240). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive) (p. 271). (p. 273, 274). (p. 301). (p. 301). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 1231-6, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3332-8, L. 3111-9 et L. 3111-10 du code des transports, section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 316). (p. 316). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 2213-1, L. 2512-13, L. 2521-2, L. 3131-2, L. 3221-4, L. 3321-1, L. 3332-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4141-2, L. 4231-4, L. 4231-4-1 [nouveau], L. 4271-1 [nouveau], L. 4271-2 [nouveau], L. 4321-1, L. 4331-2, L. 4437-3, L. 5215-20, L. 5215-31, L. 5216-5, L. 5217-2, L. 5219-1 et section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; L. 111-1, L. 112-3, L. 114-3, L. 116-2, L. 116-3, L. 119-1, L. 121-1, L. 122-5, L. 123-2, L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 131-3, L. 131-4, L. 131-5, L. 131-6, L. 131-7, L. 131-8, L. 151-1, L. 151-2, L. 153-1, L. 153-2, L. 153-3, L. 153-4 du code de la voirie routière, art. L. 110-2, L. 411-1, L. 411-3 du code de la route, art. L. 121-18, L. 131-3, L. 131-5, L. 131-7 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Transfert à la région de la gestion de la voirie relevant des départements) (p. 338, 339).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 401, 402).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 462). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 464). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 476).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 805). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 825, 826). - **Article 37** (Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'Etat des compétences transférées) (p. 868).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 877, 878).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1336, 1338).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2301, 2302).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du

séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5052).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5290, 5291).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5379). (p. 5384).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5455). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5490). (p. 5493). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5530). (p. 5535, 5536). - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5573).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5598). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5614). (p. 5616). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5641). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5651). (p. 5654). - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5662, 5663). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5682).

- **Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7789, 7790).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9214).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9238). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9244). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 313-3 et L. 313-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motifs de refus ou de retrait du titre de séjour) (p. 9269).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9484, 9485).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10261, 10262). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10285, 10286). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'État - *Nomination des procureurs généraux*) (p. 10288, 10289). (p. 10289).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10330).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique**

n° 120 (2015-2016). - (4 novembre 2015) - **Article 3** (*Conciliation préalable à la saisine de la juridiction de proximité ou du tribunal d'instance*) (p. 10346). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 123-4 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - *Mutualisation des effectifs de greffe*) (p. 10371). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - *Contraventionnalisation de certains délits routiers*) (p. 10377). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10385).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11137, 11139).

MEUNIER (Michelle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Rapporteuse de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé jusqu'au 20 décembre 2015.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 444 (2014-2015)] relative à la protection de l'enfant [n° 32 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur la proposition de loi [n° 519 (2014-2015)] visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées [n° 37 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées [n° 171 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « Interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme Caroline Rebhi, responsable de la commission « éducation à la sexualité », et Mme Catherine Kapusta-Palmer, membre du Conseil national du sida, responsable du programme « Femmes et VIH » du Mouvement français pour le planning familial (MFPF).

Santé - Audition de Mme le professeur Karine Clément, directrice de l'Institut de cardio-métabolisme et nutrition (ICAN).

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences conjugales - Audition de M. Luc Frémot, avocat général à la Cour d'appel de Douai.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé des femmes - Audition de M. le docteur Bernard Guillon, gynécologue-obstétricien, président fondateur de l'Association pour le développement de la santé des femmes (ADSF).

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Désignation d'un vice-président et échange de vues sur les travaux de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Femmes et lutte contre le changement climatique - La délégation aux droits des femmes et la COP 21 : bilan de la table ronde du jeudi 25 juin 2015.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Michèle Ramis, ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée, sur les femmes victimes de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi

visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Elisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la MIPROF (mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 555, 556).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Demande de réserve** (p. 939).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 947). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 948, 949). (p. 952). - **Article 3** (art. L. 226-6, L. 226-9 et L. 226-10 du code de l'action sociale et des familles - Changement de dénomination de l'ONED en ONPE) (p. 952). (p. 953). - **Article 4** (art. L. 2112-1 du code de la santé publique - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance au sein de chaque service départemental de PMI) (p. 953). (p. 954). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 954). (p. 955). (p. 955). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 956). - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 957). (p. 957). - **Article 6** (art. L. 223-1, L. 223-1-1 nouveau et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Définition des actes usuels) (p. 960). - **Article 8** (art. L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - Avis du juge en cas de modification du lieu d'accueil d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 961). (p. 962). - **Article 12 (supprimé)** (art. 370 du code civil - Réforme des règles de révocabilité de l'adoption simple) (p. 963). (p. 964). - **Article 13** (art. 223-7 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une obligation de suivi médical, psychologique et éducatif en cas de reconnaissance d'un enfant né sous le secret) (p. 966). (p. 966). - **Article 14 (supprimé)** (art. 346 et 360 du code civil - Extension des cas de ré-adoptabilité aux enfants adoptés admis en qualité de pupilles de l'État) (p. 967). (p. 968). - **Article 15** (art. 345 et 353 du code civil et art. 1170 du code de procédure civile - Prise en compte de l'avis de l'enfant dans la procédure d'adoption) (p. 969). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Aligement du tarif appliqué aux successions en matière d'adoption simple sur le taux applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 970). - **Article 17** (art. 375-1 du code civil - Désignation systématique d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative) (p. 970). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 971). (p. 972). (p. 973). - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 974, 975). - **Article 19** (art. 224-8 du code civil - Sécurisation du dispositif de recours contre l'arrêté d'admission d'un enfant en qualité de pupille de l'État) (p. 975). - **Article 20** (art. 378 du code civil - Retrait automatique de l'autorité parentale) (p. 976).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2102, 2103). (p. 2103).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)] (suite)** - (11 mars 2015) - auteur de la

proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2448).

- Rapporteur - **Article 22** (art. 222-24, 222-28, 222-30, 222-32-1 nouveau, 227-26, 227-27-1A nouveau et 227-27 du code pénal - Création d'une qualification pénale de l'inceste valant circonstance aggravante d'infractions à caractère sexuel) (p. 2450). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2457).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 2613, 2614). (p. 2614). - **Articles additionnels après l'article 15 bis A** (p. 2635). - **Article 28 bis** (art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français) (p. 2658).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2672). (p. 2674). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 2698, 2699). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2710). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2729). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 2731, 2732). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 2745). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 2747). (p. 2751).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 2785, 2786). - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2791). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2799). (p. 2801). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 2802). - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2807). (p. 2808).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes et l'égalité professionnelle** - (19 mars 2015) (p. 2819).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2838).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2915, 2917).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, LCEN - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 2928). - **Article 1er ter A (supprimé)** (Domiciliation des personnes prostituées) (p. 2929). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 2931). (p. 2932). (p. 2933).

- (p. 2934). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) (p. 2935). (p. 2935, 2936). (p. 2937). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux victimes du proxénétisme et de la prostitution de l'accueil en centres d'hébergement et de réinsertion sociale dans des conditions sécurisantes) (p. 2938). - **Article 11** (art. 2-22 du code de procédure pénale - Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer des droits reconnus à la partie civile) (p. 2939). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2939). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2942). (p. 2947). - **Intitulé du chapitre II (précédemment réservé)** (p. 2948). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2952, 2953). (p. 2957). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels) (p. 2958). - **Article 4 (précédemment réservé)** (art. 225-24 du code pénal - Création d'un fonds pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement des personnes prostituées) (p. 2959). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2960). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2962).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5882, 5883).
- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6326).
- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6477).
- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6688). (p. 6707).
- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6779). (p. 6780).
- **Question orale sans débat sur la gynécologie médicale** - (21 juillet 2015) (p. 7989). (p. 7989, 7990).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8012, 8013).
- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé en milieu scolaire) (p. 8178, 8179).
- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes) (p. 8214). (p. 8214).
- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8371).
- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 21 bis (précédemment réservé)** (p. 8678). (p. 8679).
- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 40 bis (supprimé)** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité et de gestion de la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8889).
- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9422, 9423).
- **Rapporteur - Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 9434, 9435). (p. 9436). (p. 9437). - **Article 1er bis** (art. L. 112-5 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole départemental de coordination des acteurs de la protection de l'enfance) (p. 9438). (p. 9439). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Bilan annuel des formations délivrées dans le département) (p. 9440). (p. 9440). (p. 9441). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 9443). (p. 9443).
- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 4 bis (suppression maintenue)** (art. L. 221-3 du code de l'action sociale et des familles - Validation par l'autorité centrale des demandes de renseignements relatives à un mineur ou à une famille formulée par une autorité étrangère) (p. 9494). - **Article 5 AA (supprimé)** (art. L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles - Evaluation des informations préoccupantes par une équipe pluridisciplinaire) (p. 9496). - **Article 5 AB (supprimé)** (art. L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Modification des règles de saisine de l'autorité judiciaire en cas de maltraitance) (p. 9497). - **Article 5 B** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Possibilité pour le président du conseil départemental de confier un mineur à un tiers bénévole) (p. 9498). - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9499). - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie) (p. 9504). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions) (p. 9506). (p. 9507). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 9533, 9534). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9535). (p. 9535). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 9539). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 373-2-9 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge aux affaires familiales relative à l'exercice du droit de visite dans un espace de rencontre spécifiquement désigné) (p. 9540). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 375-7 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge des enfants relative à la médiatisation du droit de visite d'un parent) (p. 9542). - **Article 6 quater (supprimé)** (art. 378-1 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas d'exposition de l'enfant à des agissements violents) (p. 9543). - **Article 7** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 9544). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546). - **Article 13 bis**

(art. L. 225-1 du code de l'action sociale et des familles - *Projet de vie des enfants admis en qualité de pupille de l'Etat*) (p. 9547). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 353 du code civil - *Audition par le juge de l'enfant en voie d'être adopté*) (p. 9547, 9548). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - *Alignement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe*) (p. 9549). - **Article 17 (supprimé)** (art. 388-2 du code civil - *Désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative*) (p. 9550). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 et 381-2 [nouveaux] du code civil et L. 224-4 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon*) (p. 9551). (p. 9551). - **Article 21 bis A** (art. 378-1 du code civil - *Élargissement de la liste des titulaires de l'action en retrait de l'autorité parentale*) (p. 9552). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - *Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 9554). (p. 9555). - **Article 22** (art. 222-31-1, 222-31-2, 222-27-2-1 [nouveau] et L. 227-27-3 du code pénal - *Introduction de la notion d'inceste dans le code pénal*) (p. 9557). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille*) (p. 9559). (p. 9560). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - rapporteur de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel - **Discussion générale** (p. 9602, 9604). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - *Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet*) (p. 9614). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - *Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure*) (p. 9617). - **Article 6** (art. L. 316-1 et L. 316-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Admission au séjour des étrangers victimes de la traite des êtres humains ou du*

proxénétisme) (p. 9619). (p. 9619). (p. 9620). (p. 9621). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 du code de procédure pénale - *Admission des associations dont l'objet est la lutte contre le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'action sociale en faveur des personnes prostituées, à exercer les droits reconnus à la partie civile*) (p. 9623). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - *Abrogation du délit de racolage public*) (p. 9625). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 9630). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - *Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels*) (p. 9634). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la proposition de loi*) (p. 9635). (p. 9635). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9637).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - *Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels*) (p. 10743). (p. 10743).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 31** (art. L. 523-1 et L. 581-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 213-4 du code des procédures civiles d'exécution et art. L. 3252-5 du code du travail - *Généralisation du dispositif de garantie contre les impayés des pensions alimentaires*) (p. 10768).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10852). (p. 10853).

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis rapporteur le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes **[n° 381 (2014-2015)]** (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome II) : comment les collectivités territoriales s'adaptent-elles à la baisse des dotations de l'État ? **[n° 616 (2014-2015)]** (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Autorités administratives indépendantes, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] - Un État dans l'État : canaliser la prolifération des autorités administratives indépendantes pour mieux les contrôler (rapport) [n° 126 tome 1 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Autorités administratives indépendantes, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] - Un État dans l'État : canaliser la prolifération des autorités administratives indépendantes pour mieux les contrôler (compte rendu des commissions) [n° 126 tome 2 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 225 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 226 (2015-2016)] (7 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Fonction publique.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

(*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Didier Houssin, président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Michel Valdiguié, président de la Commission nationale d'aménagement commercial et vice-président de la Commission nationale d'aménagement cinématographique.

Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie.

Audition de MM. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bertrand Schneiter, président de la commission des participations et des transferts.

Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de M. Patrice Gélard, ancien sénateur, auteur de rapports d'information ainsi que d'une proposition de loi organique et d'une proposition de loi sur les autorités administratives indépendantes.

(*commission des lois*) : Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Dandelot, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Audition de M. Thierry Le Roy, président du conseil supérieur de l'Agence France-press.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Marie-Eve Aubin, présidente de la commission des sondages.

Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Audition de Mme Monique Liebert-Champagne, présidente de la commission des infractions fiscales.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard : « L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 - Tome II ».

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Tanneguy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéficiaires agricoles.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Gérard Rameix, président, et de M. Benoît de Juvigny, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP).

Audition de M. Victor Haïm, président, et de M. Eric Girard-Reydet, secrétaire général, de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public.

Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER).

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Denis Prieur, président du comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN).

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARCEP).

Audition de Mme Christine Lazerges, présidente, et M. Michel Forst, secrétaire général, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 29 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Edouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Audition de Mme Laurence Engel, médiateur du livre.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS).

Audition de M. Laurent Leveneur, président du bureau central des tarifications (BCT).

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-François Mary, président de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP).

Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président, M. Dominique Maigne, directeur, et Mme Véronique Chenail, secrétaire générale, de la Haute autorité de santé.

Audition de Mme Jeanne Seyvet, médiateur du cinéma.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. François Logerot, président, et de M. Régis Lambert, secrétaire général de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'Etat, président de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale relative à l'élection du président de la République.

(*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Christian Noyer, président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques (HCFP).

Audition de Mme Christine Thin, présidente du commissariat aux comptes (H3C).

(*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des lois*) : Commission mixte paritaire sur les mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Désignation des candidats.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'Etat chargée de la réforme de l'Etat et de la simplification.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'Etat au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'Etat au tribunal de grande instance de Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 6, 7).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 76, 77). (p. 91). (p. 92, 93). (p. 94). (p. 99).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 128, 129). (p. 146).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (15 janvier 2015) (p. 153).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)] (suite)** - (15 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 206).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 236, 237). (p. 242). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 261). (p. 262, 263). - **Article 6** (*art. L. 4251-1 à L. 4251-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) à visée prescriptive*) (p. 275, 276).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 440, 441).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 546, 547).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et**

des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)] - (22 janvier 2015) - **Article 7** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits*) (p. 653).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) (p. 769). - **Article 24** (*art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales*) (p. 776). (p. 778, 779). (p. 782). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 785). (p. 785). (p. 786). (p. 786). (p. 787). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental*) (p. 804). (p. 806, 807). - **Article 26** (*art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création des maisons de services au public*) (p. 813). (p. 814). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 818). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 821). (p. 824). (p. 824). - **Article 28** (*art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme*) (p. 831). (p. 831). - **Article 28 bis (nouveau)** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme*) (p. 833). (p. 833). (p. 834). - **Article 29** (*art. L. 1111-8-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de guichets uniques pour les aides et subventions*) (p. 836). (p. 836). - **Article 30** (*art. L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières, art. L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-9, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1, L. 4313-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales, art. 108 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen*) (p. 843). (p. 843).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 885, 886).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 896, 897).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - auteur de la proposition de loi constitutionnelle - **Article unique** (p. 1014).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1033, 1034). (p. 1034).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1131, 1132).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1148, 1150).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1335, 1336).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1359, 1360).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1524). - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplanité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1531). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1544). - **Article 5 bis A** (*Section 18 du chapitre 1er du titre II [nouvelle] et art. L. 121-115 [nouveau] du code de la consommation - Mention expresse dans un contrat de prestation visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment de l'engagement du prestataire de s'engager ou non à un résultat*) (p. 1565). - **Article 5 ter** (*art. L. 111-3-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mentions obligatoires figurant dans les marchés privés portant sur des travaux et prestations de service réalisés en cotraitance*) (p. 1570). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1571). - **Article 5 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules pour les chauffages au bois des particuliers*) (p. 1576, 1577).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée*) (p. 1890). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire*) (p. 1908).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (*art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2033, 2034).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2202, 2203).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2513, 2514).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2726, 2727).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2870, 2872).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3016, 3017).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3148, 3150).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par*

ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express ») (p. 3294, 3295).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (art. 3-2, 8-1, 11-2, 15, 24, 25-3, 25-8 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Clarification du droit des rapports locatifs et mesures de soutien de l'investissement immobilier) (p. 3728). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3735). - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3742). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale) (p. 3744). - **Articles additionnels après l'article 25 octies** (p. 3746). (p. 3747). - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3754). (p. 3754, 3755). (p. 3755). (p. 3755).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3780). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3789). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3817, 3818).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3879). - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3920, 3921). - **Article 34 bis C (nouveau)** (art. L. 18 du livre des procédures fiscales - Réduction du délai imparti à l'administration pour se prononcer sur une demande de rescrit-valeur) (p. 3950). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3969). (p. 3972).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4223, 4224). (p. 4224).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 58 bis A** (art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées) (p. 4379). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4429). (p. 4433).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) (p. 4451, 4452). (p. 4454). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4488, 4489). (p. 4494, 4495). (p. 4497). (p. 4498). (p. 4502, 4503). (p. 4504).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4570, 4571).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit**

d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)] - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4886, 4887). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques) (p. 4917, 4918). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4921). (p. 4922).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5025). (p. 5031).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5287, 5290). - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5317, 5318). (p. 5318). (p. 5318). (p. 5319). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5329, 5330).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5351). (p. 5355). (p. 5355). (p. 5362). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5415, 5416). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5427, 5428). (p. 5434, 5435).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5454). - **Demande de priorité** (p. 5469). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5526, 5527). (p. 5537, 5538). (p. 5539, 5540). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5548).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5598, 5599). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5614). (p. 5615). - **Article 22 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 du code général des collectivités territoriales - Recours à la majorité qualifiée pour l'unification des impôts directs communaux au sein des EPCI à fiscalité propre) (p. 5630). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5632). (p. 5634). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5637).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5858, 5860).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5928, 5929). (p. 5930). (p. 5930). (p. 5931). (p. 5933). (p. 5934). (p. 5936). (p. 5940, 5941). (p. 5942). (p. 5955). (p. 5959). - **Article 2 (priorité)** (*art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5976). (p. 5978). (p. 5984).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 6048, 6049). (p. 6050). (p. 6051). (p. 6052). (p. 6052).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6146, 6148).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6272). (p. 6273).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6497, 6498). - **Article 1er A (nouveau)** (*Motivation de l'engagement de la procédure accélérée*) (p. 6501). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression*) (p. 6502, 6503). (p. 6503, 6504).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6505, 6506).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les dérives sectaires** - (23 juin 2015) (p. 6625). (p. 6626).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6634, 6635).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6643, 6644).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6796).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7357, 7358).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement,*

art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7515, 7516).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7706).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7775).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7788, 7789).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8104, 8105).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8228, 8230).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 8806).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture** - (6 octobre 2015) (p. 9187, 9188).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9212, 9214).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9490, 9491).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide juridictionnelle** - (20 octobre 2015) (p. 9710). (p. 9710, 9711).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9773, 9774).

- **Question orale sans débat sur le raffinage dans les Bouches-du-Rhône** - (27 octobre 2015) (p. 9927). (p. 9927, 9928).

- **Question orale sans débat sur la dégradation de la desserte en téléphonie mobile et internet dans le Cantal** - (27 octobre 2015) (p. 9931). (p. 9931, 9932).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9959, 9960). - **Question préalable** (p. 9988).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9999, 10000).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10259, 10260). - **Article 5** (*art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires*) (p. 10279).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique**

n° 120 (2015-2016). - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10334). (p. 10336). (p. 10337). (p. 10337). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10340). (p. 10341). (p. 10341). - **Article 2** (art. L. 123-3 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un service d'accès unique du justiciable) (p. 10342). (p. 10343). (p. 10343). (p. 10344). - **Article 3** (Conciliation préalable à la saisine de la juridiction de proximité ou du tribunal d'instance) (p. 10344, 10345). (p. 10346). (p. 10346, 10347). (p. 10347). (p. 10347, 10348). - **Article 5** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative) (p. 10350). - **Article 9** (art. L. 211-3 du code de l'organisation judiciaire - Transfert de la réparation des dommages corporels aux tribunaux de grande instance) (p. 10363). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10377, 10378). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10379). (p. 10380). (p. 10380, 10381). (p. 10382). (p. 10382). (p. 10383). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1007 et 1008 du code civil - Simplification des règles successorales applicables au légataire universel désigné par testament olographe ou mystique, en l'absence d'héritiers réservataires) (p. 10385). (p. 10386). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10397). - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 10401). (p. 10401).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Article 21** (Qualité à agir) (p. 10452). (p. 10454). - **Article 22** (Introduction de l'instance et mise en demeure préalable) (p. 10455, 10456). (p. 10456). (p. 10456). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Reprise du socle commun dans le code de justice administrative) (p. 10467). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination) (p. 10471). (p. 10473). (p. 10474). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10480). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10483, 10484). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10492). (p. 10492, 10493).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10982, 10983).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11021, 11023).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11533, 11534).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11569, 11570).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11591). (p. 11603, 11604).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12050). - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12055). - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitat et art. L. 1331-29 du code de la santé publique - Réaffectation à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) d'une partie des recettes issues des astreintes administratives encourues par les propriétaires dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne) (p. 12064, 12065).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12137). (p. 12138).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12577, 12578).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12630, 12631).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état d'urgence** - (15 décembre 2015) (p. 13093, 13094).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

MICOULEAU (Brigitte)
sénatrice (Haute-Garonne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communautaires, européennes, sénatoriales).

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (12 février 2015) (p. 1518).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2324, 2325).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5202, 5203).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12230, 12231).

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [n° 293 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 107).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 134). (p. 134).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations à Toulouse et à Nantes** - (5 mars 2015) (p. 2342).

- **Question orale sans débat sur l'engorgement des tribunaux administratifs en matière de contentieux de l'urbanisme** - (24 mars 2015) (p. 2863). (p. 2863, 2864).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3004, 3005).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3043, 3044).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5131).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5358).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8979).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10175, 10176).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10708). (p. 10709). (p. 10711).

MIGAUD (Didier)
*Premier président de la Cour des
comptes*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** -
(12 février 2015) (p. 1485, 1488).

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP, puis Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - **Rapport [n° 653 tome 1 (2014-2015)]** (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 406 (2014-2015)] - **Tableau comparatif [n° 653 tome 2 (2014-2015)]** (22 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale le 24 mars 2015.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 7 avril 2015.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 209 (2015-2016)] de modernisation de notre système de santé [n° 233 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durreman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Communication.

Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements.

Hommage à Claude Dilain, sénateur de Seine-Saint-Denis.

Suppression des franchises médicales et participations forfaitaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

(*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Claire Compagnon, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Transfert à la CNAM des activités liées au régime obligatoire d'assurance maladie de la mutuelle des étudiants (LMDE) - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Dialogue social et l'emploi - Désignation des candidats appelés à faire partie d'une éventuelle commission mixte paritaire.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Désignation des candidats appelés à faire partie d'une éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durreleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Eventuelle commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Désignation d'un candidat titulaire.

Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur

général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la santé.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Egalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 946).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 950, 951). - **Article 12 (supprimé)** (art. 370 du code civil - Réforme des règles de révocabilité de l'adoption simple) (p. 963, 964). (p. 964). - **Article 13** (art. 223-7 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une obligation de suivi médical, psychologique et éducatif en cas de reconnaissance d'un enfant né sous le secret) (p. 966). - **Article 14 (supprimé)** (art. 346 et 360 du code civil - Extension des cas de ré-adoptabilité aux enfants adoptés admis en qualité de pupilles de l'Etat) (p. 967). (p. 968). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 971).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1023, 1025).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1192, 1193).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (12 février 2015) (p. 1489, 1491).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2280, 2282).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2448).

- président de la commission des affaires sociales (p. 2449).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2572, 2573).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - président de la commission des affaires sociales - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile) (p. 2689). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2726). (p. 2728). - **Article 45** (art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux) (p. 2740).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 2823). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2836).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5877, 5878).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5887).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6256, 6257).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6314, 6316).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6334). (p. 6336). (p. 6340). (p. 6345). (p. 6346). (p. 6348). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6354). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6362, 6363).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 7378, 7379). (p. 6394). (p. 6395). (p. 6395). (p. 6396). (p. 6400). (p. 6401). (p. 6402). (p. 6403). (p. 6403, 6404). - **Article 4** (art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire) (p. 6406). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6413). - **Article 14 (supprimé)** (Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs) (p. 6439).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des médecins** - (18 juin 2015) (p. 6485).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - président de la commission des affaires sociales - **Organisation de la discussion** (p. 6563).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6778). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6799). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4 ; L. 4624-5 [nouveau] et L. 4162-3 du code du travail - Clarification des procédures en matière de santé au travail) (p. 6806). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6818).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 6869).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8129, 8130).

- Corapporteur - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des

modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8152).

- président de la commission des affaires sociales, corapporteur (p. 8161). (p. 8162).

- Corapporteur (p. 8165). (p. 8167). (p. 8170). (p. 8172). (p. 8173).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes) (p. 8214). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre le surpoids) (p. 8283).

- Corapporteur - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, cora - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8318). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8326).

- Corapporteur - **Articles additionnels après l'article 5 duovicies** (p. 8345). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8348).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-1 du code du travail - Reconnaissance du rôle joué par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en matière de prévention) (p. 8350). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8370). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8374). - **Article 7** (art. L. 3121-1, L. 3121-2-2 [nouveau], L. 6211-3 et L. 6211-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Tests rapides d'orientation diagnostique et autotests) (p. 8376). (p. 8377).

- Corapporteur (p. 8377). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8378). (p. 8379). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8381, 8382). (p. 8382).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 1221-5 et L. 1271-2 du code de la santé publique - Suppression de la contre-indication permanente au don du sang applicable aux personnes majeures protégées) (p. 8398).

- Corapporteur - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8400). (p. 8401). (p. 8402). (p. 8403). (p. 8404). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8405). - **Articles additionnels après l'article 8 bis A** (p. 8407). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8411). (p. 8417). (p. 8417). (p. 8418). (p. 8419).

- président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 9 bis** (art. 51 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Santé en prison) (p. 8431).

- Corapporteur - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 8432). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8435). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8459).

- président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 8464).

- Corapporteur (p. 8465). (p. 8465).

- président de la commission des affaires sociales - **Demande de priorité** (p. 8475). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8477).

- Corapporteur - **Articles additionnels après l'article 11 sexies** (p. 8484). (p. 8485). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Équipes de soins primaires) (p. 8487, 8488). (p. 8488). (p. 8489). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8490). (p. 8492). (p. 8493). (p. 8494). (p. 8495, 8496). (p. 8497). - **Article 12 ter A (nouveau)** (art. L. 4111-12 et L. 4130-2 [nouveau] du code de la santé publique - Missions des médecins spécialistes) (p. 8498). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8498). (p. 8499). (p. 8501). (p. 8502).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8517).

- Corapporteur - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8520). (p. 8522). (p. 8523). (p. 8523, 8524). (p. 8524). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8525, 8526). (p. 8527). (p. 8528). (p. 8529, 8530). (p. 8531). (p. 8532). (p. 8533). - **Article additionnel après l'article 12 quater A** (p. 8533). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur) (p. 8534). (p. 8534, 8535). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8539). (p. 8539, 8540). (p. 8540). (p. 8540, 8541). (p. 8541). (p. 8542). (p. 8542). (p. 8542, 8543). (p. 8544). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8546). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 8547). (p. 8547). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8548). (p. 8549). - **Article 14** (art. L. 1431-2 et L. 6327-1, L. 6327-2 et L. 6327-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Appui aux professionnels pour la coordination des parcours complexes) (p. 8550). (p. 8551). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8552). - **Article 15** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Numéro national de permanence des soins) (p. 8553). - **Article 16** (art. L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2112-2 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-3, L. 162-5-4 et L. 162-26 du code de la sécurité sociale - Parcours de soins coordonné pour les enfants de moins de 16 ans) (p. 8556). (p. 8556). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8558). - **Article 17 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2311-5 du code de la santé publique - Élargissement des missions des centres de planification et d'éducation familiale à la prévention des maladies transmises par voie sexuelle) (p. 8560). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et

la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8562, 8563). (p. 8565, 8566). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 8566). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8575, 8576). (p. 8578).

- président de la commission des affaires sociales - **Demande de réserve** (p. 8578).

- Corapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 18 bis (supprimé)** (Rapport sur la mise en place de la CMU-C à Mayotte) (p. 8579). (p. 8580). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 8581). (p. 8582). (p. 8583). (p. 8583). (p. 8584). (p. 8584). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Automaticité du renouvellement de l'aide à la complémentaire santé pour les bénéficiaires de certaines prestations) (p. 8585). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8587). (p. 8587). (p. 8589). (p. 8590). (p. 8591). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8592). (p. 8593). (p. 8593). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8595). (p. 8595). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8597). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8600). (p. 8601). (p. 8602). - **Article 21 ter** (art. L. 1110-13 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Médiation sanitaire et interprétariat linguistique) (p. 8603). - **Article additionnel après l'article 21 quater** (p. 8604). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de dispositifs d'accompagnement des patients) (p. 8605). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 8606). (p. 8606). - **Article 22 bis (supprimé)** (art. L. 245-8 et L. 245-13 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place du tiers payant par le département pour l'achat des aides techniques en matière de handicap) (p. 8607). - **Article 23 (supprimé)** (art. L. 1111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Information du patient sur les coûts de son hospitalisation) (p. 8607). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Lettres de liaison entre l'hôpital et le médecin traitant) (p. 8608). (p. 8609). (p. 8609). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé) (p. 8612). (p. 8612). (p. 8613). (p. 8613). (p. 8614). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 8614). - **Article 26 A** (mission de l'agence régionale de santé en matière d'accès aux soins dans des délais raisonnables) (p. 8615). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8619). (p. 8621).

- président de la commission des affaires sociales, corapporteur (p. 8623).

- Corapporteur (p. 8623). (p. 8624). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8624). (p. 8625). (p. 8625). (p. 8626). (p. 8626). - **Article 26 bis A** (art. L. 2371-1 [nouveau] du code de la santé publique - Maisons d'accueil hospitalières) (p. 8627). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8628). (p. 8628). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 6141-2-1 et L. 6145-16-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du recours à l'emprunt par les établissements publics de santé et leurs groupements) (p. 8630). - **Article 26 ter A (supprimé)** (art. L. 6141-1 du code de la santé publique - Implication des collectivités territoriales dans la gouvernance des établissements publics de

santé) (p. 8631). - **Article 26 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6148-7-1 et L. 6148-7-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Recours des établissements publics de santé aux contrats de crédit-bail) (p. 8632). (p. 8632). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8636). (p. 8638). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8640). (p. 8640). (p. 8640, 8641). (p. 8641). (p. 8642). (p. 8642). (p. 8642). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 du code de la santé publique - Exploitation commune par un groupement de coopération sanitaire de moyens d'une autorisation d'activité de soins ou d'équipement matériel lourd) (p. 8643). - **Article 27 sexies** (art. L. 6161-3-1 du code de la santé publique - Règles d'organisation financière des établissements de santé privés non-lucratifs antérieurement soumis au régime de la dotation globale) (p. 8644). (p. 8645).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8674).

- Corapporteur - **Article additionnel après l'article 21 bis (précédemment réservé)** (p. 8678). (p. 8679). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8698, 8699).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8732).

- Corapporteur (p. 8732, 8733). (p. 8734, 8735). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8736). (p. 8737). (p. 8738). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8739). - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4393-8 à L. 4393-15 [nouveaux] et L. 4394-4 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires) (p. 8742). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744).

- Corapporteur (p. 8744). (p. 8745). (p. 8745). - **Article additionnel après l'article 30 quater** (p. 8747). - **Article 30 quinquies** (art. L. 4321-1 et L. 4323-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Clarification des dispositions relatives à la profession de masseur-kinésithérapeute) (p. 8748). (p. 8749). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8750). (p. 8752). (p. 8752). (p. 8753). (p. 8755). (p. 8756). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8758). (p. 8761). (p. 8762). (p. 8762). (p. 8763). (p. 8763). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 8764). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 8765). - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8766). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8769). (p. 8770). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8771, 8772). (p. 8773). (p. 8775, 8776). (p. 8778). (p. 8778). (p. 8779). (p. 8781, 8782). (p. 8782). - **Article 32 quater (nouveau)** (art. L. 4231-4 et L. 4234-10 du code de la santé publique - Composition du Conseil national de l'ordre des pharmaciens) (p. 8783). - **Article 33** (art. L. 3511-10 [nouveau], L. 4151-4 et L. 4311-1 du code de la santé publique - Prescription de substituts nicotiniques) (p. 8784). - **Article 33 bis (supprimé)**

(Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784). (p. 8785). (p. 8785). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8787). (p. 8788). (p. 8788). (p. 8789). (p. 8790). - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6154-2 à L. 6154-5, L. 6154-5-1 [nouveau], L. 6154-6 et L. 6154-7 du code de la santé publique - Encadrement de l'activité libérale des praticiens hospitaliers en établissement public de santé) (p. 8792). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 135 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Prolongation d'activité des praticiens hospitaliers au-delà de la limite d'âge) (p. 8793). - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 138 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Report de l'âge maximal d'activité des médecins et des infirmiers au titre du cumul emploi-retraite) (p. 8793).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8814, 8815).

- Corapporteur - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8820).

- président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8836).

- Corapporteur - **Article 37** (art. L. 1121-13-1 [nouveau], L. 2151-5, L. 4211-9-1, L. 4211-9-2 [nouveau] et L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition d'une convention unique de recherche, autorisation de la recherche biomédicale sur des gamètes destinés à constituer un embryon, autorisation d'importation et d'exportation par les établissements de santé des médicaments de thérapie innovante préparés ponctuellement et autorisation pour les établissements de santé de fabriquer des médicaments de thérapie innovante dans le cadre de recherches biomédicales) (p. 8844, 8845). (p. 8845). (p. 8846). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8847). (p. 8848, 8849). (p. 8850). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Organisation par la Haute autorité de santé de consultations avec les entreprises de produits innovants préalablement à l'évaluation par essais cliniques) (p. 8851). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 8853). (p. 8854).

- président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8861).

- Corapporteur (p. 8863). (p. 8864). (p. 8864). (p. 8865). (p. 8865, 8866). (p. 8867). (p. 8868). (p. 8869). (p. 8869, 8870). (p. 8870). (p. 8870, 8871). (p. 8872). (p. 8872, 8873). (p. 8873). (p. 8876, 8877). (p. 8878). (p. 8879). (p. 8879). (p. 8879). (p. 8880). (p. 8880, 8881). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8881). (p. 8881). (p. 8882). (p. 8882). (p. 8883). (p. 8884). - **Article 39** (art. L. 1431-2, L. 1435-12 [nouveau] et L. 4001-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des dispositifs d'alerte sanitaire) (p. 8886). (p. 8887). - **Article 39 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1413-14 du code de la santé publique - Extension du champ de déclaration des infections nosocomiales et événements graves liés à des soins) (p. 8887). - **Article 40** (art. L. 182-2-1-1 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1431-2 et L. 1433-1 du code de la santé publique - Plan national de gestion du risque) (p. 8888). - **Article 40 bis (supprimé)** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité et de gestion de la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8889). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-

5, L. 162-14-4 et L. 162-14-5 [nouveaux], L. 162-14-1-2, L. 162-15 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 1432-2 et L. 4031-2 du code de la santé publique - Principes cadres définis par l'État pour la négociation des conventions nationales) (p. 8890). (p. 8891). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 8892). (p. 8892). - **Article 41 bis (supprimé)** (Expérimentations spécifiques aux départements d'outre-mer en matière de dépistage, d'organisation des soins et de recherche) (p. 8893). - **Article additionnel avant l'article 42** (p. 8894). - **Article 42** (Habilitation à réformer le système d'agences sanitaires par ordonnance) (p. 8897). (p. 8898). (p. 8898). (p. 8898). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8899). (p. 8899, 8900). (p. 8900). - **Article additionnel après l'article 42 bis A** (p. 8901). - **Article 42 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1418-1, L. 5311-1 et L. 5311-2 du code de la santé publique - Transfert du pilotage de la biovigilance de l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé à l'agence de la biomédecine) (p. 8902). - **Article 42 quater** (art. L. 3132-1, L. 3132-3, L. 3133-1, L. 3133-2, L. 3133-3, L. 3133-4, L. 3133-7, L. 3134-1, L. 3134-2 et L. 3134-3 du code de la santé publique - Réserve sanitaire) (p. 8903). (p. 8904). - **Article additionnel après l'article 42 quater** (p. 8904).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8931).

- Corapporteur - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8960). (p. 8960). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8986). - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 8990, 8991).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - président de la commission des affaires sociales, corapporteur (p. 9004). (p. 9007, 9008). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9058). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6156-1 à L. 6156-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Droit syndical et Conseil supérieur des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des établissements publics de santé) (p. 9082).

- Corapporteur (p. 9082). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6143-2-1, L. 6142-7-3, L. 6143-7-5, L. 6144-2, L. 6161-1-1 [nouveau], L. 6161-2, L. 6161-2-1 et L. 6161-2-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Gouvernance hospitalière) (p. 9084). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 9085). - **Article 49 bis (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires liées à la nouvelle délimitation des régions) (p. 9086). - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9087). (p. 9089). (p. 9090). (p. 9091). - **Articles additionnels après l'article 50 B** (p. 9094, 9095). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4351-1 du code de la santé publique - Missions des manipulateurs d'électroradiologie médicale) (p. 9103). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 9128, 9129).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9168).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9424, 9425).

- président de la commission des affaires sociales - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin

réfèrent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 9443).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - **Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions** (p. 9507). (p. 9508). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - **Projet pour l'enfant**) (p. 9538). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - **Alignement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe**) (p. 9548). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9561, 9562).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - président de la commission des affaires sociales - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - **Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie**) (p. 10100). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - **Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie**) (p. 10113).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10171, 10172). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - **Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès**) (p. 10198).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10560, 10561).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10747).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - **Contrats de coopération pour les soins visuels**) (p. 10840). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10849). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10858). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10868). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 10915). (p. 10915, 10916).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10964, 10965).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 11693, 11694).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12039).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) - en remplacement de M. Michel Forissier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 12142).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13009, 13010).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) -

président de la commission des affaires sociales, corapporteur -
Discussion générale (p. 13069, 13070).

- Corapporteur - **Question préalable** (p. 13078).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 16 décembre 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 4 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2014 [n° 459 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Alain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des

amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 399).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1175, 1177).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1450). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1457).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1500). - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1529, 1530). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1548, 1549). (p. 1558). (p. 1559). (p. 1562). - **Articles additionnels après l'article 5 bis AA** (p. 1564). (p. 1564). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1575). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public

de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1579). (p. 1581). (p. 1581).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 8 bis A** (art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique) (p. 1627). (p. 1628). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1655, 1656). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1717). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1722). - **Article 18 bis** (art. 4 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 1723). (p. 1725). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1727, 1728).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1738). (p. 1739). (p. 1742). (p. 1749). (p. 1751). (p. 1751). (p. 1752). (p. 1752, 1753). (p. 1753). (p. 1754). (p. 1754). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 1755). - **Article 19 bis A** (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020) (p. 1757, 1758). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1762). (p. 1763). (p. 1767). (p. 1773). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage) (p. 1778). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-1 du code de l'environnement - Respect du principe de proximité dans la prévention et la gestion des déchets) (p. 1788). - **Article additionnel après l'article 21 bis B** (p. 1797). (p. 1797). (p. 1797).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 decies** (p. 1841). - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1860). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1862).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5460). - **Demande de priorité** (p. 5463, 5464). (p. 5467).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7435, 7436).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7584). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7589, 7590). (p. 7591). (p. 7593). (p. 7594). (p. 7595). - **Article 19 bis A** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7602). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7604, 7605). - **Article 19 quater** (art. L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] et L. 541-10-2 du code de l'environnement, article 59 octies du code des douanes -

Récupération des véhicules hors d'usage, gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, et contrôle des transferts transfrontaliers de déchets (p. 7608). (p. 7609). (p. 7610). - **Article 21 bis AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - *Délégation des registres de données des filières à responsabilité élargie des producteurs tenus par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*) (p. 7614). (p. 7614). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - *Élargissement du périmètre de la REP sur les papiers*) (p. 7616). (p. 7617). - **Article 22 ter A** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la consommation - *Définition de l'obsolescence programmée*) (p. 7618). (p. 7620). (p. 7620). - **Article 22 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-3 à L. 541-15-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Lutte contre le gaspillage alimentaire*) (p. 7621, 7622). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation*) (p. 7648). - **Article 48 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-8 [nouveau] du code de l'énergie - *Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse*) (p. 7667, 7668). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - *Comité de gestion et réforme de la contribution au service public de l'électricité*) (p. 7673).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 juillet 2015) (p. 7711).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)] (suite)** - (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - *Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité*) (p. 7729). - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - *Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE*) (p. 7732). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés*) (p. 7744). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7753).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12011, 12012).

MOHAMED SOILIH (Thani)
sénateur (Mayotte)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (18 mars 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 4 juin 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 76 (2014-2015)] relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 215 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Justice**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile [n° 538 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Outre-mer [n° 170 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (commission des lois) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

(délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Nathalie Morin, responsable du service France domaine.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Odile Gauthier, directrice du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (« Conservatoire du littoral »), accompagnée de M. Alain Brondeau, délégué outre-mer.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 *(commission des lois)* : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Sabine Bâietto-Beysson du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de Mme Noémie Angel de l'Inspection générale de l'administration.

Réunion du mardi 7 avril 2015 *(commission des lois)* : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 *(commission des lois)* : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 *(commission des lois)* : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Modernisation du droit de l'outre-mer - Audition de Mme Georges Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission des lois)* : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

(délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Première table ronde : Panorama des biodiversités ultramarines et évaluation de l'impact climatique.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Présentation du rapport d'information sur la gestion du domaine foncier de l'État en outre-mer.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission des lois)* : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 *(commission des lois)* : Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 *(commission des lois)* : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission des lois)* : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 *(commission des lois)* : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission des lois)* : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 *(commission des lois)* : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 *(commission des lois)* : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures anti-terrorisme post-attentats** - (15 janvier 2015) (p. 150).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 641, 643).

- Rapporteur - **Article 7 (Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits)** (p. 653). (p. 653). - **Article 8 (art. 41-4, 41-5, 114, 167, 529-8 et 803-1 du code de procédure pénale - Communication par voie électronique en matière pénale - Destruction des scellés judiciaires - Modalités de transmission des requêtes ou réclamations contre les amendes routières)** (p. 654). (p. 655). (p. 655).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et**

9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1387).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1400). (p. 1401). (p. 1437).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article 5** (art. 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Exonération des livraisons à l'exportation) (p. 4580, 4581).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6511, 6512).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6905, 6906). - **Article 4** (art. L. 751-1, L. 752-1, L. 752-2, L. 752-5, L. 752-6, L. 752-9, L. 752-10, L. 752-11, L. 753-1, L. 753-2, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-8, L. 753-9, L. 754-1, L. 755-1, L. 755-3, L. 755-9, L. 755-10, L. 755-17, L. 755-19, L. 755-20, L. 755-21, L. 755-21-1, L. 755-22, L. 755-29, L. 755-33, L. 756-1, L. 756-2, L. 756-4, L. 757-1, L. 757-3, L. 758-1, L. 758-2, L. 758-3, L. 815-24, L. 821-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Application et adaptation du code de la sécurité sociale à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 6921). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6922). (p. 6922). (p. 6924). (p. 6925). (p. 6925). (p. 6926). - **Article 5** (section 3 du chapitre Ier du titre II du livre II et art. L. 321-36-1 à L. 321-36-7 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Statut de l'établissement public d'aménagement de Guyane et création de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte) (p. 6928). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6941, 6942). - **Article 11** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et groupements de communes de Polynésie française - Titularisation et rémunération des agents contractuels des communes et groupements de communes de la Polynésie française) (p. 6944). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6945). (p. 6945). (p. 6946). (p. 6946). - **Article 15** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Election du maire délégué dans les communes associées en Polynésie française) (p. 6952). - **Article 18** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 321-3, L. 346-1 et L. 346-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 765-13 du code monétaire et financier - Exploitation de jeux de hasard dans les îles Wallis et Futuna) (p. 6960). - **et article additionnel après l'article 22** (p. 6963). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6965). - **Article 25** (Habilitation à prendre par ordonnance les règles applicables outre-mer en matière de droit des gens de mer et à la réforme pénale en matière maritime ainsi qu'au droit du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte) (p. 6967). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6971).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8383).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9556). - **Article 22 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 9559).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Suppression

du régime de réutilisation dérogatoire applicable aux informations des établissements, institutions, organismes ou services d'enseignement et de recherche ou culturels) (p. 9868). - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Mise en conformité du régime des accords d'exclusivité) (p. 9871). - **Article 4** (art. 16 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Déconnexion des licences et des redevances) (p. 9876). - **Article 7** (art. 59 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 9877).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10265, 10266). - **Article 4** (art. 16 et 17 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences de diplôme et de condition physique pour l'accès à l'Ecole nationale de la magistrature) (p. 10276). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10280). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10283, 10284). (p. 10284). (p. 10287). (p. 10287). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10289, 10290). (p. 10291). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accroissement des avantages de carrière liés, après deux ans, à l'exercice des fonctions de magistrat placé) (p. 10292). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10293). (p. 10293). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 10294). - **Article 14** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination aux fonctions de juge des libertés et de la détention) (p. 10297). - **Article 20** (art. 72, 72-1 (nouveau), 72-1-1 (nouveau) et 72-1-2 (nouveau) de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure de réintégration des magistrats en détachement ou en congé parental) (p. 10301). - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10303). (p. 10303). (p. 10303). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 43, 48 et 59 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des magistrats exerçant des fonctions à l'inspection générale des services judiciaires) (p. 10311).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10321). - **Article 31** (art. 41-25 à 41-31 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination de magistrats honoraires en qualité d'assesseurs dans les juridictions) (p. 10323). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 22 et 23 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordination) (p. 10327). - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Entrées en vigueur différées)

(p. 10328). (p. 10328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10329).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016).** - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10339).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les

artisans) (p. 10495). (p. 10497). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10514). - **Article 52** (*Habilitations à prendre par ordonnance diverses dispositions relevant du domaine de la loi*) (p. 10517). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 10524).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11902, 11903).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12272).

MONIER (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Santé - Audition de Mme le professeur Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCA).

Santé - Table ronde « interruption volontaire de grossesse et contraception ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Eric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Réjane Sénac, chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), HDR, et présidente de la commission parité du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) - Évaluation de la mise en œuvre des lois dites de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales et communales, européennes, sénatoriales).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi du

rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 3** (*art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler*

extérieurement les bâtiments) (p. 1504, 1505). (p. 1509). (p. 1522). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1550, 1551). (p. 1552). (p. 1553). (p. 1554). (p. 1555).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 2942).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 28 bis A (nouveau)** (*art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - Possibilité de retrait d'une décision de non-opposition à déclaration préalable*) (p. 3805).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 11 quater C** (*art. L. 4362-10 du code de la santé publique - Suppression d'une ambiguïté juridique relative à l'activité des opticiens-lunettiers*) (p. 7059).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'attribution de la majoration forfaitaire du fonds de soutien aux activités périscolaires pour les écoles rurales** - (7 juillet 2015) (p. 7254, 7255). (p. 7255).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 9626). - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 9631).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le harcèlement** - (29 octobre 2015) (p. 10186).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11857, 11858).

MONTAUGÉ (Franck)
sénateur (Gers)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) le 12 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 18 mai 2015.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 15 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Rapport de la mission relative à la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre - Audition de M. Paul Champsaur, président, accompagné de Mme Faustine Antoine et M. Gabriel Ferriol, rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport d'information de Fabienne Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique

pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 88).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 130). (p. 138). (p. 139).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 923, 924).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2031). (p. 2041). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2056).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2096). (p. 2097). (p. 2097). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2134, 2135). (p. 2135). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2141, 2142). - **Article 58** (art. L. 2224-38 du code des collectivités territoriales - Expérimentation sur le développement des services de flexibilité locaux) (p. 2149). (p. 2150). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2156, 2157). (p. 2159).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3058, 3059).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications

électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3877).

- **Question orale sans débat sur les modalités de financement pour les établissements de santé isolés géographiquement** - (12 mai 2015) (p. 4796, 4797). (p. 4797).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4833, 4834).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme suite aux attentats** - (2 juillet 2015) (p. 7224).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7727). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7750). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (Extension à Wallis-et-Futuna du service public de l'électricité et habilitation à légiférer par ordonnances) (p. 7751).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8220). (p. 8220).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10044). (p. 10045).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11825, 11826).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11834).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11913).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11947, 11948).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12132).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12639, 12640). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12652). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12659). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 12671). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12680).

de MONTESQUIOU (Aymeri)
sénateur (Gers)
UDI-UC

Déclaré démissionnaire d'office de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel le 11 juin 2015.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 12 juin 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Audition de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), histoire de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 20, 22).

- **Question orale sans débat sur la constructibilité de parcelles d'une carte communale situées en zone d'appellation d'origine protégée** - (20 janvier 2015) (p. 436, 437). (p. 437).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 798 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 307 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le recours par l'État aux conseils extérieurs [n° 319 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 298 (2014-2015)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Plan d'investissement pour l'Europe [n° 349 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Avis sur le projet de décret d'avance relatif au financement du service civique, de la sécurité civile et de la lutte contre le terrorisme [n° 377 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le projet de programme de stabilité 2015-2018 [n° 417 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 476 (2014-2015)] relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 490 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les risques financiers pour la France inhérents à un éventuel défaut grec [n° 599 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2016 [n° 601 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 1 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 642 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 645 (2014-2015)] (21 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 640 (2014-2015)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'Union des marchés de capitaux [n° 646 (2014-2015)] (21 juillet 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La maîtrise de la masse salariale de l'État [n° 675 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur l'économie collaborative : propositions pour une fiscalité simple, juste et efficace [n° 690 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le e-commerce : propositions pour une TVA payée à la source [n° 691 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la répression des infractions financières [n° 19 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Avis sur le projet de décret d'avance relatif au financement de l'hébergement d'urgence, des indemnisations de calamités publiques et de l'accord franco-américain sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah [n° 83 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Le budget de 2016 et son contexte économique et financier [n° 164 tome 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 164 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 164 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 164 tome 3 vol. 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 164 tome 3 vol. 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 164 tome 3 annexe 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rapport sur le décret d'avance relatif à la fin de gestion 2015 [n° 182 (2015-2016)] (23 novembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 143 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe [n° 206 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)] - Rapport [n° 229 tome 1 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)] - Tableau comparatif, [n° 229 tome 2 (2015-2016)] (9 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 243 (2015-2016)] (10 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 253 (2015-2016)] (14 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 250 (2015-2016)] autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 260 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 255 (2015-2016)] pour 2016 [n° 262 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 259 (2015-2016)] pour 2015 [n° 263 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des finances*) : Protection judiciaire de la jeunesse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et

de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Organisation de l'audition du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Récours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif à plusieurs dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Evolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse school of economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Enjeux de l'assurance vie - stabilité financière, financement de l'économie, concurrence réglementaire et fiscale en Europe - Audition de M. Thomas Groh, sous-directeur des assurances de la direction générale du Trésor, Mme Sandrine Lemery, secrétaire générale adjointe de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, M. Bastien Llorca, sous-directeur du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques, et M. Pierre de Villeneuve, président-directeur général de BNP Paribas Cardif.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Delas en vue de sa possible nomination en qualité de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des

marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'annulation de crédits transmis par le Gouvernement - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 et mise en œuvre de la recommandation du 10 mars 2015 du Conseil de l'Union européenne visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit excessif en France - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Diplomatie fiscale de la France en faveur de ses entreprises - Auditions de Mme Catherine Henton, directeur fiscal de Sanofi-Aventis, MM. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale (DLF) et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Questions diverses.

Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - examen du rapport.

Union des marchés de capitaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Couppéy-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financements en matière de lutte contre le changement climatique en faveur des pays les moins avancés - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Moyens consacrés au renseignement au sein des programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » - Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 49 à 51) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial - Communication sur les relations entre le budget communautaire et le budget national à travers la politique agricole commune (PAC).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen des amendements.

Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 7 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du vendredi 11 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (19 février 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2092, 2093). (p. 2095, 2096).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2267, 2268).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2543, 2546).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (16 avril 2015) (p. 3904).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 94 bis** (p. 4646). (p. 4647). (p. 4647).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4921, 4922).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6295, 6296).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6880, 6881).

- Rapporteur (p. 6882, 6883).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7359, 7360).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7447, 7448).

- **Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8016, 8017).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9520, 9521).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11075, 11078).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11167, 11168).

- Rapporteur général de la commission des finances (p. 11171). (p. 11171, 11172). (p. 11177, 11178). (p. 11179). (p. 11179, 11180). (11181). (11181). (11183). (p. 11184). (p. 11184). (p. 11185). (p. 11185). (p. 11186). (p. 11187). (p. 11188). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11189). (p. 11190, 11191). (p. 11193). (p. 11194). (p. 11194). (p. 11195). (p. 11196).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11212). (p. 11212, 11213). (p. 11213, 11214). (p. 11214, 11215). (p. 11216). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 80 duodecimes du code général des impôts - Régime fiscal des indemnités de cessation forcée des fonctions de mandataire social ou de dirigeant) (p. 11216, 11217). (p. 11217). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11219). (p. 11222). (p. 11224). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 195 du code général des impôts - Abaissement de la condition d'âge pour l'obtention par les anciens combattants d'une demi-part supplémentaire) (p. 11225). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 tercivies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11227). (p. 11227). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11230). (p. 11231). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11232). (p. 11234). (p. 11234, 11235). (p. 11236). (p. 11236). (p. 11237). (p. 11237, 11238). (p. 11238). (p. 11238, 11239). (p. 11239). (p. 11239). (p. 11241). (p. 11241). (p. 11242). (p. 11248, 11249). (p. 11254, 11255). (p. 11256). - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11257). (p. 11258). (p. 11260). (p. 11261). (p. 11265). (p. 11265, 11266). - **Article 3** (art. 258 B du code général des impôts - Régime des ventes à distance : abaissement de 100 000 € à 35 000 € du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France) (p. 11266). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11266, 11267). (p. 11271). (p. 11275). (p. 11276). (p. 11277). (p. 11277). (p. 11279). (p. 11282). (p. 11282). (p. 11283). (p. 11284). (p. 11284, 11285).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - Réforme de l'aide juridictionnelle) (p. 11301). (p. 11302). (p. 11304, 11305). (p. 11305). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11307, 11308). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Aménagement de l'obligation de signature des contrats de ville pour l'application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 11308). -

Articles additionnels après l'article 3 bis (p. 11309). (p. 11311). (p. 11312). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Suppression, pour certains quartiers et communes, de la condition de présence de 25 % de surface de logements sociaux dans un ensemble immobilier pour bénéficiaire du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 11313). (p. 11314). (p. 11314). - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11315). (p. 11317). - **Article 4** (art. 44 quindecies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L.6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME) (p. 11320). (p. 11323). (p. 11324). (p. 11325). (p. 11325). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11326). (p. 11327). (p. 11328). (p. 11330). (p. 11330, 11331). (p. 11331). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11334). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11341, 11342). (p. 11345). (p. 11346). - **Article 6** (art. 39 AH du code général des impôts - Prorogation du dispositif d'amortissement accéléré applicable au matériel de robotique industrielle) (p. 11347). (p. 11347). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 11348). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - Réduction à trois fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale du plafonnement de la déductibilité des indemnités de cessation des fonctions de mandataire social ou de dirigeant au titre de l'impôt sur les sociétés) (p. 11349). (p. 11349, 11350). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 11350). - **Article 6 ter (nouveau)** (création d'un article 39 decies A dans le code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements réalisés pour l'acquisition de poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant) (p. 11351). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 11355). - **Article 7** (art. 60 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ; art. 1387 A du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) pour les activités pionnières de méthanisation agricole) (p. 11357). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Eligibilité des associés des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement) (p. 11359, 11360). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 11364). (p. 11366, 11367). (p. 11367). (p. 11368, 11369). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11370). (p. 11370). (p. 11371). (p. 11371, 11372). (p. 11372). (p. 11372, 11373). (p. 11373). (p. 11373). (p. 11374). (p. 11375, 11376). (p. 11378). (p. 11378). (p. 11378). (p. 11379). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11380). (p. 11381). (p. 11383). (p. 11385, 11386). (p. 11387). (p. 11388). (p. 11388). (p. 11388). (p. 11388, 11389). (p. 11389). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 11390). (p. 11391). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 11392). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Report au 1er janvier 2019 de l'application dans les DOM du prélèvement supplémentaire de la TGAP sur les carburants) (p. 11392, 11393). (p. 11393). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 11394, 11395). (p. 11399). (p. 11399). (p. 11400). (p. 11401). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11402). (p. 11403). - **Article additionnel après l'article 8 quater** (p. 11404). - **Article 9** (art. 235 ter ZE bis du code général des impôts - Financement de l'augmentation de la capacité de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé ayant

contracté des « emprunts toxiques ») (p. 11406). (p. 11407). (p. 11407). (p. 11407). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11408). (p. 11409). (p. 11410). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation d'une année des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 11411). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 11413). (p. 11414). (p. 11415). (p. 11416). (p. 11416, 11417). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11419, 11420). (p. 11423, 11424). (p. 11430). (p. 11430). (p. 11430). (p. 11431). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11432). (p. 11432). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11433). (p. 11434). (p. 11434). (p. 11436). (p. 11436, 11437). (p. 11437). (p. 11437). (p. 11437). (p. 11438). (p. 11438). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11439). (p. 11439). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 6264-6 du code général des collectivités territoriales et 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Diminution du montant de la dotation globale de compensation, DGC, négative due par la collectivité de Saint-Barthélemy en contrepartie de la suppression de son éligibilité au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 11440). - **Article 12** (art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 40 et 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 et 123 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. L. 6241-2 du code du travail - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA) (p. 11447). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 1614-4, L. 1614-8, L. 1614-8-1 et L. 4332-3 du code général des collectivités territoriales - Garantie du montant des dotations de compensation versées aux nouvelles régions) (p. 11448). - **Article 13** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 11450). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 11450).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11461).

- Rapporteur général de la commission des finances (p. 11462). (p. 11463). (p. 11464, 11465). (p. 11466, 11467). (p. 11468). (p. 11470). (p. 11471). (p. 11474). (p. 11474). (p. 11475).

(p. 11475). (p. 11475). (p. 11477). (p. 11478). (p. 11480). (p. 11480). (p. 11481). (p. 11482, 11483). (p. 11484). (p. 11485). (p. 11486). (p. 11487). (p. 11489). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 11492). - **Article 15 bis (nouveau)** (Affectation d'une part de la taxe sur les transactions financières à l'Agence française de développement) (p. 11492). - **Article 20** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public) (p. 11494). (p. 11494, 11495). (p. 11496). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 11498). (p. 11499). (p. 11500). (p. 11500). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 11502). - **Article 20 ter (nouveau)** (Acquisition à l'État des avoirs disponibles dans les comptes joueurs des opérateurs de jeu en ligne) (p. 11504). (p. 11504). (p. 11504). (p. 11504). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 11505). - **Article 21** (art. L. 241-2, L. 241-6, L. 542-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 351-6 et L. 351-8 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 314-1, L. 361-1, L. 471-5 et L. 472-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 9 de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte, art. 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 11507). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplafonnement de la décote applicable aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense) (p. 11508). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 11510). - **Article 23 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 11529). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11529, 11530).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1 L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11596). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11619).

Justice

- (26 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **État B** (p. 11721).

Economie

- (28 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **État B** (p. 11831, 11832). - **Article 53** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Création de trois taxes affectées au financement des centres techniques industriels (CTI) et harmonisation de l'ensemble des taxes affectées aux CTI et aux comités professionnels de développement économique, CPDE) (p. 11846). (p. 11847).

Culture

- (28 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **État B** (p. 11864, 11865).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 55 quater** (p. 12066, 12067).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12115).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **État B** (p. 12156). (p. 12162).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **État B** (p. 12247). (p. 12247, 12248). (p. 12250, 12251). (p. 12252). (p. 12253, 12254). (p. 12256). (p. 12257). (p. 12258). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 12263). - **Article 57 ter (nouveau)** (art. 57 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 78 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et 67 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Mise en œuvre des mesures de revalorisation des régimes indemnitaires prévues par le protocole relatif à l'avenir de la fonction publique) (p. 12265).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 28** (*Plafonds des autorisations d'emplois de l'État*) (p. 12344). (p. 12345, 12346). (p. 12347). - **Article 29** (*Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État*) (p. 12353). (p. 12354, 12355). - **Article 30** (*Plafonds d'emploi des établissements à autonomie financière*) (p. 12356).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 32** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 12359). (p. 12360).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12362). (p. 12363). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12365). (p. 12365). (p. 12366). (p. 12367). (p. 12368). (p. 12369). (p. 12370). (p. 12372, 12373). (p. 12373). (p. 12374, 12375). (p. 12375). - **Article 33 ter (nouveau)** (art. 1609 sextricies et 1609 septtricies [nouveaux] du code général des impôts et art. L. 2132-12, L. 2132-14 et L. 2132-15 du code des transports - Taxes pour frais de contrôle perçues au profit de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 12376). - **Article 33 sexies (nouveau)** (Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma) (p. 12378). (p. 12379). - **Article additionnel après l'article 33 sexies** (p. 12379). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12381). (p. 12382). (p. 12383). (p. 12384). (p. 12386, 12387). - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12388, 12389). (p. 12391, 12392). - **Article 34 bis (nouveau) (priorité)** (art. 1er [nouveau] du code général des impôts, art. L. 253 du livre des procédures fiscales, art. L. 843-7 [nouveau], art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale, et art. 1665 bis [nouveau] du code général des impôts - Imposition des revenus des personnes physiques et création d'une réduction dégressive de CSG) (p. 12394). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12395, 12396). (p. 12396). (p. 12397). (p. 12397). (p. 12399). (p. 12399). - **Article 33 octies (nouveau)** (art. 1390, 1391, 1413 bis et 1417 du code général des impôts et art. 21 de la loi n° 91-1322 du

30 décembre 1991 de finances pour 1992 - Aménagements des exonérations de fiscalité directe locale) (p. 12402). (p. 12402). (p. 12402). (p. 12403). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12404). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12405). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 154 bis A du code général des impôts - Exonération d'impôt sur le revenu des indemnités journalières versées aux travailleurs indépendants relevant du régime réel et atteints d'une affection de longue durée) (p. 12406). - **Article 34 quater (nouveau)** (art. 199 tertricies du code général des impôts - Extension du régime « Malraux » dans les quartiers présentant une concentration élevée d'habitat ancien dégradé) (p. 12406). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 12407). - **Article 35** (art. 302 G, 302 M, 302 M bis, 302 M ter, 302 P, 307, 426, 1807, 321, 441, 466, 468, 502, 450, 455, 302 O, 1798 bis du code général des impôts, et art. L. 34 du livre des procédures fiscales - Généralisation du document administratif électronique (DAE) dans le cadre de la circulation en suspension de droits d'accises des alcools et boissons alcooliques) (p. 12409). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12410). (p. 12411). - **Article 37** (art. 223 quinquies B du code général des impôts, art. L. 10, L. 16-0 BA, L. 47 et L. 47 A du livre des procédures fiscales - Dématérialisation de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié ainsi que des obligations déclaratives en matière de prix de transfert) (p. 12412). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12413). (p. 12413, 12414). (p. 12414, 12415). (p. 12416). - **Article 38** (art. 286 et 1770 duodecies [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Mesures visant à lutter contre la dissimulation de recettes à la TVA : utilisation obligatoire d'un logiciel de caisse ou système non frauduleux) (p. 12417, 12418). (p. 12418). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12419). (p. 12420). (p. 12422). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12426, 12427). (p. 12429). (p. 12431). (p. 12431). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12432). (p. 12433). (p. 12434). (p. 12435). (p. 12435). (p. 12435). (p. 12436). (p. 12437). (p. 12437). (p. 12437). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 2333-30 et L. 2333-41 du code général des collectivités territoriales - Fixation d'une date limite pour l'institution de la taxe de séjour) (p. 12440). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12441). - **Article 39 ter (nouveau)** (art. 50-0, 1382 E bis, 1407, 1459 et 1600 du code général des impôts - Suppression du régime fiscal des gîtes ruraux au profit de celui des meublés de tourisme) (p. 12443). (p. 12444). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 12445, 12446). (p. 12446). - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. L. 1411 du code général des impôts - Abattement de taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées) (p. 12446). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 12447). (p. 12448). (p. 12448). (p. 12449). - **Article 39 septies (nouveau)** (art. 1456 du code général des impôts - Extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises aux SCOP ayant constitué un groupement) (p. 12449). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 1383 C ter et 1466 A du code général des impôts - Extension aux deux bordures de la voie publique de l'application de certaines exonérations d'imposition locale lorsque ladite voie correspond à la limite d'un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12450). - **Articles additionnels après l'article 39 octies** (p. 12451). (p. 12451).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 39 decies (nouveau)** (art. 1518 A ter du code général des impôts - Abattement de 30 % sur la valeur locative des « lofts » créés dans des friches industrielles ou commerciales dans des communes sur lesquelles est situé au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12467). (p. 12468). - **Article 39 undecies (nouveau)** (art. 1518 A quater du code général des impôts - Abattement de la valeur locative des bâtiments affectés à la recherche) (p. 12469). (p. 12469). - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12470). (p. 12471). (p. 12473). (p. 12474). (p. 12475). - **Article 39 duodecies (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation d'une partie des ressources du Fonds national de

compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à la Société nationale de secours en mer, SNSM) (p. 12476). - **Article 39 terdecies (nouveau)** (art. 1519 H du code général des impôts - Réduction de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) pour les émetteurs de radiocommunications mobiles pour lesquels l'accord ou l'avis de l'Agence nationale des fréquences n'est pas requis) (p. 12477). (p. 12477). - **Article additionnel après l'article 39 terdecies** (p. 12478). (p. 12479). (p. 12481). - **Article 39 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies du code général des impôts - Mesures d'adaptation de la taxe d'aéroport affectée au financement de la sûreté et de la sécurité dans les aéroports) (p. 12481). (p. 12482). - **Articles additionnels après l'article 39 quindecies** (p. 12483). (p. 12484). (p. 12484). (p. 12485). (p. 12485). (p. 12486). (p. 12487). (p. 12487). - **Article 40** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 12490). (p. 12491). (p. 12492). (p. 12492). (p. 12493). (p. 12493). - **Article 42** (art. 244 quater U du code général des impôts et 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et adaptation aux bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat) (p. 12495). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 12496). (p. 12496). (p. 12497). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 199 undecies C et 244 quater X du code général des impôts - Substitution d'un agrément à une obligation de financement public pour les logements sociaux outre-mer éligibles à une défiscalisation) (p. 12498). - **Article 43** (art. 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts, et art. 16 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Aménagement des aides fiscales en faveur des investissements en outre-mer) (p. 12501). (p. 12502). (p. 12502). (p. 12503). (p. 12503). (p. 12504). (p. 12504). (p. 12505). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12506). (p. 12507). (p. 12508). (p. 12508). (p. 12509). (p. 12511). - **Article 44 ter (nouveau)** (art. 220 quindecies du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt permettant de soutenir la production de spectacles vivants musicaux et de variétés) (p. 12515). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 12516). - **Article 46 ter (nouveau)** (art. 257, 278 sexies, 278 sexies A et 284 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de livraison à soi-même dans le secteur du logement social pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12518, 12519). - **Article additionnel après l'article 46 ter** (p. 12519). - **Article 46 quater (nouveau)** (art. 1010 du code général des impôts - Exonération de taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) pour certains véhicules accessibles en fauteuil roulant) (p. 12521). - **Articles additionnels après l'article 46 quater** (p. 12521, 12522). (p. 12523). - **Article 47** (art. 31, 156, 239 nonies, 1395 E, 1394 B bis, 1395 G du code général des impôts, art. 146 de la loi n° 2005157 du 23 février 2005, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, art. 84 de la loi n° 2008-1425, art. 39 de la loi n° 2015-992 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) (p. 12525). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12527). (p. 12527). (p. 12528). (p. 12528). (p. 12529). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12532). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. 197 A du code général des impôts - Simplification de la démarche effectuée par les non-résidents pour l'imposition de leurs revenus de source française) (p. 12533). - **Article 47 ter (nouveau)** (art. 223 quinques C [nouveau], art. 1729 F [nouveau] du code général des impôts - Transmission à l'administration fiscale de la répartition pays par pays des bénéfices et des agrégats économiques, comptables et fiscaux des grandes entreprises, « reporting pays par pays ») (p. 12534). (p. 12534, 12535). (p. 12535). (p. 12536). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de traçabilité des produits du tabac prévu à l'article 569 du code général des impôts) (p. 12536). - **Article additionnel après l'article 47 quater** (p. 12538). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. 568 du code général des impôts - Interdiction de la revente de tabac dans les discothèques et bars restaurants) (p. 12539). - **Article 47 octies (nouveau)** (Possibilité pour certains officiers de police judiciaire d'accéder directement au fichier national des comptes bancaires, FICOBA) (p. 12540). (p. 12540). - **Article**

additionnel après l'article 47 octies (p. 12542). - **Article 24 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12549, 12550). - **Article 57 bis (supprimé)** (art. 91 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Prolongation de l'expérimentation relative au contrôle des arrêts de travail des fonctionnaires de l'Etat par les caisses primaires d'assurance maladie jusqu'au 31 décembre 2018) (p. 12551). - **Article liminaire** (p. 12552). - **Article 23 et état A** (p. 12568).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12573, 12574).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12692, 12694).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 1er A (nouveau)** (Apurement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la sécurité sociale) (p. 12761). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, art. 40 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements sous la forme d'une part du produit de la taxe intérieure sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12768). - **Article 2** (Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture, FNGRA) (p. 12769). - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique ») (p. 12773). (p. 12775, 12776). (p. 12776). (p. 12779). (p. 12780). (p. 12780). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12781). (p. 12783). (p. 12783). - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12790). (p. 12791, 12792). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 12795). - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 12801). (p. 12802). (p. 12803). (p. 12803). - **Article 10** (Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 12806). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinques B et 266 quinques C du code des douanes - Fiscalité des énergies) (p. 12811). (p. 12811). (p. 12812). (p. 12813). (p. 12813). (p. 12813). (p. 12814). (p. 12815). (p. 12817). (p. 12818). (p. 12818). (p. 12818). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12819). (p. 12821). (p. 12822). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 1er de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Précision de la trajectoire de la composante carbone de la TICPE pour les années 2017 à 2019) (p. 12822). - **Article additionnel après l'article 11 ter** (p. 12823). - **Article 12** (art. 265 du code des douanes - Encouragement à l'utilisation du super sans plomb 95-E10) (p. 12824). (p. 12825). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12826). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des produits issus de la location meublée par un propriétaire de tout ou partie de son habitation principale à un salarié saisonnier) (p. 12829). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 12829). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 150-0 B quater [nouveau] du code général des impôts - Exonération des plus-values de cession de placements monétaires sous condition de réinvestissement dans un PEA-PME) (p. 12831). (p. 12831). (p. 12831). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12832). (p. 12832). (p. 12834). - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. 199 sexdecies du code général des impôts - Réduction et crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à

domicile pour les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées) (p. 12834). - **Article 12 septies (nouveau)** (art. 200 quindecies et 238 du code général des impôts - Mesures fiscales pour encourager les groupements d'intérêt économique et environnemental forestier, GIEEF) (p. 12835). - **Article 13** (art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques) (p. 12840). (p. 12841). (p. 12841). (p. 12841). (p. 12841). (p. 12842). (p. 12842). (p. 12843). (p. 12843). (p. 12844). (p. 12844). (p. 12845). (p. 12845). (p. 12846). (p. 12846). (p. 12846). (p. 12847). (p. 12848). (p. 12848). (p. 12849). (p. 12849). (p. 12849). (p. 12849). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12850). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 136-6 du code de la sécurité sociale et art. 125-00 A [nouveau] du code général des impôts - Possibilité d'imputation des pertes en capital de prêts participatifs) (p. 12850). (p. 12851). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 150-0 D ter, art. 150-0 D, art. 199 terdecies-0 A, art. 1763 C du code général des impôts - Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 12852). (p. 12853). (p. 12853). (p. 12854). (p. 12854). (p. 12854). (p. 12855). (p. 12855). - **Articles additionnels après l'article 13 ter** (p. 12855). (p. 12856). - **Article 14** (art. L. 214-154, L. 214-160, L. 214-168, L. 214-169, L. 221-32-2 et L. 519-1 du code monétaire et financier - Renforcement du plan d'épargne en actions dédié au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire, PEA-PME) (p. 12858). (p. 12858). (p. 12858). - **Article 16** (art. 115 quinquies, art. 119 ter et art. 145 du code général des impôts - Mise en conformité du régime des sociétés mères et filiales) (p. 12861). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12861). (p. 12861). (p. 12862). - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité des équipements en fibre optique au suramortissement de 40 % de l'article 39 decies du code général des impôts, suramortissement « Macron ») (p. 12863). (p. 12863). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 12864). - **Article 16 quinquies (nouveau)** (art. 64, 64 bis [nouveau], 65, 65 A, 65 B, 69, 69 A, 69 B, 70, 71, 75, 75 A, 76, 158, 206, 238 bis K, 1651 A, 1651 D, 1655 sexies et 1652 du code général des impôts, art. L. 1 à L. 4 et L. 118 du livre des procédures fiscales, art. L. 731-15, L. 731-16, L. 731-19 et L. 731-20 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un régime fiscal « Micro BA » pour l'imposition des bénéfices agricoles) (p. 12866). - **Article additionnel après l'article 16 quinquies** (p. 12867). - **Article 16 sexies (nouveau)** (art. 72 D bis du code général des impôts - Assouplissement des modalités de constitution et des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas, DPA) (p. 12868). - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 154, 158, 199 quater B, 1649 quater E, 1649 quater E bis, 1649 quater F, 1649 quater H, 1649 quater I, 1649 quater J, 1649 quater K, 1649 quater K bis [nouveau], 1649 quater K ter [nouveau], 1649 quater K quater [nouveau], 1649 quater L, 1649 quater N [nouveau], 1649 quater O [nouveau], et 1755 du code général des impôts, art. L. 166 du livre des procédures fiscales, et art. 69 et 70 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Renforcement des missions des organismes de gestion agréés) (p. 12871). (p. 12871). (p. 12872). - **Article 16 nonies (nouveau)** (art. 200, 207, 231 bis V [nouveau], 238 bis, 885-0 V bis A et 1460 du code général des impôts ; art. 43 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 - Régime fiscal des établissements d'enseignement supérieur consulaire) (p. 12872). - **Articles additionnels après l'article 16 duodécies** (p. 12874). (p. 12875). (p. 12875, 12876). (p. 12876). (p. 12877). (p. 12878). - **Article 18** (art. 44 quindecies et art. 1465 A du code général des impôts - Réforme des zones de revitalisation rurale) (p. 12880). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 12880). - **Article 19** (art. 1653 F (nouveau) du code général des impôts et art. L. 59, L. 59 D (nouveau), L. 60, L. 113 et L. 136 A (nouveau) du livre des procédures fiscales - Création d'un comité consultatif pour le crédit d'impôt pour dépenses de recherche et le crédit d'impôt d'innovation) (p. 12881). (p. 12881). (p. 12882). (p. 12882).

(p. 12882). (p. 12882). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12883). - **Article 20** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, art. 1729 C et 1754 du code général des impôts - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12885). (p. 12886). (p. 12886). (p. 12886). (p. 12887). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12887). (p. 12888). - **Article 21** (art. 302 septies B et 1599 sexies [rétabli] du code général des impôts, art. L. 520-1 à L. 520-11 et L. 520-12 à L. 520-22 [nouveau] du code de l'urbanisme - Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Île-de-France) (p. 12892). (p. 12892, 12893). (p. 12893). (p. 12893). (p. 12895). (p. 12896). (p. 12896). (p. 12897). - **Article 24** (art. 1411, 1519 I, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1640 [nouveau] du code général des impôts et art. L. 2113-5-1 [nouveau] et L. 2333-4 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions fiscales aux regroupements de communes) (p. 12901). (p. 12901). (p. 12901). (p. 12902). (p. 12902). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12903). (p. 12903). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 331-2 du code de l'urbanisme - Délibération relative à la taxe d'aménagement dans le cas de création d'une commune nouvelle) (p. 12904). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12904). (p. 12905). (p. 12906). - **Article 25** (art. 1520, 1521 et 1522 bis du code général des impôts, art. L.2333-78 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation et amélioration du caractère incitatif de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 12907). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12907). (p. 12908). (p. 12909). (p. 12911, 12912). (p. 12912). (p. 12912). (p. 12913). (p. 12914). (p. 12914). (p. 12915). (p. 12916). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12919). (p. 12919). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit ») (p. 12920). (p. 12920). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 12921). (p. 12921). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales et art. 115 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Pérennisation du mécanisme de compensation partielle des baisses du produit de CVAE pour les départements) (p. 12922). - **Article 25 quater (nouveau)** (art. 1382 du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des installations et bâtiments affectés à la méthanisation agricole) (p. 12922). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12925). - **Article 25 quinquies (nouveau)** (art. 1396 du code général des impôts - Adaptations de la majoration de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les terrains constructibles situés en « zone tendue ») (p. 12926). - **Article 25 sexies (nouveau)** (art. 1451 du code général des impôts - Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des sociétés produisant du biogaz, de l'électricité, de la chaleur par la méthanisation agricole) (p. 12927). - **Article 25 octies (nouveau)** (art. L. 135 ZC [nouveau] et L. 113 du livre des procédures fiscales - Transmission d'informations entre services de l'État concernant les demandes d'attribution au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 12928). - **Article 25 nonies (nouveau)** (Possibilité d'étendre la Tascom aux établissements ouverts avant 1960) (p. 12929). - **Article 25 decies (nouveau)** (Assujettissement à la Tascom en cas de changement d'exploitation en cours d'année) (p. 12930). (p. 12931). - **Article 25 terdecies (nouveau)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 - Fixation de la répartition du produit de l'octroi de mer à Mayotte) (p. 12931). - **Article 25 quaterdecies (nouveau)** (Fonds de soutien exceptionnel aux départements) (p. 12932). - **Article additionnel après l'article 25 quindecies** (p. 12934). (p. 12934). - **Article 28** (art. 266 nonies, 266 decies, 266 undecies, 268 ter et 285 sexies du code des douanes, art. L. 151-1 du code de l'environnement - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : modernisation et sécurisation du recouvrement de la taxe) (p. 12938). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12939). (p. 12940). (p. 12941). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des

douanes - Extension de la TGAP au gazole non routier (p. 12942). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12943). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Introduction d'un critère de traçabilité relatif aux matières premières permettant de produire des biocarburants pris en compte pour le double comptage) (p. 12944). (p. 12944). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12945). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. 278-0 bis du code général des impôts - Extension du taux réduit de TVA à 5,5 % à certains spectacles) (p. 12945). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009) (p. 12946). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12951). (p. 12951). (p. 12952). (p. 12953). (p. 12953). - **Article 31** (art. 217 octies du code général des impôts - Amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 12955). (p. 12955). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 12955). - **Article 32** (art. 119 quinquies [nouveau] du code général des impôts - Exonération de la retenue à la source due par une société non résidente déficitaire ou en liquidation) (p. 12956). - **Article 34** (art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception) (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12959). (p. 12960). (p. 12960). (p. 12961). (p. 12961). (p. 12962). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 12963). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 12964). (p. 12964). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 796 et art. 796 bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droit de mutation à titre gratuit des dons au profit de victimes d'actes de terrorisme) (p. 12965). (p. 12966). (p. 12966). (p. 12966). (p. 12967). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. 1609 duodecies du code général des impôts - Extension de l'assiette de la taxe sur l'édition des ouvrages de librairie aux livres numériques) (p. 12967). - **Article 35 decies (nouveau)** (art. 122 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Extension du dispositif de remise de dette sociale en faveur de l'agriculture corse) (p. 12969). - **Article 35 undecies (nouveau)** (Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays, « reporting » pays par pays public) (p. 12969). - **Article additionnel après l'article 35 undecies** (p. 12971). (p. 12971). - **Articles additionnels après l'article 35 duodecies** (p. 12972). (p. 12972). - **Article 36** (art. L. 432-2 du code des assurances - Garantie des financements nécessaires à l'acquisition par des clients français de navires de flotte de commerce ou d'engins spatiaux civils construits en France) (p. 12973). - **Article 37** (art. L. 432-1, L. 432-2, L. 432-3, L. 432-4, L. 432-4-1 [nouveau], L. 432-4-2 [nouveau] et L. 432-5 du code des assurances, art. 84 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 et art. 612-3 du code monétaire et financier - Réforme du dispositif de financement des exportations)

(p. 12975). (p. 12975). (p. 12976). (p. 12976). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 12976). (p. 12976). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12977). (p. 12978). - **Article 40** (art. 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Reconduction et amélioration du dispositif de garantie à la construction navale de la Caisse française de développement industriel, CFDI) (p. 12980). (p. 12980). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 12980). (p. 12981). - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12981). (p. 12981). - **Article additionnel après l'article 42 ter** (p. 12982). (p. 12982). (p. 12982). - **Article 45 (nouveau)** (art. 76 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 - Modification de l'affectation de la taxe sur les spectacles de variété pour financer un fonds d'intervention d'urgence en faveur du spectacle vivant) (p. 12983). (p. 12983). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12984). (p. 12985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12987).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13106).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13121, 13123). - **Question préalable** (p. 13130).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 13134, 13135). - **Question préalable** (p. 13140).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13142, 13144).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13149, 13150).

MORHET-RICHAUD (Patricia)
sénatrice (Hautes-Alpes)
NI, puis UMP-A, puis Les Républicains-
A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 13 janvier 2015.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 8 décembre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 13 janvier 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** [n° 468 (2014-2015)] - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6322, 6323).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi** [n° 502 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel*) (p. 6707).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6790).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (16 septembre 2015) - **Article 5 quinquies** (*art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler*) (p. 8310). (p. 8310).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation de salles de consommation à moindre risque*) (p. 8417). - **Article 11** (*art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis*) (p. 8449). (p. 8450). - **Articles additionnels après l'article 11 sexies** (p. 8484). (p. 8485).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du train de nuit Paris-Briançon** - (13 octobre 2015) (p. 9467). (p. 9468).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture** [n° 33 (2015-2016)] - (13 octobre 2015) - **Article 5 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 221-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions du service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 9498). - **Article 5 B** (*art. L. 221-2-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Possibilité pour le président du conseil départemental de confier un mineur à un tiers bénévole*) (p. 9498).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole**

impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)] - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9699, 9700).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9840, 9841).

- **Question orale sans débat sur le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales et les territoires ruraux de montagne** - (27 octobre 2015) (p. 9947). (p. 9948).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 20 (texte non modifié par la commission)** (*Objet de l'action de groupe*) (p. 10447). (p. 10447).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 10669). (p. 10669). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (*art. L. 244-2 du code de la sécurité sociale - Motivation des avertissements et des mises en demeure*) (p. 10669, 10670). (p. 10670). - **Article 22** (*art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013*)

relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10739). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10744). (p. 10744). (p. 10744). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10751). (p. 10752).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12139).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. L. 122-3 du code de l'environnement - Expérimentation de l'alignement des normes nationales en matière d'études d'impact sur les normes européennes pour les installations d'élevage*) (p. 12672, 12673).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12733, 12734).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UDI-UC

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 février 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015) ; nouvelle nomination ; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (16 mars 2015).

Présidente et rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions le 24 juin 2015.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique de l'Institut français le 19 mars 2015.

Membre titulaire de la Commission scientifique nationale des collections.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Les enjeux de la nouvelle présidence de France Télévisions [n° 344 (2014-2015)] (13 mars 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse [n° 423 (2014-2015)] (4 mai 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 336 (2014-2015)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 438 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 544 (2014-2015)] relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 605 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Le collège en question [n° 611 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Culture - Fonction publique - Éducation.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 681 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Nomination des membres de la commission mixte paritaire.

Hommage aux victimes des attentats terroristes.

Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication - Calendrier des travaux.

Communication - Tableau national de répartition des bandes de fréquences (TNRBF).

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un vice-président de la commission.

Modernisation du secteur de la presse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisation des travaux de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

(*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 5 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la Radio-télévision belge francophone (RTBF).

Transfert de la bande des 700 MHz et avenir de France Télévisions - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Modernisation du secteur de la presse - Nomination des membres de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport sur la révision de la directive 2001-29-CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de M. Pierre Sirinelli, professeur à l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, membre du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Jacques Sallois, président de la Commission scientifique nationale des collections (CNSC), sur le rapport de cette commission au Parlement.

Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « *Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle* ».

Communication diverse.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Communications diverses.

Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Contrat d'objectifs et de moyens de l'INA pour la période 2015-2019 - Audition de Mme Agnès Saal, présidente-directrice générale, et M. Jean-Marc Auvray, secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Refonte de la directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information - Audition de MM. Pascal Rogard, directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), et Olivier Brillanceau, directeur général de la Société des auteurs des arts visuels et de l'image fixe (SAIF).

Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Rapport d'activité du CSA pour l'année 2014 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 7 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mardi 12 mai 2015 *(commission des affaires européennes)* : Recherche et propriété intellectuelle - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Carlos Moedas, commissaire européen en charge de la recherche, de la science et de l'innovation.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Dialogue social et emploi - Demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Application des lois - Communication.

Audition de M. Yves Bigot, directeur général de TV5Monde.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Table ronde sur la culture face au défi numérique.

(commission des affaires européennes) : Culture - Table ronde, conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la culture face au défi numérique.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Utilisation de la bande ultra haute fréquence - Audition de M. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auteur d'un rapport à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission d'enquête « Service public de l'éducation, repères républicains et difficultés des enseignants » - Présentation du rapport.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hadopi - Présentation du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Organisme extraparlémentaire - Désignation.

Suivi du rapport de la mission d'information sur les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) - Communication.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Désignation d'un rapporteur.

Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Désignation des candidats appelés à faire partie de la commission mixte paritaire (CMP).

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Proposition de loi n° 140 (2014-2015) relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

(*délégation aux entreprises*) : Table ronde 1 : Pourquoi l'apprentissage recule-t-il en France ?

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cosnard, candidat proposé aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et

M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Dépouillement du scrutin sur la candidature de M. Michel Cosnard aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Désignation de rapporteurs.

Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rentrée universitaire - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport pour avis.

Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail relatif aux négociations internationales sur le climat et l'environnement - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Communication.

Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Communication.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'État et Radio France - Vote de l'avis.

Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs aînés et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du

31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 145, 146).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 363). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 372). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 380, 381). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 398).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation [n° 148 (2014-2015)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1081, 1082).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1282, 1283).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, en remplacement de Mme François Férat, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1354, 1355).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2417).

- **Question orale sans débat sur l'habitat adapté aux personnes adultes en situation de handicap** - (24 mars 2015) (p. 2848, 2849). (p. 2849).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2872, 2873).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Article 17** (Réduction d'impôt accordée au titre des dons aux associations ou fonds de dotations oeuvrant pour le pluralisme de la presse) (p. 3098).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rachat de la chaîne numéro 23 par NextRadioTV (BFMTV)** - (9 avril 2015) (p. 3311).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3852). (p. 3853, 3854). (p. 3854).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies D** (p. 3882). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 3886). - **Article additionnel après l'article 33 nonies** (p. 3890). (p. 3895, 3896).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 4525).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5283, 5284).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5478). (p. 5479).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5870, 5871).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 5932). (p. 5933). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5966, 5967). (p. 5975). (p. 5985). (p. 5988). (p. 5989).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6257, 6258).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6832, 6833).

- présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 6840). (p. 6844).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 33 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Encadrement et régulation de l'activité des moteurs de recherche sur Internet) (p. 7114, 7115). (p. 7115).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, rapporteur - **Discussion générale** (p. 8060, 8061). - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Attribution de la bande UHF au CSA pour la TNT jusqu'au 31 décembre 2030) (p. 8075). (p. 8076). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Régime des recompositions de multiplex) (p. 8077). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 30-2-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Indemnisation du préjudice des éditeurs de programmes suite à la réorganisation des multiplex) (p. 8078, 8079). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8080). - **Article 7** (art. 96, 96-2, 97, 97-1 et 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Abrogation de dispositions obsolètes) (p. 8081). (p. 8081). - **Article 6 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Conditions de retrait des autorisations accordées aux collectivités territoriales, propriétaires de constructions, syndicats de copropriétaires et constructeurs) (p. 8082). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques) (p. 8085). - **Article 8 bis A**

(nouveau) (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Indemnisation du préjudice des diffuseurs suite à la réorganisation des multiplex) (p. 8087). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en compte de l'aménagement du territoire pour toute réaffectation d'une bande de fréquences précédemment utilisée par la diffusion de la TNT) (p. 8088). - **Article 10 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Rôle de l'ANFR pour prévenir et traiter les cas de brouillage) (p. 8089). (p. 8090). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 8090). (p. 8091). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8091).

- **Commission mixte paritaire [n° 682 (2014-2015)]** - (5 octobre 2015) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9139, 9140).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9399).

- **Question orale sans débat sur la situation des conservatoires et des écoles de musique** - (13 octobre 2015) (p. 9469). (p. 9470).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9519, 9520).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9760).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9784, 9785).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9968, 9969).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11485).

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11850). - **État B** (p. 11865, 11866).

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 12165).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **État B** (p. 12234).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12621, 12622).

MORISSET (Jean-Marie)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables [n° 167 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la

voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Luc Derepas, directeur général des étrangers en France, responsable du programme 303 « Immigration et asile » et Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale (programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), sur l'hébergement d'urgence.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités*

territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 405, 406).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement*) (p. 2583, 2584).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Article 1er bis** (*art. L. 112-5 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole départemental de coordination des acteurs de la protection de l'enfance*) (p. 9439).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 32 bis** (*art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile*) (p. 10069). - **Article 40 bis** (*art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 10086). (p. 10088).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 11214). (p. 11215). - **Article 2 quater (nouveau)** (*art. 199 terdecies du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017*) (p. 11226). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11278). (p. 11279).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) (p. 11308). - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11318). - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 11374, 11375). (p. 11377).

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11948, 11949).

Égalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la prévention de l'exclusion et l'insertion des personnes vulnérables (p. 12044).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12294, 12295).

MOILLER (Philippe)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 16 (2014-2015)] - Les dispositions applicables aux collectivités territoriales du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 265 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 276 (2014-2015)] ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap [n° 455 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap [n° 637 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche : un modèle à suivre ? [n° 719 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 167 tome 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

(*commission des affaires sociales*) : Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

(*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale).

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Audition de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Virginie Magnant, adjointe à la directrice générale, cheffe de service des politiques d'appui de la direction générale de la cohésion sociale, sur le RSA activité (programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire »).

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 82).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 944, 945).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1029, 1030).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1525, 1526). (p. 1532). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et de l'article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1550). (p. 1551). (p. 1553). - **Article additionnel après l'article 5 bis C** (p. 1568). (p. 1568). - **Article 5 quinquies** (*art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale*) (p. 1577). (p. 1578).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 8 bis A** (*art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique*) (p. 1627). (p. 1628). - **Article 9 B** (*Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre*) (p. 1636). (p. 1636).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique*) (p. 1762). (p. 1763). (p. 1767). - **Article 19 quater** (*art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage*) (p. 1774, 1775). (p. 1778). (p. 1779). - **Article 22 bis B** (*art. L. 1413-1, L. 2224-5, L. 2224-17-1 [nouveau] et L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales - Comptabilité analytique pour le service public de prévention et de gestion des déchets*) (p. 1801). (p. 1801). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire*) (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (*art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération*) (p. 1849). (p. 1850). - **Article 29** (*art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) (p. 1900). (p. 1900).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1968). - **Article 38 ter** (*ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 et ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 - Généralisation de l'expérimentation du permis unique pour les éoliennes terrestres et les méthaniseurs*) (p. 1970). - **Article 42** (*art. L. 111-56,*

art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité (p. 1983). (p. 1984). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 2005). (p. 2005). (p. 2005). (p. 2006). - **Article 46** (Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures) (p. 2007). (p. 2008). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2017). (p. 2018). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2045, 2046).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2328, 2329).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3002, 3003). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 3009).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3731). (p. 3732). - **Articles additionnels après l'article 25 octies** (p. 3748).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 4408).

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité rurale et la fraction « bourg-centre »** - (26 mai 2015) (p. 5263). (p. 5263).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5876, 5877).

- **Corapporteur - Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5888). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5889). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée) (p. 5894). (p. 5898). (p. 5899, 5900). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5905).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6427). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6433). (p. 6434).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7085).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 141-1-1, L. 143-8, L. 143-16

[nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) aux donations) (p. 7103). (p. 7104).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8005, 8006).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8289).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8380). (p. 8383).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8412, 8413). (p. 8417). (p. 8417). (p. 8418).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8675). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8686). (p. 8688). (p. 8689). - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8722, 8723). (p. 8723). (p. 8724). (p. 8725). (p. 8726). - **Articles additionnels après l'article 30 sexes** (p. 8750). (p. 8751). - **Article 33** (art. L. 3511-10 [nouveau], L. 4151-4 et L. 4311-1 du code de la santé publique - Prescription de substituts nicotiques) (p. 8784).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8820, 8821). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8866). (p. 8867). (p. 8872). - **Article additionnel après l'article 42 quater** (p. 8904).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9051). (p. 9052).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** -

(28 octobre 2015) - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10054). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs) (p. 10055). (p. 10056). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 10107). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10575, 10576).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10604). (p. 10606). - **Article 9** (p. 10618, 10619).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10652).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11876, 11877).

- Rapporteur pour avis - **État B** (p. 11889).

- **Question orale sans débat sur la fiscalité des conventions d'assurance relatives aux logements sociaux locatifs** - (1er décembre 2015) (p. 11980). (p. 11980).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) (p. 12029, 12030).

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP, puis Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 168 tome 2 fasc. 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des syndicats d'enseignants - Table ronde.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA) jusqu'au 20 décembre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la fiscalité de l'économie collaborative [n° 148 (2015-2016)] (10 novembre 2015) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12288, 12290).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2576, 2577).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6148).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la société Irrifrance et le soutien de la Banque publique d'investissement (BpiFrance)** - (18 juin 2015) (p. 6488, 6489).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7266).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7686, 7687).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7697).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9166, 9167).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9958, 9959).

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 16 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 244 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 331 (2014-2015)] (10 mars 2015) - **Environnement - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 466 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 505 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Écologie, développement et mobilité durables : transports ferroviaires, collectifs et fluviaux [n° 169 tome 4 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de M. Patrick Martin Uzamugura, architecte.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat - 4e paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Énergie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Louis Nègre.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - au nom de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 1351, 1354).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 3** (*art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments*) (p. 1507).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article additionnel avant l'article 9 A** (p. 1632). - **Article 9 A (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentations sur les transports logistiques afin de réduire les impacts environnementaux en ville*) (p. 1633). - **Article 9 B (Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre)** (p. 1634, 1635). (p. 1635). (p. 1636). (p. 1636, 1637). (p. 1637). (p. 1638). (p. 1639). (p. 1639). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1640). (p. 1642). - **Article 9** (*art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquies des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite*) (p. 1647, 1648). (p. 1650). (p. 1650). (p. 1651). (p. 1651). (p. 1652). (p. 1652). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1653). (p. 1654). (p. 1658). (p. 1659). (p. 1660). (p. 1661). (p. 1661). (p. 1663). - **Article 9 bis A** (*art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés*) (p. 1664, 1665). (p. 1667). - **Article 9 bis** (*Stratégie nationale pour le développement de véhicules propres et le déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant*) (p. 1668). (p. 1669). (p. 1669, 1670). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 1671). (p. 1672). - **Article 10** (*art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 123-1-12 du code de l'urbanisme, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Favoriser le déploiement des infrastructures d'avitaillement des véhicules électriques et hybrides rechargeables*) (p. 1674). (p. 1675). (p. 1675). (p. 1676). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1676). (p. 1676, 1677). (p. 1677). (p. 1677, 1678). (p. 1680). - **Article 11** (*art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants*) (p. 1681). (p. 1684). - **Article 12** (*Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution*) (p. 1686). (p. 1687). (p. 1688). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1688). (p. 1689). - **Article 13** (*art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2, section 3 du chapitre VIII du titre II du livre II abrogé et L. 361-2 du code de l'environnement - Création des zones à*

circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules) (p. 1691, 1692). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1692, 1693). (p. 1693). (p. 1694). - **Article 13 bis** (art. L. 3261-3-1 [nouveau] du code de travail, art. L. 131-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 81 du code général des impôts - Création d'une indemnité kilométrique pour les trajets domicile-travail effectués à vélo) (p. 1695). - **Article 13 ter** (art. L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de déplacements d'entreprises rendus obligatoires) (p. 1696, 1697). - **Article 14** (art. L. 1231-15 du code des transports, art. L. 173-1 du code de la voirie routière - Encouragement au covoiturage - Habilitation à procéder par voie d'ordonnance pour étendre la possibilité de recours à des servitudes d'utilité publique pour la réalisation de réseaux de transport) (p. 1699). (p. 1700). (p. 1700). (p. 1700). (p. 1701). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1701). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 1702). - **Article 14 ter** (art. L. 1213-3-4 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité rurale) (p. 1703). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 1703). (p. 1704). - **Article 14 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage) (p. 1705). (p. 1706). - **Article 14 quinques (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les émissions de particules fines dans le secteur des transports) (p. 1707). - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Extension de l'usage des servitudes de marchepied) (p. 1710, 1711). - **Article additionnel après l'article 16 quinques** (p. 1712, 1713). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 [nouveau] du code de l'environnement - Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques) (p. 1713). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1715, 1716). (p. 1718). (p. 1718). - **Article 18** (art. L. 221-2, L. 222-4, L. 222-5, L. 222-6 et L. 572-2 du code de l'environnement, art. L. 1214-7 et L. 1214-8-1 du code des transports, art. L. 123-1-9 et L. 123-12-1 du code de l'urbanisme et art. L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Simplification et renforcement des outils de planification territoriale pour la qualité de l'air) (p. 1720). (p. 1720). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1720). (p. 1721). (p. 1721). - **Article 18 bis** (art. 4 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 1723). (p. 1723, 1724). (p. 1724). (p. 1725). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1726).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1739). (p. 1740). (p. 1741). (p. 1742, 1743). (p. 1743). (p. 1746, 1748). (p. 1749). (p. 1750). (p. 1751). (p. 1752). (p. 1752). (p. 1753). (p. 1753). (p. 1754). (p. 1755). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 1755). - **Article 19 bis A** (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020) (p. 1756, 1757). - **Article 19 bis C** (Rapport du Gouvernement sur les enjeux de l'économie circulaire au niveau local) (p. 1759, 1760). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1765, 1766). (p. 1767). (p. 1768). (p. 1769). (p. 1770). (p. 1772, 1773). (p. 1773). (p. 1774). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage) (p. 1776, 1777). (p. 1777). (p. 1777). (p. 1778). (p. 1779). (p. 1779). (p. 1781). - **Article 19 quinques** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 1782). - **Article 19 septies** (Harmonisation sur le territoire national des règles de collecte séparée des emballages et papiers) (p. 1783). (p. 1784). - **Article additionnel après l'article 19 septies** (p. 1784). - **Article 19 nonies (nouveau)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Répartition du capital social dans un éco-organisme) (p. 1785). (p. 1785, 1786). - **Articles additionnels après l'article 19 decies**

(p. 1786). (p. 1787). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-1 du code de l'environnement - Respect du principe de proximité dans la prévention et la gestion des déchets) (p. 1788). - **Article 21** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Contribution et incitations financières aux actions de prévention des déchets) (p. 1789). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 1790). (p. 1790). (p. 1790, 1791). (p. 1791). (p. 1791). (p. 1792). (p. 1793). (p. 1793). (p. 1793, 1794). (p. 1794). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - Élargissement de la REP papier) (p. 1795). - **Article 21 bis B** (art. L. 541-10-3 du code de l'environnement - Élargissement de la REP textile) (p. 1796). - **Article additionnel après l'article 21 bis B** (p. 1797). - **Article 21 bis (Supprimé)** (art. L. 541-14 du code de l'environnement - Extension du contenu des plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux) (p. 1798). - **Article additionnel après l'article 21 sexies** (p. 1799). - **Article 22** (art. L. 541-21-2, L. 541-33 et L. 541-39 [abrogé] du code de l'environnement - Institution d'une obligation de tri des déchets de bois) (p. 1799). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 1800). - **Article 22 bis B** (art. L. 1413-1, L. 2224-5, L. 2224-17-1 [nouveau] et L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales - Comptabilité analytique pour le service public de prévention et de gestion des déchets) (p. 1801). - **Articles additionnels après l'article 22 sexies** (p. 1802). (p. 1803). - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1803). (p. 1804). - **Article additionnel après l'article 22 septies** (p. 1805). - **Article 22 nonies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur les produits ne faisant pas l'objet d'un dispositif de responsabilité élargie du producteur) (p. 1806). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1806). (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 decies** (p. 1841). (p. 1841). - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1880). (p. 1881). (p. 1881). (p. 1882). - **Article additionnel après l'article 30 quinques** (p. 1904). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1906). (p. 1908). (p. 1909). (p. 1909). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 1915). - **Article 34** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011) (p. 1923). (p. 1924). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1924, 1925). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 1928). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers) (p. 1930, 1931). (p. 1932, 1933). - **Article 37** (art. L. 146-4 et L. 146-6 du code de l'urbanisme - Extension des dérogations à la loi littoral pour permettre l'atterrissage de lignes électriques dans la bande littorale et les espaces remarquables) (p. 1934). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 1936). - **Article 38 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Implantations d'éoliennes terrestres sur le territoire des communes littorales) (p. 1937). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1939, 1940). (p. 1942). (p. 1943). (p. 1945, 1946). (p. 1947). - **Article 38 bis B (nouveau) (réservé)** (art. L. 553-2 du code de l'environnement - Définition par le pouvoir réglementaire de certaines règles d'implantation des éoliennes terrestres) (p. 1949). - **Article 38 bis C (nouveau)** (art. L. 553-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Barème d'indemnisation pour les propriétaires riverains d'une éolienne terrestre) (p. 1950). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1951). (p. 1952). (p. 1952). (p. 1953).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 38 bis B (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 553-2 du code de l'environnement - Définition par le pouvoir réglementaire de certaines règles d'implantation des éoliennes terrestres) (p. 1965). - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1965). (p. 1966, 1967). - **Article 38 ter A (Supprimé)** (art. L. 228-4 [nouveau] du code de l'environnement - Performance environnementale de la commande publique) (p. 1969). (p. 1969). - **Article 38 ter** (ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 et ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 - Généralisation de l'expérimentation du permis unique pour les éoliennes terrestres et les méthaniseurs) (p. 1970). (p. 1971). - **Articles additionnels après l'article 38 ter** (p. 1972, 1973).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2131, 2132). (p. 2132). (p. 2132). (p. 2132). (p. 2133). (p. 2133). (p. 2134). (p. 2135). (p. 2135). (p. 2136). (p. 2137). (p. 2137). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2140). (p. 2141). - **Article 56 bis (Supprimé)** (art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme - Prise en compte des réseaux d'énergie dans les orientations générales fixées par les projets d'aménagement et de développement durables, PADD) (p. 2143). (p. 2144). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-38 [nouveau] du code des collectivités territoriales - Réseaux publics de chaleur et de froid) (p. 2144). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 2145). - **Article 57 ter (nouveau)** (art. L. 222-3-1 [nouveau] du code de l'environnement) (p. 2146). - **Article 57 quater (nouveau)** (art. L. 2224-39 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une structure de coopération interterritoriale dans le domaine énergétique) (p. 2148). (p. 2148). - **Article 63 bis C (Texte non modifié par la commission)** (Facilitation de l'utilisation des matières premières recyclées issues de déchets dans les départements et régions d'outre-mer) (p. 2171). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2181, 2182).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5540). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5558).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 17 septdecies AA** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de calcul de la dotation de solidarité communautaire pour les intercommunalités signataires d'un contrat de ville) (p. 5589). - **Article 21 bis** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 5616). (p. 5616). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de représentation-substitution d'une communauté urbaine ou d'une métropole à ses communes membres au sein d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 5617). - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5621). - **Article 22 bis AAA** (art. L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales - Répartition entre collectivités des recettes issues des forfaits de post-stationnement hors Île-de-France) (p. 5622, 5623). (p. 5623, 5624). (p. 5624). (p. 5624). - **Article 22 octies (supprimé)**

(Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5636). (p. 5638).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6165, 6167).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6181, 6182).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7427, 7428).

- Au nom de la commission du développement durable - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'Etat et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7549). (p. 7550). (p. 7550). (p. 7551). (p. 7552). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Stratégie nationale pour le développement de la mobilité propre) (p. 7553). (p. 7554). (p. 7554). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de l'habitation, art. L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 - Déploiement de bornes de recharge pour les véhicules hybrides ou électriques dans les bâtiments neufs ou existants et les copropriétés) (p. 7555, 7556). (p. 7557). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7558). (p. 7558). (p. 7559, 7560).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 7572). (p. 7572). - **Article 13** (art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code des collectivités territoriales articles L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2, L. 228-3 du code de l'environnement - Création des zones à circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules) (p. 7574). - **Article 13 ter** (art. L. 1214-2, L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité pour les entreprises de plus de cent salariés) (p. 7575). - **Article 14 quater** (Rapport sur l'opportunité de réserver une voie aux taxis sur les autoroutes et routes nationales comportant au moins trois voies et traversant ou menant vers une métropole) (p. 7576). - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Usage de la servitude de marchepied) (p. 7577). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement du contrôle des émissions de polluants atmosphériques lors du contrôle technique) (p. 7578). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7580). (p. 7581). (p. 7581). (p. 7585). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7589). (p. 7592). (p. 7593). (p. 7593). (p. 7595). (p. 7595). (p. 7596, 7597). - **Article 19 bis A** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7601). (p. 7602). (p. 7603). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7606). - **Article 19 quater** (art. L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] et L. 541-10-2 du code de l'environnement, article 59 octies du code des douanes - Récupération des véhicules hors d'usage, gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, et contrôle des transferts transfrontaliers de déchets) (p. 7608). (p. 7609). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7610, 7611). (p. 7612). - **Article 21 bis AB (Texte**

non modifié par la commission (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Délégation des registres de données des filières à responsabilité élargie des producteurs tenus par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 7614). - **Article 21 bis AC** (art. L. 541-10-10 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une responsabilité élargie des producteurs pour les navires de plaisance ou de sport) (p. 7615). (p. 7615). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - Élargissement du périmètre de la REP sur les papiers) (p. 7616). - **Article 22 ter A** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la consommation - Définition de l'obsolescence programmée) (p. 7619). (p. 7620). - **Article 22 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-3 à L. 541-15-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 7622). (p. 7623). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011) (p. 7640). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7642, 7643). (p. 7644, 7645). (p. 7646). (p. 7648). (p. 7649). - **Article 38 bis BB** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Délai de rétractation et obligation d'information des propriétaires de terrain lors de la signature d'un bail avec un promoteur éolien) (p. 7649).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7732). (p. 7733). (p. 7734). (p. 7735). - **Article 57 quater** (art. L. 2224-39 [nouveau] et L. 5722-8 du

code général des collectivités territoriales - Commission consultative des syndicats d'électricité) (p. 7736). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7755).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de sécurité à la suite des attentats** - (26 novembre 2015) (p. 11697). (p. 11698).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12007, 12008).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12730, 12731). - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12737). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12742).

NÉRI (Alain)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 246 (2014-2015)] autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 256 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 402, 403).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les stages et les jeunes en formation** - (29 janvier 2015) (p. 1042).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 246 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 2239, 2240).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Article 23 sexies** (**Texte non modifié par la commission**) (*Ratification de l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire*) (p. 3702).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 97 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article unique** (p. 4564, 4565).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 3 (nouveau)** (*art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée*) (p. 5896, 5897).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6348). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6363).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (29 septembre 2015) - **Article 38** (*art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé*) (p. 8871).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12053).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12158).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12237, 12238).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12290, 12291).

rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] - (29 janvier 2015) - **Article unique** (p. 1014).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1030, 1032).

- **Question orale sans débat sur l'accessibilité des élèves avec chiens-guides et d'assistance** - (17 février 2015) (p. 1830).

- **Question orale sans débat sur le décalage entre la perception du revenu et le versement des cotisations au régime social des indépendants** - (17 février 2015) (p. 1831, 1832).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des enseignants de l'Aude et la nouvelle carte scolaire** - (17 février 2015) (p. 1832).

NEUVILLE (Ségolène)
secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le**

- **Question orale sans débat sur la refonte de l'éducation prioritaire** - (17 février 2015) (p. 1833).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2424, 2426). (p. 2435). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap)** (p. 2438, 2439). (p. 2440, 2441).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2574, 2575). (p. 2481, 2482). - **Article 4 (Entrée en vigueur de la loi)** (p. 2485).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2496, 2501).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du handicap** - (16 avril 2015) (p. 3902).

- **Question orale sans débat sur le TGV-Limousin** - (26 mai 2015) (p. 5260, 5261).

- **Question orale sans débat sur la fin de l'instruction des autorisations du droit des sols par l'État pour le compte des collectivités territoriales** - (26 mai 2015) (p. 5262).

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité rurale et la fraction « bourg-centre »** - (26 mai 2015) (p. 5263).

- **Question orale sans débat sur la baisse programmée des dotations horaires de collèges en Côte-d'Or** - (26 mai 2015) (p. 5264).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de l'agence de la caisse primaire d'assurance maladie de Bondy** - (26 mai 2015) (p. 5265).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5873, 5875). (p. 5884, 5885). - **Article 2 (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement)** (p. 5886). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5889). - **Article 3 (nouveau) (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des agendas d'accessibilité programmée)** (p. 5890, 5891). (p. 5894, 5895). (p. 5896). (p. 5897, 5898). (p. 5898). (p. 5900). (p. 5901). - **Article 4 (nouveau) (art. L. 111-7-3 du code de la construction et de l'habitation - Refus de travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public par une assemblée générale de copropriétaires)** (p. 5902). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5903). - **Article 6 (nouveau) (art. 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Elaboration des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics)** (p. 5904). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5905, 5906).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6453, 6454). - **Article 1er (art. L. 766-5 du code de la sécurité sociale - Composition du conseil d'administration)** (p. 6462). - **Article 2 (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - Mode d'élection des membres du conseil d'administration)** (p. 6465). - **Article 3**

(art. L. 766-7 du code de la sécurité sociale - Constitution paritaire des listes et encadrement du recours au vote électronique) (p. 6465).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6471, 6473). - **Article unique** (p. 6479).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8007, 8008).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8368). (p. 8369). (p. 8370). (p. 8371). - **Article 6 ter (supprimé) (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail)** (p. 8372). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 8375). - **Article 7 (art. L. 3121-1, L. 3121-2-2 [nouveau], L. 6211-3 et L. 6211-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Tests rapides d'orientation diagnostique et autotests)** (p. 8376, 8377). (p. 8377). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8378, 8379). (p. 8379, 8380). - **Article 7 bis (supprimé) (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle)** (p. 8382). (p. 8384).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 bis (art. 51 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Santé en prison)** (p. 8431, 8432). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 8432). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8433). (p. 8434). (p. 8434). (p. 8435).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé) (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées)** (p. 8673, 8674). (p. 8677). - **Article additionnel après l'article 21 bis (précédemment réservé)** (p. 8678). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC)** (p. 8682). (p. 8682, 8683). (p. 8684, 8685). (p. 8685). (p. 8687). (p. 8688). (p. 8689, 8690). (p. 8690). (p. 8691). (p. 8692). (p. 8693). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8694, 8695). (p. 8696). (p. 8697). (p. 8697). (p. 8698). (p. 8699). (p. 8700). (p. 8700).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 24 (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-3, L. 138-10 et L. 138-12 du code de la sécurité sociale - Fixation des seuils de déclenchement des dispositifs de régulation des dépenses de médicaments (clause de sauvegarde et contribution hépatite)** (p. 10749, 10750). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10751, 10752). (p. 10752). (p. 10753). - **Article 25 (Approbation du montant des exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale)** (p. 10754). - **Article 26 et annexe C (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires)** (p. 10756, 10757). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 10758). -

Article 27 et annexe C (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016) (p. 10758, 10759). - **Article 28 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV) ; fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse) (p. 10760). (p. 10760). - **Article 30 et annexe B** (Approbation du rapport figurant en annexe B) (p. 10767).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10770). (p. 10771). (p. 10772). - **Article 34** (Objectif de dépenses de la branche famille) (p. 10773). - **Article 36** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2016) (p. 10774). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10776, 10777). (p. 10778). (p. 10779). - **Article additionnel après l'article 36 quinquies** (p. 10780). - **Article 36 sexies (nouveau)** (art. L. 161-22-1 A du code de la sécurité sociale - Adaptation des règles de cumul emploi-retraite à la situation des anciens mineurs) (p. 10781). - **Article 37** (Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA et à la branche maladie du régime général) (p. 10782). - **Article 38** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2016) (p. 10783). - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2,

L. 861 3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10797).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) (p. 10829). (p. 10830). (p. 10830, 10831). (p. 10831). (p. 10831). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10833). - **Article 39 ter (nouveau)** (Résiliation des contrats en cours des bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé) (p. 10834). - **Article 41** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Suppression de la participation financière et confidentialité pour les actes en lien avec la prescription d'un contraceptif pour une personne mineure) (p. 10836). - **Article 41 ter (nouveau)** (art. L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mise en place d'un mi-temps thérapeutique pour les travailleurs indépendants) (p. 10837). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10839, 10840). (p. 10842, 10843). (p. 10843). (p. 10843, 10844). (p. 10844). - **Article 43** (Expérimentation d'un dispositif de prévention de l'obésité chez les jeunes enfants) (p. 10845, 10846). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10847). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10849). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10852, 10853). (p. 10853, 10854). (p. 10854). (p. 10855). (p. 10855, 10856). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10856). (p. 10858). (p. 10859). (p. 10860). (p. 10861). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 162-17-3, L. 165-3 et L. 165-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation des dépenses) (p. 10861). (p. 10863). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10868, 10869).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2015) - **Proclamation du résultat du scrutin public** (p. 10965).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11883, 11885). - **État B** (p. 11886, 11887). (p. 11890).

de **NICOLAY (Louis-Jean)**

sénateur (Sarthe)

UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre suppléant de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers le 22 octobre 2015 ; nouvelle nomination du 22 octobre 2015 au 30 septembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Didier Houssin, président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Tannegy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéfices agricoles.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARCEP).

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président, M. Dominique Maigne, directeur, et Mme Véronique Chenail, secrétaire générale, de la Haute autorité de santé.

Audition de Mme Jeanne Seyvet, médiateur du cinéma.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1946).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2260, 2261).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable) (p. 3786).

NOUGEIN (Claude)
sénateur (Corrèze)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 117 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part [n° 218 (2014-2015)] (14 janvier 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur une proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative applicable aux entreprises et sur une proposition de résolution tendant à favoriser la simplification réglementaire pour les entreprises et examen d'un projet de proposition de loi relative aux contrôles sur le crédit impôt recherche.

Compte rendu du déplacement dans le Bas-Rhin du vendredi 23 octobre 2015 par M. Guy-Dominique Kennel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 1168-2013 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - *Effectifs du ministère de la défense*) (p. 7377, 7378).

- **Question orale sans débat sur le calendrier de livraison du programme Scorpion** - (27 octobre 2015) (p. 9926). (p. 9927).

PANUNZI (Jean-Jacques)
sénateur (Corse-du-Sud)
UMP-A, puis Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement énergétique de la Corse** - (5 mars 2015) (p. 2343, 2344).

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile [n° 538 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Outre-mer [n° 164 tome 3 annexe 20 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Nathalie Morin, responsable du service France domaine.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (commission des finances) : Octroi de mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (commission des finances) : Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Présentation du rapport d'information sur la gestion du domaine foncier de l'État en outre-mer.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (commission des finances) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les enjeux et les leviers de la maîtrise de la masse salariale de l'État - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(commission des finances) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (commission des finances) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (commission des finances) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les dispositions relatives aux outre-mer du futur projet de loi relatif au code minier** - (10 mars 2015) (p. 2371). (p. 2371).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4572, 4573). - **Article 5** (art. 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Exonération des livraisons à l'exportation) (p. 4581). (p. 4581). - **Article 6** (art. 5 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Suppression de l'exonération de plein droit pour certaines entreprises et fixation des modalités

de détermination du chiffre d'affaires de référence pour l'établissement du seuil d'assujettissement) (p. 4582, 4583). (p. 4583). (p. 4584). - **Article 7** (art. 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension du champ des importations pouvant être exonérées) (p. 4594). (p. 4594). (p. 4594). - **Article 9** (Loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension des exonérations d'octroi de mer à l'avitaillement et aux carburants à usage professionnel) (p. 4597). - **Article 16** (art. 19 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Déductibilité de l'octroi de mer ayant grevé certains biens d'investissement) (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4600, 4601). (p. 4601). - **Article 32** (art. 47 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination) (p. 4602). (p. 4602). - **Article 33** (art. 48 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination et précisions) (p. 4603). (p. 4603). (p. 4604). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 4606). (p. 4606). (p. 4606). (p. 4607). - **Articles additionnels après l'article 36 bis** (p. 4607).

- **Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6521, 6522).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6913, 6914). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6930). (p. 6930). (p. 6930, 6931). (p. 6932). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6947). (p. 6947, 6948). (p. 6948). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6957).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7463, 7464).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10991, 10992).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11107, 11108).

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - Réduction à trois fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale du plafonnement de la déductibilité des indemnités de cessation des fonctions de mandataire social ou de dirigeant au titre de l'impôt sur les sociétés) (p. 11349).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11590). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11606). (p. 11607). (p. 11607).

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12269, 12269).

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : les Écoles de la deuxième chance : donner aux jeunes décrocheurs les moyens de réussir [n° 160 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Travail et emploi [n° 164 tome 3 annexe 32 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Evelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité

énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie

associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 60). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 104, 105). (p. 108, 109).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 126). (p. 136). (p. 139). (p. 142). (p. 144, 145).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 903, 904).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1967).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe*) (p. 3287, 3288).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article 24** (art. L. 123-1-11, L. 123-13-2, L. 123-13-3, L. 128-3 et L. 127-2 [nouveau] du code de l'urbanisme et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - *Zone de majoration de*

constructibilité pour le logement intermédiaire) (p. 3710). (p. 3710).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3781). - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - *Extension de l'expérimentation d'un certificat de projet*) (p. 3783). - **Article 27 bis** (art. L. 514-6 et L. 553-4 du code de l'environnement - *Harmonisation des délais de recours pour les installations de production d'énergie renouvelable*) (p. 3787).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 62 bis** (p. 4406).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5327, 5328).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5358). (p. 5359).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération des impôts locaux pour les retraités modestes** - (3 novembre 2015) (p. 10252).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12140, 12141).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 12163).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 19 février 2015.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les emprunts toxiques contractés par les collectivités** - (29 janvier 2015) (p. 1043, 1044).

PAU-LANGEVIN (George)
ministre des outre-mer

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 366 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 402 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer [n° 422 (2014-2015)] (29 avril 2015) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise politique en Nouvelle-Calédonie** - (29 janvier 2015) (p. 1043).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy** [n° 234 (2014-2015)] - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1050, 1051). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)**

(art. L.O. 6214-3 du code général des collectivités territoriales - Transfert à la collectivité de la compétence en matière de réglementation économique des véhicules terrestres à moteur) (p. 1059). (p. 1060). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1060, 1061). (p. 1061). (p. 1062). (p. 1064). (p. 1066). (p. 1068). - **Article 6** (art. L.O. 6214-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'équivalence entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy en matière de prélèvements sociaux) (p. 1068). - **Article 9** (art. L.O. 6253-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de quorum, de délégation de vote, de décision et de signature au sein du conseil exécutif) (p. 1069). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-24 du code général des collectivités territoriales - Suppression d'un rapport spécial du président du conseil territorial relatif à la situation de la collectivité) (p. 1070). - **Article 11** (art. L.O. 6221-22 du code général des collectivités territoriales - Transmission des rapports et projets de délibération avant une réunion du conseil territorial) (p. 1071). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 1071).

- **Question orale sans débat sur le développement de la consommation touristique locale en Polynésie française** - (7 avril 2015) (p. 3110, 3111).

- **Question orale sans débat sur la police municipale et les procès-verbaux par timbre-amende** - (7 avril 2015) (p. 3112).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer** [n° 408 (2014-2015)] - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4565, 4567). (p. 4576, 4577). - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Fixation du seuil d'assujettissement à l'octroi de mer) (p. 4578). - **Article 5** (art. 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Exonération des livraisons à l'exportation) (p. 4580). (p. 4581). - **Article 6**

(art. 5 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Suppression de l'exonération de plein droit pour certaines entreprises et fixation des modalités de détermination du chiffre d'affaires de référence pour l'établissement du seuil d'assujettissement) (p. 4582). (p. 4583). (p. 4583). (p. 4584). - **Article 7** (art. 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension du champ des importations pouvant être exonérées) (p. 4594). (p. 4595). (p. 4596). (p. 4596). - **Article 15** (art. 18 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Déductibilité de certaines exportations) (p. 4597). - **Article 18** (art. 24 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Remboursement de l'octroi de mer déductible non imputé) (p. 4598). - **Article 19** (art. 25 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Possibilité complémentaire de remboursement de l'octroi de mer non imputé) (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4601). - **Article 32** (art. 47 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination) (p. 4602). - **Article 33** (art. 48 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Coordination et précisions) (p. 4603, 4604). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4605). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 4606). (p. 4607). - **Articles additionnels après l'article 36 bis** (p. 4608). (p. 4609). - **Seconde délibération** (p. 4609). - **Article 9** (Loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Extension des exonérations d'octroi de mer à l'avitaillement et aux carburants à usage professionnel) (p. 4610). (p. 4610).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5023, 5024). (p. 5026). (p. 5027). (p. 5028). (p. 5028). (p. 5028). (p. 5029). (p. 5030). (p. 5031, 5032). (p. 5032). (p. 5032). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Articulation de l'intervention des différents juges) (p. 5033). - **Article 12** (chapitre Ier du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Enregistrement de la demande d'asile) (p. 5035). (p. 5035). (p. 5036). (p. 5036). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5038). (p. 5039). (p. 5039).

- **Question orale sans débat sur les dispositions relatives à l'inscription sur les listes électorales spéciales en Nouvelle-Calédonie** - (9 juin 2015) (p. 6128).

- **Question orale sans débat sur la sécurité routière en Seine-Maritime** - (9 juin 2015) (p. 6129).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de la police nationale dans la Drôme** - (9 juin 2015) (p. 6130, 6131).

- **Question orale sans débat sur la diminution des moyens financiers des comités sportifs** - (9 juin 2015) (p. 6131, 6132).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Commission mixte paritaire [n° 516 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6517, 6518). (p. 6524).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6975, 6977). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6989). (p. 6989). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6990).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9010, 9011). (p. 9018).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit avec EDF en Guyane** - (29 octobre 2015) (p. 10188, 10189).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation budgétaire des collectivités en Polynésie** - (12 novembre 2015) (p. 10696).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11035, 11036). - **Article unique** (p. 11043).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12281, 12284). - **Article 57 quinquies (nouveau)** (art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016) (p. 12285). (p. 12285, 12286).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la canne à sucre et l'accord de libre-échange avec le Vietnam** - (10 décembre 2015) (p. 12717).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la canne à sucre** - (10 décembre 2015) (p. 12718).

PELLERIN (Fleur)

ministre de la culture et de la communication

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse [n° 259 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1277, 1280). - **Article 1er** (Homologation des barèmes des messageries par le Conseil supérieur des messageries de presse) (p. 1291). (p. 1292). - **Article 7** (Texte non modifié par la commission) (Extension des pouvoirs du Conseil supérieur des messageries de presse) (p. 1293). (p. 1294). - **Article 9** (art. 18-13 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 - Faculté pour l'ARDP de réformer les décisions du CSMP) (p. 1294). - **Article 11 A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 -

Création d'une commission de surveillance de l'Agence France-press (p. 1295). (p. 1296). (p. 1296). - **Article 11** (art. 4, 7, 10 et 12 de la loi n°57-32 du 10 janvier 1957 - Réforme de la gouvernance de l'AFP) (p. 1300). (p. 1300). (p. 1301). - **Article 12** (art. 12, 13 et 14 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 - Adaptations au droit de l'Union européenne) (p. 1303). (p. 1303). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1305). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 et 6 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 - Publication des annonces judiciaires et légales) (p. 1308). - **Article 15 (Supprimé)** (art. 719 du code de procédure pénale - Possibilité pour les parlementaires visitant certains lieux privés de liberté d'être accompagnés par des journalistes) (p. 1308). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1310). - **Article 16 (nouveau)** (art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Possibilité pour les fonds de dotation de concourir à des actions de modernisation de la presse) (p. 1311). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 1312). (p. 1312, 1313).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1324).

- **Question orale sans débat sur les nouvelles dispositions fiscales concernant les correspondants locaux de presse** - (24 mars 2015) (p. 2866, 2867).

- **Question orale sans débat sur le prélèvement sur les fonds de roulement des universités** - (24 mars 2015) (p. 2867, 2868).

- **Question orale sans débat sur le schéma régional de cohérence écologique de Picardie** - (24 mars 2015) (p. 2869).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse - Commission mixte paritaire [n° 297 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3087, 3088). - **Article 11 A (Renforcement des compétences du conseil supérieur)** (p. 3097).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rachat de la chaîne numéro 23 par NextRadioTV (BFMTV)** - (9 avril 2015) (p. 3311, 3312).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la culture** - (21 mai 2015) (p. 5211, 5212).

- **Question orale sans débat sur le site des archives nationales de Fontainebleau** - (26 mai 2015) (p. 5256, 5257).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'organisme intermédiaire des plans locaux pour l'insertion et l'emploi Sud Aquitaine** - (26 mai 2015) (p. 5257, 5258).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du pôle judiciaire d'Aix-en-Provence** - (26 mai 2015) (p. 5258, 5259).

- **Question orale sans débat sur les travaux de régénération de la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan** - (26 mai 2015) (p. 5259, 5260).

- **Question orale sans débat sur le devenir du dispositif Malraux et la rénovation urbaine** - (9 juin 2015) (p. 6141).

- **Question orale sans débat sur les réponses du Gouvernement à la crise du logement social étudiant** - (9 juin 2015) (p. 6142).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'élaboration de la carte scolaire pour le premier degré en milieu rural** - (9 juin 2015) (p. 6143).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres d'information et d'orientation du Morbihan** - (9 juin 2015) (p. 6144).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déroulement des festivals de l'été** - (2 juillet 2015) (p. 7230, 7231).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8058, 8060). - **Demande de réserve** (p. 8061). - **Discussion générale** (p. 8072, 8074). - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Attribution de la bande UHF au CSA pour la TNT jusqu'au 31 décembre 2030) (p. 8075). (p. 8076). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Régime des recompositions de multiplex) (p. 8077). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 30-2-1 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - Indemnisation du préjudice des éditeurs de programmes suite à la réorganisation des multiplex) (p. 8078). (p. 8079, 8080). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8080). - **Article 7** (art. 96, 96-2, 97, 97-1 et 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Abrogation de dispositions obsolètes) (p. 8081). (p. 8081). - **Article 6 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Conditions de retrait des autorisations accordées aux collectivités territoriales, propriétaires de constructions, syndicats de copropriétaires et constructeurs) (p. 8082). (p. 8082, 8083). - **Article 7 quater A (nouveau)** (Extension du plan d'accompagnement aux foyers qui reçoivent la TNT par satellite) (p. 8083, 8084). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques) (p. 8085, 8086). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Indemnisation du préjudice des diffuseurs suite à la réorganisation des multiplex) (p. 8087). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en compte de l'aménagement du territoire pour toute réaffectation d'une bande de fréquences précédemment utilisée par la diffusion de la TNT) (p. 8088). - **Article 10 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Rôle de l'ANFR pour prévenir et traiter les cas de brouillage) (p. 8089). (p. 8090). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 8090). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8092).

- **Question orale sans débat sur la situation des conservatoires et des écoles de musique** - (13 octobre 2015) (p. 9470).

- **Question orale sans débat sur le désert médical dans les établissements scolaires** - (13 octobre 2015) (p. 9471).

- **Question orale sans débat sur la mer Méditerranée et l'héritage des pollutions passées** - (13 octobre 2015) (p. 9472).

- **Question orale sans débat sur la rémunération des assistants d'éducation dans l'enseignement technique agricole** - (13 octobre 2015) (p. 9473, 9474).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9785, 9786). (p. 9794).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11859, 11861). - **État B** (p. 11862, 11863).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12214, 12217).

Médias, livre et industries culturelles

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12218).

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) - **État D** (p. 12219, 12220).

PELLEVAT (Cyril)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 16 février 2015.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 15 février 2015.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs jusqu'au 3 juin 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Les modes d'accueil des jeunes enfants : un enjeu de l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 473 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation aux droits des femmes*) : Accueil des jeunes enfants - Examen du rapport d'information et des recommandations de M. Cyril Pellevat.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 925, 926).
- **Question orale sans débat sur les travailleurs frontaliers et la couverture maladie universelle** - (3 février 2015) (p. 1106, 1107). (p. 1108).
- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1274, 1275).
- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 1868). (p. 1869).
- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - *Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques*) (p. 2057).
- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2274, 2275).
- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2490, 2491).
- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2507). (p. 2507).
- **Question orale sans débat sur l'aménagement des conditions de transport pour les élèves de formation bilinguistique** - (12 mai 2015) (p. 4809, 4810). (p. 4810).
- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5185).
- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercity »** - (9 juin 2015) (p. 6189).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6300).
- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communautés professionnelles territoriales de santé*) (p. 8493). (p. 8494).
- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9607, 9609).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police et l'institution judiciaire** - (15 octobre 2015) (p. 9656).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9734). - **Article 3** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code du sport - *Convention entre le sportif et la fédération*) (p. 9739). (p. 9739). - **Article 4** (art. L. 221-8 [nouveau] du code du sport - *Conventions d'insertion professionnelle*) (p. 9740). (p. 9741). - **Article 5** (art. L. 221-11 du code du sport - *Droits et obligations des sportifs de haut niveau*) (p. 9744). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-14 [nouveau] du code du sport - *Suivi socioprofessionnel des sportifs de haut niveau par les fédérations délégataires*) (p. 9745). (p. 9745). - **Article 9** (art. L. 222-2 à 222-2-2, L. 222-2-3 à L.222-2-8 [nouveaux] du code du sport - *Recours au contrat de travail à durée déterminée dans le secteur du sport professionnel*) (p. 9750). (p. 9750). (p. 9751). (p. 9751). (p. 9751). (p. 9751). (p. 9752). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 9755).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9774, 9775).

- **Question orale sans débat sur la majoration de la taxe foncière sur les terrains non bâtis** - (1er décembre 2015) (p. 11978, 11979). (p. 11980).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12149, 12150).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12229).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 121-6, L. 121-8, L. 121-9, L. 121-16, L. 121-19, L. 121-19-1, L. 121-26, L. 121-27, L. 121-28, L. 121-28-1, L. 121-32, L. 121-35, L. 121-36, L. 121-37, L. 121-38, L. 121-41, L. 121-10 à L. 121-15, L. 121-17, L. 121-18, L. 121-20 à L. 121-23, L. 121-25, L. 121-39, L. 121-40, L. 121-42, L. 121-43, L. 122-5, L. 123-2, L. 124-4 du code de l'énergie, art. 238 bis HW du code général des impôts, art. L. 135 N du livre des procédures fiscales - *Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique »*) (p. 12779). (p. 12779). - **Article 11** (art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - *Fiscalité des énergies*) (p. 12811).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC, puis Socialiste et républicain

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

- Proposition de loi* visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

- Proposition de loi* relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français

du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2015-2019 - Audition de M. Laurent Vallet, président de l'Institut national audiovisuel (INA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6187, 6188).

PEROL-DUMONT (Marie-Françoise)
sénatrice (Haute-Vienne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale jusqu'au 6 janvier 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 11 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015 ; puis vice-présidente le 13 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat [n° 108 (2015-2016)] (22 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 166 tome 3 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet «KANT» de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale (1984-1986).

Audition de M. Luc Ferry, ancien ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (2002-2004).

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Audition de M. Loys Bonod, professeur de lettres certifié, auteur du blog La vie moderne.

Audition de M. Pierre N'Gahane, secrétaire général du comité interministériel de prévention contre la délinquance (CIPD).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole entre la France et le conseil des ministres de la république d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la république d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État

à la réforme de l'État et à la simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Meirieu, chercheur en pédagogie, professeur des universités émérite en sciences de l'éducation.

Audition de Mme Maya Akkari, coordinatrice du pôle éducation de la fondation Terra Nova.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Patrick Gaubert, ancien président du Haut conseil à l'intégration (HCI).

Audition de M. Régis Debray, philosophe, auteur du rapport L'enseignement du fait religieux dans les écoles laïques (février 2002).

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

(*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Abdennour Bidar, philosophe, écrivain, auteur de *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (2012).

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Audition de Mme Catherine Jacquot et de M. Denis Dessus (ordre des architectes).

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Conséquences de la baisse des dotations de l'État - Présentation par l'institut de sondage IFOP des résultats de la consultation des élus locaux.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de Mme Catherine Mayenobe, secrétaire générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 «Diplomatie culturelle et d'influence» - Mission «Action extérieure de l'État» - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission «Action extérieure de l'État» - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission «Aide publique au développement» - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 347). - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 364). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 382). - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 397, 398).

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi ALUR en milieu rural** - (24 mars 2015) (p. 2864). (p. 2865).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2894, 2895).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5156, 5157). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires*) (p. 5165). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la fusion des régions pour les services de l'État** - (18 juin 2015) (p. 6486).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9408, 9409).

- **Question orale sans débat sur l'avancée du dossier de la ligne à grande vitesse Paris-Limoges-Poitiers** - (27 octobre 2015) (p. 9936). (p. 9936).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12086, 12087).

PERRIN (Cédric)
sénateur (Territoire de Belfort)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement le 20 novembre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Climat : vers un dérèglement géopolitique ? [n° 14 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 482 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention [n° 27 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II-1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des parties à la convention - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances

pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services de renseignement et les attentats** - (15 janvier 2015) (p. 156).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1940).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4869, 4870).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9678, 9679).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10930). (p. 10938, 10939).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11768, 11769).

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP, puis Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 24 juillet 2015.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Education**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Education**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. François Moutot, directeur général de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Examen d'un amendement.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2330, 2332).

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 mai 2015) (p. 4882).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-5 du code du travail - Entretien individuel pour les représentants du personnel et les délégués syndicaux) (p. 6673). (p. 6673). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 6675).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6738). (p. 6739). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2152-1, L. 2152-2 et L. 2261-32 du code du travail - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 6794). (p. 6795).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6850, 6851).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 57 quater** (art. L. 2224-39 [nouveau] et L. 5722-8 du code général des collectivités territoriales - Commission consultative des syndicats d'électricité) (p. 7736). (p. 7737). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7743).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 juillet 2015) (p. 7780).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12637, 12638).

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 mai 2015 ; membre de la commission jusqu'au 5 mai 2015.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 18 décembre 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la nouvelle commune, pour des communes fortes et vivantes (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (4 juin 2015).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 531 (2013-2014)] tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé [n° 313 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Rapport [n° 370 tome 1 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Travaux de la commission [n° 370 tome 2 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 300 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 370 tome 3 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 479 (2014-2015)] (3 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 348 (2014-2015)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 506 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - Rapport [n° 541 tome 1 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 539 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 541 tome 2 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois sur la proposition de loi [n° 444 (2014-2015)] relative à la protection de l'enfant [n° 718 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 517 (2014-2015)] tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé [n° 76 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 12 (2015-2016)] créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 106 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 660 (2014-2015)] relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature [n° 119 (2015-2016)] (28 octobre 2015) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Audition de Mme Anne Perrot, présidente de la commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et « professions réglementées » : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des lois*) : Modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du vendredi 10 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen de la recevabilité d'un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 985 rectifié ter de M. Gabouty au texte de la commission spéciale.

Réunion du lundi 13 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Gestion des

finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - rapporteur pour avis - **Article 6** (art. L. 223-1, L. 223-1-1 nouveau et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Définition des actes usuels) (p. 960). - **Article 8** (art. L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - Avis du juge en cas de modification du lieu d'accueil d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 961). (p. 962). - **Article 12 (supprimé)** (art. 370 du code civil - Réforme des règles de révocabilité de l'adoption simple) (p. 964, 965). - **Article 14 (supprimé)** (art. 346 et 360 du code civil - Extension des cas de ré-adoptabilité aux enfants adoptés admis en qualité de pupilles de l'État) (p. 967, 968). - **Article 15** (art. 345 et 353 du code civil et art. 1170 du code de procédure civile - Prise en compte de l'avis de l'enfant dans la procédure d'adoption) (p. 968, 969). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Alignement du tarif appliqué aux successions en matière d'adoption simple sur le taux applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 970). - **Article 17** (art. 375-1 du code civil - Désignation systématique d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative) (p. 970). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 971, 972). (p. 973). (p. 974). - **Article 20** (art. 378 du code civil - Retrait automatique de l'autorité parentale) (p. 976).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2390, 2392).

- Rapporteur - **Article 1er** (Possibilité pour les médecins d'adresser leur signalement directement à la CRIP) (p. 2400). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2401).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2448, 2449). - **Article 22** (art. 222-24, 222-28, 222-30, 222-32-1 nouveau, 227-26, 227-27-1A nouveau et 227-27 du code pénal - Création d'une qualification pénale de l'inceste valant circonstance aggravante d'infractions à caractère sexuel) (p. 2450).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - corapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3139, 3140).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3456). (p. 3458, 3459). (p. 3460). (p. 3463). (p. 3463, 3464). (p. 3465). (p. 3465). (p. 3466). (p. 3466). (p. 3467). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3468). (p. 3469, 3470). - **Article 11 bis B** (art. L. 141-1, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Suppression d'une clause illicite dans un contrat en cours) (p. 3473). (p. 3474). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 3475). (p. 3476). - **Article 11 bis C (supprimé)** (art. L. 421-7 du code de la consommation - Assignation conjointe du professionnel fautif par le consommateur lésé et les associations de défense des

consommateurs, dans le cadre d'une action en réparation) (p. 3477). - **Article 11 ter** (art. L. 423-6 du code de la consommation - Versement des indemnités reçues dans le cadre d'une action groupe sur le compte CARPA de l'avocat assistant l'association de consommateurs) (p. 3481). (p. 3481, 3482).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 3517). (p. 3517). - **Article 12 A (nouveau)** (Création d'un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit) (p. 3524). (p. 3526). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3530, 3531). (p. 3534, 3536). (p. 3539). (p. 3544). (p. 3544). (p. 3545). (p. 3547). (p. 3547). (p. 3548). (p. 3549). (p. 3549). - **Article 13** (art. 1er, 5, 8, 8-1, 10 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 3552). (p. 3555, 3556). (p. 3556, 3557). (p. 3558). (p. 3558, 3559). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3560). (p. 3562, 3563). (p. 3565). (p. 3569). (p. 3570).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3586). (p. 3587). (p. 3587). (p. 3588). (p. 3589). (p. 3590). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3592). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3593). (p. 3594). (p. 3595). (p. 3595). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1916 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3597). (p. 3597). (p. 3598). (p. 3598). (p. 3599). (p. 3600). - **Article 16 bis** (art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce) (p. 3600). (p. 3600, 3601). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3602, 3603). (p. 3603). (p. 3603, 3604). (p. 3605). - **Article 17 ter** (art. 15 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 141-1 du code de la consommation - Fixation des honoraires des

avocats aux conseils) (p. 3606). (p. 3607). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné) (p. 3609). (p. 3610). (p. 3610). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3613). (p. 3614, 3615). (p. 3615). (p. 3616). (p. 3616). (p. 3617). (p. 3617). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3620). (p. 3621). (p. 3622). (p. 3623, 3624). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3625). (p. 3626). (p. 3627). (p. 3628). - **Article 20 ter (supprimé)** (art. 1er bis AA [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, art. 1er bis de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. 1 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2593 relative au statut des commissaires-priseurs, art. 7, 8 et 87 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 3-2 [nouveau] de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre, art. L. 811-7 et L. 812-5 du code de commerce et art. L. 1242-2 et L. 1251-6 du code du travail - Possibilité pour les professions judiciaires et juridiques réglementées d'exercer sous quelque forme juridique que ce soit, qui ne leur confère pas la qualité de commerçant et qui soit compatible avec leurs obligations déontologiques) (p. 3631, 3632). (p. 3633, 3634). (p. 3634). (p. 3635). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 3637). - **Article 20 quater (supprimé)** (Habilitation en vue de permettre la désignation d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires pour exercer, à titre habituel, certaines fonctions de mandataire judiciaire) (p. 3638). (p. 3639). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3641). (p. 3642). (p. 3642). (p. 3644). - **Demande de priorité** (p. 3645). (p. 3646, 3647). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3649). (p. 3649, 3650). (p. 3652). - **Article 22 (supprimé)** (art. 3, 5 à 8, 10 à 13, 31-1 et 31-2 et 34 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, art. L. 5125-7 et L. 6223-8 du code de la santé publique - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'exercice libéral du droit et leurs holdings) (p. 3657). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 13, 13-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Assouplissement des contraintes de détention du capital dans les sociétés d'architecture) (p. 3659).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3741). (p. 3742).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3817). (p. 3818).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 et 23 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Conditions d'application des règles encadrant l'achat d'espace publicitaire à la publicité sur internet) (p. 3883).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 41 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Information de la communauté scientifique) (p. 4081). - **Article 41** (art. L. 423-1 et L. 811-1 du code de la propriété intellectuelle - Sollicitation personnalisée et publicités des conseils en propriété industrielle) (p. 4082). - **Article 41 bis A** (art. L. 432-2 du code des assurances - Rapport sur la garantie publique relative à la réassurance des opérations d'export de court terme) (p. 4083). - **Article 41 bis D** (Rapport sur la spécialisation d'un « petit nombre de magistrats » en propriété industrielle) (p. 4083). - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 4084). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4142).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 55** (art. L. 123-28-1 et L. 123-28-2 [nouveaux] du code de commerce - Allègement des obligations comptables des microentreprises sans salarié en situation de cessation totale et temporaire d'activité) (p. 4344). (p. 4344). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4348). (p. 4351). - **Article 55 bis** (art. L. 441-6-1 du code de commerce - Simplification de l'obligation de publication d'informations sur les délais de paiement par les sociétés dont les comptes sont certifiés) (p. 4355). - **Article 55 ter** (p. 4357). - **Article 56** (art. L. 145-10, L. 145-12, L. 145-17, L. 145-18, L. 145-19, L. 145-47, L. 145-49 et L. 145-55 du code de commerce - Systématisation de la possibilité de recourir à la lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le statut des baux commerciaux) (p. 4358). (p. 4359). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 4359, 4360). (p. 4360). - **Article 56 bis** (art. L1244-4 [nouveau] et 2238 du code civil, art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution - Procédure amiable de recouvrement de créance par délivrance de titre exécutoire) (p. 4361, 4362). (p. 4363, 4364). - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 4365, 4366). (p. 4366, 4367). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 4367). (p. 4368, 4369). (p. 4369). - **Article 57 bis (supprimé)** (Faculté pour les administrations financières dans les départements d'outre-mer d'attester de la capacité d'une entreprise à obtenir un marché public, pour les dispenser de fournir des attestations fiscales et sociales) (p. 4370). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1 et L. 141-1-2 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce et art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 4373). (p. 4374). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 4375, 4376). - **Article 58 bis A** (art. L. 225-94-1 du code de commerce - Restriction des règles de cumul des mandats pour les dirigeants mandataires sociaux dans les grandes sociétés cotées) (p. 4377, 4378). (p. 4378). - **Article 58 quater** (art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication du compte de résultat pour les petites entreprises) (p. 4381). (p. 4382). (p. 4383). - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 4385). - **Article 59 bis** (art. L. 430-2, L. 430-3, L. 430-4, L. 430-5, L. 430-7, L. 430-8, L. 461-3 et L. 954-2 du code de commerce - Modernisation des procédures suivies par l'Autorité de la concurrence en matière d'autorisation des opérations de concentration économique) (p. 4387). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 4389). - **Article 59 ter** (art. L. 450-3

du code de commerce - Accès de l'Autorité de la concurrence aux factures détaillées des opérateurs téléphoniques dans le cadre des enquêtes de concurrence) (p. 4390). (p. 4390). (p. 4391). - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 4391). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 4391, 4392). (p. 4392). - **Article 59 quinquies** (art. L. 464-2 du code de commerce - Substitution d'une procédure de transaction à l'actuelle procédure de non-contestation de griefs devant l'Autorité de la concurrence) (p. 4393). (p. 4394). (p. 4394). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 4396). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4414). (p. 4417, 4418). - **Articles additionnels après l'article 64 bis** (p. 4420). (p. 4422). (p. 4423). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 4426). (p. 4427). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4431, 4432).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) (p. 4447, 4449). (p. 4450). (p. 4452). (p. 4454). (p. 4454). (p. 4455). - **Article 67** (art. L. 662-2 du code de commerce - Prise en compte de la création des tribunaux de commerce spécialisés dans la procédure de délocalisation des affaires devant les tribunaux de commerce) (p. 4456). - **Article 67 bis (nouveau)** (art. L. 662-8 du code de commerce - Instauration d'un dispositif procédural permettant de faire traiter par un même tribunal l'ensemble des procédures collectives concernant les sociétés d'un même groupe) (p. 4456). (p. 4456). (p. 4457). - **Article 69 (Supprimé)** (art. L. 621-4-1 [nouveau], L. 631-9, L. 641-1-2 [nouveau], L. 936-1 et L. 956-1 du code de commerce - Désignation obligatoire d'un second administrateur judiciaire et d'un second mandataire judiciaire pour certaines procédures collectives) (p. 4458, 4459). - **Article 70 A** (art. L. 621-4 et L. 641-1 du code de commerce - Facilitation de la désignation de plusieurs mandataires judiciaires et administrateurs judiciaires dans les procédures collectives) (p. 4460). - **Article additionnel après l'article 70 A** (p. 4461). - **Article 70** (art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement) (p. 4465, 4466). (p. 4468). (p. 4469). - **Article 70 bis (supprimé)** (art. L. 653-8 du code de commerce - Restriction des conditions dans lesquelles le tribunal peut prononcer une sanction d'interdiction de gérer une entreprise) (p. 4470). - **Article 70 ter** (Habilitation en vue de modifier le régime applicable au gage de meubles corporels dans le code civil et au gage des stocks dans le code de commerce) (p. 4470). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4476). (p. 4485, 4486). (p. 4486). (p. 4488). (p. 4489). (p. 4490). (p. 4490). (p. 4491). (p. 4492). (p. 4493). (p. 4494). (p. 4496, 4497). (p. 4498). (p. 4498). (p. 4501). (p. 4502). (p. 4503). - **Article 84** (Entrée en vigueur de la réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4505). (p. 4506).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6312, 6314).

- Rapporteur pour avis - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6350).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6388). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6409). (p. 6411). (p. 6414). (p. 6428). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6431, 6432). (p. 6433). (p. 6434).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)] - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7012, 7014).

- Corapporteur de la commission spéciale - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 7055). (p. 7055). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-7 [nouveaux], L. 462-2-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 7062). (p. 7062). (p. 7063). - **Article 13** (art. 1er, 5, 5-1 [nouveau], 8, 8-1, 10, 10-1 et 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. L. 141-1 du code de la consommation - Postulation dans le ressort de la cour d'appel - Bureaux secondaires - Fixation des honoraires des avocats et suppression du tarif) (p. 7064). (p. 7065). (p. 7065). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 7067).

- Rapporteur (p. 7068).

- Corapporteur (p. 7068). - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 7069). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7069). (p. 7070). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7071). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 7072). (p. 7073). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut

des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné - Affiliation à la CAVOM des officiers publics ou ministériels exerçant leur profession en tant que salariés) (p. 7073). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 7074). (p. 7075). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 7076). (p. 7076). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 7077). (p. 7077). (p. 7078). (p. 7078). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 7079). (p. 7079). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-7, L. 141-6, L. 141-12, L. 141-13, L. 141-14, L. 141-15, L. 141-16, L. 141-17, L. 141-18, L. 141-19, L. 141-20, L. 141-21, L. 141-22, L. 142-4 et L. 143-11 du code de commerce, art. L. 324-1 du code des assurances, art. L. 931-16 du code de la sécurité sociale, art. 201 du code général des impôts et art. 22 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce - Mesures de simplification des règles de cession d'un fonds de commerce) (p. 7088).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7144, 7145). - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 7152). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1, L. 141-1-2, L. 213-2, L. 213-3, L. 218-3, L. 218-4, L. 218-5-1, L. 218-5-5, L. 218-5-7 [nouveau] et L. 221-6 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce, art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, et art. 17 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 7153). - **Article 58 quater** (art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication des comptes pour les petites entreprises et pour les sociétés coopératives agricoles) (p. 7154). (p. 7154). - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 7158). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux],

L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale (p. 7177). (p. 7177). (p. 7178). (p. 7179). (p. 7179, 7180). - **Article 84 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur de la réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7180).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9423, 9424).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 5 AB (supprimé)** (art. L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Modification des règles de saisine de l'autorité judiciaire en cas de maltraitance) (p. 9497). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 9539, 9540). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 373-2-9 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge aux affaires familiales relative à l'exercice du droit de visite dans un espace de rencontre spécifiquement désigné) (p. 9540). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 375-7 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge des enfants relative à la médiatisation du droit de visite d'un parent) (p. 9541). (p. 9542). - **Article 6 quater (supprimé)** (art. 378-1 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas d'exposition de l'enfant à des agissements violents) (p. 9542, 9543). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546). (p. 9546). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 353 du code civil - Audition par le juge de l'enfant en voie d'être adopté) (p. 9547). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Aligement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 9549). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 et 381-2 [nouveaux] du code civil et L. 224-4 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 9551). - **Article 21 bis A** (art. 378-1 du code civil - Elargissement de la liste des titulaires de l'action en retrait de l'autorité parentale) (p. 9552). (p. 9552). - **Article 22** (art. 222-31-1, 222-31-2, 222-27-2-1 [nouveau] et L. 227-27-3 du code pénal - Introduction de la notion d'inceste dans le code pénal) (p. 9557, 9558). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 9559).

- **Proposition de loi tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9802, 9803).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10170, 10171).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10200, 10201). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10213). (p. 10215). (p. 10216). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la

santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 10219). (p. 10219).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10242, 10244).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Création de nouvelles fonctions « hors hiérarchie ») (p. 10276). - **Article 4** (art. 16 et 17 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences de diplôme et de condition physique pour l'accès à l'École nationale de la magistrature) (p. 10276). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10277). (p. 10280). (p. 10280). - **Article 6** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Aménagement du stage de six mois des auditeurs de justice en faveur d'une ouverture à leur environnement économique, administratif et judiciaire) (p. 10282). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10283). (p. 10284). (p. 10288). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'État - Nomination des procureurs généraux) (p. 10289). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10290). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accroissement des avantages de carrière liés, après deux ans, à l'exercice des fonctions de magistrat placé) (p. 10291). (p. 10292). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10292, 10293). (p. 10293). - **Article 10** (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Modalités d'évaluation des magistrats) (p. 10294). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 10294). - **Article 14** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination aux fonctions de juge des libertés et de la détention) (p. 10295, 10296). (p. 10297). (p. 10298). - **Article 16** (art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de rapport d'installation et de bilan d'activité pour les premiers présidents de cour d'appel) (p. 10299). - **Article 20** (art. 72, 72-1 (nouveau), 72-1-1 (nouveau) et 72-1-2 (nouveau) de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure de réintégration des magistrats en détachement ou en congé parental) (p. 10301). (p. 10301). - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10303). (p. 10303, 10304). (p. 10304). (p. 10305). (p. 10305). (p. 10306). (p. 10306). (p. 10306). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10307). (p. 10308). - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10309). - **Article 25** (art. 44 et 47 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Reconnaissance d'un droit de communication dans la procédure d'avertissement et introduction de délais de prescription dans les procédures pré-disciplinaires et disciplinaires) (p. 10311). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 43, 48 et 59 de l'ordonnance n° 58-1270 du

22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des magistrats exerçant des fonctions à l'inspection générale des services judiciaires (p. 10311). - **Article 26** (art. 50-4 et 50-5 [nouveaux], 63 et 63-1 à 63-3 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Délais des procédures disciplinaires conduites par le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 10312).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article 30** (art. 41-19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Instauration d'une possibilité de renouvellement de droit pour les juges de proximité) (p. 10321). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10321). - **Article 31** (art. 41-25 à 41-31 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination de magistrats honoraires en qualité d'assesseurs dans les juridictions) (p. 10323). (p. 10323). (p. 10324). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10324). - **Article 34** (art. 21, 21-1, 35, 76-1-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la

magistrature - Diverses dispositions) (p. 10326). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L.O. 140 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de juge d'un tribunal de commerce) (p. 10326). (p. 10326). (p. 10327). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 22 et 23 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordination) (p. 10327). - **Article additionnel après l'article 34 ter** (p. 10327). - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Entrées en vigueur différées) (p. 10328). (p. 10328). (p. 10328). (p. 10328). (p. 10329).

- **Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 122 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**.

PINEL (Sylvia)
ministre du logement, de l'égalité des
territoires et de la ruralité

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme [n° 276 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la desserte de la gare de Valenciennes par le train à grande vitesse** - (20 janvier 2015) (p. 433).

- **Question orale sans débat sur les excès des exigences environnementales applicables aux communes rurales** - (20 janvier 2015) (p. 434, 435).

- **Question orale sans débat sur les logements sociaux et les prélèvements annuels** - (20 janvier 2015) (p. 436).

- **Question orale sans débat sur la constructibilité de parcelles d'une carte communale situées en zone d'appellation d'origine protégée** - (20 janvier 2015) (p. 437).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1240, 1245).

- **Question orale sans débat sur les prêts et l'achat de logements anciens en milieu rural** - (10 mars 2015) (p. 2357, 2358).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hyper-ruralité** - (4 juin 2015) (p. 6036).

- **Question orale sans débat sur le projet de réalisation d'un « Central Park » à la Courneuve** - (7 juillet 2015) (p. 7258).

- **Question orale sans débat sur la recrudescence des cambriolages en milieu rural** - (7 juillet 2015) (p. 7259).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement de l'établissement public de Paris-Saclay** - (21 juillet 2015) (p. 7993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (17 septembre 2015) (p. 8424, 8425).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le comité interministériel aux ruralités** - (17 septembre 2015) (p. 8428).

- **Question orale sans débat sur les communes et les obligations de production de logements sociaux** - (13 octobre 2015) (p. 9481, 9482).

- **Question orale sans débat sur le projet d'aménagement du parc Georges-Valbon à La Courneuve** - (13 octobre 2015) (p. 9483).

- **Question orale sans débat sur le port de gilets de haute visibilité pour les élèves usagers de transports scolaires** - (13 octobre 2015) (p. 9484).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (15 octobre 2015) (p. 9667).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9831, 9833). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Critères d'identification des territoires ruraux en difficulté*) (p. 9844). - **Article 3 (Signataires des contrats territoriaux)** (p. 9845). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Gel du régime des zones de revitalisation rurale pour les signataires d'un contrat territorial*) (p. 9847).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le marché du BTP et le logement** - (3 novembre 2015) (p. 10259).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'extension du prêt à taux zéro** - (12 novembre 2015) (p. 10695, 10696).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12051, 12052). - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12053). (p. 12054). (p. 12054, 12055).

(p. 12055). (p. 12055). (p. 12056). (p. 12056, 12057). (p. 12057). (p. 12057, 12058). - **État B** (p. 12059). - **Article 54** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Affectation de recettes au Fonds national d'aide au logement) (p. 12060). (p. 12060). - **Article 55** (art. 93 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2, L. 542-5-1, L. 755-21 et L. 834-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte de la situation financière des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, APL) (p. 12062). (p. 12062). (p. 12062). (p. 12063). - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 1331-29 du code de la santé publique - Réaffectation à l'Agence nationale de l'habitation (ANAH) d'une partie des recettes issues des astreintes administratives encourues par les propriétaires dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne) (p. 12065). - **Article 55 quater (nouveau)** (art. L. 351-1 du code de la construction et de

l'habitation et art. L. 542-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Non éligibilité aux aides personnelles au logement des particuliers rattachés au foyer fiscal de leurs parents assujettis à l'impôt annuel de solidarité sur la fortune) (p. 12066). - **Article additionnel après l'article 55 quater** (p. 12066). - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12068). (p. 12069). (p. 12071). (p. 12071). (p. 12072). (p. 12072). (p. 12072). (p. 12073).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (15 décembre 2015) (p. 13096).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 674 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) sur l'exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels [n° 285 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 277 (2014-2015)] relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 446 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Défense - Police et sécurité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : équipement des forces [n° 166 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels - Approbation de l'accord entre la France et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières

nucléaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Loi de finances pour 2016 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement au Bundestag - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 444). (p. 447). (p. 450). (p. 451). (p. 452).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 42** (*art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité*) (p. 1983). (p. 1984).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 56** (*art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial*) (p. 2133). (p. 2134). (p. 2136).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 5154, 5155). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires*) (p. 5164). (p. 5165). (p. 5166). (p. 5166). (p. 5167). (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5168). (p. 5168). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur les risques et menaces que constituent les survols illégaux par des aéronefs télépilotes*) (p. 5169).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 5369). (p. 5371).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7371, 7372).

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

PINVILLE (Martine)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie, de l'industrie et de
numérique, chargée du commerce, de
l'artisanat, de la consommation et de
l'économie sociale et solidaire
(à partir du 17 juin 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur des TPE et des PME** - (18 juin 2015) (p. 6484).

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

(*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec et le rôle de la Banque publique d'investissement (Bpifrance)** - (18 juin 2015) (p. 6485).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la société Irrifrance et le soutien de la banque publique d'investissement (Bpifrance)** - (18 juin 2015) (p. 6489).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6930). (p. 6931). (p. 6932). (p. 6933). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6934). (p. 6935). (p. 6935). (p. 6935). (p. 6936). (p. 6936). (p. 6937). (p. 6938). (p. 6938). (p. 6939). (p. 6940). (p. 6941). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er, 4 bis [nouveau] et 6 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Concours d'accès à la fonction publique réservés aux agents contractuels de l'État et des circonscriptions territoriales exerçant à Wallis-et-Futuna) (p. 6942). - **Article 11** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du

4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et groupements de communes de Polynésie française - Titularisation et rémunération des agents contractuels des communes et groupements de communes de la Polynésie française) (p. 6944). (p. 6944). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6946). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6947). (p. 6948). - **Article 13** (art. L. 254-4-1, L. 262-50-2 et L. 272-48-2 [nouveaux] du code des juridictions financières ; art. L. 212-1 et L. 212-3 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Dispositions en matière de transparence financière applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 6950). (p. 6951). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Election du maire délégué dans les communes associées en Polynésie française) (p. 6952). (p. 6952). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6953). (p. 6954). (p. 6954). (p. 6955). (p. 6955). (p. 6956). (p. 6957). (p. 6957). - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 6957). (p. 6958). - **Article 16** (art. L. 288-1 du code de la sécurité intérieure - Extension dans les Terres australes et antarctiques françaises de dispositifs de prévention et de lutte contre le terrorisme) (p. 6958). - **Article 17** (art. L. 345-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Limitation du nombre d'armes de catégorie C et du 1er groupe de la catégorie D détenues par une même personne en Nouvelle-Calédonie) (p. 6959). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 346-1 et L. 346-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 765-13 du code monétaire et financier - Exploitation de jeux de hasard dans les îles Wallis et Futuna) (p. 6960). (p. 6961). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6961). - **Article 22** (p. 6963). - **Demande de réserve** (p. 6963). **Article additionnel après l'article 22** (p. 6964). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6964). (p. 6965). - **Article 25** (Habilitation à prendre par ordonnance les règles applicables outre-mer en matière de droit

des gens de mer et à la réforme pénale en matière maritime ainsi qu'au droit du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte) (p. 6966). (p. 6966). (p. 6966, 6967). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6967). (p. 6968). (p. 6968). (p. 6968). - **Article 26 bis (nouveau)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application outre-mer) (p. 6969). (p. 6970). (p. 6970).

- **Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation** - (12 octobre 2015) (p. 9409, 9411).

- **Question orale sans débat sur le raffinage dans les Bouches-du-Rhône** - (27 octobre 2015) (p. 9927).

- **Question orale sans débat sur les décrets d'application de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation** - (27 octobre 2015) (p. 9928).

- **Question orale sans débat sur les menaces sur l'industrie papetière** - (27 octobre 2015) (p. 9929, 9930).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'usine Aperam dans le Pas-de-Calais** - (27 octobre 2015) (p. 9930, 9931).

- **Question orale sans débat sur la dégradation de la desserte en téléphonie mobile et internet dans le Cantal** - (27 octobre 2015) (p. 9931).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la couverture numérique du territoire** - (3 novembre 2015) (p. 10256, 10257).

PLACÉ (Jean-Vincent)
sénateur (Essonne)
ECOLO, puis Écologiste

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Police et sécurité - Environnement**

Proposition de loi relative à la mise en place d'une alternative végétarienne obligatoire dans les cantines scolaires [n° 35 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Fin d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 26 mai 2015.

Président du Groupe écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-président le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) (p. 10, 11).
- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2, L. 5314-3, L. 5314-4, L. 5314-11, et L. 5723-1 du code des transports, art. L. 2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 354, 355). (p. 356).
- **Question orale sans débat sur les demandes de permis de recherche d'hydrocarbures dans l'Essonne** - (20 janvier 2015) (p. 426). (p. 427).
- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1035).
- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 3 (supprimé)** (art. 6 bis du Règlement - Procédure applicable aux demandes de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par un groupe au titre du « droit de tirage ») (p. 4901, 4902). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4922). (p. 4923). (p. 4924).
- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (1er juin 2015) - **Article 17 septdécies (précédemment réservé)** (art. L. 2512-26 [nouveau] et chapitre IX du titre Ier

du livre II du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexes, 1636 B septies, 1636 B decies, 1639 A ter et chapitre IV [nouveau] du titre II de la troisième partie du livre Ier du code général des impôts, section 4 [nouvelle] du chapitre Ier du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, L. 301-5-2, L. 302-4-2 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation, art. 112 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 et art. 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Modifications du statut de la métropole du Grand Paris) (p. 5759).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6183, 6184).
- **Question orale sans débat sur le projet de centre de stockage de déchets ultimes à Saint-Escobille et Mérobert dans l'Essonne** - (21 juillet 2015) (p. 7994). (p. 7994, 7995).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8919, 8920).
- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (13 octobre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 9493, 9494).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures au plan national suite à la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (15 décembre 2015) (p. 13090).

POHER (Hervé)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

- Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).
- Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**
- Proposition de loi* visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**
- Proposition de loi* relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**
- Proposition de loi* visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**
- Proposition de résolution* en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

- Réunion du mercredi 21 janvier 2015** (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.
- Réunion du mercredi 4 février 2015** (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des

amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Article 1er (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1383).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) (p. 1449). - **Article 2** (*Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques*) (p. 1460, 1461).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 9 A (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentations sur les transports logistiques afin de réduire les impacts environnementaux en ville*) (p. 1633).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1940).

- **Question orale sans débat sur le cumul du revenu de solidarité active et du contrat de service civique pour mères mineures isolées** - (7 juillet 2015) (p. 7239). (p. 7240).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (10 juillet 2015) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, art. L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national*) (p. 7586). - **Article 19** (*art. L. 110-1, art. L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), art. L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets*) (p. 7597, 7598). - **Article 19 quinquies** (*art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes*) (p. 7611). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) (p. 7636). - **Article 46 bis** (*art. L. 271-1, art. L. 271-2 à L. 271-4 [nouveaux], art. L. 321-15-1, L. 322-8, L. 121-6, L. 121-8-1 [nouveau], L. 121-10, L. 123-1 à L. 123-3, L. 321-12 du code de l'énergie et art. 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité*) (p. 7662). (p. 7663). - **Article 48** (*art. L. 133-2, articles L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 225-100-2 et L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 511-41-1 B et L. 53-22-1 du code monétaire et financier - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 7665).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article 13 octies (nouveau)** (*art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficiaire de l'aide médicale d'État*) (p. 9331). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 9379).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 10196). - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 10202). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10224).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)]** - (16 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10949, 10950).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) -

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires le 24 mars 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 16 (2014-2015)] - Les dispositions applicables aux collectivités territoriales du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 265 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Politique des territoires [n° 169 tome 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Organismes extraparlimentaires - Désignation.

Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des

négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, député, sur son rapport au nom de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire ».

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. François Calvet et Christian Manable : « Xynthia : 5 ans après, pour une véritable culture du risque dans les territoires ».

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Société du Grand Paris - Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) -

Article 3 (*art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité*) (p. 197).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique*) (p. 241, 242).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 394).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire (p. 445). (p. 448). (p. 449).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1373).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1526). (p. 1528). - **Article 4 bis** (*art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1542). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1547, 1548).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1966). (p. 1967, 1968). - **Article 48** (*art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone*) (p. 2030). (p. 2039). (p. 2039, 2040). (p. 2042). (p. 2044). - **Article 49** (*art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques*) (p. 2054, 2055).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Article 56** (*art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial*) (p. 2130). (p. 2136, 2137). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2224-38 [nouveau] du code des collectivités territoriales - Réseaux publics de chaleur et de froid*) (p. 2144). (p. 2144). (p. 2145). - **Article 60** (*art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des*

collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2155, 2156). (p. 2156). - **Article 61** (art. L. 141 [nouveau] du code de l'énergie, art. L. 4433-18 [abrogé] du code général des collectivités territoriales, et art. 1er de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 - Objectifs de la politique énergétique outre-mer) (p. 2166). (p. 2166).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 57** (Habilitation en vue de transposer la directive du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession et d'unifier et simplifier les règles applicables aux contrats de concession) (p. 4365). (p. 4367).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes) (p. 4904). (p. 4905). (p. 4905).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5144, 5145). - **Article unique** (p. 5151). (p. 5151, 5152). (p. 5152). (p. 5152).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5382).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5451). - **Demande de priorité** (p. 5462). - **Article 7** (art. 34 et 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ; art. L. 1213-1 à L. 1213-3 du code des transports - Dispositions transitoires pour l'élaboration et la révision des anciens schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire) (p. 5487, 5488).

- **Question orale sans débat sur le statut des communes labellisées** - (9 juin 2015) (p. 6125). (p. 6126).

- **Question orale sans débat sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** - (23 juin 2015) (p. 6618). (p. 6618, 6619).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7752, 7753).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8246).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 septembre 2015) (p. 8806).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (29 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8881). (p. 8881). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-14-4 et L. 162-14-5 [nouveaux], L. 162-14-1-2, L. 162-15 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 1432-2 et L. 4031-2 du code de la santé publique - Principes cadres définis par l'Etat pour la négociation des conventions nationales) (p. 8890). (p. 8890). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 8892). (p. 8892). (p. 8892). (p. 8893).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'investissement des collectivités locales** - (15 octobre 2015) (p. 9664, 9665). (p. 9665).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9834).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 261-1, L. 264-2 et L. 271-1 du code minier et art. L. 515-26 du code de l'environnement - Coordination entre le code minier et le code de l'environnement en matière de stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques) (p. 9894). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur les risques de contamination accidentelle par des OGM) (p. 9908).

- **Question orale sans débat sur le financement des transports scolaires** - (1er décembre 2015) (p. 11981). (p. 11981, 11982).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12124, 12125).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12679).

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (10 mars 2015).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 16 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 263 tome 1 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 16 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 263 tome 2 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 331 (2014-2015)] (10 mars 2015) - **Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 466 (2014-2015)] relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 529 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Philippe de Ladoucette, président de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Knoche, directeur général d'AREVA.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement-Énergie - Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen chargé de l'action pour le climat et l'énergie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Miguel Arias Cañete, commissaire européen « Action climat et énergie ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - au nom de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1347, 1351). - **Organisation de la discussion** (p. 1364). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1380). (p. 1381).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1399). (p. 1401). (p. 1402). (p. 1403). (p. 1404). (p. 1404, 1405). (p. 1405). (p. 1405). (p. 1408). (p. 1409). (p. 1410). (p. 1410). (p. 1411). (p. 1412). (p. 1412, 1413). (p. 1413). (p. 1414). (p. 1414). (p. 1416). (p. 1418, 1419). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1429, 1430). (p. 1436). (p. 1436). (p. 1436). (p. 1437). (p. 1438). (p. 1446). (p. 1447). (p. 1447). (p. 1448). (p. 1449). (p. 1452). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1455). (p. 1456). (p. 1458). (p. 1459). - **Article 2** (*Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques*) (p. 1462). (p. 1463). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1464, 1465). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017*) (p. 1467, 1468). (p. 1469). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire*) (p. 1471).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) (p. 1491, 1492). (p. 1493). - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1494). (p. 1498). (p. 1501). - **Article 3** (*art. L. 123-5-2 [nouveau] du*

code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1509, 1510). (p. 1521). (p. 1522). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1524). - **Article 4** (*art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1527). (p. 1533). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1534). - **Article 4 bis B** (*art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) (p. 1535). (p. 1536, 1537). - **Article 4 bis** (*art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1538). (p. 1538, 1539). (p. 1539). (p. 1540). (p. 1541). (p. 1542). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1544). - **Article 5** (*art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1549). (p. 1552, 1553). (p. 1554). (p. 1554, 1555). (p. 1556). (p. 1557). (p. 1558). (p. 1559, 1560). (p. 1560). (p. 1561). (p. 1562). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1563). (p. 1564). - **Articles additionnels après l'article 5 bis AA** (p. 1564). - **Article 5 bis A** (*Section 18 du chapitre 1er du titre II [nouvelle] et art. L. 121-115 [nouveau] du code de la consommation - Mention expresse dans un contrat de prestation visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment de l'engagement du prestataire de s'engager ou non à un résultat*) (p. 1566). - **Article 5 bis C (Supprimé)** (*Possibilité de moduler le taux de la taxe de publicité foncière pour les bâtiments satisfaisant à des critères de performance énergétique*) (p. 1567). - **Article additionnel après l'article 5 bis C** (p. 1568). - **Article 5 ter** (*art. L. 111-3-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mentions obligatoires figurant dans les marchés privés portant sur des travaux et prestations de service réalisés en cotraitance*) (p. 1569). (p. 1569). (p. 1569). (p. 1569). (p. 1570). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1571). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1574). (p. 1576). - **Article 5 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules pour les chauffages au bois des particuliers*) (p. 1577). - **Article 5 quinquies** (*art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale*) (p. 1578). (p. 1578). (p. 1579). (p. 1580). (p. 1581). (p. 1581). (p. 1582). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1582, 1583). - **Article 6** (*art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique*) (p. 1585). (p. 1585).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) (p. 1603). (p. 1604). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1604). (p. 1605). - **Article 6 ter** (*art. L. 241-9 du code de l'énergie - Dérogation à l'obligation de mise en place d'une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude*) (p. 1607). (p. 1607). - **Article 7 bis** (*art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel*) (p. 1610). (p. 1612). (p. 1612). (p. 1613). (p. 1614). - **Article 7 ter (nouveau)** (*art. L. 111-6-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accès garanti aux compteurs de gaz naturel et d'électricité pour les opérateurs gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel et d'électricité*) (p. 1616). - **Article 8** (*art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8,*

L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 1618). (p. 1619). (p. 1620). (p. 1622). (p. 1623). (p. 1624). (p. 1624). (p. 1625). (p. 1625). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1626). - **Article 8 bis A** (art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique) (p. 1627, 1628). - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur le statut des colonnes montantes dans les immeubles) (p. 1629).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1804).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Demande de réserve** (p. 1845).

- Au nom de la commission des affaires économiques - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1846). (p. 1847). (p. 1847). (p. 1849). (p. 1852). (p. 1854). (p. 1854). (p. 1856). (p. 1857). (p. 1857). (p. 1857). (p. 1858). (p. 1858). (p. 1859). (p. 1859, 1860). (p. 1860, 1861). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1861). (p. 1863). - **Article 24** (art. L. 311-10, L. 311-11-1 [nouveau], L. 311-12 et L. 311-13, L. 311-13-1 à L. 311-13-5 [nouveaux] et L. 311-19 du code de l'énergie - Adaptation des procédures d'appel d'offres) (p. 1864). (p. 1865). (p. 1866). - **Article 25** (art. L. 311-14 et L. 311-15 du code de l'énergie - Renforcement des sanctions applicables aux régimes de soutien des énergies renouvelables) (p. 1867). (p. 1868). (p. 1868). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 1868, 1869). - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1870). (p. 1871, 1872). (p. 1872). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1872, 1873). (p. 1874). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1876, 1877). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 1878). - **Article 27 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de l'exclusion du photovoltaïque non subventionné du bénéfice des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1883). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1889). (p. 1890). (p. 1891). (p. 1892). (p. 1893). - **Article 28 bis** (art. L. 523-2 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance hydraulique entre les communes et leurs groupements) (p. 1894). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1896). (p. 1898). (p. 1899). (p. 1900). - **Article 30** (art. L. 2224-32 du code général des collectivités territoriales - Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures techniques) (p. 1902). (p. 1902). (p. 1902). - **Article 31 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 du code du travail - Médecin référent unique pour les salariés d'une activité de sous-traitance dans l'industrie nucléaire) (p. 1910). - **Article 31 bis** (art. L. 593-14, L. 593-15 et L. 593-19 du code de l'environnement - Création d'un régime intermédiaire d'autorisation délivré par l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 1911). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1919). (p. 1920). (p. 1921). -

Article additionnel après l'article 33 (p. 1922). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 1928, 1929).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 40** (art. L. 335-3 et L. 335-5 du code de l'énergie - Dispositions complémentaires pour la mise en œuvre du marché de capacités) (p. 1975). - **Article 40 bis** (art. L. 321-15-2 [nouveau] du code de l'énergie - Compétence de RTE pour limiter les risques de fraude sur le marché de l'électricité) (p. 1976). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1976, 1977). (p. 1978). - **Article 41 ter (nouveau)** (art. L. 337-13 du code de l'énergie - Publication du prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique au plus tard le 15 octobre de chaque année) (p. 1980). - **Article 42** (art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 1982). (p. 1983). (p. 1984). (p. 1985). (p. 1985). (p. 1985). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 1986). (p. 1989). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1992). (p. 1995). - **Article 43** (art. L. 351-1 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises électro-intensives) (p. 1996). (p. 1997). (p. 1998). - **Article 42 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 341-4-4 [nouveau] du code de l'énergie - Exonération de la composante soutirage du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité pour les installations permettant le stockage de l'énergie) (p. 1998). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 1999). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-4 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour favoriser les réductions de consommation d'électricité lors des pointes nationales ou locales) (p. 2000). (p. 2001). - **Article 44 bis** (art. L. 452-2-1 [nouveau] du code de l'énergie - Incitations et tarification des réseaux différenciée pour favoriser les réductions de consommation de gaz naturel lors des pointes nationales ou locales) (p. 2001). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 2002). - **Article 44 ter (nouveau)** (Rapport sur la compensation des coûts indirects du dioxyde de carbone en faveur des secteurs exposés à un risque de fuite de carbone) (p. 2003). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 - Accorder aux entreprises locales de distribution le bénéfice des tarifs de cession durant la période des offres transitoires succédant à l'extinction des tarifs réglementés de vente) (p. 2003). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 2005). (p. 2005). (p. 2006). - **Article 46 (Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures)** (p. 2007, 2008). (p. 2008). (p. 2008). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2010). (p. 2014). (p. 2018, 2019). (p. 2019). (p. 2023, 2024). (p. 2024). (p. 2025). - **Article 47** (art. L. 134-13, L. 134-18, L. 143-6, L. 431-6 et L. 432-10 [abrogé] du code de l'énergie - Compétences de la CRE en matière de contrôle des activités des opérateurs et de coopération avec les autres instances de régulation européennes et mesures diverses) (p. 2026, 2027). - **Article additionnel après l'article 47 ter** (p. 2028). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2033). (p. 2037). (p. 2037). (p. 2038). (p. 2039). (p. 2039). (p. 2041). (p. 2041). (p. 2043). (p. 2043). (p. 2043). (p. 2044). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2046). - **Article 48 bis (nouveau)** (art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 2047). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2050). (p. 2050). (p. 2051). (p. 2051). (p. 2052).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2081, 2082). (p. 2082). (p. 2083). (p. 2083, 2084). (p. 2084). (p. 2085). (p. 2085, 2086). - **Article 49 bis** (art. L. 145-1 [nouveau] du code de l'énergie - Création d'un comité d'experts pour la transition énergétique) (p. 2087). (p. 2087). (p. 2088). (p. 2088). (p. 2088). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2090). (p. 2092). (p. 2093). (p. 2094). (p. 2096, 2097). (p. 2097). - **Article 51** (art. L. 133-6, L. 142-1, L. 142-3, L. 142-4, L. 142-9-1 [nouveau], L. 111-72, L. 111-73, L. 111-77 et L. 111-80 à L. 111-83 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'accès aux données de production et de consommation d'énergie et création du registre national des installations de production et de stockage d'électricité) (p. 2100). (p. 2101). (p. 2101). (p. 2111). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation des politiques de l'emploi aux effets de la transition écologique et énergétique) (p. 2112). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 2113). (p. 2114). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 2115). (p. 2116). (p. 2116). (p. 2117). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - Adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique) (p. 2118). - **Article additionnel après l'article 54 bis** (p. 2120). - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2122). (p. 2122, 2123). (p. 2123). (p. 2124). (p. 2126). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2136). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2139). (p. 2142). - **Article 58** (art. L. 2224-38 du code des collectivités territoriales - Expérimentation sur le développement des services de flexibilité locaux) (p. 2149). (p. 2149, 2150). - **Article 59** (Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie) (p. 2150). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 2151). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2156). (p. 2157). (p. 2157). (p. 2158). (p. 2159). (p. 2160). (p. 2160). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2161). (p. 2162). (p. 2164). - **Article 61** (art. L. 141 [nouveau] du code de l'énergie, art. L. 4433-18 [abrogé] du code général des collectivités territoriales, et art. 1er de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 - Objectifs de la politique énergétique outre-mer) (p. 2165). (p. 2166). (p. 2167). (p. 2168). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 2169). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2172, 2173). - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 2175). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2177). (p. 2177). (p. 2180, 2181).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 592-28-1 [nouveau] du code de l'environnement - Activités internationales de l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 4330).

(p. 4331). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4342, 4343).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7425, 7427). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7440, 7441).

- Au nom de la commission des affaires économiques (p. 7442). (p. 7443). (p. 7508). (p. 7510). (p. 7510). (p. 7511). (p. 7511).

- Rapporteur (p. 7512).

- Au nom de la commission des affaires économiques (p. 7512). (p. 7514, 7515). (p. 7517, 7518). - **Article 2** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie - Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques) (p. 7520). - **Article 3 B** (Obligation de rénover énergétiquement avant 2030 tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 7521, 7522). - **Article 3 C (supprimé)** (Obligation à compter de 2030 de rénover énergétiquement les bâtiments privés résidentiels à l'occasion d'une mutation selon leur niveau de performance) (p. 7522, 7523). - **Article 4** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exemplanité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie - Méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie) (p. 7524). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 7525). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 7526). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7529). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (Fonds de garantie pour la rénovation énergétique et fonds dénommé « Enveloppe spéciale transition énergétique ») (p. 7532). (p. 7532). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7533). (p. 7534). (p. 7535). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7539). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-1-1 [nouveau], 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-11 et L. 221-12 [nouveau], du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 7544). (p. 7544, 7545). (p. 7545).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 23** (art. 23 (articles L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 7626). (p. 7627). (p. 7628). (p. 7628). (p. 7629). - **Article 23 bis** (art. L. 342-3 du code de l'énergie - Délai maximal de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable nécessitant des travaux) (p. 7630). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 7631, 7632). (p. 7632). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 7635). (p. 7636, 7637). - **Article 31 bis B** (art. L. 4625-1 du code du travail - Médecin référent unique pour les salariés d'une activité de sous-

traitance dans l'industrie nucléaire) (p. 7637, 7638). - **Article 42** (art. L. 111-56, articles L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 7652). (p. 7652). (p. 7652). (p. 7653). (p. 7653). - **Article 42 ter** (art. L. 351-1 [nouveau] du code de l'énergie - Conditions particulières d'approvisionnement en électricité des entreprises électro-intensives exposées à la concurrence internationale) (p. 7654). (p. 7655). - **Article 43 bis** (art. L. 461-3 et L. 461-4 [nouveaux] du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises gazo-intensives) (p. 7656). - **Article 46 bis** (art. L. 271-1, article L. 271-2 à L. 271-4 [nouveaux], articles L. 321-15-1, L. 322-8, L. 121-6, L. 121-8-1 [nouveau], L. 121-10, L. 123-1 à L. 123-3, L. 321-12 du code de l'énergie et article 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 7660). (p. 7662). - **Article 48** (art. L. 133-2, art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement, articles L. 225-100-2 et L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 511-41-1 B et L. 53-22-1 du code monétaire et financier - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 7665). (p. 7665). (p. 7666). (p. 7666). - **Article 48 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 7667). - **Article 48 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-8 [nouveau] du code de l'énergie - Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse) (p. 7668). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 à L. 141-11 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 7670). (p. 7671). (p. 7671, 7672). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion et réforme de la contribution au service

public de l'électricité) (p. 7674). (p. 7674). (p. 7674). (p. 7675). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 7677).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7726). (p. 7727, 7728). (p. 7728). - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7735). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie) (p. 7737). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 7740). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7741, 7742). (p. 7744). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7748). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (Extension à Wallis-et-Futuna du service public de l'électricité et habilitation à légiférer par ordonnances) (p. 7751).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015 ; puis vice-président le 27 mai 2015 ; nouvelle nomination le 27 mai 2015.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne Commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité du 24 mars 2015 au 19 novembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 208 (2014-2015)] tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 254 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour la modernisation des transports collectifs en Île-de-France [n° 302 (2014-2015)] (20 février 2015) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 776 (2013-2014)] visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 509 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : « Le silence de l'administration vaut acceptation » : rapport d'évaluation de la loi du 12 novembre 2013 [n° 629 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 34 (2015-2016)] relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 93 (2015-2016)] (21 octobre 2015)

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Administration pénitentiaire [n° 170 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 188 (2015-2016)] (24 novembre 2015)

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté - Examen du rapport d'information.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Modernisation du droit de l'outre-mer - Audition de Mme Georges Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Examen du rapport d'information sur le bilan d'application de la loi.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen des amendements au texte de la commission.

Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 443). (p. 444).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 689). (p. 691).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 1013, 1014).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1139, 1141).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Représentation équitaine des territoires dans leur diversité*) (p. 1158).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6491, 6492).

- Rapporteur - **Article 1er A (nouveau)** (*Motivation de l'engagement de la procédure accélérée*) (p. 6500). (p. 6500). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression*) (p. 6501).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9859, 8960).

- Rapporteur - **Article 1er B** (*art. 10 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Standard de mise à disposition des informations publiques*) (p. 9867). - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 9868). - **Article 1er** (*art. 11 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Suppression du régime de réutilisation dérogatoire applicable aux informations des établissements, institutions, organismes ou services d'enseignement et de recherche ou culturels*) (p. 9868). - **Article 2** (*art. 14 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Mise en conformité du régime des accords d'exclusivité*) (p. 9870). (p. 9870). (p. 9871). - **Article 3** (*art. 15 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Consécration du principe de gratuité et maintien de certaines redevances de réutilisation des informations publiques*) (p. 9873). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9876). - **Article 4** (*art. 16 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Déconnexion des licences et des redevances*) (p. 9876). - **Article 7** (*art. 59 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures*

d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises (p. 9877). - **Article 9** (*Habilitation à intégrer les nouvelles dispositions dans le code des relations du public et de l'administration*) (p. 9878). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9878).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9967, 9968).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

POZZO di BORGIO (Yves)

sénateur (Paris)

UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police **[n° 391 (2014-2015)]** (1er avril 2015)

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen **[n° 419 (2014-2015)]** (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe **[n° 485 (2014-2015)]** (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne/Russie : les sanctions et après ? **[n° 486 (2014-2015)]** (4 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire **[n° 663 (2014-2015)]** (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11710, 11711).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13174).

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale **[n° 13 (2015-2016)]** (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité **[n° 49 (2015-2016)]** (13 octobre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège **[n° 66 (2015-2016)]** (14 octobre 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français **[n° 157 (2015-2016)]** (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 **[n° 163 (2015-2016)]** - Défense : préparation et emploi des forces **[n° 166 tome 6 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales **[n° 197 (2015-2016)]** (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction **[n° 198 (2015-2016)]** (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne **[n° 205 (2015-2016)]** (27 novembre 2015) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 *(commission des affaires européennes)* : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 *(commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air)* : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 *(commission des affaires européennes)* : Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Projet de taxe sur les transactions financières : communication de Mme Fabienne Keller.

Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

(commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 *(commission des affaires européennes)* : Institutions européennes - Compte rendu du déplacement à Bruxelles des 23 et 24 mars 2015.

Questions sociales - Transports - Salaire minimum en Allemagne et transport routier européen : communication de M. Eric Bocquet.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(commission des finances) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Examen de la proposition de résolution européenne n° 423 (2014-2015) pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse : rapport de M. André Gattolin.

Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 *(commission des affaires européennes)* : Institutions européennes - Élections législatives du 7 mai 2015 au Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 *(commission des affaires européennes)* : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 *(commission des affaires européennes)* : Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 *(commission des affaires européennes)* : Conseil de l'Europe - Élections législatives du 7 juin en Turquie : communication de Mme Nicole Duranton et M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 *(commission des affaires européennes)* : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 *(commission des affaires européennes)* : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Loi de finances pour 2016 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien ; rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Eric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne

dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la nouvelle fracture et la mobilité étudiante** - (20 janvier 2015) (p. 415). (p. 416).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 757, 758).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1203, 1204).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2234, 2235).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap)** (p. 2437, 2438).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2839, 2840).

- **Débat sur l'influence de la France à l'étranger** - (25 mars 2015) (p. 2891, 2893).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5212, 5214).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement)** (p. 5959).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6288, 6289).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6365).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8710, 8712).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Intitulé du projet de loi** (p. 9389).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 11114, 11116).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplafonnement de la décote applicable aux cessions de terrains affectés au ministère de la défense) (p. 11508).

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11758). - **État B** (p. 11775).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11798, 11799).

Aide publique au développement

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11809).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13102, 13103).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 11 février 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 7 octobre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 359 (2014-2015)] pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 549 (2014-2015)] (24 juin 2015) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future Métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la proportion obligatoire de logements sociaux dans les communes rurales membres d'une intercommunalité à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants [n° 194 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 115 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 270 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Economie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences, sur les règles de concurrence, de la concentration des centrales d'achats de la grande distribution, en matière d'approvisionnement de produits agro-alimentaires - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Gayet, délégué général du Cercle de l'industrie.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et

technologiques (OPECST) : « Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises ».

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 septembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Thomas Diemer, président des Jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Economie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1181, 1182).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (12 février 2015) - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1527). (p. 1530).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1870, 1871).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 2000). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2037). (p. 2037). (p. 2038). (p. 2039). (p. 2045). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2051). (p. 2051).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie agroalimentaire** - (12 mars 2015) (p. 2529, 2530).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). - **Article 10 B (supprimé)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation de la négociation commerciale dans une convention unique) (p. 3426). (p. 3427). - **Articles additionnels après l'article 10 B** (p. 3427, 3428). (p. 3428). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3435). (p. 3435). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3439). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3450, 3451). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 3470). (p. 3471). (p. 3472).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3776).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3936). (p. 3937).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 4078). (p. 4078).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5555). - **Article 16 quater** (art. L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2321-2, L. 2531-12, L. 5210-1-1 A, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5217-12-1 et Livre III de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales ; loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 ; loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 ; art. L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 121-4, L. 123-6, L. 123-8, L. 321-21, L. 321-25 et L. 321-26 du code de l'urbanisme ; art. 1043, 1379-0 bis, 1466, 1609 quater, section XIII ter du chapitre Ier du titre III de la deuxième partie du livre Ier et art. 1638 bis du code général des impôts ; art. L. 216-7 du code de l'éducation ; art. L. 554-1 du code de justice administrative ; art. 11 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 ; art. 32 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Suppression, à compter du 1er janvier 2016, de la catégorie des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 5568).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 6718). (p. 6718).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6732). (p. 6732). (p. 6733). (p. 6733). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6802). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6817). (p. 6818).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8334).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11265). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11274).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12662).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'emploi** - (10 décembre 2015) (p. 12714). (p. 12714).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 14 octobre 2015.

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 4 février 2015.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le numérique au service de la santé [n° 465 (2014-2015)] (26 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 476 (2014-2015)] relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 501 (2014-2015)] (10 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 575 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 620 (2014-2015)] relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 633 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Changement climatique : les incidences sur les îles du Pacifique [n° 128 (2014-2015)] (17 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'un mécanisme de représentation-substitution des établissements publics territoriaux au sein des syndicats exerçants au 31 décembre 2015 la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la future métropole du Grand Paris [n° 107 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La politique spatiale européenne [n° 192 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, sur le risque numérique.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions de Mme Anne-Yvonne Le Dain et M. Jean-Louis Touraine, députés, relatives à l'audition publique sur « Les médicaments biosimilaires » du 29 janvier 2015.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La filière semencière française : état des lieux et perspectives » du 22 janvier 2015 par Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée.

(*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Transfert à la CNAM des activités liées au régime obligatoire d'assurance maladie de la mutuelle des étudiants (LMDE) - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et à l'emploi - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Bernard Meunier, président de l'Académie des sciences.

Nomination de rapporteurs.

Point d'information sur les conclusions de la réunion du bureau de l'OPECST du 18 novembre 2015.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La politique spatiale européenne » du 7 juillet 2015 de Mme Catherine Procaccia et M. Bruno Sido, sénateurs.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La stratégie pour la biomasse en France : un pas vers la bioéconomie » du 25 juin 2015 par M. Roland Courteau, sénateur.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièrre, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions*) (p. 368).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2015) - **Article 24 bis (nouveau)** (*Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers*) (p. 803).

- **Question orale sans débat sur les mesures à venir contre l'usurpation de plaques d'immatriculation** - (3 février 2015) (p. 1112, 1113). (p. 1114).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1262). (p. 1263).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mutuelles étudiantes - LMDE** - (12 février 2015) (p. 1512).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19** (*art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets*) (p. 1744). (p. 1745). (p. 1750). (p. 1750).

- **Question orale sans débat sur la diminution du budget de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris** - (17 février 2015) (p. 1839). (p. 1839, 1840).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2290, 2291).

- **Question orale sans débat sur les renseignements économiques sur les entreprises françaises et l'exemple de Chevilly-Larue** - (10 mars 2015) (p. 2364, 2365). (p. 2365).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap*) (p. 2438). (p. 2439). (p. 2441).

- **Question orale sans débat sur le dégroupage téléphonique abusif** - (7 avril 2015) (p. 3120). (p. 3121).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3298, 3299).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3413). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3469).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 3934, 3935). (p. 3935). (p. 3938). (p. 3938). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 3952). (p. 3954).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 72 (priorité)** (*art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales*) (p. 4215).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4611). (p. 4611). (p. 4612). (p. 4612). (p. 4612). (p. 4613). (p. 4613). - **Articles additionnels après l'article 91** (p. 4624). - **Articles additionnels après l'article 94** (p. 4638). (p. 4639). - **Article additionnel après l'article 96 bis** (p. 4660).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 98 A** (p. 4688). (p. 4690). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4734). (p. 4735). (p. 4736). (p. 4736). (p. 4737). (p. 4737). (p. 4738, 4739). (p. 4739). (p. 4739). (p. 4740). (p. 4740). (p. 4740). (p. 4740).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4832, 4833).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et des logements particuliers** - (26 mai 2015) (p. 5245, 5246). (p. 5246, 5247).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6542, 6545).

- **Rapporteur - Question préalable** (p. 6562). - **Article 1er** (*art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE*) (p. 6568, 6569). (p. 6574, 6575). (p. 6576). (p. 6577). (p. 6577, 6578). (p. 6578). (p. 6579). (p. 6579). (p. 6580). (p. 6582). (p. 6583). (p. 6584). (p. 6584). (p. 6585). (p. 6586). (p. 6587). (p. 6587). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6589, 6590).

- **Question orale sans débat sur les procurations de vote des français de l'étranger** - (23 juin 2015) (p. 6623). (p. 6624).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)] (suite)** - (23 juin 2015) - **rapporteur de la commission des affaires sociales - Article 1er bis (supprimé)** (*art. L. 2141-13 [nouveau] du code du travail - Demande de rapport sur les salariés des TPE non couverts par une convention collective*) (p. 6671). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2141-5 du code du travail* -

Entretien individuel pour les représentants du personnel et les délégués syndicaux (p. 6672). (p. 6673). (p. 6673). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 6674). (p. 6675). - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 - et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles) (p. 6677). (p. 6678). - **(Supprimé)** (p. 6678). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2143-16-1 [nouveau] du code du travail - Elargissement de l'utilisation des heures de délégation pour les délégués syndicaux) (p. 6679). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-30-2 du code de commerce - Formation des administrateurs salariés) (p. 6680). (p. 6680). - **Article 7 bis** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce - Renforcement de l'effectivité de la présence de représentants des salariés au conseil d'administration) (p. 6681). (p. 6681). - **Article 7 ter** (art. L. 6524-6 [nouveau] du code des transports - Heures de délégation des personnels navigants aériens) (p. 6682). - **Article 8 A (nouveau)** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 6683). (p. 6683). (p. 6684). (p. 6685). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6687). (p. 6689). (p. 6690). (p. 6695, 6696). (p. 6699). (p. 6700). (p. 6701). (p. 6701). (p. 6702). (p. 6703). (p. 6704). (p. 6705). (p. 6705). (p. 6706). (p. 6706). (p. 6708). (p. 6709). (p. 6709). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6710). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6712). (p. 6714, 6715). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6716). (p. 6716). - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 6718). (p. 6718).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 11** (art. L. 4611-1, L. 4611-3, L. 4612-8, L. 4612-8-1, L. 4612-8-2 [nouveau], L. 4613-1, L. 4614-2, L. 4614-12 et L. 4616-1 du code du travail - Modernisation du fonctionnement du CHSCT) (p. 6731, 6732). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6732). (p. 6733). (p. 6733). - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6736). (p. 6736). (p. 6739). (p. 6739). (p. 6740). (p. 6741). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6742). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6743). - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6749, 6750). (p. 6750, 6751). (p. 6751). (p. 6752). (p. 6752, 6753). (p. 6753, 6754). (p. 6755). (p. 6756). (p. 6757). (p. 6758). (p. 6760). (p. 6761). (p. 6762). (p. 6762). (p. 6763). (p. 6763). (p. 6764). (p. 6764). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6764). (p. 6765). (p. 6765). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la

sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6768). (p. 6769). (p. 6770). (p. 6771). (p. 6771). (p. 6772). (p. 6773). (p. 6773). (p. 6776). (p. 6776). (p. 6776). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6777, 6778). (p. 6778). (p. 6778, 6779). (p. 6780). (p. 6780, 6781). - **Article 15** (art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical) (p. 6783, 6784). (p. 6784). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagements des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 6785). (p. 6787). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6788). (p. 6788). (p. 6790). (p. 6791). (p. 6792). (p. 6793). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2152-1, L. 2152-2 et L. 2261-32 du code du travail - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 6794). (p. 6794). (p. 6795). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6796). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6798). (p. 6798). (p. 6798, 6799). (p. 6803). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4 ; L. 4624-5 [nouveau] et L. 4162-3 du code du travail - Clarification des procédures en matière de santé au travail) (p. 6804). (p. 6805, 6806). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6808). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-11 et L. 4162-13 du code du travail - Suppression de la fiche individuelle de prévention des expositions à la pénibilité) (p. 6811). (p. 6812). (p. 6812). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6814). (p. 6815). (p. 6816). (p. 6816). (p. 6817). (p. 6817).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4162-16 et L. 4162-20 du code du travail - Aménagements des règles du fonds chargé du financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 6829). (p. 6829). - **Articles additionnels après l'article 19 sexies** (p. 6830). - **Articles additionnels après l'article 19 septies** (p. 6831). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6837, 6838). (p. 6841). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6844). (p. 6845). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6845). (p. 6846). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale - Interdiction pour les artistes du spectacle bénéficiant d'un CDI de cumuler une pension de retraite et une activité professionnelle) (p. 6846). - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3164-2 du code du travail - Possibilité pour un jeune travailleur âgé de moins de seize ans d'être employé par un entrepreneur de spectacle) (p. 6847). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6849). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6851). (p. 6851). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6852). (p. 6854). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6856). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5134-25-1, L. 5134-69-1 et L. 5134-70-1 du code du travail - Accès des seniors aux contrats aidés) (p. 6857). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-15, L. 322-35 et L. 322-38 du code du travail applicable à Mayotte - Accès des seniors aux contrats aidés à Mayotte) (p. 6858). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6861). (p. 6862). (p. 6863). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-7 du code du travail - Suppression de l'obligation d'avoir recours au CV anonyme) (p. 6864, 6865). - **Article additionnel après l'article 23 sexies** (p. 6866, 6867). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 6868). - **Article 23**

octies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 6243-1-1 du code du travail - Péremption de la prime de 1 000 euros accordée aux entreprises qui accroissent leur nombre d'apprentis) (p. 6869). - **Article additionnel après l'article 23 octies** (p. 6870). - **Article 23 nonies** (art. L. 6325-2 du code du travail - Possibilité de suivre dans le cadre du contrat de professionnalisation une formation dans plusieurs entreprises) (p. 6870). - **Articles additionnels après l'article 23 nonies** (p. 6871). (p. 6873). (p. 6873, 6874). - **Article 23 decies (supprimé)** (Demande de rapport sur les transitions professionnelles liées à la transition énergétique) (p. 6875). - **Articles additionnels après l'article 23 undecies** (p. 6876). (p. 6877). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6882). (p. 6883). (p. 6884). (p. 6885). (p. 6885). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 262-1 à L. 262-4, L. 262-9, L. 262-10, L. 262-24, L. 262-25, L. 262-27, L. 262-27-1 [nouveau], L. 262-28, L. 262-38, L. 262-40, L. 262-45, L. 262-46, L. 262-53 et L. 522-12 du code de l'action sociale et des familles - Suppression du volet « activité » du revenu de solidarité active) (p. 6887). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 et 30 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, art. 4 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. L. 115-2, L. 121-7, L. 131-2, L. 14-10-6, L. 262-29, L. 262-32 et L. 262-33 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 114-16-2, L. 114-17, L. 167-3, L. 412-8, L. 523-1, L. 553-1, L. 553-2, L. 821-5-1, L. 835-3, L. 861-2 et L. 861-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 3252-3, L. 5132-3-1, L. 5134-30-2, L. 5134-72-2 et L. 6325-1 du code du travail, art. L. 3334-6-1, L. 3334-16-2 et L. 3335-4 du code général des collectivités territoriales, art. 81 du code général des impôts, art. L. 98 A du livre des procédures fiscales, art. L. 331-2, L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation, art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 120-11 et L. 120-21 du code du service national, art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 13-2 [nouveau] de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Coordinations et dispositions diverses) (p. 6989). - **Article 29 (supprimé)** (Demande de rapport sur les ressources prises en compte dans le calcul de la prime d'activité) (p. 6890). (p. 6890, 6891).

- **Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7913, 7914). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 23-111-1, L. 23-112-1 à L. 23-112-6, L. 23-113-1 et L. 23-113-2, L. 23-114-1 à L. 23-114-4 et L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1, L. 243-10-1 et L. 2622-3 [nouveaux] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 7924). - **Article 8 A (Lissage dans le temps des effets de seuil)** (p. 7928). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 7930). (p. 7930). (p. 7931). (p. 7931). (p. 7932). (p. 7932). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 7933). (p. 7934). - **Article 9 bis** (p. 7935). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 7936). (p. 7937). - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 7939). - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3,

L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; art. L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; art. L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; art. L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; art. L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier et art. L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 7944). (p. 7945). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1 et L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2101-6 du code des transports et art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 7947). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagement des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 7948). - **Article 16 bis** (p. 7948, 7949). - **Article 17** (art. L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-2, L. 2152-4 et L. 2261-32 du code du travail ; art. 1er de la loi n° 2014-1528 du 18 décembre 2014 relative à la désignation des conseillers prud'hommes - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 7951). (p. 7952). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 7953). (p. 7953). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4, L. 4624-5 [nouveau], L. 4162-3 et L. 4641-1 à L. 4641-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 461-2 et L. 461-6 du code de la sécurité sociale - Clarification des procédures en matière de santé au travail et reconnaissance du Conseil d'orientation des conditions de travail) (p. 7955). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 7956). - **Article 19 septies A** (p. 7956). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 7958). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 7960). - **Article 23 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6332-16 du code du travail - Possibilité pour les organismes collecteurs paritaires agréés de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des écoles de production) (p. 7964). - **Article 23 decies A** (Possibilité pour l'ensemble des agents en charge de la lutte contre le travail illégal d'échanger des informations avec les bureaux de liaison en matière de contrôle des fraudes au détachement de travailleurs) (p. 7965). - **Article 23 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du CDI intérimaire) (p. 7968). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 7971, 7972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7973).

- **Question orale sans débat sur l'usine d'incinération d'Ivry-sur-Seine Paris XIII** - (21 juillet 2015) (p. 7995). (p. 7996).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8413).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8531). - **Article 16 bis**

(supprimé) (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8558). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8576, 8577). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8597).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 21 bis (précédemment réservé)** (p. 8678, 8679).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 8943). (p. 8943).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9097, 9098). - **Articles additionnels après l'article 56 bis** (p. 9126, 9127).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 11264).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11315, 11316).

- **Question orale sans débat sur les avancées des recherches sur le chlordécone aux Antilles** - (1er décembre 2015) (p. 11992). (p. 11993).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12385).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Article 39 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies du code général des impôts - Mesures d'adaptation de la taxe d'aéroport affectée au financement de la sûreté et de la sécurité dans les aéroports) (p. 12482).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13081).

PRUNAUD (Christine)
sénatrice (Côtes-d'Armor)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (18 février 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre le 19 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation de la presse.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la radio.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Article 18** (*art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes*) (p. 509, 510).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale*) (p. 562, 563).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) -

Article 34 (Texte non modifié par la commission) (*Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile*) (p. 2699). - **Article 38** (*art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2715). - **Article 40** (*art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 2723).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (*art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER*) (p. 3195). - **Article 1er quater** (*art. L. 1115-1 et L. 1115-2 [nouveaux] du code des transports - Accès aux données des services réguliers de transport public de personnes*) (p. 3210, 3211). (p. 3213). - **Article additionnel après l'article 1er quinquies** (p. 3226, 3227). - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3241, 3242). (p. 3262).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour permettre la réalisation du « Charles-de-Gaulle express »*) (p. 3293). - **Article 3 quater B (supprimé)** (*Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire*) (p. 3305, 3306). - **Article 8** (*art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports*) (p. 3368). (p. 3369).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 C (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 441-8 du code de commerce et L. 631-25-1 du code rural et de la pêche maritime - Clause de renégociation du prix des contrats dont la durée d'exécution dépasse trois mois*) (p. 3429, 3430).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (*art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire*) (p. 4320, 4321). - **Article 55** (*art. L. 123-28-1 et L. 123-28-2 [nouveaux] du code de commerce - Allègement des obligations comptables des microentreprises sans salarié en situation de cessation totale et temporaire d'activité*) (p. 4343, 4344). - **Article 58 quater** (*art. L. 232-25 du code de commerce - Dispense de publication du compte de résultat pour les petites entreprises*) (p. 4380, 4381). - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 581-10 du code de l'environnement - Publicité dans les grands stades*) (p. 4400). - **Article 64 bis** (*art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées*) (p. 4412).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 70** (*art. L. 631-19-2 [nouveau] et L. 661-1 du code de commerce - Instauration de la possibilité pour le tribunal saisi d'une procédure de redressement judiciaire d'ordonner une augmentation de capital ou une cession des parts des actionnaires opposés au plan de redressement*) (p. 4469). - **Article 83** (*art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code*

de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale (p. 4476). (p. 4491). (p. 4500). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 4511). (p. 4511).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2015) - **Article 103** (art. L. 1233-66 du code du travail - Proposition de contrat de sécurisation professionnelle dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 4717). - **Articles additionnels après l'article 103** (p. 4720). (p. 4721). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4726). - **Articles additionnels après l'article 103 bis** (p. 4726, 4727). (p. 4727, 4728). (p. 4729). - **Articles additionnels après l'article 104** (p. 4738). (p. 4738). - **Articles additionnels après l'article 105 A** (p. 4741, 4742).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4899).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4967). (p. 4971). (p. 4973). (p. 4981). (p. 4982). (p. 4989). (p. 4996). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 724-1 à L. 724-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure de cessation du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire) (p. 4999, 5000). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 5004).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 5030). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 5040). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 211-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Motivation des refus de visa des membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire et des apatrides) (p. 5086). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 349-1, L. 349-2, L. 349-3 et L. 349-4 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Centres provisoires d'hébergement) (p. 5087).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5308).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5387, 5388). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du

code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5414).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Demande de priorité** (p. 5469). (p. 5470).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5986, 5987).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6302, 6303).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6695). (p. 6702). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6714).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6772). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6779).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17, L. 3111-17-1, L. 3111-18, L. 3111-18-1, L. 3111-19 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 7032). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3121-3 [rétabli], L. 3121-5 et L. 3121-11 du code des transports, art. 5 et 6 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014, art. 230-19 du code de procédure pénale [abrogé] et art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Stationnement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) aux abords des gares et des aéroports) (p. 7042). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 7067). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 7079).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34 bis AB** (art. 787 B du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'application du dispositif Dutreil) (p. 7119). - **Article 34 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 du code des assurances - Règlement d'un contrat d'assurance-vie par la remise de titres non négociables) (p. 7124). - **Article 35 decies** (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 7131).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7716, 7717).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7871, 7872).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8

[nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8259).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9251).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9531).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9624).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9730, 9731) - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-13-1 [nouveau] du code du sport - Prorogation des droits des sportives de haut niveau en cas de maternité) (p. 9746, 9747). (p. 9747) - **Article 9** (art. L. 222-2 à 222-2-2, L. 222-2-3 à L.222-2-8 [nouveaux] du code du sport - Recours au contrat de travail à

durée déterminée dans le secteur du sport professionnel) (p. 9751). (p. 9752). (p. 9752, 9753). (p. 9753). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2-9 [nouveau] du code du sport - Suivi socioprofessionnel des sportifs professionnels) (p. 9753). (p. 9754). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6324-1 du code du sport - Période de professionnalisation des sportifs professionnels) (p. 9754). (p. 9755). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9761).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10304).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12226, 12227).

RACHLINE (David)
sénateur (Var)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 643, 644).

- **Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1197, 1198).

- **Débat sur la politique du logement** - (5 février 2015) (p. 1231, 1232).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1273).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2197, 2198).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2215, 2216).

- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2264, 2265).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3017, 3018).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3053).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3079, 3080).

- **Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5116). - **Article 2 (Utilisation exceptionnelle des armes de quatrième catégorie)** (p. 5126).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5160, 5161). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169, 5170).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales [n° 441 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5183).

- **Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [n° 391 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5219, 5220).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec**

celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015) (p. 5860).

- Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)] - (2 juin 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).

- Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire » - (9 juin 2015) (p. 6167, 6168).

- Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique » - (10 juin 2015) (p. 6211).

- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)] - (30 juin 2015) - Discussion générale (p. 7016, 7017).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens - (8 juillet 2015) (p. 7359).

- Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)] - (8 juillet 2015) - Discussion générale (p. 7365, 7366).

- Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] - (14 septembre 2015) - Discussion générale (p. 8141, 8142).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien - (15 septembre 2015) (p. 8230, 8231).

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation et l'avenir de l'agriculture - (6 octobre 2015) (p. 9186, 9187).

- Débat sur le fonctionnement du service public de l'éducation - (12 octobre 2015) (p. 9399).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015 - (13 octobre 2015) (p. 9515, 9516).

- Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur

[n° 55 (2015-2016)] - (20 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9703).

- Question d'actualité au Gouvernement sur le système judiciaire - (20 octobre 2015) (p. 9718). (p. 9719).

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] - (22 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9824, 9825).

- Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)] - (22 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9838).

- Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)] - (3 novembre 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016) (p. 10250, 10251).

- Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 122 (2015-2016)] - (3 novembre 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016).

- Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)] - (18 novembre 2015) - Discussion générale (p. 11013).

- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)] - (20 novembre 2015) - Discussion générale (p. 11143).

- Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien - (25 novembre 2015) (p. 11631, 11632).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - (8 décembre 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 12576, 12577).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015 - (15 décembre 2015) (p. 13100).

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; puis président le 15 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 430 (2014-2015)] (7 mai 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 424 (2014-2015)] relatif au renseignement [n° 445 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 494 (2014-2015)] actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 547 (2014-2015)] (24 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 635 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Chine : saisir les opportunités de la nouvelle croissance [n° 714 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accords de partenariat et de coopération avec l'Irak - Examen du rapport et des textes de la commission.

Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Nomination d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Questions diverses.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles les 14 et 15 février 2015 - Communication.

Tchad - Communication.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Examen du bilan annuel sur l'application des lois - Communication.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), histoire de l'Islam contemporain : aspects historiques et géopolitiques de Daech.

(*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 -

Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au renseignement.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un vice-président.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord avec l'Afrique du Sud sur le commerce, le développement et la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les conséquences géostratégiques du dérèglement climatique » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran et crise irako-syrienne - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Équipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 212 - Soutien de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement à la 70^e assemblée générale de l'ONU - Communication.

Ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres et la Colombie et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres et la république socialiste du Viêt Nam et entre l'Union européenne et ses États membres et la république des Philippines - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 29, 30).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 371, 372).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 442, 443).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3080, 3082).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 451 (2014-2015)] - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet

2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5364). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5378).

- **Projet de loi relatif au renseignement** [n° 461 (2014-2015)] - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5851, 5854).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur pour avis - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau]*, art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5929). (p. 5936). (p. 5937). (p. 5938). (p. 5960, 5961). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5988). - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5997).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - président - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau]*, art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6044, 6045).

- Rapporteur pour avis (p. 6050). (p. 6071). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6086). - **Article 13** (art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Délégation parlementaire au renseignement) (p. 6105). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6106).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement** [n° 462 (2014-2015)] - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6255, 6256).

- **Projet de loi relatif au renseignement** - *Commission mixte paritaire* [n° 521 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6644, 6645).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 548 (2014-2015)] - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7339, 7340).

- président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Article 2** (*Programmation des ressources financières*) (p. 7375). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Soustraction de la mission « Défense » au financement interministériel du surcoût des OPEX*) (p. 7376). - **Article 2 ter (nouveau)** (*Financement interministériel des missions intérieures*) (p. 7377). - **Article 4 ter (nouveau)** (*Doctrine d'emploi des forces sur le territoire national*) (p. 7378). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7379). - **Article 6** (**Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 4121-4 et L. 4124-1 du code de la défense - Dispositions diverses de coordination avec le statut des associations professionnelles nationales de militaires, APNM) (p. 7381). - **Article 7** (art. L. 4126-1 à L. 4126-10 [nouveaux] du code de la défense - Régime des associations professionnelles nationales de militaires, APNM) (p. 7382). - **Article 17** (Expérimentation d'un service militaire volontaire, SMV) (p. 7385). - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (Agence du service civique) (p. 7386). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 7386). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3414-5 et intitulé du chapitre III du titre III du livre II de la troisième partie du code de la défense - Dispositions rédactionnelles) (p. 7387). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 7387). (p. 7387). - **Article 9** (p. 7412). (p. 7413). (p. 7413).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8233, 8235).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8927, 8928).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil de sécurité de l'ONU** - (1er octobre 2015) (p. 9061, 9062). (p. 9062).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9667, 9669).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique internationale après les attentats** - (17 novembre 2015) (p. 10967). (p. 10968).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11639, 11640).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **État B** (p. 11774, 11775). (p. 11775).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **État B** (p. 12102, 12103).

de RAINCOURT (Henri)

sénateur (Yonne)

UMP-R, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Chine : saisir les opportunités de la nouvelle croissance [n° 714 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Aide publique au développement [n° 166 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la retraite des non-salariés agricoles** - (17 février 2015) (p. 1829). (p. 1830).

- **Question orale sans débat sur la crise économique dans le secteur des travaux publics** - (26 mai 2015) (p. 5254). (p. 5255).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9674).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2015) (p. 11796).

RAISON (Michel)
sénateur (Haute-Saône)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Tibet 1980-2014 [n° 127 (2014-2015)] (23 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La France sera-t-elle encore demain un grand pays laitier ? [n° 556 (2014-2015)] (25 juin 2015) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la situation du secteur laitier après la fin des quotas européens [n° 558 (2014-2015)] (25 juin 2015) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 693 (2014-2015)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 63 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 151 (2015-2016)] (10 novembre 2015) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviūta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur le Conseil européen extraordinaire des 12 et 13 février 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) :

Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Croissance, activité et égalité des chances économiques - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Météo France - Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer des contrats territoriaux de développement rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Éric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi

de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 23** (*art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération*) (p. 1851, 1852). (p. 1854). (p. 1856). (p. 1856).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2515).

- **Question orale sans débat sur le plan de relance autoroutier** - (7 avril 2015) (p. 3116, 3117). (p. 3117).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er quinquies (nouveau)** (*art. L. 2121-4 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux*) (p. 3223). - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar*) (p. 3242, 3243). (p. 3250).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 8 octies** (p. 3378).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (*art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement*) (p. 3774). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3779). (p. 3781).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 3952). (p. 3952).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 66** (*art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures*

de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4453).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 4** (art. 7 et 73 bis du Règlement - Rééquilibrage des effectifs des commissions permanentes et accroissement de l'effectif de la commission des affaires européennes) (p. 4905).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5355). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5407). (p. 5410).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5885). (p. 5888). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5906).

- **Question orale sans débat sur le parc immobilier et l'avenir de la maison d'arrêt de Lure** - (9 juin 2015) (p. 6137). (p. 6138).

- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6174).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 1er quinquies** (art. L. 2121-4, L. 2121-7 et L. 2141-1 du code des transports - Ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux) (p. 7029). - **Article 10 D** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives) (p. 7051). (p. 7052). (p. 7053).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-1-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 141-1-1, L. 143-8, L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Extension du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) aux donations) (p. 7104). - **Article 80** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 7166). - **Article 86 bis A** (Instauration d'un délai de carence de trois jours pour les fonctionnaires en congé maladie) (p. 7185, 7186).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7744).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (16 juillet 2015) (p. 7776, 7777).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8

[nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8259). (p. 8260, 8261). (p. 8263, 8264).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8322). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8333, 8334). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8381). (p. 8383).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 septembre 2015) (p. 8806).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9881, 9883).

- **Rapporteur - Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-6-1 [nouveau] du code minier - Programme de vérification indépendante) (p. 9892). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 261-1, L. 264-2 et L. 271-1 du code minier et art. L. 515-26 du code de l'environnement - Coordination entre le code minier et le code de l'environnement en matière de stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques) (p. 9894). (p. 9895). - **Article 11** (art. L. 557-1, L. 557-5 à L. 557-9, L. 557-11, L. 557-14, L. 557-18, L. 557-28, L. 557-30, L. 557-31, L. 557-37, L. 557-38, L. 557-42, L. 557-46 à L. 557-48, L. 557-50, L. 557-53 à L. 557-60 du code de l'environnement - Harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression) (p. 9898). - **Article 15** (art. L. 522-1, L. 522-2, L. 522-4, L. 522-5, L. 522-5-1 [nouveau], L. 522-7 [abrogé], L. 522-9, L. 522-10, L. 522-11, L. 522-12 [abrogé] et L. 522-16 du code de l'environnement, art. L. 253-2 du code de la recherche - Modification de la procédure de mise sur le marché pour les produits biocides) (p. 9901). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 9903). - **Article 18** (art. L. 533-3-2, L. 533-5-1, L. 533-5-2, L. 533-6, L. 533-7-1 [nouveau], L. 533-8-2 [nouveau], L. 533-9, L. 535-6 et L. 536-5 du code de l'environnement - Procédure permettant d'exclure le territoire français du périmètre géographique de la mise en culture d'un OGM) (p. 9906). (p. 9906). (p. 9907). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9908). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur les risques de contamination accidentelle par des OGM) (p. 9908). (p. 9908). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9909, 9910). (p. 9911). - **Article 21** (art. L. 229-6, L. 229-7, L. 229-11-1 [nouveau], L. 229-14 et L. 229-18 du code de l'environnement - Actualisation des dispositions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre) (p. 9912).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10628, 10629).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11473). (p. 11486).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Article 9** (p. 11543, 11544).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152**

(2015-2016)] - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11543, 11544).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11949, 11950).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11954). (p. 11957). (p. 11959).

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12017, 12018).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12111, 12112).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12132, 12133).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - *Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire*) (p. 12618).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 631-24 du code rural et de la pêche maritime - *Intégration obligatoire des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats en agriculture*) (p. 12644, 12645). - **Article 2** (*Négociations agricoles annuelles*) (p. 12653). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - *Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 12657). (p. 12661, 12662).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire du Comité stratégique pour l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale de la recherche énergétique jusqu'au 17 décembre 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Politique des territoires [n° 164 tome 3 annexe 22 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 115 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 201 (2015-2016)] (26 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la

stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement : communication de Mme Colette Mélot.

Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

(*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Guy Mamou-Mani, président, et Dominique Calmels, président de la commission fiscale, de Syntec numérique.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, sur le risque numérique.

Présentation des conclusions de M. Jean-Louis Touraine, député, et Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, relatives à l'audition publique du 22 mai 2014 sur « Les adjuvants vaccinaux : une question controversée ».

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

(*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Justice et affaires intérieures - Déchéance de nationalité et conventions européennes : communication de M. Michel Mercier.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale et de M. Sylvain Bergamini, chef de section au bureau des exonérations de la fiscalité directe des entreprises.

Audition de M. Roger Genet, directeur général de la recherche et de l'innovation, M. François Jamet, chef du service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale et Mme Frédérique Sachwald, adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'Etat de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Jacques Hyest.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Denis Randet, délégué général, Alain Quevveux, chef du département Europe, et Pierre Bitard, conseiller du délégué général, de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).

Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Bethèze, économiste.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Didier Roux, directeur de la recherche, du développement et de l'innovation de Saint-Gobain.

Audition de M. Loïc Rivière, délégué général de l'AFDEL, de M. Stéphane Lacrampe, président d'OBEO et de Mme Diane Dufoux, responsable senior des affaires publiques de l'AFDEL.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de Mme Cecilia Malmström, commissaire européenne en charge du commerce.

(*commission des finances*) : Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine, et du docteur Karim Laouabdia, directeur général adjoint chargé de la politique médicale et scientifique.

Présentation des conclusions de Mme Anne-Yvonne Le Dain et M. Jean-Louis Touraine, députés, relatives à l'audition publique sur « Les médicaments biosimilaires » du 29 janvier 2015.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics.

Audition de M. Patrick Suet, secrétaire général de la Société générale.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean Maïa, directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Loïc Aubouin, directeur juridique de Bouygues construction.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Communication.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Stéphane Saussier, professeur de sciences économiques à l'Institut d'administration des entreprises, Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Audition de Mme Catherine Mayenobe, secrétaire générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification.

Audition de Mme Florence Parly, directrice générale déléguée chargée de la stratégie et des finances de la SNCF.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Dühr, ambassadeur du Luxembourg en France.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Jean-Lou Blachier, médiateur national des marchés publics.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Audition de M. Frédéric Grivot, vice-président chargé de l'industrie de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État et Hervé Le Dû, directeur des opérations du service des achats de l'État.

Audition de Mme Monique Legrand-Larroche, directrice des opérations de la direction générale de l'armement, et de

M. François Cojan, directeur du service centralisé des achats de la direction générale de l'armement.

Audition de Mme Virginie Beaumeunier, rapporteure générale de l'Autorité de la concurrence, et de M. David Viros, chef du service du président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du traité transatlantique (TTIP) : communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Environnement - Réunion conjointe avec les membres français du Parlement européen et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur la politique migratoire de l'Union européenne et sur la préparation de la COP21.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers

« Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutour.

Politique commerciale - Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire : rapport de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Examen définitif.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 - Examen du rapport.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 456). (p. 457).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1127, 1129).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3848). (p. 3851). (p. 3851).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4352, 4353).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 87 A** (p. 4534).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6206, 6208).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6307).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6356).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 8** (*art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées*) (p. 6425). - **Article 9** (*art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance*) (p. 6429).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 10 D** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction de certaines pratiques commerciales abusives*) (p. 7053).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (*Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients*) (p. 7750).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 8086).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-**

Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8704).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9298).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Alignement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 9548). (p. 9549). (p. 9549).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11224). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 11231).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11481). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 11498, 11499).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - **Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence** (p. 11646). - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11669).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11752).

Economie

- (28 novembre 2015) - **État B** (p. 11833).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP) (p. 12072).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour la politique de la ville (p. 12121, 12122).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) - rapporteur spécial (p. 12137).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone) (p. 12364). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12366). - **Article 33 sexies (nouveau)** (Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma) (p. 12378, 12379). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12383). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 12407). - **Article 38** (art. 286 et 1770 duodecimes [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Mesures visant à lutter contre la dissimulation de recettes à la TVA : utilisation obligatoire d'un logiciel de caisse ou système non frauduleux) (p. 12419).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12821). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12827). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 150-0 D ter, art. 150-0 D, art. 199 terdecies-0 A, art. 1763 C du code général des impôts - Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 12855). - **Articles additionnels après l'article 16 duodecimes** (p. 12874). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12883).

RAVIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 19, 20).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2286).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2320, 2321).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4767, 4768).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4867, 4868).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)] (suite)** - (19 mai 2015) - **Article 14 bis (nouveau)** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de

l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile (p. 5055). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 5074, 5075). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5080).

- **Suite de la discussion** (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5267).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6155, 6156).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des réfugiés** - (17 septembre 2015) (p. 8430).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9212).

RAYNAL (Claude)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 16 décembre 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis secrétaire le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre titulaire du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque le 6 mai 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques : les exemples autrichien et italien [n° 678 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la répression des infractions financières [n° 20 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 164 tome 3 annexe 26 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'Etat, délégué au droit européen du Conseil d'Etat ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Recours aux consultants extérieurs par l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Principe et modalités de mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Audition de MM. Philippe de Fontaine Vive, vice-président honoraire de la Banque européenne d'investissement, Benjamin Angel, chef d'unité à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne, et Antoine Quero-Mussot, expert confirmé en instruments financiers innovants auprès de la direction générale du budget de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des finances*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Evelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil des finances publiques relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, commissaire président de la Cour des comptes, président du Haut conseil.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Delas en vue de sa possible nomination en qualité de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Audition de Mme Christine Pires Beaune, députée : présentation des travaux de la mission confiée par le Premier ministre sur la réforme des concours de l'État aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut conseil relatif au solde structurel des administrations publiques de 2014.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des finances*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Communication.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

(*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Diplomatie fiscale de la France en faveur de ses entreprises - Auditions de Mme Catherine Henton, directeur fiscal de Sanofi-Aventis, MM. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale (DLF) et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - CAS « Aides à l'acquisition de véhicules propres » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs », et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », précédemment examinée et réservée.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 62 quater rattachés à la mission.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen des amendements.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen des amendements.

Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du lundi 7 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur général adjoint des finances publiques, de Mme Catherine Brigant, sous-directrice des missions foncières, fiscalité du patrimoine et statistiques et de Mme Anne-Laure Lagadec, adjointe au chef de bureau chargé du cadastre (DGFIP).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le maintien de la ligne ferroviaire Montréjeau-Luchon** - (20 janvier 2015) (p. 427). (p. 428).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 587, 588). (p. 595).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 901).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon [n° 273 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 275 (2014-2015)** (p. 1340, 1341).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon [n° 275 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (2014-2015)**.

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3821).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35** *decies* (art. L. 3315-2 du code du travail - Blocage par défaut des sommes issues de l'intéressement sur un plan d'épargne entreprise ou interentreprises en cas d'absence de choix du salarié) (p. 4050). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4073). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4088). - **Article 43 A (Texte**

non modifié par la commission (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce, 1136 du code général des impôts, 4, 6-2, 14, 15 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Mise en cohérence de différents codes et de la loi du 26 juillet 1983 avec l'ordonnance du 20 août 2014) (p. 4093). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du transfert au secteur privé de participations majoritaires de l'État dans deux grands aéroports régionaux) (p. 4134, 4135). (p. 4138).

- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4835, 4836).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6049). (p. 6050).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2016** - (1er octobre 2015) (p. 9060).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10979, 10980).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11104, 11106).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11174). (11182).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 195 du code général des impôts - Abaissement de la condition d'âge pour l'obtention par les anciens combattants d'une demi-part supplémentaire) (p. 11226). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 199 ter viciés du code général des impôts - Prorogation de l'application du dispositif « Malraux » dans les quartiers anciens dégradés jusqu'au 31 décembre 2017) (p. 11227). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11274). (p. 11281).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11566, 11567).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - rapporteur spécial - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11601). - **Articles additionnels après l'article 58**

(p. 11606). (p. 11606, 11607). (p. 11607). (p. 11608). (p. 11609).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 59** (Création d'un fonds d'aide à l'investissement local) (p. 11650). (p. 11650). - **Articles additionnels après l'article 60 bis** (p. 11652). - **Article 61** (art. L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2531-13 et L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 11659). (p. 11659, 11660). (p. 11660). (p. 11660). (p. 11661). (p. 11661). (p. 11662). (p. 11664). (p. 11664). (p. 11665). (p. 11666). - **Article 61 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Délibération concordante des conseils municipaux concernés pour réviser le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision) (p. 11667). - **Article 61 ter (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Délai d'un mois pour que le conseil municipal se prononce sur une révision des attributions de compensation) (p. 11667). - **Articles additionnels après l'article 61 quater** (p. 11668). (p. 11669). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales - Financement de l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques) (p. 11672). (p. 11672).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11887).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11908).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12248, 12249). (p. 12252, 12253). (p. 12255).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 12268).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12373, 12374). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12381). (p. 12383). (p. 12386). - **Article 39** (art. 1586, 1599 bis, 1599 sexdecies et 1599 novodecies A du code général des impôts - Adaptation de la fiscalité aux évolutions institutionnelles des régions) (p. 12424, 12425). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 12433). - **Article additionnel après l'article 39 bis** (p. 12442).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Article additionnel après l'article 46 ter** (p. 12520). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12529). (p. 12530, 12531). (p. 12531, 12532). - **Article additionnel après l'article 47 octies** (p. 12542). - **Article 24 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12550).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12909). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 12921, 12922).

- **Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13136, 13137).

REBSAMEN (Français)
*ministre du travail, de l'emploi, de la
 formation professionnelle et du dialogue
 social*
(jusqu'au 2 septembre 2015)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-82 du 29 janvier 2015 relative à la simplification et à la sécurisation des modalités d'application des règles en matière de temps partiel issues de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi [n° 469 (2014-2015)] (27 mai 2015) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 991, 995).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les stages et les jeunes en formation** - (29 janvier 2015) (p. 1042).

- **Questions cibles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1260). (p. 1260, 1261). (p. 1261, 1262). (p. 1262, 1263). (p. 1263). (p. 1264). (p. 1265). (p. 1266).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs détachés** - (5 mars 2015) (p. 2343).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2998, 2999). (p. 3006). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-1 du code du travail - *Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3007). (p. 3010, 3011).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3067, 3070).

- **Question orale sans débat sur le fonds social européen et la réinsertion par l'activité économique** - (7 avril 2015) (p. 3107).

- **Question orale sans débat sur l'établissement public d'insertion de la défense de Montry (Seine-et-Marne)** - (7 avril 2015) (p. 3108).

- **Question orale sans débat sur la situation du secteur adapté et de l'emploi des personnes handicapées** - (7 avril 2015) (p. 3109).

- **Question orale sans débat sur les vacataires de l'enseignement supérieur** - (7 avril 2015) (p. 3110).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (4 juin 2015) (p. 6035). (p. 6038).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat de travail unique** - (4 juin 2015) (p. 6042).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6538, 6541). (p. 6559, 6561). - **Question préalable** (p. 6562, 6563). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux],

L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - *Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE* (p. 6569, 6570). (p. 6575). (p. 6576). (p. 6577). (p. 6578). (p. 6578). (p. 6579). (p. 6580, 6581). (p. 6582, 6583). (p. 6583). (p. 6584). (p. 6584, 6585). (p. 6585). (p. 6586). (p. 6587). (p. 6587). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6590).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2141-13 [nouveau] du code du travail - *Demande de rapport sur les salariés des TPE non couverts par une convention collective*) (p. 6671). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-5 du code du travail - *Entretien individuel pour les représentants du personnel et les délégués syndicaux*) (p. 6672). (p. 6673). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - *Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel*) (p. 6674). (p. 6675). - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 - et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - *Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles*) (p. 6676). (p. 6677). (p. 6678). - **(Supprimé)** (p. 6678). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2143-16-1 [nouveau] du code du travail - *Elargissement de l'utilisation des heures de délégation pour les délégués syndicaux*) (p. 6679). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-30-2 du code de commerce - *Formation des administrateurs salariés*) (p. 6680). - **Article 7 bis** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce - *Renforcement de l'effectivité de la présence de représentants des salariés au conseil d'administration*) (p. 6681). - **Article 7 ter** (art. L. 6524-6 [nouveau] du code des transports - *Heures de délégation des personnels navigants aériens*) (p. 6682). - **Article 8 A (nouveau)** (*Lissage dans les temps des effets de seuil*) (p. 6683). (p. 6683). (p. 6685). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - *Extension de la délégation unique du personnel*) (p. 6687, 6688). (p. 6689). (p. 6690). (p. 6696, 6698). (p. 6699). (p. 6699). (p. 6699, 6700). (p. 6700). (p. 6701). (p. 6701). (p. 6702, 6703). (p. 6703). (p. 6704). (p. 6704). (p. 6705). (p. 6705). (p. 6706). (p. 6706). (p. 6708). (p. 6709). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6710). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - *Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire*) (p. 6712). (p. 6715). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6716). (p. 6716). - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - *Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel*) (p. 6718). (p. 6718).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 11** (art. L. 4611-1, L. 4611-3, L. 4612-8, L. 4612-8-1, L. 4612-8-2 [nouveau], L. 4613-1, L. 4614-2, L. 4614-12 et L. 4616-1 du code du travail - *Modernisation du fonctionnement du CHSCT*) (p. 6732). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6732). (p. 6733). (p. 6733, 6734). - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - *Fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 6736). (p. 6736). (p. 6739). (p. 6740). (p. 6741). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6742). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6743). - **Article 13** (art. L. 1143-1, 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 2323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du

code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6750). (p. 6751). (p. 6751). (p. 6753). (p. 6754). (p. 6755). (p. 6755). (p. 6756). (p. 6757). (p. 6758). (p. 6760). (p. 6761). (p. 6762). (p. 6763). (p. 6763). (p. 6764). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6764). (p. 6765). (p. 6765). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6768). (p. 6769). (p. 6771). (p. 6771). (p. 6771). (p. 6772). (p. 6773). (p. 6773, 6774). (p. 6775). (p. 6776, 6777). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6778). (p. 6779). (p. 6780). (p. 6781). - **Article 15** (art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical) (p. 6783). (p. 6784). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagements des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs) (p. 6785). (p. 6787). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6788). (p. 6790, 6791). (p. 6791). (p. 6792). (p. 6793). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2152-1, L. 2152-2 et L. 2261-32 du code du travail - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 6794). (p. 6794). (p. 6795). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6796). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6798). (p. 6798). (p. 6802). (p. 6802). (p. 6803). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4 ; L. 4624-5 [nouveau] et L. 4162-3 du code du travail - Clarification des procédures en matière de santé au travail) (p. 6804). (p. 6805). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6807, 6808). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-11 et L. 4162-13 du code du travail - Suppression de la fiche individuelle de prévention des expositions à la pénibilité) (p. 6811, 6812). (p. 6812). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 6813). (p. 6814, 6815). (p. 6815). (p. 6816). (p. 6816). (p. 6817). (p. 6817, 6818). (p. 6818).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4162-16 et L. 4162-20 du code du travail - Aménagements des règles du fonds chargé de financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 6829). (p. 6829). - **Articles additionnels après l'article 19 sexies** (p. 6830). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6835). (p. 6838). (p. 6841). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6844). (p. 6845). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6845). (p. 6846). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale - Interdiction pour les artistes du spectacle bénéficiant d'un CDI de cumuler une pension de retraite et une activité professionnelle) (p. 6847). - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3164-2 du code du travail - Possibilité pour un jeune travailleur âgé de moins de seize ans d'être employé par un entrepreneur de spectacle) (p. 6847). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 6849). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6851). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6853). (p. 6854). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6856). -

Article 23 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5134-25-1, L. 5134-69-1 et L. 5134-70-1 du code du travail - Accès des seniors aux contrats aidés) (p. 6857). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-15, L. 322-35 et L. 322-38 du code du travail applicable à Mayotte - Accès des seniors aux contrats aidés à Mayotte) (p. 6858). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6861). (p. 6861). (p. 6862). (p. 6863). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-7 du code du travail - Suppression de l'obligation d'avoir recours au CV anonyme) (p. 6865). - **Article additionnel après l'article 23 sexies** (p. 6867). - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 6868). (p. 6868). - **Article 23 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6243-1-1 du code du travail - Pérennisation de la prime de 1 000 euros accordée aux entreprises qui accroissent leur nombre d'apprentis) (p. 6869). - **Article additionnel après l'article 23 octies** (p. 6870). - **Article 23 nonies** (art. L. 6325-2 du code du travail - Possibilité de suivre dans le cadre du contrat de professionnalisation une formation dans plusieurs entreprises) (p. 6870). - **Articles additionnels après l'article 23 nonies** (p. 6871). (p. 6871). (p. 6872, 6873). (p. 6873). (p. 6874). - **Article 23 decies (supprimé)** (Demande de rapport sur les transitions professionnelles liées à la transition énergétique) (p. 6875). - **Articles additionnels après l'article 23 undecies** (p. 6876). (p. 6876). (p. 6877). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 6883). (p. 6884). (p. 6885). (p. 6885). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 262-1 à L. 262-4, L. 262-9, L. 262-10, L. 262-24, L. 262-25, L. 262-27, L. 262-27-1 [nouveau], L. 262-28, L. 262-38, L. 262-40, L. 262-45, L. 262-46, L. 262-53 et L. 522-12 du code de l'action sociale et des familles - Suppression du volet « activité » du revenu de solidarité active) (p. 6887). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 et 30 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, art. 4 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. L. 115-2, L. 121-7, L. 131-2, L. 14-10-6, L. 262-29, L. 262-32 et L. 262-33 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 114-16-2, L. 114-17, L. 167-3, L. 412-8, L. 523-1, L. 553-1, L. 553-2, L. 821-5-1, L. 835-3, L. 861-2 et L. 861-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 3252-3, L. 5132-3-1, L. 5134-30-2, L. 5134-72-2 et L. 6325-1 du code du travail, art. L. 3334-6-1, L. 3334-16-2 et L. 3335-4 du code général des collectivités territoriales, art. 81 du code général des impôts, art. L. 98 A du livre des procédures fiscales, art. L. 331-2, L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation, art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 120-11 et L. 120-21 du code du service national, art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 13-2 [nouveau] de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Coordinations diverses et dispositions diverses) (p. 6899). - **Article 29 (supprimé)** (Demande de rapport sur les ressources prises en compte dans le calcul de la prime d'activité) (p. 6890). (p. 6891).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Proclamation du scrutin public** (p. 7007).

- **Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7812, 7813). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 23-111-1, L. 23-112-1 à L. 23-112-6, L. 23-113-1 et L. 23-113-2, L. 23-114-1 à L. 23-114-4 et L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1, L. 243-10-1 et L. 2622-3 [nouveaux] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 7924). - **Article 8 A** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 7928). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 7930). (p. 7930). (p. 7931). (p. 7931).

(p. 7932). (p. 7932). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du travail - Regroupement des institutions représentatives du travail - Regroupement par accord majoritaire) (p. 7933). (p. 7934). - **Article 9 bis** (p. 7936). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 7937). - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 7939). - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; art. L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; art. L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; art. L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; art. L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier et art. L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 7944). (p. 7945). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1 et L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2101-6 du code des transports et art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 7947). - **Article 16** (art. L. 2322-2, L. 2322-7, L. 2325-14, L. 2325-14-1 [nouveau], L. 2325-26 et L. 2325-34 du code du travail - Aménagement des règles relatives au franchissement de certains seuils d'effectifs)

(p. 7948). - **Article 16 bis** (p. 7949). (p. 7949, 7950). - **Article 17** (art. L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-2, L. 2152-4 et L. 2261-32 du code du travail ; art. 1er de la loi n° 2014-1528 du 18 décembre 2014 relative à la désignation des conseillers prud'hommes - Adaptation des règles de la représentativité patronale) (p. 7951, 7952). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 7953). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4, L. 4624-5 [nouveau], L. 4162-3 et L. 4641-1 à L. 4641-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 461-2 et L. 461-6 du code de la sécurité sociale - Clarification des procédures en matière de santé au travail et reconnaissance du Conseil d'orientation des conditions de travail) (p. 7955). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 7956). - **Article 19 septies A** (p. 7957). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 7958, 7959). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Création du compte personnel d'activité) (p. 7960). - **Article 23 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6332-16 du code du travail - Possibilité pour les organismes collecteurs paritaires agréés de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des écoles de production) (p. 7964). - **Article 23 decies A** (Possibilité pour l'ensemble des agents en charge de la lutte contre le travail illégal d'échanger des informations avec les bureaux de liaison en matière de contrôle des fraudes au détachement de travailleurs) (p. 7965). - **Article 23 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du CDI intérimaire) (p. 7968). - **Article 24** (art. L. 841-1, L. 842-1 à L. 842-7, L. 843-1 à L. 843-7, L. 844-1 à L. 844-5, L. 845-1, L. 845-1-1, L. 845-2 et L. 846-1 du code de la sécurité sociale - Création de la prime d'activité) (p. 7972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7973).

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP, puis Les Républicains

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement le 7 juillet 2015 ; fin de mission le 31 décembre 2015.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 20 juillet 2015 ; membre de la commission jusqu'au 19 juillet 2015.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 octobre 2015.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 octobre 2015.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe - Filières « djihadistes » : pour une réponse globale et sans faiblesse [n° 388 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions à Strasbourg, cœur de l'Europe [n° 485 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 406 (2014-2015)] de modernisation de notre système de santé [n° 628 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Développement des entreprises [n° 170 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte [n° 203 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Henrik Enderlein, fondateur de l'Institut Jacques Delors à Berlin, sur leur rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Espace Schengen - Communication de M. André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Justice et affaires intérieures - Déchéance de nationalité et conventions européennes : communication de M. Michel Mercier.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Action de l'Union européenne contre les sites Internet faisant l'apologie de la violence terroriste : communication de M. André Gattolin et de Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Coopération policière dans la lutte contre le terrorisme : communication de M. Michel Delebarre et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnecarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyest, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : mégacamions : communication de Mme Fabienne Keller.

(*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 18 et 19 mai 2015 : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mme Fabienne Keller, MM. Claude Kern, Yves Pozzo di Borgo, Michel Raison et André Reichardt.

Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 98).
- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 144).
- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 446). (p. 451). (p. 452).
- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 531). (p. 531). (p. 532). (p. 533). (p. 534).
- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 922, 923).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1205, 1206).
- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2333, 2334).
- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Gratuité des places de stationnement ouvertes au public, en faveur des personnes en situation de handicap) (p. 2440).
- **Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 316 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2445, 2446).
- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2770, 2771).
- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article unique** (p. 2995). (p. 2997).
- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3022, 3023).
- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 quinquies (nouveau)** (Coordination des actions d'aménagement des gares routières) (p. 3319, 3320).
- **Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n° 408 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4574).
- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) - au nom du groupe UMP (p. 4862, 4863).
- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5162, 5163).
- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5319, 5320).
- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5427). (p. 5436).
- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5953).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Article unique** (p. 6016).
- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6160, 6161).
- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8219). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8247, 8248).
- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 1221-5 et L. 1271-2 du code de la santé publique - Suppression de la contre-indication permanente au don du sang applicable aux personnes majeures protégées) (p. 8398). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8414). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8500).
- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8957). (p. 8958, 8959). (p. 8966). (p. 8970). - **Article 46** (art. L. 1110-4, L. 1111-5, L. 1111-7 et L. 1111-18 du code de la santé publique - Accès aux informations de santé) (p. 8976).
- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9006). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9054). (p. 9056). (p. 9073, 3074). (p. 9077). - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9091).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9526).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9975, 9976).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9996, 9997).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10262, 10264). - **Article 5 (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires)** (p. 10281). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10287, 10288). (p. 10288).

- **Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 122 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle aux frontières dans le cadre de la COP 21, Conférence de Paris sur le climat** - (12 novembre 2015) (p. 10705). (p. 10705).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés

- (28 novembre 2015) (p. 11820).

Economie

- (28 novembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des lois - **État B** (p. 11834, 11835).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13146, 13147).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Article unique** (p. 13154).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 365 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 400 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? [n° 22 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : équipement des forces [n° 166 tome 8 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : État d'avancement du projet « KANT » de rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann - Communication.

Russie - Audition de Mme Héléne Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Situation en Ukraine, en Irak et en Syrie - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles les 14 et 15 février 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Iran - Audition de M. Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des

négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris climat 2015 (COP21).

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Eric Trappier, président-directeur général du groupe Dassault aviation.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Iran du 7 au 11 juin 2015 - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du mardi 8 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 23 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Question diverse.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle croissance chinoise - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur

général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (DGA).

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de la Gendarmerie nationale - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 212 - Soutien de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 844 - France Médias Monde - et 847 - TV5 Monde - Mission « Avancées à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement au Bundestag - Communication.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres.

Questions diverses.

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer** [n° 231 (2013-2014)] - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1169, 1170).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées** [n° 246 (2014-2015)] - (3 mars 2015) - **Article unique** (p. 2244, 2245).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3075, 3076).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (6 mai 2015) - **Article 50 A (précédemment réservé) (supprimé)** (*Cession et location de matériel militaire*) (p. 4444, 4445).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part** [n° 97 (2014-2015)] - (7 mai 2015) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 4554, 4555).

- **Question orale sans débat sur l'autoroute A31 bis** - (12 mai 2015) (p. 4803, 4804). (p. 4804).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 548 (2014-2015)] - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7343, 7345). - **Article 2** (*Programmation des ressources financières*) (p. 7376). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Soustraction de la mission « Défense » au financement interministériel du surcoût des OPEX*) (p. 7376). - **Article 2 ter (nouveau)** (*Financement interministériel des missions intérieures*) (p. 7377). - **Article 9** (p. 7413).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7689, 7690).

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7869, 7870).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement** [n° 702 (2014-2015)] - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8918, 8919).

- **Débat sur le thème « La politique étrangère de la France : quelle autonomie pour quelle ambition ? »** - (15 octobre 2015) (p. 9675, 9676).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales** [n° 98 (2015-2016)] - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9998, 9999).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11756). (p. 11762, 11763).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 23, 25).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Vice-président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 4 mai 2015.

Membre suppléant du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes [n° 381 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement et fiscalité du logement : reconstruire sans démolir [n° 99 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : les Écoles de la deuxième chance : donner aux jeunes décrocheurs les moyens de réussir [n° 160 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Travail et emploi [n° 164 tome 3 annexe 32 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Sacs en plastique : communication de M. Claude Kern.

(*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Adaptation et entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Organisation de l'audition du président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Bethèze, économiste.

(*commission des finances*) : Soutiens à la filière forêt-bois - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Evelyne Ratte, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, M. Hervé Durand, directeur général adjoint des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires au ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique à la direction générale de l'énergie et du climat au

ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. Pierre Angot, sous-directeur de la chimie, des matériaux et des éco-industries au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Eric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Dépenses fiscales relatives à la préservation du patrimoine historique bâti - Contrôle budgétaire - Communication.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur les dépenses publiques en faveur du logement et la fiscalité immobilière - Communication.

Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Débat d'orientation sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Simulations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et communication sur le soutien financier de l'État aux fédérations sportives) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 346). (p. 347). - **Article 12 (supprimé)** (*chapitre III du titre Ier du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences*

scolaires des départements vers les régions) (p. 366). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 382).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 445). (p. 452).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 528). (p. 529).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 916, 917).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1202, 1203).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Commission mixte paritaire [n° 230 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1326, 1327).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1401). (p. 1402). (p. 1410). (p. 1410). (p. 1413). (p. 1426). (p. 1435). (p. 1451, 1452). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1459). - **Article 2** (Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques) (p. 1462). (p. 1463). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017) (p. 1467). (p. 1468).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1550). (p. 1553). (p. 1555, 1556). (p. 1558). (p. 1559). (p. 1559). (p. 1562). - **Articles additionnels après l'article 5 bis AA** (p. 1564). (p. 1565). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1575). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1581). (p. 1581). (p. 1581).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 6 ter** (art. L. 241-9 du code de l'énergie - Dérogation à l'obligation de mise en place d'une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude) (p. 1606, 1607). - **Article 8 bis A** (art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique) (p. 1627). (p. 1628). - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur le statut des colonnes montantes dans les immeubles) (p. 1629). (p. 1629). - **Article 9 A (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentations sur les transports logistiques afin de réduire les impacts environnementaux en ville) (p. 1633). (p. 1633). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1641). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquies des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1644, 1645). (p. 1645, 1646). (p. 1650). (p. 1652). (p. 1652). - **Article 9 bis** (Stratégie nationale pour le développement de véhicules propres et le déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant)

(p. 1669). (p. 1670). - **Article 10** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 123-1-12 du code de l'urbanisme, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Favoriser le déploiement des infrastructures d'avitaillement des véhicules électriques et hybrides rechargeables) (p. 1675). (p. 1675). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1678). (p. 1679, 1680). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1681, 1682). (p. 1684). - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 1685, 1686). (p. 1687). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1701). - **Article 14 ter** (art. L. 1213-3-4 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité rurale) (p. 1702). (p. 1703). (p. 1703). - **Article 14 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage) (p. 1705). (p. 1706). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 [nouveau] du code de l'environnement - Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques) (p. 1713). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1715).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1772). (p. 1773). - **Article 19 septies** (Harmonisation sur le territoire national des règles de collecte séparée des emballages et papiers) (p. 1783). (p. 1783, 1784). - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1803, 1804). - **Article 22 nonies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur les produits ne faisant pas l'objet d'un dispositif de responsabilité élargie du producteur) (p. 1805, 1806).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1851). (p. 1854). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1872). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1899). (p. 1900). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers) (p. 1932). - **Article 38 bis C (nouveau)** (art. L. 553-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Barème d'indemnisation pour les propriétaires riverains d'une éolienne terrestre) (p. 1950).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 38 ter** (p. 1972). (p. 1972). - **Article 42** (art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 1984). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2035). - **Article 49** (art. L. 121,3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2050). (p. 2050).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 2114). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du

code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2132). (p. 2133). (p. 2134).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la république de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2233, 2234).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2302, 2303).

- **Débat sur le thème « Service civil : volontaire ou obligatoire ? »** - (5 mars 2015) (p. 2327, 2328). (p. 2336).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2407, 2408).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2429, 2430).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2550).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2575, 2576). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 2612). (p. 2613). (p. 2615). (p. 2615). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2622, 2623). (p. 2623). (p. 2624). - **Articles additionnels après l'article 15 bis A** (p. 2635). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2638). (p. 2638). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-1-2 du code de l'urbanisme - Prise en compte du vieillissement dans les schémas de cohérence territoriale) (p. 2640).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2954). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2960, 2961).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3052, 3053).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3066, 3067).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à créer par ordonnance une société de projet pour le canal Seine-Nord Europe) (p. 3284). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies** (p. 3324). - **Article 5 bis A (supprimé)** (Réservation de voies de circulation aux transports en commun, taxis, véhicules sobres, véhicules de services d'autopartage ou utilisés en covoiturage) (p. 3357).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence

dans le domaine du commerce de détail) (p. 3465). (p. 3465). (p. 3466). - **Organisation des travaux** (p. 3482). - **Article 11 quater A (supprimé)** (art. L. 312-7-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Mobilité bancaire) (p. 3486). (p. 3489).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2015) - **Article 14** (art. 2, 4, 10, 52 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI contenant l'organisation du notariat - Application aux notaires du principe de liberté encadrée d'installation - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession - Suppression de la possibilité d'habilitation des clercs) (p. 3586, 3587). (p. 3588). (p. 3589). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3594). (p. 3595). (p. 3595). - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant règlementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 3598). (p. 3598). - **Article 16 bis** (art. L. 741-1 du code de commerce - Limite d'âge pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce) (p. 3600). - **Article 17 bis** (art. L. 462-11 [nouveau] du code de commerce, art. 3 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre, art. 18 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Liberté encadrée d'installation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation - Restriction de l'accès à la profession aux seuls titulaires de l'examen d'aptitude) (p. 3603). (p. 3606). - **Article 18** (art. 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat ; art. 3 ter de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers ; art. 3 de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 relative au statut des commissaires-priseurs ; art. L. 743-12-1 du code de commerce - Augmentation du nombre de notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires et greffiers de tribunaux de commerce pouvant exercer, en qualité de salariés, dans un office donné) (p. 3610). - **Article 19** (art. L. 123-6 du code de commerce et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Diffusion des informations issues du registre du commerce et des sociétés et modalités de gestion du registre dans les départements d'outre-mer) (p. 3618). - **Article 20** (art. L. 811-5 et L. 812-3 du code de commerce - Facilitation des conditions d'accès aux professions d'administrateurs ou de mandataires judiciaires et de greffiers de tribunaux de commerce - Habilitation du Gouvernement à créer, par ordonnance, une profession de commissaire de justice fusionnant les huissiers et les commissaires-priseurs) (p. 3621). - **Article 20 bis** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Extension du périmètre des activités exercées, à titre accessoire, par les experts-comptables) (p. 3624, 3625). (p. 3626). - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires à la création de sociétés d'exercice libéral multiprofessionnel ainsi qu'à la modernisation des conditions d'exercice de la profession d'expertise comptable) (p. 3643). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3648). (p. 3648). (p. 3649). (p. 3649). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3670). (p. 3670).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 27** (art. 1er et 7 de l'ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet - Extension de

l'expérimentation d'un certificat de projet (p. 3783). (p. 3784). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3797, 3798). (p. 3801). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3821). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3828). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3875). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3971).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6145-7 du code de la santé publique - Filiales des centres hospitaliers universitaires) (p. 4089).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4268).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 ter (supprimé)** (art. L. 321-19 du code de l'énergie - Interruptibilité) (p. 4336). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 4359). (p. 4360).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 4483). (p. 4485). (p. 4487). (p. 4489). (p. 4489).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4821, 4822).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4953). (p. 4953). (p. 4954). (p. 4954). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) (p. 4965, 4966). (p. 4966). (p. 4970). (p. 4978). (p. 4978). (p. 4983). (p. 4988). (p. 4988). (p. 4988). (p. 4989).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5065). (p. 5067). - **Article 19** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 5080). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5097).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5148). - **Article unique** (p. 5152).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5198).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les quotas de migrants** - (21 mai 2015) (p. 5205, 5206).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5266, 5267).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5391). (p. 5393). (p. 5393). (p. 5394). (p. 5394, 5395). (p. 5396). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5409, 5410).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5495). - **Article 8 ter (supprimé)** (art. L. 1213-3-2, L. 1214-1, L. 1214-3, L. 1214-6, L. 1214-19, L. 1214-21, L. 1214-22, L. 1231-1, L. 1231-2, L. 1231-3, L. 1231-4, L. 1231-5, L. 1231-6, L. 1231-7, L. 1231-5-1, L. 1231-8, L. 1231-9, L. 1241-1, L. 1811-2, L. 2121-10, section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la première partie, section 2 du chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie et sous-section 2 de la section 1 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports ; art. L. 2333-64, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 4434-3, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 213-1 du code de l'éducation - Évolution des périmètres de transports urbains et ses conséquences) (p. 5503). - **Article 9** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 111-1 du code de la voirie routière - Financement par la région des voies et axes routiers d'intérêt régional) (p. 5505). - **Demande de réserve** (p. 5560). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5563). - **Article 16 ter A** (Limitation des membres des comités syndicaux aux seuls élus issus des organes délibérants des membres du syndicat) (p. 5566).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5598). - **Article 20 bis** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole) (p. 5606, 5607). (p. 5607). (p. 5609). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de représentation-substitution d'une communauté urbaine ou d'une métropole à ses communes membres au sein d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 5617). - **Article 23** (art. L. 5217-2, L. 3211-1-1 et L. 5217-19 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de transfert automatique des compétences départementales à la métropole) (p. 5648, 5649). - **Article 26 bis** (p. 5669, 5670). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2 et L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 5673). (p. 5673, 5674). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et de l'éducation populaire) (p. 5681). (p. 5684). (p. 5684). - **Article 28 bis (suppression maintenue)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de culture, de sport et de tourisme) (p. 5685, 5686). (p. 5686). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 3332-1, L. 3431-1, L. 3431-2, L. 4421-1, L. 4421-2, L. 4421-3, L. 4422-9-2 [nouveau], L. 4422-10, L. 4422-18, L. 4422-31, L. 4423-1, L. 4424-2,

L. 4424-7, L. 4424-13, L. 4424-16, L. 4424-20, L. 4424-21, L. 4424-22, L. 4424-26, L. 4424-34, L. 4424-35, L. 4424-36, L. 4424-37, L. 4424-42 [nouveau], L. 4425-1, L. 4425-1-1 [nouveau], L. 4425-9 du code général des collectivités territoriales - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Corse - Collectivité territoriale unique de Corse - Habilitation législative (p. 5692). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (p. 5694). (p. 5695). - **Article 30** (art. L. 232-1 et L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières ; L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-19, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1 et L. 4313-1, L. 5211-36 et L. 5622-3 du code général des collectivités territoriales - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen) (p. 5701). (p. 5701). (p. 5702). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - Observatoire des finances et de la gestion publique locale) (p. 5705). - **Article 37** (art. L. 5217-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Compensation financière des transferts de compétences entre collectivités territoriales) (p. 5723). (p. 5724). (p. 5725). (p. 5727).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5985).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6012, 6013).

- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercity »** - (9 juin 2015) (p. 6185, 6186).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (11 juin 2015) (p. 6260, 6261).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6287, 6288).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6360).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs) (p. 6407).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6508, 6509).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6707, 6708).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 6735, 6736). (p. 6736).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7016). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2

à L. 211-6, L. 211-8, L. 213-9, L. 221-1 A, L. 221-3-1, L. 221-3-1 A, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] et L. 223-1 du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Passage des épreuves du permis de conduire - Conduite accompagnée) (p. 7046, 7047). - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7085).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 33 bis** (art. L. 11-5-1-1, L. 111-5-1-2, L. 111-6-2-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des logements neufs) (p. 7105). (p. 7105). (p. 7106). (p. 7106). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques - Actualisation des dispositions relatives aux objectifs de la régulation du secteur des communications électroniques) (p. 7107). (p. 7107). - **Article 34 bis AD** (art. 787 B du code général des impôts - Simplification des obligations déclaratives dans le cadre du dispositif Dutreil) (p. 7122). (p. 7122). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7163). - **Article 83** (art. L. 1235-1, L. 1421-2 [nouveau], L. 1423-3, L. 1423-8, L. 1423-9, L. 1423-10-1 [nouveau], L. 1423-12, L. 1423-13, L. 1442-1, L. 1442-2, L. 1442-11, L. 1442-13, L. 1442-13-1 à L. 1442-13-3 [nouveaux], L. 1442-14, L. 1442-16, L. 1442-16-1 et L. 1442-16-2 [nouveaux], L. 1453-4, L. 1453-5 à L. 1453-9 [nouveaux], L. 1454-1, L. 1454-1-1 à L. 1454-1-3 [nouveaux], L. 1454-2, L. 1454-4, L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-15 [nouveau], L. 2413-1, L. 2421-2, L. 2439-1 [nouveau] du code du travail, art. 2064 et 2066 du code civil, art. L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 147 C du livre des procédures fiscales et art. 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Réforme de la juridiction prud'homale) (p. 7177). (p. 7178). (p. 7179). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7212).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7327, 7328).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7432, 7433).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7452, 7453).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7510). (p. 7510). (p. 7517). (p. 7518). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 7525). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7528). (p. 7529). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7540). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7548). (p. 7549). (p. 7551). (p. 7551). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de l'habitation,

art. L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 - Déploiement de bornes de recharge pour les véhicules hybrides ou électriques dans les bâtiments neufs ou existants et les copropriétés (p. 7557). (p. 7557). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7557, 7558). (p. 7559). (p. 7560).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 7572). (p. 7572). - **Article 14 quater** (Rapport sur l'opportunité de réserver une voie aux taxis sur les autoroutes et routes nationales comportant au moins trois voies et traversant ou menant vers une métropole) (p. 7576). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7585). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7597).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7717).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7733). (p. 7735). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie) (p. 7737). (p. 7737). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7750). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7753, 7754).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (17 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7872).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap - Commission mixte paritaire [n° 638 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8009).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8167). (p. 8167). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé en milieu scolaire) (p. 8180). (p. 8180).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8244).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 duvicies** (p. 8343). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 8368).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8400). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8419). (p. 8420).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité [n° 684 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8703, 8704).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8709, 8710).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8724). (p. 8725). (p. 8727). (p. 8728). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8731). - **Article 30 quinquies** (art. L. 4321-1 et L. 4323-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Clarification des dispositions relatives à la profession de masseur-kinésithérapeute) (p. 8748). (p. 8748). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8750). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8921, 8922).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé) (p. 8949). (p. 8950).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9016).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9274, 9275). (p. 9275).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9516, 9517).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9606, 9607). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) - Renforcement de la lutte contre les réseaux de traite et de proxénétisme agissant sur Internet) (p. 9615). - **Article 3** (art. L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et codification d'une disposition de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 9618). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9627).

- **Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Deuxième lecture [n° 73 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9811, 9812).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9817, 9818).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9838, 9839).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10043). (p. 10044). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10098). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10114). (p. 10117).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10162).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10204, 10205).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10351). - **Article 8** (Atribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10358, 10359). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10366, 10367). (p. 10367). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10368). (p. 10368). (p. 10369). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10391).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10434, 10435).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10443, 10444).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10626).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11089, 11091).

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du**

prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 11118, 11119).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11166).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11169). (p. 11178). (p. 11179). (11183). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11192, 11193). (p. 11193).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 11211, 11212). (p. 11212). (p. 11213). (p. 11214). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11268, 11269). (p. 11277). (p. 11277). (p. 11278). (p. 11279). (p. 11283). (p. 11283).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11315). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11329). (p. 11331). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 11341). (p. 11344). - **Article 7** (art. 60 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ; art. 1387 A du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) pour les activités pionnières de méthanisation agricole) (p. 11356, 11357). (p. 11357). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 11414). (p. 11415). (p. 11415). - **Article 10** (art. L. 1613-1, L. 2335-3 et L. 334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 7 et art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2 et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2016 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 11422). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics) (p. 11433). (p. 11433). (p. 11433, 11434). (p. 11434). (p. 11435). (p. 11436). (p. 11437). (p. 11437). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11439).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11464). (p. 11479, 11480). (p. 11480). (p. 11486). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 11498). (p. 11499).

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11877).

Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) - **État D** (p. 11915, 11916).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (30 novembre 2015) (p. 11943, 11944).

Politique des territoires

- (2 décembre 2015) (p. 12138).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (2 décembre 2015) (p. 12141, 12142).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - rapporteur spécial - **État B** (p. 12162). (p. 12162).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12291).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12700, 12701).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Conférence de Paris sur le climat)** - (10 décembre 2015) (p. 12709). (p. 12710).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12729).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 2** (*Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture, FNGRA*) (p. 12768, 12769). - **Article 4 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12792). - **Article 11** (*art. 265, 265 nonies, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Fiscalité des énergies*) (p. 12812). (p. 12813). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (*art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence*) (p. 12828). - **Article 13** (*art. 199 terdecies-0 A, art. 885-0 V bis, art. 885-0 V bis B du code général des impôts, art. L. 214-30, art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques*) (p. 12842). (p. 12842). (p. 12844). (p. 12845). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 12864). (p. 12864). - **Article 24** (*art. 1411, 1519 I, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1640 [nouveau] du code général des impôts et art. L. 2113-5-1*

[nouveau] et L. 2333-4 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions fiscales aux regroupements de communes) (p. 12902). (p. 12902). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12904). - **Article 25 bis (nouveau)** (*art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit »*) (p. 12920). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12924). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12943). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 12951). (p. 12951). - **Article 34** (*art. 575 du code général des impôts - Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception*) (p. 12958). (p. 12959). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12961). (p. 12962). (p. 12962). - **Articles additionnels après l'article 35 duodecies** (p. 12972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12987).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13081).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13101).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13138).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13145, 13146).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13151, 13152).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la république socialiste du Viêt Nam, d'autre part [n° 240 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13171).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13175, 13176).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire ; puis président du Groupe Les Républicains.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 280 (2015-2016)] (17 décembre 2015) - **Police et sécurité - Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas Curien, candidat désigné par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication - Tableau national de répartition des bandes de fréquences (TNRBF).

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Modernisation du secteur de la presse - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information dans la perspective de la refonte de la directive européenne - Table ronde.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence internationale de Paris du 8 septembre 2015 sur les minorités persécutées au Moyen-Orient - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Proposition de loi n° 140 (2014-2015) relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la

télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) - président du groupe Union pour un mouvement populaire (p. 8, 9).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Irak** - (13 janvier 2015) (p. 22, 23).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 82, 83). - **Rappel au règlement** (p. 85). (p. 88). - **Article 2** (*art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) (p. 109). (p. 111).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 125, 126). (p. 136). - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 215, 216).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Rappel au règlement** (p. 437, 438). - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 442).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale*) (p. 547). (p. 553). (p. 554).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 878, 880).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1033).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Article 1er** (*art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et*

9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1383, 1384).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3152, 3154).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 5** (*art. L. 122-7, L. 122-8, L. 122-8-1, L. 122-8-2, L. 122-8-3, L. 122-9, L. 122-10, L. 122-11, L. 122-12, L. 122-13, L. 122-13-1, L. 122-14, L. 122-15, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-17-1, L. 122-17-2, L. 122-17-3, L. 122-17-4, L. 122-17-5, L. 122-18, L. 122-19, L. 122-19-1, L. 122-20, L. 122-21 [nouveaux] du code de la voirie routière - Régulation du secteur autoroutier*) (p. 3345). (p. 3353). - **Article 6** (*art. L. 122-4 et L. 122-4-1 [rétabli] du code de la voirie routière - Mécanisme correcteur en cas de bénéfices supérieurs aux estimations. Mise en ligne des contrats entre l'Etat et les sociétés d'autoroutes*) (p. 3362).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3734).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 33 septies C** (*Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit*) (p. 3844). - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3849, 3850). (p. 3850, 3851). (p. 3853).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3867). (p. 3872). (p. 3872).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales*) (p. 4225, 4226).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 4346). - **Article 59 bis** (*art. L. 430-2, L. 430-3, L. 430-4, L. 430-5, L. 430-7, L. 430-8, L. 461-3 et L. 954-2 du code de commerce - Modernisation des procédures suivies par l'Autorité de la concurrence en matière d'autorisation des opérations de concentration économique*) (p. 4387, 4388). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 4392). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 4395, 4396). (p. 4396).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4815, 4816).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques*) (p. 4918).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5291, 5292). - **Article 1er** (*art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire*) (p. 5310).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6332, 6333). - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6334). (p. 6346). - **Article 2** (*art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable*) (p. 6354).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatif et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6394, 6395). (p. 6395). (p. 6397, 6398). (p. 6404).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7020, 7021).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 55 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et art. L. 141-23, L. 123-25, L. 141-26, L. 141-27, L. 141-28, L. 141-30, L. 141-31, L. 141-32, L. 23-10-1, L. 23-10-3, L. 23-10-4, L. 23-10-5, L. 23-10-6, L. 23-10-7, L. 23-10-9, L. 23-10-10, L. 23-10-11, L. 23-10-12 du code de commerce - Allègement de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise et de la sanction prévue en cas de manquement) (p. 7146).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7350, 7352).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)]** - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8070, 8072). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 30-2-1 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - Indemnisation du préjudice des éditeurs de

programmes suite à la réorganisation des multiplex) (p. 8079). - **Article 6 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Conditions de retrait des autorisations accordées aux collectivités territoriales, propriétaires de constructions, syndicats de copropriétaires et constructeurs) (p. 8082).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9240, 9241).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire européenne et la Turquie** - (20 octobre 2015) (p. 9714). (p. 9715).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9964, 9965).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11145, 11146).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de sécurité ferroviaire le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 299 (2014-2015)] (19 février 2015) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à créer une carte de stationnement pour les personnes à mobilité temporairement réduite [n° 337 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 535 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Écologie, développement et mobilité durables : transports maritimes** [n° 169 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Effets des motorisations diesel sur la santé et l'environnement - Table ronde.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des

amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Victor Haïm, président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Audition de M. Philippe Hubert, directeur des risques chroniques, et de Mme Laurence Rouil, responsable du pôle modélisation environnementale et décision de cette direction, à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Markus Amann, directeur du programme pour la réduction des polluants de l'air et des gaz à effet de serre, à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA).

Audition de Mme Isabella Annesi-Maesano, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, coordonnatrice de l'étude européenne Gerie sur les effets sur la santé de la qualité de l'air intérieur dans les maisons de retraite.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section

de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Marc Larzillière, président du centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition commune de Mme Andrée Buchmann, présidente du conseil de surveillance, et du Pr Francis Allard, président du conseil scientifique, de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (OBQI) et de Mme Séverine Kirchner, directrice scientifique de l'OBQI, directrice adjointe « santé, confort » du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Audition commune de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), de M. Olivier Toche, chef de service, et Mme Béatrice Legrand-Jung, sous-directrice des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail à la Direction générale du travail.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Bilan de l'application des lois suivies par la commission - Communication.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Didier Havette, directeur en charge du développement durable et des critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, à BpIFrance.

Audition de MM. Xavier Susterac, président de BASF France et Philippe Prudhon, directeur technique de l'Union des industries chimiques et d'un représentant de Bayer.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de

M. Frédéric Saint-Geours, candidat proposé aux fonctions de président du conseil de surveillance de la SNCF.

Audition de M. Guillaume Pepy, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de la SNCF.

Audition de M. Jacques Rapoport, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports ferroviaires et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531). (p. 534).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 15** (art. 345 et 353 du code civil et art. 1170 du code de procédure civile - Prise en compte de l'avis de l'enfant dans la procédure d'adoption) (p. 969).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 1408). (p. 1409). (p. 1415, 1416). (p. 1416). (p. 1417).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 1491). (p. 1492, 1493). - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie) (p. 1526, 1527). (p. 1533). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 1538). (p. 1540). (p. 1541). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation) (p. 1561). (p. 1561). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1584).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 6 ter** (art. L. 241-9 du code de l'énergie - Dérogation à l'obligation de mise en place d'une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude) (p. 1606). - **Article 9 B** (Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre) (p. 1637, 1638). (p. 1638). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1641). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquiescer des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1649). (p. 1651). (p. 1652). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1682). (p. 1683).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1748, 1749). - **Article 19 bis A** (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020) (p. 1758). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1762). (p. 1763). (p. 1767).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 février 2015) (p. 1772).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (16 février 2015) - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1773). - **Article 19 nonies**

(nouveau) (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Répartition du capital social dans un éco-organisme) (p. 1785). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1806). (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1872). (p. 1873). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1875). - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1880). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1907).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2035). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2052). (p. 2052). (p. 2057).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2081). (p. 2082). - **Article 51** (art. L. 133-6, L. 142-1, L. 142-3, L. 142-4, L. 142-9-1 [nouveau], L. 111-72, L. 111-73, L. 111-77 et L. 111-80 à L. 111-83 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'accès aux données de production et de consommation d'énergie et création du registre national des installations de production et de stockage d'électricité) (p. 2101). (p. 2101).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3248).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 quater B (supprimé)** (Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire) (p. 3305).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 11 quater D** (p. 3510). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 3513). - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce, art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3544). (p. 3544).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3703). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3733). (p. 3733). (p. 3734).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 26** (art. 9 et 20 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Extension de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 3775). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3778). (p. 3779). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3817). (p. 3818). (p. 3818). (p. 3819). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3821).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de

couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3879).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4334, 4335).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6352, 6353).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6386). (p. 6386, 6387). (p. 6393). (p. 6395). (p. 6402, 6403). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6410).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 25 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information relative à la garantie décennale) (p. 7084, 7085).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte - Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Article 3 B** (Obligation de rénover énergétiquement avant 2030 tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire) (p. 7521). (p. 7521). - **Article 4** (art. L.111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie - Méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie) (p. 7524). (p. 7524). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7527). (p. 7528). (p. 7529). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7538). (p. 7539). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7549, 7550). (p. 7550). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7559). (p. 7560).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 7572). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)**

(Renforcement du contrôle des émissions de polluants atmosphériques lors du contrôle technique) (p. 7578). (p. 7578). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7579, 7580). (p. 7580). (p. 7580). (p. 7581). (p. 7581). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7589). (p. 7591). (p. 7592, 7593). - **Article 19 quater** (art. L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] et L. 541-10-2 du code de l'environnement, article 59 octies du code des douanes - Récupération des véhicules hors d'usage, gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, et contrôle des transferts transfrontaliers de déchets) (p. 7609). (p. 7609). (p. 7609). (p. 7610). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7611). - **Article 21 bis AC** (art. L. 541-10-10 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une responsabilité élargie des producteurs pour les navires de plaisance ou de sport) (p. 7615). (p. 7615).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7741). (p. 7742).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10360, 10361).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 20** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - Garantie des ressources de l'audiovisuel public) (p. 11494). (p. 11494).

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12007, 12008).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12054).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant du Comité des finances locales le 7 mai 2015.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne Commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Saisine du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Directives « services » et « qualifications professionnelles » et professions réglementées : communication de MM. Michel Mercier et Alain Richard.

Economie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) :

Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen d'un amendement du Gouvernement au texte de la commission spéciale.

Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Perspectives de l'Union européenne pour le climat et l'énergie : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

(*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

(*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Tanneguy Larzul, président de la commission centrale permanente compétente en matière de bénéfices agricoles.

(*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyst, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre.

(*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications

officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés)** (p. 623).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2015) (p. 724, 725). (p. 727, 728). (p. 730). (p. 734). (p. 756, 757).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1264, 1265). (p. 1265).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1269, 1271).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Article 2 (Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques)** (p. 1462).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1701). - **Article 17 bis (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus)** (p. 1716).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19 quater (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage)** (p. 1779).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) -

Article 1er (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER) (p. 3201). - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3261).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3717, 3718).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3780). - **Article 27 ter (nouveau)** (art. L. 514-6 du code de l'environnement - Encadrement du droit de recours en matière d'installations d'élevage) (p. 3788). - **Article 28** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance dans le domaine du droit de l'environnement) (p. 3795, 3796). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3812). (p. 3813). (p. 3815). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3830).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 6, 7 et 8 de la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - Autorisation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales) (p. 4121, 4122).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4888, 4890). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4908). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cibles thématiques) (p. 4919). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4923, 4924). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).

- **Proposition de loi relative au parrainage civil [n° 390 (2014-2015)]** - (21 mai 2015) (p. 5196).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 15 ter A** (art. L. 123-1, L. 123-1-1 et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5552). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélevement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5556). - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code

général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5573).

- **Questions cibles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6273). (p. 6274).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (1er juillet 2015) - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7102).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Article 1er** (Chapitre IV du titre V du Livre VIII et art. L. 841-1 du code de la sécurité intérieure - Régime juridique des mesures de surveillance des communications électroniques internationales) (p. 10005). (p. 10008).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10272, 10273). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10291). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10293).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**. - (4 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10377). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10384). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10394).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10445, 10446).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11160, 11161).

RIOCREUX (Stéphanie)
sénatrice (Indre-et-Loire)
NI, puis SOC, puis Socialiste et
républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Devenu sénateur le 8 avril 2015 (en remplacement de Jean Germain, décédé).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi** [n° 502 (2014-2015)] - (24 juin 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6780). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6807).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République)** - (16 juillet 2015) (p. 7779).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (28 septembre 2015) - **Article**

additionnel après l'article 30 quater (p. 8746, 8747). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8754). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8759, 8760).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture** [n° 102 (2015-2016)] - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10031, 10033). - **Article 4** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10040). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10077). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10086, 10087). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10097, 10098). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10148).

- **Commission mixte paritaire** [n° 211 (2015-2016)] - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13011, 13013).

ROBERT (Didier)
sénateur (La Réunion)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Outre-mer [n° 167 tome 4 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

ROBERT (Sylvie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
SOC, puis Socialiste et républicain

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre de la culture et de la communication le 2 juin 2015 ; fin de mission le 25 septembre 2015.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (8 septembre 2015).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 19 mars 2015.

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation par M. Bruno Héroult, chef du centre d'études et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, d'une réflexion prospective sur les valeurs, les modes de vie et la consommation des Français.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Durance, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire de prospective et développement durable, président de l'Institut des futurs souhaitables.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission scientifique nationale des collections (CSNC), sur le rapport de cette commission au Parlement.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Point d'étape sur les travaux de la mission commune d'information sur la commande publique.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des conservatoires - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthubert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Delphine Ernotte-Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs » et « Création et cinéma » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Presse », « Livre et industries culturelles », « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à la musique.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives à l'architecture.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Table ronde sur les dispositions relatives au patrimoine.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'ouverture des bibliothèques publiques et l'accès du plus grand nombre à la culture** - (20 janvier 2015) (p. 420). (p. 421).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 825). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - *Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme*) (p. 826). (p. 827). (p. 830). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - *Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme*) (p. 832). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 837). (p. 837).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi santé relatif à l'instauration du tiers payant** - (19 mars 2015) (p. 2821).

- **Débat sur le thème : « Internet et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse »** - (24 mars 2015) (p. 2878, 2879).

- **Question orale sans débat sur l'encadrement des droits-télé de football au niveau européen et l'équité sportive** - (12 mai 2015) (p. 4799). (p. 4800).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres 1er à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5934). (p. 5934).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration*) (p. 9235).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le compte personnel d'activité** - (15 octobre 2015) (p. 9662, 9663).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 9747, 9748). (p. 9748).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 69 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9791, 9792).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11742, 11743).

Culture

- (28 novembre 2015) (p. 11856, 11857).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (3 décembre 2015) (p. 12213, 12214).

ROCHE (Gérard)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé (8 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social le 7 juillet 2015.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 322 tome 1 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 804 (2013-2014)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 322 tome 2 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Ramener durablement notre système de retraite à l'équilibre [n° 624 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 67 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 694 (2014-2015)] relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 101 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Assurance vieillesse [n° 134 tome 5 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Examen des articles [n° 134 tome 7 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 134 tome 8 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 210 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur général de l'AGIRC-ARRCO (Association générale des institutions de retraite des cadres - Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés).

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission

interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Egalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cibles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2103). (p. 2104).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2567, 2569).

- Corapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement*) (p. 2584). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population*) (p. 2609). - **Article 3** (*art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées*) (p. 2611). (p. 2611). (p. 2612). (p. 2613). (p. 2614). (p. 2614). (p. 2615). (p. 2615). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2616). (p. 2617). - **Article 5** (*art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements*) (p. 2617). - **Article 8** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de formation au profit des intervenants bénévoles par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2619). (p. 2619). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2620). (p. 2621). - **Article 15** (*art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services*) (p. 2629). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2637). - **Article 25** (p. 2652). - **Articles additionnels après l'article 28 quater** (p. 2658). (p. 2659). (p. 2661).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (*art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2671). (p. 2673). (p. 2674). (p. 2675). (p. 2676). (p. 2677). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2677). (p. 2678). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 153 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Transmission d'informations des administrations fiscales vers les départements*) (p. 2679). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2680). (p. 2680, 2681). (p. 2682). (p. 2683). -

Article 31 (*art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile*) (p. 2684). (p. 2686). (p. 2687). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2687, 2688). - **Article 32 bis (nouveau)** (*art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile*) (p. 2689, 2690). (p. 2694). (p. 2695). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile*) (p. 2699, 2700). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 2702).

- Corapporteur - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 113-1-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Définition de la notion de proche aidant*) (p. 2704). - **Article 36** (*art. L. 232-3-2 et L. 232-3-3 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Aide au répit et en cas d'hospitalisation du proche aidant*) (p. 2704, 2705). (p. 2705).

- Corapporteur - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2706). (p. 2707). (p. 2708). (p. 2710). (p. 2711). - **Article 37 (supprimé)** (*Expérimentation du baluchonnage*) (p. 2713). - **Article 38** (*art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2716). (p. 2717). - **Article 39** (*art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1 à L. 1271-3 du code du travail, art. L. 133-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées*) (p. 2719). (p. 2719). (p. 2720). (p. 2720). (p. 2721). (p. 2721). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 2722). - **Article 40** (*art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 2723, 2724). (p. 2725). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2725). (p. 2727, 2728). (p. 2729). (p. 2730). (p. 2730). (p. 2731). (p. 2731). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 2732). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles - Compétence du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale*) (p. 2732, 2733). - **Article 44** (*art. L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles - Développement des groupements de coopération sociale ou médico-sociale*) (p. 2734). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 2735). (p. 2736). - **Article 45** (*art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2737, 2738). (p. 2738). (p. 2738, 2739). (p. 2739). (p. 2739). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2741). (p. 2741). (p. 2742). (p. 2742). (p. 2743). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 2743). - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 2744). - **Article 45 ter (nouveau)** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2745). (p. 2745).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 2786). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 2794). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale*) (p. 2801). - **Article 54 bis** (*art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie*) (p. 2809). (p. 2810). - **Article 54 ter** (*art. L. 149-3 [nouveau]*

du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 2812).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile) (p. 3875, 3876).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 216-11 [nouveau] du code de l'éducation - Convention de mutualisation des services entre collèges et lycées) (p. 5514). (p. 5514). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5530).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6338). (p. 6347). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6355).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6382, 6383). (p. 6398, 6399).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8145, 8146). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8166).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8220). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8261). (p. 8264). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8273). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8289, 8290).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8314, 8315). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8334, 8335). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8348). - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 1211-6-1 du code de la santé publique - Non-exclusion du don de sang en raison de l'orientation sexuelle) (p. 8383, 8384).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8675). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5,

L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8683). (p. 8689). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8695, 8696). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8756). (p. 8756). - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8768). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8770). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8771). (p. 8772). (p. 8774). (p. 8775). (p. 8775). (p. 8775). (p. 8778). (p. 8778). (p. 8779). (p. 8779). (p. 8781). (p. 8782). (p. 8782). (p. 8782). - **Article 33** (art. L. 3511-10 [nouveau], L. 4151-4 et L. 4311-1 du code de la santé publique - Prescription de substituts nicotiniques) (p. 8783). (p. 8784).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8815, 8816). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8823). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8842). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8874).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8982).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 AA (supprimé)** (art. L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles - Evaluation des informations préoccupantes par une équipe pluridisciplinaire) (p. 9496). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9537, 9538).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10025, 10026).

- **Corapporteur de la commission des affaires sociales - Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10053). - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail, art. 15, 17, 19-1 et 19-2 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10059, 10060). (p. 10060). (p. 10060, 10061). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 10063). - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10066). (p. 10066). (p. 10066, 10067). (p. 10067). (p. 10068, 10069). (p. 10069). (p. 10069).

- Corapporteur (p. 10069). - **Article 33** (art. L. 312-1, L. 313-3 et L. 313-14-1 du code de l'action sociale et des familles - Autorisation des services d'aide à domicile intervenant auprès des familles fragiles) (p. 10070).

- Corapporteur - **Article 34** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 10071). - **Article 36 bis** (art. L. 3142-22, L. 3142-23, L. 3142-24, L. 3142-25, L. 3142-26, L. 3142-27, L. 3142-28, L. 3142-29 et L. 3142-31 du code du travail, art. L. 241-3-2 du code de la sécurité sociale - Congé de proche aidant) (p. 10073). (p. 10073). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10074, 10075). (p. 10075). (p. 10077). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11, L. 444-2 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-7, L. 1271-15-1 et L. 1271-16 du code du travail, art. L. 133-5-6 et L. 133-5-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 10079). (p. 10080). (p. 10080). (p. 10081). (p. 10081). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10082). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10085). (p. 10087). (p. 10087). (p. 10089). (p. 10089). - **Article 40 ter** (art. L. 342-5 du code de l'action sociale et des familles - Sanctions applicables en cas de manquements constatés dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10091). - **Article 41 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - Publication des comptes des organismes privés gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 10091). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux) (p. 10093). - **Article 45 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. 80-1 [nouveau] de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, art. L. 315-5 et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 34 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 - Régime applicable aux structures ne disposant pas d'une autorisation délivrée dans les conditions de l'art. L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles) (p. 10095). - **Article 45 ter** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 10095, 10096). (p. 10096). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10100). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10111). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès des bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10112).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus

de l'obstination déraisonnable) (p. 10196). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10217).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10556, 10557). - **Question préalable** (p. 10564).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10676). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10693). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10709, 10710).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Article 36 (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2016)** (p. 10774). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10776). (p. 10778). (p. 10778). (p. 10779). - **Article additionnel après l'article 36 quinquies** (p. 10780). - **Article 36 sexies (nouveau)** (art. L. 161-22-1 A du code de la sécurité sociale - Adaptation des règles de cumul emploi-retraite à la situation des anciens mineurs) (p. 10781).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10833). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10841). (p. 10842). (p. 10843). (p. 10844). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10858). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 162-17-3, L. 165-3 et L. 165-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation des dépenses) (p. 10862). (p. 10863). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10872). - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées) (p. 10874). - **Article 56** (Prévisions des charges du Fonds de solidarité vieillesse en 2016) (p. 10906, 10907).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 11695, 11696).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12037).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - corapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13004, 13005).

- Corapporteur - **Article 45 (pour coordination) (Amélioration de l'action sociale et médico-sociale)** (p. 13066).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13076, 13077).

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire le 24 mars 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 356 (2014-2015)] autorisant la ratification de la convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves [n° 527 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 696 (2014-2015)] autorisant la ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac [n° 23 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 166 tome 7 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernard Pêcheur, président de la section de l'administration du Conseil d'État sur les conclusions de son rapport sur le droit d'association dans les armées.

Questions diverses.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Caroline Chamard-Heim, professeur des universités en droit public.

Gestion du domaine de l'État - Audition de Mme Odile Gauthier, directrice du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (« Conservatoire du littoral »), accompagnée de M. Alain Brondeau, délégué outre-mer.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomar, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Gestion du domaine de l'État - Audition de M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale à la direction générale des finances publiques, accompagné de M. Étienne Lepage, chef du bureau du cadastre.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Grégoire de Saint-Quentin, commandant du COS (commandement des opérations spéciales).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Conférence Paris climat 2015 (COP21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Conférence Paris climat 2015 (COP 21) - Audition de M. Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète.

Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Ratification de la convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 *(commission mixte paritaire)* : Commission mixte paritaire sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Groupe de travail sur « les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? » - Examen du rapport d'information.

Ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Loi de finances pour 2016 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2016 - Programme 212 - Soutien de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 *(délégation sénatoriale à l'outre-mer)* : Étude sur la problématique du titre de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Ismaël Kordjee, directeur des affaires foncières et du patrimoine (DAFP) du conseil départemental de Mayotte et de Mme Stéphanie Rièr, géomètre-expert de Mayotte topo, sur la problématique du foncier à Mayotte.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 *(commission des affaires européennes)* : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mardi 15 décembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Crise irako-syrienne et question des réfugiés - Audition de M. Hakkı Akil, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le respect des nouveaux délais d'instruction de dossiers dans le cadre de la simplification de la vie des particuliers** - (20 janvier 2015) (p. 431, 432). (p. 432).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) -

Articles additionnels après l'article 17 bis (précédemment réservés) (p. 705).

- **Question orale sans débat sur les lieux de sépulture des « enfants sans vie »** - (31 mars 2015) (p. 2976).

- **Débat sur la préparation de la révision de la loi de programmation militaire** - (2 avril 2015) (p. 3082, 3083).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cyberattaque de TV5 Monde** - (9 avril 2015) (p. 3317).

- **Question orale sans débat sur la situation des chrétiens d'Orient** - (12 mai 2015) (p. 4811).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de l'agence de la caisse primaire d'assurance maladie de Bondy** - (26 mai 2015) (p. 5265). (p. 5265).

- **Question orale sans débat sur les travaux de prolongement du tramway T4** - (9 juin 2015) (p. 6132). (p. 6133).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7370, 7371).

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2015) (p. 7874).

- **Question orale sans débat sur les nuisances du trafic aérien de l'aéroport de Genève** - (13 octobre 2015) (p. 9463). (p. 9464).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11318).

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11760).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12305).

ROME (Yves)
sénateur (Oise)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) : « Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises ».

Stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la couverture numérique du territoire** - (3 novembre 2015) (p. 10256).

ROSSIGNOL (Laurence)

secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée de la famille, de l'enfance, des personnes âgées et de l'autonomie

(à partir du 17 juin 2015)

secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (jusqu'au 16 juin 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Demande de réserve** (p. 939). - **Discussion générale** (p. 946). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 947). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 949). (p. 952). - **Article 3** (art. L. 226-6, L. 226-9 et L. 226-10 du code de l'action sociale et des familles - Changement de dénomination de l'ONED en ONPE) (p. 952). (p. 953). - **Article 4** (art. L. 2112-1 du code de la santé publique - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance au sein de chaque service départemental de PMI) (p. 953). (p. 954). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 954). (p. 955). (p. 955, 956). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 956). - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 957). (p. 957, 958). - **Article 6** (art. L. 223-1, L. 223-1-1 nouveau et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Définition des actes usuels) (p. 960). - **Article 8** (art. L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - Avis du juge en cas de modification du lieu d'accueil d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 961). (p. 962). (p. 962). - **Article 12 (supprimé)** (art. 370 du code civil - Réforme des règles de révocabilité de l'adoption simple) (p. 965). - **Article 13** (art. 223-7 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une obligation de suivi médical, psychologique et éducatif en cas de reconnaissance d'un enfant né sous le secret) (p. 966). - **Article 14 (supprimé)** (art. 346 et 360 du code civil - Extension des cas de ré-adoptabilité aux enfants adoptés admis en qualité de pupilles de l'État) (p. 968). - **Article 15** (art. 345 et 353 du code civil et art. 1170 du code de procédure civile - Prise en compte de l'avis de l'enfant dans la procédure d'adoption) (p. 969). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Alignement du tarif appliqué aux successions en matière d'adoption simple sur le taux applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 970). - **Article 17** (art. 375-1 du code civil - Désignation systématique d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative) (p. 970). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 nouveau et 381-2 nouveau du code civil - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 972). (p. 974). - **Article 7 (précédemment réservé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 975). - **Article 19** (art. 224-8 du code civil - Sécurisation du dispositif de recours contre l'arrêté d'admission d'un enfant en qualité de

pupille de l'État) (p. 975). - **Article 20** (art. 378 du code civil - Retrait automatique de l'autorité parentale) (p. 976).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'hôpital d'Apt** - (3 février 2015) (p. 1103).

- **Question orale sans débat sur la formation des masseurs-kinésithérapeutes** - (3 février 2015) (p. 1104).

- **Question orale sans débat sur la refonte des statuts de l'association en charge de la gestion de l'hôpital Foch de Suresnes** - (3 février 2015) (p. 1105).

- **Question orale sans débat sur les conventions tripartites (EHPAD)** - (3 février 2015) (p. 1106).

- **Question orale sans débat sur les travailleurs frontaliers et la couverture maladie universelle** - (3 février 2015) (p. 1107, 1108).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le non-recours aux droits** - (5 mars 2015) (p. 2339).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 314 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2392, 2393). (p. 2399, 2400). - **Article 1er** (Possibilité pour les médecins d'adresser leur signalement directement à la CRIP) (p. 2400). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2401).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2449). - **Article 22** (art. 222-24, 222-28, 222-30, 222-32-1 nouveau, 227-26, 227-27-1A nouveau et 227-27 du code pénal - Création d'une qualification pénale de l'inceste valant circonstance aggravante d'infractions à caractère sexuel) (p. 2450). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2457).

- **Questions cibles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2502). (p. 2503). (p. 2503, 2504). (p. 2504, 2505). (p. 2505, 2506). (p. 2506). (p. 2507).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2562, 2566). (p. 2582). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement) (p. 2584). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population) (p. 2609). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 2611). (p. 2612, 2613). (p. 2613). (p. 2614). (p. 2614, 2615). (p. 2615). (p. 2615). (p. 2616). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2616). (p. 2617). - **Article 5** (art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements) (p. 2617). - **Article 8** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de formation au profit des intervenants bénévoles par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2619). (p. 2619). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2621). - **Article 9** (art. L. 120-17 du code du service national - Attestation de tutorat) (p. 2621). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2622). (p. 2623). (p. 2623). (p. 2624). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-10 du code de la construction et de l'habitation -

Intégration des résidences autonomie au répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (p. 2625). (p. 2626). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2626). - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Fonctionnement des résidences-services*) (p. 2628). (p. 2628, 2629). (p. 2630). (p. 2630). (p. 2631). (p. 2631). (p. 2631, 2632). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. L. 631-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 7232-1-2 du code du travail - *Résidences-seniors*) (p. 2632). (p. 2633). - **Articles additionnels après l'article 15 bis A** (p. 2634). (p. 2635, 2636). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2636, 2637). (p. 2637). (p. 2638). (p. 2639). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-1-2 du code de l'urbanisme - *Prise en compte du vieillissement dans les schémas de cohérence territoriale*) (p. 2640). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2641). - **Article 19** (art. L. 113-1, L. 113-1-1 [nouveau] et L. 113-1-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Droit des personnes âgées en perte d'autonomie à un accompagnement et à une information adaptés*) (p. 2643). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2644). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2646). (p. 2647). (p. 2648). (p. 2648). (p. 2648). (p. 2649). (p. 2650). - **Article 23** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - *Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs*) (p. 2651). - **Article 25** (p. 2652). - **Article 25 bis** (art. 2-8 du code de procédure pénale - *Possibilité pour les associations de défense des personnes âgées de se porter partie civile*) (p. 2652). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 2653). - **Article 26** (art. L. 471-6 et L. 471-8 du code de l'action sociale et des familles - *Généralisation du document individuel de protection des majeurs*) (p. 2654). (p. 2655). - **Article 27** (art. L. 472-1, L. 472-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Nouvelle procédure d'agrément des mandataires individuels*) (p. 2655). (p. 2655). - **Article 27 bis** (art. 477 du code civil - *Durée maximale de validité et modalités d'enregistrement du mandat de protection future*) (p. 2656). - **Article 28 bis** (art. 21-13-1 [nouveau], 21-28, 26, 26-1, 26-3 et 26-4 du code civil - *Acquisition de la nationalité française par des ascendants de ressortissants français*) (p. 2657). - **Articles additionnels après l'article 28 quater** (p. 2658, 2659). (p. 2659, 2660). (p. 2660). (p. 2661).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - *Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2670, 2671). (p. 2671, 2672). (p. 2673). (p. 2675). (p. 2676). (p. 2677). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2677). (p. 2678). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 153 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Transmission d'informations des administrations fiscales vers les départements*) (p. 2679). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2680). (p. 2681). (p. 2682). (p. 2683). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile*) (p. 2684, 2685). (p. 2686). (p. 2687). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2688). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - *Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile*) (p. 2689). (p. 2690, 2691). (p. 2695). (p. 2695, 2696). (p. 2696). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile*) (p. 2698). (p. 2699). (p. 2700). (p. 2700). (p. 2700). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 2702). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Définition*

de la notion de proche aidant) (p. 2704). - **Article 36** (art. L. 232-3-2 et L. 232-3-3 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Aide au répit et en cas d'hospitalisation du proche aidant*) (p. 2704). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2706). (p. 2707). (p. 2708). (p. 2710). (p. 2711). - **Article 37 (supprimé)** (*Expérimentation du baluchonnage*) (p. 2713). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles - *Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2716). (p. 2716). (p. 2717). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1 à L. 1271-3 du code du travail, art. L. 133-8 du code de la sécurité sociale - *Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées*) (p. 2719). (p. 2719). (p. 2720). (p. 2720). (p. 2721). (p. 2721). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 2722). - **Article 40** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - *Tarifification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 2724). (p. 2724, 2725). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2725, 2726). (p. 2727). (p. 2728). (p. 2729). (p. 2730). (p. 2730). (p. 2730, 2731). (p. 2731). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 2732). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles - *Compétence du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale*) (p. 2733). - **Article 44** (art. L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles - *Développement des groupements de coopération sociale ou médico-sociale*) (p. 2734, 2735). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 2735). (p. 2735, 2736). - **Article 45** (art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2738). (p. 2738). (p. 2739). (p. 2739). (p. 2739). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2741). (p. 2741). (p. 2742). (p. 2742). (p. 2743). - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 2744). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2745). (p. 2745). (p. 2745). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie*) (p. 2749). (p. 2750, 2751).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 2786). (p. 2787). - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 2788). - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2791). (p. 2791). (p. 2792). (p. 2793).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 2794). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. L. 14-10-3 du code de l'action sociale et des familles - *Composition du conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2795). - **Article 50** (art. L. 232-21 à L. 232-21-4 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Collecte, conservation et transmission de données relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie et à l'aide sociale à l'hébergement par les départements*) (p. 2797). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247-2 du code de l'action sociale et des familles - *Système d'information des maisons départementales des personnes handicapées*) (p. 2797). (p. 2798). - **Article 52 A (nouveau)** (art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles - *Rôle du département dans la prise en charge des personnes âgées*) (p. 2798). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - *Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de*

coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2801, 2802). - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 2804). (p. 2805). (p. 2805). (p. 2806). (p. 2807). (p. 2808). (p. 2809). (p. 2810). - **Article 54 ter** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 2812).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime des retraites - Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail - CARSAT** - (19 mars 2015) (p. 2815, 2816).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de recouvrement des franchises médicales** - (19 mars 2015) (p. 2818, 2819).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi santé relatif à l'instauration du tiers payant** - (19 mars 2015) (p. 2821, 2822).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)] (suite)** - (19 mars 2015) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 2823). - **Article 55** (Demande d'habilitation pour réformer le contentieux de l'aide sociale) (p. 2825). (p. 2826). - **Article 56** (Application de la loi outre-mer) (p. 2828). (p. 2829). (p. 2829). (p. 2829). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles - Modalités d'intervention de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie outre-mer) (p. 2830). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 2830). - **Article 59** (Suppression de la section V bis du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2831). - **Article 60** (Entrée en vigueur de l'article 11) (p. 2831). - **Article 61** (Entrée en vigueur de l'article 14) (p. 2831). (p. 2832). - **Article 61 bis (nouveau)** (Entrée en vigueur de l'article 15) (p. 2833). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 2834). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2835). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-3 et L. 232-17 du code de l'action sociale et des familles - Entrée en vigueur des art. 49 et 50) (p. 2835). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2840, 2841).

- **Question orale sans débat sur les incertitudes liées au projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (12 mai 2015) (p. 4796).

- **Question orale sans débat sur les modalités de financement pour les établissements de santé isolés géographiquement** - (12 mai 2015) (p. 4797).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge du traitement des malades touchés par le syndrome d'Arnold-Chiari** - (12 mai 2015) (p. 4797, 4798).

- **Question orale sans débat sur la délivrance d'un duplicata du permis de conduire aux Français de l'étranger** - (12 mai 2015) (p. 4798, 4799).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès à la médecine générale** - (23 juin 2015) (p. 6607, 6608).

- **Question orale sans débat sur le devenir de l'hôpital de Pontails-et-Brésis** - (23 juin 2015) (p. 6609).

- **Question orale sans débat sur la protection sociale des étudiants à l'étranger** - (23 juin 2015) (p. 6610).

- **Question orale sans débat sur le drainage des zones agricoles humides** - (23 juin 2015) (p. 6611).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (2 juillet 2015) (p. 7225, 7226).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre des mesures sociales** - (2 juillet 2015) (p. 7227, 7228).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation des salles de consommation de drogue à moindre risque** - (7 juillet 2015) (p. 7248).

- **Question orale sans débat sur l'inadaptation des normes appliquées aux centres hospitaliers de proximité** - (7 juillet 2015) (p. 7249, 7250).

- **Question orale sans débat sur les efforts financiers demandés aux structures hospitalières dans le Nord-Pas-de-Calais** - (7 juillet 2015) (p. 7250, 7251).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de vaccins** - (7 juillet 2015) (p. 7251).

- **Question orale sans débat sur le bilan du pacte santé-territoire et l'évolution de la démographie médicale** - (7 juillet 2015) (p. 7252).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maltraitance et le repérage des violences chez l'enfant** - (17 septembre 2015) (p. 8422, 8423).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8516). (p. 8517, 8518). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8520). (p. 8524).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9419, 9422). (p. 9432, 9434). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 9435). (p. 9436). (p. 9436, 9437). (p. 9437, 9438). - **Article 1er bis** (art. L. 112-5 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole départemental de coordination des acteurs de la protection de l'enfance) (p. 9438, 9439). (p. 9439). (p. 9439). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Bilan annuel des formations délivrées dans le département) (p. 9440). (p. 9440). (p. 9441). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 9443).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 4 bis (suppression maintenue)** (art. L. 221-3 du code de l'action sociale et des familles - Validation par l'autorité centrale des demandes de renseignements relatives à un mineur ou à une famille formulée par une autorité étrangère) (p. 9494, 9495). - **Article 5 AA (supprimé)** (art. L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles - Evaluation des informations préoccupantes par une équipe pluridisciplinaire) (p. 9495). (p. 9496). (p. 9496). - **Article 5 AB (supprimé)** (art. L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Modification des règles de saisine de l'autorité judiciaire en cas de maltraitance) (p. 9496, 9497). (p. 9497, 9498). - **Article 5 B** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Possibilité pour le président du conseil départemental de confier un mineur à un tiers bénévole) (p. 9498). - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure) (p. 9499, 9500). (p. 9503). - **Article 5 EB** (art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie) (p. 9504). (p. 9505, 9506). - **Article 5 EC (supprimé)** (art. L. 223-3-2) - **Retour de l'enfant dans sa famille dans les meilleures conditions** (p. 9506). (p. 9508). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 9533). - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9535). (p. 9536). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 9539). - **Article 6 bis (Texte non**

modifié par la commission) (art. 373-2-9 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge aux affaires familiales relative à l'exercice du droit de visite dans un espace de rencontre spécifiquement désigné) (p. 9540, 9541). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 375-7 du code civil - Exigence de motivation spéciale de la décision du juge des enfants relative à la médiatisation du droit de visite d'un parent) (p. 9541). (p. 9542). - **Article 6 quater (supprimé)** (art. 378-1 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas d'exposition de l'enfant à des agissements violents) (p. 9543). - **Article 7** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 9544). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546). - **Article 13 bis** (art. L. 225-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet de vie des enfants admis en qualité de pupille de l'État) (p. 9547). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 353 du code civil - Audition par le juge de l'enfant en voie d'être adopté) (p. 9548). - **Article 16** (art. 786 du code général des impôts - Aligement du régime d'imposition des transmissions à titre gratuit entre adoptant et adopté sur le régime applicable aux transmissions en ligne directe) (p. 9549). - **Article 17 (supprimé)** (art. 388-2 du code civil - Désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de la procédure d'assistance éducative) (p. 9550). - **Article 18** (art. 347, 350, 381-1 et 381-2 [nouveaux] du code civil et L. 224-4 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la procédure de déclaration judiciaire d'abandon) (p. 9551). (p. 9551). - **Article 21 bis A** (art. 378-1 du code civil - Élargissement de la liste des titulaires de l'action en retrait de l'autorité parentale) (p. 9552). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9554). (p. 9555). - **Article 22** (art. 222-31-1, 222-31-2, 222-27-2-1 [nouveau] et L. 227-27-3 du code pénal - Introduction de la notion d'inceste dans le code pénal) (p. 9557). (p. 9557). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 9559). (p. 9559, 9560). (p. 9560). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562, 9563).

- **Proposition de loi tendant à clarifier le procédé de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Deuxième lecture [n° 517 (2014-2015)]** - (22 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9801, 9802).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10019, 10023). - **Demande de réserve** (p. 10026). - **Discussion générale** (p. 10034). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement) (p. 10035). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 10037). (p. 10037). (p. 10039). - **Article 4** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10039). (p. 10039, 10040). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements) (p. 10041). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10043). (p. 10045). - **Article 15 bis A** (art. L. 631-13 à L. 631-16 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles art. L. 631-15 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 7232-1-2 et L. 7232-4 du code du travail - Statut des résidences-services) (p. 10048). (p. 10048). (p. 10048). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Priorité au bénéfice des personnes âgées ou des

personnes handicapées dans l'accès aux logements adaptés dans le parc social) (p. 10049). (p. 10049). (p. 10050). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10053). (p. 10054). (p. 10054, 10055). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-4 [nouveau], L. 331-4 et L. 443-6 du code de l'action sociale et des familles - Extension de l'incapacité spéciale de recevoir des dons et legs) (p. 10055). (p. 10056). - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail, art. 15, 17, 19-1 et 19-2 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10060). (p. 10060). (p. 10061). (p. 10061). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 10063). - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10066). (p. 10066). (p. 10066). (p. 10067). (p. 10068). (p. 10069). (p. 10069). (p. 10069). (p. 10070). - **Article 33** (art. L. 312-1, L. 313-3 et L. 313-14-1 du code de l'action sociale et des familles - Autorisation des services d'aide à domicile intervenant auprès des familles fragiles) (p. 10070). - **Article 34** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 10071). - **Article 36 bis** (art. L. 3142-22, L. 3142-23, L. 3142-24, L. 3142-25, L. 3142-26, L. 3142-27, L. 3142-28, L. 3142-29 et L. 3142-31 du code du travail, art. L. 241-3-2 du code de la sécurité sociale - Congé de proche aidant) (p. 10073). (p. 10073). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10075). (p. 10075). (p. 10075). (p. 10076). (p. 10077). - **Article 39** (art. L. 441-1 à L. 441-3, L. 442-1, L. 443-11, L. 444-2 et L. 544-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1271-1, L. 1271-2, L. 1271-7, L. 1271-15-1 et L. 1271-16 du code du travail, art. L. 133-5-6 et L. 133-5-8 du code de la sécurité sociale - Réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées et handicapées) (p. 10079, 10080). (p. 10080). (p. 10080). (p. 10080, 10081). (p. 10081). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10082). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10085). (p. 10087). (p. 10089). (p. 10089). (p. 10089). - **Article 40 ter** (art. L. 342-5 du code de l'action sociale et des familles - Sanctions applicables en cas de manquements constatés dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10091). (p. 10091). - **Article 41 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - Publication des comptes des organismes privés gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 10091). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la

procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux) (p. 10094). - **Article 45 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. 80-1 [nouveau] de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, art. L. 315-5 et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 34 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 - Régime applicable aux structures ne disposant pas d'une autorisation délivrée dans les conditions de l'art. L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles) (p. 10095). - **Article 45 ter** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Aide à l'investissement dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 10095). (p. 10096). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10099). (p. 10101). (p. 10102). - **Article 54** (art. L. 1431-2 et L1434-12 du code de la santé publique - Prise en compte des proches aidants dans les schémas régionaux d'organisation médico-sociale) (p. 10105). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 10107). (p. 10108). (p. 10108). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110). - **Intitulé de la section 2** (p. 10111). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19,

L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10111, 10112). (p. 10112). (p. 10115). - **Article 56** (Application de la loi outre-mer) (p. 10119). (p. 10119). (p. 10119). (p. 10119). - **Article 59** (Suppression de la section V bis du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10120). (p. 10120). - **Article 63 ter (nouveau)** (Traitement des demandes d'agrément de services d'aide à domicile déposées avant la publication de la loi) (p.10121). (p.10121). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population) (p. 10146). (p. 10146). (p. 10147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10149).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (10 décembre 2015) (p. 12715).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement** - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)] - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13005, 13007). - **Article 45 (pour coordination)** (Amélioration de l'action sociale et médico-sociale) (p. 13066). (p. 13066).

ROUX (Jean-Yves)

sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 24 mars 2015.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports le 16 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Ecologie, développement et mobilité durables : transports routiers [n° 169 tome 6 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences du règlement européen REACH sur la production de plantes à parfum françaises et la production de lavande** - (3 février 2015) (p. 1101, 1102). (p. 1102).

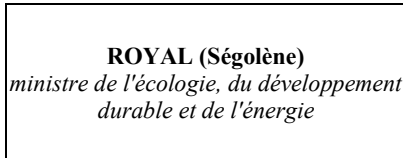
- **Débat sur les concessions autoroutières** - (4 mars 2015) (p. 2265, 2267).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)** - (21 mai 2015) (p. 5208, 5209).

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale en zone rurale et en zone de montagne** - (21 juillet 2015) (p. 7988). (p. 7989).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1380 du 21 novembre 2014 rapprochant la législation des transports applicable à Mayotte de la législation applicable en métropole et portant adaptation au droit européen de la législation des transports applicable à Mayotte [**n° 389 (2014-2015)**] (1er avril 2015) - **Outre-mer - Transports.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-855 du 15 juillet 2015 prise en application de l'article 38 de la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire [**n° 142 (2015-2016)**] (5 novembre 2015) - **Transports.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1343, 1347). - **Organisation de la discussion** (p. 1377, 1379). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1380). (p. 1381).

- **Suite de la discussion** (11 février 2015) - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - *Objectifs de la politique énergétique*) (p. 1399). (p. 1401). (p. 1402). (p. 1402). (p. 1404). (p. 1405). (p. 1409). (p. 1409). (p. 1410). (p. 1410, 1411). (p. 1411). (p. 1412). (p. 1413). (p. 1413). (p. 1414, 1415). (p. 1416). (p. 1416). (p. 1418). (p. 1419). (p. 1425). (p. 1425). (p. 1427, 1429). (p. 1430, 1431). (p. 1436). (p. 1436). (p. 1437). (p. 1438). (p. 1447). (p. 1447). (p. 1448). (p. 1452). (p. 1453, 1454). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1455). (p. 1455). (p. 1456). (p. 1458). (p. 1460). - **Article 2** (*Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques*) (p. 1462). (p. 1463). (p. 1464). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1465). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017*) (p. 1468). (p. 1469). (p. 1470). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'ici à 2030 de rénover énergétiquement tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 KWh d'énergie primaire*) (p. 1471).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) (p. 1492). - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1494). (p. 1498, 1499). (p. 1501, 1502). (p. 1502, 1503). - **Article 3** (art. L. 123-5-2

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12008).

[nouveau] du code de l'urbanisme - *Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments*) (p. 1510).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations à Genève et la préparation de la « COP 21 » - Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris en 2015** - (12 février 2015) (p. 1519, 1520).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)] (suite)** - (12 février 2015) - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments*) (p. 1521). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1524). - **Article 4** (art. L. 123-1-5 et L. 128-1 du code de l'urbanisme - *Institution d'obligations de performances énergétiques et environnementales dans les documents d'urbanisme - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie*) (p. 1527, 1528). (p. 1531, 1532). (p. 1533). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1534). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) (p. 1535, 1536). (p. 1537). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement*) (p. 1538). (p. 1539). (p. 1541). (p. 1542). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1544). - **Article 5** (art. L. 111-9, L. 111-10 et L. 111-11-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et article 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Extension de la garantie décennale - Aides publiques à la rénovation*) (p. 1549). (p. 1550). (p. 1553). (p. 1554). (p. 1555). (p. 1556, 1557). (p. 1557, 1558). (p. 1559). (p. 1560). (p. 1560). (p. 1561). (p. 1562). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1563, 1564). - **Articles additionnels après l'article 5 bis AA** (p. 1564). - **Article 5 bis A** (*Section 18 du chapitre 1er du titre II [nouvelle] et art. L. 121-115 [nouveau] du code de la consommation - Mention expresse dans un contrat de prestation visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment de l'engagement du prestataire de s'engager ou non à un résultat*) (p. 1566). - **Article 5 bis C (Supprimé)** (*Possibilité de moduler le taux de la taxe de publicité foncière pour les bâtiments satisfaisant à des critères de performance énergétique*) (p. 1567). - **Article additionnel après l'article 5 bis C** (p. 1568). - **Article 5 ter** (art. L. 111-3-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Mentions obligatoires figurant dans les marchés privés portant sur des travaux et prestations de service réalisés en cotraitance*) (p. 1569). (p. 1570). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 1571). - **Article 5 quater** (art. L. 312-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Fonds de garantie pour la rénovation énergétique*) (p. 1573, 1574). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 1574). (p. 1576). - **Article 5 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'aides fiscales à l'installation de filtres à particules pour les chauffages au bois des particuliers*) (p. 1577). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie et art. L. 326-1 du code de la

construction et de l'habitation - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 1578). (p. 1578). (p. 1579). (p. 1580). (p. 1581). (p. 1582). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 1583). - **Article 6** (art. L. 313-6, L. 511-6, L. 511-33, L. 612-1, et L. 612-2 du code monétaire et financier, art. L. 333-4 du code de la consommation, art. 26-4 et 26-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Précisions sur le dispositif de tiers-financement pour les travaux d'efficacité énergétique) (p. 1585). (p. 1586).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) (p. 1603). (p. 1604). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1604). (p. 1605). - **Article 6 ter** (art. L. 241-9 du code de l'énergie - Dérogation à l'obligation de mise en place d'une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude) (p. 1607). (p. 1607). - **Article 7 bis** (art. L. 121-8, L. 121-36, L. 337-3-1 [nouveau], L. 341-4, L. 445-6 [nouveau] et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 1610). (p. 1612). (p. 1613). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 111-6-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accès garanti aux compteurs de gaz naturel et d'électricité pour les opérateurs gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel et d'électricité) (p. 1616). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-12 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2, L. 222-7 [abrogé], et L. 222-9 du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 1619). (p. 1621). (p. 1622). (p. 1623, 1624). (p. 1624). (p. 1624). (p. 1625). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1626). - **Article 8 bis A** (art. L. 111-13-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Précision sur la notion d'impropriété à la destination en matière de performance énergétique) (p. 1628). - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur le statut des colonnes montantes dans les immeubles) (p. 1629). (p. 1629). - **Discussion générale** (p. 1631). - **Article additionnel avant l'article 9 A** (p. 1632). - **Article 9 A (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentations sur les transports logistiques afin de réduire les impacts environnementaux en ville) (p. 1633). - **Article 9 B** (Priorité au déploiement de transports en commun à faible émission de gaz à effet de serre) (p. 1635). (p. 1636). (p. 1637). (p. 1638). - **Article additionnel après l'article 9 B** (p. 1640, 1641). - **Article 9** (art. L. 224-1, L. 224-5 et L. 224-6 à L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-1 et L. 318-2 [abrogé] du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et les établissements publics d'acquiescer des véhicules propres et expérimentation de véhicules innovants à délégation de conduite) (p. 1647). (p. 1648, 1649). (p. 1649). (p. 1650). (p. 1651). (p. 1651). (p. 1652). (p. 1652). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1653). (p. 1654, 1655). (p. 1658). (p. 1659). (p. 1660). (p. 1661, 1662). (p. 1662, 1663). - **Article 9 bis A** (art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés) (p. 1665). (p. 1667). - **Article 9 bis** (Stratégie nationale pour le développement de véhicules propres et le déploiement des infrastructures permettant leur alimentation en carburant) (p. 1668). (p. 1669). (p. 1670). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 1671). - **Article 10** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 123-1-12 du code de l'urbanisme, art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Favoriser le déploiement des infrastructures d'avitaillement des véhicules électriques et hybrides rechargeables) (p. 1674). (p. 1675). (p. 1676). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 1676). (p. 1677). (p. 1678). (p. 1680). - **Article 11** (art. L. 641-5, L. 641-6 et L. 661-1-1 [nouveau] du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 1681). (p. 1684). - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 1686, 1687). (p. 1688). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1688). (p. 1689). - **Article 13** (art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2 ,

section 3 du chapitre VIII du titre II du livre II abrogé et L. 361-2 du code de l'environnement - Création des zones à circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules) (p. 1692). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1693). (p. 1693). (p. 1694). - **Article 13 bis** (art. L. 3261-3-1 [nouveau] du code du travail, art. L. 131-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 81 du code général des impôts - Création d'une indemnité kilométrique pour les trajets domicile-travail effectués à vélo) (p. 1695). - **Article 13 ter** (art. L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de déplacements d'entreprises rendus obligatoires) (p. 1697). - **Article 14** (art. L. 1231-15 du code des transports, art. L. 173-1 du code de la voirie routière - Encouragement au covoiturage - Habilitation à procéder par voie d'ordonnance pour étendre la possibilité de recours à des servitudes d'utilité publique pour la réalisation de réseaux de transport) (p. 1698). (p. 1699). (p. 1700). (p. 1700). (p. 1701). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1701). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 1702). - **Article 14 ter** (art. L. 1213-3-4 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité rurale) (p. 1703). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 1703). (p. 1704). (p. 1704). - **Article 14 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'une voie aux transports en commun, taxis, autopartage et covoiturage) (p. 1705). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les émissions de particules fines dans le secteur des transports) (p. 1707). - **Article 16 bis** (art. L. 142-15 et L. 631-1 à L. 631-3 du code de l'énergie - Obligation de pavillon pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique en produits pétroliers raffinés) (p. 1709). - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Extension de l'usage des servitudes de marchepied) (p. 1711). - **Article additionnel après l'article 16 quinquies** (p. 1713). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 [nouveau] du code de l'environnement - Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques) (p. 1713). - **Article 17 bis** (Obligation de diagnostic thermodynamique préalable à la vente d'un véhicule de quatre ans ou plus) (p. 1716). (p. 1718). (p. 1718). - **Article 18** (art. L. 221-2, L. 222-4, L. 222-5, L. 222-6 et L. 572-2 du code de l'environnement, art. L. 1214-7 et L. 1214-8-1 du code des transports, art. L. 123-1-9 et L. 123-12-1 du code de l'urbanisme et art. L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Simplification et renforcement des outils de planification territoriale pour la qualité de l'air) (p. 1720). (p. 1720). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 1721). (p. 1721). (p. 1721). - **Article 18 bis** (art. 4 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 1723). (p. 1724). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 1726, 1727).

- **Suite de la discussion** (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1739, 1740). (p. 1740). (p. 1741). (p. 1743). (p. 1748). (p. 1750). (p. 1751). (p. 1752). (p. 1752). (p. 1753). (p. 1753, 1754). (p. 1755). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 1755). - **Article 19 bis A** (Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique à compter du 1er janvier 2020) (p. 1757). - **Article 19 bis C** (Rapport du Gouvernement sur les enjeux de l'économie circulaire au niveau local) (p. 1760). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1766, 1767). (p. 1767). (p. 1767). (p. 1769). (p. 1770). (p. 1773). (p. 1773). (p. 1774). - **Article 19 quater** (art. L. 327-2, L. 330-2, L. 541-10-2, L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] du code de l'environnement et art. 59 octies [nouveau] du code des douanes - Élimination des véhicules hors d'usage) (p. 1777). (p. 1778, 1779). (p. 1779). (p. 1781). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 1782). - **Article 19 septies** (Harmonisation sur le territoire national des règles de collecte séparée des emballages et papiers) (p. 1783). (p. 1784). - **Article additionnel après l'article 19 septies** (p. 1784).

(p. 1784). - **Article 19 nonies (nouveau)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Répartition du capital social dans un éco-organisme) (p. 1785). (p. 1786). - **Articles additionnels après l'article 19 decies** (p. 1786). (p. 1787). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-1 du code de l'environnement - Respect du principe de proximité dans la prévention et la gestion des déchets) (p. 1788). (p. 1788). - **Article 21** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Contribution et incitations financières aux actions de prévention des déchets) (p. 1789). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 1790). (p. 1791). (p. 1791). (p. 1791). (p. 1791). (p. 1792). (p. 1793). (p. 1794). (p. 1794). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - Élargissement de la REP papier) (p. 1795). - **Article 21 bis B** (art. L. 541-10-3 du code de l'environnement - Élargissement de la REP textile) (p. 1796). - **Article additionnel après l'article 21 bis B** (p. 1797). - **Article 21 bis (Supprimé)** (art. L. 541-14 du code de l'environnement - Extension du contenu des plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux) (p. 1798). - **Article additionnel après l'article 21 sexies** (p. 1799). - **Article 22** (art. L. 541-21-2, L. 541-33 et L. 541-39 [abrogé] du code de l'environnement - Institution d'une obligation de tri des déchets de bois) (p. 1799). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 1800). - **Article 22 bis B** (art. L. 1413-1, L. 2224-5, L. 2224-17-1 [nouveau] et L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales - Comptabilité analytique pour le service public de prévention et de gestion des déchets) (p. 1801). - **Articles additionnels après l'article 22 sexies** (p. 1802). (p. 1803). - **Article 22 septies A (Supprimé)** (art. L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales - Incitation à la maîtrise de l'éclairage public) (p. 1803). (p. 1804). - **Article additionnel après l'article 22 septies** (p. 1805). - **Article 22 nonies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur les produits ne faisant pas l'objet d'un dispositif de responsabilité élargie du producteur) (p. 1806). - **Article 22 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-2 [nouveau] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 1806). (p. 1807).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 22 decies** (p. 1841). (p. 1841). (p. 1842). - **Demande de réserve** (p. 1845). - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1846, 1847). (p. 1847). (p. 1848). (p. 1849, 1850). (p. 1852, 1853). (p. 1855). (p. 1856). (p. 1857). (p. 1857). (p. 1857). (p. 1858). (p. 1858). (p. 1858). (p. 1859). (p. 1860). (p. 1860). (p. 1861). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1861, 1862). (p. 1862). - **Article 24** (art. L. 311-10, L. 311-11-1 [nouveau], L. 311-12 et L. 311-13, L. 311-13-1 à L. 311-13-5 [nouveaux] et L. 311-19 du code de l'énergie - Adaptation des procédures d'appel d'offres) (p. 1864). (p. 1865). (p. 1866). - **Article 25** (art. L. 311-14 et L. 311-15 du code de l'énergie - Renforcement des sanctions applicables aux régimes de soutien des énergies renouvelables) (p. 1867). (p. 1868). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 1869). - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1870). (p. 1870). (p. 1872). (p. 1872). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1873). (p. 1874). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1876). (p. 1877). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 1878). - **Article 27 bis A** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 1880). - **Article 27 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de l'exclusion du photovoltaïque non subventionné du bénéfice des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1883). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code

de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1888, 1889). (p. 1889). (p. 1890). (p. 1891). (p. 1892). (p. 1892). (p. 1893). - **Article 28 bis** (art. L. 523-2 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance hydraulique entre les communes et leurs groupements) (p. 1894). - **Article 29** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 1896, 1897). (p. 1898). (p. 1898). (p. 1899). (p. 1900). - **Article 30** (art. L. 2224-32 du code général des collectivités territoriales - Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures techniques) (p. 1902). (p. 1902). (p. 1902). - **Article additionnel après l'article 30 quinquies** (p. 1904). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1907). (p. 1907). (p. 1908). (p. 1909). (p. 1909). - **Article 31 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 du code du travail - Médecin référent unique pour les salariés d'une activité de sous-traitance dans l'industrie nucléaire) (p. 1910). - **Article 31 bis** (art. L. 593-14, L. 593-15 et L. 593-19 du code de l'environnement - Création d'un régime intermédiaire d'autorisation délivré par l'Autorité de sûreté nucléaire) (p. 1911). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 1915). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1920). (p. 1920). (p. 1921). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1922). - **Article 34** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011) (p. 1923). (p. 1924). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1925). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 1927). (p. 1929). (p. 1929). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 du code de l'environnement et L. 323-3 du code de l'énergie - Suppression du débat public pour la construction de réseaux électriques et gaziers) (p. 1931). (p. 1933). - **Article 37** (art. L. 146-4 et L. 146-6 du code de l'urbanisme - Extension des dérogations à la loi littoral pour permettre l'atterrage de lignes électriques dans la bande littorale et les espaces remarquables) (p. 1934). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 1936). - **Article 38 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Implantations d'éoliennes terrestres sur le territoire des communes littorales) (p. 1937). (p. 1937). - **Articles additionnels après l'article 38 bis A** (p. 1940). (p. 1943, 1944). (p. 1944). (p. 1946). (p. 1947, 1948). - **Article 38 bis B (nouveau) (réserve)** (art. L. 553-2 du code de l'environnement - Définition par le pouvoir réglementaire de certaines règles d'implantation des éoliennes terrestres) (p. 1949). (p. 1949). - **Article 38 bis C (nouveau)** (art. L. 553-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Barème d'indemnisation pour les propriétaires riverains d'une éolienne terrestre) (p. 1950). - **Article 38 bis D (nouveau)** (art. L. 314-1, L. 314-9 [rétabli], et L. 314-10 du code de l'énergie - Rétablissement des zones de développement de l'éolien terrestre, ZDE) (p. 1951). (p. 1952). (p. 1953).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 38 bis B (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 553-2 du code de l'environnement - Définition par le pouvoir réglementaire de certaines règles d'implantation des éoliennes terrestres) (p. 1965). - **Articles additionnels après l'article 38 bis D** (p. 1965). (p. 1967). (p. 1967). - **Article 38 ter A (Supprimé)** (art. L. 228-4 [nouveau] du code de l'environnement - Performance environnementale de la commande publique) (p. 1969). - **Article 38 ter** (ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 et ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 - Généralisation de l'expérimentation du permis unique pour les éoliennes terrestres et les méthaniseurs) (p. 1970). (p. 1971). (p. 1971). (p. 1973). - **Articles additionnels après l'article 38 ter** (p. 1973). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-7 et L. 342-5 du code de l'énergie - Compétence explicite de la CRE pour l'approbation des méthodes de calcul du coût prévisionnel des ouvrages prévus par les schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables) (p. 1974). - **Article 40** (art. L. 335-3 et L. 335-5

du code de l'énergie - Dispositions complémentaires pour la mise en œuvre du marché de capacités) (p. 1975). - **Article 40 bis** (art. L. 321-15-2 [nouveau] du code de l'énergie - Compétence de RTE pour limiter les risques de fraude sur le marché de l'électricité) (p. 1976). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1977). (p. 1978). (p. 1978). (p. 1978). (p. 1979). - **Article 41 ter (nouveau)** (art. L. 337-13 du code de l'énergie - Publication du prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique au plus tard le 15 octobre de chaque année) (p. 1979, 1980). - **Article 42** (art. L. 111-56, art. L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 1982). (p. 1982). (p. 1983). (p. 1984). (p. 1984). (p. 1985). (p. 1985). (p. 1985). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 1986, 1987). (p. 1989). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1990). (p. 1992). (p. 1994). (p. 1995). - **Article 43** (art. L. 351-1 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises électro-intensives) (p. 1996). (p. 1997). (p. 1998). - **Article 42 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 341-4-4 [nouveau] du code de l'énergie - Exonération de la composante soutirage du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité pour les installations permettant le stockage de l'énergie) (p. 1998). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 1999). (p. 2000). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-4 du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour favoriser les réductions de consommation d'électricité lors des pointes nationales ou locales) (p. 2001). (p. 2001). - **Article 44 bis** (art. L. 452-2-1 [nouveau] du code de l'énergie - Incitations et tarification des réseaux différenciée pour favoriser les réductions de consommation de gaz naturel lors des pointes nationales ou locales) (p. 2001). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 2002). - **Article 44 ter (nouveau)** (Rapport sur la compensation des coûts indirects du dioxyde de carbone en faveur des secteurs exposés à un risque de fuite de carbone) (p. 2003). - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 - Accorder aux entreprises locales de distribution le bénéfice des tarifs de cession durant la période des offres transitoires succédant à l'extinction des tarifs réglementés de vente) (p. 2003). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 2005). (p. 2005). (p. 2006). - **Article 46 (Habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures)** (p. 2008). (p. 2008). (p. 2008). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2010). (p. 2019, 2020). (p. 2023). (p. 2024). (p. 2024). (p. 2025). - **Article 47** (art. L. 134-13, L. 134-18, L. 143-6, L. 431-6 et L. 432-10 [abrogé] du code de l'énergie - Compétences de la CRE en matière de contrôle des activités des opérateurs et de coopération avec les autres instances de régulation européennes et mesures diverses) (p. 2027). - **Article additionnel après l'article 47 ter** (p. 2028). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2032). (p. 2033). (p. 2036, 2037). (p. 2037). (p. 2037). (p. 2038). (p. 2039). (p. 2039). (p. 2040). (p. 2041). (p. 2041, 2042). (p. 2043). (p. 2043). (p. 2044). (p. 2044). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2046). - **Article 48 bis (nouveau)** (art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 2047). - **Article 49** (art. L. 121-3, L. 141-1 à L. 141-12, L. 142-32, L. 314-6, L. 321-6, L. 335-2 et L. 336-8 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 2050). (p. 2050). (p. 2051). (p. 2051). (p. 2053).

- **Suite de la discussion** (19 février 2015) (p. 2082). (p. 2082). (p. 2083). (p. 2084). (p. 2084). (p. 2085). (p. 2086). - **Article 49 bis** (art. L. 145-1 [nouveau] du code de l'énergie -

Création d'un comité d'experts pour la transition énergétique) (p. 2087). (p. 2087, 2088). (p. 2088). (p. 2088). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2090, 2091). (p. 2091). (p. 2092). (p. 2093). (p. 2093, 2094). (p. 2094). (p. 2095). (p. 2096). (p. 2097). (p. 2097). - **Article 51** (art. L. 133-6, L. 142-1, L. 142-3, L. 142-4, L. 142-9-1 [nouveau], L. 111-72, L. 111-73, L. 111-77 et L. 111-80 à L. 111-83 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'accès aux données de production et de consommation d'énergie et création du registre national des installations de production et de stockage d'électricité) (p. 2100). (p. 2101). (p. 2102). (p. 2111). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation des politiques de l'emploi aux effets de la transition écologique et énergétique) (p. 2112, 2113). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 2113). (p. 2114). (p. 2114). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 2115). (p. 2116). (p. 2116). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-6-1 [nouveau] du code de l'énergie - Adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique) (p. 2118). - **Article additionnel après l'article 54 bis** (p. 2120). - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, articles L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie) - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 2122). (p. 2123). (p. 2124). (p. 2127). - **Article 56** (art. L. 2224-34, L. 2224-31, L. 3232-2, L. 3641-1, L. 5217-2 et L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-1-1, L. 122-16, L. 123-1-9, L. 300-6 et L. 300-6-1 du code de l'urbanisme, art. L. 222-1, L. 222-2 et L. 229-26 du code de l'environnement, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Le plan climat air énergie territorial) (p. 2132). (p. 2132). (p. 2133). (p. 2134). (p. 2135). (p. 2135). (p. 2136). (p. 2136). (p. 2137). (p. 2137, 2138). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 2139, 2140). (p. 2140). (p. 2140). (p. 2141). (p. 2142). - **Article 56 bis (Supprimé)** (art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme - Prise en compte des réseaux d'énergie dans les orientations générales fixées par les projets d'aménagement et de développement durables, PADD) (p. 2143, 2144). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-38 [nouveau] du code des collectivités territoriales - Réseaux publics de chaleur et de froid) (p. 2144). (p. 2145). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 2145). - **Article 57 ter (nouveau)** (art. L. 222-3-1 [nouveau] du code de l'environnement) (p. 2146). (p. 2146). - **Article 57 quater (nouveau)** (art. L. 2224-39 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une structure de coopération interterritoriale dans le domaine énergétique) (p. 2148). - **Article 58** (art. L. 2224-38 du code des collectivités territoriales - Expérimentation sur le développement des services de flexibilité locaux) (p. 2149). (p. 2150). - **Article 59** (Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie) (p. 2150). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 2151). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 2155). (p. 2156). (p. 2158). (p. 2158, 2159). (p. 2159). (p. 2160). (p. 2161). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 2161). (p. 2164). - **Article 61** (art. L. 141 [nouveau] du code de l'énergie, art. L. 4433-18 [abrogé] du code général des collectivités territoriales, et art. 1er de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 -

Objectifs de la politique énergétique outre-mer) (p. 2166). (p. 2166). (p. 2167, 2168). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 2169). - **Article 63 bis C (Texte non modifié par la commission)** (Facilitation de l'utilisation des matières premières recyclées issues de déchets dans les départements et régions d'outre-mer) (p. 2171). - **Article additionnel avant l'article 63 quinquies** (p. 2173). (p. 2174). - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 2175). - **Article 65** (Extension à Wallis-et-Futuna du service public de l'électricité et habilitation ordonnances) (p. 2176, 2177). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 2177). (p. 2182, 2183).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2203, 2204).

- **Nouvelle lecture [n° 530 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7422, 7425). (p. 7438, 7439). - **Article 1er** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie, art. L. 222-1 du code de l'environnement, art. 2 à 6 et 9 à 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et art. 18 à 22 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - Objectifs de la politique énergétique) (p. 7442). (p. 7443). (p. 7508). (p. 7510). (p. 7510). (p. 7511). (p. 7511). (p. 7512). (p. 7512). (p. 7515). (p. 7518). - **Article 2** (art. L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie - Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques) (p. 7520). - **Article 3 B** (Obligation de rénover énergétiquement avant 2030 tous les bâtiments privés résidentiels consommant plus de 330 kWh d'énergie primaire) (p. 7522). - **Article 3 C (supprimé)** (Obligation à compter de 2030 de rénover énergétiquement les bâtiments privés résidentiels à l'occasion d'une mutation selon leur niveau de performance) (p. 7523). - **Article 4** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exemplarité de la construction sous maîtrise d'ouvrage public - Partenariat université/pouvoirs publics pour mener des expérimentations en matière d'économie d'énergie - Actions de sensibilisation des utilisateurs à la maîtrise d'énergie - Méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie) (p. 7524). - **Article 4 bis B** (art. L. 142-3 à L. 142-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) (p. 7525). (p. 7525). - **Article 4 bis** (art. L. 111-10-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement) (p. 7526). - **Article 5** (art. L. 111-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 24 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Obligation d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cas de travaux - Aides publiques à la rénovation) (p. 7529). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (Fonds de garantie pour la rénovation énergétique et fonds dénommé « Enveloppe spéciale transition énergétique ») (p. 7531, 7532). (p. 7532, 7533). - **Article 5 quinquies** (art. L. 232-2 [nouveau] du code de l'énergie - Organisation du service public de la performance énergétique de l'habitat en plateforme territoriale) (p. 7533). (p. 7534). (p. 7535). - **Article 7 bis** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Mise à disposition des consommateurs d'électricité et de gaz bénéficiant de la tarification spéciale des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel) (p. 7539). - **Article 8** (art. L. 221-1, L. 221-1-1 [nouveau], 221-2, L. 221-6 [abrogé], L. 221-7, L. 221-8, L. 221-9 [abrogé], L. 221-10, L. 221-11 et L. 221-12 [nouveau], du code de l'énergie - Réforme du dispositif des certificats d'économie d'énergie) (p. 7544). (p. 7545). (p. 7545). - **Article 9** (art. L. 224-5 du code de l'environnement, art. L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 318-2 du code de la route - Obligation renforcée pour l'État et ses établissements publics d'acquiescer des véhicules propres) (p. 7549). (p. 7550). (p. 7550). (p. 7551). (p. 7551). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Stratégie nationale pour le développement de la mobilité propre) (p. 7553). (p. 7554). (p. 7554). (p. 7554). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-5-4 du code de l'habitation, art. L. 161-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 - Déploiement de bornes de recharge pour les véhicules hybrides ou électriques dans les bâtiments neufs ou

existants et les copropriétés) (p. 7556). (p. 7557). - **Article 11** (art. L. 641-6, L. 661-1-1 [nouveau] et L. 641-5 du code de l'énergie - Développement des biocarburants avancés et surveillance de la qualité des carburants) (p. 7558). (p. 7558). (p. 7560).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2015) - **Article 12** (Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur de la grande distribution) (p. 7572). (p. 7572). - **Article 13** (art. L. 2213-4-1 [nouveau] du code des collectivités territoriales articles L. 222-6, L. 223-1, L. 223-2, L. 228-3 du code de l'environnement - Création des zones à circulation restreinte et principe de la prime à la conversion des véhicules) (p. 7574). - **Article 13 ter** (art. L. 1214-2, L. 1214-8-2 [nouveau] du code des transports - Plans de mobilité pour les entreprises de plus de cent salariés) (p. 7575). - **Article 14 quater** (Rapport sur l'opportunité de réserver une voie aux taxis sur les autoroutes et routes nationales comportant au moins trois voies et traversant ou menant vers une métropole) (p. 7576). - **Article 16 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Usage de la servitude de marchepied) (p. 7577). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement du contrôle des émissions de polluants atmosphériques lors du contrôle technique) (p. 7578). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, article L. 253-8 du code rural - Renforcement de la loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) (p. 7580). (p. 7580, 7581). (p. 7581, 7582). (p. 7584). (p. 7585). - **Article 19** (art. L. 110-1, articles L. 110-1-1 et L. 110-1-2 (nouveaux), articles L. 131-3, L. 541-1, L. 541-2-1, L. 541-21-1 et L. 541-29 du code de l'environnement - Transition vers une économie circulaire et objectifs chiffrés de prévention et de valorisation des déchets) (p. 7592). (p. 7593). (p. 7595). (p. 7595). (p. 7596). (p. 7598, 7599). (p. 7600). - **Article 19 bis A** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction de la mise à disposition des ustensiles jetables de cuisine en matière plastique) (p. 7601). (p. 7602). (p. 7603). (p. 7603). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Interdiction des sacs en matière plastique à usage unique) (p. 7606). (p. 7606). - **Article 19 quater** (art. L. 541-21-3 à L. 541-21-5 [nouveaux] et L. 541-10-2 du code de l'environnement, article 59 octies du code des douanes - Récupération des véhicules hors d'usage, gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, et contrôle des transferts transfrontaliers de déchets) (p. 7608). (p. 7609). - **Article 19 quinquies** (art. L. 541-32 du code de l'environnement - Responsabilité du maître d'ouvrage valorisant des déchets inertes) (p. 7611). (p. 7612). - **Article 21 bis AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Délégation des registres de données des filières à responsabilité élargie des producteurs tenus par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 7614). - **Article 21 bis AC** (art. L. 541-10-10 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une responsabilité élargie des producteurs pour les navires de plaisance ou de sport) (p. 7615). (p. 7615). - **Article 21 bis A** (art. L. 541-10-1 du code de l'environnement - Élargissement du périmètre de la REP sur les papiers) (p. 7617). - **Article 22 ter A** (art. L. 213-4-1 [nouveau] du code de la consommation - Définition de l'obsolescence programmée) (p. 7619, 7620). (p. 7620). - **Article 22 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-3 à L. 541-15-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 7622). (p. 7623). (p. 7623). - **Article 23** (art. 23 (articles L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 7626). (p. 7627). (p. 7628). (p. 7628). (p. 7629). (p. 7629, 7630). - **Article 23 bis** (art. L. 342-3 du code de l'énergie - Délai maximal de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable nécessitant des travaux) (p. 7630). - **Article 27** (art. L. 314-24 [nouveau] du code de l'énergie - Financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable) (p. 7632).

(p. 7632). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-18 à L. 521-20 [nouveaux], L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie et L. 551-1 du code de justice administrative - Sociétés d'économie mixte hydroélectriques) (p. 7635). (p. 7637). - **Article 31 bis B** (art. L. 4625-1 du code du travail - Médecin référent unique pour les salariés d'une activité de sous-traitance dans l'industrie nucléaire) (p. 7638). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2011/70 Euratom du Conseil du 19 juillet 2011) (p. 7640). - **Article 38 bis BA** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Distance d'éloignement des éoliennes par rapport aux zones d'habitation) (p. 7643). (p. 7646, 7647). (p. 7648). (p. 7649). - **Article 38 bis BB** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Délai de rétractation et obligation d'information des propriétaires de terrain lors de la signature d'un bail avec un promoteur éolien) (p. 7649). - **Article 42** (art. L. 111-56, articles L. 111-56-1 et L. 111-56-2 [nouveaux], L. 111-61, L. 111-81, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 341-2, L. 341-3, L. 432-4, L. 432-8 et L. 432-9 du code de l'énergie et L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Calcul du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fondé sur une approche économique et création du comité du système de distribution publique d'électricité) (p. 7652). (p. 7653). (p. 7653). - **Article 42 ter** (art. L. 351-1 [nouveau] du code de l'énergie - Conditions particulières d'approvisionnement en électricité des entreprises électro-intensives exposées à la concurrence internationale) (p. 7654). (p. 7655). - **Article 43 bis** (art. L. 461-3 et L. 461-4 [nouveaux] du code de l'énergie - Tarification des réseaux différenciée pour les entreprises gazo-intensives) (p. 7656). - **Article 46 bis** (art. L. 271-1, article L. 271-2 à L. 271-4 [nouveaux], articles L. 321-15-1, L. 322-8, L. 121-6, L. 121-8-1 [nouveau], L. 121-10, L. 123-1 à L. 123-3, L. 321-12 du code de l'énergie et article 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 7660). (p. 7662). (p. 7663). - **Article 48** (art. L. 133-2, articles L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement, articles L. 225-100-2 et L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 511-41-1 B et L. 53-22-1 du code monétaire et financier - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 7665). (p. 7665). (p. 7666). (p. 7667). - **Article 48 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 106 [abrogé] de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Mise en cohérence de plusieurs dispositifs d'information du Parlement) (p. 7667). - **Article 48 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-8 [nouveau] du code de l'énergie - Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse) (p. 7668). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1 à L. 141-11 du code de l'énergie - Programmation pluriannuelle de l'énergie et programmation des capacités énergétiques) (p. 7670). (p. 7671). (p. 7672). (p. 7672). - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-

23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion et réforme de la contribution au service public de l'électricité) (p. 7674). (p. 7675). - **Article 53** (art. L. 144-1-A [nouveau] et L. 144-1 du code de l'énergie - Recherche et innovation dans le domaine de la politique énergétique) (p. 7677).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2015) - **Article 55** (art. L. 311-1, L. 311-5, art. L. 311-5-1 à L. 311-5-7 [nouveaux] et L. 311-6 du code de l'énergie - Pilotage du mix électrique : réforme de l'autorisation d'exploiter, plafonnement de la capacité de production d'électricité nucléaire et plan stratégique des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité) (p. 7726, 7727). (p. 7728). - **Article 56** (intitulé de la section 4 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement, art. L. 222-1, L. 229-26 du code de l'environnement - Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et les programmes régionaux pour l'efficacité énergétique, PREE) (p. 7732). (p. 7733). (p. 7734). (p. 7735). (p. 7735). - **Article 57 quater** (art. L. 2224-39 [nouveau] et L. 5722-8 du code général des collectivités territoriales - Commission consultative des syndicats d'électricité) (p. 7736, 7737). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation relative au déploiement expérimental de réseaux électriques intelligents et de dispositifs de gestion optimisée de l'énergie) (p. 7737). - **Article 60** (art. L. 111-61, L. 111-81, L. 124-1 à L. 124-4, L. 121-8, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-32, L. 121-35 à L. 121-37, L. 121-40, L. 121-5, L. 322-8, L. 322-10, L. 322-12, L. 337-3, L. 432-4, L. 432-8, L. 432-9, L. 444-5 du code de l'énergie, art. L. 115-3, du code de l'action sociale et des familles, art. 1519 HA du code général des impôts, art. 7 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 121-87 et L. 121-92-1 du code de la consommation - Chèque énergie) (p. 7740). - **Article 60 bis A (supprimé)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Distribution d'eau pour les personnes éprouvant des difficultés) (p. 7742). (p. 7744, 7745). - **Article 63 quinquies A (suppression maintenue)** (Zones non interconnectées de moins de 2 000 clients) (p. 7748, 7749). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (Extension à Wallis-et-Futuna du service public de l'électricité et habilitation à légiférer par ordonnances) (p. 7751). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7756).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le format de la COP 21 (conférence de Paris sur le climat)** - (17 novembre 2015) (p. 10970).

SAPIN (Michel)
ministre des finances et des comptes
publics

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit [n° 291 (2014-2015)] (11 février 2015) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant et complétant l'ordonnance n° 2015-401 du 9 avril 2015 relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales [n° 670 (2014-2015)] (2 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-859 du 15 juillet 2015 relative aux missions, aux règles de fonctionnement et aux pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Autorité des marchés financiers dans certaines collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie [n° 676 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recours à la titrisation par la Banque centrale européenne** - (29 janvier 2015) (p. 1039, 1040).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et financière de l'Europe envers la Grèce** - (29 janvier 2015) (p. 1040, 1041).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le changement de gouvernement en Grèce et ses conséquences sur le pacte budgétaire européen** - (29 janvier 2015) (p. 1041, 1042).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion fiscale** - (12 février 2015) (p. 1516).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (12 février 2015) (p. 1518, 1519).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délai de deux ans accordé par la Commission européenne pour la réduction du déficit public** - (19 mars 2015) (p. 2813, 2814).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les caisses de crédit municipal** - (2 juillet 2015) (p. 7222, 7223).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Grèce** - (2 juillet 2015) (p. 7223, 7224). (p. 7226, 7227).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2016** - (1er octobre 2015) (p. 9060, 9061).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du gouverneur de la Banque de France** - (1er octobre 2015) (p. 9062, 9063).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances** - (15 octobre 2015) (p. 9662).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11070, 11073). (p. 11109, 11110).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de stabilité** - (26 novembre 2015) (p. 11703).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de lutte contre le financement du terrorisme** - (26 novembre 2015) (p. 11704).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11783, 11784).

Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (27 novembre 2015) - **État D** (p. 11786).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (27 novembre 2015) (p. 11789, 11790).

Remboursements et dégrèvements

- (27 novembre 2015) (p. 11793). - **État B** (p. 11794).

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2015) - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12389). (p. 12390, 12391). (p. 12392). (p. 12392, 12393). - **Article 34 bis (nouveau) (priorité)** (art. 1er [nouveau] du code général des impôts, art. L. 253 du livre des procédures fiscales, art. L. 843-7 [nouveau], art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale, et art. 1665 bis [nouveau] du code général des impôts - Imposition des revenus des personnes physiques et création d'une réduction dégressive de CSG) (p. 12395).

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP, puis Les Républicains

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 346 (2014-2015)] (17 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Commission mixte paritaire* [n° 347 (2014-2015)] - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2762, 2763).

- Rapporteur - **Article 8** (p. 2779).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi donnant un statut d'association agréée à la confédération française des retraités [n° 282 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une tolérance zéro en matière de fraude dans les transports [n° 532 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Aménagement du territoire - Police et sécurité - Transports**.

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et à l'emploi - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Loi de finances pour 2016 – Mission « Egalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 175). (p. 177, 178). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 188). (p. 190). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 202). (p. 205, 206). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 5312-11, L. 6121-4, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Régionalisation des politiques de l'emploi et attribution aux régions d'une compétence de coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 209). (p. 216, 217).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 397).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) (p. 442). (p. 448).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 540).

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 919, 920).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (28 janvier 2015) - **Article 2 (Texte non**

modifié par la commission) (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Missions des observatoires de la protection de l'enfance au regard de l'obligation légale de formation des professionnels) (p. 949). - **Article 5** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Contenu du projet pour l'enfant) (p. 958).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1182, 1183).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2206, 2208).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2672). (p. 2675). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2681, 2682).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 4** (*Gares routières de voyageurs*) (p. 3330). - **Article 4 bis (supprimé)** (*Différenciation des tarifs de péage autoroutier en faveur des véhicules sobres ou utilisés en covoiturage*) (p. 3331).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3927).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (19 mai 2015) - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 5060).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5311). (p. 5317).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5368, 5369). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5392). - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5410). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5433). (p. 5435).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5455, 5456). - **Demande de priorité** (p. 5470). (p. 5470, 5471). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5490). (p. 5493). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5496). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5524).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Drogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5615). - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5620). - **Article 22 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 213-12 du code de l'environnement, art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 5627). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5636, 5637). - **Article 24** (art. L. 1111-10, L. 3211-1, L. 3232-1-1, L. 3232-1-2 [nouveau] et L. 3233-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences départementales en matière de solidarités territoriales) (p. 5652). (p. 5653, 5654). (p. 5654). (p. 5655). (p. 5655). (p. 5657). - **Article 24 bis AA** (art. L. 2215-8 du code général des collectivités territoriales - Missions des laboratoires départementaux) (p. 5658). (p. 5659). - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5662). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2 et L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 5672). (p. 5672, 5673). (p. 5673).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Article 2** (art. 12 et 18 de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux logements vendus en l'état futur d'achèvement) (p. 5886, 5887). - **Article 6 (nouveau)** (art. 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Élaboration des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics) (p. 5904). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5906).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6340).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6395). (p. 6403). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6412).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Question préalable** (p. 6563).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reconnaître les pathologies psychiques comme maladies d'origine professionnelle) (p. 6808, 6809).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6834). (p. 6839, 6840). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6846).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7860, 7861).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11487).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11597, 11598). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11617, 11618).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 11696).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12037).

Travail et emploi

- (2 décembre 2015) - **État B** (p. 12157).

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement (10 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France le 19 mars 2015.

Membre titulaire du Conseil national du sport le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 489 (2014-2015)] visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 70 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Sports**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Ratification d'ordonnances relatives à l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Rémy Pflimlin, président de France Télévisions.

Table ronde sur l'avenir de France Télévisions.

Réunion du jeudi 19 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain Finkelkraut, philosophe et essayiste, membre de l'Académie française.

Audition de M. Jérôme Léonnet, directeur central adjoint de la sécurité publique, chef du service central du renseignement territorial à la direction centrale de la sécurité publique du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Communication sur le texte et le rapport adoptés par la commission spéciale.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Audition de M. Marc Schwartz, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Candidature française à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 - Audition de M. Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), Mme Emmanuelle Assmann, présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF) et M. Tony Estanguet, membre du Comité international olympique (CIO).

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ).

Audition de Mme Laurence Loeffel, inspectrice générale de l'éducation nationale, professeure des universités, membre de l'observatoire de la laïcité, co-auteur du rapport « Morale laïque - Pour un enseignement laïque de la morale » (avril 2013).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition des représentants de l'intersyndicale de Radio France.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège avec les représentants des associations des parents d'élèves - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Christine Guimonet, professeur certifié hors-classe d'histoire-géographie, secrétaire générale adjointe de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du collège - Table ronde avec les représentants des syndicats de direction et d'inspection.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la situation des sportifs de haut niveau.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et sécuriser leur situation juridique et sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2015-2019 entre l'État et Radio France - Audition de M. Mathieu Gallet, président directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Patrice Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, sur le projet de loi de finances pour 2016.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Garantir le droit d'accès à la restauration scolaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des travailleurs saisonniers dans notre pays** - (27 janvier 2015) (p. 924).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 989, 990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pilotes français emprisonnés en République dominicaine** - (12 février 2015) (p. 1517).

- **Question orale sans débat sur les vacataires de l'enseignement supérieur** - (7 avril 2015) (p. 3109). (p. 3110).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28 (suite)** (p. 3802, 3803). (p. 3803). (p. 3804).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4774, 4777).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5083). (p. 5085).

- **Question orale sans débat sur les communes nouvelles et le classement touristique** - (13 octobre 2015) (p. 9474). (p. 9475).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9727, 9729).

- Rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-15 et L. 221-2 du code du sport - *Les projets de performance fédérale des fédérations délégataires*) (p. 9738). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9739). - **Article 3** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code du sport - *Convention entre le sportif et la fédération*) (p. 9739). (p. 9740). - **Article 4** (art. L. 221-8 [nouveau] du code du sport - *Conventions d'insertion professionnelle*) (p. 9740). (p. 9741). - **Article 4 bis** (art. L. 331-6 et L. 611-4 du code de l'éducation, art. L.221-9 et L. 221-10 du code du sport - *Accès des sportifs ayant une pratique sportive d'excellence et d'accès au haut niveau aux établissements d'enseignement supérieur du second degré et du supérieur*) (p. 9742). (p. 9742). (p. 9743). (p. 9743). (p. 9743). - **Article 5** (art. L. 221-11 du code du sport - *Droits et obligations des sportifs de haut niveau*) (p. 9744). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9744). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-14 [nouveau] du code du sport - *Suivi socioprofessionnel des sportifs de haut niveau par les fédérations délégataires*) (p. 9745). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 9745). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - *Couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles des sportifs de haut niveau*) (p. 9746). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-13-1 [nouveau] du code du sport -

Prorogation des droits des sportives de haut niveau en cas de maternité) (p. 9747). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 9748). - **Article 9** (art. L. 222-2 à 222-2-2, L. 222-2-3 à L.222-2-8 [nouveaux] du code du sport - *Recours au contrat de travail à durée déterminée dans le secteur du sport professionnel*) (p. 9751). (p. 9752). (p. 9752). (p. 9753). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2-9 [nouveau] du code du sport - *Suivi socioprofessionnel des sportifs professionnels*) (p. 9753, 9754). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6324-1 du code du sport - *Période de professionnalisation des sportifs professionnels*) (p. 9754). - **Article 12** (art. L. 222-3 du code du sport - *Sécurisation juridique des opérations de mutation temporaire des sportifs et entraîneurs professionnels salariés*) (p. 9755). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 9755). - **Article additionnel après l'article 15 A** (p. 9757). - **Article 15 B (nouveau)** (art. L. 333-1-4 [nouveau] du code du sport - *Extension des pouvoirs de contrôle de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 9757). - **Article additionnel après l'article 15 B** (p. 9758). - **Article 15** (art. L. 221-2, L. 221-4, L. 221-5, L. 212-7, L. 222-4, L. 421-1 du code du sport, art. L. 2323-85 du code du travail, art. L. 351-3 du code de la sécurité sociale - *Coordination et entrée en vigueur différée de certaines dispositions*) (p. 9759). (p. 9759). (p. 9759). (p. 9759).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur la mission « Egalité des territoires et logement »** (p. 12057). - **Article 56** (art. L. 302-9-1, L. 302-9-3, L. 302-9-4, L. 351-3, L. 435-1 [nouveau], L. 452-1-1 et L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation - *Création et financement du Fonds national des aides à la pierre, FNAP*) (p. 12072).

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2015) - **Débat interactif et spontané sur les crédits de la mission « Enseignement scolaire »** (p. 12179).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2015) (p. 12223, 12225). - **État B** (p. 12235). (p. 12237).

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC, puis Socialiste et républicain

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement le 7 juillet 2015 ; fin de mission le 31 décembre 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

(*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015.

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allongement des congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Suivi des résolutions européennes du Sénat : méga-camions : communication de Mme Fabienne Keller.

Travail - Initiative pour l'emploi des jeunes : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Communication du président sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Climat et énergie : conclusions de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte en vue de la COP21.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Environnement - Réunion conjointe avec les membres français du Parlement européen et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur la politique migratoire de l'Union européenne et sur la préparation de la COP21.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1025, 1027).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2580, 2581). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2620). (p. 2621). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 2624). - **Article 15** (art. 41-1 à 41-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Fonctionnement des résidences-services) (p. 2631). (p. 2631). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. L. 631-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 7232-1-2 du code du travail - Résidences-seniors) (p. 2633). - **Article 19** (art. L. 113-1, L. 113-1-1 [nouveau] et L. 113-1-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droit des personnes âgées en perte d'autonomie à un accompagnement et à une information adaptés) (p. 2642).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 decies** (p. 3758). (p. 3759).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6549, 6551). - **Question préalable** (p. 6563). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6566, 6567). (p. 6575, 6576). (p. 6581). (p. 6583). (p. 6584). (p. 6587). (p. 6587). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6590).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2141-13 [nouveau] du code du travail - Demande de rapport sur les salariés des TPE non couverts par une convention collective) (p. 6670). (p. 6671). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 6674). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 225-27-1 et L. 225-30-2 du code de commerce - Formation des administrateurs salariés) (p. 6679, 6680). - **Article 7 bis** (art. L. 225-27-1 et L. 225-79-2 du code de commerce - Renforcement de l'effectivité de la présence de représentants des salariés au conseil d'administration) (p. 6681). (p. 6681). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du

code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6694, 6695). (p. 6704). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6712).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7005, 7006).

- **Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7918, 7919).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8165).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8270). (p. 8273). - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8282). - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287). - **Article 5 quinquies D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle) (p. 8291, 8292). (p. 8292). (p. 8293). - **Article 5 quinquies E** (Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage) (p. 8297).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5 duovicies** (p. 8345). (p. 8345).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8415).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8822).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9528, 9529).

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Premier vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les drones et la sécurité des installations nucléaires [n° 267 (2014-2015)] (29 janvier 2015) - **Défense - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises [n° 271 tome 1 (2014-2015)] (2 février 2015) - **Entreprises - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises [n° 271 tome 2 (2014-2015)] (2 février 2015) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés [n° 294 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'évaluation, prévue par l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique, des conditions du débat public relatif à la fin de vie [n° 326 (2014-2015)] (5 mars 2015) - **Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : construire une société nouvelle, améliorer notre compétitivité grâce à la recherche environnementale [n° 333 (2014-2015)] (11 mars 2015) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les médicaments biosimilaires [n° 439 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 423 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse [n° 550 (2014-2015)] (24 juin 2015) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 544 (2014-2015)] relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre [n° 598 (2014-2015)] (7 juillet 2015) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La filière semencière française : état des lieux et perspectives [n° 612 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le contrôle des équipements sous pression nucléaires : le cas de la cuve du réacteur EPR [n° 613 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La place du traitement massif des données (big data) dans l'agriculture : situation et perspectives [n° 614 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux associations syndicales autorisées (ASA) [n° 708 (2014-2015)] (29 septembre 2015) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Innovation et changement climatique : l'apport de l'évaluation scientifique et technologique [n° 147 (2015-2016)] (9 novembre 2015) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Écologie, développement et mobilité durables : énergie [n° 165 tome 2 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La politique spatiale européenne [n° 192 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, sur le risque numérique.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'activité du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) par son président, M. Didier Houssin.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine, et du docteur Karim Laouabdia, directeur général adjoint chargé de la politique médicale et scientifique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Christine Noiville, présidente du Haut conseil des biotechnologies (HCB), de M. Jean-Christophe Pagès, président du comité scientifique du HCB, et de M. Claude Gilbert, président du comité économique, éthique et social du HCB.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La filière semencière française : état des lieux et perspectives » du 22 janvier 2015 par Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Paul Giacobbi, président de l'Agence des aires maritimes protégées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) : « Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises ».

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Stratégie européenne du numérique globale, offensive et ambitieuse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Utilisation de la bande ultra haute fréquence - Audition de M. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auteur d'un rapport à la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Yché, président du directoire de la Société nationale immobilière.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Israël, président-directeur général d'Arianespace.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Économie » et « Participations financières de l'État » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

(office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Audition de M. Bernard Meunier, président de l'Académie des sciences.

Nomination de rapporteurs.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La politique spatiale européenne » du 7 juillet 2015 de Mme Catherine Procaccia et M. Bruno Sido, sénateurs.

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « La stratégie pour la biomasse en France : un pas vers la bioéconomie » du 25 juin 2015 par M. Roland Courteau, sénateur.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (commission des affaires économiques) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (commission des affaires économiques) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (commission des affaires économiques) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (commission des affaires économiques) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 83). (p. 84). (p. 85).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 170). (p. 178). - **Article 3** (art. L. 1111-9, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Clarification et rationalisation des régimes d'aides aux entreprises par les collectivités territoriales au profit des régions et attribution aux régions d'une responsabilité de soutien des pôles de compétitivité) (p. 188, 189). (p. 192, 193). (p. 193, 194). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 207, 208).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des

départements vers les régions) (p. 367, 368). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 403).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 457).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 532).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 255 (2014-2015)]** - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1151).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (16 février 2015) - **Article 19** (art. L. 110-1 et L. 110-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Objectifs de transition vers une économie circulaire et objectifs de prévention et valorisation des déchets) (p. 1754). - **Article 19 bis** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Suppression des sacs de caisse en matière plastique à usage unique) (p. 1768).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-17 et L. 125-20, L. 125-16-1 et L. 125-25-1 [nouveaux] et L. 592-31 du code de l'environnement - Information et transparence en matière nucléaire) (p. 1907, 1908). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 1913, 1914). (p. 1917). - **Article 33** (art. L. 593-24 du code de l'environnement - Habilitation à renforcer par ordonnance les pouvoirs de l'Autorité de sûreté nucléaire et à transposer des directives européennes) (p. 1919). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 1925).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2016, 2017). (p. 2022).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2209, 2211).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire) (p. 2383).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3206).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 23 septies** (p. 3707). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 3718).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3824, 3825). - **Article 33 bis** (art. L. 111-5-1-1 et L. 111-5-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Équipement en fibre optique des maisons individuelles et des lotissements neufs) (p. 3829). (p. 3830). - **Article 33 quinquies** (art. L. 34-8-1-1 [nouveau], L. 33-1 et L. 36-8 du code des postes et communications électroniques - Mise en œuvre de l'itinérance métropolitaine) (p. 3836). (p. 3836). (p. 3837). - **Article 33 septies C** (Publication par l'ARCEP de lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux infrastructures et réseaux à très haut débit) (p. 3841). (p. 3842). (p. 3845). - **Articles additionnels après l'article 33 septies C** (p. 3847). (p. 3847). (p. 3848). (p. 3851).

- **Question orale sans débat sur la place de l'éducation nationale dans le système de formation par apprentissage** - (12 mai 2015) (p. 4813). (p. 4813, 4814).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5301, 5302). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5331). (p. 5335, 5336).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5353). (p. 5357). (p. 5374). (p. 5374). (p. 5375). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5391). (p. 5392). (p. 5393). (p. 5393). (p. 5394). (p. 5394). (p. 5395). (p. 5396). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5414). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5433). (p. 5433). (p. 5437).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5459). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5493). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5496). - **Article 9** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 111-1 du code de la voirie routière - Financement par la région des voies et axes routiers d'intérêt régional) (p. 5504).

- **Débat sur le thème : « L'avancée des négociations du traité transatlantique »** - (10 juin 2015) (p. 6214, 6215).

- **Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la**

télévision numérique terrestre [n° 606 (2014-2015)] - (22 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8061, 8063). - **Article 7** (art. 96, 96-2, 97, 97-1 et 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Abrogation de dispositions obsolètes) (p. 8081). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 41-2 du code des postes et des communications électroniques - Prise en charge du coût des réaménagements de fréquences par les opérateurs de communications électroniques) (p. 8085). (p. 8085). (p. 8086). (p. 8087).

- **Question orale sans débat sur le contournement de Langres** - (27 octobre 2015) (p. 9935). (p. 9935, 9936).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 10037). (p. 10038). (p. 10038). (p. 10038). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements) (p. 10040). (p. 10041).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12004).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 2** (Négociations agricoles annuelles) (p. 12653). (p. 12654, 12655). - **Article 3** (art. L. 112-13 du code de la consommation - Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 12661). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 12664).

SOILIHI (Abdourahmane)
sénateur (Mayotte)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

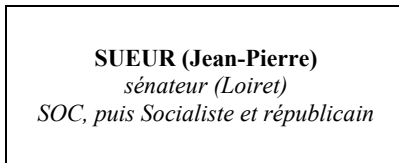
Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (29 mai 2015) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 28 bis (suppression maintenue)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de culture, de sport et de tourisme) (p. 5685).

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6911, 6912). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6931). (p. 6932).



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe jusqu'au 1er avril 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à (30 janvier 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 31** (p. 9383, 9384). (p. 9384).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11608). (p. 11608). (p. 11608).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe - Filières « djihadistes » : pour une réponse globale et sans faiblesse [n° 388 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 120 (2014-2015)] simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 435 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : « Le silence de l'administration vaut acceptation » : rapport d'évaluation de la loi du 12 novembre 2013 [n° 629 (2014-2015)] (15 juillet 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Pouvoirs publics [n° 170 tome 13 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 284 (2015-2016)] (23 décembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Georges-Eric Touchard, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de M. Jean Danet, candidat proposé par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Jacqueline de Guillenchmidt, candidate proposée par le président du Sénat pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de Mme Soraya Amrani Mekki, candidate proposée par le président de la République pour siéger au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jouvenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des lois*) : Parrainage civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Communication du président sur l'application des lois au 31 mars 2014.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au renseignement.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des lois*) : Organismes extraparlamentaires - Désignations.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Examen du rapport d'information sur le bilan d'application de la loi.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements.

Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen des amendements au texte de la commission.

Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Commission mixte paritaire sur les mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Désignation des candidats.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission relative à la sécurité dans les gares - Nomination d'un co-rapporteur.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Nomination d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Sabine Faivre, présidente de la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (15 janvier 2015) - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 127). (p. 135, 136).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et**

des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)] - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 648, 649).

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2015) (p. 1035).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2304, 2305).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2767, 2768). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2780, 2781).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des devis-modèles en matière funéraire** - (24 mars 2015) (p. 2861). (p. 2862).

- **Rappel au règlement** - (16 avril 2015) (p. 3908).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3921).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4863, 4864).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5140, 5141).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 5151). (p. 5152). (p. 5152). (p. 5152, 5153).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article 12 bis** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématoriums) (p. 5517). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5524, 5525).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5865, 5866).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5917). (p. 5918). (p. 5919). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5926). (p. 5929). (p. 5933). (p. 5936). (p. 5941). (p. 5942). (p. 5946). (p. 5947). (p. 5947). (p. 5948). (p. 5951, 5952). (p. 5952). (p. 5953). - **Article 2 (priorité)** (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5966). (p. 5973). (p. 5974). (p. 5974). (p. 5981, 5982). (p. 5990).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) - **Article 3 (priorité)** (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code

de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6019). - **Article 1er** (Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6032). (p. 6032). (p. 6032, 6033). (p. 6033). (p. 6046). (p. 6046). (p. 6047). (p. 6048). (p. 6050). (p. 6053, 6054). (p. 6054). (p. 6055). (p. 6055). (p. 6061). (p. 6061). (p. 6062). (p. 6062, 6063). (p. 6063). (p. 6063). (p. 6064). (p. 6067). (p. 6067). (p. 6068). (p. 6068). (p. 6068). (p. 6071). (p. 6072). (p. 6073). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6086). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6099). (p. 6100). (p. 6100).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6149, 6150).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6476).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6499).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6512, 6513).

- **Projet de loi relatif au renseignement - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6640, 6642).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6984, 6985).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Article unique** (p. 7723).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7793, 7794).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8101, 8102). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8107).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé) (p. 8938).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 du code

de la santé publique - Transfert des biens, droits et obligations des unions régionales des professionnels de santé et suppression des fédérations régionales) (p. 9107).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 4** (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9254). - **Article 5** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9262). - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9295).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2015) - **Article 5** (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - **Projet pour l'enfant**) (p. 9536, 9537). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546, 9547). - **Article 22** (art. 222-31-1, 222-31-2, 222-27-2-1 [nouveau] et L. 227-27-3 du code pénal - Introduction de la notion d'inceste dans le code pénal) (p. 9558).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9709).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9863, 9864). - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Suppression du régime de réutilisation dérogatoire applicable aux informations des établissements, institutions, organismes ou services d'enseignement et de recherche ou culturels) (p. 9869). - **Article 4** (art. 16 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Déconnexion des licences et des redevances) (p. 9876). - **Article 7** (art. 59 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 9877). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9879).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales [n° 98 (2015-2016)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9998).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10247, 10248). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10279). - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10304).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Entrées en vigueur différées) (p. 10329).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)** - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10332, 10333). (p. 10335). (p. 10337). (p. 10338). - **Article 3** (Conciliation préalable à la saisine de la juridiction de proximité ou du tribunal d'instance) (p. 10346). - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10358). (p. 10359). (p. 10362). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10378). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10390, 10391).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10433, 10434).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 10440, 10441).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIe siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 21 (Qualité à agir)** (p. 10451, 10452). (p. 10452, 10453). (p. 10453). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière discrimination) (p. 10472, 10473). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10479). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10484). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10492). (p. 10494). (p. 10495). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10527, 10528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité intérieure et la lutte contre la radicalisation** - (17 novembre 2015) (p. 10971).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11029, 11030).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11058).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** -

(20 novembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11164).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 60 bis** (p. 11651, 11652). (p. 11652, 11653).

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11713).

- **Question orale sans débat sur le devenir des services financiers de La Poste à Orléans-La Source** - (1er décembre 2015) (p. 11975). (p. 11976).

- **Question orale sans débat sur le régime fiscal des monuments historiques** - (1er décembre 2015) (p. 11977, 11978). (p. 11978).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12111).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12308, 12309).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12591, 12592).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 221-7 du code monétaire et financier - Clarification des relations financières de prêts entre le fonds d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12979).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13177, 13178).

SUTOUR (Simon)

sénateur (Gard)

SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Programme de travail de la Commission européenne (COM (2014) 910) [n° 278 (2014-2015)] (5 février 2015) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) (COM (2011) 32) [n° 281 (2014-2015)] (10 février 2015) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)] (18 mars 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 556 (2012-2013)] tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 367 (2014-2015)] (25 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne/Russie : les sanctions et après ? [n° 486 (2014-2015)] (4 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Et maintenant ? La Grèce et l'Union européenne [n° 557 (2014-2015)] (25 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne : Mieux légiférer avec les parlements nationaux [n° 84 (2015-2016)] (15 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition d'accord interinstitutionnel relatif à l'amélioration de la réglementation (COM (2015) 216 final) [n° 85 (2015-2016)] (15 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Concurrence dans le transport aérien : l'indispensable transparence [n° 180 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : la coopération franco-italienne au service de l'Union européenne [n° 205 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Réunion interparlementaire sur les Balkans occidentaux : communication de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Sanita Paviuta-Deslandes, ambassadeur de Lettonie en France.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutura.

Justice et affaires intérieures - Proposition de directive relative à la création d'un *Passenger name record* (PNR européen) - Proposition de résolution européenne de M. Simon Sutura.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

(*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mme Pascale Gruny.

Justice et affaires intérieures - Parquet européen - communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Jacques Hyst.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Environnement - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Biocarburants : communication de M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Lutte contre le terrorisme : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, MM. André Gattolin, Jean-Jacques Hyst, Mme Colette Mélot, MM. Michel Mercier, André Reichardt et Simon Sutura.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutura.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Compte rendu du déplacement à Bruxelles des 23 et 24 mars 2015.

Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission des lois*) : Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination aux fonctions de membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations de l'Union européenne avec la Russie (mise en œuvre des sanctions) : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutura.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Éric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutura.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Sommet de Riga sur le partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier, André Reichardt et Simon Sutura.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec les pays de la Méditerranée - Communication de M. Simon Sutura.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Mieux légiférer - Examen du rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutura.

Justice et affaires intérieures - Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'aide à la Grèce : communication de M. Simon Sutura.

Économie, finances et fiscalité - Séparation des activités bancaires : avis politique de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutura.

Transports - Transparence et concurrence dans le transport aérien : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Éric Bocquet, Claude Kern et Simon Sutura.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Sénat italien : rapport

d'information de MM. Jean Bizet, Michel Billout, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda, MM. Jean-Yves Leconte, Didier Marie, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Claude Requier et Simon Sutura.

Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Louis Nègre.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 12 et 13 février 2015** - (4 février 2015) (p. 1206, 1207).

- **Question orale sans débat sur les ruisseaux couverts de l'ex-bassin minier cévenol** - (17 février 2015) (p. 1822, 1823). (p. 1824).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2404, 2405).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2986, 2987). (p. 2994). (p. 2994).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 2995). (p. 2996). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2997). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2997).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le terrorisme et tendant à l'adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne [n° 350 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3019, 3021).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6303).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9530).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique étrangère et la lutte contre Daech** - (17 novembre 2015) (p. 10972, 10973).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11011, 11012).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (19 novembre 2015) - **Article 22 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 11121, 11123).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13113).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 15 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 165 tome 6 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Présentation par M. Thierry Repentin, président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF), du rapport « La mise en œuvre du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement ».

Réunion du mardi 27 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Éric Brun, chargé de mission.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adoption du bilan annuel de la commission sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Michel Naulot, ancien banquier, ancien membre du collège de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances rectificatives pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)]** - (4 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1180, 1181).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (10 février 2015) - **Organisation de la discussion** (p. 1367, 1368).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquiescive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2508, 2509).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3151, 3152).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-1, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômes professionnels poids-lourds) (p. 3402). (p. 3405). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3431). - **Article 11** (art. L. 464-8 et L. 752-26 du code de commerce - Réforme de la procédure d'injonction structurelle en matière de concurrence dans le domaine du commerce de détail) (p. 3466). (p. 3466).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2015) - **Article 12** (art. L. 441-1 à L. 444-5 [nouveaux], L. 462-1, L. 462-4, L. 464-1, L. 663-2, L. 663-3 et L. 743-13 du code de commerce,

art. L. 113-3 du code de la consommation et art. 1er de la loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels - Réglementation des tarifs des officiers publics ou ministériels et de certaines professions juridiques) (p. 3536, 3537). - **Article 13 bis** (art. L. 462-10 [nouveau] du code de commerce - Liberté encadrée d'installation des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3569). (p. 3569).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3735). - **Article 25 septies** (art. L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances - Amélioration de l'information des consommateurs concernant l'assurance décennale) (p. 3744).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 3800).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 4360). (p. 4360).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 66** (art. L. 721-8 [nouveau] du code de commerce - Instauration de tribunaux de commerce spécialisés compétents pour traiter des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises les plus importantes) (p. 4451).

- **Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 16** (art. 1er-1, 1er-1-1 et 1er-1-2 [nouveaux], 1er-2, 1er-3, 2 et 12 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, art. 56 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Application aux commissaires-priseurs judiciaires du principe de liberté encadrée d'installation - Autorisation d'installation des bureaux secondaires - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7070).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11715, 11716).

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) (p. 11733, 11734).

- **Question orale sans débat sur la dématérialisation des déclarations d'intention d'aliéner** - (1er décembre 2015) (p. 11984, 11985). (p. 11985).

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
SOC, puis Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains qui révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin d'autoriser le bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Élection des conseillers métropolitains de Lyon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Bilan de l'application de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport.

Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 29 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2015 (*commission des lois*) : Réforme du droit d'asile - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Francis Delon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Jacques Hyst, candidat proposé par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 mai 2015) - **Article 93 bis** (*art. L. 5212-7 du code du travail - Prise en compte des stages de découverte dans l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés*) (p. 4635).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4779, 4781).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (*art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs*) (p. 4898). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4907). (p. 4907). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4908).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (18 mai 2015) - **Article 2** (*art. L. 711-2, L. 711-3 à L. 711-5 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de reconnaissance de la qualité de réfugié et perte du statut par application d'une clause de cessation*) (p. 4940). - **Article 7** (*art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides*) (p. 4960). (p. 4962). (p. 4995). - **Article 8** (*art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile*) (p. 5003). (p. 5003). (p. 5004). (p. 5004).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2015) - **Article 14** (*art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile*) (p. 5051). (p. 5053). - **Article 19** (*art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée*) (p. 5079, 5080). (p. 5080, 5081).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6978, 6980). - **Article 3** (*art. 218-1 et 218-2 [nouveaux] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Création d'une commission consultative d'experts et modalités d'inscription sur la liste électorale spéciale pour la consultation*) (p. 6987, 6988). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6988, 6989). (p. 6989). (p. 6989). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6990).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (6 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9222, 9223).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2015) - **Article 1er** (*art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 9249). - **Article 4** (*art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois*) (p. 9257).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 27** (*art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales en cas de non-respect des conditions de l'assignation à résidence*) (p. 9373). - **Article 28 bis A** (*art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude*) (p. 9376). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9387).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 4** (*Ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains*

aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. L. 211-4, L. 771-3, L. 771-3-1 et L. 771-3-3 [nouveau] du code de justice administrative - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 10348).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2015) - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10477, 10478). (p. 10479).

TAUBIRA (Christiane)
garde des sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1345 du 6 novembre 2014 relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique [n° 261 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Logement et urbanisme**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1088 du 26 septembre 2014 complétant l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives [n° 295 (2014-2015)] (18 février 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-45 du 23 janvier 2015 relative à la commission du contentieux du stationnement payant [n° 403 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Transports**.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature [n° 660 (2014-2015)] (31 juillet 2015) - **Justice**.

Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 661 (2014-2015)] (31 juillet 2015) - **Justice**.

Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)] (31 juillet 2015) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 222 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique pénale** - (29 janvier 2015) (p. 1038, 1039).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation dans les prisons** - (5 mars 2015) (p. 2345).

- **Question orale sans débat sur l'obligation d'élection de domicile pour les Français de l'étranger** - (10 mars 2015) (p. 2354).

- **Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 136 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11033, 11034). - **Article unique** (p. 11043).

- **Question orale sans débat sur le renforcement du personnel de la maison de justice et du droit d'Elbeuf** - (10 mars 2015) (p. 2355).

- **Question orale sans débat sur la situation critique du tribunal de Valence** - (10 mars 2015) (p. 2356, 2357).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 1er** (*Titres Ier à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5949, 5951). (p. 5952). (p. 5958).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2015) (p. 6033). (p. 6048). (p. 6049, 6050). (p. 6050). (p. 6051, 6052). (p. 6052, 6053). (p. 6067). (p. 6070). (p. 6072). (p. 6073). (p. 6074). - **Article 3 bis** (art. L. 855-1, L. 855-2, L. 855-3, L. 855-4, L. 854-1-1, L. 855-5 et L. 855-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Protection des agents des services de renseignement*) (p. 6081). - **Article 4** (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - *Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement*) (p. 6086). (p. 6086). (p. 6087, 6088). - **Article 6** (art. L. 871-1, L. 871-2, L. 871-3 et L. 871-4 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Obligations des opérateurs et des prestataires de services de communication électronique*) (p. 6089). (p. 6090). - **Article 8** (*Titre IX du livre VIII, art. L. 895-1, L. 895-2, L. 896-1, L. 896-2, L. 897-1, L. 898-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Application outre-mer du livre VIII du code de la sécurité intérieure*) (p. 6093). (p. 6093). - **Article 9** (art. L. 561-26 et L. 561-29 du code monétaire et financier, art. L. 1631-3 [nouveau] du code des transports) - *Droit d'obtention d'informations du service « traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins » (TRACFIN) auprès des entreprises de transport et des opérateurs de voyage ou de séjour* (p. 6094). - **Article 11 bis** (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) (p. 6099). (p. 6100). (p. 6100, 6101). (p. 6101). (p. 6102). (p. 6102). (p. 6102). (p. 6103). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 6103). - **Article 13** (art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - *Délégation parlementaire au renseignement*) (p. 6105). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6106). - **Article 14** (*Titre IV du livre II, art. L. 285-1, L. 286-1 et L. 287-1, art. L. 855-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. L. 2371-1 du code de la défense, titre VII du livre III de la deuxième partie du code de la défense et art. L. 2431-1, L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 du code de la défense, art. 413-13 du code pénal - Coordinations*) (p. 6107). - **Article 15** (*Application en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna*) (p. 6107). - **Article 16** (*Entrée en vigueur de la loi relative au renseignement*) (p. 6108). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 6108).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des**

techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)] - (4 juin 2015) - **Article unique** (p. 6109, 6110).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6513, 6516).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la permission accordée à un détenu fiché « S »** - (1er octobre 2015) (p. 9066).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police et l'institution judiciaire** - (15 octobre 2015) (p. 9656, 9657).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9695, 9698). - **Article 3** (art. 138 et 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information de l'autorité administrative en cas de condamnation ou de procédure en cours pour une infraction sexuelle commise sur mineur) (p. 9707). (p. 9708).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide juridictionnelle** - (20 octobre 2015) (p. 9710). (p. 9715, 9716).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le système judiciaire** - (20 octobre 2015) (p. 9718, 9719).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [n° 662 (2014-2015)]** - (27 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9949, 9952). - **Question préalable** (p. 9983, 9986). (p. 9988, 9989).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10239, 10242).

- **Projet de loi relatif à l'action de groupe et à l'organisation judiciaire [n° 122 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de l'évasion de deux pilotes de République dominicaine** - (3 novembre 2015) (p. 10258).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)] (suite)** - (3 novembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016)** (p. 10273, 10275). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Création de nouvelles fonctions « hors hiérarchie ») (p. 10276). - **Article 4** (art. 16 et 17 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences de diplôme et de condition physique pour l'accès à l'École nationale de la magistrature) (p. 10277). - **Article 5** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10277, 10278). (p. 10280). (p. 10281). - **Article 6** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Aménagement du stage de six mois des auditeurs de justice en faveur d'une ouverture à leur environnement économique, administratif et judiciaire) (p. 10282). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 10283). (p. 10284, 10285). (p. 10286, 10287). (p. 10288). (p. 10288). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les

nominations aux emplois civils et militaires de l'État - Nomination des procureurs généraux) (p. 10289). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10290, 10291). (p. 10291). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accroissement des avantages de carrière liés, après deux ans, à l'exercice des fonctions de magistrat placé) (p. 10291). (p. 10292). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10292). (p. 10293). - **Article 10** (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Modalités d'évaluation des magistrats) (p. 10294). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 10294). - **Article 14** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination aux fonctions de juge des libertés et de la détention) (p. 10295). (p. 10296, 10297). (p. 10297, 10298). - **Article 16** (art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de rapport d'installation et de bilan d'activité pour les premiers présidents de cour d'appel) (p. 10299). - **Article 20** (art. 72, 72-1 (nouveau), 72-1-1 (nouveau) et 72-1-2 (nouveau) de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure de réintégration des magistrats en détachement ou en congé parental) (p. 10301). (p. 10301). - **Article 21** (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10303). (p. 10304). (p. 10305). (p. 10305). (p. 10305). (p. 10306). (p. 10306). (p. 10306). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10307). (p. 10308). - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10309). (p. 10310). - **Article 25** (art. 44 et 47 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Reconnaissance d'un droit de communication dans la procédure d'avertissement et introduction de délais de prescription dans les procédures pré-disciplinaires et disciplinaires) (p. 10311). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 43, 48 et 59 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des magistrats exerçant des fonctions à l'inspection générale des services judiciaires) (p. 10311). - **Article 26** (art. 50-4 et 50-5 [nouveaux], 63 et 63-1 à 63-3 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Délais des procédures disciplinaires conduites par le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 10312).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2015) - **Article 30** (art. 41-19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Instauration d'une possibilité de renouvellement de droit pour les juges de proximité) (p. 10321). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10321). - **Article 31** (art. 41-25 à 41-31 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nomination de magistrats honoraires en qualité d'assesseurs dans les juridictions) (p. 10323). (p. 10323). (p. 10324). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10324, 10325). - **Article 34** (art. 21, 21-1, 35, 76-1-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Diverses dispositions) (p. 10326). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L.O. 140 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de juge d'un tribunal de commerce) (p. 10326). (p. 10326). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 22 et 23 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordination) (p. 10327). - **Article additionnel après l'article 34 ter** (p. 10327). - **Article 35** (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du

5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Entrées en vigueur différées) (p. 10328). (p. 10328). (p. 10328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10330).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016).** - (4 novembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre I^{er} du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10333, 10334). (p. 10334, 10335). (p. 10335). (p. 10336). (p. 10336, 10337). (p. 10337). (p. 10338). (p. 10339). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10340). (p. 10341). - **Article 2** (art. L. 123-3 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un service d'accès unique du justiciable) (p. 10342). (p. 10343). (p. 10343, 10344). - **Intitulé du titre II** (p. 10344). - **Article 3** (Conciliation préalable à la saisine de la juridiction de proximité ou du tribunal d'instance) (p. 10345). (p. 10346). (p. 10347). - **Article 4** (Ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. L. 211-4, L. 771-3, L. 771-3-1 et L. 771-3-3 [nouveau] du code de justice administrative - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 10348, 10349). - **Article 5** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative) (p. 10349, 10350). (p. 10351). (p. 10351). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10352). - **Article 6** (art. 2044, 2047, 2052, 2053 à 2058 du code civil - Clarification des règles applicables à la transaction) (p. 10352). (p. 10352). - **Article 8** (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 10359). (p. 10359, 10360). (p. 10361). (p. 10361, 10362). (p. 10362). (p. 10362). - **Article 9** (art. L. 211-3 du code de l'organisation judiciaire - Transfert de la réparation des dommages corporels aux tribunaux de grande instance) (p. 10363). - **Article 10** (art. 45, 521, 523 et 529-7 du code de procédure pénale, art. L. 211-1, L. 211-9-1 [nouveau], L. 212-6, L. 221-1, sous-section 4 de la section 1 du chapitre I^{er} du titre II et section 2 du chapitre II du titre II du code de l'organisation judiciaire et art. 1^{er} de la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 - Transfert des audiences du tribunal de police au tribunal de grande instance et régime juridique de certaines contraventions de la cinquième classe) (p. 10364, 10365). (p. 10365, 10366). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10367). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10368, 10369). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 123-4 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 10369, 10371). (p. 10371, 10372). (p. 10373, 10374). - **Article 15** (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10376). (p. 10378, 10379). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10380). (p. 10381, 10382). (p. 10383). (p. 10383, 10384). (p. 10384). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1007 et 1008 du code civil - Simplification des règles successorales applicables au légataire universel désigné par testament olographe ou mystique, en l'absence d'héritiers réservataires) (p. 10385, 10386). (p. 10386). - **Article 17** (art. 461, 462, 515-3, 515-3-1, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des Pacs aux officiers de l'état civil) (p. 10388). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10390). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49 et 53 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 10393). (p. 10394, 10395). (p. 10395). (p. 10395). (p. 10395). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10396). (p. 10397). (p. 10398). - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 10399, 10400). (p. 10401). (p. 10402). (p. 10402).

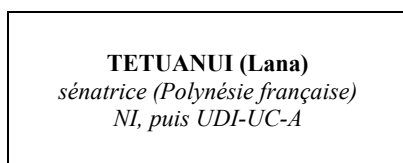
- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 118 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10441, 10442). - **Article 1er (Sanction du bénéficiaire des dons)** (p. 10446).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 20 (texte non modifié par la commission)** (Objet de l'action de groupe) (p. 10447). (p. 10448). (p. 10448). (p. 10449). - **Article 21 (Qualité à agir)** (p. 10450). (p. 10450). (p. 10451). (p. 10452). (p. 10452). (p. 10453). (p. 10454). - **Article 22 (Introduction de l'instance et mise en demeure préalable)** (p. 10455). (p. 10456). (p. 10456). - **Article 24 (Jugement sur la responsabilité et définition du groupe des victimes)** (p. 10457). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Mesures de publicité destinées à faire connaître le jugement aux membres du groupe des victimes) (p. 10458). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10460). - **Division additionnelle avant l'article 32** (p. 10460). - **Article 35 (Suspension de la prescription pendant le cours d'une action de groupe)** (p. 10461). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution au demandeur défaillant) (p. 10462). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10462). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Reprise du socle commun dans le code de justice administrative) (p. 10466). (p. 10467). (p. 10467). (p. 10467). (p. 10468). (p. 10468). (p. 10468). - **Article 44** (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination) (p. 10470). (p. 10471). (p. 10472). (p. 10473, 10474). (p. 10474). (p. 10474, 10475). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10476). (p. 10478, 10479). (p. 10479). (p. 10481). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10483). (p. 10484). - **Division additionnelle avant l'article 45 bis** (p. 10485). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-3 du code de justice administrative - Régime juridique de l'action de groupe « discrimination » contre un employeur public) (p. 10486). (p. 10486). (p. 10487). - **Article 46 (Non application du titre aux actions de groupe déjà existantes - Non application de la nouvelle procédure d'action de groupe aux manquements antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi)** (p. 10488). - **Article 47 A (nouveau)** (art. L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12 et L. 713-17 du code de commerce - Électorat et éligibilité des ressortissants du répertoire des métiers aux fonctions de délégué consulaire et de juge de tribunal de commerce) (p. 10490). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10492). (p. 10493). (p. 10493, 10494). (p. 10495). (p. 10496). (p. 10496). (p. 10496). (p. 10497). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 10498). - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 10498). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-3, L. 811-10, L. 811-12, L. 811-15-1 [nouveau], L. 812-1, L. 812-2, L. 812-8, L. 812-9, L. 814-3, L. 814-9, L. 814-15 et L. 814-16 [nouveaux] et L. 958-1 du code de commerce - Conditions d'exercice, contrôle et discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires) (p. 10500). (p. 10501). - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4, L. 526-1, L. 526-2, L. 526-3, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-9, L. 611-13, L. 611-14, L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 622-24, L. 626-3, L. 626-12, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 631-19, L. 632-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 645-1, L. 645-3, L. 645-8, L. 645-9, L. 645-11, L. 653-1, L. 653-8, L. 661-6, L. 662-7, L. 662-8, L. 663-2, L. 670-6, L. 910-1, L. 916-2 [nouveau], L. 950-1 et L. 956-10

[nouveau] du code de commerce, art. L. 351-6 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 3253-17 du code du travail - Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté) (p. 10505). (p. 10506). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10508). (p. 10509). (p. 10509). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10510). (p. 10510). (p. 10511). (p. 10513, 10514). (p. 10514). - **Article 52** (Habilitations à prendre par ordonnance diverses dispositions relevant du domaine de la loi) (p. 10515). (p. 10516). (p. 10516, 10517). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10518). (p. 10518). (p. 10519). (p. 10519). - **Article 53** (Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 10522). (p. 10522, 10523). (p. 10523). (p. 10524). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 10524). - **Article 54** (Dispositions transitoires) (p. 10526). (p. 10527). (p. 10527). (p. 10527). (p. 10527). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10530, 10531).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide aux victimes des attentats** - (17 novembre 2015) (p. 10974, 10975).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**



Election le 3 mai 2015.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 12 mai 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 4 mai 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mai 2015 (commission des lois) : Accueil d'une nouvelle commissaire.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Désignation d'un nouveau rapporteur sur les questions foncières.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (commission des lois) : Dématérialisation du Journal officiel de la République française - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - Réforme de l'aide juridictionnelle) (p. 11299, 11300). (p. 11301, 10302). (p. 11303, 11304). (p. 11305).

Seconde partie :

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11716, 11719). - **État B** (p. 11720). (p. 11721). (p. 11722).

(délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Groupe de travail sur la situation des outre-mer confrontés au changement climatique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Définition d'un programme de travail complémentaire de la délégation.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (commission des lois) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6909, 6910). - **Article 11** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et groupements de communes de Polynésie française - Titularisation et rémunération des agents contractuels des communes et groupements de communes de la Polynésie française) (p. 6943). (p. 6944). (p. 6944). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Election du maire délégué dans les communes associées en Polynésie française) (p. 6951, 6952). (p. 6952). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6971).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n° 546 (2014-2015)]** - (29 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6990).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9011, 9012).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation budgétaire des collectivités en Polynésie** - (12 novembre 2015) (p. 10696).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2015) (p. 12275, 12276). - **Article 57 quinquies (nouveau)** (art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation

globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016) (p. 12285).

BRAILLARD (Thierry)
secrétaire d'État auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 246 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2238, 2239). (p. 2244).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2987, 2988). (p. 2994). - **Article unique** (p. 2995, 2996). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2997). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2997).

- **Question orale sans débat sur l'encadrement des droits-télé de football au niveau européen et l'équité sportive** - (12 mai 2015) (p. 4799, 4800).

- **Question orale sans débat sur la possibilité d'effectuer un service civique auprès des bailleurs sociaux** - (12 mai 2015) (p. 4800, 4801).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la profession des guides-conférenciers** - (12 mai 2015) (p. 4802).

- **Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale [n° 71 (2015-2016)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9726, 9727). (p. 9736, 9737). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-15 et L. 221-2 du code du sport - Les projets de performance fédérale des fédérations délégataires) (p. 9738). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9739). - **Article 3** (art. L. 221-2-1 [nouveau] du code du sport - Convention entre le sportif et la fédération) (p. 9739). (p. 9740). - **Article 4** (art. L. 221-8 [nouveau] du code du sport - Conventions d'insertion professionnelle) (p. 9741). (p. 9741). - **Article 4 bis** (art. L. 331-6 et L. 611-4 du code de l'éducation, art. L.221-9 et

L. 221-10 du code du sport - Accès des sportifs ayant une pratique sportive d'excellence et d'accession au haut niveau aux établissements d'enseignement supérieur du second degré et du supérieur) (p. 9742). (p. 9742). (p. 9743). (p. 9743). - **Article 5** (art. L. 221-11 du code du sport - Droits et obligations des sportifs de haut niveau) (p. 9744). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9744). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-14 [nouveau] du code du sport - Suivi socioprofessionnel des sportifs de haut niveau par les fédérations délégataires) (p. 9745). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles des sportifs de haut niveau) (p. 9746). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-13-1 [nouveau] du code du sport - Prorogation des droits des sportifs de haut niveau en cas de maternité) (p. 9747). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 9748). - **Article 9** (art. L. 222-2 à 222-2-2, L. 222-2-3 à L.222-2-8 [nouveaux] du code du sport - Recours au contrat de travail à durée déterminée dans le secteur du sport professionnel) (p. 9751). (p. 9752). (p. 9752). (p. 9753). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-2-9 [nouveau] du code du sport - Suivi socioprofessionnel des sportifs professionnels) (p. 9754). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6324-1 du code du sport - Période de professionnalisation des sportifs professionnels) (p. 9754). - **Article 12** (art. L. 222-3 du code du sport - Sécurisation juridique des opérations de mutation temporaire des sportifs et entraîneurs professionnels salariés) (p. 9755). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 9755). - **Article additionnel après l'article 15 A** (p. 9757). - **Article 15 B (nouveau)** (art. L. 333-1-4 [nouveau] du code du sport - Extension des pouvoirs de contrôle de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 9757). - **Article additionnel après l'article 15 B** (p. 9758). - **Article 15** (art. L. 221-2, L. 221-4, L. 221-5, L. 212-7, L. 222-4, L. 421-1 du code du sport, art. L. 2323-85 du code du travail, art. L. 351-3 du code de la sécurité sociale - Coordination et entrée en vigueur différée de certaines dispositions) (p. 9759). (p. 9759). (p. 9759). (p. 9759). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9761).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers [n° 60 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10160, 10161). (p. 10166, 10167).

TOCQUEVILLE (Nelly)
sénatrice (Seine-Maritime)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Bernard Garnier, président, Mme Anne Laborie, secrétaire générale, MM. Guy Bergé, trésorier (président d'Air Lorraine), et Daniel Huot, membre du bureau (président d'Atmo Franche-Comté), d'Atmo France.

Audition de MM. Marc Mortureux, directeur général, Gérard Lasfargues, directeur-général adjoint scientifique, Dominique Gombert, directeur de l'évaluation des risques, de Mme Alima Marie, directrice de l'information, de la communication et du dialogue, et de M. Benoît Vergriette, chef de l'unité risques et

société, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de Mme Nathalie Girouard, chef de la division des performances environnementales et de l'environnement, et de M. Nils-Axel Braathen, administrateur principal, à la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du Conseil économique, social et environnemental, et de MM. Allain Bougrain Dubourg et Marc Blanc, rapporteurs de l'avis « Agir pour la biodiversité ».

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition, sous forme de table ronde, de M. Gilles Lacan, président d'Ecologie sans frontières, de Mme Lorelei Limousin, chargée de mission climat et transports au Réseau action climat, de M. Denis Voisin, coordinateur du lobby d'intérêt général à la fondation Nicolas Hulot et de M. Sébastien Vray, président de Respire.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la Simplification, auprès du Premier ministre, sur les mesures de simplification des normes mises en œuvre par le Gouvernement et sur la réforme des services déconcentrés de l'État.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition commune de M. Luc Barret, directeur général adjoint et médecin-conseil national, de Mme Christelle Gastaldi-Ménager, responsable adjointe du département études sur les pathologies et les patients, de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et de M. Fabrice Henry, président de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (UNOCAM).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget au ministère des finances et des comptes publics.

Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur l'avancement de la préparation du rapport de la délégation « Les collectivités territoriales, actrices de la lutte contre le changement climatique », dans la perspective de sa présentation à l'occasion du congrès des maires 2015.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mesures des émissions des véhicules à moteur diesel - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du lundi 26 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement dans le sud-est de la France, à la suite des inondations - Communication.

Déplacement en Chine - Communication.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi

de finances pour 2016 - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour l'investissement et l'économie** - (9 avril 2015) (p. 3309, 3310).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9889, 9891). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9908).

- **Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11546, 11547).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (2 décembre 2015) (p. 12130, 12131).

TODESCHINI (Jean-Marc)
secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les camps de concentration et le soixante-dixième anniversaire de la libération d'Auschwitz** - (29 janvier 2015) (p. 1036, 1037).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2764, 2765). (p. 2772).

- **Question orale sans débat sur les milliers de dossiers d'anciens combattants en souffrance à la sous-direction des pensions de La Rochelle** - (26 mai 2015) (p. 5251, 5252).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du 31e régiment du génie de Castelsarrasin** - (26 mai 2015) (p. 5252, 5253).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 387 (2014-2015)]** - (4 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6007, 6008). (p. 6015). - **Article unique** (p. 6016).

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi n° 85-528 du 15 mai 1985 sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation** - (23 juin 2015) (p. 6612).

- **Question orale sans débat sur la situation financière de l'ONERA** - (23 juin 2015) (p. 6613).

- **Question orale sans débat sur la sécurité du réseau SNCF en région Provence-Alpes-Côte d'azur** - (23 juin 2015) (p. 6614).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme ferroviaire sur l'offre de service public de la SNCF dans les gares des Hauts-de-Seine** - (23 juin 2015) (p. 6615).

- **Question orale avec débat sur la fermeture du site de collecte de sang d'Epernay** - (27 octobre 2015) (p. 9923, 9924).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la tuberculose en Seine-Saint-Denis** - (27 octobre 2015) (p. 9924, 9925).

- **Question orale sans débat sur la démolition de la prison de Draguignan** - (27 octobre 2015) (p. 9925).

- **Question orale sans débat sur le calendrier de livraison du programme Scorpion** - (27 octobre 2015) (p. 9926, 9927).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement relatif à l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (25 novembre 2015) (p. 11640, 11642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coalition diplomatique pour la Syrie** - (26 novembre 2015) (p. 11698, 11699).

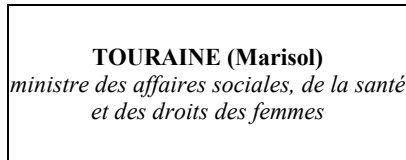
- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12295, 12298). - **État B** (p. 12299, 12300). (p. 12301). - **Article 51** (Création d'une allocation de reconnaissance des conjoints et ex-conjoints survivants d'anciens supplétifs) (p. 12302). - **Article 51 bis (nouveau)** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur le bilan du

remplacement de l'aide différentielle aux conjoints survivants par l'aide complémentaire aux conjoints survivants et les possibilités de garantir aux veuves d'anciens combattants un revenu stable) (p. 12303). (p. 12303).



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap [n° 276 (2014-2015)] (4 février 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-897 du 23 juillet 2015 relative au régime d'assurance vieillesse applicable à Mayotte [n° 720 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mutuelles étudiantes - LMDE** - (12 février 2015) (p. 1511, 1512).

- **Questions cibles thématiques sur la situation de la médecine libérale** - (19 février 2015) (p. 2103). (p. 2103, 2104). (p. 2104). (p. 2105). (p. 2105, 2106). (p. 2106, 2107). (p. 2107). (p. 2108). (p. 2109).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2297, 2300).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique vaccinale** - (16 avril 2015) (p. 3905, 3906).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime social des indépendants** - (21 mai 2015) (p. 5211).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6308, 6310). - **Article 1er** (art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie) (p. 6334). (p. 6338). (p. 6339, 6340). (p. 6340). (p. 6341). (p. 6342). (p. 6344). (p. 6345). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6349). (p. 6349). - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 6352). (p. 6355, 6356). (p. 6356). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6362).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6386). (p. 6394). (p. 6394). (p. 6402). (p. 6402). (p. 6404).

(p. 6405). - **Article 4** (art. L. 1110-5-3 nouveau du code de la santé publique - Droit aux traitements antalgiques et sédatifs en cas de souffrance réfractaire) (p. 6405). (p. 6406). - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 1110-10-1 nouveau du code de la santé publique - Présentation par les ARS d'un rapport annuel sur les soins palliatifs) (p. 6406, 6407). - **Article 5** (art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement) (p. 6408). (p. 6408). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 6410). (p. 6411). (p. 6412). (p. 6413, 6414). (p. 6414). (p. 6423). (p. 6425). (p. 6427). (p. 6428, 6429). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 6430). (p. 6431). (p. 6432). (p. 6432). (p. 6434). - **Article 10** (art. L. 1111-12 du code de la santé publique - Hiérarchie des modes d'expression de la volonté du patient hors d'état de l'exprimer) (p. 6435). (p. 6435). - **Article 11** (art. L. 1110-5-1 nouveau, L. 1111-13, L. 1541-2 et L. 1541-3 du code de la santé publique - Coordination) (p. 6436). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6436). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 6437). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6438, 6439). - **Article 14 (supprimé)** (Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs) (p. 6440).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital** - (18 juin 2015) (p. 6483).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des médecins** - (18 juin 2015) (p. 6485, 6486).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6541, 6542).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6635, 6636).

- **Eloge funèbre de Jean Germain, sénateur d'Indre-et-Loire** - (7 juillet 2015) (p. 7261, 7262).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8126, 8128). (p. 8147, 8148). - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8151, 8152). (p. 8156). (p. 8157). (p. 8157). (p. 8159). (p. 8161). (p. 8161). (p. 8163). (p. 8164). (p. 8164). (p. 8165). (p. 8167). (p. 8168). (p. 8168). (p. 8169). (p. 8169). (p. 8169). (p. 8170). (p. 8170). (p. 8171). (p. 8171). (p. 8172). (p. 8172). (p. 8172). (p. 8173). - **Article 1er bis** (art. L. 1411-10 [nouveau] du code de la santé publique - Prise en compte des spécificités des outre-mer dans la stratégie nationale de santé) (p. 8174). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 8175, 8176). - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 8176). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8178). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 121-4-1 et L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé en milieu scolaire) (p. 8179). (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8181). (p. 8182). (p. 8182). (p. 8183). (p. 8184). (p. 8185). (p. 8185). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 831-1 du code de

l'éducation - Contribution des services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé à l'accès aux soins de premier recours) (p. 8186).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Article 2 bis B (supprimé)** (art. L. 5314-2 du code du travail - Reconnaissance du rôle de prévention, d'éducation et d'orientation des missions locales en matière de santé) (p. 8210). - **Article 2 bis** (art. L. 1111-5 et L. 1111-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Extension de la dérogation à l'obligation de recueil du consentement parental pour les actes de prévention et de soins réalisés par les sages-femmes et les infirmiers) (p. 8211, 8212). (p. 8212). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 8213). - **Article 3 bis (supprimé)** (art. 5134-1 du code de la santé publique - Droit à l'information sur les méthodes contraceptives et liberté de choix parmi ces méthodes) (p. 8214). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 8216). (p. 8216, 8217). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8218). (p. 8219). (p. 8220). (p. 8220). - **Article 4** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8239). (p. 8239, 8240). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8241). (p. 8241). (p. 8242). (p. 8244, 8245). (p. 8246). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8262, 8263). (p. 8264). (p. 8265). (p. 8266, 8267). (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8270). (p. 8271). (p. 8271). (p. 8272). (p. 8273). (p. 8273). (p. 8274). (p. 8275). (p. 8276). (p. 8277). (p. 8277). (p. 8278). (p. 8279). - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8280). (p. 8280). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8282). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre le surpoids) (p. 8282). - **Article 5 quater** (art. L. 3232-9 [nouveau] du code de la santé publique - Prévention de l'anorexie mentale) (p. 8284). (p. 8284). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 8285, 8285). - **Article 5 quinquies A (supprimé)** (art. 223-2-1 [nouveau] du code pénal et art. L. 3232-11 du code de la santé publique - Création d'un délit pénal d'incitation à la maigreur excessive) (p. 8287). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8287). - **Article 5 quinquies D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle) (p. 8293). - **Article 5 quinquies E** (Encadrement de la mise à disposition des appareils de bronzage) (p. 8296).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Chapitre Ier bis** (p. 8308, 8309). - **Article 5 quinquies** (art. L. 3511-2 et L. 3511-2-3 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des arômes et des additifs dans les cigarettes et le tabac à rouler) (p. 8310). - **Article 5 sexies A (supprimé)** (art. L. 3511-2-5 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction des cigarettes à capsules à la date de promulgation de la loi) (p. 8312, 8313). - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8315). (p. 8315, 8316). (p. 8318). (p. 8319). - **Article additionnel après l'article 5 sexies** (p. 8321, 8322). - **Article 5 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3511-2-1 du code de la santé publique - Preuve de la majorité pour l'achat de tabac) (p. 8323). - **Article 5 octies (supprimé)** (art. L. 3511-3 et L. 3512-2 du code de la santé publique - Interdiction pour les fabricants et distributeurs de

tabac de faire du mécénat dans le domaine de la santé) (p. 8324). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8325). (p. 8325). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8327, 8328). (p. 8330, 8331). - **Article 5 sexdecies** (art. L. 3512-4 du code de la santé publique - Habilitation des polices municipales à contrôler les infractions relatives au tabac) (p. 8336). (p. 8336). - **Article additionnel après l'article 5 sexdecies** (p. 8337). - **Article 5 septdecies (supprimé)** (art. 414 du code des douanes - Renforcement des sanctions infligées en cas de contrebande de tabac) (p. 8337). - **Article 5 octodecies (supprimé)** (art. 569 du code général des impôts - Contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits du tabac) (p. 8338). - **Article additionnel après l'article 5 octodecies** (p. 8339). - **Articles additionnels après l'article 5 novodecies** (p. 8339). - **Article 5 vicies (supprimé)** (art. 575 E ter [nouveau] du code général des impôts - Assujettissement des fournisseurs et des fabricants de tabac à une contribution sur le chiffre d'affaires) (p. 3840). - **Article 5 unvicies (supprimé)** (art. 1810 du code général des impôts - Renforcement de la sanction prévue en cas de détention frauduleuse de tabac) (p. 3841). - **Article 5 duovicies (supprimé)** (Rapport sur les effets du paquet neutre) (p. 3841, 3842). - **Articles additionnels après l'article 5 duovicies** (p. 3842). (p. 3842). (p. 8343). (p. 8344). (p. 8344). (p. 8345). (p. 8345, 8346). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8347). (p. 8349).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 1221-5 et L. 1271-2 du code de la santé publique - Suppression de la contre-indication permanente au don du sang applicable aux personnes majeures protégées) (p. 8398). - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8400, 8401). (p. 8401, 8402). (p. 8402, 8403). (p. 8403). (p. 8403, 8404). (p. 8404). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8405). - **Articles additionnels après l'article 8 bis A** (p. 8407). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8411, 8412). (p. 8417). (p. 8418). (p. 8420). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8436). - **Article 10** (art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 222-1 du code de l'environnement - Information sur la pollution de l'air) (p. 8437). (p. 8438). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8439). (p. 8440). (p. 8440). (p. 8441). (p. 8442). (p. 8443). (p. 8443). (p. 8444). (p. 8444, 8445). (p. 8445). (p. 8446). (p. 8446, 8447). (p. 8447). (p. 8447, 8448). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8450). (p. 8451). (p. 8452). (p. 8453). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8455, 8456). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8456). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 8458). - **Article 11 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-3-1, L. 1313-5 et L. 1313-6-1 du code de la santé publique - Compétence de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail pour l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides) (p. 8458). - **Articles additionnels après l'article 11 bis B** (p. 8459). (p. 8461). - **Article 11 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-4 et L. 1321-7 du code de la santé publique - Rectification dans les dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine) (p. 8461). - **Article 11 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1337-1 A et L. 1337-11 [nouveaux] du code de la santé publique - Sanctions administratives en cas de non-respect des règles sanitaires relatives aux eaux de baignade) (p. 8462). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1311-7 du code de la santé publique - Plans régionaux santé environnement) (p. 8463). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 8463). (p. 8464). (p. 8464). (p. 8465). -

Articles additionnels après l'article 11 ter (p. 8466). (p. 8466). (p. 8467). - **Article 11 quater A** (art. L. 1338-1 à L. 1338-4 [nouveaux] du code de la santé publique - Lutte contre les espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine) (p. 8468). (p. 8469). (p. 8469). - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8470). (p. 8471). (p. 8472). (p. 8473). (p. 8474). (p. 8474). (p. 8474). - **Demande de priorité** (p. 8475). - **Article 11 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5231-2 du code de la santé publique - Interdiction des jouets ou amusettes comportant du bisphénol A) (p. 8476, 8477). (p. 8477). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 8478). (p. 8478). - **Article 11 quinquies A (supprimé)** (Rapport sur l'application des règlements européens « cosmétiques », « biocides » et « alimentation ») (p. 8479). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies A** (p. 8479). (p. 8480). - **Article 11 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5232-1 du code de la santé publique - Protection de l'audition des utilisateurs d'appareils portables permettant l'écoute de son par l'intermédiaire d'écouteurs ou d'oreillettes) (p. 8481). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 8481). (p. 8482). (p. 8483). (p. 8483). (p. 8484). - **Articles additionnels après l'article 11 sexies** (p. 8484, 8485). (p. 8485). - **Article 12** (art. L. 1411-11-1 [nouveau] du code de la santé publique - Équipes de soins primaires) (p. 8488). (p. 8488). (p. 8489). - **Article 12 bis** (art. L. 1431-2, L. 1434-11 et L. 1434-12 [nouveaux] du code de la santé publique - Communautés professionnelles territoriales de santé) (p. 8490, 8491). (p. 8492). (p. 8493). (p. 8496, 8497). (p. 8497). - **Article 12 ter A (nouveau)** (art. L. 4111-12 et L. 4130-2 [nouveau] du code de la santé publique - Missions des médecins spécialistes) (p. 8498). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8498). (p. 8499). (p. 8500, 8501). (p. 8502).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8526, 8527). (p. 8530). (p. 8532). (p. 8533). - **Article additionnel après l'article 12 quater A** (p. 8534). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur) (p. 8534). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8539). (p. 8540). (p. 8540). (p. 8541). (p. 8541). (p. 8542). (p. 8543). (p. 8544, 8545). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8546). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 8547). (p. 8547). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8548). (p. 8549). - **Article 14** (art. L. 1431-2 et L. 6327-1, L. 6327-2 et L. 6327-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Appui aux professionnels pour la coordination des parcours complexes) (p. 8550). (p. 8551). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8552). - **Article 15** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Numéro national de permanence des soins) (p. 8553). (p. 8554). - **Article 16** (art. L. 541-1 du code de l'éducation ; art. L. 2112-2 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-3, L. 162-5-4 et L. 162-26 du code de la sécurité sociale - Parcours de soins coordonné pour les enfants de moins de 16 ans) (p. 8556). (p. 8556). - **Article 16 bis (supprimé)** (art. L. 6323-1 du code de la santé publique - Autorisation des centres de santé à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie chirurgicale) (p. 8557). (p. 8559). - **Article 17 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2311-5 du code de la santé publique - Élargissement des missions des centres de planification et d'éducation familiale à la prévention des maladies transmises par voie sexuelle) (p. 8560). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8562). (p. 8563). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 8567). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-

4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8575). (p. 8576). (p. 8577). (p. 8577). (p. 8578). - **Demande de réserve** (p. 8578). - **Article 18 bis (supprimé)** (Rapport sur la mise en place de la CMU-C à Mayotte) (p. 8579). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 8581). (p. 8582, 8583). (p. 8583). (p. 8583, 8584). (p. 8584). (p. 8584). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Automaticité du renouvellement de l'aide à la complémentaire santé pour les bénéficiaires de certaines prestations) (p. 8585). - **Article 19** (art. L. 4122-1 du code de la santé publique - Évaluation des pratiques de refus de soins par les ordres professionnels) (p. 8587). (p. 8587). (p. 8589). (p. 8590). (p. 8591). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8592). (p. 8593). (p. 8593). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8595). (p. 8595). - **Article 20 bis (supprimé)** (Information du patient sur l'origine des dispositifs médicaux orthodontiques et prothétiques) (p. 8596). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 8597). (p. 8597). (p. 8598). - **Article 21** (art. L. 1111-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique - Service public d'information en santé) (p. 8599). (p. 8600). (p. 8601). (p. 8601). (p. 8602). - **Article 21 ter** (art. L. 1110-13 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Médiation sanitaire et interprétariat linguistique) (p. 8603). - **Article additionnel après l'article 21 quater** (p. 8604). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de dispositifs d'accompagnement des patients) (p. 8605). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 8606). (p. 8606). - **Article 22 bis (supprimé)** (art. L. 245-8 et L. 245-13 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place du tiers payant par le département pour l'achat des aides techniques en matière de handicap) (p. 8607). - **Article 23 (supprimé)** (art. L. 1111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Information du patient sur les coûts de son hospitalisation) (p. 8607). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Lettres de liaison entre l'hôpital et le médecin traitant) (p. 8608). (p. 8609). - **Article 25** (art. L. 1110-4, L. 1110-4-1 [nouveau], L. 1110-12 [nouveau], L. 1111-7, L. 1111-8, L. 1111-14, L. 1111-15, L. 1111-16, L. 1111-18, L. 1111-19, L. 1111-20, L. 1111-21 et L. 1111-22 du code de la santé publique ; art. L. 161-36-1 A, L. 162-1-14, L. 221-1 et L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale - Refonte du dossier médical personnel en dossier médical partagé) (p. 8612). (p. 8613). (p. 8613). (p. 8613, 8614). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 8614). - **Article 26 A** (mission de l'agence régionale de santé en matière d'accès aux soins dans des délais raisonnables) (p. 8615). - **Article 26** (art. L. 6111-1, L. 6111-1-1 à L. 6111-1-3 et L. 6111-6-1 [nouveaux], L. 6112-1 à L. 6112-4, L. 6112-4-1 et L. 6112-4-2 [nouveaux] et L. 6116-5 du code de la santé publique - Définition du service public hospitalier et des obligations qui lui sont liées) (p. 8619, 8620). (p. 8621). (p. 8623). (p. 8623). (p. 8624). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8624). (p. 8625). (p. 8625). (p. 8626). (p. 8626). - **Article 26 bis A** (art. L. 2371-1 [nouveau] du code de la santé publique - Maisons d'accueil hospitalières) (p. 8627). - **Article 26 bis B (supprimé)** (art. L. 6143-2 du code de la santé publique - Prise en compte de la dimension psychologique lors de l'élaboration du projet d'établissement à l'hôpital) (p. 8628). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 6141-2-1 et L. 6145-16-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du recours à l'emprunt par les établissements publics de santé et leurs groupements) (p. 8630). - **Article 26 ter A (supprimé)** (art. L. 6141-1 du code de la santé publique - Implication des collectivités territoriales dans la gouvernance des établissements publics de santé) (p. 8631). - **Article 26 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6148-7-1 et L. 6148-7-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Recours des établissements publics de santé aux contrats de crédit-bail) (p. 8632). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et

entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8636). (p. 8638). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8640). (p. 8640). (p. 8641). (p. 8641). (p. 8642). (p. 8642). (p. 8642). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 du code de la santé publique - Exploitation commune par un groupement de coopération sanitaire de moyens d'une autorisation d'activité de soins ou d'équipement matériel lourd) (p. 8643). - **Article 27 sexes** (art. L. 6161-3-1 du code de la santé publique - Règles d'organisation financière des établissements de santé privés non-lucratifs antérieurement soumis au régime de la dotation globale) (p. 8645).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721, 8722). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8723). (p. 8723). (p. 8724). (p. 8726). (p. 8727, 8728). (p. 8729). (p. 8730). - **Article 30** (art. L. 4301-1 et L. 4161-1 du code de la santé publique - Création d'un exercice en pratique avancée pour les professions paramédicales) (p. 8733). (p. 8735). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8736). (p. 8737). (p. 8738). - **Article 30 bis A** (art. L. 4312-1 à L. 4312-9 du code de la santé publique - Suppression de l'ordre des infirmiers) (p. 8739). - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4393-8 à L. 4393-15 [nouveaux] et L. 4394-4 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires) (p. 8742). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non-ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744, 8745). (p. 8745). (p. 8746). - **Article additionnel après l'article 30 quater** (p. 8747). - **Article 30 quinquies** (art. L. 4321-1 et L. 4323-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Clarification des dispositions relatives à la profession de masseur-kinésithérapeute) (p. 8748). (p. 8749). - **Articles additionnels après l'article 30 sexes** (p. 8750). (p. 8752). (p. 8752). (p. 8753). (p. 8756). (p. 8756). - **Demande de priorité** (p. 8756). - **Article 31** (art. L. 2212-1 à L. 2212-8, L. 2212-10, L. 2213-2, L. 2222-1, L. 4151-1 et L. 4151-2 du code de la santé publique - Élargissement du champ de compétence des sages-femmes aux IVG médicamenteuses, à l'examen postnatal et aux vaccinations) (p. 8758). (p. 8761, 8762). (p. 8762). (p. 8762). (p. 8763). (p. 8763). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 8764). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 8765). - **Article 32 (suppression maintenue)** (art. L. 5125-1-1 A et L. 5125-1-1 B [nouveau] du code de la santé publique - Compétence des pharmaciens en matière de vaccination) (p. 8766). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8769). (p. 8770). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8772). (p. 8772, 8773). (p. 8776). (p. 8777). (p. 8778). (p. 8778). (p. 8779). (p. 8782). (p. 8782). - **Article 32 quater (nouveau)** (art. L. 4231-4 et L. 4234-10 du code de la santé publique - Composition du Conseil national de l'ordre des pharmaciens) (p. 8783). - **Article 33** (art. L. 3511-10 [nouveau], L. 4151-4 et L. 4311-1 du code de la santé publique - Prescription de substituts nicotiques) (p. 8784). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8784). (p. 8785). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8787). (p. 8788). (p. 8788). (p. 8789). - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6154-2 à L. 6154-5, L. 6154-5-1 [nouveau], L. 6154-6 et L. 6154-7 du code de la santé publique - Encadrement de l'activité libérale des praticiens hospitaliers en établissement public de santé) (p. 8792). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 8792). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 135 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Prolongation d'activité des praticiens hospitaliers au-delà de la limite d'âge) (p. 8793). - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 138 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Report de l'âge maximal d'activité des médecins et des infirmiers au titre du cumul emploi-retraite) (p. 8794).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code

de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8813, 8814). (p. 8817, 8818). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 8819). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8820). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8824). (p. 8826). (p. 8827). - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 5132-10 [nouveau] du code de la santé publique - Lutte contre la résistance aux antibiotiques) (p. 8828). (p. 8829). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 8831, 8832). (p. 8833). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Logiciels d'aide à la prescription médicale et d'aide à la dispensation officinale) (p. 8833). - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8834). (p. 8835). (p. 8835). - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé) (p. 8838). (p. 8838). (p. 8839). (p. 8839, 8840). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8841). (p. 8842). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-1 du code de la santé publique - Aménagement de l'interdiction des tubulures comportant du diphtalate) (p. 8843). (p. 8843). - **Article 37** (art. L. 1121-13-1 [nouveau], L. 2151-5, L. 4211-9-1, L. 4211-9-2 [nouveau] et L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition d'une convention unique de recherche, autorisation de la recherche biomédicale sur des gamètes destinés à constituer un embryon, autorisation d'importation et d'exportation par les établissements de santé des médicaments de thérapie innovante préparés ponctuellement et autorisation pour les établissements de santé de fabriquer des médicaments de thérapie innovante dans le cadre de recherches biomédicales) (p. 8844). (p. 8845). (p. 8845). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8847). (p. 8849). (p. 8849). (p. 8850). - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Organisation par la Haute autorité de santé de consultations avec les entreprises de produits innovants préalablement à l'évaluation par essais cliniques) (p. 8852). (p. 8852). (p. 8853). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 8853). (p. 8854). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8861). (p. 8862). (p. 8863). (p. 8864). (p. 8864). (p. 8865). (p. 8866). (p. 8867). (p. 8868). (p. 8868). (p. 8869). (p. 8870). (p. 8870). (p. 8872). (p. 8873). (p. 8873, 8874). (p. 8877, 8878). (p. 8878). (p. 8878, 8879). (p. 8879). (p. 8879). (p. 8880). (p. 8881). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8881). (p. 8881). (p. 8882). (p. 8882). (p. 8883). (p. 8884). - **Article 39** (art. L. 1431-2, L. 1435-12 [nouveau] et L. 4001-1 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des dispositifs d'alerte sanitaire) (p. 8887). - **Article 39 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1413-14 du code de la santé publique - Extension du champ de déclaration des infections nosocomiales et événements graves liés à des soins) (p. 8887). - **Article 40** (art. L. 182-2-1-1 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1431-2 et L. 1433-1 du code de la santé publique - Plan national de gestion du risque) (p. 8888). - **Article 40 bis (supprimé)** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité et de gestion de la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8889). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-14-4 et L. 162-14-5 [nouveaux], L. 162-14-1-2, L. 162-15 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 1432-2 et L. 4031-2 du code de la santé publique - Principes cadres définis par l'État pour la négociation des conventions nationales) (p. 8890). (p. 8891). (p. 8892). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 8892). (p. 8893). - **Article 41 bis (supprimé)** (Expérimentations spécifiques aux départements d'outre-mer en matière de dépistage, d'organisation des soins et de recherche) (p. 8893, 8994). -

Article additionnel avant l'article 42 (p. 8894). - **Article 42** (*Habilitation à réformer le système d'agences sanitaires par ordonnance*) (p. 8897). (p. 8898). (p. 8898). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8899). (p. 8900). (p. 8900). - **Article additionnel après l'article 42 bis A** (p. 8900, 8901). - **Article 42 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1418-1, L. 5311-1 et L. 5311-2 du code de la santé publique - Transfert du pilotage de la biovigilance de l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé à l'agence de la biomédecine) (p. 8902). - **Article 42 quater** (art. L. 3132-1, L. 3132-3, L. 3133-1, L. 3133-2, L. 3133-3, L. 3133-4, L. 3133-7, L. 3134-1, L. 3134-2 et L. 3134-3 du code de la santé publique - Réserve sanitaire) (p. 8903). (p. 8904). - **Article additionnel après l'article 42 quater** (p. 8904).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 43 A (supprimé)** (art. L. 1110-8 et L. 1111-2 du code de la santé publique - Information du patient sur ses possibilités de prise en charge en ambulatoire ou à domicile) (p. 8929). - **Article additionnel après l'article 43 A** (p. 8930). - **Article 43** (art. L. 1142-22, L. 1222-5, L. 1313-4, L. 1413-8, L. 1417-6, L. 1418-3, L. 3135-2, L. 5322-1 et L. 6113-10-1 du code de la santé publique - Représentation des usagers au sein des agences sanitaires) (p. 8933). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé) (p. 8934, 8935). (p. 8936). (p. 8936). (p. 8936). (p. 8937, 8938). (p. 8938). (p. 8939). (p. 8939). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1451-1 et L. 1451-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale - Rôle des agences sanitaires en matière de liens d'intérêt) (p. 8941). (p. 8942). - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 8943). (p. 8944). (p. 8944). - **Article 43 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Droit d'alerte auprès de la Haute autorité de santé des associations d'usagers du système de santé) (p. 8945). (p. 8945). (p. 8946). - **Articles additionnels après l'article 43 quater** (p. 8947). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé) (p. 8948). (p. 8950). (p. 8951). (p. 8952). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de groupe dans le domaine de la santé) (p. 8957). (p. 8959, 8960). (p. 8960). (p. 8964). (p. 8965). (p. 8966). (p. 8969). (p. 8970). (p. 8970). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 8972). (p. 8973). (p. 8974). (p. 8974). - **Article 45 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-1 et L. 221-3-1-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Maîtrise du risque contentieux par la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8975). - **Article 46** (art. L. 1110-4, L. 1111-5, L. 1111-7 et L. 1111-18 du code de la santé publique - Accès aux informations de santé) (p. 8976). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8978). (p. 8984, 8985). (p. 8986). (p. 8987, 8988). (p. 8988). (p. 8989). - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 8991, 8992).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) (p. 9008). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9048). (p. 9049). (p. 9050). (p. 9052). (p. 9054). (p. 9055). (p. 9056). (p. 9057). (p. 9058). (p. 9058). (p. 9059). (p. 9071). (p. 9072). (p. 9072). (p. 9072). (p. 9073). (p. 9073). (p. 9074). (p. 9075). (p. 9075). (p. 9076). (p. 9076). (p. 9076). (p. 9077). (p. 9077). (p. 9077, 9078). (p. 9078). (p. 9079). (p. 9079). -

Article additionnel après l'article 47 (p. 9080). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6156-1 à L. 6156-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Droit syndical et Conseil supérieur des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des établissements publics de santé) (p. 9081, 9082). (p. 9082). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6143-2-1, L. 6142-7-3, L. 6143-7-5, L. 6144-2, L. 6161-1-1 [nouveau], L. 6161-2, L. 6161-2-1 et L. 6161-2-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Gouvernance hospitalière) (p. 9084). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 9084). - **Article 49 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions transitoires liées à la nouvelle délimitation des régions*) (p. 9086). - **Articles additionnels après l'article 49 bis** (p. 9087, 9088). (p. 9089). (p. 9090). (p. 9090). (p. 9091). - **Articles additionnels après l'article 50 B** (p. 9094). (p. 9095). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 9096). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9097). (p. 9097). - **Article 51 (Habilitation à simplifier et harmoniser le droit par ordonnance - régime des établissements de santé, pharmacies à usage intérieur, gestion administrative et exercice de certains professionnels, sécurité sanitaire, traitement des données personnelles de santé)** (p. 9100). (p. 9100). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9100, 9101). (p. 9101). (p. 9102). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4351-1 du code de la santé publique - Missions des manipulateurs d'électroradiologie médicale) (p. 9103). - **Articles additionnels après l'article 51 quater** (p. 9105). (p. 9105). - **Article 51 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Création d'un comité consultatif national unique pour l'ensemble des corps hospitaliers de catégorie A) (p. 9105). - **Article 51 septies** (p. 9106, 9107). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 du code de la santé publique - Transfert des biens, droits et obligations des unions régionales de professionnels de santé et suppression des fédérations régionales) (p. 9107). (p. 9108). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9109). - **Article 52** (art. L. 2223-19, L. 2223-19-1 et L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales et art. L. 3111-4-1 du code de la santé publique - Encadrement de la thanatopraxie) (p. 9111, 9112). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 9114). - **Article 53 (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation au droit européen et au droit international)** (p. 9116). - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-3-2 du code de la santé publique - Information des patients sur l'autorisation d'exercer et l'assurance des professionnels de santé) (p. 9118). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231-2 à L. 231-2-3 du code du sport - Assouplissement des règles relatives au certificat médical obligatoire pour l'obtention d'une licence d'une fédération sportive) (p. 9119). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-1 et L. 552-4 du code de l'éducation - Exemption des élèves participant aux associations sportives des établissements scolaires de l'obligation de certification de non contre-indication) (p. 9119). (p. 9120). - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 9120, 9121). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à réformer par ordonnance le service de santé des armées et l'institution nationale des Invalides*) (p. 9121). - **Article additionnel après l'article 55** (p. 9122). - **Article 56 bis (supprimé)** (*Présence de données relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local*) (p. 9124). - **Articles additionnels après l'article 56 bis** (p. 9125). (p. 9126). (p. 9126). (p. 9127). (p. 9127). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 9128). (p. 9129).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10167, 10169). (p. 10179, 10180).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites et pensions de réversion** - (29 octobre 2015) (p. 10181, 10182).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)] (suite)** - (29 octobre 2015) - **Article 2** (art. L. 1110-5-1 nouveau du code de la santé publique - Refus de l'obstination déraisonnable) (p. 10192, 10193). (p. 10196, 10197). - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10201). (p. 10203). (p. 10208). - **Article 5** (art. L. 1111-4 du code de la santé publique - Information des patients et droit au refus de traitement) (p. 10210). (p. 10211). - **Article 8** (art. L. 1111-11 du code de la santé publique - Renforcement du statut des directives anticipées) (p. 10212). (p. 10214). (p. 10215). (p. 10215, 10216). (p. 10217, 10218). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 10218). (p. 10219). (p. 10220). - **Article 14** (Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs) (p. 10221). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10545, 10548). - **Question préalable** (p. 10563, 10564). - **Discussion générale** (p. 10582, 10584).

Première partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2014) (p. 10585).

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 241-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 130 de la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 et art. 34 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Conséquences sur les allègements généraux du non-respect de l'obligation de négociation annuelle obligatoire) (p. 10667). (p. 10667). - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 10669). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. L. 244-2 du code de la sécurité sociale - Motivation des avertissements et des mises en demeure) (p. 10670). - **Article 14 septies (nouveau)** (art. L. 613-7-1 et art. L. 611-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la dispense de cotisations minimales pour les travailleurs indépendants pluriactifs et les retraités actifs, versement sur option des cotisations minimales pour les bénéficiaires du RSA et traitement, par le RSI, de données à caractère personnel) (p. 10671). (p. 10671). - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10672). (p. 10674, 10675). (p. 10675, 10676). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 10677). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement de l'FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10686, 10687). (p. 10692, 10693). (p. 10695). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10707). (p. 10708). (p. 10708, 10709). (p. 10709). (p. 10710, 10711). - **Article 16** (Prélèvement sur les réserves du fonds pour l'emploi hospitalier au profit du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 10712). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10713, 10714). (p. 10715). (p. 10716). (p. 10717). (p. 10717). (p. 10718). (p. 10721). (p. 10721). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 862-4 du code de la sécurité sociale - Taux de la taxe de solidarité additionnelle applicable aux contrats « au premier euro ») (p. 10722). - **Article 18 A (nouveau)** (Insertion par l'activité économique) (p. 10722). - **Article 18 B (nouveau)** (art. 10 de la loi n° 37-39 du 27 janvier 1987 -

Clarification du régime social applicable aux correspondants locaux de presse) (p. 10722). - **Article 18** (Intégration au régime général du régime spécial d'assurance maladie, maternité et décès du grand port maritime de Bordeaux) (p. 10723, 10724). (p. 10725). - **Article 19** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Couverture sociale des gens de mer résidant en France) (p. 10727). - **Article 20** (art. L. 133-6-8, L. 134-3, L. 134-4, L. 134-5, L. 134-5-1, L. 134-6, L. 134-7, L. 134-8, L. 134-10, L. 134-11, L. 134-11-1, L. 134-12, L. 134-13, L. 134-15, L. 139-1, L. 221-1, L. 241-1, L. 241-2, L. 241-3 à L. 242-3-3, L. 380-1, L. 380-2, L. 380-3-1, L. 381-4, L. 381-8, L. 612-4, L. 613-8, L. 713-21, L. 715-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 721-2 [nouveau] L. 722-5, L. 722-6, L. 731-11, L. 731-35 du code rural et de la pêche maritime - Architecture financière de la protection universelle maladie) (p. 10730). (p. 10730). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10731). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10735). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 10737). - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10739). (p. 10739). (p. 10739). (p. 10741). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10744). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745, 10746). (p. 10748).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées) (p. 10874). (p. 10874). (p. 10874). (p. 10875). (p. 10875). (p. 10876). (p. 10876). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10877). (p. 10877). (p. 10878). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 138-10, L. 162-1-14-2, L. 162-5-17, L. 162-16-6, L. 162-17-5, L. 162-22, L. 162-22-17, L. 162-22-18, L. 162-22-19, L. 162-22-20, L. 162-23 [nouveau], L. 162-23-1 [nouveau], L. 162-23-2 [nouveau], L. 162-23-3 [nouveau], L. 162-23-4 [nouveau], L. 162-23-5 [nouveau], L. 162-23-6 [nouveau], L. 162-23-7 [nouveau], L. 162-23-8 [nouveau], L. 162-23-9 [nouveau], L. 162-23-10 [nouveau], L. 162-23-11 [nouveau], L. 162-23-12 [nouveau], L. 162-23-13 [nouveau], L. 162-23-14 [nouveau], L. 162-23-15 [nouveau], L. 162-26, L. 162-27, L. 174-2-1, L. 174-15 et L. 753-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 6145-1 et L. 6145 du code de la santé publique - Réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation) (p. 10884, 10885). (p. 10886). (p. 10886). (p. 10887). (p. 10887). (p. 10887, 10888). - **Article additionnel après l'article 49 ter** (p. 10889). - **Article 50** (art. L. 162-1-17, L. 162-22-7, L. 162-30-2, L. 162-30-3, L. 162-30-4 et L. 322-5-5 du code de sécurité sociale - Simplification des dispositifs contractuels entre les établissements de santé et les ARS) (p. 10891). (p. 10892). - **Article 50 bis (nouveau)** (art. L. 322-5 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des frais de transport sanitaire) (p. 10892). - **Article 51** (art. L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6113-11, L. 6113-12 et L. 6111-13 du code de la santé publique - Amélioration de la fiabilité des données issues des études nationales de coût, ENC) (p. 10894). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10894, 10895). (p. 10895). - **Article 52** (art. L. 162-1-4-1 et L. 612-3 du code de sécurité sociale - Réforme des cotisations des professionnels de santé affiliés au régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés) (p. 10897). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10898). (p. 10899, 10900). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2016) (p. 10901). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10901). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016) (p. 10903, 10904). - **Article 56** (Prévisions des charges du Fonds de solidarité vieillesse en 2016) (p. 10907). - **Article 57** (art. L. 161-23-1, L. 341-6, L. 351-11, L. 353-5, L. 356-2, L. 413-7, L. 434-1, L. 434-2, L. 434-6, L. 434-16, L. 434-17,

L. 551-1, L. 723-11-2 [nouveau], L. 816-2 et L. 861-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 211-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 732-24, L. 751-46, L. 752-6, L. 753-8 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime ; art. 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, art. 5 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 - Modification des règles de revalorisation des prestations de sécurité sociale) (p. 10909). (p. 10909). - **Article 58** (art. L. 122-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 216-2-1, L. 216-2-2 et L. 611-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement des mutualisations entre organismes, branches et régimes de la sécurité sociale) (p. 10911). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 10912). - **Article 62 (nouveau)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Elargissement du droit de communication au profit des agents des organismes de sécurité sociale aux activités réalisées en ligne) (p. 10914). -

Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie (p. 10916).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des médecins** - (17 novembre 2015) (p. 10969).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11682, 11683). - **Question préalable** (p. 11695).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13067, 13068). - **Question préalable** (p. 13080). (p. 13082).

TOURENNE (Jean-Louis)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 4 février 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique portant diverses mesures de prévention des conflits d'intérêts [n° 51 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage

du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adjuvants vaccinaux : une question controversée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine.

(*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Michel Valdiguié, président de la Commission nationale d'aménagement commercial et vice-président de la Commission nationale d'aménagement cinématographique.

(*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Dandelot, président de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER).

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARCEP).

Audition de Mme Christine Lazerges, présidente, et M. Michel Forst, secrétaire général, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 29 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Edouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de Mme Jeanne Seyvet, médiateur du cinéma.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 839, 840). - **Article 37** (*Compensation financière des transferts de compétences au coût historique d'exercice par l'État des compétences transférées*) (p. 865). (p. 865). (p. 866). (p. 867). (p. 867). (p. 867). (p. 868).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2495, 2496).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3142-1 du code du travail - Allongement de la durée des congés accordés aux salariés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 3010).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (16 avril 2015) - **Article 33 septies D (nouveau)** (*art. L. 32, L. 34-8-1 et L. 34-8-5 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Obligation de couverture dans les zones « blanches » et « grises » de téléphonie mobile*) (p. 3877).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (17 juin 2015) - **Article 3** (*art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès*) (p. 6397).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre des mesures sociales** - (2 juillet 2015) (p. 7227).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8276).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8780).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 5 EA (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement des jeunes majeurs au-delà du terme de la mesure*) (p. 9501). - **Article 5 EB** (*art. L. 222-5-1-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protocole d'accompagnement de l'accès à l'autonomie*) (p. 9504).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10581, 10582).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 8** (*art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement*

d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10614).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10710). - **Article 19** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Couverture sociale des gens de mer résidant en France) (p. 10726). - **Article 26 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 10757).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10841). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10871, 10872). - **Article 47** (art. L. 313-12-2 et L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 162-24-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services pour personnes handicapées) (p. 10874). (p. 10875). (p. 10875). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016) (p. 10905).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015-2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (8 juillet 2015).

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 353 (2014-2015)] autorisant la ratification de la convention n° 188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche [n° 398 (2014-2015)] (8 avril 2015) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions**.

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11597). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11611).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11890).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Golfe de Guinée : la prévention des conflits à l'épreuve de Boko Haram [n° 410 (2014-2015)] (15 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports**.

Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 591 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Chine : saisir les opportunités de la nouvelle croissance [n° 714 (2014-2015)] (30 septembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 794 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée [n° 25 (2015-2016)] (8 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 166 tome 5 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur la Russie.

Convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de Mme Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle sur pièces et sur place conduit auprès des ministères chargés des finances et de l'économie, en application de l'article 7 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, sur la mise en place des sociétés de projet du ministère de la défense ou, le cas échéant, de solutions alternatives - Communication.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole entre la France et le conseil des ministres de la république d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la république d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.

Ratification de la convention n° 188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement et

approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et des textes de la commission.

Prévention des conflits dans le Golfe de Guinée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Constitution.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La nouvelle croissance chinoise et ses conséquences - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Loi de finances pour 2016 - Crédits du SGDSN - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (CEMM).

Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Examen du rapport de la commission d'enquête.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits de l'aide publique au développement - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 144 - Environnement et prospective de la politique de défense - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2016 - Programme 146 - Equipement des forces - Mission « Défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Programmes 110 - Aide économique et financière au développement et 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED-Sophia), sur la lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Lutte contre les trafics d'êtres humains en Méditerranée - Audition de M. Hervé Bléjean, contre-amiral, vice-commandant de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED).

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise irako-syrienne et lutte contre Daech - Audition de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3448, 3449).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires*) (p. 5164). (p. 5165).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (28 mai 2015) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5513).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - **Article 2 (priorité)** (*art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement*) (p. 5986).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes** - (4 juin 2015) (p. 6039, 6040).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie [n° 468 (2014-2015)]** - (16 juin 2015) - **Article 1er** (*art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Droit des malades et droit des patients en fin de vie*) (p. 6337).

- **Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2014-2015)]** - (8 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7368). - **Article 9** (p. 7412). (p. 7412).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 583 (2014-2015)]** - (15 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7717, 7718).

- **Question orale sans débat sur le nécessaire développement des maisons d'assistants maternels** - (21 juillet 2015) (p. 7990). (p. 7991).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8922, 8924).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Défense

- (27 novembre 2015) (p. 11757). - **État B** (p. 11776). (p. 11777).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11924, 11925).

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12091).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 25 bis (nouveau)** (*art L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - Eligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit »*) (p. 12920). - **Articles additionnels après l'article 25 quater** (p. 12924). (p. 12924). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12940, 12941). (p. 12941).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part [n° 236 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13165).

TROENDLÉ (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession du 27 janvier 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (3 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (3 juin 2015).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (5 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant dématérialisation du journal officiel de la République française (5 novembre 2015).

Membre titulaire de la conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 16 septembre 2015.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile jusqu'au 24 septembre 2015.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers le 24 mars 2015.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement le 30 septembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 203 (2014-2015)] autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire [n° 252 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 620 (2013-2014)] visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 311 (2014-2015)] (4 mars 2015) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à renforcer les repères républicains dans le fonctionnement du service public de l'éducation [n° 697 (2014-2015)] (18 septembre 2015) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de police judiciaire d'effectuer la saisie ou le retrait de l'animal maltraité pendant le cours de l'enquête judiciaire [n° 65 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 10 (2015-2016)] relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 137 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Sécurité civile [n° 170 tome 16 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans la perspective du rapport d'information sur les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte, présentation par TNS Sofres de l'enquête quantitative et qualitative réalisée par elle sur l'expérience et

l'opinion des élus communaux à l'égard du financement des lieux de culte en France.

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des lois*) : Projet d'ordonnance relative aux marchés publics, proposé sur le fondement de l'habilitation prévue par la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Communication.

Réunion du lundi 16 février 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Bernard Beignier, recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Audition de M. Jean Baubérot, président d'honneur et professeur émérite de l'École pratique des hautes études.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Accueil et protection de l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Alain-Gérard Slama, journaliste, professeur à Sciences-Po.

Audition de Mme Gabrielle Déramaux, professeure de lettres modernes, auteure de *Collège inique (ta mère !)*.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du jeudi 26 mars 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, directeur général du groupe ESSEC.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme et adoption d'un acte pour la sécurité intérieure de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Philippe

Watrelot, président du Cercle de recherche et d'action pédagogique (CRAP) - Cahiers pédagogiques, professeur de sciences économiques, formateur en école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Audition de M. Régis Debray, philosophe, auteur du rapport L'enseignement du fait religieux dans les écoles laïques (février 2002).

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des lois*) : Renseignement et nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la facilitation de l'inscription sur les listes électorales.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission des lois*) : Modernisation du droit de l'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des lois*) : Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission d'enquête sur le service public de l'éducation*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des lois*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Examen du rapport d'information sur le bilan d'application de la loi.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 1er octobre 2014.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Suite de l'examen du rapport de la commission.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Mesures de surveillance des communications électroniques internationales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des lois*) : Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Sécurités », programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (19 janvier 2015) - **Article 14** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités*) (p. 399).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme des rythmes scolaires** - (22 janvier 2015) (p. 663). (p. 663, 664).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 1011, 1012).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1267, 1269).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Deuxième lecture [n° 312 (2014-2015)]** - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2374, 2375).

- Rapporteur - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Formation aux notions élémentaires de premier secours dans le cadre de la préparation de l'examen du permis de conduire*) (p. 2381, 2382). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2386).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (*art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-*

22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3247, 3248).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile [n° 426 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5269, 5270).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5479). (p. 5480).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (3 juin 2015) - vice-présidente de la commission - **Article 1er** (*Titres 1er à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement*) (p. 5934).

- **Question orale sans débat sur les missions exercées par les centres de gestion** - (9 juin 2015) (p. 6136). (p. 6137).

- **Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 712 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9009, 9010).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'école** - (1er octobre 2015) (p. 9069).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (1er octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 52** (p. 9113). (p. 9114).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 13** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public*) (p. 9625). (p. 9627). - **Article 16** (**supprimé**) (*art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 9631).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 55 (2015-2016)]** - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9693, 9694). - **Article 3** (*art. 138 et 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information de l'autorité administrative en cas de condamnation ou de procédure en cours pour une infraction sexuelle commise sur mineur*) (p. 9708).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (4 novembre 2015) - **Article 15** (*art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers*) (p. 10377).

- **Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 138 (2015-2016)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11009, 11010).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Compétence des départements en matière de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 11018, 11019). (p. 11019). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11020). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 11020).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) (p. 11881, 11882).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11896).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du Conseil national des professions du spectacle.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renseignement - Examen du rapport pour avis.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
NI, puis RDSE

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation [n° 5 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Election le 6 septembre 2015.

Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles [n° 10 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 16 septembre 2015.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (18 mars 2015).

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe** - (16 septembre 2015) (p. 8358, 8359).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (17 septembre 2015) (p. 8424).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 3 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire [n° 4 (2015-2016)] (1er octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

VALLAUD-BELKACEM (Najat)
ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école de la République dans le cadre des événements actuels** - (15 janvier 2015) (p. 149, 150).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de l'école en lien avec les attentats dont la France a été victime** - (15 janvier 2015) (p. 154, 155).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité à l'école et dans l'enseignement scolaire** - (15 janvier 2015) (p. 155).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (21 mai 2015) (p. 5203). (p. 5204). (p. 5205). (p. 5208). (p. 5210).
- **Questions cribles thématiques sur la réforme du collège** - (28 mai 2015) (p. 5474, 5475). (p. 5475). (p. 5476). (p. 5477). (p. 5478). (p. 5479, 5480). (p. 5480, 5481). (p. 5482). (p. 5483).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur et la recherche** - (4 juin 2015) (p. 6041).

- **Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur - Nouvelle lecture [n° 478 (2014-2015)]** - (10 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6234, 6236). - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche) (p. 6245).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'inscription à l'université** - (16 juillet 2015) (p. 7771, 7772).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation pour les établissements privés sous contrat** - (1er octobre 2015) (p. 9061).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'école** - (1er octobre 2015) (p. 9069, 9070).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mixité sociale et la carte scolaire** - (12 novembre 2015) (p. 10701, 10702).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éducation à l'environnement** - (10 décembre 2015) (p. 12710).

VALLINI (André)
secrétaire d'État auprès de la ministre de
la décentralisation et de la fonction
publique, chargé de la réforme
territoriale

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (13 janvier 2015) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 40). (p. 46).
- **Suite de la discussion** (14 janvier 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 68). (p. 76). (p. 77). (p. 99). (p. 100). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 108).
- **Suite de la discussion** (15 janvier 2015) (p. 139). (p. 140). (p. 141). (p. 142, 143). (p. 148, 149). (p. 168, 169). (p. 172). (p. 173). (p. 173). (p. 174). (p. 174). (p. 174). (p. 175). (p. 176). (p. 177). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 204).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 111-2, L. 131-3, L. 132-2, L. 161-3, L. 131-1, L. 131-6, L. 131-7 et L. 132-1 du code du tourisme - Désignation de la région comme chef de file en matière de tourisme et mise en œuvre d'un nouveau schéma régional de développement touristique) (p. 252).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2015) - **Article 12 (supprimé)** (chapitre III du titre 1er du livre II de la première partie, section 2 du chapitre IV du titre 1er du livre II de la première partie, art. L. 214-5, L. 214-6, L. 214-6-1, L. 214-6-2, L. 214-7, L. 214-8, L. 214-8-1 [nouveau], L. 214-8-2 [nouveau], L. 214-10, L. 216-4, L. 212-9, L. 216-5, L. 216-6, L. 442-9 du code de l'éducation, art. L. 3321-1, L. 3411-2, L. 3542-1, L. 3641-2, L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Transfert des collèges et des autres compétences scolaires des départements vers les régions) (p. 362). (p. 368, 369). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de schémas régionaux des crématoriums) (p. 375). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 376). (p. 379, 380). (p. 383). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 385). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique des intercommunalités) (p. 406).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2015) - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des intercommunalités à fiscalité propre) (p. 469). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 122-3 du code de l'urbanisme - Périmètre d'un schéma de cohérence territoriale au-delà d'un seul établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 470, 471). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 505, 506). (p. 508). - **Article 18** (art. L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes) (p. 510). (p. 510). (p. 511). (p. 512). (p. 512). -

Article 19 (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés de communes éligibles à la dotation globale de fonctionnement bonifiée) (p. 513). (p. 513). (p. 513). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 515). (p. 515). - **Article 20** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 516). (p. 516). (p. 517). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 518). (p. 519). (p. 519).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2015) - **Demande de priorité et motion d'ordre** (p. 527). - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 528). (p. 528). (p. 529). (p. 529). (p. 529). (p. 529). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 530). (p. 531, 532). (p. 533). (p. 534). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 536). (p. 537). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 5215-22 du code général des collectivités territoriales - Harmonisation du mécanisme de représentation-substitution d'une communauté urbaine à ses communes membres d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 538). - **Article 21 quater (nouveau)** (art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Conventions entre une communauté d'agglomération et ses communes membres) (p. 539). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 et L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence communale) (p. 540). (p. 541). (p. 541). (p. 543). (p. 544, 545). (p. 547). (p. 549). (p. 552). (p. 553). (p. 554). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 555). (p. 556). (p. 557). (p. 559). (p. 560). (p. 561). (p. 561). - **Article 23** (art. L. 5217-2 et L. 3211-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert automatique de compétences départementales aux métropoles) (p. 587). (p. 591). (p. 593). (p. 594). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 596). (p. 601). (p. 604). (p. 604). (p. 605). (p. 605).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)]** - (22 janvier 2015) - **Discussion générale** (p. 639, 641). - **Article 7** (Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits) (p. 653). (p. 653). (p. 653). - **Article 8** (art. 41-4, 41-5, 114, 167, 529-8 et 803-1 du code de procédure pénale - Communication par voie électronique en matière pénale - Destruction des scellés judiciaires - Modalités de transmission des requêtes ou réclamations contre les amendes routières) (p. 654). (p. 655). (p. 655).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) (p. 769). (p. 771, 772). - **Article 24** (art. L. 1111-10 et L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale des départements et compétences en matière de solidarités territoriales) (p. 773, 774). (p. 774). (p. 780, 781). (p. 782). (p. 783). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 784). (p. 786). - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 789). (p. 789). (p. 792). (p. 793). (p. 795). (p. 796). (p. 797). (p. 800). (p. 801). - **Article 24 bis (nouveau)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 801). (p. 803). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 804, 805). (p. 807). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création des maisons de services au public) (p. 813, 814). (p. 815). - **Articles additionnels après l'article 26**

(p. 818). (p. 818). - **Article 27** (art. L. 1425-1, L. 1425-2, L. 5722-11 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe de cohérence entre les différentes interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de lutte contre la fracture numérique) (p. 819). (p. 820). (p. 820). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 824). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 825). - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance d'une compétence partagée pour la culture, le sport et le tourisme) (p. 827). (p. 829). (p. 830). (p. 831). (p. 831). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Continuité des politiques publiques en matière de sport, de culture et de tourisme) (p. 832). (p. 832, 833). (p. 833). (p. 834). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 133-2 et L. 133-10-1 A [nouveau] du code de tourisme - Disposition particulière applicable aux offices de tourisme constitués sous forme de société publique locale) (p. 835).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 887, 888).

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 905, 906).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Deuxième lecture [n° 203 (2014-2015)]** - (5 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1266, 1267). - **Article 2** (p. 1276).

- **Débat sur la situation financière des conseils départementaux face à l'évolution de leurs charges** - (3 mars 2015) (p. 2222, 2226).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2302).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) (p. 5136, 5137).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes [n° 436 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5141, 5143). - **Article unique** (p. 5151). (p. 5152). (p. 5152).

- **Question orale sans débat sur la recrudescence et la surenchère de contrôles en exploitation des agriculteurs** - (26 mai 2015) (p. 5253, 5254).

- **Question orale sans débat sur la crise économique dans le secteur des travaux publics** - (26 mai 2015) (p. 5254, 5255).

- **Question orale sans débat sur la validité prolongée de la carte nationale d'identité comme document officiel de voyage** - (26 mai 2015) (p. 5255, 5256).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5304, 5305). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5324). (p. 5325, 5326). (p. 5327). (p. 5334). (p. 5337).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5407). (p. 5409). - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du

code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5413). (p. 5414). (p. 5415). (p. 5416). (p. 5417). (p. 5418, 5419). - **Article 5 bis** (art. L. 541-10 et art. L. 541-15-2 (nouveau) du code de l'environnement - Obligation de transmission des informations sur les quantités de déchets) (p. 5419). (p. 5419).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5448). (p. 5449). (p. 5449). (p. 5449). (p. 5450). (p. 5450). (p. 5450, 5451). (p. 5451). (p. 5452). (p. 5453, 5454). - **Demande de priorité** (p. 5461). (p. 5461). (p. 5462). (p. 5462). (p. 5462). (p. 5463). (p. 5465). (p. 5466). (p. 5467). (p. 5468). (p. 5468). (p. 5469). (p. 5469). (p. 5470). (p. 5470). (p. 5470). - **Article 6 bis AAA (supprimé)** (art. L. 141-1, L. 141-1-1, L. 141-1-3 et L. 141-2 du code de l'urbanisme - Application des procédures d'élaboration, de révision et de modification du SRADDET au schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 5472). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5513). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 216-11 [nouveau] du code de l'éducation - Convention de mutualisation des services entre collèges et lycées) (p. 5514). - **Article 12 bis AA** (art. L. 214-5 du code de l'éducation - Définition conjointe de la sectorisation des lycées par le recteur et le conseil régional) (p. 5515). - **Article 12 bis A** (art. L. 214-2 et L. 614-3 du code de l'éducation - Approbation par la région de la carte des formations supérieures et schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) (p. 5515). (p. 5516). (p. 5516). (p. 5516). - **Article 12 bis** (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des créatoriums) (p. 5517). - **Article 12 ter** (Chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du sport, art. L. 114-1 à L. 114-17 [nouveaux] et L. 211-1 du code du sport ; art. L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes - Transfert de l'État aux régions des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive) (p. 5521). (p. 5522). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (Titre Ier du livre Ier du code du sport ; art. L. 115-1 [nouveau] et L. 211-1 du code du sport - Transfert à certaines collectivités territoriales d'équipements affectés au service public du sport et faculté pour les établissements publics de formation dans le domaine sportif de recruter des assistants d'éducation) (p. 5522). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5531). (p. 5532). (p. 5534). (p. 5538). (p. 5542). (p. 5543). (p. 5543). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5547). (p. 5547). (p. 5548). (p. 5549). (p. 5549). (p. 5550). (p. 5551). - **Article 15 ter A** (art. L. 123-1, L. 123-1-1 et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5551). (p. 5551). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5553). (p. 5554). (p. 5555). (p. 5559). - **Demande de réserve** (p. 5559). - **Article 16** (Dispositif temporaire de révision de la carte des syndicats) (p. 5563). (p. 5563). (p. 5563). (p. 5564). (p. 5564). - **Article 16 bis** (art. L. 5212-7 et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte de la population dans la répartition des sièges de délégué des collectivités au sein des comités des syndicats de communes et mixtes) (p. 5565). - **Article 16 ter A** (Limitation des membres des comités syndicaux aux seuls élus issus des organes délibérants des membres du syndicat) (p. 5566). - **Article 16 quater** (art. L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2321-2, L. 2531-12, L. 5210-1-1 A, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32,

L. 5211-33, L. 5217-12-1 et Livre III de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales ; loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 ; loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 ; art. L. 422-2-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 121-4, L. 123-6, L. 123-8, L. 321-21, L. 321-25 et L. 321-26 du code de l'urbanisme ; art. 1043, 1379-0 bis, 1466, 1609 quater, section XIII ter du chapitre Ier du titre III de la deuxième partie du livre Ier et art. 1638 bis du code général des impôts ; art. L. 216-7 du code de l'éducation ; art. L. 554-1 du code de justice administrative ; art. 11 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 ; art. 32 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Suppression, à compter du 1er janvier 2016, de la catégorie des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 5567). (p. 5568). (p. 5568). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-2 du code général des collectivités territoriales - Nouveau dispositif de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5569). - **Article 17 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales - Dispositif dérogatoire de retrait d'une commune d'une communauté de communes ou d'agglomération) (p. 5570). - **Article 17 bis** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Report du calendrier d'élaboration du schéma régional de la coopération intercommunale de la grande couronne francilienne) (p. 5570). (p. 5570). (p. 5571). (p. 5571). - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5572).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) (p. 5587). - **Article 17 quater** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétences des EPCI issus de la mise en œuvre du SRCI d'Île-de-France et sort des personnels affectés) (p. 5587). (p. 5588). - **Article 17 septdécies AA** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de calcul de la dotation de solidarité communautaire pour les intercommunalités signataires d'un contrat de ville) (p. 5589). (p. 5589). - **Article 17 novodécies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création d'une société d'économie mixte d'aménagement à opération unique) (p. 5592). (p. 5593). - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 321-13 [nouveau] du code de l'environnement - Redevance de mouillage dans les aires marines protégées) (p. 5594). - **Article 18** (art. L. 5214-16 et L. 5812-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement des blocs de compétences obligatoires des communautés de communes et élargissement du champ des compétences optionnelles) (p. 5595). (p. 5596). (p. 5597). (p. 5600). (p. 5601). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communautés de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF) (p. 5601). (p. 5602). (p. 5602). (p. 5603). (p. 5603). - **Article 20** (art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 5604). (p. 5604). (p. 5605). (p. 5606). - **Article 20 bis** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole) (p. 5608). (p. 5610). - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 5610). (p. 5611). (p. 5611). (p. 5612). - **Article 21 bis AA** (art. L. 5721-6-3 du code général des collectivités territoriales - Faculté de retrait des membres d'un syndicat mixte ouvert en cas de perte de la compétence ou de l'objet fondant l'adhésion) (p. 5612). (p. 5613). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5614, 5615). (p. 5615, 5616). - **Article 21 bis** (art. L. 5215-20 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des compétences des communautés urbaines et des métropoles aux maisons de services au public) (p. 5616). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de représentation-

substitution d'une communauté urbaine ou d'une métropole à ses communes membres au sein d'un syndicat de distribution d'électricité) (p. 5617). (p. 5618). - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5620). (p. 5621). (p. 5621). (p. 5621). - **Article 22 bis AAA** (art. L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales - Répartition entre collectivités des recettes issues des forfaits de post-stationnement hors Île-de-France) (p. 5623). (p. 5624). (p. 5625). - **Article 22 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 213-12 du code de l'environnement, art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 5626). (p. 5626). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211313, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22 et L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 5630). - **Article 22 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 du code général des collectivités territoriales - Recours à la majorité qualifiée pour l'unification des impôts directs communaux au sein des EPCI à fiscalité propre) (p. 5630). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5631). (p. 5632). (p. 5633). (p. 5633). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5642). - **Article 22 nonies (supprimé)** (art. L. 1112-23 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Composition, rôle et fonctionnement des conseils de développement créés par les communes et leurs groupements ou constitués auprès des métropoles et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux) (p. 5644). - **Article 22 decies (supprimé)** (art. L. 2121-22-1 du code général des collectivités territoriales - Extension aux communes et aux EPCI à fiscalité propre de 10 000 habitants et plus de la possibilité de créer une mission d'information et d'évaluation) (p. 5644). - **Article 23 A** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exercice des compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5645). (p. 5645).

- **Question orale sans débat sur les missions exercées par les centres de gestion** - (9 juin 2015) (p. 6136, 6137).

- **Question orale sans débat sur le parc immobilier et l'avenir de la maison d'arrêt de Lure** - (9 juin 2015) (p. 6137, 6138).

- **Question orale sans débat sur la contribution équitable à l'entretien et à l'éducation des enfants dans les situations de résidence alternée** - (9 juin 2015) (p. 6138, 6139).

- **Question orale sans débat sur la révision des valeurs locatives des locaux professionnels** - (9 juin 2015) (p. 6139, 6140).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (9 juin 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 6152).

- **Questions cribles thématiques sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (11 juin 2015) (p. 6268). (p. 6269). (p. 6272, 6273). (p. 6275).

- **Question orale sans débat sur la visibilité budgétaire des communautés de communes** - (23 juin 2015) (p. 6616).

- **Question orale sans débat sur la rénovation et la revitalisation des dispositifs de démocratie locale** - (23 juin 2015) (p. 6617).

- **Question orale sans débat sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** - (23 juin 2015) (p. 6618).

- **Question orale sans débat sur le bilan de la réforme des rythmes scolaires** - (23 juin 2015) (p. 6619, 6620).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7785, 7786).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)]** - (23 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8095, 8097). (p. 8106). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8107).

- **Question orale sans débat sur les communes nouvelles et le classement touristique** - (13 octobre 2015) (p. 9474, 9475).

- **Question orale sans débat sur le « pacte financier » pour les communes nouvelles créées après le 1er janvier 2016** - (13 octobre 2015) (p. 9475, 9476).

- **Question orale sans débat sur les contrôles au faciès** - (13 octobre 2015) (p. 9476, 9477).

- **Question orale sans débat sur la politique gouvernementale de sécurité en milieu rural** - (13 octobre 2015) (p. 9478).

- **Question orale sans débat sur la maîtrise de l'urbanisation autour des sites nucléaires** - (13 octobre 2015) (p. 9479).

- **Question orale sans débat sur les difficultés entre collectivités locales et Eco-DDS** - (13 octobre 2015) (p. 9480, 9481).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (13 octobre 2015) - **Proclamation du résultat du scrutin public** (p. 9492, 9493).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la promotion de mesures de prévention et de protection des déplacés environnementaux [n° 632 (2014-2015)]** - (21 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 4779, 4780).

- **Débat sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement** - (17 novembre 2015) (p. 10995, 10996).

- **Question orale sans débat sur le financement des transports scolaires** - (1er décembre 2015) (p. 11981).

- **Question orale sans débat sur le droit des femmes en reprise d'activité à allaiter** - (1er décembre 2015) (p. 11982).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la culture en milieu psychiatrique** - (1er décembre 2015) (p. 11983).

- **Question orale sans débat sur la sauvegarde et le développement de la petite hydroélectricité** - (1er décembre 2015) (p. 11984).

- **Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12723, 12726). - **Article 2** (art. L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Création d'un versement transport régional) (p. 12738, 12739). - **Article 3** (art. 278-0 bis et art. 279 du code général des impôts - Réduction du taux de TVA applicable aux transports publics de voyageurs) (p. 12741).

VALLS (Manuel)
Premier ministre

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1318 du 22 octobre 2015 portant dispositions transitoires relatives à la réforme des chambres régionales des comptes [n° 283 (2015-2016)] (23 décembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures anti-terrorisme post-attentats** - (15 janvier 2015) (p. 150, 151).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - (15 janvier 2015) (p. 153, 154).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'islam et la formation des imams** - (12 février 2015) (p. 1514, 1515).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme budgétaire** - (16 avril 2015) (p. 3898, 3899).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme de stabilité** - (16 avril 2015) (p. 3900, 3901). (p. 3906, 3907).

- **Projet de loi relatif au renseignement [n° 461 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015)** (p. 5844, 5849).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement [n° 462 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Air France** - (6 octobre 2015) (p. 9171, 9172).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Air France et le rôle de l'État** - (6 octobre 2015) (p. 9175).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 octobre 2015) (p. 9178).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Air France** - (15 octobre 2015) (p. 9659, 9660).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes** - (15 octobre 2015) (p. 9664).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire européenne et la Turquie** - (20 octobre 2015) (p. 9714, 9715). (p. 9715).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Charte européenne des langues régionales** - (29 octobre 2015) (p. 10182, 10183).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur sa politique fiscale** - (29 octobre 2015) (p. 10183, 10184).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (29 octobre 2015) (p. 10185, 10186).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation globale de fonctionnement** - (3 novembre 2015) (p. 10254). (p. 10255).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes annoncées par le Gouvernement** - (12 novembre 2015) (p. 10697, 10698).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de révision constitutionnelle** - (17 novembre 2015) (p. 10966, 10967).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique internationale après les attentats** - (17 novembre 2015) (p. 10967, 10968).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision constitutionnelle et les mesures de sécurité** - (17 novembre 2015) (p. 10971, 10972). (p. 10972).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11132, 11136). (p. 11147, 11149).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de sécurité à la suite des attentats** - (26 novembre 2015) (p. 11697, 11698).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la radicalisation des jeunes** - (26 novembre 2015) (p. 11700, 11701).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services de renseignement** - (26 novembre 2015) (p. 11701, 11702).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention en Syrie** - (26 novembre 2015) (p. 11702, 11703).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections régionales et la politique économique** - (10 décembre 2015) (p. 12713).

VALTER (Clotilde)
secrétaire d'État auprès du Premier
ministre, chargée de la réforme de l'État
et de la simplification
(à partir du 17 juin 2015)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la fusion des régions pour les services de l'État** - (18 juin 2015) (p. 6486).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 510 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6492, 6493). - **Article 1er A (nouveau) (Motivation de l'engagement de la procédure accélérée)** (p. 6500). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Suppression)** (p. 6501, 6502).

- **Question orale sans débat sur le guichet unique pour les entreprises** - (23 juin 2015) (p. 6620, 6621).

- **Question orale sans débat sur l'addiction aux jeux d'argent en ligne** - (23 juin 2015) (p. 6621).

- **Question orale sans débat sur les frais abusifs pratiqués par certaines banques sur les comptes de leurs clients défunts** - (23 juin 2015) (p. 6622, 6623).

- **Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales - Nouvelle lecture [n° 578 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7264, 7265). - **Article 1er (Organisation d'une seconde révision des listes électorales pour l'année 2015)** (p. 7272).

- **Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile - Nouvelle lecture [n° 571 (2014-2015)]** - (7 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7273, 7275). - **Article 6** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Établissement de la liste des pays d'origine sûrs) (p. 7289). - **Article 7** (art. L. 723-1 à L. 723-5, L. 723-6 à L. 723-14 [nouveaux] et L. 723-15 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure d'examen devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 7293). (p. 7294). (p. 7294). (p. 7294). (p. 7295). - **Article 8** (art. L. 213-8-1 et L. 213-8-2 [nouveaux], L. 213-9, L. 213-9-1 [nouveau], L. 221-1, L. 222-2 et L. 224-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de refus d'entrée sur le territoire et de maintien en zone d'attente d'un demandeur d'asile) (p. 7297). (p. 7298). - **Article 9** (art. L. 556-1 et L. 556-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 777-2 [nouveau] du code de justice administrative - Suppression du caractère automatique du maintien en rétention du demandeur d'asile et de l'examen de sa demande en procédure accélérée) (p. 7299). - **Article 10** (art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle) (p. 7302). (p. 7302). (p. 7302, 7303). - **Article 13** (art. L. 111-7, L. 111-8, L. 531-2, L. 551-1, L. 561-1 et chapitre II du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, chapitre VII ter du titre VII du livre VII [nouveau] du code de justice administrative et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Procédure de

détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile, assignation à résidence et recours contre la décision de transfert) (p. 7305). - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 7306). (p. 7307). - **Article 14 bis** (chapitre III bis [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accompagnement des personnes déboutées de leur demande d'asile) (p. 7307). - **Article 15** (art. L. 744-1 à L. 744-11 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accueil des demandeurs d'asile) (p. 7311). (p. 7312). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 [nouveau], L. 313-13, L. 314-7-1 et L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance et retrait des titres de séjour aux réfugiés et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire) (p. 7315). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 751-1 et L. 751-2, L. 752-1 à L. 752-3 [nouveaux], L. 753-1 à L. 753-4 [nouveaux] et L. 754-1 [supprimé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu de la protection accordée) (p. 7316). - **Article 19 quater** (art. L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles - Hébergement d'urgence des étrangers déboutés de leur demande d'asile sans abri et en situation de détresse) (p. 7318). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-11, L. 761-1, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 766-3 et L. 767-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation des dispositions relatives aux outre-mer dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 7323). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, ordonnance n° 2000-372 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Adaptation des dispositions des ordonnances relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7326). - **Article 23** (Entrée en vigueur) (p. 7327).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 9235). (p. 9239). (p. 9243). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9298). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9307). (p. 9310). (p. 9311). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9311). (p. 9312). - **Article 13 bis A (supprimé)** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de résident de plein droit pour les étrangers retraités) (p. 9314). - **Article 13 bis** (art. L. 314-8 et L. 314-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte « résident de longue durée-UE ») (p. 9315). - **Article 13 ter** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 9315). - **Article 13 quater (supprimé)** (art. L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent) (p. 9316).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 quinquies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les victimes de mariage forcé) (p. 9326). - **Article 13 sexies (supprimé)** (art. L. 316-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du régime de l'ordonnance de protection aux violences commises

par l'ancien conjoint, concubin, ou partenaire de pacte de solidarité civile) (p. 9326). - **Article additionnel après l'article 13 sexies** (p. 9327). - **Article 13 septies (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier de la procédure du regroupement familial) (p. 9328). - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'État) (p. 9329, 9330). (p. 9334). - **Articles additionnels après l'article 13 octies** (p. 9335). (p. 9335). - **Article 14** (art. L. 511-1, L. 512-1 et L. 533-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 222-21 du code de justice administrative - Obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français) (p. 9338). (p. 9338). (p. 9339). (p. 9339). (p. 9340). (p. 9340). (p. 9342). (p. 9343). (p. 9343). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 551-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Validation par le maire des attestations d'hébergement) (p. 9344). (p. 9344). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 551-1-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Dépôt d'une garantie financière en guise de garantie de représentation) (p. 9345). - **Article 15** (art. L. 511-3-1, L. 512-1, L. 513-1 et L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Obligation de quitter le territoire français à l'encontre d'un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille ; création d'une interdiction de circulation sur le territoire français et attribution au juge des libertés et de la détention de la compétence pour apprécier la légalité de la mesure de placement en rétention) (p. 9347). - **Article 18 A (nouveau)** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime contentieux de la décision de placement en rétention) (p. 9350). - **Article 18** (art. L. 513-5 [nouveau], L. 523-1, L. 531-2, L. 531-2-1 [nouveau], L. 531-3 et L. 541-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté de requérir la force publique pour escorter une personne assignée à résidence auprès des autorités consulaires en vue de préparer son départ) (p. 9351). (p. 9351). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9352). (p. 9352). (p. 9353). (p. 9353). - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9354, 9355). (p. 9357). - **Article 20** (art. L. 554-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Faculté d'assigner à résidence à la fin de la rétention) (p. 9359). (p. 9359). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9359, 9360). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9360). - **Article 22** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère prioritaire de l'assignation à résidence par rapport au placement en rétention administrative) (p. 9362). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 624-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Précision de l'infraction de soustraction à une mesure de refus d'entrée en France, d'une interdiction administrative du territoire, d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français et création d'un délit de soustraction à une mesure de placement en rétention ou de placement en zone d'attente) (p. 9363). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 9364). - **Article 23** (art. L. 221-6 et L. 553-7 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accès des journalistes aux zones d'attente et lieux de rétention administrative) (p. 9365). (p. 9365). - **Article 23 bis A** (art. L. 221-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conclusion de conventions pour l'assistance juridique des étrangers placés en zone d'attente) (p. 9365). - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction pénale en cas de refus de se soumettre à la prise d'empreintes digitales ou de

photographie) (p. 9366). (p. 9367). (p. 9367). (p. 9367). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 78-2 du code de procédure pénale - Extension à la Martinique des dispositions relatives à la visite sommaire des véhicules et au contrôle d'identité) (p. 9368). - **Article 25** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transmission d'informations en vue de la lutte contre la fraude au séjour) (p. 9369). (p. 9370). (p. 9371). (p. 9371). (p. 9371, 9372). - **Article 27** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales en cas de non-respect des conditions de l'assignation à résidence) (p. 9373, 9374). - **Article 28 bis A** (art. 226-4-1-1 [supprimé] et 441-8 [rétabli] du code pénal - Sanction pénale en cas d'utilisation frauduleuse d'un document d'identité ou de voyage ou de facilitation d'une telle fraude) (p. 9375). (p. 9375, 9376). (p. 9376). (p. 9376). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Office du juge des libertés et de la détention en zone d'attente) (p. 9377). - **Article 28 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un mineur isolé étranger non admis sur le territoire) (p. 9377). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 9378). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 9381). (p. 9381). (p. 9382). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 9384). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie législative) - Ratification de l'ordonnance portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) (p. 9385). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9386, 9387).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 161 (2015-2016)]** - (12 octobre 2015) - **Explications de vote communes** (p. 9413, 9414).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public [n° 94 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9858, 9859). - **Article 1er B** (art. 10 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Standard de mise à disposition des informations publiques) (p. 9867). - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 9868). - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Suppression du régime de réutilisation dérogatoire applicable aux informations des établissements, institutions, organismes ou services d'enseignement et de recherche ou culturels) (p. 9869). - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Mise en conformité du régime des accords d'exclusivité) (p. 9870). (p. 9870). (p. 9871). - **Article 3** (art. 15 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Consécration du principe de gratuité et maintien de certaines redevances de réutilisation des informations publiques) (p. 9873). (p. 9873, 9874). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9876). - **Article 4** (art. 16 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Déconnexion des licences et des redevances) (p. 9876). - **Article 7** (art. 59 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises)

(p. 9877). - **Article 9** (*Habilitation à intégrer les nouvelles dispositions dans le code des relations du public et de l'administration*) (p. 9878). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9878).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydroélectriques** - (3 novembre 2015) (p. 10253).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air par le diesel** - (3 novembre 2015) (p. 10256).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation de déclaration domiciliaire** - (26 novembre 2015) (p. 11705).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des Français à l'étranger** - (26 novembre 2015) (p. 11705, 11706).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la zone de sécurité Sud** - (26 novembre 2015) (p. 11707).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) (p. 11926, 11927). - **État B** (p. 11928).

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2015) (p. 11933, 11934). - **État B** (p. 11935). (p. 11937).

- **Question orale sans débat sur la dématérialisation des déclarations d'intention d'aliéner** - (1er décembre 2015) (p. 11985).

- **Question orale sans débat sur les sapeurs-pompiers volontaires** - (1er décembre 2015) (p. 11985, 11986). (p. 11986).

- **Question orale sans débat sur le financement des universités du Nord-Pas-de-Calais** - (1er décembre 2015) (p. 11987).

- **Question orale sans débat sur le tri des plastiques** - (1er décembre 2015) (p. 11988).

- **Question orale sans débat sur la protection de la population de la petite Camarque contre le risque d'inondation** - (1er décembre 2015) (p. 11989).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28** (*Plafonds des autorisations d'emplois de l'État*) (p. 12344). (p. 12346). - **Article 29** (*Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État*) (p. 12353). (p. 12353). (p. 12355). - **Article 30** (*Plafonds d'emploi des établissements à autonomie financière*) (p. 12356).

Articles relatifs aux reports de crédits de 2015 sur 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 32** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 12359).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Article 33 bis (nouveau)** (*art. L. 122-8 [nouveau] du code de l'énergie - Aide en faveur des entreprises exposées à un risque significatif de fuite de carbone*) (p. 12362). (p. 12363). - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12365). (p. 12366). (p. 12367). (p. 12368). (p. 12369). (p. 12370, 12371). (p. 12373). (p. 12373). (p. 12375). - **Article 33 ter (nouveau)** (*art. 1609 sextricies et 1609 septtricies [nouveaux] du code général des impôts et art. L. 2132-12, L. 2132-14 et L. 2132-15 du code des transports - Taxes pour frais de contrôle perçues au profit de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER*) (p. 12376). - **Article 33 sexies (nouveau)** (*Abandon de créances détenues par l'État sur la société Adoma*) (p. 12378). - **Article additionnel après l'article 33 sexies** (p. 12379). - **Articles additionnels après l'article 33 septies** (p. 12380, 12381). (p. 12381). (p. 12382, 12383). (p. 12384, 12385).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 187 (2015-2016)** (p. 12587).

- **Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française - Commission mixte paritaire [n° 187 (2015-2016)]** - (8 décembre 2015) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 186 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)]** - (17 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13174, 13175).

VANDIERENDONCK (René)
sénateur (Nord)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (23 mars 2015).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (25 juillet 2015).

Membre de la mission commune d'information sur la commande publique le 8 avril 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 336 (2014-2015)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 450 tome 1 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 336 (2014-2015)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 450 tome 2 (2014-2015)] (13 mai 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 618 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale [n° 273 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 février 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication du président sur la conférence Paris climat 2015. Échange de vues sur les résultats de la consultation des élus locaux sur la simplification des normes.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de M. Antoine Garapon, co-auteur de *Deals de justice. Le marché américain de l'obéissance mondialisée* et Mme Astrid Mignon Colombet, avocate associée au cabinet Soulez Larivière & associés.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique, et Mme Caroline Leboucher, directrice générale adjointe de Business France.

Mission d'information « droit des entreprises, enjeux d'attractivité internationale, enjeux de souveraineté » - Audition de représentants du Conseil national des barreaux, de

l'Association française des juristes d'entreprises et de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. Hervé Maurey « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte ».

Réunion du mardi 31 mars 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Dans le cadre des travaux de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur l'évolution des finances locales à l'horizon 2017, audition de M. Julien Bargeton, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives aux finances, au suivi des sociétés d'économie mixte, aux marchés publics, aux concessions et à la politique des achats, puis de M. Daniel Quéro, président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des lois*) : Permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 11 mai 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des lois*) : Instauration d'un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et interdiction de leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification des conditions de saisine du Conseil national d'évaluation des normes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des lois*) : Lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*mission commune d'information sur la commande publique*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

Communications diverses.

Échange de vues sur les conditions, notamment financières, de l'essor des communes nouvelles.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Communication.

Loi de finances 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et

« Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennetier, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de Mme Laurence Le Vert, première vice-présidente chargée de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris, et M. David Bénichou, vice-président chargé de l'instruction à la section antiterroriste et atteintes à la sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Audition de M. Pascal Brice, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (18 février 2015) - **Article 38 ter A (Supprimé)** (art. L. 228-4 [nouveau] du code de l'environnement - Performance environnementale de la commande publique) (p. 1969).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)]** - (4 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2307, 2308).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le volet « Développement économique » de la politique de la ville** - (5 mars 2015) (p. 2340, 2341).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 318 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2511, 2512). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2516).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)]** - (19 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2771, 2772).

- **Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2014-**

2015]] - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 2991, 2992).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5279, 5281).

- Corapporteur - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5324). (p. 5326). (p. 5336).

- **Suite de la discussion** (27 mai 2015) (p. 5349, 5350). (p. 5353). (p. 5355). (p. 5355). (p. 5358). (p. 5359). (p. 5360). (p. 5362). (p. 5362). (p. 5363). (p. 5364). (p. 5369, 5370). - **Article 3** (art. L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1511-3, L. 1511-5, L. 1511-7, L. 2251-1, L. 3231-1, L. 3231-3, L. 3231-4, L. 3231-7, L. 3232-1, L. 3641-1, L. 4211-1, L. 4433 12, L. 5217-2, L. 5421-4 et L. 5621-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 122-11 du code du sport - Compétence de la région en matière de développement économique et conditions d'attribution des aides aux entreprises) (p. 5377). (p. 5378). (p. 5379). (p. 5381). (p. 5382). (p. 5383). (p. 5385). - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5397).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5409).

- Corapporteur - **Article 5** (art. L. 541-13, L. 541-14, L. 541-14-1 (abrogé), L. 541-15, L. 655-6 et L. 655-6-1 (abrogé) du code de l'environnement ; art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la planification régionale en matière de déchets) (p. 5413). (p. 5413). (p. 5415). (p. 5416). (p. 5417). (p. 5418). - **Article 6** (art. L. 4251-1 à L. 4251-11 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) (p. 5422). (p. 5423). (p. 5425). (p. 5426, 5427). (p. 5430). (p. 5430). (p. 5431). (p. 5434).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2015) (p. 5448). (p. 5449). (p. 5449). (p. 5450). (p. 5450). (p. 5450). (p. 5452, 5453). (p. 5461). - **Demande de priorité** (p. 5462). (p. 5466, 5467). (p. 5468). (p. 5468). (p. 5468). (p. 5469). (p. 5469). (p. 5470). - **Article 7** (art. 34 et 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ; art. L. 1213-1 à L. 1213-3 du code des transports - Dispositions transitoires pour l'élaboration et la révision des anciens schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire) (p. 5488). - **Article 8** (art. L. 1221-2, L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-7, L. 3111-8, L. 3111-9, L. 3111-10, L. 3521-1 et L. 5431-1 du code des transports ; section 2 du chapitre III du titre Ier du livre II et art. L. 213-11 et L. 213-2 du code de l'éducation ; art. L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 8221-6 du code du travail - Transfert de la compétence des transports routiers non urbains des départements aux régions) (p. 5493). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5495). - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 3114-1 et L. 3114-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité de transfert de propriété des lignes capillaires fret aux régions et aux intercommunalités) (p. 5496). - **Article 8 ter (supprimé)** (art. L. 1213-3-2, L. 1214-1, L. 1214-3, L. 1214-6, L. 1214-19, L. 1214-21, L. 1214-22, L. 1231-1, L. 1231-2, L. 1231-3, L. 1231-4, L. 1231-5, L. 1231-6, L. 1231-7, L. 1231-5-1, L. 1231-8, L. 1231-9, L. 1241-1, L. 1811-2, L. 2121-10, section 2 du chapitre unique du titre III du livre II de la première partie,

section 2 du chapitre II du titre Ier du livre Ier de la deuxième partie et sous-section 2 de la section 1 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports ; art. L. 2333-64, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 4434-3, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 213-1 du code de l'éducation - Evolution des périmètres de transports urbains et ses conséquences) (p. 5503). - **Article 11 (supprimé)** (art. L. 5314-1, L. 5314-2 (abrogé), L. 5314-3 (abrogé), L. 5314-4, L. 5314-8, L. 5314-11, L. 5314-13 [nouveau], L. 5723-1 et L. 5753-2 du code des transports ; art. L.2321-2, L. 3321-1, L. 3542-1, L. 4321-1 et L. 4424-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 2122-17 et L. 2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 341-5 du code du tourisme - Procédure de transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des ports relevant du département aux autres collectivités territoriales) (p. 5511). (p. 5512). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5513). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 216-11 [nouveau] du code de l'éducation - Convention de mutualisation des services entre collèges et lycées) (p. 5514). - **Article 12 bis AA** (art. L. 214-5 du code de l'éducation - Définition conjointe de la sectorisation des lycées par le recteur et le conseil régional) (p. 5515). - **Article 12 bis A** (art. L. 214-2 et L. 614-3 du code de l'éducation - Approbation par la région de la carte des formations supérieures et schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) (p. 5515). (p. 5515). (p. 5515). (p. 5516). (p. 5516). - **Article 12 ter** (Chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du sport, art. L. 114-1 à L. 114-17 [nouveaux] et L. 211-1 du code du sport ; art. L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes - Transfert de l'État aux régions des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive) (p. 5522). - **Article 14** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5532). - **Article 15** (Dispositif temporaire de refonte de la carte des EPCI à fiscalité propre) (p. 5549). (p. 5549, 5550). (p. 5550). (p. 5550, 5551). - **Article 15 ter A** (art. L. 123-1, L. 123-1-1 et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Simplification des procédures d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5551). (p. 5551). - **Article 15 ter C** (art. L. 302-5 et L. 444-2 du code de l'urbanisme - Exonération transitoire du prélèvement dû en cas de non-respect du taux légal de logements sociaux pour les communes qui y seraient soumises par l'effet d'une modification du périmètre de l'EPCI dont elle est membre) (p. 5553). (p. 5555, 5556). (p. 5559). - **Article 16 bis** (art. L. 5212-7 et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte de la population dans la répartition des sièges de délégué des collectivités au sein des comités des syndicats de communes et mixtes) (p. 5565). (p. 5565).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 17 ter** (art. L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion temporaire à un pôle d'équilibre territorial et rural d'une commune nouvelle créée par fusion des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 5587). - **Article 17 quater** (art. 11 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétences des EPCI issus de la mise en œuvre du SRCI d'Île-de-France et sort des personnels affectés) (p. 5587). (p. 5588). - **Article 17 septuagies AA** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de calcul de la dotation de solidarité communautaire pour les intercommunalités signataires d'un contrat de ville) (p. 5589). - **Article 19** (art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences nécessaires aux communes de communes pour être éligibles à une bonification de la DGF) (p. 5601). (p. 5602). (p. 5602, 5603). (p. 5603). (p. 5603). - **Article 20** (art. L. 5216-5 et L. 5814-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences des communautés d'agglomération) (p. 5604).

(p. 5605). (p. 5605). (p. 5606). - **Article 20 bis** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-17 du code général des collectivités territoriales - Représentation-substitution adaptée des membres d'un syndicat d'assainissement ou d'eau potable rejoignant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole) (p. 5608). (p. 5609). - **Article 21** (Délai de mise en conformité des compétences exercées par les communautés de communes et d'agglomération) (p. 5610). (p. 5610). (p. 5610, 5611). (p. 5611). (p. 5612). (p. 5612). - **Article 21 bis AA** (art. L. 5721-6-3 du code général des collectivités territoriales - Faculté de retrait des membres d'un syndicat mixte ouvert en cas de perte de la compétence ou de l'objet fondant l'adhésion) (p. 5612). (p. 5613). - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). - **Article 22** (art. L. 5211-4-1, L. 5211-4-2, L. 5214-16-1 et L. 5221-1 du code général des collectivités territoriales - Situation des personnels en cas de transfert ou de restitution d'une compétence entre communes et EPCI) (p. 5620). - **Article 22 bis AAA** (art. L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales - Répartition entre collectivités des recettes issues des forfaits de post-stationnement hors Ile-de-France) (p. 5623). (p. 5624). - **Article 22 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 213-12 du code de l'environnement, art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 5626). (p. 5626). (p. 5627). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211313, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22 et L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 5630). - **Article 22 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 du code général des collectivités territoriales - Recours à la majorité qualifiée pour l'unification des impôts directs communaux au sein des EPCI à fiscalité propre) (p. 5630). (p. 5630). - **Article 22 quater C** (art. L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement aux communes de 1 000 habitants et plus de certaines règles de fonctionnement du conseil municipal applicables dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 5631). - **Article 22 octies (supprimé)** (Modalités de l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 5636). - **Article 22 nonies (supprimé)** (art. L. 1112-23 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Composition, rôle et fonctionnement des conseils de développement créés par les communes et leurs groupements ou constitués auprès des métropoles et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux) (p. 5644). - **Article 22 decies (supprimé)** (art. L. 2121-22-1 du code général des collectivités territoriales - Extension aux communes et aux EPCI à fiscalité propre de 10 000 habitants et plus de la possibilité de créer une mission d'information et d'évaluation) (p. 5644). - **Article 23 A** (art. L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exercice des compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5645). - **Article 23** (art. L. 5217-2, L. 3211-1-1 et L. 5217-19 du code général des collectivités territoriales - Mécanisme de transfert automatique des compétences départementales à la métropole) (p. 5647). (p. 5649). - **Article 24 bis AA** (art. L. 2215-8 du code général des collectivités territoriales - Missions des laboratoires départementaux) (p. 5658). (p. 5659). - **Article 24 bis C** (art. L. 3461-1 et L. 5552-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Octroi de subventions par les départements et les régions d'Alsace-Moselle pour la promotion du droit alsacien-mosellan) (p. 5660). - **Article 24 bis (suppression maintenue)** (Financement de la prise en charge des mineurs isolés étrangers) (p. 5661). (p. 5661). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire départemental) (p. 5665). (p. 5665). - **Article 26** (art. 27, 27-2 [nouveau], 30 et 30-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les

administrations ; art. 28, 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; art. 15 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création de maisons de services au public) (p. 5667). - **Article 26 bis** (p. 5669). - **Article 30** (art. L. 232-1 et L. 243-7 [nouveau] du code des juridictions financières ; L. 1611-9 [nouveau], L. 1612-19, L. 1871-1, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 3312-1, L. 3313-1, L. 4312-1 et L. 4313-1, L. 5211-36 et L. 5622-3 du code général des collectivités territoriales - Obligation de présentation des actions correctrices prises suite à un rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes et diverses dispositions visant à renforcer l'information financière des élus et du citoyen) (p. 5701). (p. 5701). (p. 5702). (p. 5702). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de dispositifs de certification des comptes des collectivités territoriales) (p. 5703). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Relèvement du plafond de prise en charge des indemnités de remboursement anticipé par le fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés) (p. 5703). - **Article 33 (Supprimé)** (art. L. 1611-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité d'action récursoire de l'État contre les collectivités territoriales en cas de condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne) (p. 5704, 5705). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales - Observatoire des finances et de la gestion publique locale) (p. 5705). - **Article 35** (Modalités de mise à disposition ou de transfert des services et garanties offertes aux personnels) (p. 5708). (p. 5708). (p. 5708). (p. 5708). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 112 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Emplois fonctionnels de directeur et de directeur général des services techniques dans la commune de Saint-Pierre) (p. 5710). - **Article 36 ter** (art. 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la faculté reconnue aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de créer une commission administrative paritaire commune) (p. 5711). - **Article 36 nonies** (art. L. 2121-31, L. 3312-5 et L. 4312-8 du code général des collectivités territoriales - Transmission par le directeur départemental ou régional des finances publiques du compte de gestion au préfet) (p. 5716).

- **Débat sur le thème : « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte »** - (9 juin 2015) (p. 6158, 6159).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)]** - (16 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7780, 7782).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (17 septembre 2015) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8415).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9248).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 13 octies (nouveau)** (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficiaire de l'aide médicale d'État) (p. 9331). - **Article 18 A (nouveau)** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime contentieux de la décision de placement en rétention) (p. 9350).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions [n° 178 (2015-2016)]** - (20 novembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4-1 [nouveau], 6, 6-1 [nouveau], 7, 9, 10, 11,

12, 13, 14, 14-1 [nouveau] et intitulé de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modernisation du régime juridique de l'état d'urgence) (p. 11161).

- Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]

Première partie :

- (24 novembre 2015) - **Article 14** (Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques) (p. 11469).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) (p. 11574, 11575).

Relations avec les collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2113-21, L. 2113-22, L. 2334-1, L. 2334-2, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-2, L. 2334-7-9, L. 2334-9, L. 2334-10, L. 2334-13, L. 2334-14, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-20, L. 2334-22, L. 2334-22-1, L. 2573-52, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3413-2, L. 3662-4, L. 4332-4, L. 4332-5, L. 4332-7, L. 4332-8, L. 5211-28, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1

L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5215-36 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales, art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et art. L. 133-1 du code du tourisme - Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal) (p. 11604). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11610). - **Article 58 bis (nouveau)** (art. L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-3, L. 2334-13, L. 2334-16, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2, L. 5211-28, L. 5211-32, L. 5218-11 et L. 5219-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement pour 2016) (p. 11618). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales - Prolongation du dispositif d'incitation financière à la création de communes nouvelles) (p. 11623).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 58 quater** (p. 11644).

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11716). - **État B** (p. 11721).

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UDI-UC

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (12 novembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 24 mars 2015.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La situation des maternités en France [n° 243 (2014-2015)] (21 janvier 2015) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le « pacte financier » pour la création de communes nouvelles [n° 568 (2014-2015)] (29 juin 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Malgré le poids inédit des prélèvements, une réduction limitée des déficits sociaux en 2014 [n° 580 (2014-2015)] (1er juillet 2015) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 658 (2014-2015)] (29 juillet 2015) - **Culture**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Équilibres financiers généraux [n° 134 tome 1 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Assurance maladie [n° 134 tome 2 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Examen des articles [n° 134 tome 7 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 134 tome 8 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 158 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 190 (2015-2016)] pour 2016 [n° 191 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'actualisation des projections financières du système de retraite.

Audition de Mme Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les réformes et le pilotage des régimes de retraite en Europe.

(*commission des affaires sociales*) : Auditions pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les maternités.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des finances*) : Étude réalisée par le Conseil des prélèvements obligatoires sur les réformes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG) - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Remise du rapport de l'IGAS sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Audition de M. François Chérèque et de Mme Christine Abrossimov.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage de 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Résultats de la gestion du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2014 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale).

(*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Alain Gubian, directeur financier, directeur des statistiques, des études et de la prévision de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale).

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2015 (*commission des finances*) : Fonds CMU - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales, en vue du débat sur l'orientation sur les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des finances*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Valérie Plagnol, préalable à sa nomination au Haut conseil des finances publiques par le président du Sénat.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur le système d'apprentissage en Allemagne et en Autriche.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (29 janvier 2015) - Article unique (p. 1015).

- **Débat sur le thème : « La France dispose-t-elle encore du meilleur système de santé au monde ? »** - (29 janvier 2015) (p. 1022, 1023).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2282, 2283).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2501). (p. 2502).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2669, 2670). (p. 2676). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 2685). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile) (p. 2693).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 bis du Règlement - Organisation d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement par semaine et suppression des questions cribles thématiques) (p. 4918).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 3 bis** (art. L. 5311-3, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-11, L. 6123-3, L. 6123-4 et L. 6123-4-1 du code du travail - Participation de la région à la coordination des acteurs du service public de l'emploi) (p. 5397).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de

commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE (p. 6572).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7448, 7449).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8281). (p. 8281).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8452).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8528, 8529). (p. 8531). - **Article 15** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Numéro national de permanence des soins) (p. 8554). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Lettres de liaison entre l'hôpital et le médecin traitant) (p. 8609).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 septembre 2015) (p. 8622).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (18 septembre 2015) - **Article 26 ter A (supprimé)** (art. L. 6141-1 du code de la santé publique - Implication des collectivités territoriales dans la gouvernance des établissements publics de santé) (p. 8631). - **Article 27** (art. L. 6131-2, L. 6131-3, L. 6132-1 à L. 6132-7, L. 6143-1, L. 6143-4, L. 6143-7 et L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2000 ; art. 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques - Groupements hospitaliers de territoire) (p. 8639). (p. 8639). (p. 8642). (p. 8642).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9007). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9101). - **Articles additionnels après l'article 51 quater** (p. 9104). (p. 9105). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9108, 9109). (p. 9109). - **Article 52** (art. L. 2223-19, L. 2223-19-1 et L. 2223-20 du code général des collectivités territoriales et art. L. 3111-4-1 du code de la santé publique - Encadrement de la thanatopraxie) (p. 9111).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9168, 9169).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10030, 10031). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Priorité au bénéfice des personnes âgées ou des personnes handicapées dans l'accès aux logements adaptés dans le parc social) (p. 10049, 10050). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10148).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10551, 10554). - **Question préalable** (p. 10563).

Première partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2014) (p. 10585).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 4** (Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 10591). (p. 10592). (p. 10593). (p. 10594). - **Article 5** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015) (p. 10596).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC) (p. 10598). (p. 10599). (p. 10603). (p. 10604, 10605). (p. 10607). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10608). (p. 10610). (p. 10611). (p. 10612). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Plafond d'exonération de la CSG et de cotisations sociales sur les indemnités de rupture du contrat de travail et de cessation forcée d'activité des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 ter du code général des impôts) (p. 10612, 10613). - **Article 8** (art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 10615). (p. 10617). - **Article 9** (p. 10619). (p. 10620). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10622). (p. 10624). (p. 10625). (p. 10626). (p. 10627). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10628).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article 11** (art. L. 133-4-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des redressements pour les régimes de protection sociale complémentaire d'entreprise n'ayant pas un caractère collectif et obligatoire) (p. 10636, 10637). (p. 10637). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10639). (p. 10641). (p. 10641). (p. 10642). (p. 10642). (p. 10643). (p. 10644). (p. 10645). (p. 10645). (p. 10646). - **Article 12** (art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales) (p. 10647). (p. 10648). - **Article 13** (art. L. 731-15, L. 731-16 et L. 731-22-1 du code rural et de la pêche maritime - Régime des options des non-salariés agricoles pour le lissage de leurs revenus professionnels) (p. 10649). (p. 10649). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10650). - **Article 14** (art. L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Report à 2020 de l'obligation, pour les personnes relevant du régime micro-fiscal au 31 décembre 2015, de passer au régime micro-social) (p. 10651). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10652). (p. 10653). (p. 10653). (p. 10654, 10655). - **Article 14 bis** (art. L. 136-5, L. 213-4 [nouveau], L. 241-6-2, L. 752-4 du code de la sécurité sociale art. L. 5427-1 et L. 6331-53 du code du travail, art. 30 de la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Transfert de l'ENIM à une URSSAF du recouvrement des cotisations et contributions dues pour les personnes relevant du régime spécial de sécurité sociale des marins) (p. 10656). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 10656).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. L. 241-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 130 de la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 et art 34 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Conséquences sur les allègements généraux du non-respect de l'obligation de négociation annuelle obligatoire) (p. 10667). - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 10669). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. L. 244-2 du code de la sécurité sociale - Motivation des avertissements et des mises en demeure) (p. 10670). - **Article 14 septies (nouveau)** (art. L. 613-7-1 et art. L. 611-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la dispense de cotisations minimales pour les travailleurs indépendants pluriactifs et les retraités actifs, versement sur option des cotisations minimales pour les

bénéficiaires du RSA et traitement, par le RSI, de données à caractère personnel) (p. 10670, 10672). (p. 10671). - **Articles additionnels après l'article 14 octies** (p. 10672). (p. 10674). (p. 10674). (p. 10675). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 10677). - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10685). (p. 10686). (p. 10689). (p. 10691). (p. 10692). (p. 10694). (p. 10694). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10707). (p. 10708). (p. 10708). (p. 10709). (p. 10710). (p. 10711). - **Article 16** (Prélèvement sur les réserves du fonds pour l'emploi hospitalier au profit du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 10711, 10712). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10713). (p. 10715). (p. 10716). (p. 10716). (p. 10718). (p. 10721). (p. 10721). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 862-4 du code de la sécurité sociale - Taux de la taxe de solidarité additionnelle applicable aux contrats « au premier euro ») (p. 10722). - **Article 18 A (nouveau)** (Insertion par l'activité économique) (p. 10722). - **Article 18 B (nouveau)** (art. 10 de la loi n° 37-39 du 27 janvier 1987 - Clarification du régime social applicable aux correspondants locaux de presse) (p. 10722). - **Article 18** (Intégration au régime général du régime spécial d'assurance maladie, maternité et décès du grand port maritime de Bordeaux) (p. 10723). (p. 10725). (p. 10725). - **Article 19** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Couverture sociale des gens de mer résidant en France) (p. 10726, 10727). - **Article 20** (art. L. 133-6-8, L. 134-3, L. 134-4, L. 134-5, L. 134-5-1, L. 134-6, L. 134-7, L. 134-8, L. 134-10, L. 134-11, L. 134-11-1, L. 134-12, L. 134-13, L. 134-15, L. 139-1, L. 221-1, L. 241-1, L. 241-2, L. 241-3 à L. 242-3-3, L. 380-1, L. 380-2, L. 380-3-1, L. 381-4, L. 381-8, L. 612-4, L. 613-8, L. 713-21, L. 715-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 721-2 [nouveau] L. 722-5, L. 722-6, L. 731-11, L. 731-35 du code rural et de la pêche maritime - Architecture financière de la protection universelle maladie) (p. 10730). (p. 10730). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10731). - **Article 21** (art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans) (p. 10734). (p. 10735, 10736). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 10737). - **Article 22** (art. L. 242-1, L. 911-7 et L. 911-17-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - Adaptation de la généralisation de la couverture complémentaire en matière de frais de santé pour les contrats courts et les temps très partiels) (p. 10739). (p. 10739). (p. 10739). (p. 10741). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10743). (p. 10744). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 10745). (p. 10748). - **Article 24** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-3, L. 138-10 et L. 138-12 du code de la sécurité sociale - Fixation des seuils de déclenchement des dispositifs de régulation des dépenses de médicaments (clause de sauvegarde et contribution hépatite) (p. 10749). (p. 10750). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10751). (p. 10752). - **Article 25** (Approbation du montant des exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale) (p. 10754). - **Article 26 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 10756). (p. 10757). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 10757). - **Article 27 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2016) (p. 10758). - **Article 28 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV) ; fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le

Fonds de solidarité vieillesse) (p. 10760). (p. 10760). - **Article 30 et annexe B** (Approbation du rapport figurant en annexe B) (p. 10766).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 38** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2016) (p. 10783). - **Article 39** (art. L. 111-1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 112-2-3 [nouveau], L. 114-10, L. 114-10-1 à L. 114-10-3 [nouveaux], L. 114-12, L. 114-12-1, L. 114-12-4 [nouveau], L. 114-17-1 [nouveau], L. 115-7, L. 131-9, L. 160-1 à L. 160-17 [nouveaux], L. 161-1, L. 161-2, L. 161-2-1, L. 161-3, L. 161-5, L. 161-7, L. 161-8, L. 161-9, L. 161-9-3, L. 161-10, L. 161-11, L. 161-13, L. 161-14, L. 161-14-1, L. 161-15, L. 161-15-1, L. 161-25-2, L. 161-25-3, L. 162-1-14, L. 162-1-18, L. 172-1 A, L. 182-2, L. 200-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 213-1, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-1, L. 242-3, L. 242-4-3, L. 252-1, L. 311-1, L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-9, L. 311-10, L. 313-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 313-5, L. 321-1, L. 321-2, L. 322-1, L. 322-2, L. 322-3, L. 322-4, L. 322-7, L. 322-8, L. 331-2, L. 332-1, L. 332-3, L. 371-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 371-6, L. 380-3, L. 381-3, L. 381-7, L. 381-9, L. 381-10, L. 381-11, L. 381-19, L. 381-20, L. 381-21, L. 381-22, L. 381-26, L. 381-27, L. 381-28, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-5, L. 381-3, L. 381-14-1, L. 382-3, L. 382-14-1, L. 382-21, L. 432-1, L. 453-1, L. 512-1, L. 611-12, L. 611-20, L. 611-21, L. 611-22, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-10, L. 613-14, L. 712-6, L. 712-7, L. 712-8, L. 713-1-1, L. 713-9, L. 713-10, L. 713-16, L. 861-1, L. 861-2, L. 861 3, L. 861-5, L. 871-1, du code de la sécurité sociale, art. L. 722-10, L. 722-11, L. 742-3, L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 251-1 et L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-1 du code de la mutualité - Création d'une protection universelle maladie) (p. 10796). (p. 10797). (p. 10797). (p. 10797).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) (p. 10829). (p. 10830). (p. 10830). (p. 10831). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10833). (p. 10833). - **Article 39 ter (nouveau)** (Résiliation des contrats en cours des bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé) (p. 10834). - **Article 41** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Suppression de la participation financière et confidentialité pour les actes en lien avec la prescription d'un contraceptif pour une personne mineure) (p. 10836). - **Article 41 ter (nouveau)** (art. L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mise en place d'un mi-temps thérapeutique pour les travailleurs indépendants) (p. 10837). - **Article 42** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Contrats de coopération pour les soins visuels) (p. 10839). (p. 10842). (p. 10843). (p. 10844). - **Article 43** (Expérimentation d'un dispositif de prévention de l'obésité chez les jeunes enfants) (p. 10845). (p. 10846). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10847). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10848). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10852). (p. 10853). (p. 10854). (p. 10855). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10856). (p. 10857, 10858). (p. 10859). (p. 10860). (p. 10861). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 162-17-3, L. 165-3 et L. 165-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation des dépenses) (p. 10861). (p. 10862, 10863). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10877). (p. 10877). (p. 10878). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 138-10, L. 162-1-14-2, L. 162-5-17, L. 162-16-6, L. 162-17-5, L. 162-22, L. 162-22-17, L. 162-22-18, L. 162-22-19, L. 162-22-20, L. 162-23 [nouveau], L. 162-23-1 [nouveau], L. 162-23-2 [nouveau], L. 162-23-3 [nouveau], L. 162-23-4 [nouveau], L. 162-23-5 [nouveau], L. 162-23-6 [nouveau], L. 162-23-7 [nouveau], L. 162-23-8 [nouveau], L. 162-23-9 [nouveau], L. 162-23-10 [nouveau], L. 162-23-11 [nouveau], L. 162-23-12 [nouveau], L. 162-23-13 [nouveau], L. 162-23-14 [nouveau], L. 162-23-15 [nouveau], L. 162-26, L. 162-27, L. 174-2-1, L. 174-15 et L. 753-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 6145-1 et L. 6145 du code de la santé publique - Réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation) (p. 10884). (p. 10885). (p. 10885, 10886). (p. 10886). (p. 10886). (p. 10887). (p. 10887). (p. 10887). (p. 10888). - **Article additionnel après l'article 49 ter** (p. 10888, 10889). - **Article 50** (art. L. 162-1-

17, L. 162-22-7, L. 162-30-2, L. 162-30-3, L. 162-30-4 et L. 322-5-5 du code de sécurité sociale - Simplification des dispositifs contractuels entre les établissements de santé et les ARS) (p. 10891). (p. 10892). (p. 10892). - **Article 50 bis (nouveau)** (art. L. 322-5 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des frais de transport sanitaire) (p. 10892). - **Article 51** (art. L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6113-11, L. 6113-12 et L. 6111-13 du code de la santé publique - Amélioration de la fiabilité des données issues des études nationales de coût, ENC) (p. 10894). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10894). (p. 10895). - **Article 52** (art. L. 162-1-4-1 et L. 612-3 du code de sécurité sociale - Réforme des cotisations des professionnels de santé affiliés au régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés) (p. 10897). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10898). (p. 10899). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2016) (p. 10900). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10901). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016) (p. 10902, 10903). (p. 10903). - **Article 57** (art. L. 161-23-1, L. 341-6, L. 351-11, L. 353-5, L. 356-2, L. 413-7, L. 434-1, L. 434-2, L. 434-6, L. 434-16, L. 434-17, L. 551-1, L. 723-11-2 [nouveau], L. 816-2

et L. 861-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 211-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 732-24, L. 751-46, L. 752-6, L. 753-8 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime ; art. 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, art. 5 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 - Modification des règles de revalorisation des prestations de sécurité sociale) (p. 10909). (p. 10909). - **Article 58** (art. L. 122-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 216-2-1, L. 216-2-2 et L. 611-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Renforcement des mutualisations entre organismes, branches et régimes de la sécurité sociale) (p. 10911). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 10912). - **Article 62 (nouveau)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Elargissement du droit de communication au profit des agents des organismes de sécurité sociale aux activités réalisées en ligne) (p. 10914).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11683, 11685).

VASPART (Michel)
sénateur (Côtes-d'Armor)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 16 décembre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays ; puis vice-président du 15 janvier 2015 au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes le 6 mai 2015 ; nouvelle nomination le 6 mai 2015.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (26 octobre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (5 novembre 2015).

Membre suppléant du Conseil supérieur des gens de mer le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 565 (2014-2015)] tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 16 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer le rôle déterminant des territoires pour la réussite d'un accord mondial ambitieux sur le climat [n° 140 (2015-2016)] (4 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 181 (2015-2016)] (20 novembre 2015) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 15 janvier 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Constitution.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements complémentaires de M. Louis Nègre, rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 12 février 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 12 février 2015.

Réunion du jeudi 12 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de Mme Maxime Gauthier, directrice des vérifications nationales et internationales à la direction générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Pierre-Olivier Goineau, président de France biotech, et Renaud Vaillant, directeur général de Theravectys.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du lundi 4 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Jean-François Minster, directeur scientifique de Total.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation dans l'Hérault, le 11 mai 2015.

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Marc Guillaume, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 16 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de

MM. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission d'enquête sur les autorités administratives indépendantes*) : Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président, M. Dominique Maigne, directeur, et Mme Véronique Chenail, secrétaire générale, de la Haute autorité de santé.

(*délégation aux entreprises*) : Présentation des résultats de l'étude réalisée par l'IFOP sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales en matière d'accueil et de soutien au développement des entreprises de taille intermédiaire.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2016 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1250, 1252).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1856). (p. 1856). - **Article 24** (art. L. 311-10, L. 311-11-1 [nouveau], L. 311-12 et L. 311-13, L. 311-13-1 à L. 311-13-5 [nouveaux] et L. 311-19 du code de l'énergie - Adaptation des procédures d'appel d'offres) (p. 1864). (p. 1864).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque d'abstention lors des élections départementales et régionales** - (5 mars 2015) (p. 2336, 2337).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (9 avril 2015) - **Article 3 quater B (supprimé)** (Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire) (p. 3302, 3303). (p. 3307).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 9** (art. L. 211-2 à L. 211-8 [nouveaux], L. 213-7-1 [nouveau], L. 223-1, L. 221-1 A [nouveau], L. 221-3, L. 221-3-I, L. 221-4, L. 221-5, L. 221-6, L. 221-7, L. 221-8 [nouveaux] du code de la route, L. 312-13 du code de l'éducation - Externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire et des épreuves pratiques des diplômés professionnels poids-lourds) (p. 3406). (p. 3406). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3432). - **Article 10 D (Supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction contre certaines pratiques commerciales abusives) (p. 3437). (p. 3439, 3440).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3711).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6226).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 bis A** (art. L. 2133-2 [nouveau] du code de la santé publique - Interdiction de la mise à disposition de fontaines proposant des boissons sucrées) (p. 8281). (p. 8281).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 9578, 9580). - **Article 3** (art. L. 5343-3 du code des transports - Définition des ouvriers dockers professionnels mensualisés) (p. 9589, 9590). - **Article 5** (art. L. 5343-6 du code des transports - Définition des ouvriers dockers occasionnels) (p. 9592). - **Article 6 (supprimé)** (art. L. 5343-7 du code des transports - Périmètre d'intervention prioritaire des ouvriers dockers) (p. 9594). - **Article 7** (art. L. 5343-7-1 du code des transports - Règles de priorité applicables aux différentes catégories d'ouvriers dockers) (p. 9595). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9598).

- **Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 62 (2015-2016)]** - (22 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9848).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 376 (2014-2015)]** - (18 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11048, 11049).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11536, 11537).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Article 21** (p. 11556, 11557).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. L. 2334-14-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-20 du code général des collectivités territoriales) - Exclusion du bénéfice de la péréquation des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) (p. 11646).

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP, puis Les Républicains

Devenu sénateur le 8 janvier 2015 (remplacement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 12 octobre 2015.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 14 janvier 2015 au 11 octobre 2015.

Membre de la commission des affaires européennes le 12 octobre 2015.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 24 septembre 2015.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 19 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 393 (2014-2015)] (7 avril 2015) - **Culture**.

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale [n° 615 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 621 (2014-2015)] (9 juillet 2015) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative aux volontaires experts pour l'international [n° 650 (2014-2015)] (22 juillet 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en place de moyens de contrôles dans les gares françaises [n° 671 (2014-2015)] (3 septembre 2015) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 689 (2014-2015)] (17 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à demander l'instauration d'un « blocus maritime » au large des côtes libyennes [n° 43 (2015-2016)] (9 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre les rodéos urbains [n° 79 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Anciens combattants - Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français [n° 157 (2015-2016)] (17 novembre 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la remise d'un drapeau tricolore bleu, blanc, rouge à l'occasion de la journée défense et citoyenneté [n° 204 (2015-2016)] (27 novembre 2015) - **Défense - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 41 (2015-2016)] relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 274 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Peres, auteur du rapport sur « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » fait au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé des facultés de droit, cofondateur du Centre de droit et d'économie du sport, auteur du rapport sur les statuts des sportifs, accompagné de Mme Astrid Guyart, sportive de haut niveau et M. Éric Carrière, ancien joueur de football professionnel, membres du comité de pilotage de la mission « Statuts des sportifs ».

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hortense Archambault, ancienne directrice du festival d'Avignon, MM. Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député, co-auteurs du rapport « Bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle ».

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de France Télévisions - Audition de MM. Nicolas de Tavernost, président du groupe M6, Bertrand Méheut, président du groupe Canal+, et Nonce Paolini, président du groupe TF1.

Situation de Radio France - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Culture et handicap : accessibilité des équipements et des contenus » - Table ronde.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Communication.

Réunion du mardi 12 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes de

l'Assemblée nationale de M. Carlos Moedas, commissaire européen en charge de la recherche, de la science et de l'innovation.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application des lois - Communication.

Audition de M. Yves Bigot, directeur général de TV5Monde.

Réunion du mercredi 17 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France, chargé de préfigurer la future Agence de la langue française.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française.

Conseils d'école - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement de l'audiovisuel public - Présentation du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Financement de l'audiovisuel public - Conclusions des travaux de MM. André Gattolin et Jean-Pierre Leleux, rapporteurs.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sophie Béjean, présidente du comité pour la stratégie nationale de l'enseignement supérieur (STRANES), et M. Bertrand Monthebert, rapporteur général, sur leur rapport « Pour une société apprenante ».

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats - Ouverture de la magistrature sur la société - Mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des lois*) : Gratuité et modalités de la réutilisation des informations du secteur public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Environnement - Réunion conjointe avec les membres français du Parlement européen et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur la politique migratoire de l'Union européenne et sur la préparation de la COP21.

(*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des lois*) : Application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2016 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et Mme Camille Hennechet, vice-procureur au parquet anti-terroriste du tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réglementation de la pêche au bar : proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet et avis politique.

Réunion du mardi 15 décembre 2015 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (21 janvier 2015) - **Article 22 ter (nouveau)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale) (p. 566).

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (11 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1455). - **Article 2** (*Intégration des objectifs de la politique énergétique par l'ensemble des politiques publiques*) (p. 1463). - **Article 3 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de rénovation énergétique de 500 000 logements par an à compter de 2017*) (p. 1469).

- **Suite de la discussion** (12 février 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 B** (p. 1500, 1501). (p. 1504). - **Article 3** (art. L. 123-5-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité de dérogation aux règles d'urbanisme pour isoler extérieurement les bâtiments) (p. 1522). (p. 1522, 1523).

- **Suite de la discussion** (13 février 2015) - **Article 9 bis A** (art. 220 undecies [nouveau] du code général des impôts - Réduction d'impôts sur les sociétés qui mettent des vélos à disposition de leurs salariés) (p. 1666).

- **Suite de la discussion** (17 février 2015) - **Article 23** (art. L. 121-7, L. 311-6, L. 314-1, L. 314-3, L. 314-4, L. 314-6-1 [nouveau], L. 314-7, L. 314-7-1 [nouveau], L. 314-14, L. 314-18 à L. 314-23 [nouveaux] du code de l'énergie - Complément de rémunération) (p. 1860). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1862). - **Article 26** (art. L. 2253-1, L. 3231-6 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Participation des communes et de leurs groupements au capital de sociétés de production d'énergies renouvelables) (p. 1871).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-5 et L. 337-6 du code de l'énergie - Évolution du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 1978). (p. 1979). - **Article 48** (art. L. 133-2 et art. L. 222-1-A à L. 222-1-E [nouveaux] du code de l'environnement - Budgets carbone et stratégie bas-carbone) (p. 2035, 2036). (p. 2038). (p. 2040). (p. 2041). (p. 2045).

- **Débat sur la situation des maternités** - (4 mars 2015) (p. 2295, 2296).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (18 mars 2015) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2681). (p. 2683). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile) (p. 2685). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2688). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile) (p. 2693, 2694). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation pour les services polyvalents d'aide et de soins à domicile) (p. 2700). - **Article 36** (art. L. 232-3-2 et L. 232-3-3 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Aide au répit et en cas d'hospitalisation du proche aidant) (p. 2705). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2706). (p. 2707). (p. 2711). (p. 2711). - **Article 37 (supprimé)** (Expérimentation du baluchonnage) (p. 2714).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 2788). - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 2791). (p. 2793).

- **Organisation des travaux** - (19 mars 2015) (p. 2793).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (5 mai 2015) - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 4399).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace [n° 428 (2014-2015)]** - (13 mai 2015) - **Article 1er** (art. 1er A [nouveau], 6 ter, 14, 15, 23 bis et 73 ter du Règlement - Agenda sénatorial, organisation des réunions des différents organes internes et obligation de présence des sénateurs) (p. 4899). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (26 mai 2015) - **Article 1er** (art. L. 1111-10, L. 4221-1, L. 4433-1 et L. 4433-4 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la clause de compétence générale

des régions et attribution d'un pouvoir réglementaire) (p. 5316). - **Article 2** (art. L. 1111-9, L. 1511-1 et L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 711-8 du code de commerce ; art. 5-5 du code de l'artisanat et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Compétence de la région en matière de développement économique et schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 5330). (p. 5331). (p. 5336).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2015) - **Article 21 bis B** (art. L. 5215-1 et L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogations aux seuils de population nécessaires à la mise en place d'une communauté urbaine ou d'agglomération) (p. 5616).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (23 juin 2015) - **Article 8 A (nouveau)** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 6684). (p. 6685). (p. 6685). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6708).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6756). (p. 6756). (p. 6758). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 6797). - **Article 18** (art. L. 2135-11 et L. 3142-8 [nouveau] du code du travail - Possibilité pour le fonds de financement des partenaires sociaux de soutenir l'activité des organismes de recherche) (p. 6801).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6851). - **Article 22** (art. L. 5315-1 [nouveau] du code du travail - Définition des missions de l'AFPA dans le cadre du service public de l'emploi) (p. 6853). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6861).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 8213). (p. 8213). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8220, 8221). - **Article 4** (art. 225-16-1 et 227-19 du code pénal ; art. L. 3311-1, L. 3342-1, L. 3353-3 et L. 3353-4 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la consommation excessive d'alcool) (p. 8238). (p. 8239). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8272). - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 3232-4-1 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la promotion de l'activité physique et des modes de déplacement actifs dans les campagnes de lutte contre le surpoids) (p. 8283). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 8286). - **Article 5 quinquies C (supprimé)** (art. L. 3232-10 [nouveau] du code de la santé publique - Inclusion de la lutte contre la dénutrition dans la politique de la santé) (p. 8288, 8289). - **Article 5 quinquies D** (art. L. 7123-2-1 [nouveau] et L. 7123-27 du code du travail - Encadrement de l'exercice d'activité de mannequin au regard de l'indice de masse corporelle) (p. 8290, 8291).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 5 sexies** (art. L. 3511-3 du code de la santé publique et art. 573 du code général des impôts - Extension aux cigarettes électroniques de l'interdiction de la publicité, suppression des affichettes et limitation de la publicité dans les publications professionnelles) (p. 8319). - **Article 5 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3511-2-1 du code de la santé publique - Preuve de la majorité pour l'achat de tabac) (p. 8324). - **Article 5 nonies** (art. L. 3511-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation d'information des acteurs du tabac sur leurs dépenses de communication et actions de lobbying) (p. 8327). - **Article 5 decies** (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8334). - **Articles additionnels après l'article 5 duovicies** (p. 8343). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8373). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8378). (p. 8379).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 1221-5 et L. 1271-2 du code de la santé publique - Suppression de la contre-indication permanente au don du sang applicable aux personnes majeures protégées) (p. 8398, 8399). - **Article 8** (art. L. 3411-3, L. 3411-6 à L. 3411-9 [nouveaux], et L. 3121-3 à L. 3121-5 du code de la santé publique - Politique de réduction des risques et des dommages) (p. 8404). - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8406). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de salles de consommation à moindre risque) (p. 8413). (p. 8419). (p. 8420).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 1434-13 [nouveau] du code de la santé publique - Pacte territoire-santé) (p. 8518, 8519). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 8521). (p. 8524). - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 162-5-5 du code de la sécurité sociale - Obligation de négocier sur le conventionnement des médecins souhaitant s'installer en zones sous-denses ou sur-denses) (p. 8527). (p. 8530). (p. 8532). - **Article 12 quater (supprimé)** (art. L. 4130-1 du code de la santé publique - Rôle du médecin en matière de soulagement de la douleur) (p. 8535). - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8540). (p. 8540).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4393-8 à L. 4393-15 [nouveaux] et L. 4394-4 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires) (p. 8742). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8744). (p. 8746). - **Articles additionnels après l'article 30 sexies** (p. 8750). (p. 8750, 8751). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 8779). (p. 8779). - **Article 33 bis (supprimé)** (Consultation d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les femmes enceintes) (p. 8785).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Information des professionnels sur l'état des connaissances scientifiques) (p. 8811). (p. 8812). (p. 8815). (p. 8817). (p. 8817). (p. 8818). - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. L. 1142-30 [nouveau] du code de la santé publique - Prescription d'activités physiques adaptées) (p. 8822). - **Articles additionnels après l'article 35 bis B** (p. 8825). - **Articles additionnels après l'article 35 quater** (p. 8834). (p. 8836). - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé) (p. 8838). (p. 8838).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Article 46** (art. L. 1110-4, L. 1111-5, L. 1111-7 et L. 1111-18 du code de la santé publique - Accès aux informations de santé) (p. 8976). (p. 8976). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8985). (p. 8989).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Rappel au règlement** (p. 9003). - **Article 46 ter (supprimé)** (art. L. 1232-1 et L. 1232-6 du code de la santé publique - Renforcement du consentement présumé au don d'organes) (p. 9007). - **Article 47** (art. L. 1111-8-1, L. 1435-6, L. 1451-1, L. 1460-1 à L. 1462-2 [nouveaux] et L. 5121-28 du code de la santé publique ; art. L. 161-28-1, L. 161-29, L. 161-30 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 225-1 du code de la recherche ; art. 6, 8, 15, 22, 27, 53 à 55, 57 et 61 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Réforme de l'accès aux données de santé) (p. 9055). (p. 9055, 9056). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9098). - **Article 51 (Habilitation à simplifier et harmoniser le droit par ordonnance - régime des établissements de santé, pharmacies à usage intérieur, gestion administrative et exercice de certains professionnels, sécurité sanitaire, traitement des données personnelles de santé)** (p. 9099). (p. 9100). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9101, 9102). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4351-1 du code de la santé publique - Missions des manipulateurs d'électroradiologie médicale) (p. 9102, 9103). (p. 9103). (p. 9103). - **Article additionnel après l'article 51 ter** (p. 9103). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9109). (p. 9110).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 10 bis** (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9294).

- **Question orale sans débat sur la dégradation de la desserte en téléphonie mobile et internet dans le Cantal** - (27 octobre 2015) (p. 9932).

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des éleveurs laitiers** - (27 octobre 2015) (p. 9932). (p. 9933).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 4** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Financement des actions de prévention de la perte d'autonomie par la section V du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) (p. 10040). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 14-10-10 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Répartition des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie entre départements) (p. 10041). - **Article 11** (art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles - Résidences autonomie) (p. 10043).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société [n° 120 (2015-2016)]** - (3 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10307). - **Article 22** (art. 10-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Consécration et encadrement du droit syndical reconnu aux magistrats) (p. 10309). (p. 10310).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^e siècle [n° 122 (2015-2016)]** - (5 novembre 2015) - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10495).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 10579, 10580).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 5** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015*) (p. 10596).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (*art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC*) (p. 10601, 10602). (p. 10606).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10643). - **Article 12** (*art. L. 133-6-2, L. 611-20 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des cotisations de sécurité sociale des professions libérales*) (p. 10648). - **Article 13** (*art. L. 731-15, L. 731-16 et L. 731-22-1 du code rural et de la pêche maritime - Régime des options des non-salariés agricoles pour le lissage de leurs revenus professionnels*) (p. 10649).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 14** octies (p. 10673). (p. 10676). - **Article 15** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du*

23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10688). (p. 10690). (p. 10693).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes annoncées par le Gouvernement** - (12 novembre 2015) (p. 10696, 10697). (p. 10698).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)] (suite)**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 17** (*art. 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Calendrier du transfert à la CADES des déficits portés par l'ACOSS*) (p. 10713).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 217 (2015-2016)]** - (9 décembre 2015) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1244 du code civil - Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole*) (p. 12665). - **Article 9** (*art. L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole*) (p. 12675). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12678).

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral jusqu'au 17 janvier 2015.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques le 15 janvier 2015 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2015 ; puis vice-président le 20 janvier 2015 ; nouvelle nomination du 20 janvier 2015 au 25 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2 juin 2015).

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Electricité de France.

Réunion du mardi 20 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Daniel Verwaerde, candidat proposé aux fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Malosse, président du Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du jeudi 22 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean-Paul Bailly, président de la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil économique, social et environnemental, et de Jean-Claude Étienne, conseiller, membre de la délégation.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 février 2015 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Jacques Attali, président de Planet finance.

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Fréquences de la bande 700 MHz - Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi croissance et activité*) : Audition de M. Pierre Cahuc, professeur à l'École polytechnique, membre du Conseil d'analyse économique, M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie, M. Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE et M. David Thesmar, professeur à HEC, membre du Conseil d'analyse économique.

Réunion du mardi 3 mars 2015 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hugues de Jovenel, président de l'association de prospective Futuribles international.

Réunion du mardi 10 mars 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, et Éric Brun, chargé de mission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du vendredi 10 avril 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen de la recevabilité d'un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 985 rectifié ter de M. Gabouty au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stanislas de Bentzmann, président de Croissance plus.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport d'information de Fabienne Keller à la suite de l'atelier de prospective du 9 avril 2015 sur « Mieux prévenir et gérer les crises liées aux maladies infectieuses émergentes ».

Réunion du jeudi 4 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission spéciale croissance, activité et égalité des chances économiques*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires économiques*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Deuxième dividende numérique et poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Yves Bréchet, commissaire à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective.

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition, conjointe avec la commission des affaires économiques, de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Jean Pautrot, président du Conseil Magellan de l'International.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Contenu des différentes actions du programme d'investissements d'avenir et leur avancement - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Michel Naulot, ancien banquier, ancien membre du collège de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 986, 988).

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du burn-out en tant que maladie professionnelle** - (3 février 2015) (p. 1097, 1098). (p. 1098).

- **Question orale sans débat sur les diplômés demandés aux moniteurs-guides de pêche** - (10 mars 2015) (p. 2367, 2368). (p. 2368).

- **Question orale sans débat sur la restructuration de la raffinerie de Donges** - (24 mars 2015) (p. 2860). (p. 2861).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (7 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3154, 3156). - **Question préalable** (p. 3177, 3178).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2015) - **Article 10 A (supprimé)** (art. L. 341-1 à L. 341-4 [nouveaux] du code de commerce - Réseaux de distribution commerciale) (p. 3420). - **Articles additionnels après l'article 10 C** (p. 3430, 3431). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 752-5-1 [nouveau] du code de commerce - Saisine de l'Autorité de la concurrence sur les documents d'urbanisme) (p. 3443). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3449). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3469). - **Article 11 bis C (supprimé)** (art. L. 421-7 du code de la consommation - Assignation conjointe du professionnel fautif par le consommateur lésé et les associations de défense des consommateurs, dans le cadre d'une action en réparation) (p. 3476). - **Article 11 quater C (nouveau)** (art. L. 4362-10 du code de la santé publique -

Suppression d'un obstacle à l'activité des opticiens-lunetiers) (p. 3492).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 25 bis E** (p. 3742). (p. 3742).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2015) - **Article 85 bis** (art. L. 2316-1, L. 2328-1, L. 2328-2, L. 2346-1, L. 2355-1, L. 2365-1, L. 2335-1, L. 2375-1, L. 4742-1 du code du travail - Réforme du délit d'entrave relatif à une institution représentative du personnel, IRP) (p. 4514). (p. 4515).

- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4848, 4849).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 508 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 6467, 6469).

- **Question orale sans débat sur le financement de la déviation de la voie ferrée au sein de la raffinerie de Donges** - (23 juin 2015) (p. 6626, 6627). (p. 6627).

- **Question orale sans débat sur l'application d'une taxe foncière sur le grand port maritime de Nantes - Saint-Nazaire** - (21 juillet 2015) (p. 8002). (p. 8003).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8924, 8925).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les incidences de la demi-part des personnes veuves sur la fiscalité locale** - (20 octobre 2015) (p. 9712).

- **Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire [n° 341 (2014-2015)]** - (9 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12613, 12614). - **Article 1er** (art. L. 131-13 [nouveau] du code de l'éducation - Création d'un droit d'accès à la restauration scolaire) (p. 12619).

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement, la gestion et les orientations de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité [n° 11 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Outre-mer**.

Proposition de loi organique relative au fonctionnement du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie [n° 46 (2015-2016)] (12 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture**.

VERGÈS (Paul)
sénateur (La Réunion)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 février 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Dispositions applicables aux collectivités territoriales - Audition de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition, sur la gestion du domaine de l'État, de M. Pascal Viné, directeur général de l'Office national des forêts (ONF), accompagné de Mme Geneviève Rey, directeur général adjoint en charge des relations institutionnelles et de la coordination du réseau territorial, et de MM. Sylvain Léonard, directeur régional de la Martinique, Olivier James, directeur régional de La Réunion, et Nicolas Karr, ancien directeur régional de Guyane.

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Usage contrôlé du cannabis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer, sur les questions européennes.

Gestion du domaine de l'État - Audition de MM. Dominique Sorain, préfet de La Réunion, Louis-Olivier Roussel, directeur-adjoint de la DEAL, et Marc Van-Belle, directeur du pôle gestion de la DRFiP.

Réunion du mercredi 22 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2015 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant (EURODOM), de M. Jean-Bernard Gonthier, président de la chambre d'agriculture de La Réunion, et de Mme Sylvie Le Maire, déléguée générale du syndicat du sucre de La Réunion.

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition MM. Guilhem Brun, sous-directeur Europe à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, Arnaud Martenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la direction générale des outre-mer (DGOM), Jonathan Gindt, chef du secteur RELEX et Sébastien Ditleblanc, adjoint au chef de secteur, au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

Conséquences des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers - Audition de Mmes Claire Cheremetinski, sous-directrice de la politique commerciale et de l'investissement, Valérie Liang-Champrenault, chef du bureau politique agricole commune, et Alexandra Marie, adjointe au chef de bureau, à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (19 février 2015) - **Article 50** (art. L. 121-6 et L. 121-7, L. 121-7-1 [nouveau], L. 121-10, L. 121-13, L. 121-16, L. 121-19-1, L. 121-20, L. 121-23, L. 121-28-1 [nouveau], L. 122-5, L. 123-2 [abrogé], L. 311-10, L. 314-1 et L. 314-18 du code de l'énergie - Comité de gestion de la contribution au service public de l'électricité) (p. 2090). (p. 2091). (p. 2095).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 2** (art. L. 3111-17 à L. 3111-21, L. 3111-21-1, L. 3111-22 à L. 3111-25 [nouveaux] du code des transports - Ouverture des services de transport non urbains par autocar) (p. 3247).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2015) - **Article 3 quater B (supprimé)** (*Rapport sur l'évolution de l'offre ferroviaire*) (p. 3302).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (15 septembre 2015) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2133-1 et L. 3232-8 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 112-13 [nouveau] du code de la consommation - Information nutritionnelle complémentaire facultative sur les emballages alimentaires) (p. 8267).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9597).

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel ; puis président le 24 mars 2015.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renseignement (10 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (15 octobre 2015).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 24 juillet 2015.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'usage du défibrillateur cardiaque [n° 383 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect du domicile [n° 680 (2014-2015)] (15 septembre 2015) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités [n° 88 (2015-2016)] (20 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine [n° 208 (2015-2016)] (1er décembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser la simplification législative pour les entreprises [n° 214 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à simplifier les normes réglementaires applicables aux entreprises [n° 215 (2015-2016)] (2 décembre 2015) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 197 (2015-2016)] relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 264 (2015-2016)] (16 décembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de MM. Rémy Pointereau et Philippe Mouiller sur les dispositions comportant des normes applicables aux collectivités territoriales du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mardi 24 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Élection du président de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du jeudi 9 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Didier Roux, directeur de la recherche, du développement et de l'innovation de Saint-Gobain.

Audition de Mme Laure Reinhart, directrice des partenariats et écosystèmes - innovation de Bpifrance.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement des membres de la délégation à Londres, le 13 avril 2015.

Réunion du mardi 19 mai 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Désignation d'un vice-président et échange de vues sur les travaux de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de MM. Dominique Thormann, directeur financier et Gaspar Gascon Abellan, directeur de l'ingénierie et de la recherche, du groupe Renault.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des lois*) : Dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 octobre 2015 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des réfugiés syriens et irakiens - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau, premier vice-président délégué, sur deux propositions de simplification des normes.

Communications diverses.

Échange de vues sur les conditions, notamment financières, de l'essor des communes nouvelles.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Communication.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle de l'application des dernières lois de réforme des collectivités territoriales - Audition de Mme Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du jeudi 10 décembre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Examen d'amendements au projet de loi de finances rectificative pour 2015.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte [n° 264 (2014-2015)]** - (17 février 2015) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 1868). (p. 1869). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 334-2 du code de l'énergie - Possibilité pour les régies de créer ou d'entrer dans le capital de sociétés commerciales de production d'électricité ou de gaz) (p. 1873, 1874). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-16-1 à L. 521-16-3 [nouveaux] et L. 523-2 du code de l'énergie - Regroupement des concessions hydroélectriques par vallée) (p. 1889, 1890).

- **Suite de la discussion** (18 février 2015) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-7 et L. 342-5 du code de l'énergie - Compétence explicite de la CRE pour l'approbation des méthodes de calcul du coût prévisionnel des ouvrages prévus par les schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables) (p. 1973, 1974). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 1990). (p. 1991, 1992). (p. 1992, 1993). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 1999, 2000). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 271-1 et L. 321-15-1 du code de l'énergie - Définition et valorisation de l'effacement de consommation d'électricité) (p. 2012). (p. 2012). (p. 2015). (p. 2022). (p. 2024).

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 698 (2013-2014)]** - (30 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2917, 2919).

- président de la commission spéciale - **Demande de réserve** (p. 2920). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 2943, 2944). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-20 et 225-25 du code pénal, art. 398-1 du code de procédure pénale - Coordinations dans le code pénal et le code de procédure pénale liées à l'abrogation du délit de

racolage) (p. 2947). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 2957). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2962, 2963).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (4 mai 2015) - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4248). (p. 4249).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 54 bis** (art. 266 quindecies du code des douanes - Soutien aux biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale) (p. 4333, 4334). - **Article 54 quater (supprimé)** (art. L. 524-1 [nouveau] du code de l'énergie - Entreprises ayant des activités hyper électro-intensives) (p. 4338, 4339). - **Article additionnel après l'article 54 quater** (p. 4341). (p. 4342).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'islamisme radical** - (2 juillet 2015) (p. 7228).

- **Question orale sans débat sur les brevets industriels Carbone Savoie** - (13 octobre 2015) (p. 9457, 9458). (p. 9458).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel - **Discussion générale** (p. 9604, 9605). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-10-1 du code pénal - Abrogation du délit de racolage public) (p. 9626). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la proposition de loi) (p. 9635). (p. 9635).

VIDALIES (Alain)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la transparence dans le transport aérien** - (5 février 2015) (p. 1256, 1259).

- **Question orale sans débat sur l'attitude méprisante de la SNCF à l'égard des usagers de l'Intercités Cambrai-Paris** - (17 février 2015) (p. 1821).

- **Question orale sans débat sur les lignes ferroviaires desservant la Normandie** - (17 février 2015) (p. 1822).

- **Question orale sans débat sur les ruisseaux couverts de l'ex-bassin minier cévenol** - (17 février 2015) (p. 1823).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution dans la vallée de Chamonix** - (5 mars 2015) (p. 2342).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement énergétique de la Corse** - (5 mars 2015) (p. 2344).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des maternités en France** - (10 mars 2015) (p. 2366).

- **Question orale sans débat sur la menace de fermeture du centre municipal de santé de Colombes** - (10 mars 2015) (p. 2367).

- **Question orale sans débat sur les diplômes demandés aux moniteurs-guides de pêche** - (10 mars 2015) (p. 2368).

- **Question orale sans débat sur la modernisation de la ligne ferroviaire Bordeaux-Lyon** - (10 mars 2015) (p. 2369).

- **Question orale sans débat sur le sort du cargo roulier Cosette** - (10 mars 2015) (p. 2370).

- **Question orale sans débat sur les dispositions relatives aux outre-mer du futur projet de loi relatif au code minier** - (10 mars 2015) (p. 2371).

- **Question orale sans débat sur le contournement Est de Rouen** - (10 mars 2015) (p. 2372, 2373).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins généralistes** - (7 avril 2015) (p. 3114, 3115).

- **Question orale sans débat sur l'autoroute A 831 Fontenay-le-Comte - Rochefort** - (7 avril 2015) (p. 3116).

- **Question orale sans débat sur le plan de relance autoroutier** - (7 avril 2015) (p. 3117).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le gaz de schiste** - (9 avril 2015) (p. 3316, 3317).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la ligne SNCF de TER entre Charleville-Mézières et Givet** - (12 mai 2015) (p. 4803).
- **Question orale sans débat sur l'autoroute A31 bis** - (12 mai 2015) (p. 4804).
- **Question orale sans débat sur les décrets d'application de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** - (12 mai 2015) (p. 4805).
- **Question orale sans débat sur la restriction de l'écoquage en zone rurale** - (12 mai 2015) (p. 4805, 4806).
- **Débat sur l'avenir industriel de la filière aéronautique et spatiale face à la concurrence** - (12 mai 2015) (p. 4836, 4839).
- **Question orale avec débat sur les risques inhérents à l'exploitation de l'huître triploïde** - (12 mai 2015) (p. 4850, 4852).
- **Proposition de loi relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires [n° 447 (2014-2015)]** - (20 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 5153, 5154). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Sanctions pénales en cas d'introduction sans autorisation dans les enceintes abritant des matières nucléaires*) (p. 5164). (p. 5165). (p. 5166). (p. 5166). (p. 5167). (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5168). (p. 5168). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur les risques et menaces que constituent les survols illégaux par des avions télépilotés*) (p. 5169).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron - Trains Intercités** - (4 juin 2015) (p. 6039).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes** - (4 juin 2015) (p. 6040).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron - Trains Intercités** - (4 juin 2015) (p. 6043).
- **Question orale sans débat sur les travaux de prolongement du tramway T4** - (9 juin 2015) (p. 6132, 6133).
- **Question orale sans débat sur l'application de la loi visant à répartir les responsabilités et les charges concernant les ouvrages de rétablissement des voies** - (9 juin 2015) (p. 6133, 6134).
- **Question orale sans débat sur l'avenir des trains intercités** - (9 juin 2015) (p. 6134, 6135).
- **Question orale sans débat sur les permis de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux** - (9 juin 2015) (p. 6135, 6136).
- **Débat sur le thème : « L'avenir de l'industrie ferroviaire »** - (9 juin 2015) (p. 6176, 6178).
- **Débat sur le thème : « L'avenir des trains intercités »** - (9 juin 2015) (p. 6189, 6191).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie aéronautique** - (18 juin 2015) (p. 6488).
- **Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n° 523 (2014-2015)]** - (26 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6901, 6904). (p. 6914). - **Article 2 (art. L. 1803-10 à L. 1803-16 [nouveaux] du code des transports - Qualification de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) en établissement public administratif)** (p. 6916). (p. 6917). (p. 6917). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6917). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de reprise des salariés et des droits réels de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité, LADOM*) (p. 6918). (p. 6918). - **Article 4 (art. L. 751-1, L. 752-1, L. 752-2, L. 752-5, L. 752-6, L. 752-9, L. 752-10, L. 752-11, L. 753-1, L. 753-2, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-8, L. 753-9, L. 754-1, L. 755-1, L. 755-3, L. 755-9, L. 755-10, L. 755-17, L. 755-19, L. 755-20, L. 755-21, L. 755-21-1, L. 755-22, L. 755-29, L. 755-33, L. 756-1, L. 756-2, L. 756-4, L. 757-1, L. 757-3, L. 758-1, L. 758-2, L. 758-3, L. 815-24, L. 821-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Application et adaptation du code de la sécurité sociale à Saint-Barthélemy et Saint-Martin)** (p. 6919, 6920). (p. 6920, 6921). (p. 6921). (p. 6922). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6922). (p. 6924). (p. 6925). (p. 6925, 6926). (p. 6926). (p. 6927). - **Article 5 (section 3 du chapitre 1er du titre II du livre II et art. L. 321-36-1 à L. 321-36-7 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Statut de l'établissement public d'aménagement de Guyane et création de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte)** (p. 6928). (p. 6928). (p. 6929).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement européen dans le domaine des transports** - (2 juillet 2015) (p. 7229, 7230).
- **Question orale sans débat sur le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée pour 2016 à 2021** - (7 juillet 2015) (p. 7243).
- **Question orale sans débat sur le financement des transports publics** - (7 juillet 2015) (p. 7244).
- **Question orale sans débat sur les difficultés de financement des projets par les agences de l'eau** - (7 juillet 2015) (p. 7245).
- **Question orale sans débat sur le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis** - (7 juillet 2015) (p. 7246).
- **Question orale sans débat sur la mention « Reconnu garant de l'environnement »** - (7 juillet 2015) (p. 7247).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût économique de l'inaction en matière de pollution de l'air** - (16 juillet 2015) (p. 7770, 7771).
- **Question orale sans débat sur le projet de centre de stockage de déchets ultimes à Saint-Escobille et Mérobert dans l'Essonne** - (21 juillet 2015) (p. 7994).
- **Question orale sans débat sur l'usine d'incinération d'Ivry-sur-Seine Paris XIII** - (21 juillet 2015) (p. 7995, 7996).
- **Question orale sans débat sur les plans de prévention des risques naturels à La Réunion** - (21 juillet 2015) (p. 7996, 7997).
- **Question orale sans débat sur les préenseignes dérogatoires** - (21 juillet 2015) (p. 7997, 7998).
- **Question orale sans débat sur la chasse traditionnelle à la glu** - (21 juillet 2015) (p. 7998).
- **Question orale sans débat sur les modalités d'application de la nouvelle bonification indiciaire « ville » avec la nouvelle carte des quartiers prioritaires** - (21 juillet 2015) (p. 7999).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Air France et le rôle de l'Etat** - (6 octobre 2015) (p. 9174, 9175).
- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes [n° 17 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9577, 9578). (p. 9587, 9588). - **Article 3 (art. L. 5343-3 du code des transports - Définition des ouvriers dockers professionnels mensualisés)** (p. 9590). (p. 9590, 9591). - **Article 5 (art. L. 5343-6 du code des transports - Définition des ouvriers dockers occasionnels)** (p. 9592). - **Article 6 (supprimé) (art. L. 5343-7 du code des transports - Périmètre d'intervention prioritaire des ouvriers dockers)** (p. 9594). - **Article 7 (art. L. 5343-7-1 du code des transports - Règles de priorité applicables aux différentes catégories d'ouvriers dockers)** (p. 9595). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9598, 9599). (p. 9600).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique d'Air France** - (15 octobre 2015) (p. 9657, 9658).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à l'environnement** - (15 octobre 2015) (p. 9661).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la route du littoral à La Réunion** - (20 octobre 2015) (p. 9712).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques [n° 64 (2015-2016)]** - (26 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9880, 9881). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-6-1 [nouveau] du code minier - *Programme de vérification indépendante*) (p. 9892). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 261-1, L. 264-2 et L. 271-1 du code minier et art. L. 515-26 du code de l'environnement - *Coordination entre le code minier et le code de l'environnement en matière de stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques*) (p. 9894, 9895). - **Article 11** (art. L. 557-1, L. 557-5 à L. 557-9, L. 557-11, L. 557-14, L. 557-18, L. 557-28, L. 557-30, L. 557-31, L. 557-37, L. 557-38, L. 557-42, L. 557-46 à L. 557-48, L. 557-50, L. 557-53 à L. 557-60 du code de l'environnement - *Harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression*) (p. 9898). - **Article 15** (art. L. 522-1, L. 522-2, L. 522-4, L. 522-5, L. 522-5-1 [nouveau], L. 522-7 [abrogé], L. 522-9, L. 522-10, L. 522-11, L. 522-12 [abrogé] et L. 522-16 du code de l'environnement, art. L. 253-2 du code de la recherche - *Modification de la procédure de mise sur le marché pour les produits biocides*) (p. 9901). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 9903). - **Article 18** (art. L. 533-3-2, L. 533-5-1, L. 533-5-2, L. 533-6, L. 533-7-1 [nouveau], L. 533-8-2 [nouveau], L. 533-9, L. 535-6 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Procédure permettant d'exclure le territoire français du périmètre géographique de la mise en culture d'un OGM*) (p. 9906). (p. 9906). (p. 9907). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9908). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur les*

risques de contamination accidentelle par des OGM) (p. 9908). (p. 9908). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 9909). (p. 9910, 9911). (p. 9911). - **Article 21** (art. L. 229-6, L. 229-7, L. 229-11-1 [nouveau], L. 229-14 et L. 229-18 du code de l'environnement - *Actualisation des dispositions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre*) (p. 9912).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lignes à très haute tension** - (12 novembre 2015) (p. 10698, 10699).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques** - (12 novembre 2015) (p. 10700, 10701).

- **Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes - Commission mixte paritaire [n° 150 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11537, 11538).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2015-2016)]** - (24 novembre 2015) - **Discussion générale** (p. 11544, 11545).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (1er décembre 2015) (p. 12018, 12020).

VINCENT (Maurice)
sénateur (Loire)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays jusqu'au 9 juin 2015.

Membre de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air du 18 février 2015 au 15 juillet 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (9 juillet 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les défis de la SFIL : financement des collectivités et résolution du problème des « emprunts toxiques » [n° 58 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État [n° 164 tome 3 annexe 21 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des finances*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Audition conjointe de M. Rémi Bouchez, président de la commission des sanctions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, M. Jean-Luc Sauron, conseiller d'État, délégué au droit européen du Conseil d'État ainsi que Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, ancienne rapporteure au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois.

Réunion du mercredi 11 février 2015 (*commission des finances*) : Audition conjointe sur les évolutions des recettes fiscales et leurs déterminants de M. Michel Aujean, associé au sein du cabinet d'avocats Taj en charge du pôle prospective fiscale et stratégie d'entreprise, Mme Mélanie Joder, sous-directrice de la synthèse des finances publiques (première sous-direction) de la direction du budget et M. Bruno Rousselet, chef du service de la gestion fiscale de la direction générale des finances publiques et de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des finances*) : Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Recours aux consultants extérieurs par l'État - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 5 mars 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Laurent Martel, inspecteur des finances, rédacteur d'un

rapport de l'Inspection générale des finances sur le crédit d'impôt recherche.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 avril 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Marko Erman, directeur technique en charge de la recherche et de l'innovation du groupe Thales.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Evolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse School of Economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2015 à 2018 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Octroi de mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Octroi de mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission d'enquête Réalité du détournement du crédit d'impôt recherche*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Delas en vue de sa possible nomination en qualité de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, responsable des programmes 102 « Accès et retour à l'emploi » et 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », sur les contrats aidés et de génération.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des finances*) : Pouvoirs de sanction des régulateurs financiers - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Hervé Durand, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (programme 154 « Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ») sur les refus d'apurement des dépenses agricoles par le budget de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

(*commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 9 septembre 2015 (*commission des finances*) : Association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Aides personnelles au logement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les aides personnelles au logement.

Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique « cluster » sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Crédit immobilier de France - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information - ANSSI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2015 (*commission des finances*) : Financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de MM. Michel Bouvard, sénateur, et Michel Destot, député.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Économie » et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et articles 52 et 53) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial et de l'article 62 quinquies.

Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - « Égalité des territoires et logement » (et articles 54 à 56 bis) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des finances locales** - (27 janvier 2015) (p. 893).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs détachés** - (5 mars 2015) (p. 2343).

- **Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques [n° 269 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3054, 3055).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3065, 3066).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (11 mai 2015) - **Article 98 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 du code du travail - *Périmètre d'application des critères relatifs à l'ordre des licenciements dans un plan de sauvegarde de l'emploi*) (p. 4692). - **Article 99 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-53 du code du travail - *Correction d'une erreur matérielle*) (p. 4697). - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et L. 1233-4-1 du code du travail - *Aménagement des règles relatives aux offres de reclassement à l'étranger*) (p. 4698). (p. 4699). - **Article 101** (art. L. 1233-58 du code du travail - *Aménagements des règles relatives au contrôle par l'administration du plan de sauvegarde de l'emploi dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire*) (p. 4704). (p. 4707).

- **Question orale sans débat sur la mention « Reconnu garant de l'environnement »** - (7 juillet 2015) (p. 7247). (p. 7247).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7462).

- **Nouvelle lecture [n° 642 (2014-2015)]** - (21 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 8019, 8020).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11101, 11103).

Première partie :

- (23 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11317). - **Article 4** (art. 44 quinquies, 235 ter D, 235 ter KA, 239 bis AB, 244 quater T, 1451, 1466 A, 1647 C septies et 1679 A du code général des impôts, art. L.6121-3, L. 6122-2, L. 6331-2, L. 6331-8, L. 6331-9, L. 6331-15, L. 6331-17, L. 6331-33, L. 6331-38, L. 6331-53, L. 6331-55, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6332-3-1, L. 6332-3-4, L. 6332-6, L. 6332-15 et L. 6332-21 du code du travail, art. L. 137-15, L. 241-18 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Limitation des effets de seuils dans les TPE et les PME*) (p. 11325). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - *Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE*) (p. 11391). - **Article 9** (art. 235 ter ZE bis du code général des impôts - *Financement de l'augmentation de la capacité de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé ayant contracté des « emprunts toxiques »*) (p. 11405, 11406). (p. 11407). (p. 11407). - **Article 11** (art. L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics*) (p. 11436).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11465). - **Article 20**

(art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 302 bis KH et 1647 du code général des impôts - *Garantie des ressources de l'audiovisuel public*) (p. 11497).

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (27 novembre 2015) - **État B** (p. 11751).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État

- (27 novembre 2015) (p. 11778, 11779).

Remboursements et dégrèvements

- (27 novembre 2015) (p. 11792).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (3 décembre 2015) - **État B** (p. 12250).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 39 undecies** (p. 12472, 12473).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12582, 12583).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12703, 12704).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12909). (p. 12911). (p. 12912). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - *Éligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit »*) (p. 12920). (p. 12920). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12943). (p. 12943, 12944). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. unique de la loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à la presse imprimée et à la presse en ligne - *Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009*) (p. 12949). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12959). (p. 12960). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 12980). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 12985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12985).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2015) (p. 13126, 13127).

VOGEL (Jean Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession [n° 231 (2014-2015)] (15 janvier 2015) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi sur le recensement rénové [n° 247 (2014-2015)] (23 janvier 2015) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 437 (2014-2015)] (12 mai 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 457 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble [n° 458 (2014-2015)] (20 mai 2015) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours [n° 673 (2014-2015)] (8 septembre 2015) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au financement des dépenses électorales [n° 677 (2014-2015)] (9 septembre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux nouvelles régions d'unifier progressivement le taux unitaire par cheval-vapeur de la taxe sur les certificats d'immatriculation [n° 699 (2014-2015)] (21 septembre 2015) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu local au sein des établissements publics de coopération intercommunale [n° 13 (2015-2016)] (6 octobre 2015) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à réformer le Conseil économique, social et environnemental [n° 39 (2015-2016)] (7 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 89 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - **Sécurités (sécurité civile) [n° 164 tome 3 vol. 3 annexe 29 (2015-2016)]** (19 novembre 2015) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Projet de loi de finances pour 2016 - Mission « Sécurités » - Programmes « Sécurité civile », « Gendarmerie nationale » et « Police nationale » - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programme « Sécurité et éducation routières » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (30 novembre 2015) (p. 11893, 11894).

WATRIN (Dominique)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC, puis Communiste républicain et
citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; puis vice-président le 16 mars 2015.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (25 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (8 juillet 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social.

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique le 20 novembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à soutenir les publications d'information politique et générale indépendantes pour le maintien du pluralisme dans la presse [n° 214 (2014-2015)] (13 janvier 2015) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)] (28 janvier 2015) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème, encore en vigueur en Alsace-Moselle [n° 464 (2014-2015)] (22 mai 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de loi permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité [n° 113 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 114 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] (27 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 146 (2015-2016)] (6 novembre 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la dotation de solidarité communautaire [n° 155 (2015-2016)] (13 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] (15 décembre 2015) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Avenir des retraites complémentaires des salariés (AGIRC et ARRCO) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 21 janvier 2015 (*commission des affaires sociales*) : Faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 janvier 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la réunion de la délégation aux entreprises du 29 janvier 2015.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, et Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie.

Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 et perspectives financières de l'UNEDIC - Audition de M. Vincent Destival, directeur général de l'UNEDIC.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des affaires sociales*) : Allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Caillat-Zucman, candidate pressentie pour le poste de présidente de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du

public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Seine-et-Marne du jeudi 11 juin 2015 par Mme Nicole Bricq.

Examen du rapport de M. Olivier Cadic et Mme Elisabeth Lamure relatif aux environnements britanniques et français du point de vue des entreprises rencontrées à Londres par la délégation aux entreprises.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2014) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Situation du régime de retraites - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le Pas-de-Calais du lundi 6 juillet 2015 par M. Dominique Watrin.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure, Mme Annick Billon, M. Gibert Bouchet, Mme Nicole Bricq, M. Henri Cabanel relatif aux déplacements effectués par la délégation aux entreprises dans six départements à la rencontre d'entrepreneurs.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du lundi 20 juillet 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 18 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*délégation aux entreprises*) : Table-ronde n° 2 : Témoignages concrets sur le défi d'une relance de l'apprentissage en entreprise.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 8 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (20 janvier 2015) (p. 422, 423). (p. 423, 424).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (23 janvier 2015) - **Articles additionnels après l'article 24 (suite)** (p. 793, 794). (p. 797).

- **Débat sur le thème « Quels emplois pour demain ? »** - (28 janvier 2015) (p. 981, 982).

- **Questions cribles thématiques sur la situation de l'emploi** - (5 février 2015) (p. 1259, 1260). (p. 1260).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées [n° 246 (2014-2015)]** - (3 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2240, 2241).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Deuxième lecture [n° 239 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2428, 2429).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 mars 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2456).

- **Proposition de loi visant à supprimer les franchises médicales et participations forfaitaires [n° 262 (2014-2015)]** - (12 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2480, 2481).

- **Débat sur le thème : « Dix ans après le vote de la loi du 11 février 2005, bilan et perspectives pour les personnes en situation de handicap »** - (12 mars 2015) (p. 2486, 2488).

- **Questions cribles thématiques sur les services à la personne** - (12 mars 2015) (p. 2505). (p. 2506).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement [n° 323 (2014-2015)]** - (17 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2574, 2575). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement*) (p. 2584). (p. 2585). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population*) (p. 2609). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées*) (p. 2615, 2616). - **Article 6** (art. L. 115-2-1 et L. 115-9 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - *Action sociale interrégimes des caisses de retraite et échanges d'informations entre organismes de sécurité sociale*) (p. 2618). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 2639). - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services médico-sociaux*) (p. 2648, 2649).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2015) - **Article 29** (art. L. 232-3, L. 232-3-1 [nouveau], L. 232-4, L. 232-6, L. 232-7, L. 232-12, L. 232-14, L. 232-15 et L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 3142-26 du code du travail - *Réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2673). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2677, 2678). - **Article 31** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Contenu des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus par les services d'aide à domicile*) (p. 2685). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2688). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-22, L. 347-1, L. 347-2, et L. 543-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-1 et L. 7232-7 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. L. 2123-18-4, L. 4135-19-1, L. 7125-23 et L. 7227-24 du code général des collectivités territoriales - *Création d'un régime unique d'autorisation pour les services d'aide à domicile*) (p. 2691, 2692). (p. 2695). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2706, 2707). (p. 2711). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles - *Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2716). (p. 2717). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 2725). (p. 2726). - **Article 45** (art. L. 313-1-1, L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6, L. 313-8, L. 315-2, L. 531-6 et L. 581-7 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la procédure d'appel à projets des établissements ou services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2738). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie*) (p. 2750).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2015) - **Article 47** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-7 et L. 14-10-7-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Extension des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) (p. 2790, 2791). (p. 2791). (p. 2791, 2792). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles - *Participation des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et des centres locaux d'information et de coordination gérontologique à l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale*) (p. 2800, 2801). - **Article 54 bis** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie*) (p. 2806). (p. 2809). - **Article 54 ter** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Création des maisons départementales de l'autonomie*) (p. 2811). (p. 2812). -

Article 56 (*Application de la loi outre-mer*) (p. 2827, 2828). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2837, 2838).

- **Proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant ou d'un conjoint [n° 361 (2014-2015)]** - (1er avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3000, 3001).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un guide de pilotage statistique pour l'emploi [n° 325 (2014-2015)]** - (2 avril 2015) - **Discussion générale** (p. 3066).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (8 avril 2015) - **Article 1er** (art. L. 2131-2, L. 2132-1, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-3, L. 2135-7, L. 2135-13, L. 2331-1, L. 2341-1 du code des transports - *Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER*) (p. 3196).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - (9 avril 2015) (p. 3308, 3309).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)] (suite)** - (14 avril 2015) - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation du cumul des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance pour les organismes d'HLM et leurs filiales dédiées au logement intermédiaire*) (p. 3698, 3699).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2015) - **Article 29** (art. L. 480-13 du code de l'urbanisme - *Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition sur les cas où elle est indispensable*) (p. 3808).

- **Suite de la discussion** (16 avril 2015) - **Article 34** (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - *Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites*) (p. 3911). (p. 3924). (p. 3925). (p. 3930). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-34, L. 214-36 et L. 214-51 du code monétaire et financier - *extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier*) (p. 3951).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 35 bis A (supprimé)** (art. 231 ter du code général des impôts et L. 520-7 du code de l'urbanisme - *Exonération pour certains locaux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, de commerce ou de stockage et de redevance sur la création de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage perçues en Île-de-France*) (p. 3986). (p. 3987). - **Article 35 bis B (supprimé)** (*Demande de rapport sur le calcul de la TVA sur les services en ligne*) (p. 3987, 3988). - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - *Réduction de dix à sept ans du délai pendant lequel les remboursements d'apports donnent lieu à reprise de l'avantage fiscal « ISF-PME » ou « Madelin »*) (p. 3992). - **Article 35 quinquies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - *Renforcement de la présence des salariés au sein du conseil de surveillance des FCPE*) (p. 4026, 4027). - **Article 35 sexies (supprimé)** (art. L. 214-164 du code monétaire et financier - *Extension des conditions que les sociétés de gestion des fonds communs de placement d'entreprise doivent respecter dans l'achat ou la vente des titres ainsi que dans l'exercice des droits qui leur sont attachés*) (p. 4028). (p. 4028). - **Article 35 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-165 du code monétaire et financier - *Distribution facultative de dividendes dans les fonds communs de placement d'entreprise*) (p. 4029). -

Article 35 nonies (art. L. 137-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 214-164 du code monétaire et financier - Abaissement du taux du forfait social relatif aux versements sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) orienté vers le financement de l'économie) (p. 4036).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4178, 4179). (p. 4188, 4189). - **Article 72 (priorité)** (art. L. 3132-24 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques internationales) (p. 4197). - **Article 73 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones touristiques) (p. 4219, 4220). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Dérogation au repos dominical dans les zones commerciales) (p. 4229, 4230). - **Article 75 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-25-2 du code du travail - Modalités de définition des zones touristiques et des zones commerciales) (p. 4230). - **Article 76 (priorité)** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 4240). - **Article 80 (priorité)** (art. L. 3132-26 du code du travail - Augmentation du nombre de dimanches du maire) (p. 4261).

- **Suite de la discussion** (5 mai 2015) - **Article 51** (art. L. 2111-10-1 du code des transports - Définition des ratios d'investissement assurant la soutenabilité du modèle ferroviaire français conformément à la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire) (p. 4321). - **Article 58** (art. L. 121-16-1, L. 121-21, L. 132-2, L. 141-1 et L. 141-1-2 du code de la consommation, art. L. 465-2 du code de commerce et art. 17-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Plafonnement des frais mis à la charge des entreprises en cas de publicité de la sanction ou de l'injonction les concernant - Report, à la livraison du produit, de la possibilité de rétractation - Suppression de l'amende sanctionnant l'absence d'information sur les prix pratiqués par les professionnels de l'immobilier) (p. 4372). - **Article 64 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Rapport annuel d'information sur les « retraites chapeau ») (p. 4410, 4411). - **Article 64 bis** (art. L. 225-22-1, L. 225-42-1, L. 225-79-1, L. 225-90-1 et L. 225-102-1 du code de commerce - Encadrement et mise sous condition de performance des régimes de retraite à prestations définies attribuées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées) (p. 4413, 4414). (p. 4416).

- **Débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (20 mai 2015) - au nom du groupe CRC (p. 5127, 5129).

- **Question orale sans débat sur les milliers de dossiers d'anciens combattants en souffrance à la sous-direction des pensions de La Rochelle** - (26 mai 2015) (p. 5251). (p. 5252).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)]** - (27 mai 2015) - **Article 4** (art. L. 1111-9 et L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales et art. L. 111-2, L. 131-1, L. 131-3, L. 131-6, L. 131-7, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et L. 161-3 du code du tourisme - Attribution à la région du rôle de chef de file en matière de tourisme et schéma de développement touristique) (p. 5408).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 456 (2014-2015)]** - (2 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 5879, 5880). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 111-7-6, L. 111-7-7, L. 111-7-8 et L. 152-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1112-2-1 et L. 1112-2-3 du code des transports - Prorogation des délais de dépôt et de la durée des

agendas d'accessibilité programmée) (p. 5889, 5890). (p. 5899). (p. 5900).

- **Question orale avec débat sur le bilan de la circulaire du 17 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du gel de la réglementation en ce qui concerne les entreprises** - (10 juin 2015) (p. 6223, 6224).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6457, 6458).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi [n° 502 (2014-2015)]** - (22 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6551, 6553). - **Article 1er** (art. L. 23-111-1 à L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-10-1 [nouveau] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 6571, 6572). (p. 6573). (p. 6578). (p. 6578, 6579). (p. 6581, 6582). (p. 6584). (p. 6586). (p. 6586, 6587). (p. 6587). (p. 6588).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2015) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-5 du code du travail - Entretien individuel pour les représentants du personnel et les délégués syndicaux) (p. 6672). (p. 6672, 6673). - **Article 5** (art. L. 2314-11, L. 2314-24-1 et L. 2314-24-2 [nouveaux], L. 2314-25, L. 2324-6, L. 2324-13, L. 2324-22-1 et L. 2324-22-2 [nouveaux] et L. 2324-23 du code du travail - Représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles) (p. 6678). - **Article 8 A (nouveau)** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 6683, 6684). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 6687). (p. 6691, 6692). (p. 6694). (p. 6700). (p. 6700, 6701). (p. 6703). (p. 6706). (p. 6709, 6710). - **Article 9** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 6712). - **Article 10** (art. L. 2323-3, L. 2327-2, L. 2327-15, L. 4616-1 et L. 4616-3 du code du travail - Clarification des compétences des institutions représentatives du personnel) (p. 6717, 6718).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2015) - **Article 11** (art. L. 4611-1, L. 4611-3, L. 4612-8, L. 4612-8-1, L. 4612-8-2 [nouveau], L. 4613-1, L. 4614-2, L. 4614-12 et L. 4616-1 du code du travail - Modernisation du fonctionnement du CHSCT) (p. 6731). - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-17, L. 2323-18, L. 2323-19 à L. 2323-26-3, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2323-29 à L. 2323-32, L. 2323-33 à L. 2323-45, L. 2323-46, L. 2323-47, L. 323-48, L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37, L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier ; L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 6749). (p. 6756). (p. 6763). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1, L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 6768). (p. 6774, 6775). - **Article 15** (art. L. 2232-21 à L. 2232-23, L. 2232-23-1 [nouveau], L. 2232-24, L. 2232-28 et L. 2232-29 du code du travail - Assouplissement des règles dérogatoires de négociation d'un accord collectif dans les entreprises dépourvues de délégué syndical) (p. 6782). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6791). (p. 6792). -

Article 19 (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4 ; L. 4624-5 [nouveau] et L. 4162-3 du code du travail - Clarification des procédures en matière de santé au travail) (p. 6804). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4161-1, L. 4162-2, L. 4162-3, L. 4162-11 et L. 4162-13 du code du travail - Suppression de la fiche individuelle de prévention des expositions à la pénibilité) (p. 6810, 6811).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2015) - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 6840, 6841). (p. 6841). - **Article 23 quater** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures relatives à la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 6859, 6860). - **Articles additionnels après l'article 23 nonies** (p. 6872). - **Articles additionnels après l'article 23 undecies** (p. 6876, 6877).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Nouvelle lecture [n° 542 (2014-2015)]** - (30 juin 2015) - **Article 11 quater B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 165-9 et L. 165-9-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Extension aux produits d'optique-lunetterie de l'obligation de fournir à l'assuré un devis normalisé) (p. 7057, 7058). - **Article 15** (art. 3, 4 et 4 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Application aux huissiers du principe de liberté encadrée d'installation - Extension du ressort de compétence des huissiers - Limite d'âge pour l'exercice de cette profession) (p. 7069). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 480-13 et L. 600-6 du code de l'urbanisme - Sécurisation des projets de construction en recentrant l'action en démolition aux cas où elle est indispensable) (p. 7089).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2015) - **Article 34 ter** (art. L. 315-2 du code de la construction - Utilisation d'un plan d'épargne logement (PEL) pour l'achat de meubles meublants) (p. 7125). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 7132). - **Article 76** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical) (p. 7162).

- **Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi - Nouvelle lecture [n° 634 (2014-2015)]** - (20 juillet 2015) - **Discussion générale** (p. 7915, 7916). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 23-111-1, L. 23-112-1 à L. 23-112-6, L. 23-113-1 et L. 23-113-2, L. 23-114-1 à L. 23-114-4 et L. 23-115-1 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-24 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-15 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1, L. 243-10-1 et L. 2622-3 [nouveaux] du code du travail - Création de commissions paritaires régionales interprofessionnelles représentant les salariés et les employeurs des TPE) (p. 7924). - **Article 4** (art. L. 2141-5 [nouveau] du code du travail - Garantie de non-discrimination salariale en faveur des représentants du personnel) (p. 7925). - **Article 8 A** (Lissage dans le temps des effets de seuil) (p. 7928). - **Article 8** (art. L. 2313-12, L. 2326-1, L. 2326-2, L. 2326-2-1 [nouveau], L. 2326-3, L. 2326-4 à L. 2326-9 [nouveaux] du code du travail - Extension de la délégation unique du personnel) (p. 7930). (p. 7932). (p. 7932). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2391-1 à L. 2391-4, L. 2392-1 à L. 2392-3, L. 2393-1 à L. 2393-3 et L. 2394-1 [nouveaux] du code du travail - Regroupement des institutions représentatives du personnel par accord majoritaire) (p. 7933). - **Article 12** (art. L. 2325-5-1 [nouveau], L. 2325-20, L. 2327-13-1 [nouveau], L. 2334-2, L. 2341-12 [nouveau], L. 2353-27-1 [nouveau], L. 23-101-1 et L. 23-101-2 [nouveaux], L. 4614-11-1 [nouveau] et L. 4616-6 [nouveau] du code du travail - Fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 7939). - **Article 13** (art. L. 1143-1, L. 1233-30, L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2313-14, L. 2323-1, L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-6, L. 2323-7, L. 2323-7-1, L. 2323-7-2, L. 2323-7-3, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-10, L. 2323-11, L. 2323-12, L. 2323-13 à L. 2323-49, L. 2323-55 à L. 2323-57, L. 2323-59, L. 2323-60, L. 2323-61, L. 2323-68 à L. 2323-72, L. 2323-74, L. 2323-73, L. 2323-75 à L. 2323-77, L. 2325-26, L. 2325-37,

L. 2325-38, L. 2328-2, L. 2332-1, L. 2332-2, L. 3312-17, L. 4612-9, L. 4612-10, L. 5121-20 et L. 6122-1 du code du travail ; art. L. 141-28, L. 141-31, L. 236-27, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1, L. 23-10-7 et L. 23-10-11 du code de commerce ; art. L. 916-1 et L. 917-1 du code de l'éducation ; art. L. 111-84 et L. 111-88 du code de l'énergie ; art. L. 142-9 et L. 214-165 du code monétaire et financier et art. L. 254-1 du code de la sécurité intérieure - Regroupement des consultations annuelles obligatoires du comité d'entreprise) (p. 7944). (p. 7945). - **Article 14** (art. L. 2242-1, L. 2242-2, L. 2242-8 à L. 2242-11, L. 2242-5 à L. 2242-16, L. 2242-18 à L. 2242-23, L. 2243-1 et L. 3121-24 du code du travail ; art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2101-6 du code des transports et art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics - Regroupement des négociations obligatoires en entreprise) (p. 7947). - **Article 15** (p. 7947). - **Article 16 ter** (p. 7950). - **Article 19** (art. L. 1226-12, L. 4622-2, L. 4622-3, L. 4624-1, L. 4624-3, L. 4624-4, L. 4624-5 [nouveau], L. 4162-3 et L. 4641-1 à L. 4641-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 461-2 et L. 461-6 du code de la sécurité sociale - Clarification des procédures en matière de santé au travail et reconnaissance du Conseil d'orientation des conditions de travail) (p. 7954, 7955). - **Article 19 quater** (art. L. 4161-2 du code du travail - Référentiels de branche pour identifier l'exposition des travailleurs à des facteurs de pénibilité) (p. 7956). - **Article 20** (art. L. 5424-22 et L. 5424-23 [nouveaux] du code du travail - Pérennisation des annexes 8 et 10 de la convention d'assurance chômage et aménagements des modalités de leur négociation) (p. 7958). - **Article 22** (p. 7961). - **Article 23 quater** (p. 7963). - **Article 23 quinquies A** (p. 7963). - **Article 23 quinquies B** (p. 7964). - **Article 23 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6332-16 du code du travail - Possibilité pour les organismes collecteurs paritaires agréés de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des écoles de production) (p. 7964). - **Article 23 decies A** (Possibilité pour l'ensemble des agents en charge de la lutte contre le travail illégal d'échanger des informations avec les bureaux de liaison en matière de contrôle des fraudes au détachement de travailleurs) (p. 7966). - **Article 23 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du CDI intérimaire) (p. 7968). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7973).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (14 septembre 2015) - **Article 1er** (art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8157). (p. 8169, 8170). (p. 8170). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8177). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 831-1 du code de l'éducation - Contribution des services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé à l'accès aux soins de premier recours) (p. 8186).

- **Suite de la discussion** (15 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8240). (p. 8241).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4623-1 du code du travail - Exercice des fonctions de médecin du travail par les collaborateurs médecins) (p. 8346). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8349). (p. 8350). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-1 du code du travail - Reconnaissance du rôle joué par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en matière de prévention) (p. 8350).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Article 8 bis A (nouveau)** (art. L. 3421-1, L. 3421-1-1 [nouveau], L. 3421-2 et L. 3421-4 du code de la santé publique - Création d'une peine d'amende pour tout premier usage illicite d'une substance stupéfiante) (p. 8405).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du code du travail** - (17 septembre 2015) (p. 8420).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)] (suite)** - (17 septembre 2015) - **Article 10** (art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 222-1 du code de l'environnement - Information sur la pollution de l'air) (p. 8437). - **Article 11** (art. L. 1334-1, L. 1334-12, L. 1334-14, L. 1334-15, L. 1334-16-1 [nouveau], L. 1334-16-2 [nouveau] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Renforcement de la lutte contre la présence d'amiante dans les immeubles bâtis) (p. 8450). (p. 8451). (p. 8452). (p. 8452). (p. 8452, 8453). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8454, 8455). (p. 8456). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8456).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8545). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8551).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Article 21 bis (suppression maintenue) (précédemment réservé)** (art. L. 146-4, L. 146-8 et L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles - Groupe opérationnel de synthèse pour l'accompagnement des personnes handicapées) (p. 8676, 8677). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4021-1, L. 4021-2, L. 4021-3, L. 4021-4, L. 4021-5, L. 4021-6, L. 4021-7, L. 4021-8, L. 4124-6-1, L. 4133-1 à L. 4133-4, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 4236-1 à L. 4236-4, L. 4242-1, L. 4382-1, L. 4234-6-1 et L. 6155-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1, L. 162-16-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Redéfinition de l'obligation de développement professionnel continu, DPC) (p. 8684). (p. 8685). (p. 8686). (p. 8693). - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 8721). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8729, 8730). - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6153-1, L. 6153-2 et L. 6153-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Statut d'agent public pour les étudiants en médecine, en odontologie, en pharmacie et en maïeutique) (p. 8764). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8787). (p. 8788). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 135 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Prolongation d'activité des praticiens hospitaliers au-delà de la limite d'âge) (p. 8793).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 36** (art. L. 5111-4 [nouveau], L. 5121-29 à L. 5121-34 [nouveaux], L. 5124-6, L. 5124-17-2, L. 5124-17-3 [nouveau], L. 5126-4 et L. 5423-8 du code de la santé publique - Lutte contre les ruptures d'approvisionnement de produits de santé) (p. 8839). (p. 8839). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8849, 8850). - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8879, 8880). (p. 8880). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8882). (p. 8882). - **Article 40** (art. L. 182-2-1-1 et L. 182-2-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1431-2 et L. 1433-1 du code de la santé publique - Plan national de gestion du risque) (p. 8888). - **Article 40 bis (supprimé)** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Présence de données sexuelles dans le rapport d'activité et de gestion de la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8889).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 43 quater** (p. 8946). - **Article 43 quinquies** (art. L. 162-17-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et les associations de patients et de lutte contre les inégalités de santé) (p. 8951). - **Article 45** (art. L. 1143-1 à L. 1143-23 [nouveaux] du code de la santé publique - Action de

groupe dans le domaine de la santé) (p. 8967). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8977). - **Article 46 bis** (art. L. 1141-5 à L. 1141-7 du code de la santé publique - Droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer) (p. 8979). (p. 8988).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Article 53** (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation au droit européen et au droit international) (p. 9115, 9116). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-1 et L. 552-4 du code de l'éducation - Exemption des élèves participant aux associations sportives des établissements scolaires de l'obligation de certification de non contre-indication) (p. 9119). - **Article 56 bis (supprimé)** (Présence de données relatives aux outre-mer dans les statistiques nationales déclinées au niveau local) (p. 9123). (p. 9124).

- **Question orale sans débat sur les menaces sur l'industrie papetière** - (27 octobre 2015) (p. 9929). (p. 9930).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 10029). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Place de la politique d'adaptation de la société au vieillissement) (p. 10035). - **Article 3** (art. L. 233-1 à L. 233-5 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées) (p. 10036, 10037). (p. 10037). - **Article 15 bis A** (art. L. 631-13 à L. 631-16 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles art. L. 631-15 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 7232-1-2 et L. 7232-4 du code du travail - Statut des résidences-services) (p. 10047, 10048). - **Article 32 bis** (art. L. 245-12, L. 312-7, L. 313-1-2, L. 313-1-3, L. 313-8-1, L. 313-22, L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 7232-2 et L. 7232-5 du code du travail, art. L. 141-1 du code de la consommation - Création d'un régime unique d'autorisation des services d'aide à domicile) (p. 10068). - **Article 38** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles, art. 10 de l'ordonnance n° 2014-463 du 7 mai 2014 portant extension à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap et art. 18 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 - Conséquences financières de la réforme de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 10074). (p. 10075). (p. 10075, 10076). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-4 du code de l'action sociale et des familles - Tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10082). - **Article 40 bis** (art. L. 14-10-9, L. 232-8, L. 232-9, L. 232-10, L. 311-8, L. 313-6, L. 313-12, L. 313-14-1, L. 313-14-2 [nouveau], L. 313-23, L. 314-2, L. 314-6, L. 314-8, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1111-16 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique, art. L. 133-4-4 du code de la sécurité sociale - Déploiement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 10086). (p. 10089). - **Article 46** (art. L. 142-1 [nouveau], L. 142-2 [nouveau] et L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles - Création du Haut conseil de la famille et des âges de la vie) (p. 10098, 10099). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3, L. 114-3-1, L. 149-1, L. 149-2 [nouveau], L. 146-1, L. 146-2, L. 531-7, L. 541-4 et L. 581-1 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) (p. 10108). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 149-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création des maisons départementales de l'autonomie) (p. 10110). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé définissant les objectifs de la politique d'adaptation de la société au vieillissement de la population) (p. 10145, 10146). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10147, 10148).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]** - (9 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 10562, 10563).

Deuxième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 5** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015*) (p. 10595, 10596).

Troisième partie :

- (9 novembre 2015) - **Article 7** (*art. L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale - Réduction du taux de cotisation « famille » pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 SMIC*) (p. 10602, 10603). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10611). - **Article 8** (*art. L. 651-3 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S*) (p. 10616).

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10650). (p. 10651).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2015) - **Article 14 ter (nouveau)** (*art. L. 241-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 130 de la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 et art 34 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Conséquences sur les allègements généraux du non-respect de l'obligation de négociation annuelle obligatoire*) (p. 10666). (p. 10667). (p. 10667, 10668). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (*art. L. 244-2 du code de la sécurité sociale - Motivation des avertissements et des mises en demeure*) (p. 10670). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 10677). - **Article 15** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES*) (p. 10685). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 10709). - **Article 17** (*art. 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Calendrier du transfert à la CADES des déficits portés par l'ACOSS*) (p. 10712, 10713). - **Article 21** (*art. L. 864-1 et L. 864-2, L. 865-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sélection des contrats d'assurance maladie complémentaire pour les plus de 65 ans*) (p. 10735). - **Article 25** (*Approbation du montant des exonérations, réductions ou abattements*

d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale) (p. 10754). (p. 10754).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 36** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2016*) (p. 10774). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10777). (p. 10778). - **Article 37** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA et à la branche maladie du régime général*) (p. 10782). - **Article 38** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2016*) (p. 10783).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 10857). (p. 10858). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10866). (p. 10867). - **Articles additionnels après l'article 46 (suite)** (p. 10872). - **Article 48** (*art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Report de la réforme du mode de calcul de la participation financière des assurés aux frais d'hospitalisation*) (p. 10878). - **Article 50** (*art. L. 162-1-17, L. 162-22-7, L. 162-30-2, L. 162-30-3, L. 162-30-4 et L. 322-5-5 du code de sécurité sociale - Simplification des dispositifs contractuels entre les établissements de santé et les ARS*) (p. 10890, 10891). (p. 10891).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 11696).

- **Question orale sans débat sur la subrogation intégrale pour arrêts maladie dans le domaine des services à la personne** - (1er décembre 2015) (p. 11997). (p. 11998).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (3 décembre 2015) (p. 12291, 12292). - **Article 51 bis (nouveau)** (*Demande d'un rapport au Gouvernement sur le bilan du remplacement de l'aide différentielle aux conjoints survivants par l'aide complémentaire aux conjoints survivants et les possibilités de garantir aux veuves d'anciens combattants un revenu stable*) (p. 12303).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Commission mixte paritaire [n° 211 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13010, 13011).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé - Nouvelle lecture [n° 209 (2015-2016)]** - (14 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13081).

YONNET (Evelyne)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
NI, puis SOC, puis Socialiste et
républicain

Devenu sénateur le 4 mars 2015 (en remplacement de Claude Dilain, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 12 mars 2015.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (24 novembre 2015).

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique le 18 décembre 2015.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte le 16 décembre 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'extension de la séparation des Églises et de l'État en Guyane [n° 329 (2014-2015)] (9 mars 2015) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société.**

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des supporters [n° 531 (2014-2015)] (17 juin 2015) - **Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Électricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Santé environnementale - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Réunion du mercredi 20 mai 2015 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2015 (*commission des affaires sociales*) : Dialogue social et emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 14 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Modernisation de notre système de santé - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Adaptation de la société au vieillissement - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2016 - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (10 avril 2015) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 3451, 3452).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2015) - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-21 du code du travail - Fixation d'une durée maximale de trois ans pour les dérogations individuelles ou sectorielles au repos dominical accordées par le préfet) (p. 4193).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile** [n° 426 (2014-2015)] - (19 mai 2015) - **Article 14** (art. L. 311-5 et chapitre III [nouveau] du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile) (p. 5044). (p. 5053).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** [n° 468 (2014-2015)] - (17 juin 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédative et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 6400).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (14 septembre 2015) - **Article 1er**

(art. L. 1411-1, L. 1411-1-1, L. 1411-2, L. 1411-3, L. 1411-4 et L. 1431-2 du code de la santé publique ; art. L. 111-2-1, L. 161-37 et L. 182-2 du code de la sécurité sociale - Redéfinition des objectifs, du périmètre et des modalités d'élaboration, de suivi et de révision de la politique de santé) (p. 8154). (p. 8173). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8181).

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8348). - **Article 6 ter (supprimé)** (art. 4624-1 du code du travail - Présence de données sexuées dans le rapport d'activité annuel du médecin du travail) (p. 8373).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 11 quater A** (p. 8471). (p. 8471). (p. 8472). - **Articles additionnels après l'article 12 ter A** (p. 8498). (p. 8498). (p. 8501, 8502). (p. 8502).

- **Suite de la discussion** (18 septembre 2015) - **Article 13** (art. L. 1431-2, L. 3211-2-3, L. 3212-5, L. 3221-1 à L. 3221-4, L. 3221-4-1 A [nouveau], L. 3222-1, L. 3221-5-1, L. 3311-1 et L. 6143-2 du code de la santé publique - Organisation des soins psychiatriques) (p. 8544). (p. 8544). (p. 8545). - **Article 13 quater** (art. L. 3222-5-1 [nouveau] du code de la santé publique - Encadrement du placement en chambre d'isolement et de la contention) (p. 8548). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 2212-5 du code de la santé publique - Suppression du délai de réflexion entre la première et la deuxième consultation pour une interruption volontaire de grossesse) (p. 8565). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 133-4, L. 161-1-4, L. 161-36-3 et L. 161-36-4 [nouveaux], L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14-1, L. 162-16-1, L. 162-32-1, L. 315-1, L. 322-1, L. 322-2 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation du tiers payant pour les soins de ville) (p. 8577). - **Article 24 (Texte nonmodifié par la commission)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Lettres de liaison entre l'hôpital et le médecin traitant) (p. 8608). (p. 8608). (p. 8609). (p. 8609).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8725). (p. 8726). - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4111-1-2 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code de la santé publique - Accès des non ressortissants communautaires au troisième cycle d'études médicales ou à une formation médicale complémentaire) (p. 8743, 8744).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2015) - **Article 38** (art. L. 1434-1 à L. 1434-6, L. 1434-6-1 [nouveau], L. 1434-7 à L. 1434-10, L. 1431-2, L. 1432-1, L. 1432-3, L. 1432-4, L. 1433-2, L. 1435-4-2, L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4, L. 3131-7, L. 3131-8, L. 3131-11, L. 6211-16, L. 6212-3, L. 6212-6, L. 6222-2, L. 6222-3, L. 6222-5, L. 6223-4, L. 6241-1 du code de la santé publique ; art. 151 ter du code général des impôts ; art. L. 632-6 du code de l'éducation - Réforme de l'animation territoriale conduite par les agences régionales de santé) (p. 8869). (p. 8869). (p. 8873). (p. 8874). (p. 8876). (p. 8876).

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2015) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9102). - **Articles additionnels après l'article 51 quater** (p. 9104). (p. 9105). (p. 9105).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (7 octobre 2015) - **Article 1er** (art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration) (p. 9248). - **Article 10 quater (supprimé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titre de séjour pour les personnes victimes de violences familiales) (p. 9298, 9299). - **Article 11** (art. L. 313-17 à L. 313-24 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cartes de séjour pluriannuelles) (p. 9305).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2015) - **Article 19** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et

du droit d'asile - Caractère subsidiaire du placement en rétention administrative par rapport à l'assignation à résidence) (p. 9356). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9387).

- **Question orale sans débat sur le projet d'aménagement du parc Georges Valbon à La Courneuve** - (13 octobre 2015) (p. 9482, 9483). (p. 9483).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)]** - (13 octobre 2015) - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 9554).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Deuxième lecture [n° 38 (2015-2016)]** - (14 octobre 2015) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2 et 225-12-3 du code pénal, art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 9632).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la tuberculose en Seine-Saint-Denis** - (27 octobre 2015) (p. 9924). (p. 9925).

- **Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement - Deuxième lecture [n° 102 (2015-2016)]** - (28 octobre 2015) - **Article 22** (art. L. 311-3, L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau] et L. 311-5-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Droits et libertés garantis aux personnes âgées accueillies dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux) (p. 10053). - **Article 55 A** (art. L. 132-8, L. 232-19, L. 245-7 et L. 344-5 du code de l'action sociale - Récupération des prestations d'aide sociale auprès de bénéficiaires de contrats d'assurance-vie) (p. 10112). (p. 10115).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie - Deuxième lecture [n° 104 (2015-2016)]** - (29 octobre 2015) - **Article 3** (art. L. 1110-5-2 nouveau du code de la santé publique - Le traitement à visée sédatrice et antalgique provoquant une altération profonde et continue de la vigilance jusqu'au décès) (p. 10199). (p. 10209). - **Article 9** (art. L. 1111-6 du code de la santé publique - Précision relative à la mission de la personne de confiance) (p. 10220). - **Article 14 (Rapport annuel sur le développement des soins palliatifs)** (p. 10222). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10223).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le marché du BTP et le logement** - (3 novembre 2015) (p. 10258, 10259).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2015) - **Article additionnel après l'article 44 bis** (p. 10850, 10851). - **Article 55 (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2016)** (p. 10904).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Première partie :

- (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11270).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 190 (2015-2016)]** - (26 novembre 2015) - **Question préalable** (p. 11694, 11695).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la culture en milieu psychiatrique** - (1er décembre 2015) (p. 11983). (p. 11983).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Seconde partie :

Santé

- (1er décembre 2015) - **État B** (p. 12035, 12036).

Egalité des territoires et logement

- (1er décembre 2015) (p. 12049).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (11 décembre 2015) - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 131-4-1, art. L. 131-4-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 3261-3-1 du code du travail - Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo) (p. 12820). (p. 12821).

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de France - Série 2)
SOC, puis Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 22 mai 2015 ; membre de la commission jusqu'au 21 mai 2015.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu (14 janvier 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2014 relative à l'octroi de mer (9 juin 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2016 (19 novembre 2015).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (9 décembre 2015).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 24 mars 2015.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale [n° 378 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger le délit de blasphème toujours en vigueur en Alsace-Moselle [n° 379 (2014-2015)] (31 mars 2015) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au parrainage républicain [n° 390 (2014-2015)] (1er avril 2015) - **Société**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Mozambique : une pépite à l'export [n° 126 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Rencontre avec les institutions : mieux identifier certains défis de l'agenda européen [n° 419 (2014-2015)] (16 avril 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale [n° 492 (2014-2015)] (9 juin 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : « Quoi qu'il en coûte » : la Banque centrale européenne face à la crise [n° 533 (2014-2015)] (18 juin 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 572 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française [n° 573 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie [n° 574 (2014-2015)] (30 juin 2015) - **Fonction publique - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 596 (2014-2015)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 604 tome 2 (2014-2015)] (8 juillet 2015) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'Union des marchés de capitaux [n° 640 (2014-2015)] (16 juillet 2015) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Faire de la délivrance des visas un outil d'attractivité pour la France [n° 127 (2015-2016)] (29 octobre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] - Action extérieure de l'État [n° 164 tome 3 annexe 1 (2015-2016)] (19 novembre 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

Réunion du mardi 17 février 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux.

Réunion du mercredi 18 février 2015 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Mise en œuvre des règles de séparation des activités bancaires - Audition de MM. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Olivier Guersent, directeur général adjoint de la Commission européenne en charge des institutions financières, Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance watch, et Alain Papiasse, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du mercredi 4 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France.

(*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, conjointe avec la commission des finances, de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, sur la recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France.

(*commission des finances*) : Recommandation de la Commission européenne au Conseil sur le déficit public de la France - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social.

Réunion du jeudi 19 mars 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Semestre européen et flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Réunion du mercredi 25 mars 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Mills, président-directeur général de la société de financement local (SFIL).

Réunion du mercredi 1er avril 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Alain Lamassoure, député européen, membre de la commission des affaires économiques et monétaires, et de M. Jean-Paul Betbèze, économiste.

Réunion du mercredi 8 avril 2015 (*commission des finances*) : Évolutions récentes de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et leurs incidences économiques - Audition conjointe de MM. Denis Beau, directeur général des opérations de la Banque de France, Olivier Garnier, chef économiste de la Société générale et Augustin Landier, chercheur à la Toulouse School of Economics, professeur associé à l'Université Toulouse I.

Réforme de l'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2015 (*commission des finances*) : Octroi de mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mai 2015 (*commission des finances*) : Application des lois - Communication.

Gouvernance et pilotage de la politique immobilière de l'État - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, président de chambre à la Cour des comptes, M. Olivier Debains, président-directeur général de la SOVAFIM, Mme Nathalie Morin, chef du service France domaine et M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Réunion du jeudi 21 mai 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Jonathan Hill, commissaire chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jonathan Hill, commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à l'occasion de la remise du rapport annuel de l'AMF.

Réunion du jeudi 28 mai 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur la certification des comptes de l'État - exercice 2014 - et sur le rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2014.

Réunion du mardi 9 juin 2015 (*commission des finances*) : Dialogue social et emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juin 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, responsable du programme 183 « Protection maladie », sur l'aide médicale d'État.

Réunion du jeudi 11 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Agenda sur les migrations : communication de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 18 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Banque centrale européenne : rapport d'information de M. Eric Bocquet, Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du jeudi 25 juin 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Situation du secteur laitier : rapport d'information et proposition de résolution européenne de MM. Claude Haut et Michel Raison.

Économie, finances et fiscalité - La situation de la Grèce dans la zone euro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin.

(*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du bureau de la commission au Portugal et en Espagne du 19 au 23 avril 2015.

Diplomatie fiscale de la France en faveur de ses entreprises - Auditions de Mme Catherine Henton, directeur fiscal de Sanofi-Aventis, MM. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale (DLF) et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Audition de M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor.

Réforme du droit d'asile - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juillet 2015 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 16 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union des marchés de capitaux : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Richard Yung.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Réunion du mercredi 16 septembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 septembre 2015 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2015 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement - Rapport pour avis de M. Dominique de Legge.

Nomination du gouverneur de la Banque de France - Audition de Mme Jézabel Coupey-Soubeyran et de MM. Jean-Claude Magendie, Jean Maïa et Jean-Claude Trichet.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2016 - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 1er octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Crise migratoire en Europe - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Aide publique au développement » (et article 48) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur le coût de l'organisation des élections) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 octobre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Séparation des activités bancaires : avis politique de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la délivrance des visas) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Participation de la

France au budget de l'Union européenne (article 22) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Tome I du rapport général - Examen des principaux éléments de l'équilibre.

Réunion du jeudi 5 novembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Recherche et propriété intellectuelle - Brevetabilité des variétés végétales : communication de M. Daniel Raoul.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre du plan d'investissement pour l'Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Emorine et Didier Marie.

Réunion du jeudi 12 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 17 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 57 à 57 quater) et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - (et communication sur le contrôle sur les écoles de la deuxième chance) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2016 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 20 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 23 novembre 2015 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du lundi 30 novembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 2 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2016 - Missions « Action extérieure de l'État », « Politique des territoires », « Travail et emploi », « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative », « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », « Direction de l'action du Gouvernement » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 3 décembre 2015 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Union européenne et Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 - Examen du rapport.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 11 décembre 2015 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 décembre 2015 (*commission des finances*) : Approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne - Communication de Mme Michèle André et M. François Marc.

Loi de finances rectificative pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les personnels recrutés localement par les administrations françaises à l'étranger et l'assurance chômage** - (17 février 2015) (p. 1818). (p. 1819).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars 2015** - (10 mars 2015) (p. 2416).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)]** - (16 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2546, 2547).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques [n° 371 (2014-2015)]** - (10 avril 2015) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3409).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2015) - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité pour les salariés de demander la renégociation d'un accord d'intéressement proposé par l'employeur et ratifié par référendum) (p. 4070, 4071). - **Article 40 bis A** (art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Autorisation du prêt de trésorerie interentreprises) (p. 4073). - **Article 41** (art. L. 423-1 et L. 811-1 du code de la propriété intellectuelle - Sollicitation personnalisée et publicité des conseils en propriété industrielle) (p. 4082). - **Article 41 bis D** (Rapport sur la spécialisation d'un « petit nombre de magistrats » en propriété industrielle) (p. 4083). - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 4084). (p. 4085).

- **Question orale sans débat sur la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France** - (12 mai 2015) (p. 4810, 4811) (p. 4811).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 juin 2015** - (16 juin 2015) (p. 6301).

- **Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)]** - (18 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 6458, 6459). - **Article 2** (art. L. 766-6 du code de la sécurité sociale - Mode d'élection des membres du conseil d'administration) (p. 6464).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 [n° 596 (2014-2015)]** - (9 juillet 2015) - **Débat commun** (p. 7453, 7454). - **Article liminaire**

(*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014*) (p. 7469).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé [n° 654 (2014-2015)]** - (16 septembre 2015) - **Article 5** (*decies* (art. L. 3511-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Neutralité des emballages de produits du tabac) (p. 8331).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne [n° 686 (2014-2015)]** - (28 septembre 2015) - **Discussion générale** (p. 8715, 8717).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement [n° 702 (2014-2015)]** - (30 septembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8927).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France [n° 717 (2014-2015)]** - (8 octobre 2015) - **Article additionnel après l'article 13** (*sexies* (p. 9327). - **Article 13** (*octies* (nouveau) (art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles - Rétablissement d'un droit annuel pour pouvoir bénéficier de l'aide médicale d'État) (p. 9330).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2015** - (13 octobre 2015) (p. 9527).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 [n° 128 (2015-2016)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2015) - **Article 15** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-1, L. 135-2, L. 135-3, L. 135-3-1, L. 135-4, L. 136-8, L. 137-17, L. 223-1, L. 245-16 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 2 de l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Réallocation du produit des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, refonte de l'architecture et du financement du FSV, simplification des ressources affectées à la CADES) (p. 10679, 10680). (p. 10682). (p. 10689).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2015) (p. 11095, 11096).

Première partie :

- (20 novembre 2015) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages aux revenus moyens et modestes et indexation du barème) (p. 11168, 11169). (p. 11174, 11175). (11183). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11189, 11190). (p. 11194). (p. 11195). (p. 11195). (p. 11196). (p. 11196).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 11219). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 11236). (p. 11251). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11280).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2015) - **Article 15 (priorité)** (art. 1-1 à 1-5 [nouveaux], 4, 27, 29, 64-4 et 64-5 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière

pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 1001, 302 bis Y, 1018 A du code général des impôts - Réforme de l'aide juridictionnelle) (p. 11302, 11303). - **Articles additionnels après l'article 3 ter** (p. 11315). (p. 11317, 11318). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11328). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 11335). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 11350, 11351). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. 1600-0 P, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 5121-18 du code de la santé publique, et art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 11375). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11384, 11385). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. 235 ter ZD du code général des impôts - Élargissement de la taxe sur les transactions financières aux opérations intrajournalières) (p. 11404).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2015) - **Article 14** (*Contributions des organismes chargés de service public au redressement des finances publiques*) (p. 11472, 11473). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 11531, 11532).

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11890).

Sécurité

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11908, 11909).

Immigration, asile et intégration

- (30 novembre 2015) - **État B** (p. 11928).

- **Question orale sans débat sur les visas des étudiants stagiaires, des voyageurs d'affaires et les permis de conduire en Chine** - (1er décembre 2015) (p. 11989). (p. 11990).

- **Projet de loi de finances pour 2016 [n° 163 (2015-2016)] (suite)**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (2 décembre 2015) (p. 12082, 12083).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 12105). (p. 12108). - **Article additionnel après l'article 48 A** (p. 12109).

Article relatif aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2016

- (4 décembre 2015) - **Article 28** (*Plafonds des autorisations d'emplois de l'État*) (p. 12345). - **Article 29** (*Plafonds d'emploi des opérateurs de l'État*) (p. 12355).

Articles non rattachés

- (4 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 33 bis** (p. 12371, 12372). - **Article 34 (priorité)** (art. 1649 quater B quinquies, 1658, 1681 sexies et 1738 du code général des impôts - Engagement du prélèvement à la source et modernisation de l'impôt sur le revenu) (p. 12389). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12410). (p. 12411). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 2333-30 et L. 2333-41 du code général des collectivités territoriales - Fixation d'une date limite pour l'institution de la taxe de séjour)

(p. 12439, 12440). (p. 12440). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 1383 C ter et 1466 A du code général des impôts - Extension aux deux bordures de la voie publique de l'application de certaines exonérations d'imposition locale lorsque ladite voie correspond à la limite d'un quartier prioritaire de la politique de la ville) (p. 12450).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2015) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12511). - **Article 47 bis (nouveau)** (art. 197 A du code général des impôts - Simplification de la démarche effectuée par les non-résidents pour l'imposition de leurs revenus de source française) (p. 12533). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Suppression du mécanisme de traçabilité des produits du tabac prévu à l'article 569 du code général des impôts) (p. 12537).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 [n° 227 (2015-2016)]** - (10 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 12701, 12702).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2015) - **Article 2** (*Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture, FNGRA*) (p. 12769). - **Article 4 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12790). (p. 12793). - **Article 30 ter (nouveau) (priorité)** (art. 298 du code général des impôts - Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules à essence) (p. 12826). - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 12832). - **Articles additionnels après l'article 16 duodecimes** (p. 12878). - **Article 19** (art. 1653 F (nouveau) du code général des impôts et art. L. 59, L. 59 D (nouveau), L. 60, L. 113 et L. 136 A (nouveau) du livre des procédures fiscales - Création d'un comité consultatif pour le crédit d'impôt pour dépenses de recherche et le crédit d'impôt d'innovation) (p. 12883). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12887).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015** - (15 décembre 2015) (p. 13110).

- **Projet de loi de finances pour 2016 - Commission mixte paritaire [n° 244 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13130, 13131).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 259 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Question préalable** (p. 13140, 13141).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 [n° 232 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13144, 13145).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 261 (2015-2016)]** - (16 décembre 2015) - **Discussion générale** (p. 13150, 13151).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC

Président du Groupe Union des Démocrates et Indépendants - UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (17 juin 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (16 septembre 2015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (28 octobre 2015).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer des contrats territoriaux de développement rural [n° 470 (2014-2015)] (28 mai 2015) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour le soutien au plan d'électrification du continent africain « plan Electricité - Objectif 2025 » [n° 540 (2014-2015)] (22 juin 2015) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 593 (2014-2015)] (2 juillet 2015) - **Justice - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 643 (2014-2015)] portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 647 (2014-2015)] (21 juillet 2015) - **Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire [n° 663 (2014-2015)] (17 août 2015) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique tendant à supprimer la dotation d'action parlementaire [n° 7 (2015-2016)] (2 octobre 2015) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 437 (2014-2015)] visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur [n° 54 (2015-2016)] (14 octobre 2015) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 86 (2015-2016)] (16 octobre 2015) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la promotion des langues régionales [n° 96 (2015-2016)] (21 octobre 2015) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 197 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] (25 novembre 2015) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 280 (2015-2016)] (17 décembre 2015) - **Police et sécurité - Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 janvier 2015 (*commission des lois*) : Assurer la représentation équilibrée des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 avril 2015 (*commission des lois*) : Réforme de l'asile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2015 (*commission des lois*) : Renseignement - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 mai 2015 (*commission des lois*) : Réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2015 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2015 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne.

Réunion du mardi 21 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juillet 2015 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 septembre 2015 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2015 (*commission des lois*) : Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2015 (*commission des lois*) : Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des

agressions sexuelles sur mineur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2015 (*commission des lois*) : Indépendance et impartialité des magistrats et ouverture de la magistrature sur la société - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les attaques terroristes dont la France a été victime** - (13 janvier 2015) - président du groupe Union des démocrates et indépendants-UC (p. 8).

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires** [n° 255 (2014-2015)] - (3 février 2015) - **Discussion générale** (p. 1150).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** - *Deuxième lecture* [n° 312 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2375, 2376).

- **Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance** [n° 314 (2014-2015)] - (10 mars 2015) - **Discussion générale** (p. 2397).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (12 mai 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4816, 4818).

- **Proposition de résolution tendant à réformer les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace** [n° 428 (2014-2015)] - (13 mai 2015) - **Discussion générale** (p. 4887, 4888).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'asile** [n° 426 (2014-2015)] - (19 mai 2015) - **Article 10** (*art. L. 731-2, L. 731-4 [supprimé], L. 732-1, L. 733-1-1 [nouveau] et L. 733-1-2 [supprimé], L. 733-2, L. 733-3-1 et L. 733-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 233-5, L. 234-3, L. 234-3-1 et L. 234-4 du code de justice administrative et art. 3, 9-4 [nouveau], 14 et 16 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Examen des recours devant la Cour nationale du droit d'asile et organisation juridictionnelle*) (p. 5029, 5030).

- **Projet de loi relatif au renseignement** [n° 461 (2014-2015)] - (9 juin 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6148, 6149).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** - *Nouvelle lecture* [n° 542 (2014-2015)] - (30 juin 2015) - **Discussion générale** (p. 7019, 7020).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de la Grèce et les enjeux européens** - (8 juillet 2015) (p. 7358, 7359).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord européen relatif à la Grèce** - (15 juillet 2015) (p. 7697, 7699).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne** - *Nouvelle lecture* [n° 643 (2014-2015)] - (23 juillet 2015) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8098, 8100). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8107, 8108).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien** - (15 septembre 2015) (p. 8231, 8232).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France** [n° 717 (2014-2015)] - (7 octobre 2015) - **Article 1er**

(*art. L. 311-9 et L. 751-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 9247).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur** [n° 55 (2015-2016)] - (20 octobre 2015) - **Discussion générale** (p. 9694, 9695).

- Rapporteur - **Article 3** (*art. 138 et 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information de l'autorité administrative en cas de condamnation ou de procédure en cours pour une infraction sexuelle commise sur mineur*) (p. 9707). (p. 9708).

- **Projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires** [n° 662 (2014-2015)] - (27 octobre 2015) - **Question préalable** (p. 9987).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11026, 11027).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)] - (8 décembre 2015) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12580, 12581).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections régionales et la politique économique** - (10 décembre 2015) (p. 12712, 12713). (p. 12714).

- ABATE (Patrick), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 4
 AÍCHI (Leila), p. 6
 ALLIZARD (Pascal), p. 10
 AMIEL (Michel), p. 12
 ANDRÉ (Michèle), p. 14
 ANTISTE (Maurice), p. 20
 ANZIANI (Alain), p. 21
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 23
 ARNELL (Guillaume), p. 27
 ASSASSI (Éliane), p. 30
 ASSOULINE (David), p. 35
 AUBEY (François), p. 38
 BAILLY (Dominique), p. 39
 BAILLY (Gérard), p. 40
 BARBIER (Gilbert), p. 42
 BAROIN (François), p. 46
 BAS (Philippe), p. 47
 BATAILLE (Delphine), p. 56
 BEAUFILS (Marie-France), p. 58
 BÉCHU (Christophe), p. 61
 BENBASSA (Esther), p. 62
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 67
 BERSON (Michel), p. 68
 BERTRAND (Alain), p. 70
 BIGNON (Jérôme), p. 71
 BIGOT (Jacques), p. 74
 BILLON (Annick), p. 77
 BILLOUT (Michel), p. 80
 BIZET (Jean), p. 83
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 88
 BLONDIN (Maryvonne), p. 91
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 94
 BOCQUET (Éric), p. 97
 BOISTARD (Pascale), p. 101
 BONHOMME (François), p. 103
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 105
 BONNEFOY (Nicole), p. 109
 BOSINO (Jean-Pierre), p. 110
 BOTREL (Yannick), p. 115
 BOUCHART (Natacha), p. 117
 BOUCHET (Gilbert), p. 118
 BOUCHOUX (Corinne), p. 119
 BOULARD (Jean-Claude), p. 123
 BOURQUIN (Martial), p. 125
 BOUTANT (Michel), p. 128
 BOUVARD (Michel), p. 129
 BRICQ (Nicole), p. 136
 BUFFET (François-Noël), p. 142
 CABANEL (Henri), p. 147
 CADIC (Olivier), p. 148
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 152
 CAÍD ESSEBSI (Béji), p. 153
 CALVET (François), p. 153
 CAMANI (Pierre), p. 154
 CAMBON (Christian), p. 155
 CAMPION (Claire-Lise), p. 158
 CANAYER (Agnès), p. 160
 CANEVET (Michel), p. 162
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 166
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 167
 CARCENAC (Thierry), p. 172
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 173
 CARLE (Jean-Claude), p. 177
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 179
 CARTRON (Françoise), p. 180
 CARVOUNAS (Luc), p. 182
 CASTELLI (Joseph), p. 183
 CAYEUX (Caroline), p. 183
 CAZEAU (Bernard), p. 185
 CAZENEUVE (Bernard), p. 187
 CÉSAR (Gérard), p. 190
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 192
 CHAIZE (Patrick), p. 192
 CHARON (Pierre), p. 194
 CHASSEING (Daniel), p. 196
 CHATILLON (Alain), p. 200
 CHIRON (Jacques), p. 201
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 203
 CLAIREAUX (Karine), p. 204
 COHEN (Laurence), p. 205
 COLLIN (Yvon), p. 213
 COLLOMB (Gérard), p. 214
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 216
 COMMEINHES (François), p. 224
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 226
 CORNANO (Jacques), p. 228
 CORNU (Gérard), p. 230
 COURTEAU (Roland), p. 231
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 236
 CUKIERMAN (Cécile), p. 237
 DALLIER (Philippe), p. 241
 DANESI (René), p. 246
 DANTEC (Ronan), p. 248
 DARNAUD (Mathieu), p. 255
 DASSAULT (Serge), p. 257
 DAUDIGNY (Yves), p. 258
 DAUNIS (Marc), p. 262
 DAVID (Annie), p. 264
 DEBRÉ (Isabelle), p. 272
 del PICCHIA (Robert), p. 274
 DELAHAYE (Vincent), p. 277
 DELATTRE (Francis), p. 281
 DELCROS (Bernard), p. 286
 DELEBARRE (Michel), p. 287
 DELGA (Carole), p. 290
 DEMESSINE (Michelle), p. 290
 DÉRIOT (Gérard), p. 293
 DEROCHÉ (Catherine), p. 294
 DEROMEDI (Jacky), p. 303
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 306
 DESESSARD (Jean), p. 309
 DESEYNE (Chantal), p. 316
 DÉSIR (Harlem), p. 317
 DESPLAN (Félix), p. 318
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 320
 DIDIER (Évelyne), p. 324
 DI FOLCO (Catherine), p. 329
 DILAIN (Claude), p. 330
 DOINEAU (Élisabeth), p. 331
 DOLIGÉ (Éric), p. 334
 DOMINATI (Philippe), p. 340
 DUBOIS (Daniel), p. 343
 DUBOIS (Vincent), p. 344
 DUCHÊNE (Marie-Annick), p. 344
 DUFAUT (Alain), p. 347
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 348
 DURAIN (Jérôme), p. 349
 DURAN (Alain), p. 350
 DURANTON (Nicole), p. 351
 DURRIEU (Josette), p. 352
 DUVERNOIS (Louis), p. 353
 EBLÉ (Vincent), p. 355
 ECKERT (Christian), p. 356
 EL KHOMRI (Myriam), p. 363
 EMERY-DUMAS (Anne), p. 363

- EMORINE (Jean-Paul), p. 365
 ESNOL (Philippe), p. 368
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 369
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 369
 FABIUS (Laurent), p. 376
 FALCO (Hubert), p. 377
 FAVIER (Christian), p. 378
 FEKL (Matthias), p. 383
 FÉRAT (Françoise), p. 384
 FÉRET (Corinne), p. 386
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 386
 FIORASO (Geneviève), p. 389
 FONTAINE (Michel), p. 389
 FORISSIER (Michel), p. 390
 FORTASSIN (François), p. 392
 FOUCAUD (Thierry), p. 394
 FOUCHÉ (Alain), p. 396
 FOURNIER (Bernard), p. 398
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 400
 FRASSA (Christophe-André), p. 401
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 403
 FROGIER (Pierre), p. 403
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 404
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 407
 GATEL (Françoise), p. 409
 GATTOLIN (André), p. 412
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 418
 GAUTIER (Jacques), p. 419
 GENEST (Jacques), p. 422
 GÉNISSON (Catherine), p. 424
 GERMAIN (Jean), p. 428
 GHALI (Samia), p. 429
 GILLES (Bruno), p. 430
 GILLOT (Dominique), p. 431
 GILLOT (Jacques), p. 434
 GIRARDIN (Annick), p. 435
 GIRAUD (Éliane), p. 435
 GIUDICELLI (Colette), p. 436
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 438
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 440
 GORCE (Gaëtan), p. 446
 GOULET (Nathalie), p. 447
 GOURAULT (Jacqueline), p. 452
 GOURNAC (Alain), p. 454
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 456
 GRAND (Jean-Pierre), p. 457
 GREMILLET (Daniel), p. 459
 GROSDIDIER (François), p. 463
 GROSPERRIN (Jacques), p. 465
 GRUNY (Pascale), p. 469
 GUENÉ (Charles), p. 472
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 475
 GUERRIAU (Joël), p. 475
 GUILLAUME (Didier), p. 479
 GUILLEMOT (Annie), p. 482
 HAUT (Claude), p. 483
 HERVÉ (Loïc), p. 483
 HERVIAUX (Odette), p. 485
 HOUEL (Michel), p. 487
 HOUPERT (Alain), p. 489
 HUE (Robert), p. 490
 HUMMEL (Christiane), p. 491
 HURÉ (Benoît), p. 492
 HUSSON (Jean-François), p. 493
 HYEST (Jean-Jacques), p. 498
 IMBERT (Corinne), p. 506
 IRITI (Teura), p. 508
 JARLIER (Pierre), p. 509
 JEAN (Geneviève), p. 510
 JEANSANNETAS (Éric), p. 510
 JOISSAINS (Sophie), p. 511
 JOUANNO (Chantal), p. 512
 JOURDA (Gisèle), p. 517
 JOUVE (Mireille), p. 519
 JOYANDET (Alain), p. 520
 KALTENBACH (Philippe), p. 522
 KAMMERMANN (Christiane), p. 526
 KANNER (Patrick), p. 527
 KARAM (Antoine), p. 527
 KAROUTCHI (Roger), p. 528
 KELLER (Fabienne), p. 535
 KENNEL (Guy-Dominique), p. 538
 KERN (Claude), p. 541
 KHIARI (Bariza), p. 545
 LABAZÉE (Georges), p. 547
 LABBÉ (Joël), p. 551
 LABORDE (Françoise), p. 555
 LALANDE (Bernard), p. 559
 LAMÉNIE (Marc), p. 561
 LAMURE (Élisabeth), p. 568
 LARCHER (Gérard), p. 572
 LARCHER (Serge), p. 573
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 574
 LAUFOAULU (Robert), p. 575
 LAURENT (Daniel), p. 577
 LAURENT (Pierre), p. 578
 LAUREY (Nuihau), p. 580
 LE DRIAN (Jean-Yves), p. 580
 LE FOLL (Stéphane), p. 581
 LE GUEN (Jean-Marie), p. 582
 LEBRANCHU (Marylise), p. 583
 LECERF (Jean-René), p. 588
 LECONTE (Jean-Yves), p. 589
 LEFÈVRE (Antoine), p. 594
 LEGENDRE (Jacques), p. 597
 de LEGGE (Dominique), p. 599
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 602
 LEMAIRE (Axelle), p. 605
 LEMOYNE (Jean-Baptiste), p. 607
 LENOIR (Jean-Claude), p. 610
 LEPAGE (Claudine), p. 616
 LEROY (Jean-Claude), p. 618
 LEROY (Philippe), p. 619
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 621
 LÉTARD (Valérie), p. 626
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 628
 LOISIER (Anne-Catherine), p. 631
 LONGEOT (Jean-François), p. 633
 LONGUET (Gérard), p. 636
 LOPEZ (Vivette), p. 640
 LORGEUX (Jeanny), p. 642
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 644
 LUCHE (Jean-Claude), p. 645
 MACRON (Emmanuel), p. 647
 MADEC (Roger), p. 656
 MADRELLE (Philippe), p. 657
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 657
 MAGRAS (Michel), p. 659
 MALHERBE (Hermeline), p. 662
 MALHURET (Claude), p. 664
 MANABLE (Christian), p. 666
 MANDELLI (Didier), p. 667
 MANDON (Thierry), p. 670
 MARC (Alain), p. 671
 MARC (François), p. 673
 MARIE (Didier), p. 677

INDEX

- MARINI (Philippe), p. 679
 MARSEILLE (Hervé), p. 679
 MASCLET (Patrick), p. 680
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 681
 MASSON (Jean Louis), p. 682
 MAUREY (Hervé), p. 683
 MAYET (Jean-François), p. 687
 MAZUIR (Rachel), p. 688
 MÉDEVIELLE (Pierre), p. 689
 MÉLOT (Colette), p. 691
 MERCIER (Marie), p. 695
 MERCIER (Michel), p. 696
 MEUNIER (Michelle), p. 699
 MÉZARD (Jacques), p. 703
 MICHEL (Danielle), p. 710
 MICOULEAU (Brigitte), p. 711
 MIGAUD (Didier), p. 713
 MILON (Alain), p. 713
 MIQUEL (Gérard), p. 721
 MOHAMED SOILIHI (Thani), p. 723
 MONIER (Marie-Pierre), p. 726
 MONTAUGÉ (Franck), p. 727
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 730
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 731
 MORHET-RICHAUD (Patricia), p. 742
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 744
 MORISSET (Jean-Marie), p. 750
 MOUILLER (Philippe), p. 753
 NACHBAR (Philippe), p. 757
 NAMY (Christian), p. 758
 NAVARRO (Robert), p. 758
 NÈGRE (Louis), p. 759
 NÉRI (Alain), p. 764
 NEUVILLE (Ségolène), p. 765
 de NICOLAY (Louis-Jean), p. 767
 NOUGEIN (Claude), p. 769
 PANUNZI (Jean-Jacques), p. 770
 PATIENT (Georges), p. 770
 PATRIAT (François), p. 772
 PAUL (Philippe), p. 773
 PAU-LANGEVIN (George), p. 774
 PELLERIN (Fleur), p. 775
 PELLELAT (Cyril), p. 777
 PERCHERON (Daniel), p. 778
 PEROL-DUMONT (Marie-Françoise), p. 779
 PERRIN (Cédric), p. 781
 PIERRE (Jackie), p. 783
 PILLET (François), p. 785
 PINEL (Sylvia), p. 792
 PINTAT (Xavier), p. 793
 PINTON (Louis), p. 795
 PINVILLE (Martine), p. 795
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 796
 POHER (Hervé), p. 797
 POINTEREAU (Rémy), p. 799
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 802
 PORTELLI (Hugues), p. 807
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 810
 PRIMAS (Sophie), p. 813
 PROCACCIA (Catherine), p. 816
 PRUNAUD (Christine), p. 821
 RACHLINE (David), p. 824
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 825
 de RAINCOURT (Henri), p. 829
 RAISON (Michel), p. 831
 RAOUL (Daniel), p. 835
 RAVIER (Stéphane), p. 839
 RAYNAL (Claude), p. 840
 REBSAMEN (François), p. 844
 REICHARDT (André), p. 846
 REINER (Daniel), p. 850
 REQUIER (Jean-Claude), p. 853
 RETAILLEAU (Bruno), p. 861
 REVET (Charles), p. 864
 RICHARD (Alain), p. 869
 RIOCREUX (Stéphanie), p. 872
 ROBERT (Didier), p. 873
 ROBERT (Sylvie), p. 874
 ROCHE (Gérard), p. 875
 ROGER (Gilbert), p. 881
 ROME (Yves), p. 883
 ROSSIGNOL (Laurence), p. 884
 ROUX (Jean-Yves), p. 888
 ROYAL (Ségolène), p. 889
 SAPIN (Michel), p. 894
 SAUGEY (Bernard), p. 895
 SAVARY (René-Paul), p. 896
 SAVIN (Michel), p. 900
 SCHILLINGER (Patricia), p. 902
 SIDO (Bruno), p. 904
 SOILIHI (Abdourahamane), p. 908
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 909
 SUTOUR (Simon), p. 915
 TANDONNET (Henri), p. 918
 TASCA (Catherine), p. 919
 TAUBIRA (Christiane), p. 922
 TETUANUI (Lana), p. 925
 BRAILLARD (Thierry), p. 926
 TOCQUEVILLE (Nelly), p. 926
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 928
 TOURAINE (Marisol), p. 929
 TOURENNE (Jean-Louis), p. 935
 TRILLARD (André), p. 937
 TROENDLÉ (Catherine), p. 940
 TÜRK (Alex), p. 944
 VALL (Raymond), p. 944
 VALLAUD-BELKACEM (Najat), p. 945
 VALLINI (André), p. 945
 VALLS (Manuel), p. 949
 VALTER (Clotilde), p. 950
 VANDIERENDONCK (René), p. 952
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 957
 VASPART (Michel), p. 962
 VASSELLE (Alain), p. 964
 VAUGRENARD (Yannick), p. 969
 VENDEGOU (Hilarion), p. 971
 VERGÈS (Paul), p. 972
 VERGOZ (Michel), p. 972
 VIAL (Jean-Pierre), p. 973
 VIDALIES (Alain), p. 975
 VINCENT (Maurice), p. 977
 VOGEL (Jean Pierre), p. 981
 WATRIN (Dominique), p. 982
 YONNET (Evelyne), p. 988
 YUNG (Richard), p. 991
 ZOCCHETTO (François), p. 996